



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5350

Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Date de dépôt : 08-06-2004

Date de l'avis du Conseil d'État : 25-10-2005

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
22-12-2005	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
08-06-2004	Déposé	5350/00	<u>6</u>
28-06-2004	Annexes au projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003 - Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (28.6.2004)	5350/00A	<u>270</u>
13-12-2004	Rapport général de la Cour des comptes (13.12.2004)	5350/01	<u>342</u>
10-06-2005	Amendement gouvernemental Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (22.6.2005)	5350/02	<u>419</u>
25-10-2005	Avis du Conseil d'Etat (25.10.2005)	5350/03	<u>424</u>
05-12-2005	Rapport de commission(s) : Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes Rapporteur(s) :	5350/04	<u>429</u>
23-12-2005	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (23-12-2005) Evacué par dispense du second vote (23-12-2005)	5350/05	<u>442</u>
31-12-2006	Publié au Mémorial A n°45 en page 824	5350	<u>445</u>

Résumé

PROJET DE LOI 5350

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Les **comptes généraux** de l'exercice 2003 peuvent, compte tenu de l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, être résumés comme suit:

A. - Recettes et dépenses courantes et en capital

I.	Recettes	6.563.544.417,29
II.	Dépenses	6.563.210.923,72
III.	Excédent de recettes	333.493,57
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	506.193.639,35

B. - Recettes et dépenses pour ordre

I.	Recettes pour ordre	3.465.490.377,08
II.	Dépenses pour ordre	3.465.959.883,32
II.	Excédent de dépenses pour ordre	469.506,24
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.488.217,21

C. - Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I.	Recettes	1.951.773.563,25
II.	Dépenses	2.304.839.008,63
III.	Excédent de dépenses	353.065.445,38
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	2.804.974.302,98

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2003, les **variations** peuvent être résumées comme suit:

	Budget définitif 2003	Compte général 2003	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	6.305.285.110	6.504.666.709,79	199.381.599,79	+ 3,2
- en capital	44.427.200	58.877.707,50	14.450.507,50	+ 32,5
Total recettes (1)	6.349.712.310	6.563.544.417,29	213.832.107,29	+ 3,4
Dépenses				
- courantes	5.521.484.773	5.616.432.132,44	94.947.359,44	+ 1,7
- en capital	827.833.639	867.778.791,28	39.945.152,28	+ 4,8
Total dépenses (2)	6.349.318.412	6.484.210.923,72	134.892.511,72	+ 2,1
Excédent de recettes (1) - (2)	393.898	79.333.493,57	78.939.595,57	

Les dépenses courantes et en capital dépassent de 2,1% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 134,89 millions Euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations du fonds de réserve (+ 92.172.162 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 59.589.505 euros);
- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 16.609.912 euros);
- aux transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises (+ 16.526.268 euros);
- au remboursement de la dette publique (+ 15.000.000 euros);
- aux transferts en capital à l'administration centrale (+ 15.000.000 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 10.590.033 euros).

Par rapport aux comptes généraux de l'exercice 2002, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 5,59%.

Les **plus-values et moins-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	57.916.741,22
Impôts indirects	1.702.514,34
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	-9.439.456,01
Recettes de participation ou d'avances de l'Etat	4.821.357,44
Remboursements de dépenses	165.502,44
Douanes et accises	205.904.293,57
Impôts, droits et taxes	-67.070.750,66
Recettes domaniales	6.243.130,78
Recettes d'exploitation et autres	-7.615.653,90
Remboursements	-56.613,31
Recettes versées par les communes	274.912,62
Recettes versées par la sécurité sociale	-200.201,43
Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	-919.897,12
Remboursements effectués par les sociétés	7.573.604,70
Recettes versées par les comptables extraordinaires	3.512.490,96
Participations dans les sociétés privées	-1.549.186,42
Recettes versées par les organisations internationales	7.891.544,92
Recettes d'exploitation	-9.772.734,35
Total	199.381.599,79

Selon l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, les dépenses inscrites aux comptes généraux de l'exercice 2003 sont majorées de 79 millions. Cet excédent est affecté à raison de 40 millions Euros au fonds pour l'emploi et à raison de 39 millions Euros au fonds de la dette publique. En conséquence, le résultat de l'exercice se trouve réduit à 333.493, 57 euros.

5350/00

N° 5350

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

* * *

*(Dépôt: le 18.6.2004)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (4.6.2004)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	3
4) Compte général.....	5
– Exercice 2003.....	5

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Trésor et du Budget est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003.

Palais de Luxembourg, le 4 juin 2004

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le **budget voté de l'exercice 2003** tel qu'il a été arrêté par la loi du 20 décembre 2002 se présentait comme suit:

	<i>Budget courant</i>	<i>Budget en capital</i>	<i>Budget total</i>
Recettes	6.305,3	44,4	6.349,7
Dépenses	5.521,3	827,8	6.349,1
Excédents	+ 784,0	- 783,4	+ 0,6

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Le budget voté de l'exercice 2003 a été modifié par la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Cette disposition législative a apporté la modification suivante au budget voté de l'exercice 2003:

- Le crédit de l'article 00.1.10.001, libellé „Médiateur“ a été ajouté au budget voté avec un montant de 148.591 euros	+ 148.591 euros
Total	+ 148.591 euros

Compte tenu de cette dépense supplémentaire, le budget définitif de l'exercice 2003 se présentait comme suit:

	<i>Budget courant</i>	<i>Budget en capital</i>	<i>Budget total</i>
Recettes	6.305,3	44,4	6.349,7
Dépenses	5.521,4	827,8	6.349,2
Excédents	+ 783,9	- 783,4	+ 0,5

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Le **compte général de l'exercice 2003** se présente comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice:

	<i>Budget définitif 2003</i>	<i>Compte général 2003</i>	<i>Plus- ou moins-values</i>	<i>Variation en %</i>
Budget courant				
Recettes	6.305,3	6.504,7	199,4	+ 3,2
Dépenses	5.521,4	5.616,4	95,0	+ 1,7
Excédents	+ 783,9	+ 888,3	104,4	-
Budget en capital				
Recettes	44,4	58,9	14,5	+ 32,7
Dépenses	827,8	867,8	40,0	+ 4,8
Excédents	- 783,4	- 808,9	- 25,5	-
Budget total				
Recettes	6.349,7	6.563,6	213,9	+ 3,4
Dépenses	6.349,2	6.484,2	135,0	+ 2,1
Excédents	0,5	79,4	78,9	-

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Le texte du présent projet de loi arrêtant le compte général de l'exercice 2003 est identique à celui ayant arrêté le compte général de l'exercice 2002.

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les budgets courant et en capital de l'Etat ainsi que sur le budget pour ordre pendant l'exercice 2003 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives:	6.563.544.417,29 EUR
II – Dépenses effectives:	6.484.210.923,72 EUR
III – Excédent de recettes:	79.333.493,57 EUR

L'excédent de recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde positif s'établit alors à **644.193.641,35** euros.

B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre:	3.465.490.377,08 EUR
II – Dépenses pour ordre:	3.465.959.883,32 EUR
III – Excédent de dépenses pour ordre:	469.506,24 EUR

L'excédent de dépenses pour ordre est porté au débit du compte „report du solde des recettes et dépenses pour ordre“ dont le solde positif s'établit alors à **10.488.217,21** euros.

Art. 2. Les comptes de fonds de tiers déposés auprès de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2003 comme suit:

I – Fonds des communes

Fonds communal de péréquation conjoncturelle:	42.756.560,67 EUR
Fonds de dépenses communales:	- 71.215.077,86 EUR

II – Fonds d'autres tiers

Consignations judiciaires:	15.390.619,99 EUR
----------------------------	-------------------

Art. 3. L'avoir disponible des fonds spéciaux et le solde des fonds de couverture de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2003 comme suit:

I – Fonds spéciaux de l'Etat

Fonds d'investissements publics administratifs:	300.359.675,42 EUR
Fonds d'assainissement en matière de surendettement:	256.706,16 EUR
Fonds de la coopération au développement:	181.009,65 EUR
Fonds communal de dotation financière:	0,00 EUR
Fonds spécial de la chasse:	1,21 EUR
Fonds de crise:	21.715.472,77 EUR
Fonds social culturel:	40.801,36 EUR
Fonds cynégétique:	489.551,89 EUR
Fonds de la dette publique:	139.631.743,70 EUR
Fonds spécial des eaux frontalières:	1.467.719,66 EUR
Fonds pour l'emploi:	92.142.634,03 EUR
Fonds pour la loi de garantie:	175.655.755,67 EUR
Fonds pour la gestion de l'eau:	120.501.204,10 EUR
Fonds pour les monuments historiques:	5.637.211,34 EUR
Fonds d'équipement militaire:	4.056.059,39 EUR
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture:	8.625.118,28 EUR
Fonds spécial de la pêche:	503.093,04 EUR
Fonds pour la protection de l'environnement:	69.849.227,23 EUR
Fonds de pension:	3.719.071,04 EUR
Fonds du rail:	142.413.338,84 EUR
Fonds pour la réforme communale:	61.973,38 EUR
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux:	121.694.389,42 EUR
Fonds des routes:	80.563.963,12 EUR
Fonds d'investissements publics scolaires:	276.501.630,08 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales:	140.264.203,55 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières:	324.327.944,79 EUR
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux:	69.635.694,49 EUR
Fonds d'équipement sportif national:	19.705.365,62 EUR
Fonds pour la promotion touristique:	774.114,22 EUR
<i>Total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat:</i>	<i>2.120.774.673,45 EUR</i>

II – Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire

Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor:	88.040.620,96 EUR
Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux:	471.226.117,07 EUR

*

COMPTE GENERAL – EXERCICE 2003*(en euros)*

Budget des recettes:	
Total recettes courantes:	6.504.666.709,79
Total recettes en capital:	58.877.707,50
Total des recettes:	6.563.544.417,29
Budget des dépenses:	
Total dépenses courantes:	5.616.432.132,44
Total dépenses en capital:	867.778.791,28
Total des dépenses:	6.484.210.923,72
Budget pour ordre:	
Total recettes pour ordre:	3.465.490.377,08
Total dépenses pour ordre:	3.465.959.883,32
Excédent de dépenses:	469.506,24
Total des avoirs sur Fonds spéciaux:	
Fonds de tiers:	15.390.619,99
Fonds des communes:	- 28.458.517,19
Fonds de l'Etat:	2.120.774.673,45
Total des Fonds:	2.107.706.776,25

Abréviations utilisées dans ce document:

CORD: Crédit ordinaire
CNLI: Crédit non limitatif
CSDE: Crédit sans distinction d'exercice
CNST: Crédit non susceptible de transfert
CNSM: Crédit non susceptible de majoration
D: Dépassement
TE: Transfert émis
TR: Transfert reçu

Budget des recettes – Chapitre I – Recettes courantes

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
			64 – Ministère des Finances			
			Administration des Contributions directes (sections 64.0 à 64.4)			
			<i>Section 64.0 – Impôts directs</i>			
37.000	37.10	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités	CORD	1.400.000.000,00	1.311.138.543,60
37.001	37.10	Divers	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités	CORD	58.300.000,00	54.630.772,65
37.010	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	CORD	260.000.000,00	282.367.054,56
37.011	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires	CORD	1.185.000.000,00	1.190.530.251,46
37.012	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents	CORD	1.500.000,00	1.315.373,80
37.013	37.20	Divers	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	CORD	37.120.000,00	37.766.597,59
37.020	37.00	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les revenus de capitaux	CORD	95.000.000,00	130.766.544,52
37.021	37.00	13.60	Impôt sur la fortune	CORD	70.000.000,00	154.138.069,75
37.023	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard	CORD	5.000.000,00	6.629.326,54
37.024	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues	CORD	450.000,00	633.807,85
37.025	37.00	13.60	Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes	CORD	10.000.000,00	10.370.398,90
			<i>Total de la section 64.0:</i>		3.122.370.000,00	3.180.286.741,22
			<i>Section 64.1 – Impôts indirects</i>			
36.090	36.09	13.60	Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées	CORD	270.000,00	277.798,97
36.091	36.09	13.60	Taxe sur le loto	CORD	3.750.000,00	3.719.827,05
36.092	36.09	13.60	Prélèvement sur le produit des jeux de casino	CORD	9.000.000,00	10.724.888,32
			<i>Total de la section 64.1:</i>		13.020.000,00	14.722.514,34
			<i>Section 64.2 – Recettes d'exploitation, taxes et redevances</i>			
10.010	10.00	13.90	Recettes diverses non ventilées	CORD	13.000.000,00	3.484.357,21
16.010	16.11	09.20	Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydroélectriques	CORD	363.500,00	600.396,20
16.051	16.12	04.43	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CORD	150.000,00	5.890,00
16.070	16.00	01.22	Produit de la vente de formules de déclarations fiscales, de circulaires administratives et d'objets divers	CORD	17.500,00	11.151,43
36.100	36.09	01.22	Recettes du service de métrologie	CORD	25.000,00	22.049,15
38.000	Divers	13.90	Imputation des recettes de redevances d'accréditation	CORD	14.400,00	0,00
38.050	38.00	13.90	Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs	CORD	100,00	7.200,00
			<i>Total de la section 64.2:</i>		13.570.500,00	4.131.043,99

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
			<i>Section 64.3 – Recettes de participations ou d'avances de l'Etat</i>			
28.001	Divers	09.20	Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du paragraphe 5 du contrat de fourniture d'énergie électrique signé le 30.4.1963 entre l'Etat et la S.E.O.	CORD	1.735.000,00	4.833.918,00
28.002	Divers	08.40	Redevances à payer par la CLT-UFA	CORD	100,00	0,00
28.003	Divers	05.30	Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies	CORD	1.000.000,00	1.073.248,42
28.005	Divers	08.40	Redevances à payer par la société européenne des satellites	CORD	100,00	1.649.391,02
			<i>Total de la section 64.3:</i>		2.735.200,00	7.556.557,44
			<i>Section 64.4 – Remboursements de dépenses</i>			
11.010	11.00	06.14	Remboursements à charge du fonds pour l'emploi relatifs à l'occupation de jeunes au service de l'Etat dans le cadre de contrats de mise au travail temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	0,00
11.350	Divers	Divers	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages	CORD	450.000,00	578.741,06
12.020	12.14	06.40	Remboursements par les entreprises des frais avancés par l'Etat pour le recrutement et l'accueil de la main-d'oeuvre étrangère	CORD	100,00	0,00
14.380	39.40	12.12	Installations d'éclairage routier.– Remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements	CORD	250.000,00	255.136,07
34.020	34.35	10.30	Remboursement des salaires de compensation versés aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû à des intempéries hivernales	CORD	2.500,00	34.325,31
			<i>Total de la section 64.4:</i>		702.700,00	868.202,44
			Administration des Douanes et Accises			
			<i>Section 64.5 – Douanes et accises</i>			
16.070	16.00	01.22	Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers)	CORD	60.000,00	76.499,52
28.000	Divers	09.20	Produit de la taxe sur l'électricité	CORD	4.100.000,00	4.039.540,41
36.010	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise	CORD	821.909.000,00	1.016.740.484,72
36.011	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales	CORD	112.102.000,00	122.152.710,08
36.012	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes	CORD	33.000.000,00	37.897.005,62
36.013	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise sur l'alcool indigène	CORD	110.000,00	278.335,75
36.014	36.02	13.60	Redevance de contrôle sur le fuel domestique	CORD	1.637.000,00	2.663.074,70
36.020	36.03	12.10	Taxe sur les véhicules automobiles	CORD	31.000.000,00	29.120.063,98
36.021	36.03	12.10	Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds	CORD	5.000.000,00	3.419.096,52
36.022	36.03	12.10	Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance	CORD	100.000,00	102.876,35
36.060	36.07	13.60	Taxe sur les cabarets	CORD	550.000,00	434.112,04
36.071	36.08	13.60	Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs	CORD	32.000,00	24.114,85

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
38.000	Divers	13.60	Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation	CORD	90.000,00	110.910,00
38.050	38.00	13.60	Produit d'amendes, de confiscations et recettes similaires	CORD	25.000,00	8.353,79
39.001	Divers	01.22	Remboursement par l'union européenne des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés	CORD	5.575.000,00	4.127.115,24
			<i>Total de la section 64.5:</i>		1.015.290.000,00	1.221.194.293,57
			Administration de l'enregistrement et des domaines (sections 64.6 à 64.9)			
			<i>Section 64.6 – Impôts, droits et taxes</i>			
16.010	16.11	12.40	Taxes d'atterrissage et de stationnement à l'aéroport de Luxembourg	CORD	14.000.000,00	17.234.897,60
16.011	16.11	12.40	Aviation civile: taxes et redevances aéronautiques diverses	CORD	22.800,00	3.088,65
16.060	Divers	12.40	Redevances de route perçues pour le compte du Grand-Duché par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL)	CORD	1.115.000,00	1.541.424,51
36.000	36.01	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	CORD	1.200.586.718,00	1.262.146.088,73
36.030	36.04	13.60	Droits d'hypothèques	CORD	12.500.000,00	10.073.648,44
36.031	36.04	13.60	Hypothèques: salaires	CORD	700.000,00	790.309,81
36.032	36.04	13.60	Taxe d'abonnement sur les titres de société	CORD	455.000.000,00	357.832.042,90
36.050	36.06	13.60	Droits d'enregistrement	CORD	158.000.000,00	124.289.733,90
36.100	36.09	11.70	Taxe sur les assurances	CORD	26.500.000,00	29.774.902,23
36.101	36.09	12.34	Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation	CORD	710.000,00	536.807,93
38.000	Divers	13.60	Registre aux firmes: taxes	CORD	1.700.000,00	152.457,46
38.040	38.50	10.40	Part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CORD	22.500,00	22.721,73
38.041	38.50	10.40	Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse: taxe	CORD	4.500,00	7.600,00
38.050	38.00	13.60	Droits de timbre	CORD	11.400.000,00	11.315.609,36
38.051	38.00	07.30	Taxes grevant les autorisations d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes	CORD	100,00	0,00
39.010	39.20	11.10	Taxes et annuités des brevets d'invention et participation aux recettes du bureau BENELUX des marques et des dessins ou modèles	CORD	2.300.000,00	1.769.534,09
			<i>Total de la section 64.6:</i>		1.884.561.618,00	1.817.490.867,34
			<i>Section 64.7 – Recettes domaniales</i>			
16.000	16.20	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques	CORD	114.000,00	204.229,04
16.010	16.11	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises	CORD	27.000.000,00	33.440.508,87
16.020	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées	CORD	440.000,00	504.310,55
16.050	16.12	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois	CORD	1.212.000,00	672.200,72
16.051	16.12	10.11	Recettes provenant de l'institut viti-vinicole	CORD	10.000,00	12.118,98

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
16.052	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages	CORD	2.000.000,00	2.204.139,27
16.060	Divers	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes	CORD	1.434.000,00	1.302.933,18
16.061	Divers	01.25	Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	CORD	2.750.000,00	2.766.330,69
16.062	Divers	01.25	Loyer du bâtiment administratif II (Robert Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	CORD	3.408.000,00	3.459.434,44
16.063	Divers	01.25	Loyer du bâtiment de la cour de justice des communautés européennes	CORD	2.082.000,00	2.073.995,74
16.064	Divers	01.25	Loyers du bâtiment CUBE occupé par la Commission des Communautés européennes	CORD	1.100.000,00	1.038.547,92
16.070	16.00	10.40	Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles, frais de repeuplement	CORD	93.750,00	109.438,89
16.071	16.00	10.30	Produit des pépinières de l'Etat	CORD	35.000,00	9.291,00
16.072	16.00	01.20	Ventes mobilières	CORD	4.000,00	16.224,50
17.000	36.09	02.10	Vente de biens militaires durables	CORD	100,00	0,00
28.000	Divers	01.25	Parking du St-Esprit: redevance d'exploitation	CORD	460.000,00	587.855,52
28.020	28.30	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche	CORD	210.000,00	194.421,47
			<i>Total de la section 64.7:</i>		42.352.850,00	48.595.980,78
			<i>Section 64.8 – Recettes d'exploitation et autres</i>			
10.010	10.00	13.90	Recettes diverses non ventilées	CORD	7.500.000,00	845.464,29
12.320	Divers	06.42	Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes	CORD	40.000,00	27.952,10
12.360	Divers	10.40	Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	CORD	10.000,00	2.156,59
12.361	16.12	10.10	Taxes de contrôle des semences	CORD	67.000,00	63.312,76
12.380	12.16	03.10	Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger	CORD	200.000,00	310.345,52
14.380	14.10	07.33	Récupération à charge des intéressés des frais avancés par l'Etat pour intervention en cas de prévention de pollutions accidentelles des eaux	CORD	100,00	0,00
16.041	16.12	06.32	Etablissements divers d'assistance de l'Etat: remboursements	CORD	500.000,00	1.424.555,50
16.046	16.12	Divers	Services conventionnés du Ministère de la Santé: remboursements par les services conventionnés du Ministère de la Santé	CORD	25.000,00	962.705,20
16.059	16.12	06.42	Recette provenant des participations aux frais des cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs	CORD	38.000,00	0,00
16.062	Divers	09.20	Recettes de la vente d'électricité produite par la centrale de cogénération d'énergie du Centre national de formation professionnelle continue à Esch-sur-Alzette	CORD	74.864,00	87.883,84
16.070	16.00	01.10	Recettes en relation avec la publication au mémorial	CORD	5.000.000,00	3.972.083,94
16.073	16.00	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: recettes diverses	CORD	125.000,00	0,00
16.074	16.00	13.90	Ventes de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs)	CORD	745.000,00	76.054,15
34.360	34.30	05.22	Recouvrement des frais d'entretien des personnes placées dans des établissements de cure	CORD	10.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
36.100	36.09	13.60	Droits en sus et amendes	CORD	5.000.000,00	4.056.053,36
36.101	36.09	05.30	Recettes provenant des droits perçus en matière d'autorisation de produits biocides	CORD	100,00	0,00
38.000	Divers	05.30	Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation	CORD	180.000,00	173.936,79
38.001	Divers	Divers	Autres transferts de revenus des entreprises	CORD	150.000,00	931.067,52
38.002	Divers	05.22	Recettes d'expertises relatives aux programmes d'essais cliniques des médicaments	CORD	2.500,00	0,00
38.003	Divers	10.10	Taxes de contrôle des viandes	CORD	100,00	407.208,68
38.004	Divers	10.10	Taxes d'expertises relatives aux organismes génétiquement modifiés	CORD	100,00	0,00
38.005	Divers	07.34	Recettes destinées à couvrir les frais d'évacuation de déchets	CORD	100,00	0,00
38.050	38.00	01.34	Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat	CORD	50.000,00	68.173,48
38.051	38.00	03.00	Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre	CORD	10.000.000,00	8.768.315,80
38.052	38.00	08.10	Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques	CORD	100,00	0,00
38.053	38.00	12.60	Produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe ainsi que sur les télégrammes postaux en faveur de l'oeuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte	CORD	63.200,00	28.007,91
38.054	38.00	13.90	Autres transferts de revenus (non ventilés entre secteurs)	CORD	122.240,00	82.472,67
			<i>Total de la section 64.8:</i>		29.903.404,00	22.287.750,10
12.360	Divers	10.40	<i>Section 64.9 – Remboursements</i> Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour l'aménagement et l'entretien d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grils empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CORD	100,00	0,00
12.361	Divers	07.50	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour le reboisement de terrains en exécution de la loi sur la protection des bois et pour la lutte contre les organismes nuisibles	CORD	100,00	0,00
12.380	Divers	03.10	Recouvrement des frais de poursuite et d'instance	CORD	50.000,00	115.767,61
12.381	Divers	03.10	Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvrements	CORD	5.000,00	1.653,64
14.380	14.10	12.12	Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la réparation des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances	CORD	1.390.000,00	1.323.575,25
38.000	Divers	04.42	Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977); remboursements d'aides de l'Etat pour autres études	CORD	100,00	0,00
38.001	Divers	11.10	OLAS: Remboursement de frais d'audit	CORD	100.000,00	47.690,19
			<i>Total de la section 64.9:</i>		1.545.300,00	1.488.686,69
			<i>Total du département 64:</i>		6.126.051.572,00	6.318.622.637,91

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
			65 – Ministère des Finances: Trésor et Budget			
			Trésorerie de l'Etat (sections 65.0 à 65.7)			
			<i>Section 65.0 – Recettes versées par les communes</i>			
11.300	48.22	Divers	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les communes	CORD	1.830.000,00	2.122.772,33
11.301	48.22	10.30	Communes: salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	CORD	6.245,00	19.442,00
12.300	48.22	12.12	Parts contributives des communes aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat	CORD	50.000,00	18.943,29
			<i>Total de la section 65.0:</i>		1.886.245,00	2.161.157,62
			<i>Section 65.1 – Recettes versées par la sécurité sociale</i>			
11.310	Divers	06.15	Remboursement par l'association d'assurance contre les accidents (section industrielle) des secours pécuniaires avancés par l'Etat aux ouvriers de l'Etat en cas d'accident	CORD	40.000,00	1.809,23
11.312	48.22	05.20	Remboursement par la caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers de l'indemnité pécuniaire de maladie avancée par l'Etat aux ouvriers forestiers occupés dans les domaines et pépinières domaniales et en zone verte	CORD	100.000,00	151.643,70
11.353	Divers	Divers	Remboursement par des organismes de la sécurité sociale de dépenses de personnel	CORD	100,00	344.655,94
34.310	34.30	06.12	Remboursement par les caisses de pension des pensions partielles avancées par l'Etat aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat (article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	CORD	3.454.000,00	2.977.155,26
42.000	42.00	06.12	Restitutions sur cotisations d'assurance pension perçues par le C.A.S.S.: remboursement de la contribution versée par l'Etat	CORD	125.000,00	25.278,62
42.001	42.00	06.12	Restitutions sur cotisations d'assurance volontaire de maladie perçues par le C.A.S.S.: remboursement de la contribution versée par l'Etat	CORD	5.000,00	23.355,82
			<i>Total de la section 65.1:</i>		3.724.100,00	3.523.898,57
			<i>Section 65.2 – Recettes et bénéfices versés par les étab. publ.</i>			
11.300	48.22	Divers	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les établissements publics	CORD	86.143,00	77.199,70
11.301	48.22	10.30	Etablissements publics: salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	CORD	6.150,00	0,00
11.320	Divers	05.22	Centre hospitalier de Luxembourg: remboursement des traitements et indemnités avancés par l'Etat concernant certaines catégories de personnel de la maternité Grande-Duchesse Charlotte et de la clinique pour enfants	CORD	431.103,00	351.583,71
11.321	Divers	05.23	Centre thermal et de santé de Mondorf: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel	CORD	1.799.682,00	1.374.653,00
12.390	12.16	03.30	Remboursements par le fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants de dépenses relatives au projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	CORD	400.000,00	0,00
28.015	28.20	12.60	Participation de l'Etat au résultat de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	24.000.000,00	24.000.000,00
38.000	Divers	11.70	Participation de l'Etat au bénéfice de la Banque centrale du Luxembourg	CORD	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
42.310	47.00	06.20	Versement par le fonds national de la solidarité des frais de recouvrement des pensions alimentaires effectivement récupérées sur les débiteurs ainsi que des revenus provenant du placement de tout ou partie du fonds de roulement du fonds	CORD	2.500,00	2.344,47
			<i>Total de la section 65.2.</i>		26.725.678,00	25.805.780,88
			<i>Section 65.3 – Remboursements effectués par les sociétés</i>			
10.000	10.00	13.90	Remboursements par les fournisseurs de l'Etat de paiements excédentaires ou faisant double emploi	CORD	25.000,00	5.621.003,09
11.320	Divers	13.90	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières	CORD	530.000,00	2.524.937,16
11.321	Divers	11.30	Versements par les sociétés anonymes des indemnités revenant à des administrateurs de l'Etat	CORD	125.000,00	0,00
11.330	Divers	11.70	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des institutions de crédit	CORD	100,00	107.523,58
11.340	Divers	11.70	Remboursement de 50% des traitements et indemnités avancés par l'Etat dans l'intérêt de l'administration et de la gestion de la caisse d'assurance des animaux de boucherie	CORD	27.626,00	27.866,87
28.000	Divers	08.40	Redevance annuelle due par la Société de la Bourse de Luxembourg	CORD	1.000,00	1.000,00
			<i>Total de la section 65.3.</i>		708.726,00	8.282.330,70
			<i>Section 65.4 – Recettes versées par les comptables extraord.</i>			
10.011	10.00	13.90	Excédent de recettes de comptables extraordinaires	CORD	270.000,00	1.044.926,57
16.000	16.20	04.00	Vente d'ouvrages publiés par le Gouvernement	CORD	2.700.000,00	3.941.344,59
16.034	16.12	05.20	Recettes du laboratoire national de santé	CORD	4.400.000,00	3.394.085,51
16.040	16.12	06.32	Centre du Rham: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires	CORD	285.000,00	315.815,17
16.041	16.12	06.32	Commissariat du Gouvernement aux étrangers: recettes des centres de logement et des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et pour réfugiés, recettes diverses	CORD	200.000,00	452.131,57
16.050	16.12	10.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par le département de l'agriculture	CORD	98.592,00	396.158,99
16.051	16.12	Divers	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CORD	2.800.000,00	2.413.138,20
16.052	16.12	01.22	Recettes de l'administration du cadastre et de la topographie	CORD	1.150.000,00	2.384.244,05
16.053	16.12	08.30	Recettes d'exploitation de l'institut national des sports à Luxembourg-Fetschenhof	CORD	124.000,00	147.558,11
16.054	16.12	Divers	Recettes des musées de l'Etat, des archives de l'Etat, de la bibliothèque nationale et du centre national de l'audiovisuel	CORD	100,00	36.219,44
16.055	16.12	08.10	Recettes des châteaux et d'autres monuments historiques gérés sous le contrôle de l'Etat, participation aux recettes provenant des droits d'entrée à la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel „Wenzel“	CORD	14.000,00	0,00
16.070	16.00	02.10	Recettes et remboursements concernant l'armée	CORD	100.000,00	566.028,27
16.071	16.00	02.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par l'armée et la police grand-ducale	CORD	100.000,00	71.331,46
16.072	16.00	03.30	Etablissements pénitentiaires: produit du travail des détenus et recettes diverses provenant de la vente des produits	CORD	726.000,00	560.452,15
16.075	16.00	08.20	Recettes du programme de distribution „Films made in Luxembourg“ du Centre national de l'audiovisuel	CORD	90.000,00	126.000,00
16.076	16.00	08.20	Recettes du spectacle audiovisuel „Lichtjoren“ produit par le Centre national de l'audiovisuel	CORD	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
16.077	16.00	06.42	Recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes européennes ainsi que pour la vente du code de la sécurité au travail	CORD	30.600,00	26.522,51
16.078	16.00	12.34	Ventes de biens non durables et de services au secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières, au secteur des institutions de crédit et au secteur des sociétés d'assurances	CORD	100,00	1.079,14
38.040	38.50	04.50	Autres recettes en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CORD	1.147.685,00	966.757,46
38.041	38.50	01.40	Recettes concernant le département des affaires étrangères	CORD	100.000,00	1.048.662,04
38.042	38.50	02.10	Recettes provenant de la cantine des volontaires de l'armée	CORD	275.000,00	103.662,42
38.055	38.00	12.10	Recettes d'analyses et d'essais	CORD	14.000,00	65.107,93
39.000	Divers	01.32	Recettes en relation avec le département de l'économie	CORD	425.500,00	501.942,38
			<i>Total de la section 65.4:</i>		15.050.677,00	18.563.167,96
27.000	26.10	07.10	<i>Section 65.5 – Participations dans des sociétés privées</i>	CORD	100,00	0,00
28.004	Divers	12.14	Participation de l'Etat aux dividendes de la société nationale des habitations à bon marché	CORD	4.660,00	4.646,25
28.011	28.20	09.20	Société nationale de contrôle technique: recettes d'exploitation (part de l'Etat)	CORD	3.981.765,00	4.105.061,75
28.012	28.20	09.20	Participation de l'Etat aux dividendes de la société CEGEDEL	CORD	812.291,00	814.655,50
28.013	28.20	09.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société électrique de l'Our	CORD	294.000,00	420.000,00
28.014	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de transport de gaz (SOTEG S.A.)	CORD	11.000.000,00	12.020.390,28
28.016	28.20	09.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de distribution de gaz (LUXGAZ S.A.)	CORD	30.240,00	31.500,00
28.017	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société SES GLOBAL	CORD	9.000.000,00	6.830.152,80
28.018	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société Port fluvial de MERTERT	CORD	6.100,00	6.250,00
28.020	28.30	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes d'autres sociétés	CORD	2.000.000,00	1.347.313,00
			<i>Total de la section 65.5:</i>		27.129.156,00	25.579.969,58
11.300	39.40	12.34	<i>Section 65.6 – Recettes versées par les organisations internes.</i>	CORD	5.000,00	21.721,93
11.360	39.40	12.34	Remboursement par les institutions de l'Union Européenne de frais de voyage et de réunions	CORD	722.000,00	1.592.929,88
12.360	39.10	10.10	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pension par des institutions internationales autres que l'U.E.	CORD	80.000,00	101.686,32
12.380	Divers	01.24	Remboursement par les communautés européennes et par d'autres organismes des frais de stockage public et d'autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention	CORD	100,00	0,00
14.010	39.40	12.34	Participation de l'Union Européenne aux dépenses en relation avec des activités d'information sur l'Union économique et monétaire dans le cadre du programme d'information du citoyen européen	CORD	420.000,00	191.750,54
16.045	16.12	07.20	Remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	CORD	45.000,00	32.468,40
16.061	Divers	06.36	Contribution des régions-partenaires dans des actions menées dans le cadre de la Grande Région Subsides de la part de la Commission européenne dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre hommes et femmes	CORD	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
39.000	Divers	10.10	Remboursement par les communautés européennes des frais de financement relatifs au stockage public de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention	CORD	23.356,00	18.838,50
39.002	Divers	06.00	Concours financiers en relation avec le département du travail et de l'emploi	CORD	100,00	0,00
39.003	Divers	Divers	Concours financiers du fonds européen de développement régional	CORD	708.000,00	583.673,40
39.004	Divers	10.00	Remboursement par les communautés européennes des frais de perception des prélèvements agricoles et d'autres recettes constituant des ressources propres à ces communautés	CORD	100,00	0,00
39.005	Divers	05.20	Subsides de la part de la Commission Européenne dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé au travail	CORD	100,00	0,00
53.000	39.10	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.), section „garantie“ aux dépenses résultant de l'application des actions du plan de développement rural suivant les règlements (CE) Nos 1257/99 du 17.5.99 et 1750/99 du 23.7.99	CORD	7.000.000,00	14.352.331,95
			<i>Total de la section 65.6:</i>		9.003.856,00	16.895.400,92
			<i>Section 65.7 – Recettes d'exploitation</i>			
10.002	10.00	13.90	Recettes versées par la caisse de consignation (Loi du 29 avril 1999)	CORD	5.000,00	2.635,24
26.010	26.10	13.10	Intérêts de fonds en dépôt	CORD	95.000.000,00	84.219.086,30
29.000	29.00	13.90	Gains de change en relation avec des paiements de factures en devises	CORD	100,00	1.010.644,11
			<i>Total de la section 65.7:</i>		95.005.100,00	85.232.365,65
			Total du département 65:		179.233.538,00	186.044.071,88
			Total du Chapitre I – Recettes courantes:		6.305.285.110,00	6.504.666.709,79

Budget des recettes – Chapitre II – Recettes en capital

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
			94 – Ministère des Finances			
			<i>Section 94.1 – Autres recettes en capital</i>			
56.000	56.10	06.35	Recouvrements à faire sur la base de la législation sur les dommages de guerre	CORD	100,00	0,00
56.040	56.50	13.60	Droits de succession	CORD	26.000.000,00	48.509.045,85
57.000	57.10	13.90	Aides à l'investissement en provenance des entreprises, des institutions de crédit et des sociétés d'assurances	CORD	50.000,00	0,00
58.010	58.12	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location	CORD	100,00	38.042,41
58.031	58.22	01.20	Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués	CORD	120.000,00	111.744,60
74.050	58.22	12.12	Installations d'éclairage public: acquisition d'équipements, travaux de déplacement et frais de raccordement à rembourser par les demandeurs	CORD	25.000,00	36.853,79
76.040	76.31	01.25	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	CORD	2.000.000,00	108.345,13
76.050	76.32	01.25	Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	2.600.000,00	982.247,90
77.030	77.00	01.20	Ventes de biens meubles durables	CORD	150.000,00	265.121,09
			<i>Total de la section 94.1:</i>		30.945.200,00	50.051.400,77
			Total du département 94:		30.945.200,00	50.051.400,77
			95 – Ministère des Finances: Trésor et Budget			
			Trésorerie de l'Etat (sections 95.0 à 95.1)			
			<i>Section 95.0 – Emprunts, certificats et autres recettes</i>			
58.030	58.22	01.24	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires	CORD	125.000,00	323.836,33
84.090	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar américain	CORD	100,00	0,00
96.000	96.11	14.10	Produits d'emprunts nouveaux	CORD	100,00	0,00
96.001	96.11	01.23	Emission de certificats de trésorerie	CORD	100,00	0,00
			<i>Total de la section 95.0:</i>		125.300,00	323.836,33
			<i>Section 95.1 – Autres rec. en capital effectuées par le Trésor</i>			
11.311	67.00	06.12	Transfert par les caisses de pension des cotisations pour des périodes d'affiliation prises en considération par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat (article 7 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	CORD	6.000.000,00	1.986.187,65
12.370	51.10	04.60	Projet ENA (European navigator): participation de la Commission Européenne	CORD	100,00	200.000,00
17.000	96.12	02.00	Remboursements des pays membres de l'O.T.A.N. relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché	CORD	100,00	0,00
53.360	58.22	07.10	Remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accèsion à la propriété immobilière	CORD	4.000.000,00	6.316.282,75

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
59.000	59.11	11.00	Participation du fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues	CORD	3.356.500,00	0,00
			<i>Total de la section 95.1:</i>		13.356.700,00	8.502.470,40
			Total du département 95:		13.482.000,00	8.826.306,73
			Total du Chapitre II – Recettes en capital:		44.427.200,00	58.877.707,50

Budget des dépenses – Chapitre III – Dépenses courantes

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			00 – Ministère d'Etat				
			<i>Section 00.0 – Maison du Grand-Duc</i>				
10.000	10.00	01.10	Liste civile	CNLI, CNST, CPUBLIE	906.380,00	906.380,00	906.380,00
10.001	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction de Chef de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.355.275,00	3.355.275,00	3.355.275,00
10.002	10.00	01.10	Frais de représentation du Chef de l'Etat	CORD	407.964,00	407.964,00	407.964,00
10.004	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction d'ancien Chef de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.028.082,00	1.028.082,00	1.028.082,00
10.005	10.00	01.10	Frais de représentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean	CORD	205.276,00	205.276,00	205.276,00
10.007	10.00	01.10	Frais de fonctionnement et dépenses courantes	CORD	500.000,00	500.000,00	500.000,00
10.000	Divers	01.10	Traitement des fonctionnaires	CNLI, GSDE, CNST	127.970,00 D	128.316,00	128.315,28
				<i>Total de la section 00.0:</i>	6.530.947,00	6.531.293,00	6.531.292,28
			<i>Section 00.1 – Chambre des Députés</i>				
10.000	10.00	01.10	Chambre des Députés	CORD	25.616.520,00	25.616.520,00	25.616.520,00
10.001	10.00	01.10	Médiateur	CNLI, GSDE, CNST, CPUBLIE	148.591,00	148.591,00	0,00
10.500	10.00	01.10	Chambre des Députés	CORD, CNST	312.676,00	312.676,00	312.676,00
				<i>Total de la section 00.1:</i>	26.077.787,00	26.077.787,00	25.929.196,00
			<i>Section 00.2 – Cour des Comptes</i>				
10.000	10.00	01.10	Dotation au profit de la Cour des Comptes	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.866.927,00	2.866.927,00	2.866.927,00
				<i>Total de la section 00.2:</i>	2.866.927,00	2.866.927,00	2.866.927,00
			<i>Section 00.3 – Conseil d'Etat</i>				
11.000	Divers	01.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, GSDE, CNST	445.338,00 D	450.982,00	450.981,36
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, GSDE, CNST	125.101,00 D	126.385,00	126.384,07
11.030	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, GSDE, CNST	48.835,00 D	49.121,00	49.120,77
11.100	11.40	01.10	Indemnités d'habillement	CORD	413,00	413,00	412,12
11.130	11.12	01.10	Indemnités des membres et du personnel du Conseil d'Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.200.940,00	1.200.940,00	1.175.301,93
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	7.500,00	7.500,00	2.021,11
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	38.000,00 TR	40.000,00	38.651,61
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	38.750,00	38.750,00	21.384,13
12.070	12.12	01.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	30.000,00	30.000,00	28.331,79
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	23.200,00 TE	21.200,00	18.077,78

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.130	12.16	01.10	Frais de publication	CORD	30.000,00	30.000,00	0,00
12.300	Divers	01.10	Frais de représentation	CSDE, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	9.053,05
24.010	24.10	01.10	Documentation juridique – connexion à des bases de données étrangères	CORD	2.000,00	2.000,00	345,35
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	1.000,00	1.000,00	1.000,00
12.510	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.200,00	1.200,00	1.129,83
12.540	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD, CNST	420,00	420,00	419,06
			<i>Total de la section 00.3:</i>		2.012.697,00	2.019.911,00	1.922.613,96
			<i>Section 00.4 – Gouvernement</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	7.382.658,00	7.382.658,00	7.352.718,90
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	180.000,00 TR	201.003,00	194.445,67
11.300	Divers	13.90	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais de personnel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500.000,00	1.500.000,00	737.501,61
12.000	12.15	01.10	Indemnités pour services de tiers	CSDE, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	3.172,50
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CSDE, CPUBLIE	39.700,00	39.700,00	29.991,71
12.011	12.13	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations)	CNLI, CNST, CPUBLIE	800.000,00 D	1.650.000,00	1.358.428,58
12.012	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	175.000,00	175.000,00	156.875,57
12.020	12.14	01.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	18.000,00	18.000,00	15.314,54
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	14.000,00 TR	14.100,00	14.070,39
12.041	12.12	01.10	Service central de législation: frais de bureau	CORD	3.718,00	3.718,00	3.635,25
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.235.925,00	2.235.925,00	1.980.398,95
12.070	12.12	01.10	Frais d'entretien d'équipements informatiques et audiovisuels	CNLI, CNST, CPUBLIE	60.000,00 TR	75.019,00	75.018,64
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	30.000,00 TR	37.000,00	34.496,36
12.110	12.30	01.10	Frais de contentieux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 D	333.020,00	267.469,07
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	810.000,00	810.000,00	468.228,72
12.130	12.16	01.10	Frais de publication de communiqués officiels	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.150.000,00 D	1.323.000,00	1.284.430,77
12.131	12.16	01.10	Frais de publication du Mémorial, de codes, de recueils de législation, de guides pratiques et de projets de loi, sur papier et sur support informatique, et frais relatifs aux travaux préparatoires à ces publications, frais d'exploitation et d'entretien du site Internet legilux.lu	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.500.000,00 D	6.000.000,00	5.503.506,10

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.134	12.16	01.10	Frais de publication et d'impression des annuaires téléphoniques de l'administration gouvernementale, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	60.000,00 D	73.800,00	73.724,89
12.170	12.30	01.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur, dépenses diverses	CORD	2.000,00	2.000,00	866,04
12.300	Divers	01.10	Indemnités de représentation des membres du gouvernement	CNLI, CNST, CPUBLIE	395.000,00 D	395.096,00	395.095,74
12.310	Divers	01.10	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000,00 D TR	20.000,00	15.871,00
12.315	Divers	08.50	Commission consultative des Droits de l'homme: frais de fonctionnement et dépenses diverses	CORD	8.250,00 TE	7.650,00	783,89
12.321	Divers	01.10	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500.000,00 D	2.700.000,00	2.680.546,59
12.330	Divers	01.10	Dépenses pour distinctions honorifiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	255.000,00 D	323.000,00	314.162,91
12.340	Divers	01.10	Service information et presse: journaux et périodiques, frais d'impression et de publication, documentation, promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg, frais d'études et dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.059.076,00 D	1.195.076,00	1.120.545,41
12.341	Divers	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	CORD	70.000,00	70.000,00	50.113,19
12.342	Divers	01.42	Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement, honoraires d'avocats et d'interprètes, frais d'experts, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	37.000,00	37.000,00	31.708,80
12.343	Divers	03.60	Service de renseignements: frais de fonctionnement, frais d'installation et autres	CORD	177.500,00	177.500,00	177.500,00
12.344	Divers	01.10	Centre national de documentation et de recherche sur la résistance: indemnités pour services de tiers, frais de bureau et autres frais de fonctionnement, frais de route et de séjour	CORD	16.500,00	16.500,00	11.134,36
12.345	Divers	02.00	Haut-Commissariat de la Protection Nationale: frais de fonctionnement, frais de bureau, dépenses diverses	CORD	20.000,00 TE	18.600,00	17.804,06
12.346	Divers	12.60	Service information et presse: frais de développement de réseaux électroniques d'information	CORD	215.000,00 TE	194.981,00	163.014,70
12.348	33.00	01.40	Centre de recherches et d'études européennes Robert Schuman: dépenses diverses	CORD	69.740,00	69.740,00	63.864,86
12.350	Divers	01.10	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 D	271.000,00	116.926,76
12.351	Divers	12.60	Mise en place d'un site Internet de l'Etat luxembourgeois: frais d'installation et de fonctionnement, dépenses diverses	CNLI, CNST, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	623.775,87
12.352	Divers	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information, frais d'experts et d'études, frais de fonctionnement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.000.000,00 D	8.500.000,00	6.938.177,49

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.355	Divers	Divers	Mise en place de mesures de protection concernant divers bâtiments	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	125.000,00	125.000,00	0,00
12.375	Divers	01.10	Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	200.000,00 TE	171.897,00	50.306,00
12.380	Divers	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques, redvances, entretien et réparation des équipements radioélectriques, consommation	CSDE, CPUBLIE	180.000,00	180.000,00	140.075,92
12.631	12.16	01.10	Frais de publication du Mémorial	CORD, CNST	430.000,00	430.000,00	429.981,17
12.841	Divers	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	CORD, CNST	973,00	973,00	972,34
12.890	Divers	01.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	CORD, CNST	19.222,00	19.222,00	19.221,19
33.000	33.00	04.60	Participation de l'Etat au programme de recherche et de développement entrepris par le centre d'études de populations, de pauvreté et de politique socio-économique	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00
33.010	33.00	08.40	Subsides aux organisations professionnelles de la presse	CNSM	6.700,00	6.700,00	6.700,00
33.011	33.00	04.40	Participation aux frais occasionnés par les activités de l'association Luxembourg-Harvard dans le cadre des relations entre le Luxembourg et l'université de Harvard	CNSM	82.000,00	82.000,00	82.000,00
33.013	33.00	01.10	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale	CNSM	380.000,00	380.000,00	380.000,00
33.015	33.00	08.40	Subside de fonctionnement au conseil de presse	CNSM	86.763,00	86.763,00	86.763,00
33.016	33.00	08.40	Participation de l'Etat au profit de l'association de la presse interrégionale	CNSM	20.000,00	20.000,00	20.000,00
33.017	33.00	01.10	Subventions au profit d'institutions et de fondations internationales	CNSM	24.790,00	24.790,00	24.790,00
33.018	33.00	01.10	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur associatif en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
34.040	34.42	01.10	Domages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	70.000,00 D TR	110.800,00	109.383,36
34.090	34.49	01.10	Subsides jugés opportuns par le gouvernement	CORD	30.000,00	30.000,00	24.755,00
34.095	34.49	01.10	Participation à des frais de réception en relation avec des manifestations à rayonnement national ou international organisées par des associations privées	CORD	50.000,00	50.000,00	16.215,09

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.010	43.21	01.10	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur communal en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	374.703,00
12.580	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	1.421,00	1.421,00	1.420,41
34.595	34.49	01.10	Participation à des frais de réception en relation avec des manifestations à rayonnement national ou international organisées par des associations privées	CORD, CNST	620,00	620,00	619,73
			<i>Total de la section 00.4:</i>		36.906.556,00	43.895.272,00	38.543.226,10
			<i>Section 00.5 – Conseil économique et social</i>				
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	388.795,00 D	408.077,00	408.076,52
11.020	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	2.094,00	2.094,00	1.331,30
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.700,00 TE TR	11.272,00	8.459,58
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	22.500,00	22.500,00	18.616,85
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	17.680,00	17.680,00	14.292,02
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.200,00 TE	4.930,00	103,50
12.100	12.11	01.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	22.974,00 D TR	34.456,00	34.455,13
12.120	12.30	01.10	Indemnités des membres et des experts consultés par le conseil économique et social	CNLI, CNST, CPUBLIE	180.000,00 TR	181.953,00	181.952,55
12.121	12.30	01.10	Indemnités des membres de la délégation luxembourgeoise du comité économique et social de la Grande Région	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.820,00	7.820,00	4.426,52
12.130	12.16	01.10	Frais de publication	CORD	12.500,00 TE	7.547,00	6.745,00
12.300	Divers	01.10	Part dans les frais d'un service commun de courrier, de surveillance et de nettoyage	CORD	19.831,00 TR	20.259,00	20.258,91
12.310	Divers	01.43	Conseil consultatif économique et social BENELUX: jetons de présence, frais de réunion, frais de secrétariat	CORD	2.500,00	2.500,00	1.643,49
12.800	Divers	01.10	Part dans les frais d'un service commun de courrier, de surveillance et de nettoyage	CORD, CNST	18.120,00	18.120,00	18.111,58
35.060	35.00	01.10	Contributions à des organismes internationaux	CSDE, CPUBLIE	800,00	800,00	800,00
12.510	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	500,00	500,00	469,16
			<i>Total de la section 00.5:</i>		711.014,00	740.508,00	719.742,11
			<i>Section 00.6 – Centre de Communications du Gouvernement</i>				
11.010	Divers	02.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.335.788,00	1.335.788,00	1.145.046,04
11.020	Divers	02.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.030	Divers	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	529.909,00	529.909,00	0,00
11.040	Divers	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	02.00	Indemnités d'habillement	CORD	2.418,00	2.418,00	2.416,96
11.130	11.12	02.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.207,00	4.207,00	3.246,32
12.010	12.13	02.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	250,00	250,00	0,00
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	19.902,00	19.902,00	19.572,92
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau	CORD	20.200,00	20.200,00	9.830,42
12.060	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	26.580,00	26.580,00	25.195,58
12.061	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications pour les autres administrations	CORD	200.000,00	200.000,00	195.313,68
12.070	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	26.120,00	26.120,00	25.608,10
12.071	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques pour les autres administrations	CORD	30.100,00	30.100,00	29.904,73
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	100.000,00	100.000,00	84.964,57
12.190	12.30	02.00	Frais de formation du personnel	CORD	17.500,00	17.500,00	17.492,66
12.300	Divers	02.00	Achat de denrées alimentaires pour la cantine du centre des télécommunications et d'alerte de Senningen	CORD	2.500,00	2.500,00	0,00
				<i>Total de la section 00.6:</i>	2.315.674,00	2.315.674,00	1.558.591,98
				<i>Section 00.7 – Cultes</i>			
11.000	Divers	08.50	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	18.176.245,00	18.176.245,00	17.368.265,80
12.080	12.11	08.50	Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	15.000,00	15.000,00	13.138,81
33.010	33.00	08.50	Culte catholique: remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire	CNSM	6.250,00	6.250,00	6.250,00
33.011	33.00	08.50	Subsides aux cultes protestants	CNSM	39.100,00	39.100,00	39.100,00
33.012	33.00	08.50	Subsides au culte israélite	CNSM	23.950,00	23.950,00	23.950,00
33.013	33.00	08.50	Subsides pour activités interconfessionnelles	CNSM	1.240,00	1.240,00	1.240,00
33.014	33.00	08.50	Subsides au culte catholique	CNSM	41.150,00	41.150,00	41.150,00
34.060	34.41	04.42	Culte catholique: bourses d'études aux élèves du séminaire	CORD	2.480,00	2.480,00	2.480,00
				<i>Total de la section 00.7:</i>	18.305.415,00	18.305.415,00	17.495.574,61
				<i>Section 00.8 – Médias et Communications</i>			
11.132	11.12	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	64.641,00	64.641,00	56.043,64
11.136	11.12	08.40	Conseil national des programmes: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	400,00 TR	720,00	718,91

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.003	12.15	08.40	Conseil National des programmes: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de documentation, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	36.600,00	36.600,00	30.935,31
12.010	12.13	12.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	500,00 TR	1.390,00	954,89
12.012	12.13	12.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	162.000,00	162.000,00	57.294,40
12.020	12.14	12.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.116,00	2.116,00	1.649,37
12.040	12.12	12.60	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	2.000,00	2.000,00	713,42
12.080	12.11	12.60	Bâtiments, exploitation et entretien	CORD	2.500,00	2.500,00	2.295,71
12.120	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D	200.000,00	197.093,57
12.125	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CSDE, CPUBLIE	55.000,00	55.000,00	0,00
12.191	12.30	12.60	Frais de formation professionnelle	CORD	15.000,00	13.790,00	0,00
12.300	Divers	12.60	Prise en charge par l'Etat des frais encourus par l'autorité de régulation indépendante en matière postale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	170.754,51
12.345	Divers	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	234.400,00	234.400,00	99.364,35
12.370	Divers	08.40	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise	CORD	150.450,00	150.450,00	124.846,68
31.050	31.32	08.40	Promotion de la presse écrite	CNLI, CNST, CPUBLIE	6.100.000,00	6.100.000,00	6.040.980,00
31.051	31.32	08.40	Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	212.300,00	212.300,00	210.546,56
33.000	33.00	12.60	Dotation à la commission nationale pour la protection des données	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00 D	550.000,00	550.000,00
33.012	33.00	08.40	Médias audiovisuels: subsides à des associations privées	CNSM	132.795,00	132.795,00	16.960,00
35.030	35.40	12.60	Part du Grand-Duché dans les frais des bureaux internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	88.000,00	88.000,00	80.370,51
35.031	35.40	01.43	Participation luxembourgeoise à Eureka audiovisuel	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.600,00	3.600,00	2.271,82
			<i>Total de la section 00.8:</i>		8.037.302,00	8.262.302,00	7.643.793,65
			Total du département 00:		103.764.319,00	111.015.089,00	103.210.957,69

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			01 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense				
			<i>Section 01.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	01.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	620,00	620,00	0,00
11.131	11.12	01.43	Conférences et réunions internationales: indemnités des délégués luxembourgeois	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	14.500,00	14.500,00	12.934,24
11.320	11.00	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe. Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire, indemnités pour services extraordinaires, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	9.500,00	9.500,00	9.500,00
11.321	11.00	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.– Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire, indemnités pour services extraordinaires, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	397.017,76
12.012	12.13	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.389.500,00 D	1.389.500,00	1.284.269,49
12.020	12.14	01.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.000,00	5.000,00	1.662,25
12.040	12.12	01.40	Frais de bureau	CORD	53.600,00	53.600,00	51.490,18
12.070	12.12	01.40	Frais d'entretien des équipements informatiques	CORD	7.400,00 TE	4.500,00	27,36
12.080	12.11	01.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	15.000,00	15.000,00	11.410,96
12.140	12.16	01.40	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise relatives à l'Union Européenne et à son élargissement: documentation, frais d'impression et de publication, frais d'études et de recherche, organisation de formations et de colloques, participation à des conférences, mise en place et mise à jour d'un site Internet, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	180.000,00	180.000,00	166.681,13
12.143	12.16	01.40	Célébration du 20e anniversaire de la signature du Traité de Schengen: Participation à des actions de sensibilisation et d'information	CORD	20.000,00 TE	16.750,00	0,00
12.190	12.30	01.42	Participation à des stages et cours de perfectionnement	CSDE, CPUBLIE	7.437,00	7.437,00	6.243,34
12.191	12.30	01.40	Stages d'accueil pour jeunes cadres: frais d'organisation et de participation	CORD	49.579,00	49.579,00	21.025,00
12.300	Divers	01.42	Passeports et visas: frais d'acquisition de matériel, entretien et réparation des machines, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	176.100,80
12.302	Divers	01.40	Frais d'élaboration, de mise en place et d'entretien d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des affaires étrangères et de ses missions à l'étranger, frais d'assistance et de formation en vue de l'établissement d'un système informatique de gestion financière et du personnel local des missions diplomatiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500.000,00	1.500.000,00	506.409,89

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.303	Divers	01.42	Frais d'entretien, de fonctionnement et de maintenance des sites Internet du Ministère des Affaires Etrangères et de ses missions à l'étranger, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	24.790,00 TR	27.690,00	25.366,11
12.310	Divers	01.42	Achat de timbres de chancellerie	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00 TR	13.250,00	13.250,00
12.320	Divers	01.42	Frais d'abonnement à des agences d'information et à des bases de données	CSDE, CPUBLIE	84.600,00	84.600,00	77.033,34
12.330	Divers	01.43	Frais de banque	CORD	100,00	100,00	0,00
12.350	Divers	01.42	Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger	CSDE, CPUBLIE	60.000,00	60.000,00	40.083,66
12.351	Divers	01.42	Frais de traduction	CSDE, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	15.631,65
12.361	Divers	01.42	Dépenses diverses en rapport avec les obligations protocolaires et avec la représentation extérieure du Ministère des Affaires Etrangères	CSDE, CPUBLIE	35.000,00	35.000,00	30.427,77
12.380	Divers	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe. – Dépenses de matériel, frais de réunion, réceptions officielles, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500,00	500,00	0,00
12.381	Divers	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: dépenses de matériel, frais de réunion, réceptions officielles, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00 D	70.000,00	69.541,78
33.010	33.00	01.42	Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger	CNSM	22.310,00	22.310,00	22.310,00
35.060	35.00	01.43	Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs, dépenses diverses des délégations luxembourgeoises, frais généraux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	32.662,00	32.662,00	17.947,97
				<i>Total de la section 01.0:</i>	4.382.098,00	4.432.098,00	2.956.364,68
11.000	Divers	01.42	<i>Section 01.1 – Missions diplomatiques</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	7.426.356,00	7.426.356,00	7.410.741,99
11.020	Divers	01.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.090	11.12	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.867.216,00	3.867.216,00	3.734.349,33
11.140	11.40	01.42	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	256.000,00	256.000,00	228.723,73
11.141	11.40	01.42	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	66.000,00 TR	132.640,00	88.661,29

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.300	11.00	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place, dépenses diverses de personnel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.708.256,00	6.708.256,00	6.691.231,93
12.010	12.13	01.42	Frais de route et de séjour	CSDE, CPUBLIE	112.000,00 TE	67.000,00	61.348,53
12.011	12.13	01.42	Frais de déménagement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	360.000,00 TR	370.000,00	362.677,65
12.012	12.13	01.42	Remboursement des frais de voyages statutaires des agents à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	268.521,00	268.521,00	177.077,19
12.020	12.14	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	193.000,00 TE	183.000,00	177.954,76
12.080	12.11	01.42	Bâtiments: frais de nettoyage	CSDE, CPUBLIE	105.000,00	105.000,00	98.021,65
12.081	12.11	01.42	Bâtiments: chauffage, eau, gaz, électricité	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	475.000,00	475.000,00	453.190,50
12.082	12.11	01.42	Bâtiments: réparations et entretien	CSDE, CPUBLIE	198.547,00	198.547,00	181.771,75
12.083	12.11	01.42	Bâtiments: diverses dépenses	CSDE, CPUBLIE	261.000,00	261.000,00	249.826,85
12.084	12.11	01.42	Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	280.000,00	280.000,00	162.784,65
12.100	12.11	01.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.696.376,00 D TR	1.777.376,00	1.773.444,82
12.110	12.30	Divers	Frais de contentieux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500,00 D TR	5.445,00	5.444,75
12.120	12.30	01.42	Frais d'experts et d'agences	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	41.845,00 D TR	64.571,00	64.550,41
12.190	12.30	01.42	Formation et stages	CSDE, CPUBLIE	20.000,00 TR	20.100,00	20.071,46
12.200	12.30	01.42	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CSDE, CPUBLIE	30.000,00	30.000,00	24.012,54
12.250	Divers	01.42	Frais de bureau, frais de télécommunications, frais informatiques et frais de banque	CSDE, CPUBLIE	1.003.700,00 TE TR	954.460,00	952.346,85
12.251	Divers	01.42	Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.800.000,00	1.800.000,00	784.160,12
12.252	12.12	01.42	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des missions à l'étranger: compensation des moins-values en monnaie locale résultant des variations des cours de change	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.253	Divers	01.42	Frais de transport du courrier diplomatique et transport de vin luxembourgeois	CORD	25.000,00 TR	34.100,00	31.892,49
12.300	Divers	01.42	Frais de représentation	CSDE, CPUBLIE	517.083,00 TE	484.633,00	462.870,87
12.301	Divers	01.42	Financement d'actions de promotion culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions diplomatiques	CSDE, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	37.456,11

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.310	Divers	01.42	Taxes et impôts	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	22.407,00 TR	30.407,00	28.592,57
12.333	Divers	01.42	Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles et à Berlin: mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes dans l'intérêt de la promotion de l'image du Luxembourg	CSDE, CPUBLIE	120.000,00 TR	121.200,00	121.193,83
			<i>Total de la section 01.1:</i>		25.904.007,00	25.971.028,00	24.384.398,62
11.300	11.00	02.50	<i>Section 01.2 – Contributions à des organismes internationaux</i> Missions de gestion civile ou militaire de crise et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales: dépenses de personnel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	136.000,00	136.000,00	30.865,01
12.300	Divers	02.50	Missions de gestion civile ou militaire de crise et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	85.000,00 D	99.000,00	93.904,90
35.030	35.40	Divers	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant, autres dépenses à caractère international	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.569.353,00 D	4.953.150,00	4.953.149,91
35.031	35.40	Divers	Subventions à des institutions et organisations internationales autres que l'Union européenne, subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	CORD	1.000.000,00	1.000.000,00	1.000.000,00
35.032	35.40	02.50	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.283.836,00	2.283.836,00	1.509.319,94
35.033	35.40	02.50	Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	44.621,00 D	225.000,00	225.000,00
35.035	35.40	02.50	Contributions au fonds de gestion de crise de l'UE	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00 D	50.100,00	0,00
35.060	35.00	01.54	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	498.000,00	498.000,00	497.326,57
			<i>Total de la section 01.2:</i>		7.616.910,00	9.245.086,00	8.309.566,33
35.040	35.50	Divers	<i>Section 01.3 – Relations économiques internationales et autres</i> Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux Etats Indépendants de l'Ex-Union soviétique, subventions et dépenses diverses dans le même but	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.000.000,00	4.000.000,00	3.999.886,46
			<i>Total de la section 01.3:</i>		4.000.000,00	4.000.000,00	3.999.886,46

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.631	11.12	11.10	<i>Section 01.4 – Promotion du commerce extérieur</i> Comité pour l'octroi de crédits d'Etat à Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.120,00	1.120,00	1.115,52
12.140	12.16	11.10	Promotion du commerce extérieur: frais de publicité, d'exposition et de commercialisation dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises, activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but, élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc.	CORD	396.000,00	396.000,00	212.768,44
12.141	12.16	Divers	Promotion de l'image de marque du Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	134.069,85
12.300	Divers	11.00	Promotion du commerce extérieur. – Bureaux de représentation à l'étranger	CORD	107.000,00	107.000,00	0,00
31.030	31.12	11.10	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme, autres dépenses dans le même but	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
33.001	33.00	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers	CORD	160.000,00	160.000,00	160.000,00
			<i>Total de la section 01.4:</i>		1.664.220,00	1.664.220,00	507.953,81
11.130	11.12	02.10	<i>Section 01.5 – Direction de la Défense</i> Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.440,00 TE	2.140,00	743,40
11.300	11.00	02.00	Participants aux missions de maintien de la paix non membres de l'armée: rémunérations et indemnités spéciales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	103.459,00	103.459,00	77.302,08
11.630	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	521,00 TR	1.651,00	1.102,89
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	6.700,00 TE	4.850,00	4.239,09
12.012	12.13	02.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	43.105,00 TR	55.401,00	47.010,71
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.000,00 TE	2.724,00	2.723,69
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	3.000,00	3.000,00	2.983,22
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.413,00	8.413,00	7.707,89
12.120	12.30	02.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00 D	2.625,00	0,00
12.306	Divers	02.00	Frais de mise sur pied du corps civil volontaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	499.152,99
24.000	24.10	02.10	Location de lots de chasse et de terrains	CSDE, CPUBLIE	18.600,00	18.600,00	18.545,55
33.010	33.00	02.00	Subsides aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-officiers de réserve, aux organisations civiles propageant les idées de l'alliance atlantique ou promouvant la sécurité intérieure, ainsi qu'aux organisations promouvant la sécurité européenne	CNSM	11.250,00	11.250,00	11.250,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.011	33.00	02.00	Subside à allouer au Musée de l'Armée	CNSM	2.479,00	2.479,00	2.479,00
34.040	34.42	02.00	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954, dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance, honoraires des avocats, dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	16.062,28
35.031	35.40	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'O.T.A.N.	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	495.787,00 D TR	834.508,00	834.501,58
35.032	35.40	02.00	Participation aux dépenses administratives résultant de l'exécution de l'accord d'aide pour la défense mutuelle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	248,00	248,00	0,00
35.033	35.40	02.00	Participation du Luxembourg aux frais des quartiers généraux de l'Eurocorps	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	355.583,00	355.583,00	202.263,00
35.034	35.40	02.00	Contributions du Luxembourg aux activités du „Partenariat pour la Paix“ et à la coopération militaire dans le cadre du „Pacte de stabilité“	CNLI, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D	475.000,00	470.000,00
35.035	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	70.000,00 D	106.991,00	106.990,09
35.036	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg aux frais de camps militaires	CORD	1.239.468,00 TE	976.680,00	0,00
37.010	37.20	02.00	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées				
12.520	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE CORD, CNST	350.000,00 801,00	350.000,00 801,00	260.350,26 800,94
			<i>Total de la section 01.5:</i>		3.331.954,00	3.906.403,00	2.566.208,66
			<i>Section 01.6 – Défense nationale</i>				
11.000	Divers	02.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	21.461.586,00	21.461.586,00	20.926.379,59
11.010	Divers	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	986.543,00	986.543,00	843.914,28
11.020	Divers	02.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	81.762,00	81.761,60
11.030	Divers	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.361.671,00 D	1.545.795,00	1.545.794,10
11.040	Divers	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	47.399,00	47.398,68
11.060	Divers	02.10	Indemnités d'apprentissage – patron de stage	CORD	45.000,00	45.000,00	0,00
11.070	Divers	02.10	Rémunérations des volontaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	14.800.000,00	14.800.000,00	12.909.384,12
11.080	11.31	02.10	Frais médicaux divers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	47.000,00	47.000,00	44.917,10
11.081	11.31	02.10	Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts, remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.000,00	12.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.090	11.12	02.10	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	426.218,00 TR	451.618,00	447.009,93
11.100	11.40	02.10	Indemnités d'habillement	CNLI, CNST, CPUBLIE	130.000,00 TR	132.800,00	132.762,62
11.110	11.12	02.10	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	185,00	185,00	138,75
11.120	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service et chevrons	CNLI, CNST, CPUBLIE	24.361,00 TR	26.361,00	22.160,29
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	24.430,00 TR	25.430,00	25.212,40
11.131	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile	CNLI, CNST, CPUBLIE	29.138,00 TR	30.638,00	30.264,23
11.140	11.40	02.10	Location de logements de service, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	59.600,00	59.600,00	59.541,43
11.141	11.40	02.10	Frais d'alimentation	CORD	824.000,00 TR	864.000,00	863.781,55
11.150	11.12	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	54.000,00 TR	129.000,00	128.582,59
11.300	11.00	02.10	Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée engagés dans des missions de maintien de la paix	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	155.875,00 TR	216.475,00	216.301,07
11.600	11.40	02.10	Indemnités d'habillement	CORD, CNST	186,00	186,00	185,92
11.620	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service	CORD, CNST	4.270,00	4.270,00	4.269,61
11.630	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	3.416,00	3.416,00	3.414,73
11.631	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile	CORD, CNST	513,00	513,00	512,85
11.650	11.12	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD, CNST	96.784,00	96.784,00	95.978,58
12.000	12.15	02.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	100.000,00 TR	120.000,00	119.589,02
12.010	12.13	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	165.000,00 TE	125.000,00	113.171,71
12.012	12.13	02.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	165.000,00	165.000,00	147.232,17
12.020	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CNLI, CNST, CPUBLIE	172.000,00	172.000,00	159.231,65
12.021	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CSDE, CPUBLIE	197.120,00	197.120,00	176.377,32
12.022	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: réparations et entretien	CSDE, CPUBLIE	1.363.000,00	1.363.000,00	1.347.834,33
12.040	12.12	02.10	Frais de bureau	CORD	85.000,00	85.000,00	75.056,62
12.050	12.12	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	120.000,00	120.000,00	110.540,52
12.070	12.12	02.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	149.000,00 TE	65.000,00	60.752,01
12.080	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	700.000,00 TR	761.000,00	742.373,33
12.090	12.21	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	89.668,00	89.668,00	89.626,02
12.100	12.11	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	551.772,00 TR	555.022,00	555.020,51

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	450.000,00 TE	377.000,00	372.051,29
12.150	12.30	02.10	Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires	CORD	22.770,00	22.770,00	18.236,13
12.160	12.30	02.10	Acquisition de matériel médical et pharmaceutique	CSDE, CPUBLIE	176.000,00 TR	191.000,00	174.545,95
12.180	12.30	02.10	Acquisition de matériel didactique	CSDE, CPUBLIE	9.800,00	9.800,00	7.813,05
12.190	12.30	02.10	Frais de stage à l'étranger, frais de cours, dépenses diverses	CSDE, CNST, CPUBLIE	686.000,00	686.000,00	432.163,27
12.191	12.30	02.10	Frais occasionnés par la formation pratique complémentaire à l'instruction préparatoire au permis de conduire militaire	CORD	10.500,00 TR	11.500,00	11.500,00
12.200	12.30	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.462,00	12.462,00	12.302,78
12.300	Divers	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses				
12.301	Divers	02.00	Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe, frais en relation avec le traité „Open Skies“, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	1.030.000,00 TR	1.105.000,00	1.104.452,06
12.302	Divers	02.00	Frais en relation avec le „Partenariat pour la paix“: dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	106.000,00	106.000,00	47.525,95
12.303	Divers	02.10	Frais de participation aux opérations de maintien de la paix	CORD	25.000,00	25.000,00	24.594,26
12.304	Divers	02.00	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	645.000,00	645.000,00	620.977,08
12.310	Divers	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport, frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions, allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	CNLI, CNST, CPUBLIE	741.000,00	741.000,00	728.124,05
12.320	Divers	02.10	Frais de représentation, cérémonies, réceptions officielles, couronnes et dépôts de fleurs, frais de culte, dépenses diverses	CORD	50.000,00	50.000,00	47.921,50
12.330	Divers	02.10	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	CORD	35.850,00	35.850,00	35.794,48
12.340	Divers	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'outillage et de matériel de recharge, location d'équipements de transmission de données, frais d'utilisation du réseau radioélectrique, frais de consultation et de développement d'un réseau de transmission de données informatiques	CORD	1.250,00 TE	250,00	0,00
12.350	Divers	02.10	Acquisition de munitions	CSDE, CPUBLIE	325.000,00	325.000,00	322.966,89
12.351	Divers	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	CSDE, CPUBLIE	747.000,00	747.000,00	740.205,06
				CSDE, CPUBLIE	270.000,00	270.000,00	240.265,78

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.352	Divers	02.10	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger, frais de transport pour matériel et personnel militaire	CSDE, CPUBLIE	250.000,00 TE	61.700,00	54.384,43
12.353	Divers	02.10	Frais en relation avec l'utilisation de terrains d'exercice à l'étranger	CORD	103.000,00 TE	59.000,00	16.359,73
12.360	Divers	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	CORD	305.000,00 TR	355.000,00	351.974,83
12.370	Divers	02.10	Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique, réparation d'instruments et d'accessoires de musique, acquisition de matériel et de papier de musique	CORD	16.000,00	16.000,00	15.942,05
12.380	Divers	02.10	Education et loisirs	CORD	24.000,00 TR	25.500,00	20.585,86
12.381	Divers	02.10	Frais de fonctionnement de la cantine des volontaires de l'armée: achat de marchandises, frais divers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	79.829,11
12.390	Divers	02.10	Frais de surveillance des installations militaires	CORD	5.000,00 TE	250,00	0,00
12.860	Divers	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	CORD, CNST	462,00	462,00	461,47
35.030	35.40	02.00	Contributions à des institutions internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.198,00	8.198,00	8.188,78
12.512	12.13	02.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD, CNST	2.577,00	2.577,00	2.576,66
12.580	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	38.162,00	38.162,00	38.158,47
			<i>Total de la section 01.6:</i>		50.580.567,00	50.893.652,00	47.656.372,20
12.012	12.13	01.53	<i>Section 01.7 – Action humanitaire</i> Frais de route et de séjour à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire	CORD	450.000,00 TE	322.702,90	292.012,80
12.140	12.16	01.53	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement	CSDE, CPUBLIE	600.000,00	600.000,00	560.717,83
12.190	12.30	01.53	Actions de formation, d'études et de recherche	CSDE, CPUBLIE	450.000,00	450.000,00	337.200,75
12.250	Divers	01.53	Missions et bureaux de coopération dans les pays en développement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	612.416,00	612.416,00	573.206,06
12.300	Divers	01.53	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement	CSDE, CPUBLIE	720.437,00 TE	655.437,00	651.231,04
12.800	Divers	01.53	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement	CORD, CNST	37.000,00	37.000,00	36.999,32
33.010	33.00	01.54	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement	CNSM	218.350,00	218.350,00	171.507,36
33.011	33.00	01.54	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement	CSDE, CNSM, CPUBLIE	850.000,00 TR	1.042.297,10	1.002.458,98

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
35.000	35.10	01.53	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union Européenne, dépenses diverses dans le même but	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.321.841,00	7.321.841,00	7.321.841,00
35.030	35.40	Divers	Coopération au développement: contribution à des programmes d'assistance économique et technique d'institutions internationales autres que l'Union Européenne	CSDE, CPUBLIE	2.875.275,00	2.875.275,00	2.875.275,00
35.031	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions volontaires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.380.100,00	7.380.100,00	7.380.023,90
35.032	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	481.563,00	481.563,00	365.838,51
35.060	35.00	Divers	Subsides au titre de l'aide d'urgence et d'actions de réhabilitation, aides à des populations victimes de catastrophes de la nature	CNLI, CNST, CPUBLIE	14.000.000,00	14.000.000,00	13.782.558,71
35.061	35.00	01.53	Aide alimentaire à des pays en développement, contributions diverses dans ce but	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00	2.000.000,00	1.999.978,61
35.090	35.00	01.52	Congé de la coopération au développement: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	11.000,00	11.000,00	4.926,78
93.000	93.00	01.52	Alimentation du fonds de la coopération au développement	CNLI, CNST, CPUBLIE	77.528.681,00	77.528.681,00	77.528.681,00
				<i>Total de la section 01.7:</i>	115.536.663,00	115.536.663,00	114.884.457,65
11.010	Divers	11.10	<i>Section 01.8 – Commission et office des licences</i>	CNLI, CSDE, CNST	44.360,00	44.360,00	0,00
12.040	12.12	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CORD	6.000,00	6.000,00	4.763,75
				<i>Total de la section 01.8:</i>	50.360,00	50.360,00	4.763,75
				<i>Total du département 01:</i>	213.066.779,00	215.699.510,00	205.269.972,16

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			02 et 03 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche				
			<i>Section 02.0 – Dépenses générales</i>				
11.020	Divers	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	6.663,00	6.663,00	0,00
11.130	11.12	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.500,00	1.500,00	0,00
11.131	11.12	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.774,00 TE	3.881,00	1.970,76
11.631	11.12	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.884,00 TR	2.777,00	2.776,21
12.000	12.15	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services de tiers	CORD	800,00	800,00	0,00
12.001	12.15	08.00	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	CORD	180.000,00 TE	178.000,00	155.530,82
12.002	12.15	08.00	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD	4.582,00	4.582,00	1.202,29
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	20.000,00 TR	21.000,00	20.300,93
12.012	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	200.000,00	200.000,00	165.209,79
12.020	12.14	08.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	35.000,00 TR	44.800,00	41.440,04
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	CORD	7.600,00	7.600,00	7.494,91
12.041	12.12	08.20	Bibliobus et bibliothèques régionales: alimentation, reliures et frais divers	CORD	100.000,00 TE	88.200,00	80.563,00
12.042	12.12	01.40	Echanges frontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg	CORD	60.000,00 TE	52.800,00	32.955,02
12.043	12.12	08.20	Centre de documentation, de recherches et d'études: alimenta- tion, reliures et frais divers	CORD	3.750,00	3.750,00	297,32
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications	CORD	31.610,00 TR	37.110,00	36.314,39
12.070	12.12	08.00	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	12.200,00 TR	14.200,00	13.253,86
12.080	12.11	08.00	Bâiments: exploitation et entretien	CORD	45.000,00	45.000,00	21.141,97
12.100	12.11	08.00	Location de logements pour des étudiants et chercheurs dans le cadre des accords bilatéraux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	155.000,00	155.000,00	153.941,88
12.101	12.11	08.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.671,00	100.671,00	96.457,29
12.120	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	293.164,00 TE	231.664,00	174.276,12
12.130	12.16	08.00	Frais de publication	CSDE, CPUBLIE	87.500,00	87.500,00	77.939,15
12.140	12.16	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	17.500,00 TR	19.500,00	18.879,35
12.141	12.16	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses	CORD	26.000,00	26.000,00	25.312,83

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation	CORD	77.050,00 TE	56.850,00	51.816,36
12.301	Divers	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: dépenses de fonctionnement	CORD	12.500,00	12.500,00	8.395,66
12.302	Divers	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: dépenses de fonctionnement	CORD	5.000,00	5.000,00	4.910,05
12.303	Divers	Divers	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	CORD	400.000,00	400.000,00	349.639,29
12.305	Divers	Divers	Harmonisation des statistiques culturelles dans le cadre de l'Union européenne	CSDE, CPUBLIE	102.125,00 TR	178.625,00	173.672,03
12.311	Divers	08.00	Frais d'assurances des divers départements du Ministère	CNLI, CNST, CPUBLIE	124,00 D TR	13.166,00	12.770,76
12.312	Divers	08.10	Promotion de la création culturelle	CSDE, CPUBLIE	100.000,00 TE	88.000,00	0,00
12.620	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études	CORD, CNST	11.106,00	11.106,00	11.105,63
33.000	33.00	Divers	Animation socioculturelle: conventions avec des associations	CORD	3.608.268,00 TE	3.607.772,00	3.325.406,47
33.002	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'orchestre philharmonique du Luxembourg	CORD	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
33.003	33.00	Divers	Participation aux frais de l'animation culturelle auprès des ambassades et consulats du Luxembourg à l'étranger	CORD	12.395,00	12.395,00	650,00
33.004	33.00	08.40	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socioculturels	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.148.490,00	3.148.490,00	3.148.490,00
33.005	33.00	08.10	Participation au financement des activités du Théâtre national du Luxembourg	CORD	1.050.000,00	1.050.000,00	1.050.000,00
33.006	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation „Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean“	CORD	3.060.000,00	3.060.000,00	3.008.453,00
33.007	33.00	08.20	Participation luxembourgeoise aux villes européennes de la culture	CORD	74.500,00	74.500,00	54.896,00
33.009	33.00	08.00	Luxembourg et Grande Région: Capitale Européenne de la Culture 2007	CORD	25.000,00	25.000,00	24.105,49
33.010	33.00	Divers	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres)	CNSM	828.391,00 TE	777.391,00	776.811,14
33.011	33.00	Divers	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides	CNSM	295.631,00 TR	345.631,00	327.055,29
33.014	33.00	08.40	Aide à la presse culturelle: participation aux frais des éditeurs	CNSM	108.900,00	108.900,00	108.900,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.015	33.00	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: congrès, colloques, semaines d'études, voyages d'études, conférences scientifiques, culturelles, pédagogiques et artistiques et autres manifestations: subsides				
33.016	33.00	08.10	Soutien à la production littéraire: subsides	CNSM	3.200,00	3.200,00	3.200,00
33.017	33.00	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle	CNSM	51.800,00	51.800,00	51.139,83
33.019	33.00	08.20	Participation de l'Etat à l'organisation de la célébration du 400e anniversaire de l'Athénée de Luxembourg	CNSM	190.726,00	190.726,00	190.726,00
33.020	33.00	Divers	Soutien à la production littéraire: participation aux frais de manifestations littéraires (salons du livre, foires, journées littéraires)	CSDE, CNSM, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	50.000,00
33.021	33.00	08.00	Dotations du Fonds social culturel	CNSM	243.600,00	243.600,00	205.052,33
33.022	33.00	08.20	Participation au financement de l'agenda culturel national	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	150.000,00 D	250.000,00	250.000,00
33.023	33.00	08.00	Participation dans l'intérêt de l'organisation de la fête européenne de la musique	CNSM	149.000,00	149.000,00	96.750,00
33.024	33.00	08.00	Participation de l'Etat au financement de la billetterie nationale	CNSM	36.000,00	36.000,00	32.400,00
33.025	33.00	Divers	Dotations à l'organisme chargé de la gestion du futur Centre culturel de rencontre Neumünster	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	25.000,00 D	230.000,00	230.000,00
33.026	33.00	08.00	Dotations à l'organisme chargé de la préfiguration et de la gestion de la future „Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“	CNSM	1.100.000,00	1.100.000,00	1.100.000,00
34.060	34.41	08.10	Bourses dans l'intérêt de la création artistique	CNSM	450.000,00	450.000,00	450.000,00
34.061	34.41	08.10	Bourses en faveur de jeunes musiciens effectuant un stage temporaire à l'orchestre philharmonique du Luxembourg	CORD	150.000,00	150.000,00	149.380,00
34.071	34.51	08.00	Bourses en faveur d'élèves et d'étudiants poursuivant des études spéciales dans le domaine culturel	CORD	124.000,00	124.000,00	110.726,85
35.030	35.40	04.00	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O.	CORD	25.000,00 TR	26.000,00	25.000,00
35.060	35.00	08.00	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	280.000,00 D	357.500,00	330.952,91
43.001	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de production et de co-production des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	166.750,00	166.750,00	156.381,84
43.002	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	CORD	300.000,00	300.000,00	0,00
43.003	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	124.000,00	124.000,00	124.000,00
43.004	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	300.000,00	300.000,00	300.000,00
					99.200,00	99.200,00	99.200,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.006	43.22	08.00	Participation de l'Etat aux indemnités prévues dans la loi sur le congé culturel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	13.500,00	13.500,00	13.405,95
12.502	12.15	08.00	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	1.488,00	1.488,00	842,81
12.510	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.269,00	1.269,00	1.268,84
12.542	12.12	01.40	Echanges frontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg	CORD, CNST	4.171,00 TR	11.371,00	8.923,04
33.500	33.00	Divers	Animation socioculturelle: conventions avec des associations	CORD, CNST	4.958,00 TR	5.454,00	4.214,19
33.512	33.00	08.00	Subsides à caractère bénévole aux administrations privées	CNST, CNSM	763,00	763,00	0,00
33.513	33.00	08.00	Participation financière de l'Etat au projet de restauration des immeubles sis 4-7, rue St-Ulric à Luxembourg par la société anonyme VIEUX LUXEMBOURG	CNST, CNSM	21.195,00	21.195,00	21.195,00
43.500	43.22	08.20	Animation socioculturelle: conventions avec des communes	CORD, CNST	246.273,00	246.273,00	246.272,19
			<i>Total de la section 02.0:</i>		28.626.571,00	29.011.413,00	27.815.366,88
			<i>Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>				
11.000	Divers	08.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	587.231,00	587.231,00	495.389,93
11.010	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	247.877,00	247.877,00	191.794,00
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	8.328,00	8.328,00	6.880,55
11.030	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	41.019,00 D	43.247,00	43.246,29
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	CORD	558,00	558,00	557,76
12.010	12.13	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	22.500,00 TR	24.500,00	24.167,57
12.020	12.14	08.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	7.000,00 TR	12.000,00	9.689,09
12.040	12.12	08.10	Frais de bureau	CORD	15.650,00 TR	22.650,00	19.067,63
12.050	12.12	08.10	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	CORD	8.650,00 TR	11.650,00	9.960,62
12.070	12.12	08.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	6.500,00	6.500,00	1.648,91
12.080	12.11	08.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	193.000,00 TR	203.000,00	200.963,74
12.081	12.11	08.10	Frais d'entretien de la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel „Wenzel“	CORD	15.000,00	15.000,00	7.367,37
12.082	12.11	08.10	Frais d'entretien de l'itinéraire culturel Vauban	CORD	24.789,00 TE	13.789,00	5.088,23
12.130	12.16	08.10	Frais de publication	CORD	70.000,00	70.000,00	41.457,50
12.140	12.16	08.10	Patrimoine architectural rural et industriel: réalisation de dépliant et de brochures: dépenses diverses	CORD	15.000,00	15.000,00	11.938,85
12.141	12.16	08.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	10.000,00	10.000,00	7.661,24
12.170	12.30	08.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	1.600,00 TR	3.600,00	2.948,03

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.300	Divers	08.10	Frais de fonctionnement des ateliers de restauration	CORD	5.000,00	5.000,00	1.780,20
12.310	Divers	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: dépenses diverses	CORD	42.000,00 TE	32.000,00	17.955,62
12.320	Divers	08.10	Entretien des sites et monuments nationaux classés appartenant à l'Etat	CORD	50.000,00 TE	42.000,00	16.645,94
33.010	33.00	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	CNSM	40.410,00	40.410,00	40.410,00
34.070	34.51	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des particuliers	CORD	991.600,00	991.600,00	989.924,00
43.000	43.22	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes	CORD	632.130,00	632.130,00	611.860,00
				<i>Total de la section 02.1:</i>	3.035.842,00	3.038.070,00	2.758.403,07
11.000	Divers	08.10	<i>Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.615.001,00	2.615.001,00	2.581.766,79
11.010	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	377.459,00	377.459,00	349.214,85
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	99.939,00 D	122.234,00	122.233,58
11.030	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	353.082,00 D	404.995,00	404.994,64
11.040	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.220	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	124.000,00 D	411.250,00	400.148,90
12.221	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	1.075.000,00	1.075.000,00	1.014.639,70
12.250	01.00	Divers	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire et d'art	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.229.675,00	2.229.675,00	2.229.675,00
33.000	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition „Casino de Luxembourg“	CORD	1.010.000,00	1.010.000,00	1.000.350,00
				<i>Total de la section 02.2:</i>	7.884.256,00	8.245.714,00	8.103.023,46
11.000	Divers	08.20	<i>Section 02.3 – Bibliothèque nationale</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.832.230,00	1.832.230,00	1.740.421,53
11.010	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	726.466,00 D	742.504,00	742.503,84
11.020	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	11.104,00 D	90.627,00	90.626,47

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.030	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	245.293,00	245.293,00	202.257,92
11.040	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	08.20	Indemnités d'habillement	CORD	1.813,00	1.813,00	1.638,41
12.000	12.15	08.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.250,00	3.250,00	1.953,19
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	500,00	500,00	14,40
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.400,00 TR	4.800,00	4.496,38
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	CORD	40.000,00	40.000,00	38.380,15
12.041	12.12	08.20	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes	CSDE, CPUBLIE	951.500,00 TE	925.500,00	924.977,74
12.042	12.12	08.20	Bibliothèque du gouvernement: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	2.479,00	2.479,00	1.708,02
12.043	12.12	08.20	Centre d'études et de documentation musicales: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	12.395,00 TE	10.395,00	7.858,70
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	45.000,00	45.000,00	34.351,41
12.051	12.12	08.20	Frais de connexion aux réseaux de télécommunications	CORD	500,00	500,00	422,79
12.070	12.12	08.20	Entretien des équipements informatiques	CORD	5.000,00	5.000,00	4.984,72
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	92.100,00 TR	101.100,00	100.292,83
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	270.967,00 TR	276.967,00	271.306,16
12.120	12.30	08.20	Frais d'experts et d'études	CORD	67.950,00	67.950,00	54.487,00
12.125	12.30	08.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	17.500,00 TE	8.500,00	0,00
12.130	12.16	08.20	Frais de publication	CSDE, CPUBLIE	33.800,00 TR	53.800,00	48.136,83
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	15.000,00	15.000,00	11.548,30
12.141	12.16	08.20	Organisation d'expositions temporaires	CORD	10.500,00	10.500,00	10.231,72
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	10.500,00 TR	12.500,00	11.757,51
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	18.500,00 TE	14.740,00	12.611,47
12.220	12.30	08.20	Dépenses pour projets de recherche exécutés au titre I de la loi du 9 mars 1987	CORD	68.300,00	68.300,00	66.901,56
12.300	Divers	08.20	Exploitation d'ateliers de restauration, de conservation et de réparation, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	49.504,38
12.301	Divers	08.20	Projet „e-Bibliothèque nationale“: dépenses diverses	CORD	261.094,00	261.094,00	196.434,14
12.302	Divers	08.20	Frais de surveillance	CORD	14.873,00 TR	16.173,00	16.157,46
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes internationaux	CSDE, CPUBLIE	4.010,00 TR	4.070,00	4.062,11
			<i>Total de la section 02.3:</i>		4.815.124,00	4.910.685,00	4.650.027,14

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 02.4 – Archives nationales</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	818.231,00 D	891.091,00	881.090,83
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	426.777,00 D	463.348,00	463.347,47
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	3.331,00	3.331,00	2.724,16
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	63.314,00 D	65.837,00	65.836,92
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	942,00	942,00	650,72
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.190,00	1.190,00	1.189,92
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	450,00	450,00	0,00
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.000,00	1.000,00	148,44
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.300,00 TR	4.800,00	4.262,63
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	22.000,00 TR	23.000,00	20.962,22
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.400,00	4.400,00	3.263,59
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	80.000,00 TR	83.000,00	81.286,41
12.130	12.16	01.34	Frais de publication	CSDE, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	7.351,39
12.140	12.16	01.34	Organisation d'expositions, frais divers	CORD	2.000,00	2.000,00	1.363,76
12.190	12.30	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation	CORD	8.000,00 TE	500,00	0,00
12.300	Divers	01.34	Matériel, outillage, frais de transport, d'aménagement et d'entretien, de conservation et de restauration, frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	33.000,00	33.000,00	31.466,12
12.301	Divers	01.34	Frais d'alimentation des bibliothèques	CORD	35.000,00	35.000,00	34.924,55
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	CSDE, CPUBLIE	1.500,00	1.500,00	941,19
			<i>Total de la section 02.4:</i>		1.512.435,00	1.614.389,00	1.600.810,32
			<i>Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel</i>				
11.000	Divers	08.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	73.420,00 D	74.980,00	74.979,64
11.010	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	628.954,00 D	778.534,00	778.533,77
11.020	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	5.552,00	5.552,00	3.363,08
11.030	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	32.484,00	32.484,00	32.007,94
11.130	11.12	08.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.701,00 TR	6.874,00	6.873,44
12.000	12.15	08.20	Stages de formation et d'animation: indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	3.340,00 TR	3.600,00	2.792,79

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	9.500,00 TE	9.240,00	5.734,76
12.011	12.13	08.20	Frais de déplacement et d'hébergement des maîtres de stage et des collaborateurs externes du CNA	CORD	3.000,00	3.000,00	1.245,90
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.987,00 TR	7.387,00	7.317,45
12.030	12.16	08.20	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	800,00	800,00	766,84
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	CORD	10.000,00 TR	10.700,00	10.302,30
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	CORD	28.000,00 TE	27.300,00	21.718,70
12.060	12.12	08.20	Entretien des installations de télécommunications	CORD	250,00	250,00	250,00
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	27.542,00	27.542,00	26.819,18
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	43.995,00 TR	44.615,00	44.613,31
12.130	12.16	08.20	Frais de publication, dépenses diverses	CORD	23.000,00	23.000,00	21.863,83
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	19.200,00 TR	37.800,00	37.784,71
12.141	12.16	08.20	Organisation d'expositions photographiques	CORD	1.000,00	1.000,00	976,73
12.142	12.16	08.20	Frais d'édition de documents audiovisuels, dépenses diverses	CORD	20.000,00 TR	24.000,00	21.842,44
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	7.000,00	7.000,00	6.989,91
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	4.250,00	4.250,00	4.137,07
12.300	Divers	08.20	Matériel audiovisuel: frais d'acquisition, de restauration et dépenses connexes	CORD	85.000,00 TE	66.400,00	65.241,25
12.310	Divers	08.20	Frais en rapport avec la nouvelle médiathèque, dépenses diverses	CORD	20.000,00	20.000,00	16.568,95
12.320	Divers	08.20	Archivage du patrimoine audiovisuel: frais de copiage et de restauration, dépenses diverses	CORD	250.000,00	250.000,00	247.912,71
12.321	Divers	08.20	Archivage du patrimoine de la CLT-UFA	CORD	179.340,00	179.340,00	179.012,63
12.330	Divers	08.20	Frais de productions audiovisuelles, indemnités aux collaborateurs, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	340.000,00 TR	395.000,00	343.213,92
12.340	Divers	08.20	Acquisition de droits d'auteur, dépenses diverses	CORD	6.000,00	6.000,00	4.333,22
12.350	Divers	08.20	Service technique et technologique commun: frais de fonctionnement, d'entretien et de réparation, dépenses diverses	CORD	15.000,00	15.000,00	13.208,60
12.351	Divers	08.20	Aide à la recherche et à la création photographique, frais de fonctionnement de la commission internationale d'attribution des bourses, organisation d'expositions, dépenses diverses	CORD	8.626,00	8.626,00	8.542,52
12.352	Divers	08.20	Recherche documentaire et historique, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	300,00	300,00	291,20

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.353	Divers	08.20	Programme de distribution „Films made in Luxembourg“: dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	73.130,00 TR	98.130,00	93.842,92
12.355	Divers	08.20	Promotion audiovisuelle des activités culturelles et artistiques au Grand-Duché, frais de production, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	19.904,08
12.360	33.00	08.20	Digitalisation du patrimoine film et vidéo: dépenses diverses	CNST, CPUBLIE	1.700.000,00	1.700.000,00	1.684.907,26
33.000	33.00	08.10	Exposition photographique „The Family of Man“ à Clerveaux: participation de l'Etat aux frais de gestion et d'animation de l'exposition	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	22.500,00
33.001	33.00	08.10	Promotion des oeuvres cinématographiques luxembourgeoises à l'étranger	CORD	50.000,00 TE	46.807,00	41.148,08
33.002	33.00	08.20	La mémoire vivante: „Témoignages filmés de survivants des camps de concentration nazis“: frais de production, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	145.400,00 TE	61.400,00	58.512,08
34.070	34.51	08.10	Aide à la recherche et à la création photographique, subsides aux artistes	CORD	37.184,00	37.184,00	37.180,00
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.000,00	4.000,00	3.694,00
			<i>Total de la section 02.5:</i>		3.911.955,00	4.063.095,00	3.950.927,21
11.000	Divers	08.10	<i>Section 02.6 – Musée national d'histoire naturelle</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.467.323,00	1.467.323,00	1.356.501,70
11.010	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.351.784,00 D	1.394.939,00	1.394.938,50
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	45.528,00 D	133.480,00	133.479,31
11.030	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	292.107,00 D	309.629,00	309.628,62
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.515,00	2.515,00	2.509,92
11.130	11.12	08.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	23.777,00	23.777,00	23.681,52
11.630	11.12	08.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	7.093,00	7.093,00	7.092,48
12.250	01.00	Divers	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire naturelle	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.165.000,00	2.165.000,00	2.165.000,00
33.002	33.00	08.10	Convention avec la fondation „Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie“	CORD	205.000,00	205.000,00	205.000,00
33.010	33.00	08.10	Subsides aux associations partenaires du Musée national d'histoire naturelle	CNSM	15.000,00	15.000,00	15.000,00
34.070	34.51	08.10	Subsides à caractère bénévole aux collaborateurs scientifiques du Centre de Recherche Scientifique	CORD	25.000,00	25.000,00	24.500,00
			<i>Total de la section 02.6:</i>		5.600.127,00	5.748.756,00	5.637.332,05

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 02.7 – Centre national de littérature</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	114.854,00	114.854,00	0,00
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	48.868,00 D	52.283,00	52.282,25
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	4.442,00	4.442,00	3.184,60
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	60.955,00 D	61.936,00	61.935,22
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	280,00	280,00	278,88
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	943,00	943,00	823,83
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.280,00	2.280,00	654,94
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	8.900,00 TR	10.900,00	8.747,72
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	8.100,00 TR	9.650,00	9.193,52
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.300,00	22.300,00	21.032,07
12.130	12.16	01.34	Frais de publication	CSDE, CPUBLIE	33.750,00 TE	31.100,00	22.761,88
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	24.000,00 TE	22.000,00	10.309,47
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	13.000,00	13.000,00	12.910,12
12.300	Divers	Divers	Frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	CORD	9.500,00 TR	14.490,00	13.356,53
12.301	Divers	Divers	Promotion du livre et de la lecture: participation au programme européen Grunzane-Europa	CORD	5.000,00 TE	10,00	0,00
12.310	Divers	01.34	Frais d'alimentation de la bibliothèque	CORD	30.000,00 TR	31.100,00	30.895,68
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CSDE, CPUBLIE	750,00	750,00	666,09
			<i>Total de la section 02.7:</i>		387.922,00	392.318,00	249.032,80
			<i>Section 02.8 – Commissariat à l'enseignement musical</i>				
11.130	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	7.556,00	7.556,00	5.181,11
11.630	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	149,00	149,00	148,74
12.000	12.15	08.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	31.494,00	31.494,00	26.333,70
12.001	12.15	08.00	Formation continue des enseignants: indemnités pour services de tiers	CORD	4.958,00	4.958,00	3.090,00
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	4.250,00	4.250,00	1.860,85
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	CORD	4.560,00	4.560,00	3.009,72
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications	CORD	400,00	400,00	0,00
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	12.395,00	12.395,00	6.839,18

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	1.450,00	1.450,00	1.200,59
43.000	43.22	08.00	Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical	CORD	6.540.000,00	6.540.000,00	6.540.000,00
				<i>Total de la section 02.8:</i>	6.607.212,00	6.607.212,00	6.587.663,89
11.020	Divers	04.40	<i>Section 03.0 – Dépenses générales</i> Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	9.994,00	9.994,00	0,00
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	382.975,00	382.975,00	309.883,04
11.131	11.12	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CNST, CPUBLIE	29.100,00	29.100,00	29.031,77
11.632	11.12	04.00	Commission consultative nationale d'éthique: indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	2.505,00	2.505,00	0,00
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	113.833,00	202.753,00	194.714,74
12.001	12.15	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
12.010	12.13	04.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	15.000,00	12.000,00	8.281,03
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	45.000,00	48.000,00	44.824,14
12.040	12.12	04.10	Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur	CORD	12.000,00	12.000,00	9.666,19
12.041	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	6.000,00	6.000,00	5.981,14
12.050	12.12	04.60	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	10.322,00	2.000,00	0,00
12.070	12.12	04.60	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	5.740,00	5.740,00	5.413,05
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	59.740,00	22.820,00	22.633,30
12.120	12.30	04.60	Maintenance et développement du système informatique pour la gestion de l'aide financière pour études supérieures: frais divers	CORD	80.000,00	19.500,00	19.480,30
12.121	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études	CORD	67.500,00	48.365,00	48.364,20
12.122	12.30	04.00	Cellule de recherches sur la résolution de conflits: frais d'experts et d'études	CORD	65.742,00	7.660,00	7.659,08
12.130	12.16	04.00	Frais de publication, frais d'impression, dépenses diverses	CORD	81.200,00	96.604,00	92.994,20
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	16.000,00	16.000,00	12.530,31
12.142	12.16	04.10	Frais d'organisation de la foire des études et de la formation	CORD	223.104,00	301.739,00	301.452,50
12.220	12.30	04.60	Dépenses pour activités de recherche et de développement technologique pour les établissements d'enseignement supérieur ou universitaire autorisés à entreprendre des activités de recherche et de développement technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture	CSDE, CPUBLIE	500.988,00	500.988,00	431.182,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.221	12.30	04.43	Mise en place de nouvelles structures dans le cadre de l'enseignement supérieur	CNLI, CNST, CPUBLIE	636.046,00	636.046,00	471.144,39
12.300	Divers	04.43	Frais de fonctionnement des nouvelles structures de l'enseignement supérieur	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.940.000,00	1.940.000,00	1.935.983,90
12.301	Divers	04.10	Commissions consultatives: frais divers	CORD	8.000,00	8.000,00	2.285,32
12.302	Divers	04.60	Unité nationale d'Eurydice: frais de fonctionnement	CORD	5.196,00	5.196,00	5.196,00
12.303	Divers	04.00	Organisation des journées nationales d'éthique et de séminaires dans le cadre de la recherche sur la résolution de conflits: dépenses diverses	CORD	4.500,00	4.500,00	3.452,53
12.641	12.16	04.10	Frais de transport des élèves aux séances d'information scolaire	CORD, CNST	129,00	129,00	127,67
33.000	33.00	04.10	Convention avec l'a.s.b.l. „Wunraum fir Studenten“	CORD	251.895,00	251.895,00	206.268,07
33.001	33.00	04.00	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation RESTENA gérant la gestion du réseau téléinformatique de l'enseignement supérieur et de la recherche	CORD	1.011.675,00	1.011.675,00	1.011.675,00
33.010	33.00	04.00	Subsides aux associations estudiantines	CNSM	14.000,00	14.000,00	12.200,00
33.011	33.00	04.44	Conventions avec les établissements d'enseignement supérieur dans l'intérêt de l'exécution de projets pédagogiques	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	960.000,00	960.000,00	959.725,32
34.010	34.30	04.42	Bourses pour études supérieures en faveur d'étudiants nécessaires ne remplissant pas les conditions d'études prévues à l'article 2 de la loi du 22.6.2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux	CORD	273.683,00	273.683,00	255.843,80
34.060	34.41	04.42	Bourses pour études à l'institut universitaire européen de Florence et aux Collèges d'Europe de Bruges et de Natolin	CORD	73.579,00	73.579,00	73.579,00
34.062	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.500.000,00	4.500.000,00	2.637.278,14
34.063	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.400.000,00	6.400.000,00	6.359.499,55
34.064	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: primes d'encouragement (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.204.000,00	4.204.000,00	3.769.000,00
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	306.636,00	306.636,00	306.636,00
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	30.498,00	30.498,00	24.592,00
35.060	35.00	04.10	Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires	CORD	35.164,00	35.164,00	10.960,00
44.000	44.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de loyer de la Miami University – John E. Dolibois European Center	CORD	176.822,00	176.822,00	176.822,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
44.001	44.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Institut universitaire international	CORD	457.150,00 TR	534.730,00	457.150,00
44.002	44.00	04.40	Participation de l'Etat aux frais de loyer de l'institut „Training of European Statisticians“	CORD	97.075,00	97.075,00	93.708,00
44.003	44.00	04.42	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôte à Paris	CORD	61.895,00	61.895,00	61.895,00
44.004	44.00	04.44	Participation de l'Etat à la Charte universitaire de la Grande Région	CORD	147.730,00 TE	70.150,00	70.146,57
12.503	12.15	Divers	Commission consultative nationale d'éthique: dépenses diverses	CORD, CNST	521,00	521,00	520,59
12.510	12.13	04.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	382,00	382,00	380,24
12.512	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD, CNST	21.670,00	21.670,00	20.594,99
			<i>Total de la section 03.0:</i>		23.345.113,00	23.345.113,00	20.470.755,79
			<i>Section 03.1 – Centre Universitaire</i>				
11.000	Divers	04.43	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	313.071,00	313.071,00	282.487,35
11.010	Divers	04.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	338.716,00	338.716,00	303.499,48
11.030	Divers	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	226.816,00	226.816,00	209.007,04
11.131	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	141.185,00	141.185,00	139.176,06
33.010	33.00	Divers	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public „Centre universitaire“	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	11.000.000,00	11.000.000,00	11.000.000,00
			<i>Total de la section 03.1:</i>		12.019.788,00	12.019.788,00	11.934.169,93
			<i>Section 03.2 – Inst. sup. d'études et de recherches pédagogiques</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	195.476,00	195.476,00	192.863,85
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	273.542,00 D	363.989,00	363.988,47
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	325.635,00	325.635,00	289.197,99
11.040	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	CORD	2.510,00	2.510,00	2.416,96
11.130	11.12	04.44	Section de psychologie et de recherches psychopédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services extraordinaires				
11.131	11.12	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires (loi du 6.9.1983)	CORD	1.859,00	1.859,00	1.847,68
			<i>Total de la section 03.2:</i>		30.360,00	30.360,00	21.225,47

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.132	11.12	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CNLI, CNST, CPUBLIE	130.000,00	130.000,00	125.506,91
11.133	11.12	04.44	Admission des candidats à l'I.S.E.R.P.: indemnités des membres des jurys d'examen	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.400,00	12.400,00	12.376,92
11.134	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	82.000,00	82.000,00	80.581,25
11.600	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	CORD, CNST	186,00	186,00	185,92
11.631	11.12	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	3.240,00	3.240,00	3.239,49
11.632	11.12	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CORD, CNST	1.360,00	1.360,00	1.357,37
12.000	12.15	04.44	Section de psychologie et de recherches psychopédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services de tiers	CORD	3.118,00	3.118,00	3.094,94
12.001	12.15	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services de tiers	CORD	62.810,00	62.810,00	55.652,55
12.002	12.15	04.44	Formation de base: indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	67.682,00	67.682,00	66.465,90
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	19.200,00 TR	22.200,00	21.101,91
12.012	12.13	04.44	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	28.800,00	28.800,00	28.121,04
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	199.318,55
12.090	12.21	04.44	Frais de location d'installations d'éducation physique payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	151.810,00	151.810,00	151.122,82
12.100	12.11	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	3.300,00	3.300,00	3.272,60
12.190	12.30	04.44	Frais de formation continue des formateurs au niveau supérieur	CORD	18.900,00	18.900,00	18.594,98
12.250	Divers	04.44	Frais d'exploitation courants	CORD	120.000,00	120.000,00	112.322,31
12.251	Divers	04.44	Centre de documentation: frais d'exploitation courants	CORD	60.000,00	60.000,00	59.954,03
12.300	Divers	Divers	Centre I.S.E.R.P.: dépenses de fonctionnement des chambres d'hôtes	CORD	4.000,00	4.000,00	3.931,10
12.301	Divers	04.44	Responsables de stage: frais de déplacement et de séjour à l'étranger, frais de participation à des congrès	CORD	10.000,00	10.000,00	9.857,81
34.060	34.41	Divers	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'I.S.E.R.P. à l'étranger: participation aux frais	CORD	26.755,00	26.755,00	26.755,00
34.061	34.41	Divers	Participation aux frais de séjour d'étudiants étrangers à l'I.S.E.R.P.: participation aux frais	CORD	3.000,00 TE	0,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
35.040	35.50	04.44	Cotisations à des réseaux de recherche internationaux	CORD	8.800,00	8.800,00	8.777,94
12.510	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	4.970,00	4.970,00	4.965,84
			<i>Total de la section 03.2:</i>		1.851.913,00	1.942.360,00	1.868.097,60
			<i>Section 03.3 – Institut supérieur de technologie</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	3.186.846,00	3.186.846,00	2.776.718,96
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	29.489,00	29.489,00	23.851,93
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	332.752,00	332.752,00	267.248,25
11.040	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.131	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	238.783,00	238.783,00	43.824,53
33.010	33.00	04.44	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public „Institut supérieur de technologie“	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	6.223.000,00	6.223.000,00	6.223.000,00
			<i>Total de la section 03.3:</i>		10.011.070,00	10.011.070,00	9.334.643,67
			<i>Section 03.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	971.211,00	971.211,00	942.164,05
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.519.259,00 D	1.612.753,00	1.612.752,51
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	85.041,00	85.040,22
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	38.370,00 D	38.467,00	38.466,87
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	CORD	186,00	186,00	186,00
11.130	11.12	04.44	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	374.882,00	374.882,00	234.338,34
12.000	12.15	04.44	Indemnités pour services de tiers	CORD	458.177,00	458.177,00	428.819,28
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	52.120,00	52.120,00	43.633,65
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	121.392,00 TR	123.592,00	123.550,41
12.090	12.21	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	178.484,00	178.484,00	178.483,36
12.100	12.11	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	815.479,00	815.479,00	808.277,30
12.250	Divers	04.44	Frais d'exploitation courants	CORD	262.500,00 TE	260.300,00	260.245,28
12.300	Divers	04.44	Projet pédagogique „Média Use“	CORD	110.000,00	110.000,00	109.992,81
12.750	Divers	04.44	Frais d'exploitation courants	CORD, CNST	2.390,00	2.390,00	2.385,75
34.060	34.41	04.44	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger	CORD	5.000,00	5.000,00	4.165,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.000	43.22	04.44	Remboursement à la commune de Hesperange des dépenses effectuées dans l'intérêt de l'institut d'études éducatives et sociales	CORD	82.708,00	82.708,00	82.708,00
43.500	43.22	04.44	Remboursement à la commune de Hesperange des dépenses effectuées dans l'intérêt de l'institut d'études éducatives et sociales	CORD, CNST	4.245,00	4.245,00	4.245,00
				<i>Total de la section 03.4:</i>	4.996.503,00	5.175.035,00	4.959.453,83
			<i>Section 03.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i>				
11.010	Divers	04.60	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	325.106,00 D	364.871,00	364.870,28
11.020	Divers	04.60	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	54.859,00	54.858,41
11.130	11.12	04.60	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	8.676,00 TR	10.500,00	9.473,36
12.010	12.13	04.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	248,00 TR	498,00	331,64
12.012	12.13	04.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	24.000,00 TE TR	43.826,00	39.447,11
12.040	12.12	04.60	Frais de bureau	CORD	6.500,00	6.500,00	6.449,25
12.120	12.30	04.60	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	88.000,00 TR	90.600,00	88.277,50
12.130	12.16	04.60	Frais de publication	CNST, CPUBLIE	7.000,00	7.000,00	2.814,10
12.140	12.16	04.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	12.395,00	12.395,00	820,99
12.190	12.30	04.60	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	7.500,00	7.500,00	5.247,94
12.191	12.30	04.60	Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques internationales	CORD	3.000,00	3.000,00	2.987,36
12.300	Divers	04.60	Frais de gestion dans l'intérêt de la participation nationale à des programmes d'organisations internationales	CORD	2.727,00	2.727,00	2.726,83
33.000	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CSDE, CPUBLIE	4.150.000,00	4.150.000,00	4.150.000,00
33.001	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels	CORD	2.520.000,00	2.520.000,00	1.773.002,00
33.002	33.00	04.60	Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre du projet Technoport Schlassgoart	CSDE, CPUBLIE	785.000,00	785.000,00	785.000,00
33.003	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de projets de recherche dans le cadre de programmes communautaires ou de programmes relevant d'institutions européennes ou internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	375.433,00	375.433,00	375.154,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.004	33.00	04.60	Contributions à divers centres de recherche publiques dans l'intérêt de la mise en oeuvre de programmes de formation spécialisée	CORD	313.000,00	313.000,00	255.083,00
33.010	33.00	04.60	Subsides à divers instituts, centres et associations pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	CNSM	8.180,00	8.180,00	8.180,00
33.011	33.00	04.60	Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	11.369.239,00	11.369.239,00	11.369.239,00
33.012	33.00	04.60	Dotations au Fonds National de la Recherche	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	7.833.900,00	7.833.900,00	7.833.900,00
33.013	33.00	04.60	Subsides au profit de fondations et institutions internationales intervenant dans le domaine de la recherche scientifique	CNSM	58.100,00	58.100,00	0,00
33.014	33.00	Divers	Dotations au Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe	CNSM	1.900.000,00	1.900.000,00	1.900.000,00
33.015	33.00	04.60	Mesures dans l'intérêt de la promotion de la recherche, du développement technologique et du transfert de technologie, notamment participation aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois ou étrangers, études, expertises et mesures directes	CNSM	49.578,00	49.578,00	49.578,00
34.060	34.41	04.60	Bourses de formation-recherche	CSDE, CPUBLIE	1.600.000,00 TE	1.575.500,00	1.565.081,00
34.070	34.51	04.60	Subsides à des particuliers pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	CORD	1.735,00	1.735,00	1.000,00
35.020	35.30	04.60	Contributions à des projets et programmes de recherche internationaux et cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.449.000,00	2.449.000,00	2.449.000,00
				<i>Total de la section 03.5:</i>	33.898.417,00	33.992.941,00	33.092.521,77
				Total du département 02 et 03:	148.504.248,00	150.117.959,00	143.012.229,41

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			04 – Ministère des Finances				
			<i>Section 04.0 – Dépenses générales</i>				
11.090	11.12	01.23	Indemnités de poste et de logement d'agents détachés à l'étranger	CNLI, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	43.221,60
11.300	11.00	03.20	Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	400.000,00 D TR	978.102,00	977.980,92
12.012	12.13	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	409.000,00	409.000,00	363.643,39
12.120	12.30	01.20	Fiscalité: études comparatives sur le plan européen	CORD	100.000,00 TE	40.609,00	24.976,00
12.190	12.30	13.90	Frais de formation du personnel	CORD	5.000,00	5.000,00	388,75
12.300	Divers	01.43	Institutions financières internationales: dépenses en relation avec la participation du Grand-Duché aux assemblées annuelles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	24.500,00	24.500,00	14.037,41
12.310	Divers	01.20	Frais d'abonnement à un service de données financières internationales	CORD	13.980,00	13.980,00	11.700,00
33.010	33.00	06.30	Versement du produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe et sur les télégrammes postaux à l'oeuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	63.200,00	63.200,00	28.007,91
33.012	33.00	08.30	Subsides pour les activités sociales et culturelles des associations de fonctionnaires	CNSM	43.000,00	43.000,00	43.000,00
33.013	33.00	01.22	Subside à allouer au Musée des Douanes et Accises	CNSM	2.500,00	2.500,00	2.500,00
33.014	33.00	08.30	Subsides à allouer à la „Douane's Musek“	CNSM	5.000,00	5.000,00	5.000,00
35.030	35.40	01.43	Contributions à des organisations internationales	CNLI, CNST, CPUBLIE	500,00 D TR	8.980,00	8.980,00
43.010	43.21	13.20	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	400.000,00 TR	425.137,00	425.136,30
33.510	33.00	06.30	Répartition du produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe et sur les télégrammes postaux	CNST, CNSM	37.874,00	37.874,00	37.873,30
			<i>Total de la section 04.0:</i>		1.554.554,00	2.106.882,00	1.986.445,58
			<i>Section 04.1 – Contributions directes et métrologie</i>				
11.000	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	33.373.162,00	33.373.162,00	32.003.140,33
11.010	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	3.111.994,00	3.111.994,00	2.940.029,71
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	252.794,00	252.793,96
11.030	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	794.704,00 D	817.848,00	817.847,81
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	7.953,00	7.952,87
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	CORD	6.111,00 TR	6.398,00	6.397,18
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	1.511,00 TR	1.539,00	1.538,58
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	38.520,00 TE	38.492,00	34.525,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.001	12.15	01.22	Part de l'Etat dans l'indemnité revenant aux personnes participant au recensement annuel dans l'intérêt de l'assiette des impôts directs				
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	CORD	84.400,00	84.400,00	84.341,04
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	72.500,00 TE TR	70.154,00	70.016,66
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection pour les agents du service de métrologie	CORD	37.200,00	37.200,00	26.849,11
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	500,00	500,00	471,76
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	184.000,00 TR	224.000,00	210.470,84
12.055	12.12	01.22	Achat de biens et services auprès de l'Entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	274.000,00 TE	250.414,00	219.140,06
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.250.000,00	1.250.000,00	1.182.867,40
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	45.039,00	45.039,00	10.112,82
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.800,00	3.800,00	3.774,80
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	264.000,00	264.000,00	256.834,01
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.025.000,00 TR	2.034.349,00	2.034.348,32
12.110	12.30	01.22	Frais de contentieux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.325.193,00	1.325.193,00	1.226.304,62
12.120	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	130.000,00	130.000,00	108.811,69
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.250,00	1.250,00	0,00
12.190	12.30	01.22	Cours de formation pour les agents des contributions	CSDE, CPUBLIE	750.000,00 TE	707.585,00	702.627,00
12.300	Divers	01.22	Fiches, imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables, codes et études fiscaux	CORD	20.000,00	20.000,00	10.079,74
12.310	Divers	01.22	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions, frais hypothécaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	380.000,00	380.000,00	355.642,48
12.320	Divers	01.22	Service de métrologie, acquisition et entretien d'instruments de contrôle, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 TR	54.000,00	53.929,22
12.350	Divers	Divers	Frais de banque	CORD	8.500,00	8.500,00	8.490,77
35.030	35.40	01.22	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.200,00 TR	19.911,00	19.910,52
12.580	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.900,00	12.900,00	1.336,30
				CORD, CNST	3.900,00	3.900,00	0,00
			<i>Total de la section 04.I:</i>		44.253.584,00	44.537.275,00	42.650.585,52

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 04.2 – Enregistrement et domaines</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	16.676.925,00	16.676.925,00	16.186.558,40
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.463.784,00	1.463.784,00	1.333.942,85
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	10.320,00 D	139.428,00	139.427,55
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	540.822,00 D	552.847,00	552.846,21
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	562,00	561,25
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	3.370,00	3.370,00	2.815,10
11.110	11.12	Divers	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	2.850,00	2.850,00	2.850,00
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	39.330,00	39.330,00	32.603,75
11.132	11.12	01.22	Indemnités de responsabilité des conservateurs des hypothèques	CNLI, CNST, CPUBLIE	150.000,00 TR	158.300,00	158.237,37
11.630	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	8.195,00	8.195,00	8.194,63
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	27.250,00 TE	15.400,00	13.265,91
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	37.000,00	37.000,00	32.173,48
12.020	12.14	Divers	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.000,00 TR	4.500,00	3.884,26
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	136.000,00 TR	138.500,00	133.974,42
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	680.000,00	680.000,00	583.662,57
12.060	12.12	Divers	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	14.460,00	14.460,00	13.399,24
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	165.300,00 TE	158.800,00	122.120,11
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	268.600,00 TR	274.000,00	273.882,02
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	69.000,00	69.000,00	68.919,06
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	51.000,00 TE	14.900,00	9.329,50
12.300	Divers	Divers	Fiches, imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables, codes et études fiscaux				
12.310	Divers	01.22	Frais de poursuite et d'instance, frais hypothécaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	90.000,00 D TR	118.400,00	118.379,52
12.320	Divers	01.22	Dépenses à faire par les comptables de l'administration en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en débet en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2.1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	800.000,00	800.000,00	620.196,50
				CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00 D TR	350.000,00	346.607,76

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.330	Divers	01.25	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et produits domaniaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	19.000,00 TR	26.500,00	25.783,47
12.350	Divers	Divers	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles, dépenses de l'atelier	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	185.000,00	185.000,00	149.178,91
12.360	Divers	01.22	Carnets d'avertissements taxés	CNLI, CNST, CPUBLIE	15.000,00 TR	21.900,00	21.885,65
12.370	Divers	01.25	Impôt foncier dû par le domaine de l'Etat, taxes annuelles de cabaretage, participation aux travaux connexes due par le domaine de l'Etat dans le cadre de projets de remembrement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	205.000,00 TR	205.900,00	205.828,76
12.380	Divers	01.25	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	1.500,00	1.500,00	1.176,78
12.390	Divers	01.25	Frais de banque	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00 TR	10.200,00	10.150,55
23.000	23.00	13.10	Intérêts des consignations et dépôts	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00 D	560.000,00	560.000,00
24.010	24.10	Divers	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00 TR	1.050,00	1.003,35
43.010	43.21	01.22	Participation des communes au produit du timbre de la carte d'identité pour étrangers	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.200,00 TR	8.600,00	8.595,00
12.540	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD, CNST	1.250,00	1.250,00	49,04
12.580	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	3.300,00	3.300,00	0,00
				<i>Total de la section 04.2:</i>	22.134.656,00	22.745.751,00	21.741.482,97
			<i>Section 04.3 – Douanes et accises</i>				
11.000	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	28.324.351,00	28.324.351,00	27.750.230,88
11.010	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	143.279,00 D	144.152,00	144.151,41
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	5.279,00 D TR	18.348,00	16.817,04
11.030	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	543.027,00	543.027,00	513.313,38
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	17.700,00	17.699,59
11.080	11.31	01.22	Frais médicaux	CORD	4.700,00	4.700,00	2.981,35
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	CORD	298.632,00 TE	283.479,00	278.920,11
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	CNLI, CNST, CPUBLIE	45.000,00 TR	52.053,00	52.052,72
11.120	11.12	01.22	Gratifications pour croix de service	CORD	17.827,00	17.827,00	17.714,89
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	228.000,00 TE	201.405,00	167.795,16
11.131	11.12	01.22	Indemnités de permanence à domicile	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.160,00	7.160,00	5.839,14
11.300	11.00	01.22	Prime de formation	CORD	215.797,00	215.797,00	200.075,19
11.630	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	2.219,00 TR	3.984,00	3.519,75
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	45.000,00	45.000,00	32.227,05
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	210.000,00	210.000,00	202.989,66

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	50.500,00	50.500,00	49.601,08
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	92.000,00	92.000,00	88.515,06
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	423.500,00 D	623.500,00	527.287,38
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	82.000,00 TR	92.000,00	82.107,55
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	108.800,00	108.800,00	67.277,45
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	250.000,00 TR	265.000,00	244.709,48
12.081	12.11	01.22	Entretien des logements de service	CSDE, CPUBLIE	150.000,00 TE	120.000,00	106.907,13
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	30.328,00	30.328,00	30.313,68
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	939.875,00	939.875,00	919.543,95
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	75.000,00	75.000,00	53.197,90
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	15.000,00	15.000,00	14.547,93
12.190	12.30	01.22	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	55.000,00	55.000,00	36.056,99
12.300	Divers	01.22	Armement et équipement du personnel, exercices de tir	CORD	45.000,00	45.000,00	44.918,46
12.310	Divers	03.20	Frais d'entretien et d'assurance des chiens antidrogue et dépenses dans le cadre de la lutte antidrogue	CORD	40.700,00	40.700,00	35.759,62
12.320	Divers	01.22	Documentation administrative, imprimés destinés à la revente ainsi que frais de confection de bandelettes fiscales (fournitures faites par l'administration belge des douanes et accises)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	314.627,62
12.321	Divers	01.22	Fiches, imprimés et documents administratifs, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 TR	70.000,00	65.538,31
12.330	Divers	01.22	Honoraires et frais d'experts, frais d'analyse et de contrôle, frais d'interprètes et frais de traduction, frais judiciaires, dommages-intérêts, restitution d'intérêts de retard, indemnités pour visiteuses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.500,00 D	61.106,00	60.000,00
12.340	Divers	03.20	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	CORD	10.000,00	10.000,00	7.231,38
12.350	Divers	01.22	Frais de manutention	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.360	Divers	01.22	Frais de banque	CORD	7.000,00 TR	15.100,00	13.355,37
12.370	Divers	01.22	Impôt foncier et taxes communales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	23.500,00 TR	31.800,00	30.993,22
12.390	Divers	01.22	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement et de vêtements de travail	CORD	60.000,00	60.000,00	59.685,76

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
24.010	24.10	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	66.250,00 D	88.650,00	85.509,92
24.040	24.20	01.22	Location de logiciels informatiques à l'intérieur du secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	250,00	250,00	0,00
36.010	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
36.011	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur les cigarettes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
36.012	36.02	13.60	Restitution de la redevance de contrôle sur le fuel domestique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.560	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD, CNST	1.488,00	1.488,00	1.487,36
			<i>Total de la section 04.3:</i>		33.169.462,00	33.480.480,00	32.345.499,92
			Total du département 04:		101.112.256,00	102.870.388,00	98.724.013,99

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			05 – Ministère des Finances: Trésor et Budget				
			<i>Section 05.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	11.70	Casino de jeux du Luxembourg à Mondorf-les-Bains: indemnités des commissaires du gouvernement et indemnités de surveillance				
12.020	12.14	11.70	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	40.800,00	40.800,00	40.800,00
12.040	12.12	01.20	Frais de bureau	CORD	7.550,00 TE	5.950,00	4.532,69
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	27.970,00 TR	29.570,00	29.552,64
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	9.000,00	9.000,00	8.837,54
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.800.000,00 D	7.454.848,00	7.008.422,30
12.120	12.30	01.25	Domaines de l'Etat: frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	17.570.000,00 D	26.830.496,00	24.387.006,74
12.122	12.30	01.20	Frais en relation avec l'introduction de la nouvelle législation sur la comptabilité de l'Etat: frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	6.000,00 D	51.300,00	28.584,33
12.300	Divers	13.90	Crédit commun: dépenses imprévues	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	307.946,42
12.310	Divers	13.90	Crédit commun: dépenses sur exercices clos	CSDE, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
12.320	Divers	01.20	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000,00 D	31.600,00	30.597,78
34.040	34.42	06.35	Subventions pour cause de dommages matériels subis par suite de guerres, d'événements politiques et de calamités naturelles	CORD	500,00	500,00	302,48
41.010	41.40	01.20	Banque centrale du Luxembourg: remboursement des frais en relation avec l'établissement de la balance des paiements du Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
93.000	93.00	13.90	Alimentation du fonds de crise institué par la loi du 27.7.1938	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.330.000,00	2.330.000,00	1.762.916,00
			<i>Total de la section 05.0:</i>		26.294.020,00	37.285.264,00	33.609.498,92
			<i>Section 05.1 – Inspection générale des finances</i>				
11.000	Divers	01.23	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	967.254,00 D	970.506,00	970.505,07
11.010	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	467.774,00	467.774,00	231.443,33
11.020	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	64.452,00	64.452,00	46.255,46
11.040	Divers	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	01.23	Indemnités d'habillement	CORD	279,00	279,00	185,92
12.000	12.15	01.23	Indemnités pour services de tiers	CORD	100,00	100,00	0,00
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	CORD	200,00	200,00	126,46

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.020	12.14	01.23	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.800,00 TR	3.335,00	2.818,53
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	CORD	24.600,00 TE	23.065,00	17.937,82
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.500,00	4.500,00	1.214,91
12.060	12.12	01.23	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.000,00	1.000,00	179,00
12.070	12.12	01.23	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	750,00	750,00	146,66
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	23.000,00	23.000,00	12.566,24
12.120	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00 D	383.728,00	376.232,51
12.125	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.190	12.30	01.23	Colloques, séminaires, stages et journées d'études et frais d'organisation et de participation	CORD	5.500,00	5.500,00	2.007,04
				<i>Total de la section 05.1:</i>	1.861.409,00	1.998.389,00	1.661.618,95
			<i>Section 05.2 – Trésorerie de l'Etat</i>				
11.000	Divers	01.23	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.475.762,00	1.475.762,00	1.462.667,64
11.010	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	53.127,00	53.127,00	48.746,62
11.020	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	48.660,00	48.659,28
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	CORD	350,00	350,00	171,03
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	CORD	12.500,00 TE	12.302,00	11.263,99
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	3.500,00 TR	3.698,00	3.697,20
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.000,00	22.000,00	21.566,12
12.190	12.30	01.23	Frais de perfectionnement du personnel	CORD	4.000,00	4.000,00	0,00
12.300	Divers	01.23	Frais de banque	CNLI, CNST, CPUBLIE	160.000,00 D	193.564,00	193.563,37
23.000	23.00	01.23	Intérêts imputés en débit pour les fonds structurels	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
23.010	23.00	01.23	Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises	CNLI, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	193.971,08
23.020	23.00	01.23	Intérêts à payer à la Caisse de Consignation sur les fonds placés auprès de la Trésorerie de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	720.000,00	720.000,00	514.609,35
				<i>Total de la section 05.2:</i>	2.952.339,00	3.034.463,00	2.498.915,68
			<i>Section 05.3 – Direction du contrôle financier</i>				
11.000	Divers	01.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	123.954,00 D	124.462,00	124.461,69
11.020	Divers	01.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.010	12.13	01.30	Frais de route et de séjour	CORD	500,00	500,00	128,64

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.020	12.14	01.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.700,00	1.700,00	1.144,70
12.030	12.16	01.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	500,00	500,00	0,00
12.040	12.12	01.30	Frais de bureau	CORD	30.000,00	30.000,00	11.860,81
12.070	12.12	01.30	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	3.500,00	3.500,00	0,00
12.120	12.30	01.30	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.500,00	12.500,00	0,00
12.190	12.30	01.30	Formation du personnel	CORD	1.000,00	1.000,00	375,00
			<i>Total de la section 05.3:</i>		173.754,00	174.262,00	137.970,84
			<i>Section 05.4 – Cadastre et topographie</i>				
11.000	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	7.728.227,00	7.728.227,00	7.666.967,86
11.010	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	89.174,00	89.174,00	81.361,35
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	157.686,00	157.685,54
11.030	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	164.800,00 D	187.565,00	187.564,09
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.360,00	2.359,60
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	CORD	8.503,00	8.503,00	8.112,28
12.000	12.15	01.22	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	0,00
12.001	12.15	01.22	Travaux de mesurage et travaux connexes à exécuter par le secteur privé: honoraires et autres prestations	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	70.000,00	70.000,00	46.480,00
12.002	12.15	01.22	Registre national des localités et des rues: gestion du registre et création d'un lien avec les bases de données cadastrales: indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE			
12.003	12.15	01.22	Conservation et développement de la base de données topo/cartographique: indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.006	12.15	01.22	Création de la banque de données nationale – Système d'information du territoire (BDN-SIT): indemnités pour services de tiers	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
12.007	12.15	01.22	Production d'une nouvelle carte digitale 1:20.000, générée à partir de la base de données topo/carto: indemnités pour service de tiers	CSDE, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	24.138,56
12.008	12.15	01.22	Gestion et mise à jour du plan cadastral informatisé: indemnités pour services de tiers	CSDE, CPUBLIE	315.000,00 TR	320.500,00	320.320,00
12.009	12.15	01.22	Actualisation des fichiers cadastraux (AFC): mise à jour des fichiers alphanumériques et graphiques	CSDE, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	21.837,60
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	555.000,00 D	1.555.000,00	1.554.997,32
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	21.000,00 TR	21.825,00	21.782,12
				CORD	46.600,00 TR	50.600,00	46.038,10

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.350,00	1.350,00	1.333,72
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	63.750,00 TE	57.750,00	46.232,72
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	100.000,00 TR	106.000,00	96.067,84
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	13.000,00	13.000,00	11.157,25
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	394.399,00	394.399,00	366.168,25
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	40.000,00	40.000,00	31.758,27
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	27.700,00	27.700,00	27.091,73
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	86.230,00	86.230,00	81.118,51
12.140	12.16	01.22	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	12.000,00 TE	7.175,00	4.025,34
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	20.000,00	20.000,00	3.560,40
12.190	12.30	01.22	Cours de formation et de recyclage du personnel	CORD	17.000,00 TE	11.500,00	6.081,60
12.300	Divers	01.22	Frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'atelier et d'arpentage, fourniture et pose de bornes et rivets, construction et réparation de signaux de triangulation, dépenses diverses	CORD	11.700,00	11.700,00	8.425,47
12.310	Divers	01.22	Frais de conservation, de mise à jour et de reproduction des documents cadastraux et de la carte topographique, dépenses relatives au laboratoire photographique	CORD	17.000,00	17.000,00	14.542,54
12.320	Divers	01.22	Travaux d'abornement des frontières	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	2.385,79
12.330	Divers	01.22	Renouvellement du stock et actualisation de la carte topographique, de cartes dérivées et des photos aériennes du Grand-Duché de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	42.000,00	42.000,00	2.622,98
12.340	Divers	01.22	Réparation des instruments géodésiques de levé et de report ainsi que des différents copieurs	CORD	17.500,00	17.500,00	6.143,39
12.350	Divers	01.22	Entretien de l'installation de microfilmage, acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
12.370	Divers	01.22	Exploitation et entretien de la station permanente GPS	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
12.380	Divers	01.22	Reliure de la documentation cadastrale littérale ancienne	CORD	100.000,00	100.000,00	89.164,07
12.390	Divers	01.22	Frais de banque	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.500,00	4.500,00	255,64
24.010	24.10	01.22	Location de terminaux électroniques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.500,00	3.500,00	410,52

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
35.060	35.00	01.22	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.000,00	12.000,00	11.635,00
35.061	35.00	01.22	Participation à des frais de productions cartographiques et autres dans le cadre du partenariat SARRE-LOR-LUX (RHENANIE-PALATINAT et WALLONIE)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	3.667,20
				<i>Total de la section 05.4:</i>	10.181.633,00	11.364.244,00	10.953.492,65
				Total du département 05:	41.463.155,00	53.856.622,00	48.861.497,04

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			06 – Ministère des Finances: Dette publique				
			<i>Section 06.0 – Dette publique</i>				
12.300	Divers	01.23	Dette publique: indemnités, imprimés, commissions, frais d'achat de papier filigrané, frais de confection de titres et autres frais accessoires	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.750,00	4.750,00	3.840,48
12.301	Divers	01.23	Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
21.005	21.11	13.10	Alimentation du fonds de la dette publique: intérêts	CNLI, CNST, CPUBLIE	41.430.000,00	41.430.000,00	41.430.000,00
93.000	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	690.000,00	690.000,00	0,00
93.001	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	835.995,97
			<i>Total de la section 06.0:</i>		43.124.850,00	43.124.850,00	42.269.836,45
			Total du département 06:		43.124.850,00	43.124.850,00	42.269.836,45

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			07 – Ministère de la Justice				
			<i>Section 07.0 – Justice</i>				
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	35.750,00	35.750,00	21.505,57
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	16.459,00	16.459,00	16.023,02
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	9.950,00 TR	10.026,00	3.055,30
12.001	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	139.783,70
12.012	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CNLI, CNST, CPUBLIE	246.000,00 D TR	446.000,00	348.811,09
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.400,00	2.400,00	1.446,83
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques, menues dépenses	CORD	30.000,00	30.000,00	29.653,99
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	45.000,00	45.000,00	43.313,07
12.120	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	75.000,00 D	176.000,00	109.096,55
12.125	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	10.000,00	10.000,00	0,00
12.130	12.16	03.10	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	60.000,00	60.000,00	12.540,00
12.300	Divers	03.10	Frais divers en relation avec l'informatisation du registre du commerce	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00 TR	50.100,00	0,00
12.301	Divers	03.10	Frais divers en relation avec la mise sur disque optique des archives du Ministère de la Justice	CSDE, CPUBLIE	750.000,00 TE	541.659,00	21.000,00
12.310	42.00	03.10	Frais d'exploitation et de maintenance du système de comparaison d'empreintes digitales	CORD	12.000,00	12.000,00	0,00
12.391	Divers	Divers	Organisation de colloques internationaux, frais de réunions, réceptions officielles, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	3.389,34
12.891	Divers	Divers	Organisation de colloques internationaux, frais de réunion, réceptions officielles, dépenses diverses	CORD, CNST	533,00	533,00	532,57
32.000	32.00	03.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt d'une refonte de la législation	CORD	60.000,00	60.000,00	55.880,00
33.010	33.00	03.10	Subsides aux barreaux	CNSM	12.000,00	12.000,00	1.240,00
33.011	33.00	03.30	Subsides à des organismes s'occupant du reclassement des anciens détenus	CNSM	1.900,00	1.900,00	1.900,00
33.012	33.00	03.30	Participation de l'Etat au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus	CNSM	140.000,00	140.000,00	126.597,71
34.010	34.30	03.10	Subventions aux huissiers de justice ou à leurs veuves	CNLI, CNST, CPUBLIE	18.200,00 TR	18.203,00	18.202,81

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.070	34.51	03.10	Subsides dans l'intérêt de la publication de la pasicrisis, de chroniques et d'ouvrages de droit	CORD	4.100,00	4.100,00	4.100,00
34.090	34.49	03.10	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles, indemnisation en cas de détention préventive inopérante, indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00 D TR	254.248,00	254.247,83
35.060	35.00	03.10	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	180.000,00 D TR	219.514,00	219.230,45
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	2.405,00	2.405,00	2.255,89
12.512	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD, CNST	37.760,00	37.760,00	36.853,14
12.540	12.12	03.10	Frais de bureau	CORD, CNST	275,00	275,00	274,71
35.560	35.00	03.10	Contributions à des organismes internationaux	CORD, CNST	2.000,00	2.000,00	2.000,00
			<i>Total de la section 07.0:</i>		2.026.832,00	2.363.332,00	1.472.933,57
			<i>Section 07.1 – Services judiciaires</i>				
11.000	Divers	03.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	31.015.862,00	31.015.862,00	30.703.793,91
11.010	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.814.935,00 D	2.174.276,00	2.174.275,58
11.020	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	1.006.063,00	1.006.062,07
11.030	Divers	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	759.897,00 D	801.293,00	801.292,30
11.040	Divers	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	4.855,00	4.854,37
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	CORD	5.000,00	5.000,00	4.378,40
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	52.676,00 TR	70.824,00	60.686,33
11.131	11.12	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	22.011,15
11.132	11.12	03.10	Frais de justice, exécution des commissions rogatoires, expertises et missions spéciales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	180.000,00	180.000,00	111.029,92
11.133	11.12	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.000,00	3.000,00	2.775,36
11.600	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	CORD, CNST	285,00	285,00	283,01
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.888,00	1.888,00	1.873,98
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	14.000,00 TR	17.445,00	11.627,88
12.001	12.15	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000,00 D TR	6.440,00	6.149,16
12.002	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de gardiennage	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	192.000,00	192.000,00	181.443,76
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	60.000,00 TR	80.000,00	79.092,23
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	17.400,00	17.400,00	10.869,52
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	15.000,00	15.000,00	13.933,07

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	275.000,00 TR	315.000,00	290.917,63
12.041	12.12	03.10	Bibliothèque centrale de la magistrature	CORD	150.000,00	150.000,00	143.054,75
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	745.250,00 D TR	1.020.250,00	988.126,25
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	22.000,00	22.000,00	19.043,77
12.080	12.11	03.10	Bâtimens: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	380.000,00	380.000,00	356.677,44
12.090	12.21	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	46.300,00 D TR	49.841,00	49.782,62
12.100	12.11	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	60.000,00 D TR	86.910,00	82.222,14
12.125	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études	CORD	800.000,00 TE	326.542,00	124.627,16
12.190	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation, formation du personnel	CORD	50.000,00	50.000,00	39.534,82
12.300	Divers	03.10	Frais de justice, exécution de commissions rogatoires, expertises et missions spéciales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00 D	2.500.000,00	2.469.517,85
12.301	Divers	03.10	Encadrement et assistance des victimes d'infractions	CORD	85.000,00	85.000,00	85.000,00
12.310	Divers	03.10	Assistance judiciaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	900.000,00 D TR	2.120.000,00	2.088.060,18
12.320	Divers	03.10	Confection des tables décennales des actes de l'état civil de la période 1993-2002	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.321	Divers	03.10	Gestion de la fourrière judiciaire nationale	CNLI, CNST, CPUBLIE	278.460,00	278.460,00	271.039,30
12.330	Divers	03.10	Exécution du régime des peines de substitution: frais d'organisation des travaux d'intérêt général	CORD	10.000,00	10.000,00	3.785,37
12.335	Divers	03.10	Service central d'assistance sociale: frais de consultation dans l'intérêt des agents du service	CORD	10.000,00	10.000,00	10.000,00
12.690	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD, CNST	10.240,00	10.240,00	10.235,31
12.830	Divers	03.10	Exécution du régime des peines de substitution: frais d'organisation des travaux d'intérêt général	CORD, CNST	914,00	914,00	913,31
24.015	24.10	03.10	Réseau informatique européen des services antiterrorisme: participation aux frais de maintenance	CNLI, CNST, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	0,00
34.050	34.38	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.100.000,00 TR	1.315.500,00	1.311.303,69
34.090	34.49	03.10	Patronage des condamnés libérés et aide aux condamnés sous le régime de la mise à l'épreuve	CORD	120.000,00	120.000,00	120.000,00
34.091	34.49	03.10	Programme d'aide aux mineurs tombant sous la loi du 10.8.1992 sur la protection de la jeunesse	CORD	50.000,00	50.000,00	50.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	1.340,00	1.340,00	1.337,65
12.510	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	11.898,00 TR	13.073,00	11.638,41
12.530	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD, CNST	613,00	613,00	612,85
12.540	12.12	03.10	Frais de bureau	CORD, CNST	11.320,00	11.320,00	11.242,07
12.580	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD, CNST	4.640,00	4.640,00	4.633,34
34.550	34.38	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire	CORD, CNST	11.607,00	11.607,00	8.452,28
			<i>Total de la section 07.1:</i>		41.388.725,00	44.654.881,00	43.748.190,19
			<i>Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires</i>				
11.000	Divers	03.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	16.950.381,00 D	17.204.176,00	17.204.175,03
11.010	Divers	03.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	291.454,00	291.454,00	280.838,27
11.020	Divers	03.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	47.540,00	47.539,46
11.030	Divers	03.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	252.194,00 D	263.098,00	263.097,38
11.100	11.40	03.30	Indemnités d'habillement	CNLI, CNST, CPUBLIE	87.000,00	87.000,00	83.865,09
11.110	11.12	03.30	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	125,00	125,00	75,00
11.120	11.12	03.30	Gratifications pour croix de service	CORD	15.720,00	15.720,00	15.613,52
11.130	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	20.100,00	20.100,00	3.331,78
11.600	11.40	03.30	Indemnités d'habillement	CORD, CNST	81,00	81,00	80,52
11.630	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	22.433,00	22.433,00	21.418,01
12.000	12.15	03.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.210,00	7.210,00	555,75
12.010	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	25.000,00	25.000,00	18.071,03
12.020	12.14	03.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	30.000,00	30.000,00	25.755,11
12.040	12.12	03.30	Direction générale des établissements pénitentiaires: frais de bureau	CORD	1.305,00	1.305,00	1.163,94
12.041	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	CORD	20.000,00 TR	22.000,00	20.768,31
12.042	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: frais de bureau	CORD	5.800,00	5.800,00	5.480,86
12.050	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	49.600,00	49.600,00	49.479,15
12.051	12.12	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	11.250,00	11.250,00	7.130,86
12.052	12.12	03.30	Secrétariat général: Achat de biens et de services auprès de l'administration des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.630,00	1.630,00	886,00
12.060	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	19.500,00 TE	17.500,00	15.590,37

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.061	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.350,00	2.350,00	2.135,09
12.070	12.12	03.30	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	80.000,00 TE	69.838,00	43.541,50
12.080	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD	210.000,00	210.000,00	195.039,59
12.081	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD	30.100,00 TR	37.600,00	37.213,31
12.082	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	850.000,00	850.000,00	751.503,07
12.083	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	153.650,00 TE	149.186,00	140.855,02
12.150	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, vaccinations préventives dans l'intérêt du service	CNLI, CNST, CPUBLIE	890.000,00	890.000,00	883.849,75
12.190	12.30	03.30	Formation du personnel	CORD	46.000,00 TE	43.500,00	32.947,18
12.191	12.30	03.30	Formation des détenus	CORD	17.600,00	17.600,00	17.235,85
12.210	12.30	03.30	Frais d'alimentation	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.112.740,00 D	1.134.740,00	1.086.788,72
12.300	Divers	03.30	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	CORD	25.400,00 TR	27.900,00	26.760,73
12.305	Divers	03.30	Indemnités et frais de route dans l'intérêt de la prise en charge des problèmes de santé dans le cadre du centre pénitentiaire	CORD	25.000,00	25.000,00	14.484,58
12.310	Divers	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage	CNLI, CNST, CPUBLIE	127.455,00	127.455,00	123.764,45
12.311	Divers	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage, enseignement et réadaptation sociale, dépenses diverses	CORD	325.000,00 TE	322.780,00	292.739,97
12.320	Divers	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus, acquisition d'outillage et de matières premières	CNLI, CNST, CPUBLIE	333.800,00 TR	337.300,00	333.088,81
12.330	Divers	03.30	Frais de location de chambres-cellules pour détenus au centre hospitalier de Luxembourg	CORD	30.000,00	30.000,00	0,00
12.331	Divers	03.30	Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck des frais découlant de l'organisation de services de soins au centre pénitentiaire de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.830.000,00	1.830.000,00	1.367.868,52
12.340	Divers	03.30	Droit d'accise et taxe de consommation dus par le centre pénitentiaire agricole de Givenich	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500,00 TR	2.464,00	2.450,88

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.350	Divers	03.30	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle, acquisition de munitions, acquisition de matériel anti-feu, matériel de sécurité	CORD	21.780,00 TR	24.280,00	20.427,30
12.370	Divers	03.30	Projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	400.000,00	400.000,00	112.802,11
12.650	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, vaccinations préventives dans l'intérêt du service	CORD, CNST	23.305,00	23.305,00	23.052,73
12.811	Divers	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage, enseignement et réadaptation sociale, dépenses diverses	CORD, CNST	26.723,00 TR	28.943,00	28.938,79
12.820	Divers	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus: acquisition d'outillage et de matières premières	CORD, CNST	6.320,00	6.320,00	6.313,47
12.840	Divers	03.30	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	CORD, CNST	37.091,00	37.091,00	37.089,34
34.090	34.49	03.30	Salaires des détenus	CNLI, CNST, CPUBLIE	755.180,00 D TR	835.814,00	835.662,00
42.000	42.00	03.30	Prise en charge des cotisations de sécurité sociale des détenus	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	0,00
12.510	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	692,00	692,00	691,15
12.541	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	CORD, CNST	737,00	737,00	735,64
12.550	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD, CNST	55.960,00	55.960,00	55.958,83
12.580	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD, CNST	43.600,00	43.600,00	43.578,59
				<i>Total de la section 07.2:</i>	25.282.866,00	25.697.477,00	24.582.432,41
11.000	Divers	03.10	<i>Section 07.3 – Juridictions administratives</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.925.570,00	1.925.570,00	1.836.020,16
11.010	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	145.945,00	145.945,00	0,00
11.020	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	CORD	275,00	275,00	272,68
11.130	11.12	03.10	Juges suppléants: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500,00	1.500,00	0,00
11.131	11.12	03.10	Frais de justice, expertises et missions spéciales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
11.132	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	112.600,00	112.600,00	109.974,96
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	500,00 TR	750,00	710,13
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.875,00	1.875,00	1.222,80
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	60.600,00 TE	60.350,00	43.901,55

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	36.800,00	36.800,00	29.450,34
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.500,00	2.500,00	2.085,46
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	84.000,00	84.000,00	78.713,13
12.300	Divers	03.10	Frais de justice, expertises et missions spéciales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	801,94
12.510	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.000,00	1.000,00	156,16
12.540	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD, CNST	85,00	85,00	84,16
12.580	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD, CNST	1.804,00	1.804,00	1.803,14
				<i>Total de la section 07.3:</i>	2.376.254,00	2.376.254,00	2.105.196,61
				Total du département 07:	71.074.677,00	75.091.944,00	71.908.752,78

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			08 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative				
			<i>Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – dépenses diverses</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	44.816.632,00	44.816.632,00	43.674.415,88
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	24.330.808,00 D	24.719.542,00	24.719.541,57
11.020	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	30.646,00 D	2.948.004,00	2.948.003,21
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	5.656.285,00 D	6.594.299,00	6.594.298,59
11.040	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	60.943,00	60.942,04
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CNLI, CNST, CPUBLIE	47.143,00	47.143,00	45.019,37
11.130	11.12	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	515.000,00 D	615.000,00	607.384,00
11.131	11.12	01.33	Réforme administrative: indemnités pour services extraordinaires	CORD	500,00	500,00	0,00
11.132	11.12	01.33	Conseil de discipline des fonctionnaires et employés de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	12.500,00	12.500,00	6.025,09
11.150	11.12	01.33	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00 D	56.170,00	53.056,87
11.170	11.31	01.10	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000,00 D	39.020,00	39.011,90
11.300	11.00	01.33	Remboursement à l'association d'assurance contre les accidents des dépenses occasionnées par l'assurance obligatoire contre les accidents des fonctionnaires et employés de l'Etat jouissant d'un régime spécial de pension de retraite (arrêté grand-ducal modifié du 8.3.1961)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.687.000,00 D	7.557.600,00	7.557.552,18
11.310	11.00	01.33	Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures légales, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	22.160.442,00	22.160.442,00	0,00
11.311	Divers	01.33	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500,00 D	284.544,00	284.527,14
12.000	12.15	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.500,00	1.500,00	1.307,91

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.010	12.13	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: frais de route et de séjour	CNLI, CNST, CPUBLIE	360,00	360,00	0,00
12.012	12.13	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	130.000,00	130.000,00	83.364,29
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	4.500,00 TR	9.500,00	7.819,41
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	13.200,00 D	16.350,00	13.708,88
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	7.500,00	7.500,00	3.522,59
12.110	12.30	01.33	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000,00 D TR	32.050,00	32.038,39
12.120	12.30	01.33	Réforme administrative – Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	377.929,34
12.125	12.30	01.33	Système intégré de gestion du personnel de l'Etat	CORD	1.850.000,00	1.850.000,00	1.669.259,75
12.140	12.16	01.33	Frais relatifs à l'optimisation du recrutement	CORD	121.200,00 TE	46.200,00	44.201,92
12.141	12.16	01.33	Réforme administrative – Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, frais divers dans l'intérêt du recrutement du personnel de l'Etat	CORD	464.000,00 TE	458.900,00	324.724,93
12.150	12.30	01.33	Prestations médicales et paramédicales	CORD	24.000,00	24.000,00	0,00
33.000	33.00	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	CORD	895.260,00	895.260,00	882.306,00
34.010	34.30	01.33	Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	758.000,00 D	902.623,00	902.622,02
34.080	34.52	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.850.000,00	2.850.000,00	2.590.655,14
35.060	35.00	01.33	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	260.600,00 TR	335.600,00	333.873,57
41.000	41.50	01.33	Subside à la chambre des fonctionnaires et employés publics pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau	CORD	37.185,00	37.185,00	37.185,00
12.500	12.15	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration	CORD, CNST	201,00	201,00	200,54
33.500	33.00	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	CORD, CNST	94.982,00	94.982,00	93.989,11
34.580	34.52	01.33	Bonification d'intérêt aux agents publics	CORD, CNST	7.453,00	7.453,00	7.433,91
			<i>Total de la section 08.0:</i>		109.812.497,00	118.612.003,00	93.995.920,54

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.051	Divers	01.33	<i>Section 08.1 – Pensions</i> Suppléments de pension bénévoles à des fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants, rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants	CNLI, CNST, CPUBLIE	26.173,00	26.173,00	4.161,38
11.130	11.12	01.33	Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission, indemnité du délégué du gouvernement, indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire	CSDE, CPUBLIE	12.000,00	12.000,00	10.516,82
12.150	12.30	01.33	Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire	CSDE, CPUBLIE	30.580,00	30.580,00	19.609,94
34.010	34.30	06.12	Pensions partielles des régimes contributifs à payer aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat conformément à l'article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.454.000,00	3.454.000,00	2.994.820,63
34.011	34.30	06.12	Remboursement à divers régimes de pension contributifs des sommes payées à titre d'avance aux employés et ouvriers de l'Etat en retraite ou à leurs survivants jouissant d'un supplément de pension à charge de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.300.000,00	2.300.000,00	1.088.453,39
93.000	93.00	06.12	Alimentation du Fonds des pensions introduit par la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	227.698.298,00	227.698.298,00	227.698.298,00
			<i>Total de la section 08.1:</i>		233.521.051,00	233.521.051,00	231.815.860,16
11.000	Divers	01.33	<i>Section 08.2 – Administration du personnel de l'Etat</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	123.954,00 D	124.462,00	124.461,69
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	294.542,00 D	309.063,00	309.062,95
11.020	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.097,00	2.096,87
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	38.647,00 D	44.272,00	44.271,59
11.040	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CORD	297,00	297,00	232,40
12.000	12.15	01.33	Traitement des déclarations en matière d'allocation de repas	CORD	45.000,00	45.000,00	43.463,05
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	CORD	431,00	431,00	113,77
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	CORD	21.000,00 TE	20.500,00	18.038,42
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	14.000,00	14.000,00	9.277,15

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ftf ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	2.000,00 TR	2.500,00	2.278,27
12.250	Divers	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi	CNLI, CNST, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	149.807,50
				<i>Total de la section 08.2:</i>	690.071,00	712.722,00	703.103,66
			<i>Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique</i>				
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	142.506,00 D	169.459,00	169.458,87
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	48.825,00 D	52.050,00	52.049,70
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CORD	505,00	505,00	504,98
11.130	11.12	01.33	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	CORD	155.056,00 TE	145.056,00	130.373,86
11.131	11.12	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	179.680,00 TE	123.680,00	121.867,64
12.000	12.15	01.33	Formation générale des stagiaires: indemnités pour services de tiers	CORD	145.243,00 TE	126.743,00	123.291,68
12.001	12.15	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	174.082,00 TR	189.082,00	179.121,51
12.002	12.15	01.33	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire	CORD	1.500,00 TE	0,00	0,00
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	CORD	35.000,00 TE TR	58.000,00	54.658,18
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	CORD	18.606,00 TR	56.606,00	47.813,80
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	13.448,00 TR	17.448,00	16.342,55
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.974,00	3.974,00	3.806,98
12.140	12.16	01.33	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	13.500,00 TR	23.500,00	20.752,42
12.190	12.30	01.33	Frais de perfectionnement et de stage à l'étranger	CORD	6.965,00 TE	4.965,00	2.232,00
12.191	12.30	01.33	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	2.480,00 TE	480,00	0,00
12.580	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	7.200,00	7.200,00	7.189,89
				<i>Total de la section 08.3:</i>	948.570,00	978.748,00	929.464,06
			<i>Section 08.4 – Sécurité dans la fonction publique</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	228.271,00 D	228.555,00	228.554,15
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	144.178,00	144.178,00	23.340,30
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	53.163,00	53.162,28
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.345,00	2.344,04

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.000,00	5.000,00	1.673,11
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	8.180,00	8.180,00	3.378,84
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	5.751,00	5.751,00	2.505,88
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	33.469,00	33.469,00	17.080,32
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	7.437,00	7.437,00	2.943,54
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.611,00	1.611,00	254,37
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	CORD	53.297,00	53.297,00	25.179,76
12.200	12.30	04.10	Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale				
12.300	Divers	01.34	Achats de biens et de services spécifiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	44.621,00	44.621,00	44.066,38
12.400	Divers	01.34	Frais de fonctionnement du service médical, dépenses diverses	CORD	620,00	620,00	613,90
				CNST, CPUBLIE	55.790,00	55.790,00	4.932,58
				<i>Total de la section 08.4:</i>	588.425,00	644.017,00	410.029,45
			<i>Section 08.5 – Centre informatique de l'Etat</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitement des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	7.104.235,00	7.104.235,00	7.054.680,25
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	630.085,00 D	664.859,00	664.858,56
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	15.289,00	15.288,38
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	174.631,00	174.631,00	146.656,00
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	25.128,00	25.127,82
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	930,00	930,00	929,60
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	496,00	496,00	257,92
11.131	11.12	Divers	Primes d'informatique (centre informatique et autres administrations)	CNLI, CNST, CPUBLIE	686.130,00 D	731.130,00	727.189,56
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	1.906,00	1.906,00	1.876,43
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	6.500,00 TR	10.500,00	9.179,03
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	496,00	496,00	495,73
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	20.972,00	20.972,00	14.491,49
12.041	12.12	01.34	Achat de matériel consommable pour les besoins du traitement de l'information				
12.042	12.12	01.34	Frais de fonctionnement du répertoire des personnes physiques et morales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	130.000,00	130.000,00	115.764,77
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	6.941,00	6.941,00	4.248,42
				CNLI, CNST, CPUBLIE	3.304.350,00	3.304.350,00	2.721.074,12

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.051	12.12	01.34	Achat de services de télécommunication autres que de l'entre-prise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	441.000,00	441.000,00	84.905,72
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	10.164,00 TR	12.664,00	11.559,41
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.403.456,00	2.403.456,00	2.236.314,01
12.071	12.12	01.34	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	279.011,00
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	320.111,00	320.111,00	302.292,76
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.500.000,00 D	5.754.784,00	5.391.230,66
12.190	12.30	01.34	Frais de formation du personnel (centre informatique et autres administrations)	CORD	330.000,00 TE	323.500,00	241.164,96
12.300	Divers	01.34	Participation aux frais d'un centre de secours informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	820.000,00	820.000,00	812.117,43
12.301	Divers	01.34	Frais de surveillance des immeubles	CNLI, CNST, CPUBLIE	200.000,00 D	213.500,00	210.290,26
12.303	Divers	01.34	Frais de mise en place et d'exploitation d'un service central d'aide aux usagers du réseau de l'Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	692.000,00	692.000,00	190.155,21
24.010	24.10	01.34	Location et maintenance de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.237.000,00	4.237.000,00	3.538.388,94
				<i>Total de la section 08.5:</i>	27.521.603,00	27.909.878,00	24.799.548,44
11.000	Divers	01.34	<i>Section 08.6 – Service central des imprimés</i>	CNLI, CSDE, CNST	1.182.648,00 D	1.184.423,00	1.184.422,50
11.010	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	291.679,00 D	310.202,00	310.201,53
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	8.897,00	8.896,79
11.030	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	144.449,00 D	195.322,00	195.321,95
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.060	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	75.300,00 TE	70.514,00	70.503,28
11.100	11.40	01.34	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	CORD	3.380,00 TE	2.851,00	2.850,77
11.130	11.12	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	8.184,00 TE	7.000,00	6.945,04
12.010	12.13	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	700,00 TR	1.230,00	1.222,49
12.020	12.14	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	3.500,00 TR	4.900,00	4.576,96
12.030	12.16	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	662,00	662,00	371,07
12.040	12.12	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	21.900,00 TR	27.900,00	27.879,56
12.041	12.12	Divers	Frais de bureau	CSDE, CPUBLIE	445.000,00	445.000,00	422.951,83
12.042	12.12	Divers	Crédit commun: matériel de bureau	CORD	225.000,00 TE	208.000,00	204.771,42
			Crédit commun: frais d'impression				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.043	12.12	Divers	Crédit commun: frais de reliure et de façonnage	CORD	51.500,00 TE	50.970,00	50.663,16
12.044	12.12	Divers	Crédit commun: frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux	CORD	320.000,00 TE	304.375,00	298.736,54
12.045	12.12	Divers	Crédit commun: frais d'entretien des machines de bureau et d'équipements spéciaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	210.000,00	210.000,00	184.302,63
12.046	12.12	01.34	Crédit commun: frais d'impression de sécurité	CORD	200.000,00 TE	199.099,00	198.218,17
12.047	12.12	01.34	Frais informatiques	CORD	8.500,00 TR	23.500,00	22.834,20
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	406.818,00 TE	358.818,00	355.504,91
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	5.450,00	5.450,00	5.002,23
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	60.545,00	60.545,00	56.789,63
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	288.840,00 D	312.700,00	312.665,40
12.130	12.16	01.34	Frais de confection de documents parlementaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	168.000,00 D	178.000,00	177.471,99
12.131	12.16	01.34	Service d'impression et d'expédition (services exécutés par le SCIE pour compte de la Chambre des Députés)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	195.000,00 TR	244.000,00	242.736,10
12.140	12.16	01.34	Frais de publicité pour les ouvrages édités par l'Etat	CORD	8.100,00	8.100,00	8.006,13
12.170	12.30	01.34	Entretien des équipements spéciaux	CORD	133.000,00 TR	149.000,00	148.133,51
12.190	12.30	01.34	Formation du personnel	CORD	750,00	750,00	750,00
12.300	Divers	07.34	Enlèvement de déchets provenant de l'imprimerie	CORD	7.750,00 TR	8.050,00	8.044,81
12.301	Divers	01.34	Enlèvement et recyclage de machines de bureau et d'équipements spéciaux désaffectés	CORD	4.000,00	4.000,00	3.991,11
12.310	Divers	01.34	Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat	CORD	18.000,00 TR	18.325,00	18.319,49
12.670	12.30	01.34	Location et entretien des équipements spéciaux	CORD, CNST	4.160,00	4.160,00	0,00
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	149,00	149,00	142,36
12.541	12.12	Divers	Crédit commun: matériel de bureau	CORD, CNST	75.000,00	75.000,00	0,00
12.546	12.12	01.34	Crédit commun: frais d'impression de sécurité	CORD, CNST	88.360,00	88.360,00	88.297,92
12.547	12.12	01.34	Frais informatiques	CORD, CNST	3.920,00	3.920,00	0,00
			<i>Total de la section 08.6:</i>		4.660.444,00	4.774.272,00	4.621.525,48
			Total du département 08:		377.742.661,00	387.152.691,00	357.275.451,79

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			09 – Ministère de l'Intérieur				
			<i>Section 09.0 – Dépenses générales</i>				
12.013	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	23.125,00	23.125,00	2.991,84
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	5.700,00	5.700,00	5.561,51
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.800,00	3.800,00	3.798,77
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CSDE, CPUBLIE	13.000,00	13.000,00	9.466,83
			<i>Total de la section 09.0:</i>		45.725,00	45.725,00	21.818,95
			<i>Section 09.1 – Finances communales</i>				
11.060	43.22	01.10	Part de l'Etat dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.511.540,00	8.511.540,00	8.053.747,17
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.994,00	1.994,00	1.376,00
43.000	43.22	13.20	Subvention à la ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	CORD	991.574,00	991.574,00	991.574,00
43.002	43.22	01.10	Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays (jumelages)	CORD	35.945,00	35.945,00	35.945,00
43.003	43.22	08.20	Répartition de la participation de l'ensemble des communes dans le financement de l'enseignement musical	CORD	6.540.000,00	6.540.000,00	6.540.000,00
43.004	43.22	11.60	Participation de l'Etat au financement des travaux d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectués par les communes riveraines du Lac de la Haute-Sûre	CORD	198.000,00	198.000,00	198.000,00
43.010	93.00	01.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967)	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
43.011	43.21	13.20	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes	CNLI, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	95.587,64
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987)	CNLI, CNST, CPUBLIE	266.050.000,00	266.050.000,00	265.529.914,31
			<i>Total de la section 09.1:</i>		282.429.153,00	282.429.153,00	281.446.144,12
			<i>Section 09.2 – Commissariats de district</i>				
11.000	Divers	01.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.193.049,00	1.193.049,00	1.169.179,07
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	248.994,00	248.994,00	169.371,17
11.030	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	54.876,00	54.876,00	54.070,25
11.040	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.100	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	53.079,00 D	57.502,00	57.501,21
12.102	12.11	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	28.920,00 D	40.918,00	40.917,89
12.250	Divers	01.10	Commissariat du district de Luxembourg: frais de fonctionnement	CORD	33.200,00	33.200,00	27.460,06
12.251	Divers	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de fonctionnement	CORD	26.607,00	26.607,00	26.141,45
12.252	Divers	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de fonctionnement	CORD	21.751,00	21.751,00	20.028,46
12.600	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD, CNST	315,00	315,00	314,38
12.750	Divers	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: indemnités d'habillement	CORD, CNST	465,00	465,00	465,00
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	3.500,00	3.500,00	3.500,00
			<i>Total de la section 09.2:</i>		1.664.856,00	1.681.277,00	1.568.948,94
42.000	42.00	06.12	<i>Section 09.3 – Caisse de prévoyance</i> Part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance-pension et d'assurance-maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.500.000,00 D	26.756.201,00	26.756.200,09
42.001	34.20	06.35	Suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	850.000,00 D	919.948,00	919.947,50
42.002	42.00	03.20	Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.200.000,00	7.200.000,00	6.493.621,89
			<i>Total de la section 09.3:</i>		33.550.000,00	34.876.149,00	34.169.769,48
11.000	Divers	01.10	<i>Section 09.4 – Service de contrôle de la compta. des communes</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	630.246,00	630.246,00	565.608,96
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	49.735,00 D	49.874,00	49.873,86
11.020	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	23.200,00	23.199,03
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour	CORD	9.100,00 TR	9.900,00	8.308,83
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	2.100,00	2.100,00	1.919,82
12.125	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	14.202,00 TE	13.402,00	10.250,00
			<i>Total de la section 09.4:</i>		705.483,00	728.722,00	659.160,50

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 09.5 – Police grand-ducale</i>				
11.000	Divers	03.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	93.984.137,00	93.984.137,00	89.393.039,33
11.010	Divers	03.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.416.642,00 D	1.742.683,00	1.742.682,71
11.020	Divers	03.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	25.595,00	25.594,02
11.030	Divers	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	896.520,00	896.520,00	895.480,78
11.040	Divers	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	3.400,00	3.399,52
11.060	Divers	03.20	Remboursement à la Ville de Luxembourg des rémunérations des agents chargés temporairement de certaines missions au sein de la Direction régionale de la Police Grand-Ducale à Luxembourg				
11.070	Divers	Divers	Rémunération des volontaires de police	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00 D	693.602,00	693.601,44
11.080	11.31	03.20	Frais médicaux et funéraires divers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.851.185,00 D	2.971.631,00	2.971.630,29
11.090	11.12	03.20	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	22.200,00	22.200,00	21.818,38
11.100	11.40	03.20	Indemnités d'habillement	CNLI, CNST, CPUBLIE	52.725,00	52.725,00	27.384,20
11.120	11.12	03.20	Gratifications pour croix de service	CNLI, CNST, CPUBLIE	590.000,00	590.000,00	582.165,75
11.130	11.12	03.20	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	109.372,00	109.372,00	105.689,62
11.131	11.12	03.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	81.970,00 TR	116.970,00	83.710,46
11.140	11.12	03.20	Indemnités de permanence à domicile	CNLI, CNST, CPUBLIE	228.000,00 D	248.000,00	247.548,18
11.141	11.40	03.20	Frais d'alimentation	CNLI, CNST, CPUBLIE	732.897,00 TR	827.897,00	827.846,99
11.150	11.12	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	275.385,00	275.385,00	275.366,64
11.300	11.00	03.20	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix	CNLI, CNST, CPUBLIE	200.000,00 D	309.386,00	308.992,15
11.631	11.12	03.20	Indemnités de permanence à domicile	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	127.000,00 D	133.217,00	130.916,92
12.000	12.15	03.20	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	667,00	667,00	666,12
12.010	12.13	03.20	Frais de route et de séjour	CORD	25.000,00	25.000,00	9.726,68
12.011	12.13	03.20	Frais de déménagement	CORD	180.000,00	180.000,00	164.518,79
12.012	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	6.433,08
12.020	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CORD	210.000,00 TR	225.000,00	217.913,39
12.021	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CNLI, CNST, CPUBLIE	194.600,00 TR	204.087,34	204.027,33
12.022	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	CORD	690.000,00 TE	598.811,88	536.905,78
12.023	12.14	03.20	Frais d'exploitation d'un hélicoptère de police	CORD	714.000,00 TR	771.568,00	762.119,29
12.040	12.12	03.20	Frais de bureau	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.735.000,00 D	1.848.380,00	1.848.379,25
				CORD	670.000,00	670.000,00	666.491,27

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.041	12.12	02.00	Direction de la sécurité intérieure: frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	4.637,00	4.637,00	3.173,90
12.042	12.12	03.20	Frais concernant les carnets de convocation en matière d'infraction à la circulation routière, papillons zone bleue: divers	CNLI, CNST, CPUBLIE	55.800,00	55.800,00	52.343,54
12.050	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	1.249.204,00 TE	1.196.904,00	1.168.276,56
12.051	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications: voies louées pour les réseaux informatiques et systèmes de télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	530.000,00 TR	582.300,00	582.206,82
12.060	12.12	03.20	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	278.350,00	278.350,00	278.348,55
12.080	12.11	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	1.400.000,00	1.400.000,00	1.398.707,30
12.090	12.21	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	906.000,00 TR	929.722,00	917.937,59
12.100	12.11	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.341.000,00 D	2.063.355,00	1.843.020,05
12.140	12.16	03.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	130.000,00	130.000,00	130.000,00
12.190	12.30	03.20	Frais de stage à l'étranger, frais de cours, dépenses diverses	CNST, CPUBLIE	490.000,00 TR	495.200,00	480.770,54
12.200	12.30	03.20	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CNST, CPUBLIE	26.500,00	26.500,00	26.417,66
12.250	Divers	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: frais de fonctionnement	CORD	106.468,00	106.468,00	96.254,20
12.300	Divers	03.20	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses	CORD	788.000,00 TR	799.626,50	785.693,63
12.303	Divers	03.20	Frais de participation aux opérations de maintien de la paix	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	55.000,00 D TR	69.325,00	59.225,45
12.310	Divers	03.20	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport, frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions, allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	CORD	85.000,00	85.000,00	84.332,16
12.320	Divers	03.20	Frais de représentation, cérémonies, réceptions officielles, couronnes et dépôts de fleurs, frais de culte, dépenses diverses	CORD	33.200,00 TR	38.400,00	37.762,03
12.330	Divers	03.20	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	CORD	30.000,00	30.000,00	29.998,65
12.340	Divers	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'outillage et de matériel de rechange, location d'équipements de transmission de données, frais d'utilisation du réseau radio-électrique, frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	CSDE, CPUBLIE	3.060.686,00	3.060.686,00	3.054.571,55

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.350	Divers	03.20	Acquisition de munitions	CORD	345.000,00 TE	144.980,88	144.538,06
12.351	Divers	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	CORD	550.000,00	550.000,00	549.085,52
12.360	Divers	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public, examens médicaux et autres frais connexes	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.023,00 D TR	86.648,40	86.648,40
12.390	Divers	03.20	Frais de banque	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	8.963,96
12.600	12.11	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD, CNST	1.684,00	1.684,00	1.683,17
12.840	Divers	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'outillage et de matériel de rechange, location d'équipements de transmission de données, frais d'utilisation du réseau radio-électrique, frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	CORD, CNST	1.249,00	1.249,00	1.248,79
24.010	24.10	03.20	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	14.700,00	14.700,00	14.366,40
33.010	33.00	03.20	Subsides à allouer à l'ensemble musical de la Police Grand-Ducale	CNSM	2.500,00 TE	0,00	0,00
34.040	34.42	02.00	Dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance, honoraires des avocats, dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.600,00 D TR	47.981,00	47.678,06
35.060	35.00	03.20	Contribution au collège européen de police	CORD	5.200,00 TE	0,00	0,00
12.510	12.13	03.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.565,00	1.565,00	1.552,72
12.540	12.12	03.20	Frais de bureau	CORD, CNST	1.104,00	1.104,00	1.103,35
			<i>Total de la section 09.5:</i>		118.024,970,00	119.748,420,00	114.639,956,97
11.000	Divers	03.50	<i>Section 09.6 – Protection civile – Incendie</i>	CNLI, CSDE, CNST	1.583.162,00 D	1.651.687,00	1.651.686,95
11.010	Divers	03.50	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	388.737,00	388.737,00	361.127,41
11.020	Divers	03.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	49.822,00	49.821,83
11.030	Divers	03.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	555.726,00	555.726,00	546.728,12
11.040	Divers	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	20.328,00	20.327,13
11.100	Divers	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	2.046,00	2.046,00	1.952,16
11.130	11.12	03.50	Indemnités d'habillement	CORD	60.997,00 TR	74.997,00	71.417,32
11.150	11.12	03.50	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.480,00	2.480,00	0,00
12.000	12.15	03.50	Indemnités pour services de tiers	CORD	121.282,00 TE	107.207,00	105.357,16

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.010	12.13	03.50	Frais de route et de séjour	CNLI, CNST, CPUBLIE	114.000,00 TR	119.000,00	118.998,23
12.012	12.13	03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	14.875,00 TR	15.245,00	15.166,76
12.020	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CNLI, CNST, CPUBLIE	42.293,00	42.293,00	39.776,37
12.021	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CORD	46.540,00 TR	48.492,00	48.491,07
12.022	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: réparations et entretien	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	140.000,00 D TR	170.000,00	169.782,84
12.030	12.16	03.50	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	357.140,00 TE	347.140,00	346.814,07
12.040	12.12	03.50	Frais de bureau	CORD	14.300,00	14.300,00	12.042,39
12.050	12.12	03.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	194.424,00	194.424,00	188.202,77
12.060	12.12	03.50	Location et entretien des installations de télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	364.000,00	364.000,00	363.462,59
12.070	12.12	03.50	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	41.800,00	41.800,00	36.047,16
12.080	12.11	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	106.500,00 TE TR	108.848,00	108.608,79
12.081	12.11	03.40	Service des examens médicaux des sapeurs-pompiers: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	12.000,00	12.000,00	0,00
12.100	12.11	03.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	443.016,00	443.016,00	442.750,13
12.120	12.30	03.50	Frais d'experts et d'études	CORD	69.365,00 TE	59.365,00	52.483,95
12.130	12.16	03.50	Frais de publication	CORD	33.733,00 TE	20.433,00	20.400,38
12.140	12.16	03.50	Frais découlant des mesures à prendre dans l'intérêt de la propagation du secourisme parmi la population	CORD	16.807,00 TE TR	10.882,00	10.880,24
12.150	12.30	03.50	Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U.	CORD	1.487,00	1.487,00	137,30
12.170	12.30	03.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	33.270,00	33.270,00	33.187,94
12.180	12.30	03.50	Acquisition de matériel didactique	CORD	11.500,00	11.500,00	11.249,08
12.190	12.30	03.50	Formation du personnel	CORD	21.000,00 TE	20.630,00	17.510,50
12.200	12.30	03.50	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CNST, CPUBLIE	27.849,00	27.849,00	27.845,99
12.300	Divers	03.50	Distinctions honorifiques et autres témoignages de gratitude pour les volontaires de la protection civile particulièrement méritants	CORD	2.500,00	2.500,00	2.112,65
12.310	Divers	03.50	Frais d'instruction et d'entraînement des volontaires de la protection civile	CORD	119.318,00	119.318,00	119.317,20

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.320	Divers	03.50	Acquisition et entretien du matériel d'intervention, autres frais d'intervention	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	310.680,00 D TR	327.180,00	327.060,52
12.330	Divers	03.50	Indemnités pour frais de représentation	CORD	669,00	669,00	669,00
12.340	Divers	Divers	Mise en place d'un site Internet de la protection civile	CORD	15.000,00	15.000,00	11.442,50
31.050	31.32	03.50	Subside à l' a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	CORD	250.000,00	250.000,00	250.000,00
32.020	32.00	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compensatoires	CNLI, CNST, CPUBLIE	13.000,00	13.000,00	10.761,58
33.011	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	CNSM	55.528,00	55.528,00	55.528,00
33.012	33.00	03.40	Subvention à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	CNSM	6.197,00	6.197,00	6.197,00
33.013	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	CNSM	10.412,00	10.412,00	10.412,00
43.000	43.22	03.40	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.700.000,00 D	3.823.192,52	3.823.192,52
12.510	12.13	03.50	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	2.000,00	2.000,00	1.908,78
12.512	12.13	03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD, CNST	3.490,00	3.490,00	3.485,57
				<i>Total de la section 09.6:</i>	8.309.323,00	9.587.490,52	9.494.343,95
			<i>Section 09.7 – DATUR</i>				
11.010	Divers	07.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	214.636,00	214.636,00	0,00
11.130	11.12	07.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.589,00 TR	7.354,00	7.349,75
12.000	12.15	07.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	5.526,00 TE	4.761,00	3.461,15
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	CORD	6.500,00 TR	7.700,00	7.564,61
12.012	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	23.500,00 TE TR	25.300,00	24.325,36
12.020	12.14	07.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.600,00	1.600,00	917,65
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	CORD	25.500,00 TR	28.500,00	28.045,64
12.070	12.12	07.20	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	28.000,00	28.000,00	21.398,65
12.080	12.11	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	15.000,00 TR	17.500,00	15.849,62
12.120	12.30	07.20	Aménagement du territoire: frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	975.000,00 TR	1.018.000,00	988.568,78
12.121	12.30	07.20	Etudes dans l'intérêt du développement urbain des communes	CSDE, CPUBLIE	150.000,00 TE	145.470,00	144.488,18
12.122	12.30	07.50	Parcs naturels: frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	100.000,00 TR	104.530,00	104.519,98

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.130	12.16	07.20	Frais de confection et de publication d'études, d'études d'impact, de plans, de cartes et de rapports	CORD	50.000,00 TR	110.000,00	107.592,60
12.140	12.16	07.20	Aménagement du territoire: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CSDE, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	94.047,67
12.190	12.30	07.20	Frais de formation, colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	25.000,00 TR	27.500,00	24.183,99
35.010	35.20	07.20	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG II et INTERREG III.	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	694.642,00 D	750.252,00	548.440,99
35.011	35.20	07.20	Contribution à l'Institut de la Grande Région (IGR)	CORD	24.789,00	24.789,00	24.789,00
35.060	35.00	07.20	Participation à des études effectuées dans le cadre d'organismes internationaux, contributions à des organismes internationaux	CORD	125,00	125,00	0,00
35.061	35.00	07.50	Contributions à la Fédération EUROPARC, le groupement des parcs naturels au niveau européen	CORD	3.020,00	3.020,00	3.020,00
35.065	35.00	07.20	Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité	CSDE, CPUBLIE	87.500,00 TE	64.720,00	59.009,09
43.000	43.22	07.20	Participation à l'assistance technique nécessaire à l'élaboration des plans régionaux	CORD	50.000,00	50.000,00	50.000,00
43.001	43.22	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration et l'exécution de projets d'aménagement	CSDE, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	90.000,00
43.011	43.21	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement urbain	CSDE, CPUBLIE	90.000,00 TE	30.000,00	30.000,00
43.030	43.51	07.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels existants et en préparation	CORD	460.865,00 TR	472.645,00	472.642,89
43.300	43.22	07.20	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en oeuvre des plans régionaux	CORD	86.763,00 TE	43.763,00	43.000,00
12.540	12.12	07.20	Frais de bureau	CORD, CNST	76,00	76,00	75,95
			<i>Total de la section 09.7:</i>		3.314.631,00	3.370.241,00	2.893.291,55
11.020	Divers	11.10	<i>Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i> Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	10.40	Indemnités d'habillement	CORD	4.686,00	4.686,00	4.617,02
12.000	12.15	10.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	21.040,00	21.040,00	20.109,09
12.010	12.13	10.40	Frais de route et de séjour	CORD	30.859,00 TR	47.459,00	46.284,89
12.012	12.13	10.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	39.000,00 TE	29.000,00	25.860,73
12.020	12.14	10.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	102.750,00 TR	110.450,00	109.646,83

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.030	12.16	10.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	7.000,00 TR	12.000,00	11.218,85
12.040	12.12	10.40	Frais de bureau	CORD	46.750,00 TE	44.750,00	36.566,28
12.050	12.12	10.40	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	30.000,00 TE	21.664,00	13.369,77
12.060	12.12	10.40	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	5.000,00	5.000,00	716,30
12.070	12.12	10.40	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	14.500,00 TR	30.100,00	29.859,14
12.080	12.11	10.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CNST, CPUBLIE	31.450,00	31.450,00	31.449,79
12.100	12.11	10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	244.000,00	244.000,00	241.851,65
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en relation avec la gestion et la protection des eaux superficielles et souterraines	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	239.098,22
12.122	12.30	10.40	Frais d'accréditation de laboratoire	CORD	64.300,00 TE	61.300,00	55.819,33
12.140	12.16	10.40	Frais de sensibilisation et d'information, acquisition de matériel didactique et audiovisuel	CORD	40.000,00 TR	47.000,00	45.752,81
12.141	12.16	10.40	Frais de sensibilisation et d'information en relation avec l'année internationale de l'eau, participation aux foires	CORD	50.000,00	50.000,00	47.612,35
12.160	12.30	10.40	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	225.000,00 TR	229.000,00	227.748,33
12.170	12.30	10.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	18.100,00	18.100,00	17.800,54
12.190	12.30	10.40	Formation continue, séminaires, stages de perfectionnement et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	30.000,00 TE	29.000,00	25.547,66
12.220	12.30	10.40	Frais de participation au projet de recherche „Interaction nappe-rivière dans le bassin de l'Alzette“	CORD	9.163,00 TE	6.663,00	5.623,15
12.300	Divers	Divers	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales, frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance, frais de traitement de données, dépenses diverses	CORD	227.000,00 TE TR	220.000,00	193.308,19
12.301	Divers	Divers	Protection et aménagement de l'environnement aquatique et piscicole	CORD	70.500,00 TR	73.800,00	69.129,96
12.302	Divers	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des eaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.240,00 TR	2.576,00	2.576,00
12.303	Divers	07.40	Frais d'études pour la désignation des zones de protection des sources et puits	CORD	130.000,00 TE	126.200,00	122.292,16
12.310	Divers	10.40	Pisciculture: exécution de la loi sur la pêche, frais d'entretien et de repeuplement	CORD	50.000,00 TR	56.500,00	46.062,10

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.311	Divers	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau	CORD	390.000,00	390.000,00	379.837,39
12.312	Divers	07.30	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'eau	CORD	120.000,00	120.000,00	106.000,00
12.320	Divers	10.40	Aménagement et entretien, aux frais des propriétaires riverains des cours d'eau, d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grills empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CNST, CPUBLIE	125,00	125,00	0,00
12.321	Divers	10.40	Frais en relation avec des conférences internationales et les actes et manifestations connexes	CORD	5.000,00 TE	2.900,00	2.228,16
12.330	Divers	10.40	Acquisition de poissons en vue de l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.500,00	7.500,00	7.261,50
14.010	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage des cours d'eau frontaliers	CORD	500,00	500,00	496,38
14.011	14.10	Divers	Stations d'épuration: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	2.479,00 TE	279,00	0,00
14.012	14.10	10.10	Mesures techniques à prendre en cas d'accident pour la remise en état des conditions d'écoulement des eaux ainsi que pour assurer la sauvegarde de la qualité des eaux et des sols	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.239,00	1.239,00	0,00
14.013	14.10	12.32	Cours d'eau navigables et flottables autres que la Moselle: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	112.000,00	112.000,00	111.736,42
14.014	14.10	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.479,00	2.479,00	0,00
14.015	14.10	10.10	Cours d'eau: „Parc naturel germano-luxembourgeois de l'Our“	CSDE, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	15.000,00
14.016	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	135.000,00 D	398.742,00	398.742,00
14.018	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables	CSDE, CPUBLIE	281.000,00 TR	326.000,00	324.144,35
24.000	24.10	10.40	Location de lots de pêche par l'Etat (article 21 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CNST, CPUBLIE	750,00	750,00	247,89
31.050	31.32	10.10	Travaux d'amélioration et d'aménagement à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par des associations syndicales ou des particuliers: participation de l'Etat au coût des travaux	CSDE, CPUBLIE	23.000,00	23.000,00	23.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'eau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.089,00
33.001	33.00	07.50	Contributions financières à la réalisation de travaux de recherche en matière de gestion des eaux par des Centres de Recherche publique	CORD	200.000,00	200.000,00	196.937,24
35.020	35.30	07.30	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme Interreg III	CORD	197.616,00 TE	127.516,00	125.088,11
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	64.500,00	64.500,00	4.153,00
43.000	43.22	10.10	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes; participation de l'Etat au coût des travaux	CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	47.812,03
93.000	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la pêche de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	79.700,00	79.700,00	79.700,00
93.001	93.00	10.40	Versement au fonds spécial des eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République Fédérale d'Allemagne du produit de la vente des permis de pêche (article 8 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, approuvée par la loi du 21.11.1984)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	99.718,00	99.718,00	99.718,00
				<i>Total de la section 09.9:</i>	3.590.044,00	3.853.786,00	3.601.112,61
				Total du département 09:	451.634.185,00	456.320.963,52	448.494.547,07

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			10 et 11 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports				
			<i>Section 10.0 – Dépenses générales</i>				
11.020	Divers	04.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	11.772.022,00 D	12.993.687,00	12.993.686,19
11.130	Divers	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	11.000,00	11.000,00	7.765,77
11.131	11.12	04.00	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.000,00	25.000,00	19.279,38
11.132	11.12	Divers	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	15.000.000,00	15.000.000,00	11.946.792,49
11.133	11.12	04.00	Contrôle des établissements d'enseignement subsidiés par l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.975,00 TR	3.719,00	3.718,40
11.135	11.12	04.00	Commissaires de gouvernement auprès des établissements publics relevant du département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	CORD	496,00	496,00	496,00
11.137	11.12	04.00	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage primaire – postprimaire	CNLI, CNST, CPUBLIE	575.000,00	575.000,00	573.398,42
11.138	11.12	04.00	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation: indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.000,00	5.000,00	0,00
11.139	11.12	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services extraordinaires	CORD	500,00	500,00	0,00
12.000	12.15	04.00	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers	CORD	25.000,00 TE	0,00	0,00
12.001	12.15	Divers	Commissions d'études: indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	1.512,19
12.002	12.15	04.00	Indemnités pour services de tiers dans le cadre du passage primaire – postprimaire	CNLI, CNST, CPUBLIE	51.000,00 TR	52.700,00	49.539,64
12.004	12.15	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services de tiers	CORD	300,00	300,00	0,00
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.200,00	1.200,00	229,77
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	250.000,00	250.000,00	220.302,50
12.020	12.14	04.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.700,00	2.700,00	2.694,55
12.041	12.12	04.00	Frais de bureau	CORD	4.000,00	4.000,00	3.031,72
12.042	12.12	04.00	Frais de documentation	CORD	18.000,00	18.000,00	17.990,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	401.769,00 D	519.548,00	502.879,33
12.100	12.11	04.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	8.197,00	8.197,00	8.196,85
12.120	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études	CORD	70.000,00 TR	121.400,00	107.148,80
12.125	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CSDE, CPUBLIE	427.416,00 TE	353.416,00	323.975,81
12.130	12.16	04.00	Frais de publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages édités par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: frais d'impression, frais pour droits d'auteur, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique, dépenses diverses				
12.140	12.16	04.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	901.399,64
12.221	12.30	04.00	Analyse et développement d'un cadre pédagogique pour l'école de la deuxième chance	CORD	111.568,00 TR	181.568,00	165.386,88
12.301	Divers	04.00	Bibliothèques des élèves des différents établissements d'enseignement postprimaire: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	15.000,00	15.000,00	12.060,00
12.302	Divers	04.00	Conseil supérieur de l'éducation nationale: dépenses de fonctionnement	CORD	230.000,00	230.000,00	226.848,32
12.303	Divers	Divers	Projets d'établissement des enseignements secondaire et secondaire technique: dotation au centre de coordination	CORD	1.500,00	1.500,00	1.413,46
12.307	Divers	Divers	Frais de participation aux échanges franco-allemands	CORD	495.787,00	495.787,00	495.787,00
12.308	Divers	04.00	Service informatique: dépenses de fonctionnement et frais divers	CORD	50.000,00 TE	47.556,00	28.490,69
12.311	Divers	08.40	Elaboration et diffusion d'émissions pédagogiques: dépenses diverses	CORD	104.000,00	104.000,00	76.895,30
12.315	Divers	04.00	Service de la scolarisation des enfants étrangers: dépenses diverses	CORD	6.000,00	6.000,00	5.733,65
12.319	Divers	Divers	Frais de fonctionnement des installations communes aux différents établissements scolaires du Campus Geeseknäppchen	CORD	185.000,00 TR	202.000,00	196.106,55
12.320	Divers	04.00	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation: dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.300.000,00	2.300.000,00	2.292.342,87
12.321	Divers	Divers	Festival de théâtre pour jeunes SAAR-LOR-LUX: organisation de manifestations et frais divers	CORD	5.000,00	5.000,00	4.892,24
12.322	Divers	04.00	Projets pilotes d'autonomie pédagogique des établissements d'enseignement postprimaire: formation continue du personnel	CORD	10.000,00	10.000,00	9.488,89
33.000	33.00	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile Metz	CORD	37.184,00 TE	10.584,00	10.581,00
				CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.968.861,00	1.968.861,00	1.968.861,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.002	33.00	Divers	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation Restena pour l'accès des établissements d'enseignement postprimaire aux services téléinformatiques	CORD	480.752,00	480.752,00	480.752,00
33.010	33.00	04.00	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique: subsidés	CNSM	32.760,00	32.760,00	31.702,80
33.011	33.00	04.00	Animation culturelle dans les écoles et par les écoles: subsidés	CNSM	45.000,00	45.000,00	45.000,00
33.012	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement d'activités, de stages et de voyages en vue de favoriser les échanges scolaires	CNSM	45.000,00	45.000,00	42.200,00
33.013	33.00	04.00	Presse à l'école: Actions de sensibilisation des élèves	CNSM	3.000,00 TE	0,00	0,00
33.014	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement de partenariats éducatifs européens: contrepartie nationale	CNSM	17.353,00	17.353,00	11.100,00
33.015	33.00	04.00	Conventions avec les associations organisatrices de modèles pédagogiques de la 2ième chance	CNSM	30.000,00 TE	20.200,00	20.200,00
34.060	34.41	Divers	Bourses d'études et de voyage pour des activités à caractère pédagogique	CORD	68.000,00	68.000,00	65.563,87
34.063	34.41	04.01	Bourses d'études et de voyages dans l'intérêt des programmes de coopération européenne	CORD	20.000,00	20.000,00	16.384,03
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	39.688,00	39.688,00	35.248,00
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	26.000,00	26.000,00	20.432,89
43.000	43.22	Divers	Remboursement à la commune de Rédange/Attert des salaires des instructeurs de natation détachés à la piscine du Campus Geeseknäppchen	CORD	122.149,00	122.149,00	81.634,89
12.580	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	4.932,00	4.932,00	0,00
33.501	33.00	04.34	Formation aux multimédia et réalisation de productions audiovisuelles: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD, CNST	259.608,00	259.608,00	259.607,12
			<i>Total de la section 10.0:</i>		36.368.217,00	37.707.661,00	34.288.751,62
11.000	Divers	04.10	<i>Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	682.344,00	682.344,00	652.075,04
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	72.870,00 D	96.754,00	96.753,92
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	62.370,00 D	64.357,00	64.356,47
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement	CORD	471,00	471,00	278,88
11.130	11.12	04.10	Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.710,00 TR	8.000,00	7.904,38

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.000,00 TE	15,00	0,00
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.000,00 TR	3.010,00	3.007,46
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	3.100,00	3.100,00	1.288,46
12.041	12.12	04.10	Service de photocopie couleur: entretien et fournitures	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	9.492,30
12.042	12.12	Divers	Frais de documentation des technologies de l'information et de la communication et achat de consommables bureautiques pour les besoins des programmes pédagogiques				
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	11.155,00	11.155,00	8.294,96
12.070	12.12	Divers	Entretien d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CORD	17.353,00 TE	15.453,00	4.352,77
12.300	Divers	04.10	Frais de fonctionnement, dépenses diverses	CNLI, CNST, CPUBLIE	96.926,00	96.926,00	74.655,69
12.301	Divers	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'information des établissements d'enseignement postprimaire: dépenses diverses	CORD	150.000,00	150.000,00	133.687,16
12.302	Divers	Divers	Elaboration et mise en oeuvre de projets eLézebuerg: dépenses diverses	CORD	743.681,00	743.681,00	700.409,85
35.060	35.00	04.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	270.000,00	270.000,00	264.881,29
					1.050,00 TR	1.635,00	1.635,00
				<i>Total de la section 10.1:</i>			2.023.073,63
					2.131.130,00	2.157.001,00	2.023.073,63
11.000	Divers	04.01	<i>Section 10.2 – Recherche/innovation pédagogique et technologiques</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	259.449,00 D	282.080,00	282.079,81
11.010	Divers	04.01	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	341.230,00 D	399.584,00	399.583,21
11.020	Divers	04.01	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	04.01	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	273.310,00 TE TR	179.810,00	179.740,20
12.000	12.15	04.01	Indemnités pour services de tiers	CORD	35.935,00 TE	33.935,00	33.922,86
12.040	12.12	04.01	Frais de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	6.917,48
12.041	12.12	04.01	Formation continue des enseignants: fournitures diverses	CORD	2.000,00	2.000,00	1.238,31
12.190	12.30	04.01	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	219.300,00 TR	333.300,00	333.169,81
12.221	12.30	04.01	Projets d'élaboration et de recherche pédagogiques	CSDE, CPUBLIE	1.709.000,00	1.709.000,00	1.708.030,90
12.222	12.30	04.01	Elaboration d'indicateurs statistiques et d'études comparatives sur le système éducatif luxembourgeois	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	330.000,00	330.000,00	329.893,86
12.223	12.30	04.01	Prévention des toxicomanies dans l'enseignement primaire et postprimaire	CORD	62.000,00	62.000,00	61.853,64

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.300	Divers	04.01	Centre de documentation: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	46.000,00 TE	25.500,00	24.744,15
12.690	12.30	04.01	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD, CNST	1.984,00	1.984,00	1.983,15
35.010	35.20	04.01	Cotisations et contributions à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CORD	7.500,00 TR	9.500,00	9.092,64
			<i>Total de la section 10.2.:</i>		3.295.308,00	3.376.293,00	3.372.250,02
			<i>Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire</i>				
11.000	Divers	04.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	3.891.421,00 D	4.119.646,00	4.119.645,57
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	388.568,00	388.568,00	348.391,06
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	9.210,00 D	472.603,00	472.602,31
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	83.093,00	83.093,00
11.040	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	15.000,00 TE	10.000,00	8.984,77
11.131	11.12	Divers	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires	CORD	20.800,00 TE	16.800,00	16.470,39
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	20.000,00 TR	24.000,00	18.654,73
12.001	12.15	04.10	Cours de rattrapage: indemnités pour services de tiers	CORD	60.000,00 TE	48.000,00	42.321,48
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	22.000,00	22.000,00	15.679,69
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	16.000,00 TR	21.000,00	20.881,76
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	18.000,00	18.000,00	16.411,86
12.080	12.11	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	11.632,00	11.632,00	11.384,79
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNST, CPUBLIE	31.500,00 TR	39.500,00	35.584,89
12.190	12.30	04.10	Organisation de colloques sur les problèmes ayant trait à l'orientation, la psychologie et l'éducation: frais divers	CORD	12.500,00	12.500,00	8.883,10
12.191	12.30	04.10	Frais de stage du personnel engagé dans le cadre du plan d'action national en faveur de l'emploi	CORD	20.000,00 TR	29.000,00	25.452,45
12.300	Divers	04.10	Acquisition de matériel psycho-pédagogique, frais divers	CORD	40.000,00 TE	35.000,00	33.584,81
12.670	12.30	04.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD, CNST	2.873,00	2.873,00	2.873,00
33.010	33.00	04.10	Subsides aux associations de parents d'élèves	CNSM	9.200,00	9.200,00	8.845,00
33.011	33.00	04.10	Participation aux frais du secrétariat de la F.A.P.E.L.	CNSM	50.840,00	50.840,00	50.840,00
34.060	34.41	Divers	Subsides extraordinaires à des élèves de familles à revenu modeste fréquentant les enseignements primaire et post-primaire à l'étranger	CORD	100.000,00 TE	80.000,00	79.724,17

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.061	34.41	04.32	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	CORD	1.169.000,00 TR	1.189.000,00	1.188.612,29
34.062	34.41	04.32	Bourses pour études spéciales ne relevant pas de l'enseignement supérieur	CNST, CPUBLIE	160.000,00	160.000,00	159.326,00
12.501	12.15	04.10	Cours de rattrapage: indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	200,00	200,00	186,78
12.510	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	5.644,00	5.644,00	5.603,18
			<i>Total de la section 10.3:</i>		6.074.588,00	6.849.199,00	6.774.037,08
12.080	12.11	04.13	<i>Section 10.4 – Sports scolaires et périscolaires</i> Crédit commun pour la prise en charge des frais de nettoyage des installations sportives mises à disposition des fédérations en dehors des heures de classe	CORD	4.958,00	4.958,00	4.937,89
12.090	12.21	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	872.570,00 D	938.145,00	938.144,82
12.300	Divers	04.10	Frais de transport des élèves aux installations d'éducation physique	CORD	104.000,00	104.000,00	101.668,50
33.010	33.00	04.13	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.L.	CNSM	72.000,00	72.000,00	72.000,00
33.011	33.00	04.12	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.P.	CNSM	63.000,00	63.000,00	63.000,00
33.012	33.00	04.13	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.L.	CNSM	27.000,00	27.000,00	27.000,00
33.013	33.00	Divers	Contribution de l'Etat à l'assurance responsabilité civile des sportifs de la L.A.S.E.L. et de la L.A.S.E.P.	CNSM	2.107,00	2.107,00	2.052,42
33.014	33.00	04.12	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.P.	CNSM	195.500,00	195.500,00	195.500,00
33.015	33.00	06.34	Subside à l'association luxembourgeoise pour la pratique des activités physiques et sportives des personnes inadaptées et handicapées mentales (A.L.P.A.P.S.) pour l'organisation des activités sportives nationales et régionales	CNSM	4.980,00	4.980,00	4.980,00
			<i>Total de la section 10.4:</i>		1.346.115,00	1.411.690,00	1.409.283,63
44.000	44.00	04.12	<i>Section 10.5 – Etablissements privés d'enseignement</i> Participation de l'Etat aux frais d'associations privées pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	CORD	599.904,00	599.904,00	599.903,48
44.001	44.00	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des établissements privés d'enseignement postprimaire (loi du 31 mai 1982)	CNLI, CNST, CPUBLIE	29.820.000,00 D	29.946.743,00	29.928.637,59

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
44.002	44.00	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'enseignement secondaire organisé par le „Veräin fir Waldorfpädagogik, a.s.b.l.“	CORD	96.679,00	96.679,00	96.678,59
			<i>Total de la section 10.5:</i>		30.516.583,00	30.643.326,00	30.625.219,66
			<i>Section 10.6 – Service des équip. et des restaurants scolaires</i>				
11.000	Divers	04.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	78.018,00	78.017,97
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	74.966,00	74.966,00	58.009,78
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	22.062,00	22.061,53
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.886.069,00 D	1.961.752,00	1.961.751,32
11.040	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	17.355,00	17.354,17
11.060	Divers	04.10	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	CNLI, CNST, CPUBLIE	145.104,00	145.104,00	144.192,76
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires au profit des restaurants scolaires	CORD	6.944,00	6.944,00	6.941,20
12.000	12.15	04.10	Remplacement de personnel en congé de maladie: indemnités pour services de tiers	CORD	4.000,00	4.000,00	3.480,03
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	3.000,00	3.000,00	1.980,94
12.020	12.14	04.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	10.000,00	10.000,00	7.635,96
12.030	12.16	04.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	34.000,00 TR	39.700,00	39.260,96
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	1.900,00	1.900,00	1.598,45
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.500,00 TR	5.600,00	5.177,77
12.120	12.30	04.10	Frais de contrôle de l'hygiène et de la sécurité alimentaire	CORD	13.430,00	13.430,00	2.788,52
12.190	12.30	04.10	Frais de perfectionnement du personnel	CORD	3.350,00 TE	150,00	86,25
12.210	12.30	04.10	Exploitation des restaurants scolaires sous régie directe: frais des repas et frais connexes	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.100.000,00 D	1.224.238,00	1.195.238,53
12.211	12.30	04.10	Exploitation des restaurants scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.600.000,00 D	2.908.194,00	2.898.299,10
12.300	Divers	04.10	Dépenses de fonctionnement des restaurants scolaires	CORD	165.000,00 TE	164.600,00	128.165,49
12.303	Divers	04.10	Elaboration d'un guide des bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire	CORD	3.200,00 TE	0,00	0,00
			<i>Total de la section 10.6:</i>		5.055.763,00	6.681.013,00	6.572.040,73

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 10.7 – Education différenciée</i>				
11.000	Divers	04.52	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	17.171.032,00	17.171.032,00	14.852.262,61
11.010	Divers	04.52	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	3.184.435,00	3.184.435,00	2.808.113,67
11.020	Divers	04.52	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.454.374,00	2.454.373,11
11.021	Divers	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire dans le cadre de mesures d'intégration scolaire en faveur d'enfants à besoins éducatifs spéciaux				
11.030	Divers	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.187.505,00 D	3.481.546,00	3.481.545,59
11.040	Divers	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	1.572.588,00	1.572.588,00	1.451.365,78
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	24.665,00	24.664,75
11.130	11.12	04.52	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	12.581,00 TR	16.581,00	15.013,50
11.150	11.12	04.52	Indemnités pour leçons supplémentaires	CORD	84.302,00	84.302,00	41.855,78
12.000	12.15	04.52	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	219.322,00	219.322,00	209.070,06
12.010	12.13	04.52	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	44.370,00 TE	12.120,00	4.915,25
12.012	12.13	04.52	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	9.000,00	9.000,00	5.107,52
12.080	12.11	04.52	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	24.000,00 TR	25.400,00	24.563,06
12.090	12.21	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNST, CPUBLIE	605.000,00	605.000,00	475.350,73
12.100	12.11	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	182.200,00 D	265.100,00	264.987,05
12.120	12.30	04.52	Réforme du système de l'intégration scolaire: frais d'experts	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	519.500,00	519.500,00	392.419,60
12.130	12.16	04.52	Frais de publication du nouveau plan d'études de l'Education différenciée	CORD	77.046,00	77.046,00	77.042,88
12.160	12.30	04.52	Acquisition et entretien de matériel médical et pharmaceutique	CORD	12.400,00	12.400,00	0,00
12.190	12.30	04.52	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	1.488,00	1.488,00	1.486,16
12.250	Divers	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants	CORD	35.000,00	35.000,00	24.816,78
12.252	Divers	04.52	Institut pour déficients visuels: frais d'exploitation courants	CORD	252.578,00	252.578,00	210.767,65
12.253	Divers	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'exploitation courants	CORD	41.508,00 TE	40.308,00	39.965,05
12.254	Divers	04.52	Service de guidance de l'enfance: frais d'exploitation courants	CORD	165.000,00	165.000,00	139.851,36
12.255	Divers	04.52	Centre d'observation: frais d'exploitation courants	CORD	80.000,00	80.000,00	79.996,64
					18.190,00	18.190,00	18.099,25

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.256	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Warken: frais d'exploitation courants	CORD	90.440,00	90.440,00	66.470,32
12.257	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Walferdange: frais d'exploitation courants	CORD	39.750,00	39.750,00	37.832,81
12.258	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Clervaux: frais d'exploitation courants	CORD	50.750,00	50.750,00	47.501,57
12.261	Divers	04.52	Centre d'intégration scolaire: frais d'exploitation courants	CORD	17.780,00	17.780,00	17.508,21
12.262	Divers	04.52	Centre régional de Clervaux: frais d'exploitation courants	CORD	23.500,00	23.500,00	22.362,55
12.263	Divers	04.52	Centre régional de Differdange: frais d'exploitation courants	CORD	11.830,00 TR	11.930,00	11.855,94
12.264	Divers	04.52	Centre régional d'Echternach: frais d'exploitation courants	CORD	29.110,00 TR	42.110,00	40.989,50
12.265	Divers	04.52	Centre régional d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	64.000,00 TR	67.000,00	66.246,13
12.266	Divers	04.52	Centre régional d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	36.835,00	36.835,00	30.711,90
12.267	Divers	04.52	Centre régional de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	100.504,00	100.504,00	100.472,71
12.268	Divers	04.52	Centre régional de Redange: frais d'exploitation courants	CORD	15.565,00	15.565,00	15.409,78
12.269	Divers	04.52	Centre régional de Roeser: frais d'exploitation courants	CORD	24.750,00	24.750,00	24.697,48
12.270	Divers	04.52	Centre régional de Rumelange: frais d'exploitation courants	CORD	17.100,00	17.100,00	15.653,79
12.271	Divers	04.52	Centre régional de Walferdange: frais d'exploitation courants	CORD	35.105,00	35.105,00	31.996,62
12.272	Divers	04.52	Institut pour enfants autistiques et psychotiques: frais d'exploitation courants	CORD	73.500,00	73.500,00	68.428,17
12.273	Divers	04.52	Centre d'observation dans la région de Pétange: frais d'exploitation courants	CORD	17.000,00	17.000,00	16.715,19
12.280	Divers	04.52	Direction de l'Education différenciée: dépenses de fonctionnement courant	CORD	22.310,00	22.310,00	18.684,55
12.281	Divers	04.52	Service rééducatif ambulatoire: dépenses de fonctionnement	CORD	58.000,00	58.000,00	48.324,82
12.282	12.50	04.52	Frais d'organisation pour le 30ème anniversaire de l'Education différenciée	CORD	7.500,00	7.500,00	6.734,25
12.753	Divers	04.52	Institut pour Infirmes Moteurs Cérébraux: frais d'exploitation courants	CORD, CNST	667,00 TR	1.867,00	1.842,24
32.010	32.00	04.52	Prise en charge des frais de transport et de surveillance d'enfants à besoins éducatifs spéciaux fréquentant des instituts à l'étranger	CORD	42.000,00	42.000,00	41.970,81
33.000	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.240,00	1.240,00	0,00
33.010	33.00	06.34	Subsides aux associations s'occupant d'enfants inadaptés et handicapés	CNSM	1.487,00	1.487,00	1.473,00
33.011	33.00	05.10	Subsides à des associations oeuvrant en matière d'action socio-thérapeutique	CNSM	25.000,00	25.000,00	25.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.010	34.30	06.34	Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptés et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptés	CORD	6.000,00	6.000,00	3.817,84
34.011	34.30	06.34	Contribution au placement d'enfants à des instituts étrangers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.155.000,00 D	1.325.000,00	1.295.186,69
35.010	35.20	04.52	Contribution à l'Agence Européenne pour le Développement de l'Education spécialisée	CORD	14.200,00	14.200,00	14.173,00
43.001	43.22	04.52	Services de guidance régionaux de l'enfance et commissions médico-psychopédagogiques communales: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	25.000,00 TR	25.550,00	25.547,84
43.005	43.22	04.52	Remboursement à la commune de Redange/Attert du salaire de l'instructeur de natation détaché au Centre d'éducation différenciée de Warken	CORD	55.976,00 TR	60.676,00	60.631,88
43.007	43.22	04.52	Participation aux frais de fonctionnement de la classe logopédique au centre scolaire „Pare Hosingen“ gérée par la commune de Hosingen	CSDE, CPUBLIE	24.572,00 TR	30.072,00	29.990,06
44.003	44.00	04.52	Subsides à des instituts ou associations dispensant ou promouvant l'éducation aux handicapés	CORD	9.000,00	9.000,00	7.883,25
44.004	44.00	04.52	Subside à la société „thérapie équestre“ pour séances d'hippothérapie dans l'intérêt de l'éducation différenciée	CORD	25.410,00	25.410,00	25.410,00
44.005	44.00	04.52	Participation aux frais de fonctionnement du centre de projets „Gruberberg“ géré par l'association pour la promotion de projets créatifs intégrés	CORD	56.823,00	56.823,00	56.823,00
44.006	44.00	04.52	Groupe d'étude et d'aide au développement de l'enfant: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	293.304,00	293.304,00	293.304,00
44.007	44.00	04.52	Projet „Liewenshaft“ initié par l'a.s.b.l. „Paerdsatelier“ à Heiderscheid: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	308.142,00	308.142,00	308.142,00
44.008	44.00	04.52	Letzebuurger Aktiounskrees Psychomotorik a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	221.382,00	221.382,00	221.382,00
44.009	44.00	04.52	Schrëtt fir Schrëtt a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	36.000,00	36.000,00	36.000,00
			<i>Total de la section 10.7:</i>		29.535.777,00	33.561.557,00	30.234.807,73
11.000	Divers	04.30	<i>Section 10.8 – Service de la formation des adultes</i>	CNLI, CSDE, CNST	1.845.100,00	1.845.100,00	1.572.573,43
11.010	Divers	04.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.679.164,00 D	2.863.002,00	2.863.001,30
11.020	Divers	04.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	144.688,00 D	615.159,00	615.158,80
11.030	Divers	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	247.238,00	247.238,00	230.765,53

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.040	Divers	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	7.965,00	7.964,54
11.100	11.40	04.53	Indemnités d'habillement	CORD	1.023,00 TR	1.323,00	1.295,24
11.130	11.12	04.33	Etudes secondaires dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CNST, CPUBLIE	40.000,00 TR	50.700,00	49.251,87
11.131	11.12	04.34	Etudes secondaires techniques dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CNST, CPUBLIE	216.990,00	216.990,00	191.544,37
11.132	11.12	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CNST, CPUBLIE	192.000,00	192.000,00	131.302,80
11.133	11.12	04.53	Indemnités de surveillance pour l'organisation de cours spéciaux et d'autres manifestations	CORD	55.056,00	55.056,00	42.324,07
11.134	11.12	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.000,00	25.000,00	17.476,31
11.135	11.12	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités des professeurs et chargés de cours	CORD	2.432,00 TR	5.732,00	5.582,04
12.000	12.15	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités pour services de tiers	CSDE, CPUBLIE	232.379,00 TE	216.179,00	128.182,46
12.001	12.15	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services de tiers	CORD	20.000,00	20.000,00	4.819,36
12.002	12.15	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	CORD	19.000,00 TR	20.700,00	20.625,99
12.010	12.13	04.53	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	3.300,00 TR	3.500,00	2.587,66
12.080	12.11	04.53	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	73.947,37
12.125	12.30	04.00	Conception et réalisation d'une banque de données informatisée pour la gestion administrative du Service de la formation des adultes et du Centre de langues Luxembourg	CSDE, CPUBLIE	400.338,00	400.338,00	196.011,97
12.250	Divers	04.53	Centre de langues Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	85.000,00	85.000,00	74.126,80
12.300	Divers	04.53	Dépenses de fonctionnement des cours du soir: frais dans l'intérêt des divers cours et ateliers, entretien, matériel de nettoyage, réparations courantes et dépenses diverses	CORD	32.000,00	32.000,00	23.636,51

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.000	33.00	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les associations organisatrices	CORD	180.000,00	180.000,00	180.000,00
43.000	43.22	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les communes organisatrices	CORD	65.332,00	65.332,00	65.330,00
				<i>Total de la section 10.8:</i>	6.566.140,00	7.228.314,00	6.497.508,42
			<i>Section 10.9 – Inspectorat</i>				
11.000	Divers	04.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.959.752,00 D	2.254.356,00	2.254.355,97
11.010	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	23.160,00 D	42.972,00	42.971,70
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	24.885,00	24.885,00	24.541,53
11.131	11.12	04.20	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CNLI, CNST, CPUBLIE	52.900,00	52.900,00	49.079,88
11.631	11.12	04.20	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CORD, CNST	4.035,00	4.035,00	3.846,08
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de démenagement	CORD	46.000,00	46.000,00	36.607,59
12.040	12.12	04.20	Sommes fixes pour frais de bureau alloués aux inspecteurs de l'enseignement primaire	CORD	17.849,00	17.849,00	16.112,88
12.041	12.12	04.20	Frais de bureau	CORD	15.067,00	15.067,00	15.059,88
12.050	12.12	04.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	36.000,00	36.000,00	17.097,06
12.090	12.21	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.100	12.11	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.522,00	8.522,00	8.254,65
12.170	12.30	04.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	2.000,00	2.000,00	1.737,16
				<i>Total de la section 10.9:</i>	2.190.270,00	2.504.686,00	2.469.664,38
			<i>Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire</i>				
11.000	Divers	04.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	146.881.047,00	146.881.047,00	143.342.903,33
11.010	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.271.775,00 D	3.074.941,00	3.074.940,87
11.020	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	175.989,00	175.989,00	160.371,67

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	70.625,00	70.625,00	67.257,39
11.630	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.793,00	1.793,00	1.792,98
12.000	12.15	04.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.000,00	7.000,00	5.268,67
12.001	Divers	08.50	Enseignement religieux à l'école primaire: indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.536.000,00 D	9.072.138,00	9.072.089,92
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	4.000,00	4.000,00	3.957,75
12.125	12.30	04.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	201.250,00	201.250,00	201.243,85
12.190	12.30	04.20	Participation de l'Etat aux frais résultant de la mise en contact des instituteurs avec des systèmes scolaires étrangers	CORD	1.250,00	1.250,00	1.250,00
12.300	Divers	04.20	Commission d'instruction: dépenses de fonctionnement, frais de documentation concernant l'enseignement primaire	CORD	1.200,00	1.200,00	1.197,08
12.301	Divers	04.20	Elaboration, impression et édition, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique, frais pour droits d'auteur	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.130.000,00	3.130.000,00	3.129.735,50
12.302	Divers	04.20	Classes à régime linguistique spécial: frais divers	CORD	3.250,00	3.250,00	2.533,90
12.303	Divers	04.20	Promotion de la lecture: frais divers	CORD	10.000,00	10.000,00	9.984,25
33.000	33.00	04.00	Manifestations de la jeunesse, rencontres internationales et échanges scolaires: participation de l'Etat	CORD	4.150,00	4.150,00	4.150,00
33.001	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre de documentation et d'animation interculturelles (C.D.A.I.C.)	CORD	8.500,00	8.500,00	8.500,00
33.002	33.00	04.20	Association pour la promotion de l'éveil aux sciences: participation aux frais	CORD	2.750,00	2.750,00	2.750,00
33.003	33.00	04.20	Participation de l'Etat aux frais des cours d'appui organisés en faveur d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage	CORD	45.000,00	45.000,00	45.000,00
34.060	34.41	04.20	Education musicale: participation aux frais de l'association M.U.S.E.P.	CORD	6.000,00	6.000,00	5.100,00
34.061	34.41	04.20	Education artistique: participation aux frais de l'association „Arts à l'école“	CORD	3.150,00	3.150,00	3.150,00
43.000	43.22	04.20	Frais du personnel enseignant: remboursement de la part de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000.000,00	10.000.000,00	9.910.845,56
43.001	43.22	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	9.523.000,00	9.523.000,00	5.121.717,97
43.003	43.22	04.20	Organisation de journées d'initiation artistique: participation de l'Etat	CORD	1.000,00	1.000,00	1.000,00
43.004	43.22	04.20	Participation aux frais des communes, sièges de classes d'accueil pour élèves de nationalité étrangère et participation aux frais de cours spéciaux destinés à ces élèves	CORD	38.000,00	38.000,00	38.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.005	43.22	04.12	Participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre de cours d'appui	CSDE, CPUBLIE	550.000,00	550.000,00	484.156,73
43.006	43.22	04.20	Participation aux frais résultant d'initiatives pédagogiques sur le plan communal	CORD	12.500,00	12.500,00	12.500,00
43.007	43.22	04.20	Education précoce: frais du personnel auxiliaire.- Part de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.230.000,00	2.230.000,00	1.809.066,81
43.008	43.22	04.20	Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	373.449,72
43.009	43.22	04.20	Mesures de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire	CORD	100.000,00	100.000,00	100.000,00
43.010	43.21	04.20	Remboursement au Fonds de dépenses communales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00 D	4.976.181,00	4.976.080,08
44.000	44.00	04.20	Contribution aux frais d'enseignement des instituts, écoles et associations philanthropiques	CORD	4.500,00	4.500,00	4.500,00
			<i>Total de la section 11.0:</i>		184.523.829,00	190.839.214,00	181.974.494,03
			<i>Section 11.1 – Enseignement secondaire</i>				
11.000	Divers	04.33	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	106.062.513,00	106.062.513,00	100.857.635,77
11.010	Divers	04.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.482.246,00 D	2.580.596,00	2.580.595,40
11.020	Divers	04.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	350.332,00	350.331,18
11.030	Divers	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	4.221.989,00	4.221.989,00	3.998.016,44
11.040	Divers	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	144.748,00	144.747,45
11.100	11.40	04.33	Indemnités d'habillement	CORD	40.000,00 TE	27.500,00	27.421,62
11.130	11.12	04.33	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	995.458,00 D	1.075.536,00	1.020.854,47
11.150	11.12	04.33	Indemnités pour heures supplémentaires du personnel non enseignant	CNLI, CNST, CPUBLIE	23.000,00	23.000,00	0,00
12.000	12.15	04.33	Indemnités pour services de tiers	CORD	34.200,00 TR	46.700,00	40.502,59
12.010	12.13	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	180.000,00	180.000,00	137.185,42
12.081	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	2.079.303,00	2.079.303,00	2.075.741,30
12.250	Divers	04.33	Athénée de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	117.000,00	117.000,00	116.921,62
12.251	Divers	Divers	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: frais d'exploitation courants	CORD	216.350,00	216.350,00	216.262,33
12.252	Divers	Divers	Lycée classique d'Echternach: frais d'exploitation courants	CORD	115.660,00	115.660,00	115.659,85
12.253	Divers	04.33	Lycée de garçons de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	103.000,00	103.000,00	102.994,33
12.254	Divers	04.33	Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	104.040,00	104.040,00	101.494,62

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.255	Divers	04.33	Lycée Robert Schuman à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	94.860,00	94.860,00	92.361,64
12.256	Divers	04.33	Lycée Michel Rodange à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	132.600,00	132.600,00	132.475,70
12.257	01.00	04.33	Dotations dans l'intérêt du fonctionnement du lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette	CNLI, CNST, CPUBLIE	612.360,00	612.360,00	612.360,00
12.258	Divers	04.33	Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	174.420,00	174.420,00	174.354,46
12.300	Divers	04.33	Etablissements d'enseignement secondaire, jurys d'examen, commissions d'études: fournitures diverses	CORD	5.600,00	5.600,00	4.054,20
12.301	Divers	Divers	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: annexes de Mersch: dépenses de fonctionnement de l'internat	CORD	170.000,00	170.000,00	162.197,10
33.000	33.00	04.33	400e anniversaire de l'Athénée du Luxembourg: subside	CORD	50.000,00	50.000,00	50.000,00
12.510	12.13	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	15.982,00	15.982,00	15.899,43
				<i>Total de la section 11.1:</i>	118.030.781,00	118.704.089,00	113.130.066,92
			<i>Section 11.2 – Enseignement secondaire technique</i>				
11.000	Divers	04.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	158.537.039,00	158.537.039,00	149.239.183,48
11.010	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	15.464.032,00	15.464.032,00	15.246.961,37
11.020	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.584.412,00	2.584.411,81
11.030	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	7.929.508,00	7.929.508,00	7.193.759,37
11.040	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	323.062,00	323.061,53
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	CORD	49.393,00	49.393,00	48.860,74
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	849.011,00	849.011,00	847.156,81
11.150	11.12	04.33	Indemnités pour heures supplémentaires du personnel non enseignant	CNLI, CNST, CPUBLIE	16.000,00	16.000,00	0,00
11.600	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	CORD, CNST	4.357,00	4.357,00	3.829,95
11.630	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	11.525,00	11.525,00	11.048,05
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	290.000,00 TR	315.000,00	302.157,50
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	300.000,00	300.000,00	195.641,31
12.030	12.16	04.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	80.000,00	80.000,00	79.265,50
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	2.401.000,00	2.401.000,00	2.395.080,56
12.090	12.21	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	660.045,00	660.045,00	659.974,52

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.100	12.11	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	857.590,00	857.590,00	842.490,06
12.250	Divers	04.34	Lycée technique agricole d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	300.000,00	300.000,00	299.994,73
12.251	Divers	04.34	Lycée technique des arts et métiers Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	325.000,00	325.000,00	324.985,27
12.252	Divers	04.34	Lycée technique d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	281.860,00	281.860,00	281.857,07
12.253	Divers	04.34	Lycée technique d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	278.415,00	278.415,00	266.548,23
12.254	Divers	Divers	Lycée du nord: frais d'exploitation courants	CORD	206.220,00	206.220,00	206.190,91
12.255	Divers	04.34	Lycée technique Joseph Bech de Grevenmacher: frais d'exploitation courants	CORD	151.580,00	151.580,00	151.530,89
12.256	Divers	04.34	Lycée technique de Bonnevoie: frais d'exploitation courants	CORD	290.060,00	290.060,00	283.828,68
12.257	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation courants	CORD	100.140,00	100.140,00	99.938,80
12.258	Divers	04.34	Lycée technique Michel Lucius de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	127.661,00	127.661,00	127.631,45
12.259	Divers	04.34	Lycée technique Mathias Adam de Pétange: frais d'exploitation courants	CORD	191.000,00	191.000,00	190.991,94
12.260	Divers	04.34	Lycée technique Nic. Biever de Dudelange: frais d'exploitation courants	CORD	233.580,00	233.580,00	231.043,34
12.261	Divers	04.34	Lycée technique „école de commerce et de gestion“: frais d'exploitation courants	CORD	110.850,00	110.850,00	110.473,91
12.262	Divers	04.34	Lycée technique pour professions de santé: frais d'exploitation courants	CORD	154.450,00	154.450,00	151.470,64
12.263	01.00	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique du centre de Luxembourg	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.265.000,00	1.265.000,00	1.265.000,00
12.264	Divers	04.34	Lycée technique Josy Barthel à Mamer: frais d'exploitation courants	CSDE, CPUBLIE	65.000,00	65.000,00	61.798,11
12.265	Divers	04.34	Lycée technique de Lallange: frais d'exploitation courants	CORD	182.300,00	182.300,00	182.281,76
12.300	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: dépenses d'exploitation de la cuisine et du restaurant (achat de matières alimentaires servant à la confection des menus)	CNLI, CNST, CPUBLIE	370.000,00	370.000,00	369.970,03
12.301	Divers	04.34	Fournitures diverses pour examens et commissions d'études	CORD	13.000,00	13.000,00	11.974,23
12.302	Divers	Divers	Lycée du nord.- Dépenses de fonctionnement de l'internat	CORD	19.832,00	19.832,00	19.831,65

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.303	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: frais d'exploitation de l'internat, dépenses diverses	CORD	2.500,00	2.500,00	2.081,50
12.304	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis Heck de Diekirch: participation aux frais de logement des élèves de l'internat	CORD	7.437,00	7.437,00	0,00
12.305	Divers	04.34	Lycée technique pour professions de santé. – Dépenses de fonctionnement des internats	CORD	2.479,00	2.479,00	2.416,17
12.306	Divers	04.00	Siège de l'association européenne des écoles hôtelières et de tourisme à Luxembourg: participation de l'Etat aux frais de secrétariat	CORD	30.000,00	30.000,00	30.000,00
12.307	Divers	04.00	Elargissement de l'offre de formations professionnelles francophones: frais d'expertise, frais de formation, frais de traduction et dépenses diverses	CORD	50.000,00	50.000,00	48.706,37
12.754	Divers	Divers	Lycée du nord: frais d'exploitation courants	CORD, CNST	121,00	121,00	120,75
32.010	32.00	04.34	Aide particulière aux entreprises et aux institutions hospitalières et de soins pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire technique en stage de formation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	312.800,00	312.800,00	312.797,59
32.020	32.00	04.34	Remboursement des rémunérations des infirmiers de référence mis à la disposition du Lycée technique pour professions de santé par diverses institutions hospitalières et de soins	CSDE, CPUBLIE	700.000,00 TE	675.000,00	601.550,94
34.100	34.59	04.34	Subsides pour la mise à disposition d'infrastructures de travaux pratiques	CORD	10.000,00	10.000,00	10.000,00
43.000	43.22	04.34	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé	CSDE, CPUBLIE	435.796,00	435.796,00	411.903,99
12.500	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	13.115,00	13.115,00	13.114,11
12.510	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	11.152,00	11.152,00	10.191,34
			<i>Total de la section 11.2:</i>		193.691.048,00	196.598.322,00	186.053.106,96
			<i>Section 11.3 – Service de la formation professionnelle</i>				
11.000	Divers	04.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.875.441,00	2.875.441,00	2.225.658,75
11.010	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	4.438.412,00 D	4.658.031,00	4.658.030,33
11.020	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	1.096.597,00	1.096.597,00	815.305,97
11.030	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	403.619,00	403.619,00	396.626,38
11.040	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	5.368,00	5.367,67
11.060	Divers	04.34	Indemnités complémentaires aux indemnités d'apprentissage dues aux personnes adultes en formation sous contrat d'apprentissage	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.398.000,00	1.398.000,00	1.333.320,46
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	CORD	1.600,00 TR	1.915,00	1.913,43
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	359.000,00	359.000,00	358.903,36

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.131	11.12	04.34	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique	CNLI, CNST, CPUBLIE	103.986,00 D	118.116,00	118.115,78
11.630	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	8.580,00	8.580,00	7.007,51
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	686.004,00	686.004,00	601.553,70
12.001	12.15	Divers	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique	CNLI, CNST, CPUBLIE	84.864,00 D	88.915,00	88.914,10
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	100.000,00 TE	92.493,00	80.162,64
12.020	12.14	04.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	30.000,00	30.000,00	22.915,31
12.080	12.11	04.34	Bâtimens: exploitation et entretien	CNLI, CNST, CPUBLIE	628.000,00	628.000,00	559.743,78
12.090	12.21	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	10.400,00 TR	14.464,00	14.449,80
12.100	12.11	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	35.714,00 TE TR	35.377,00	35.376,35
12.140	12.16	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, frais divers	CORD	92.000,00 TE	88.715,00	85.647,49
12.141	12.16	04.34	Frais d'organisation et de participation du Luxembourg aux concours de formation professionnelle pour jeunes	CORD	44.000,00	44.000,00	34.314,76
12.190	12.30	04.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	4.000,00	4.000,00	2.364,16
12.210	12.30	04.10	Exploitation des cantines des centres de formation professionnelle continue: frais des repas	CNLI, CNST, CPUBLIE	160.000,00 D	164.100,00	163.783,14
12.250	Divers	04.34	Frais d'exploitation courants	CORD	223.550,00 TE	198.568,00	162.366,45
12.300	Divers	04.34	Fournitures diverses pour examens	CORD	173.000,00 TR	195.507,00	195.506,45
12.301	Divers	04.32	Dépenses dans l'intérêt de la formation professionnelle continue du personnel enseignant des centres de formation professionnelle continue	CORD	20.000,00	20.000,00	15.500,12
12.302	Divers	04.32	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	624.910,00 TE	545.647,00	541.619,38
12.750	Divers	04.34	Frais d'exploitation courants	CORD, CNST	4.821,00	4.821,00	4.817,88
32.010	32.00	04.32	Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	13.000.000,00 D	23.200.000,00	20.694.982,59
33.010	33.00	04.32	Participation aux frais de fonctionnement de l'a.s.b.l. Foprogest chargée de la gérance des fonds communautaires dans l'intérêt des formations professionnelles pour jeunes et adultes	CNSM	50.000,00 TR	139.245,00	139.244,80
34.050	34.38	04.32	Participation aux frais des apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité	CORD	7.200,00 TE	6.443,00	2.560,60

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
41.000	41.50	04.53	Subsides aux chambres professionnelles pour l'organisation de cours et séminaires dans l'intérêt de la formation professionnelle continue	CORD	45.544,00	45.544,00	45.544,00
41.001	41.50	04.34	Participation aux frais d'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la chambre des métiers	CNST, CPUBLIE	530.000,00	530.000,00	530.000,00
41.002	41.50	04.53	Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat	CORD	500.653,00	500.653,00	500.653,00
41.003	41.50	04.34	Subside destiné à la chambre des métiers pour couvrir partiellement les frais résultant de l'organisation de la formation professionnelle	CORD	79.400,00	79.400,00	79.400,00
41.004	41.50	04.34	Subside à la chambre de commerce en faveur de l'organisation de la formation professionnelle pour mécaniciens d'avions	CORD	47.264,00	47.264,00	47.264,00
41.005	41.50	04.34	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre de la mise en route de la réforme du brevet de maîtrise	CNLI, CNST, CPUBLIE	93.000,00	93.000,00	93.000,00
41.010	41.40	04.34	Dotation au bénéfice de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	1.000.000,00
12.500	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	6.980,00	6.980,00	6.978,86
12.510	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	3.895,00	3.895,00	3.863,04
41.501	41.50	04.34	Participation aux frais d'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la chambre des métiers	CORD, CNST	14.254,00	14.254,00	14.253,88
				<i>Total de la section 11.3:</i>	28.984.788,00	39.431.956,00	35.687.029,92
11.000	Divers	08.30	<i>Section 11.4 – Sports – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	225.176,00	225.176,00	223.467,12
11.131	11.12	05.30	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.400,00	6.400,00	3.333,29
12.000	12.15	08.30	Service médico-sportif: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	44.367,00	44.367,00	28.877,87
12.001	12.15	05.30	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD	1.826,00 TR	3.006,00	2.887,32
12.010	12.13	08.30	Service médico-sportif: indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	326.085,00	326.085,00	324.752,90
12.012	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	CORD	12.750,00 TE	10.750,00	7.682,09
12.020	12.14	08.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	28.600,00 TR	30.100,00	29.148,85
			Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.800,00 TE TR	7.800,00	7.666,21

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	20.255,00 TE TR	16.275,00	14.262,25
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.000,00	22.000,00	18.497,30
12.100	12.11	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	507.800,00	507.800,00	507.177,48
12.140	12.16	08.30	Acquisition et publication de matériel de documentation et d'information	CORD	4.100,00	4.100,00	4.097,48
12.160	12.30	05.30	Service médico-sportif: analyses et matériel médical	CNLI, CNST, CPUBLIE	70.000,00	70.000,00	67.836,59
12.190	12.30	08.30	Relations et réunions internationales, frais d'organisation et dépenses diverses	CORD	4.000,00 TR	6.800,00	6.593,85
12.191	12.30	08.30	Service médico-sportif: organisation de séminaires et de conférences	CORD	1.500,00 TE	0,00	0,00
12.200	12.30	08.30	Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance-responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs	CORD	83.200,00	83.200,00	83.199,44
12.300	Divers	08.30	Trophée national et autres distinctions	CORD	23.400,00	23.400,00	19.091,86
12.301	Divers	08.30	Campagne de sensibilisation contre la toxicomanie	CORD	5.000,00	5.000,00	4.087,69
12.310	Divers	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: dépenses diverses	CORD	64.000,00	64.000,00	63.989,74
12.320	Divers	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: frais divers	CORD	17.000,00	17.000,00	16.999,43
12.330	Divers	08.30	Bases nautiques et installations sanitaires au Lac de la Haute-Sûre: frais de fonctionnement	CSDE, CPUBLIE	112.000,00	112.000,00	111.810,48
12.340	Divers	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport, organisation d'expositions, dépenses diverses	CORD	11.000,00	11.000,00	10.921,95
12.350	Divers	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	149.000,00	149.000,00	149.000,00
12.360	Divers	08.30	Organisation d'une promotion sportive d'été: dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	63.500,00	63.500,00	63.363,59
12.380	Divers	08.30	Mesures spéciales et promotionnelles liées à la pratique sportive de haut niveau: dépenses diverses	CORD	323.185,00	323.185,00	323.185,00
32.020	32.00	08.30	Congé sportif: indemnités compensatoires	CNLI, CNST, CPUBLIE	335.000,00	335.000,00	288.414,47
33.000	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées	CORD	492.000,00	492.000,00	492.000,00
33.001	33.00	08.30	Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat, participation aux frais de programmes spéciaux et de stages pour cadres fédéraux	CORD	659.000,00	659.000,00	659.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.002	33.00	05.30	Comité national de lutte contre le dopage: participation aux frais de fonctionnement	CORD	3.800,00 TE	3.235,00	3.235,00
33.003	33.00	05.30	Remboursement par l'Etat du loyer des charges locatives accessoires payées par l'association sans but lucratif „ALPAPS – Special Olympics Luxembourg“	CSDE, CPUBLIE	3.600,00	3.600,00	3.600,00
33.010	33.00	08.30	Subsides aux fédérations sportives agréées et aux sociétés affiliées	CNSM	469.000,00	469.000,00	469.000,00
33.011	33.00	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: subsides	CNSM	26.200,00	26.200,00	26.200,00
33.012	33.00	08.30	Contributions dans l'intérêt de l'organisation ou de la participation à des championnats à l'échelon mondial et européen	CNSM	80.000,00	80.000,00	80.000,00
33.013	33.00	08.30	Participation à l'indemnisation des cadres administratifs des fédérations sportives agréées et du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois	CNSM	336.589,00	336.589,00	336.589,00
33.014	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement du centre national sportif et culturel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.830.000,00	6.830.000,00	6.830.000,00
35.031	35.40	Divers	Contribution pour le fonctionnement de l'agence mondiale anti-dopage (AMA)	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.750,00 TR	8.315,00	8.213,01
35.060	35.00	08.30	Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales	CNLI, CNST, CPUBLIE	11.395,00	11.395,00	11.374,38
43.020	43.52	08.30	Remboursement des frais de fonctionnement de la salle de gymnastique du complexe sportif du parc Hosingen au syndicat intercommunal SISPOLO	CORD	32.000,00	32.000,00	31.169,83
			<i>Total de la section 11.4:</i>		11.418.278,00	11.418.278,00	11.330.725,47
			<i>Section 11.5 – Institut national des sports</i>				
11.000	Divers	08.30	Traitement des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	260.844,00 D	261.449,00	261.448,30
11.010	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	89.382,00 D	143.438,00	143.437,19
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	6.539,00 D	15.916,00	15.915,69
11.030	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	418.605,00	418.605,00	391.944,30
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	9.001,00	9.000,52
11.100	11.40	08.30	Indemnités d'habillement	CORD	2.367,00	2.367,00	2.364,28
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.525,00	3.525,00	2.974,72
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	500,00	500,00	59,52
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	CORD	150,00	150,00	139,71
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.800,00 TR	8.200,00	8.049,25
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	1.000,00	1.000,00	923,33

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.500,00	4.500,00	4.153,49
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	211.000,00 TE TR	219.000,00	218.596,73
12.210	12.30	08.30	Dépenses d'alimentation	CORD	99.500,00 TE TR	91.500,00	89.345,72
12.300	Divers	08.30	Frais d'exploitation et d'entretien des installations de l'I.N.S. à Luxembourg-Fetschenhof et à Pulvermuhl (annexe), dépenses diverses	CORD	28.000,00 TE	24.600,00	24.243,56
			<i>Total de la section 11.5:</i>		1.130.812,00	1.203.751,00	1.172.596,31
			<i>Section 11.6 – Centre sportif national de natation</i>				
11.000	Divers	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	621.582,00	621.582,00	507.665,56
11.010	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	212.996,00	212.996,00	185.687,81
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	92.356,00	92.356,00	76.472,43
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
			<i>Total de la section 11.6:</i>		927.134,00	927.134,00	769.825,80
			<i>Section 11.7 – Ecole nationale de l'éduc. physique et des sports</i>				
11.000	Divers	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	238.339,00 D	240.604,00	240.603,61
11.010	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	3.210,00 D	5.821,00	5.820,15
11.030	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	110.000,00	110.000,00	82.404,85
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	94.150,00 D	122.650,00	119.114,78
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	CORD	20.000,00 TR	22.200,00	21.246,79
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	11.500,00	11.500,00	10.494,54
12.180	12.30	08.30	Acquisition de matériel didactique et audiovisuel	CORD	3.000,00	3.000,00	2.652,56
12.190	12.30	08.30	Organisation de colloques, de formations et de conférences nationales et internationales sur les problèmes de l'éducation physique et du sport, participation d'experts étrangers et nationaux aux formations à l'école nationale de l'éducation physique et des sports, indemnités, frais de déplacement et de séjour	CORD	12.700,00 TE	11.500,00	6.390,22
12.191	12.30	08.30	Organisation de stages et d'entraînements dans le cadre des centres de formation: frais de transport et de séjour	CNLI, CNST, CPUBLIE	44.000,00	44.000,00	39.750,74

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.192	12.30	08.30	Développement des contacts et échanges avec des institutions à l'étranger: dépenses diverses	CORD	1.650,00	1.650,00	312,18
12.300	Divers	08.30	Location d'installations et de matériel, achat de matériel et d'équipement de sport dans l'intérêt des centres de formation et des formations de l'ENEPS, dépenses diverses	CORD	2.500,00	2.500,00	2.360,06
33.000	33.00	08.30	Programmes d'échanges européens: frais divers	CORD	1.450,00	1.450,00	146,96
34.060	34.41	08.30	Participation de chargés de cours et de stagiaires de l'école nationale de l'éducation physique et des sports à des formations, des perfectionnements et des recyclages à l'étranger, frais de déplacement et de séjour	CORD	10.000,00 TE	9.000,00	3.009,90
35.010	35.20	08.30	Cotisations internationales	CORD	3.500,00	3.500,00	1.500,00
				<i>Total de la section 11.7:</i>		589.675,00	535.807,34
				Total du département 10 et 11:		691.833.159,00	654.920.289,65

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.131	11.12	06.36	12 et 13 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse <i>Section 12.0 – Famille</i>	CORD	20.827,00	20.827,00	8.068,22
11.300	11.00	06.36					
			Indemnités pour services extraordinaires				
			Remboursement à l'établissement public „Centres, Foyers et Services pour personnes âgées“ de traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales 1) d'agents détachés auprès de l'Etat, 2) d'agents bénéficiant d'un recalcul se rapportant à des périodes antérieures à la création de l'établissement public				
11.631	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CNL, CSDE, CNST, CPUBLIE	130.000,00 D	199.272,00	199.271,24
11.800	11.00	06.36	Remboursement à l'établissement public „Centres, Foyers et Services pour personnes âgées“ de traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales 1) d'agents détachés auprès de l'Etat 2) d'agents bénéficiant d'un recalcul se rapportant à des périodes antérieures à la création de l'établissement public	CORD, CNST	75,00	75,00	74,36
12.001	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	CNL, CNST, CPUBLIE	125.957,00	125.957,00	114.528,94
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	CORD	12.000,00	12.000,00	3.476,01
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	35.000,00	35.000,00	26.698,34
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	85.000,00	85.000,00	57.958,31
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	16.600,00	16.600,00	11.080,15
12.060	12.12	06.36	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	19.000,00 TR	39.000,00	34.267,36
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	4.500,00	4.500,00	1.812,52
12.122	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études: suivi des projets financés par le Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales	CNST, CPUBLIE	39.380,00	39.380,00	39.329,60
12.170	12.30	06.36	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur pour les secteurs sociofamiliaux, jeunesse et immigration	CORD	3.000.000,00	3.000.000,00	0,00
12.300	Divers	06.36	Centre de formation sociofamiliale, colloques, séminaires et journées d'études: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, frais d'organisation et de participation, dépenses diverses	CORD	937.500,00	937.500,00	215.886,31
				CORD	33.000,00 TR	46.905,00	36.311,61

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.306	Divers	06.36	Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers	CORD	15.000,00	15.000,00	12.432,33
33.001	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés assurant des services aux initiatives bénévoles dans les domaines du social, des secours, de la culture, du sport, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, du troisième âge et/ou accomplissant des missions d'information et de sensibilisation du public	CORD	85.511,00	85.511,00	68.886,00
33.002	33.00	06.33	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse: solde de la participation de l'Etat résultant de décomptes se rapportant à des exercices antérieurs et qui n'ont pas pu être clôturés dans les limites de la période complémentaire	CSDE, CPUBLIE	6.629.637,00	6.629.637,00	4.552.806,78
33.010	33.00	Divers	Subsides dans l'intérêt de la bienfaisance publique à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique	CNSM	158.000,00 TE	124.095,00	79.050,00
33.020	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés: acquisition, équipement, entretien et réparation de faible valeur pour les secteurs sociofamiliaux, jeunesse et immigration	CNSM	312.500,00	312.500,00	90.469,88
35.060	35.00	06.36	Contributions à des organismes internationaux	CORD	16.069,00	16.069,00	16.069,00
12.501	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	137,00	137,00	136,29
12.580	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	601,00	601,00	600,37
				<i>Total de la section 12.0:</i>	11.676.294,00	11.745.566,00	5.569.213,62
11.010	Divers	06.32	<i>Section 12.1 – Serv. d'action sociofamiliale – Enf. et adultes</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	98.054,00	98.054,00	92.721,75
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.100	12.11	06.32	Foyers d'enfants: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	145.062,22
12.120	12.30	Divers	Evaluation et programmation des structures d'accueil et d'assistance pour mineurs et jeunes adultes: frais d'experts et d'études	CORD	74.368,00	74.368,00	0,00
12.121	12.30	Divers	Frais d'experts et d'études relatifs à la situation des personnes handicapées	CORD	25.000,00 TE	13.700,00	7.545,73
12.122	12.30	06.32	Frais d'experts et d'études pour la mise en oeuvre de la politique jeunesse	CORD	11.500,00 TE	7.500,00	7.044,50

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées	CORD	12.000,00 TR	23.300,00	10.487,12
12.141	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information aux questions de politique et travail jeunesse	CORD	7.600,00 TR	11.600,00	10.727,19
12.250	Divers	06.32	Frais liés au fonctionnement du comité luxembourgeois des droits de l'enfant appelé „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ (ORK)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 D	179.561,00	151.954,33
12.300	Divers	06.32	Mise en oeuvre des programmes d'action en faveur de la promotion des droits de l'enfant	CORD	36.000,00	36.000,00	35.087,95
12.310	33.00	06.32	Programme d'action contre l'exploitation sexuelle d'enfants: dépenses diverses	CORD	74.368,00 TE	72.718,00	67.811,99
12.320	33.00	06.36	Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	11.813,90
12.330	Divers	06.34	Année Internationale du Handicap: frais d'organisation, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	219.074,69
12.340	33.00	06.34	Participation de l'Etat aux frais relatifs à la coopération trans-frontalière avec le Centre Européen de formation professionnelle pour personnes handicapées de Bitbourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.940,00	5.940,00	2.544,09
12.350	33.00	06.13	Accompagnement psychothérapeutique et sociopédagogique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000,00 D TR	19.206,00	19.139,70
33.000	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	CORD	4.654.004,00	4.654.004,00	4.654.003,78
33.001	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'aide et d'assistance sociofamiliales et de services d'adoption conventionnés	CORD	2.414.634,00	2.414.634,00	2.353.353,23
33.002	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes	CORD	20.213.158,00	20.213.158,00	20.029.855,63
33.003	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats sociofamiliaux conventionnés	CORD	3.987.682,00	3.987.682,00	3.797.332,16
33.004	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants	CORD	18.655.825,00	18.655.825,00	18.655.824,50
33.005	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés	CORD	6.490.761,00 TE	5.954.928,00	5.701.768,96
33.006	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes	CORD	5.095.799,00 TE	5.064.244,00	4.977.662,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.007	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	CORD	14.766.895,00 TE TR	14.968.057,00	14.798.475,88
33.008	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	CORD	1.612.256,00	1.612.256,00	1.601.225,64
33.009	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	CORD	606.625,00	606.625,00	434.353,00
33.011	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des Centres médico-sociaux	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	4.422.021,00 TR	4.453.576,00	4.452.686,36
33.012	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNSM	25.000,00	25.000,00	22.310,00
33.013	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'infrastructure de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	24.790,00	24.790,00	24.500,00
33.014	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non conventionnées et de services non conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes	CNSM	80.000,00	80.000,00	36.000,00
33.015	33.00	06.36	Remboursement aux centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978 des frais pour médicaments et matériel médico-technique	CNSM	55.000,00	55.000,00	33.987,97
33.016	33.00	06.32	Frais liés à la location de chaises par l'Etat dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	800.000,00 D	1.130.000,00	1.017.371,92
33.017	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'initiatives de travail social communautaire	CNSM	205.948,00	205.948,00	202.774,10
33.018	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de propédeutique professionnelle privés	CNSM	4.022.234,00 TR	4.356.905,00	4.356.904,44
33.019	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de mise en place, de fonctionnement et d'étude de projets-pilotes destinés à soutenir la création de nouveaux emplois de proximité dans le domaine social familial	CNSM	400.000,00	400.000,00	24.409,65
33.021	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'animation et de fonctionnement des centres de rencontre et des centres multi-services pour jeunes conventionnés	CNSM	2.288.029,00	2.288.029,00	2.281.675,48
33.022	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de secrétariat des associations de jeunesse et d'organismes s'occupant des loisirs des jeunes	CNSM	155.158,00	155.158,00	155.158,00
33.023	33.00	06.32	Centre d'Etudes sur la Situation des Jeunes en Europe: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	296.046,00	296.046,00	294.610,05

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.024	33.00	06.32	Services de formation des mouvements de jeunes: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	297.495,00	297.495,00	297.494,89
33.025	33.00	06.32	Services de Médiation: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	385.994,00	385.994,00	385.993,71
33.026	33.00	06.32	Subsides pour activités dans l'intérêt des jeunes	CNSM	216.000,00	216.000,00	215.999,99
33.027	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'activités et d'animation des Services d'activités Junior	CNSM	21.000,00	21.000,00	21.000,00
33.028	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services conventionnés prenant en charge des élèves en dehors des heures de classes dans le cadre de loisirs surveillés, de services de restauration et de services d'aide aux devoirs	CNLI, CSDE, CNST, CNSM CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	336.378,56
34.010	34.30	06.32	Placement familial: secours aux familles d'accueil et à des associations sans but lucratif oeuvrant dans ce domaine	CORD	17.353,00	17.353,00	7.188,00
43.000	43.22	06.32	Subsides pour l'élaboration et la mise en oeuvre de projets „Plan communal Jeunesse“	CORD	162.054,00	162.054,00	120.242,83
43.001	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classes dans le cadre de loisirs surveillés, de services de restauration et de services d'aide aux devoirs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.000.000,00 D	6.300.000,00	6.274.650,63
43.002	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres communaux de rencontre pour jeunes	CORD	74.158,00	74.158,00	67.029,46
33.509	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	CORD, CNST	113.573,00	113.573,00	0,00
			<i>Total de la section 12.1:</i>		100.380.422,00	101.156.539,00	98.413.236,90
11.130	11.12	06.20	<i>Section 12.2 – Solidarité</i> Indemnités pour services extraordinaires	CORD	248,00 TR	372,00	371,80
11.131	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires de la commission de médiation	CORD	1.050,00 TE	926,00	669,32
12.001	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers de la commission de médiation	CORD	1.300,00	1.300,00	557,76
12.120	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études, assistance technique dans le cadre de la gestion du fonds d'assainissement en matière de surendettement	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.500,00	12.500,00	0,00
12.300	Divers	06.20	Prévention, information et sensibilisation en matière de surendettement, indemnités, frais de publication, dépenses diverses	CORD	37.184,00	37.184,00	0,00
34.010	34.30	06.20	Secours du chef de pertes essayées par suite d'accidents ou d'événements imprévus, secours particuliers, secours urgents et secours de route, subventions diverses, secours extraordinaires et suppléments de rente aux créditeurs des assurances sociales	CSDE, CPUBLIE	460.000,00	460.000,00	454.998,04

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.011	34.30	06.20	Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance maladie-maternité des personnes indigènes résidant au Luxembourg temporairement non bénéficiaires d'un régime de la sécurité sociale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.395,00	12.395,00	12.371,27
34.012	34.30	06.20	Secours du chef de pertes et dégâts essayés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.479,00 D	1.148.249,00	1.138.779,59
34.013	34.30	06.20	Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.000.000,00 D	3.700.000,00	3.699.799,55
34.014	34.30	06.20	Prestations sociales, hébergement d'urgence des sans-abri	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D	185.468,00	185.467,69
35.060	35.00	06.20	Remboursement de secours avancés à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg en pays étrangers, subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.478,00 D	5.169,00	5.169,00
43.000	43.22	06.20	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigènes indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.115.000,00	3.115.000,00	3.114.821,71
43.001	43.22	06.20	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigènes étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.726.829,00	2.726.829,00	2.601.913,67
34.510	34.30	06.20	Secours du chef de pertes essayées par suite d'accidents ou d'événements imprévus, secours particuliers, secours urgents et secours de route, subventions diverses, secours extraordinaires et suppléments de rente aux créancieriers des assurances sociales	CORD, CNST	75.398,00	75.398,00	75.395,29
				<i>Total de la section 12.2:</i>	9.471.861,00	11.480.790,00	11.290.314,69
11.000	Divers	06.36	<i>Section 12.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i>	CNLI, CSDE, CNST	507.688,00	507.688,00	494.176,53
11.010	Divers	06.36	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	452.351,00 D	521.019,00	521.018,47
11.020	Divers	06.36	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	18.521,00	18.520,18
11.030	Divers	06.36	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	262.522,00	262.522,00	238.257,92
11.040	Divers	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.841,00	2.840,87
11.100	11.40	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	1.023,00	1.023,00	0,00
11.130	11.12	06.36	Indemnités d'habillement	CORD	3.010,00	3.010,00	2.937,03
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	15.000,00	15.000,00	12.766,85
12.010	12.13	06.36	Indemnités pour services de tiers	CORD	6.000,00	6.000,00	4.743,32
12.020	12.14	06.36	Frais de route et de séjour	CORD	25.000,00	25.000,00	23.157,10
12.040	12.12	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.050,00 TR	3.550,00	3.372,58
12.080	12.11	06.36	Frais de bureau	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	866.157,95
			Bâtiments: exploitation et entretien				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.090	12.21	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	110.000,00	110.000,00	82.242,21
12.100	12.11	06.36	Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	669.189,00	669.189,00	545.402,16
12.130	12.16	06.36	Frais d'expertises et d'études: frais d'interprètes et d'experts	CNLI, CNST, CPUBLIE	148.728,00 D	172.728,00	169.650,48
12.140	12.16	06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	19.000,00	19.000,00	17.711,73
12.190	12.30	06.36	Organisation d'une conférence nationale des étrangers et d'une conférence nationale des commissions consultatives communales pour étrangers	CORD	12.200,00 TE	11.107,00	9.079,86
12.191	12.30	06.36	Organisation d'un séminaire par la section spéciale „Femmes étrangères“ du Conseil National pour étrangers	CORD	3.000,00 TR	4.093,00	4.092,08
12.250	Divers	06.36	Centres d'accueil et foyers créés en vue de l'hébergement de travailleurs migrants: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	24.789,00 TE	19.489,00	8.103,03
12.300	Divers	06.36	Frais de formation	CORD	2.479,00	2.479,00	65,76
12.301	Divers	06.36	Mise en oeuvre de programmes nationaux dans le cadre des programmes communautaires concernant la lutte contre la discrimination	CORD	9.200,00 TR	14.000,00	13.921,02
12.750	Divers	06.36	Centres d'accueil et foyers créés en vue de l'hébergement de travailleurs migrants: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD, CNST	1.125,00	1.125,00	1.123,16
33.010	33.00	06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers, subsides à des associations culturelles favorisant l'intégration des étrangers	CNSM	100.000,00	100.000,00	100.000,00
33.011	33.00	06.36	Subsides aux frais de fonctionnement et d'exploitation de foyers d'hébergement pour travailleurs gérés par des organisations privées	CNSM	32.226,00	32.226,00	32.226,00
33.012	33.00	06.36	Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs d'asile, aides en vue d'un retour au pays d'origine, activités péni- et parascolaires, dégâts causés à des tiers, frais de contentieux, fonctionnement des foyers d'accueil	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	13.000.000,00	13.000.000,00	12.520.961,36
33.013	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois	CNSM	418.365,00	418.365,00	418.365,00
33.014	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	CNSM	89.323,00	89.323,00	89.323,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.015	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet notamment la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des étrangers	CNSM	47.098,00	47.098,00	38.075,25
33.017	33.00	06.36	Participation de l'Etat à la réalisation de projets européens dans le cadre de l'intégration des étrangers, de la lutte contre la discrimination raciale ainsi que dans le cadre du Fonds Européen pour Réfugiés	CNSM	114.746,00	114.746,00	64.713,33
34.010	34.30	06.36	Secours à des travailleurs migrants en situation illégale, de réfugiés reconnus et d'étrangers en situation illégale, frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	123.946,00	123.946,00	52.303,88
12.510	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	634,00	634,00	630,19
12.520	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD, CNST	640,00	640,00	637,18
33.513	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois	CNST, CNSM	12.589,00	12.589,00	12.589,00
33.514	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	CNST, CNSM	6.020,00	6.020,00	6.020,00
33.515	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet notamment la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des étrangers	CNST, CNSM	3.459,00	3.459,00	3.459,00
				<i>Total de la section 12.3:</i>	17.224.600,00	17.338.430,00	16.378.643,48
11.000	42.00	06.20	<i>Section 12.4 – Fonds national de solidarité</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	1.591.608,00 D	1.770.000,00	1.757.107,09
11.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	158.730,00 D	260.000,00	259.373,66
11.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	3.159,00 D	93.500,00	92.999,19
11.100	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	CORD	186,00	186,00	185,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	17.079,00	17.079,00	17.079,00
12.000	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	205,00 TE	74,36	74,36
12.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	1.850,00 TE	1.337,77	1.337,77
12.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.400,00 TR	3.485,22	3.485,22
12.040	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	16.010,00 TR	18.067,65	18.067,65
12.050	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	78.582,00	78.582,00	78.582,00
12.060	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.500,00	1.500,00	1.500,00
12.080	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD	53.051,00	53.051,00	53.051,00
12.100	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	6.427,00	6.427,00	6.427,00
12.110	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	15.000,00
12.190	12.30	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	2.500,00 TE	0,00	0,00
12.300	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	CORD	100,00	100,00	100,00
12.310	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	210.000,00 D	230.587,00	230.586,57
12.810	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	32.890,00	32.890,00	0,00
34.010	34.30	06.20	Dotations du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 26.7.1986 portant introduction d'un revenu minimum garanti, compte tenu des recettes du fonds	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	80.400.000,00 D	84.768.000,00	84.716.741,24

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.011	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975: allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.031.000,00 D	1.173.300,00	1.173.238,65
34.013	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les avances de pensions alimentaires définitivement irrécouvrables (article 14 de la loi du 26.7.1980)	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.280.000,00	1.280.000,00	1.174.728,71
34.014	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000,00 D	2.767.060,00	2.730.647,78
34.015	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité au titre de la participation au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique 1) aux personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, 2) aux personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.492.000,00	5.492.000,00	4.530.900,00
42.010	42.00	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 11 juin 2002 portant introduction d'un forfait d'éducation à allouer à certains parents âgés	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	45.000.000,00 D	45.564.100,00	45.533.722,40
12.540	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD, CNST	1.768,00	1.768,00	315,45
12.550	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD, CNST	28.049,00	28.049,00	27.280,65
12.580	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD, CNST	7.778,00	7.778,00	5.690,27
			<i>Total de la section 12.4:</i>		135.436.872,00	143.663.922,00	142.428.221,58
11.000	42.00	06.13	<i>Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	3.588.568,00	3.588.568,00	3.307.767,24
11.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	906.576,00 D	1.036.948,00	1.036.947,15

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.020	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	9.804,00 D	146.951,00	146.950,88
11.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	20.716,00 TE	16.819,21	16.819,21
12.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	36.742,00 TR	37.211,00	37.210,92
12.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	3.815,00 TE	793,78	793,78
12.040	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	57.330,00 TR	62.068,00	62.067,49
12.050	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	359.761,00 TE	293.030,31	293.030,31
12.060	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	4.990,00 TE	2.351,11	2.351,11
12.070	12.12	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	CORD	37.500,00 TE	216,89	216,89
12.080	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD	194.966,00 TR	198.230,00	198.229,31
12.090	42.00	06.13	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	580.540,00	580.540,00	578.441,84
12.110	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	15.000,00 TR	24.628,00	24.627,56
12.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
12.140	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNLI, CNST, CPUBLIE	41.955,00	41.955,00	41.416,19
12.190	12.30	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	4.960,00 TE	4.435,20	4.435,20
12.300	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	CORD	4.356,00 TE	3.448,41	3.448,41
12.310	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	889.277,00 D TR	1.036.646,09	1.036.645,62
42.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	173.471.700,00	173.471.700,00	171.114.267,31

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
42.001	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales, allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.727.000,00	8.727.000,00	8.252.412,66
42.002	42.00	06.15	Prise en charge par l'Etat des allocations de maternité	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.371.000,00	5.371.000,00	4.413.505,74
42.003	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat du remboursement de prêts aux jeunes époux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
42.004	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation de rentrée scolaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	30.053.000,00 D	30.498.138,00	30.498.137,03
42.005	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	68.669.000,00 D	70.200.000,00	69.887.041,23
42.006	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	134.612.000,00	134.612.000,00	128.957.371,54
42.007	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	185.798.700,00 D	213.298.700,00	208.798.700,00
42.008	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	18.425.000,00 D	27.739.943,00	27.739.942,57
42.009	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités du congé pour raisons familiales	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.218.700,00 D	1.644.880,00	1.644.847,60
42.011	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.227.577,00 D	4.345.248,00	4.345.247,71
				<i>Total de la section 12.5:</i>	636.357.533,00	677.010.449,00	662.442.872,50
11.000	Divers	06.32	<i>Section 12.6 – Centre du Rham</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.831.497,00	2.831.497,00	2.647.157,65
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	171.788,00 D	186.263,00	186.262,16
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	5.323,00 D	218.618,00	218.617,22
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	425.270,00	425.270,00	415.751,30
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	11.115,00	11.114,14
11.101	11.40	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités d'habillement	CORD	1.239,00	1.239,00	1.115,52
11.131	11.12	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	82.762,00 TE	65.062,00	64.068,70
12.001	12.15	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services de tiers	CORD	26.169,00 TR	30.669,00	30.588,32
12.011	12.13	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais de route et de séjour	CORD	24.766,00	24.766,00	19.839,99

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.031	12.16	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	266,00	266,00	262,42
12.081	12.11	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat, bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	62.078,00	62.078,00	50.380,08
12.090	12.21	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	2.479,00	2.479,00	2.478,94
12.100	12.11	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	4.463,00	4.463,00	4.462,08
12.191	12.30	06.32	Maisons d'Enfants de l'Etat: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	4.021,00 TR	7.221,00	7.093,38
12.251	Divers	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	434.885,00 TR	444.885,00	413.565,87
34.010	34.30	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat	CORD	8.370,00	8.370,00	8.361,00
				<i>Total de la section 12.6:</i>	4.085.476,00	4.324.261,00	4.081.118,77
			<i>Section 12.7 – Serv. d'action sociofamiliale – Personnes âgées</i>				
11.010	Divers	06.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.020	Divers	06.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.040	Divers	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.140	12.16	06.33	Rédaction et publication du programme d'actions national en faveur des seniors	CORD	74.368,00	74.368,00	10.454,50
12.301	Divers	06.33	Institut de Gérontologie: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, publicité, dépenses diverses	CORD	54.330,00	54.330,00	50.786,63
12.303	Divers	06.33	Lëtzebuurger Senioren-Academie: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisitions d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, publicité, dépenses diverses	CORD	35.854,00	35.854,00	31.856,01
12.305	Divers	06.33	Senioren Telefon formation et supervision, publicité, documentation et équipement divers requis, dépenses diverses	CORD	10.000,00	10.000,00	9.431,06
12.801	Divers	06.33	Institut de Gérontologie: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, publicité, dépenses diverses	CORD, CNST	3.720,00	3.720,00	3.468,96

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.010	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	CNSM	3.857.551,00	3.857.551,00	3.669.261,59
33.013	33.00	06.33	Participation de l'Etat au prix d'équilibre à payer par les usagers dont les ressources s'avèrent insuffisantes dans les services de maintien à domicile pour personnes âgées	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	495.787,00	495.787,00	495.786,39
33.014	33.00	06.33	Subsides à des organismes privés développant des mesures d'initiation aux technologies modernes de communication, frais de connexion et frais divers	CNSM	26.000,00	26.000,00	23.250,00
33.015	33.00	06.33	Subsides à des services pour personnes âgées intervenant au niveau de l'entraide	CNSM	89.926,00	89.926,00	86.427,00
33.017	33.00	06.30	Participation de l'Etat aux frais des organismes gestionnaires privés développant des initiatives de formation et de consultation en faveur de personnes affectées de troubles psychogériatriques ainsi que de leurs familles	CNSM	213.954,00	213.954,00	213.954,00
33.018	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux mesures de la revalidation gérontologique	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	0,00
33.019	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de l'institution et du fonctionnement de centres d'accueil pour personnes en fin de vie	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	400.000,00	400.000,00	0,00
43.040	43.52	06.33	Participation de l'Etat aux frais d'établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	CORD	120.454,00	120.454,00	104.687,34
				<i>Total de la section 12.7:</i>	5.882.344,00	5.882.344,00	4.699.363,48
11.000	Divers	06.32	<i>Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.433.421,00	2.433.421,00	2.064.838,44
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	713.210,00 D	824.347,00	824.346,22
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	229.238,00	229.237,20
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	453.647,00 D	455.413,00	455.412,14
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	15.247,00	15.246,14
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	CORD	2.975,00	2.975,00	1.945,96
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.886,00	25.886,00	18.965,02
11.131	11.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.983,00 TE	0,00	0,00
11.630	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.508,00	1.508,00	1.318,79
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	11.527,00 TE	8.027,00	4.616,16

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.001	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: primes d'apprentissage	CORD	40.249,00 TE	25.249,00	17.400,22
12.002	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services de tiers	CORD	20.948,00 TE	12.948,00	9.068,79
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.700,00	8.700,00	7.874,70
12.040	12.12	06.32	Institut d'Enseignement socio-éducatif: centre de documentation	CORD	10.600,00 TR	14.100,00	11.044,39
12.041	12.12	06.32	Acquisition de machines de bureau de faible valeur	CORD	1.300,00	1.300,00	816,50
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	220.056,00	220.056,00	176.646,29
12.100	12.11	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	16.379,00 TE	14.079,00	12.179,47
12.150	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pensionnaires qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pensionnaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	87.400,00	87.400,00	81.513,95
12.210	12.30	06.32	Frais d'alimentation	CNLI, CNST, CPUBLIE	108.489,00	108.489,00	107.237,99
12.250	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: frais d'exploitation et frais divers	CORD	104.893,00 TR	119.893,00	104.697,78
12.251	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Schragg: frais d'exploitation et frais divers	CORD	104.558,00 TR	112.558,00	94.406,57
12.252	Divers	06.32	Initiatives de prévention en matière de toxicomanie au service des pensionnaires des centres socio-éducatifs et frais divers	CORD	13.122,00	13.122,00	12.771,97
12.300	Divers	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires, acquisition d'outillage et de matières premières	CNLI, CNST, CPUBLIE	46.678,00 TR	50.961,00	43.741,88
12.310	Divers	06.32	Droit d'accise et taxe de consommation dus par les centres socio-éducatifs, taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	372,00	372,00	0,00
12.710	12.30	06.32	Frais d'alimentation	CORD, CNST	218,00	218,00	0,00
12.750	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Schragg: frais d'exploitation et frais divers	CORD, CNST	3.500,00	3.500,00	3.500,00
12.751	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Schragg: frais d'exploitation et frais divers	CORD, CNST	6.832,00	6.832,00	6.205,76
			<i>Total de la section 12.8:</i>		4.438.651,00	4.795.839,00	4.305.032,33
11.000	Divers	06.20	<i>Section 12.9 – Service national d'action sociale</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	613.358,00	613.358,00	607.851,15
11.010	Divers	06.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	271.087,00	271.087,00	172.218,06
11.020	Divers	06.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	27.574,00	27.573,40
11.030	Divers	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	11.344,00	11.344,00	11.337,55

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.040	Divers	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.20	Indemnités d'habillement	CORD	47,00	47,00	46,48
12.000	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.685,00	7.685,00	7.436,80
12.010	12.13	06.20	Frais de route et de séjour	CORD	2.502,00 TE	2.392,00	1.092,00
12.040	12.12	06.20	Frais de bureau	CORD	755,00 TR	805,00	753,35
12.050	12.12	06.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	380,00 TR	440,00	386,76
12.100	12.11	06.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
12.110	12.30	06.20	Frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	6.000,00	6.000,00	0,00
12.120	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
12.130	12.16	06.20	Frais de publication	CORD	12.500,00 TE	10.500,00	0,00
12.150	12.30	06.20	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du service national de santé au travail et/ou du contrôle médical de la sécurité sociale	CORD	372,00	372,00	0,00
12.300	Divers	06.20	Service de recherche assistée d'un emploi: frais de fonctionnement, indemnités des chargés de cours, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, dépenses diverses	CORD	8.180,00	8.180,00	8.176,00
12.310	33.00	06.20	Frais de gestion des indemnités d'insertion alloués aux personnes soumises aux activités d'insertion professionnelle prévues à l'article 10 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	CNLI, CNST, CPUBLIE	171.832,00	171.832,00	133.952,97
33.000	33.00	06.20	Participation aux frais de fonctionnement de services d'action sociale en exécution de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	CNST, CPUBLIE	2.071.000,00 TR	2.073.000,00	2.072.606,29
34.010	34.30	06.20	Secours urgents à des personnes indigentes bénéficiaires potentiels du revenu minimum garanti	CORD	49.578,00	49.578,00	49.578,00
34.050	34.38	06.20	Subventions pour formation professionnelle	CORD	992,00	992,00	769,58
			<i>Total de la section 12.9:</i>		3.253.812,00	3.281.286,00	3.093.778,39
11.000	Divers	06.32	<i>Section 13.1 – Service national de la jeunesse</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	539.655,00 D	642.046,00	642.045,42
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	676.848,00 D	702.646,00	702.645,41
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	33.738,00 D	107.038,00	107.037,99
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	253.465,00 D	266.022,00	266.021,52
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	4.516,00	4.515,69

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	CORD	1.116,00	1.116,00	1.115,52
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	32.650,00 TE TR	15.380,00	14.933,53
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	135.940,00 TE TR	147.190,00	145.548,79
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	20.260,00 TE TR	15.230,00	14.953,96
12.020	12.14	06.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	26.360,00 TE	20.539,00	20.420,40
12.040	12.12	06.32	Frais de bureau	CORD	29.240,00 TE TR	30.190,00	30.179,51
12.050	12.12	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	37.530,00 TR	40.351,00	40.350,14
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	197.210,00 TR	204.860,00	203.601,47
12.100	12.11	06.32	Service National de la Jeunesse: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.140	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	70.650,00 TE	66.700,00	66.652,97
12.170	12.30	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	41.027,00 TE	35.027,00	35.001,21
12.190	12.30	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps, échange de jeunes, éducation des loisirs, dépenses diverses	CORD	13.655,00 TE	11.455,00	11.435,48
12.250	Divers	06.32	Centre d'Erpeldange: frais d'exploitation courants	CORD	137.566,00 TR	157.616,00	157.032,07
12.300	Divers	06.32	Service de prêt du service national de la jeunesse: dépenses de fonctionnement	CORD	5.110,00	5.110,00	5.069,36
12.301	Divers	06.32	Part nationale de l'Etat dans le cadre du programme Jeunesse (partie)	CORD	7.840,00 TE	6.440,00	6.414,88
33.010	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement, de surveillance et d'exploitation de centres, de foyers et de maisons de jeunes	CORD	30.000,00 TE	28.950,00	28.241,22
33.013	33.00	06.32	Campagnes d'information et de sensibilisation aux problèmes de la jeunesse	CNSM	41.925,00	41.925,00	41.798,55
33.016	33.00	06.32	Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	32.663,00	32.663,00	32.280,38
33.017	33.00	06.32	Participation aux frais de l'accueil de jeunes dans le cadre de programmes d'échanges sur le plan international	CNSM	184.943,00	184.943,00	184.943,00
33.019	33.00	06.32	Contributions aux frais d'affiliation de mouvements de jeunesse à des organismes internationaux	CNSM	10.000,00	10.000,00	10.000,00
33.020	33.00	06.32	Participation aux frais de la mise en oeuvre des plans d'action nationaux	CNSM	7.437,00	7.437,00	7.437,00
				CNSM	125.000,00	125.000,00	124.794,85

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.021	33.00	06.32	Projets éducatifs contribuant à la participation, l'intégration et la citoyenneté des jeunes	CNSM	137.895,00	137.895,00	126.148,48
33.022	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement du service volontaire des jeunes	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	65.000,00	65.000,00	64.903,23
34.060	34.41	06.32	Programmes internationaux, voyages éducatifs, initiatives jeunes; subsides	CORD	20.185,00	20.185,00	19.675,18
34.061	34.41	06.32	Congé-éducation: indemnités compensatoires, bourses culturelles (loi modifiée du 4.10.1973)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	404.000,00	404.000,00	403.057,40
43.000	43.22	06.32	Participation aux frais de surveillance, d'exploitation et d'animation du Centre d'animation et de rencontre pour le Sport et la Jeunesse à Lultzhausen et du Centre de Lasauvage	CORD	30.400,00	30.400,00	30.095,17
12.510	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	450,00	450,00	0,00
				<i>Total de la section 13.1:</i>	3.349.858,00	3.568.320,00	3.548.349,78
				Total du département 12 et 13:	931.557.723,00	984.247.746,00	956.250.145,52

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			14 – Ministère de la Santé				
			<i>Section 14.0 – Ministère de la santé</i>				
11.000	Divers	05.22	Clinique pédiatrique: traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	76.763,00	76.763,00	48.837,17
11.010	Divers	05.22	Maternité: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	136.232,00	136.232,00	129.059,82
11.011	Divers	05.22	Clinique pédiatrique: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	218.108,00	218.108,00	171.570,15
11.062	Divers	05.10	Remboursement au CRP-Santé de frais avancés en 2001 dans le cadre de la réalisation de projets conventionnés au titre I de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention				
11.130	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	40.358,00	40.358,00	39.611,22
11.131	11.12	04.50	Reinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours et de surveillance de stages	CORD	32.744,00	32.744,00	21.189,53
11.132	11.12	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités	CORD	250,00	250,00	0,00
11.630	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	3.471,00	3.471,00	2.602,95
12.000	12.15	05.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	546,00	546,00	545,34
12.002	12.15	04.50	Reinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours	CORD	58.194,00	58.194,00	18.710,50
12.003	12.15	05.00	Contrôle sanitaire des viandes et de l'hygiène des locaux dans les établissements agréés sur la base de la réglementation communautaire	CORD	250,00	250,00	0,00
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	CNLI, CNST, CPUBLIE	400.000,00 TR	436.100,00	436.007,14
12.012	12.13	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	8.676,00	8.676,00	3.515,97
12.020	12.14	05.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	125.000,00	125.000,00	90.581,97
12.040	12.12	05.00	Ministère de la santé: frais de documentation	CORD	2.100,00 TR	2.600,00	2.518,23
12.041	12.12	05.00	Collège vétérinaire: frais de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.055,96
12.042	12.12	05.00	Conseil de discipline du Collège Médical: frais de bureau	CORD	300,00 TR	377,00	351,52
12.043	12.12	05.00	Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de fonctionnement	CORD	500,00	500,00	0,00
12.044	12.12	05.00	Comité Ethique de Recherche: participation aux frais de fonctionnement du secrétariat	CORD	28.500,00	28.500,00	12.004,21
12.050	12.12	05.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	28.000,00	28.000,00	27.997,90
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.000,00	1.000,00	168,81
				CORD	248.000,00 TE	192.300,00	180.269,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.122	12.30	05.22	Frais d'experts, d'études et de publication relatifs à la planification et au contrôle du secteur hospitalier	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	140.000,00	140.000,00	39.924,49
12.124	12.30	05.00	Participation aux frais de développement du réseau télématique HealthNet et à la Commission Stratégique pour l'Informatique de la Santé	CORD	225.000,00	225.000,00	199.981,44
12.125	12.30	13.90	Projets de construction et de modernisation du secteur conventionné: frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
12.150	12.30	05.22	Contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge: honoraires médicaux, indemnités et dépenses diverses	CORD	250,00	250,00	0,00
12.151	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	CORD	40.000,00	40.000,00	35.402,93
12.152	12.30	05.30	Frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer	CORD	74.368,00	74.368,00	73.744,11
12.190	12.30	05.00	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé	CORD	30.000,00 TE	22.500,00	7.590,20
12.250	Divers	05.00	Service de remplacement de nuit des médecins-généralistes: frais de fonctionnement et indemnités	CORD	1.730.000,00	1.730.000,00	1.724.828,38
12.320	Divers	05.00	Distinction honorifique pour les donneurs de sang bénévoles: dépenses diverses	CORD	17.836,00	17.836,00	14.656,75
12.340	Divers	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	CORD	40.000,00 TE	39.423,00	29.571,90
12.342	Divers	05.00	Assurance responsabilité civile pour les médecins ou étudiants en médecine en voie de formation spécifique en médecine générale effectuant leur stage pratique au Luxembourg dans le cadre d'une pratique de médecine générale ou en milieu hospitalier	CORD	590,00	590,00	569,51
12.344	Divers	05.00	Participation financière à l'organisation et à la tenue de cours et de séminaires dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale dispensée au Luxembourg	CORD	12.395,00	12.395,00	4.857,56
12.345	Divers	05.00	Frais de fonctionnement de la commission de conciliation dans le domaine médical du Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.840	Divers	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	CORD, CNST	1.360,00	1.360,00	1.087,96
31.012	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg de frais découlant du fonctionnement d'un service de recensement des pollens et des spores fongiques au Luxembourg	CSDE, CPUBLIE	103.000,00	103.000,00	103.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
31.020	31.22	05.22	Travaux de recherche effectués par le centre hospitalier de Luxembourg: participation aux frais	CORD	212.450,00	212.450,00	195.093,70
31.031	31.12	05.20	Remboursement à des organismes nationaux des frais découlant de l'organisation de cours et de publications pour la propagation des soins palliatifs	CORD	8.430,00	8.430,00	0,00
31.032	31.12	05.22	Analyses HIV: remboursement au CHL de frais non opposables à l'UCM	CORD	75.000,00	75.000,00	68.805,60
31.050	31.32	05.20	Service médical d'urgence et de garde, service des urgences néonatales, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais	CNLI, CNST, CPUBLIE	617.270,00 D	1.781.335,00	1.751.301,76
31.051	31.32	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration	CNLI, CNST, CPUBLIE	21.000,00	21.000,00	3.548,23
33.001	33.00	05.10	Sécurité dans le domaine de la transfusion sanguine: participation aux frais du personnel de la Croix-Rouge	CORD	324.000,00	324.000,00	324.000,00
33.003	33.00	05.10	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement	CORD	58.825,00	58.825,00	58.825,00
33.004	33.00	05.00	Subsides aux associations oeuvrant dans le domaine de la formation médicale continue	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
33.005	33.00	05.30	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel des professions de santé	CORD	23.550,00	23.550,00	5.400,00
33.006	33.00	05.10	Participation aux frais de fonctionnement de l'organisme chargé de l'organisation de la formation médicale continue	CORD	50.000,00	50.000,00	17.244,00
33.007	33.00	05.10	Participation aux frais concernant la mise en oeuvre d'un centre de cancérologie virtuel (Projet OPMAS)	CSDE, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	200.000,00
33.011	33.00	05.00	Subsides à la société des sciences médicales	CNSM	5.450,00	5.450,00	5.450,00
33.012	33.00	05.00	Subsides pour frais d'organisation et de participation à des congrès sanitaires, réunions scientifiques, expositions et publications scientifiques	CNSM	16.114,00	16.114,00	16.114,00
33.016	33.00	05.10	Ligue de prévention et d'action médico-sociales: remboursement des frais de gérance des services du Ministère de la Santé	CNSM	40.000,00	40.000,00	0,00
33.018	33.00	05.10	Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge	CNSM	20.000,00	20.000,00	20.000,00
33.019	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt de l'éducation pour la santé et dans l'intérêt sanitaire	CNSM	17.500,00	17.500,00	16.250,00
33.020	33.00	05.10	Participation à des frais de placement d'enfants dans des centres nationaux et étrangers dans un but médicosocial	CNSM	50.000,00	50.000,00	36.010,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.024	33.00	05.00	Participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes	CNSM	50.000,00	50.000,00	46.035,30
34.010	34.30	05.20	Suppléments de pension à des sages-femmes et autres pensionnés n'ayant pas le caractère de fonctionnaires, relevant ou ayant relevé des services du ministère de la santé	CORD	20.453,00	20.453,00	19.596,00
34.011	34.30	05.10	Traitement des maladies sociales et d'autres affections au service de l'éducation pour la santé: subsides à des particuliers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	292.262,00 D	742.262,00	740.158,53
34.012	34.30	05.10	Examen médical avant mariage: remboursement des honoraires médicaux et médico-techniques, dépenses diverses (loi du 19.12.1972)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	249.000,00 TR	256.500,00	256.170,78
34.060	34.41	04.42	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides	CORD	10.800,00 TE	2.800,00	1.000,00
34.061	34.41	04.42	Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses	CNLI, CNST, CPUBLIE	208.230,00 D TR	298.299,00	297.595,44
34.062	34.41	05.20	Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale	CNLI, CNST, CPUBLIE	180.309,00	180.309,00	112.220,16
35.060	35.00	05.00	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	412.000,00	412.000,00	274.818,08
42.000	42.00	05.00	Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif	CSDE, CPUBLIE	22.393,00	22.393,00	21.004,83
11.560	Divers	05.10	Prophylaxie des maladies et autres affections, protection maternelle et infantile: participation aux frais de traitements, indemnités et charges sociales du personnel de la ligue de prévention et d'action médicosociales et de la Croix-Rouge luxembourgeoise	CORD, CNST	90.000,00	90.000,00	89.791,25
31.550	31.32	05.20	Service médical d'urgence et de garde, service des urgences néonatales, service de permanence et de garde des hôpitaux: paiement d'arrérés	CORD, CNST	585.101,00	585.101,00	585.101,00
			<i>Total de la section 14.0:</i>		7.793.928,00	9.470.462,00	8.591.347,00
11.000	Divers	05.00	<i>Section 14.1 – Direction de la santé</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	5.388.398,00	5.388.398,00	4.795.698,59
11.010	Divers	05.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.875.654,00 D	2.997.339,00	2.997.338,54
11.020	Divers	05.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	280.462,00	280.461,04
11.030	Divers	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	149.089,00 D	171.694,00	171.693,93
11.040	Divers	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	05.00	Indemnités d'habillement	CORD	924,00 TR	970,00	969,88
11.130	11.12	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.652,00	5.652,00	5.383,10

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.131	11.12	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.888,00	2.888,00	1.851,99
11.132	11.12	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections – service de l'éducation pour la santé: indemnités pour services extraordinaires	CSDE, CPUBLIE	1.364,00	1.364,00	433,78
11.630	11.12	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	252,00	252,00	251,85
12.001	12.15	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers	CORD	21.690,00	21.690,00	10.968,69
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	CORD	83.004,00	83.004,00	67.022,17
12.040	12.12	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	1.500,00	1.500,00	1.044,50
12.042	12.12	05.10	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression	CORD	25.000,00 TE	10.924,00	7.458,90
12.101	12.11	05.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	252.000,00 TR	254.000,00	253.759,76
12.102	12.11	05.00	Division de la radioprotection: frais de location d'un local pour l'entreposage de déchets radioactifs	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.570,00	3.570,00	3.570,00
12.120	12.30	05.00	Contrôle des médicaments: frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	8.000,00	8.000,00	735,27
12.121	12.30	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais d'experts et d'études	CORD	4.958,00	4.958,00	4.537,13
12.122	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études: mise en oeuvre de la directive 97/43/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et notamment l'annexe 1 Partie C	CORD	72.840,00 TE	7.735,00	6.070,00
12.123	12.30	05.00	Frais d'experts, d'études relatifs aux organismes génétiquement modifiés	CNLI, CNST, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	0,00
12.124	12.30	05.00	Contrôle des biocides: frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.125	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études relatifs à la santé au travail	CORD	11.000,00	11.000,00	10.982,50
12.126	12.30	05.10	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Santé pour Tous	CORD	77.609,00	77.609,00	53.041,11
12.127	12.30	05.00	Division de la Radioprotection: mise en oeuvre de procédures en vue de l'obtention d'une certification d'accréditation d'une mesure de qualité du laboratoire de radiophysique	CORD	15.000,00	15.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.128	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'expertises dans le cadre des procédures d'autorisation et dans le cadre des conventions, traités et accord internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.129	12.30	05.00	Division de la pharmacie: contrôle enregistrement, experts, frais divers dans le secteur des médicaments vétérinaires et des aliments médicamenteux	CNLI, CNST, CPUBLIE	500,00	500,00	73,91
12.130	12.16	05.00	Contrôle des cosmétiques: frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.000,00	3.000,00	0,00
12.140	12.16	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé): frais de sensibilisation et d'information	CNST, CPUBLIE	468.828,00	468.828,00	391.364,97
12.141	12.16	05.10	Dépenses spécifiques dans le domaine de l'hygiène alimentaire	CORD	9.430,00	9.430,00	1.940,65
12.142	12.16	05.00	Information et éducation des travailleurs dans les entreprises dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et prophylaxie des maladies professionnelles: dépenses diverses	CORD	15.000,00	15.000,00	14.836,31
12.143	12.16	05.00	Division de la médecine curative: frais pour campagnes d'information, brochures, formations	CORD	5.000,00	5.000,00	3.633,50
12.144	12.16	05.00	Cellule sécurité alimentaire: frais de fonctionnement	CORD	7.600,00	7.600,00	2.981,93
12.170	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils	CNLI, CNST, CPUBLIE	16.113,00 D	31.113,00	26.922,77
12.250	Divers	05.00	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD	99.617,00 TR	141.617,00	137.767,78
12.251	Divers	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD	45.942,00	45.942,00	41.130,82
12.252	Divers	05.20	Division de la médecine curative: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	18.794,00	18.794,00	13.370,85
12.253	Divers	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	27.500,00 TR	29.500,00	24.938,69
12.254	Divers	05.00	Services audiophonologiques: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	34.850,00	34.850,00	30.625,10
12.255	Divers	05.00	Services d'orthoptie et de pléoptie: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	56.231,00	56.231,00	30.509,62
12.256	Divers	05.00	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radio-activité, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	85.000,00 TR	115.000,00	110.853,63
12.257	Divers	05.10	Service de la médecine de l'environnement: frais de fonctionnement	CORD	16.000,00	16.000,00	7.924,91
12.258	Divers	05.00	Service des statistiques sanitaires: dépenses diverses	CORD	45.410,00 TR	45.710,00	44.495,90
12.259	Divers	05.10	Division de la médecine préventive et sociale (service de l'éducation pour la santé): frais de fonctionnement	CORD	22.000,00	22.000,00	16.308,93

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.260	Divers	05.10	Division de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	CORD	25.585,00	25.585,00	15.639,46
12.261	Divers	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement	CORD	24.700,00	24.700,00	24.411,10
12.262	Divers	05.00	Service d'action socio-thérapeutique: Frais de bureau	CORD	5.305,00	5.305,00	4.665,47
12.301	Divers	05.20	Frais d'analyses dans le cadre de la médecine de l'environnement	CNLI, CNST, CPUBLIE	8.700,00	8.700,00	3.428,03
12.302	Divers	05.10	Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical	CSDE, CPUBLIE	208.214,00	208.214,00	166.233,46
12.303	Divers	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies, frais concernant la médecine de catastrophe	CNLI, CNST, CPUBLIE	92.797,00	92.797,00	73.664,31
12.304	Divers	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisition de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.625.000,00	1.625.000,00	1.094.328,42
12.306	Divers	05.10	Programmes de dépistage du cancer: frais d'organisation et d'évaluation d'un programme de dépistage du cancer du sein par mammographie, campagnes cancer colo-rectal et cancer prostate	CSDE, CPUBLIE	319.286,00 TE	304.986,00	183.838,53
12.307	Divers	05.00	Programmes de médecine préventive organisés avec l'UCM dans le cadre de l'article 17 du Code des assurances sociales: programme de vaccination contre la grippe	CSDE, CPUBLIE	75.000,00	75.000,00	75.000,00
12.308	Divers	05.10	Frais d'un programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile	CORD	6.713,00	6.713,00	6.577,60
12.309	Divers	05.10	Prise en charge de dépenses effectuées dans l'intérêt de l'éducation pour la santé dans le cadre de manifestations relevant du domaine de la santé	CORD	19.000,00	19.000,00	5.829,60
12.310	Divers	05.00	Inspection des pesticides et des produits phytopharmaceutiques: frais de surveillance des pesticides et des vendeurs agréés, dépenses diverses	CORD	1.000,00	1.000,00	426,95
12.311	Divers	05.10	Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses	CORD	309.420,00	309.420,00	265.740,16
12.312	Divers	07.32	Projet-pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale	CORD	288.475,00	288.475,00	172.490,60
12.313	Divers	07.32	Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux	CNLI, CNST, CPUBLIE	250,00 D TR	5.850,00	5.225,69
12.314	Divers	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, stockage et distribution d'iode stable	CORD	16.450,00 TR	26.605,00	25.726,59

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.340	Divers	05.00	Frais de maintenance d'un centre de pharmacovigilance	CORD	23.000,00	23.000,00	15.244,90
12.341	Divers	05.22	Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments	CORD	15.750,00	15.750,00	9.975,55
12.342	Divers	05.00	Frais de maintenance EUDRATRACK	CORD	12.000,00 TR	14.300,00	14.294,40
12.343	Divers	05.00	Frais en relation avec le contrôle des conventions en matière de „stupéfiants/psychotropes et précurseurs“	CORD	17.000,00 TE	14.700,00	14,28
12.346	Divers	05.10	Programme Mammographie: participation financière de l'Etat aux frais de location dans le cadre de l'organisation du congrès SOFMIS à Luxembourg	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.750	Divers	05.00	Service du directeur de la Santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD, CNST	1.750,00 TR	1.825,00	1.824,30
12.751	Divers	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD, CNST	670,00	670,00	665,32
12.760	Divers	05.10	Division de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	CORD, CNST	25,00	25,00	20,78
12.803	Divers	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies, frais concernant la médecine de catastrophe	CORD, CNST	6.250,00 TR	8.050,00	7.997,35
12.804	Divers	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisitions de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation	CORD, CNST	11.705,00 TR	16.710,00	16.706,44
31.050	31.32	05.00	Participation de l'Etat dans le cadre du démarrage des services de médecine du travail aux frais d'organisation d'une formation postuniversitaire de médecin du travail	CSDE, CPUBLIE	3.000,00	3.000,00	2.311,94
33.000	33.00	05.10	Participations financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CORD	120.000,00	120.000,00	50.620,42
33.001	33.00	05.10	Participation transitoire aux frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA	CORD	590.000,00	590.000,00	590.000,00
33.002	33.00	05.00	Participation aux frais de Centres de ressources pour la santé créés auprès de Centres de recherche publics	CORD	764.985,00	764.985,00	764.985,00
33.004	33.00	05.10	Participations financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre I de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CORD	119.000,00	119.000,00	118.887,01

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.006	33.00	05.00	Programme de mise en oeuvre de la Promotion de la Santé: subside	CORD	12.500,00	12.500,00	12.362,50
33.011	33.00	05.23	Subsides divers à des associations oeuvrant en matière d'action socio-thérapeutique	CNSM	102.643,00	102.643,00	100.800,00
33.012	33.00	05.23	Santé mentale: participation aux frais de fonctionnement de services extra-hospitaliers de santé mentale	CNSM	6.459.422,00	6.459.422,00	5.846.397,00
33.013	33.00	05.23	Maladie de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies	CNSM	4.015.903,00	4.015.903,00	3.835.891,85
33.014	33.00	05.23	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans divers domaines de l'action sociothérapeutique	CNSM	3.546.713,00	3.546.713,00	3.462.711,00
33.016	33.00	05.20	Participation aux frais de fonctionnement de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médicosociales	CNLI, CNST, CNSM, CPUBLIE	3.152.000,00	3.152.000,00	3.152.000,00
			<i>Total de la section 14.1:</i>		31.982.918,00	32.428.070,00	29.699.889,01
			<i>Section 14.2 – Laboratoire national de santé</i>				
11.000	Divers	05.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	5.643.196,00	5.643.196,00	5.391.201,19
11.010	Divers	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	3.275.022,00 D	3.404.304,00	3.404.303,71
11.020	Divers	05.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	282.991,00	282.990,60
11.030	Divers	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	593.465,00	593.465,00	574.539,99
11.040	Divers	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	27.499,00	27.498,61
11.100	11.40	05.20	Indemnités d'habillement	CORD	31.688,00	31.688,00	28.310,23
11.130	11.12	05.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	18.974,00	18.974,00	12.647,16
12.000	12.15	05.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	33.804,00	33.804,00	33.793,56
12.010	12.13	05.20	Frais de route et de séjour	CORD	1.079,00	1.079,00	819,27
12.020	12.14	05.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	15.500,00 TE	12.500,00	10.620,79
12.040	12.12	05.20	Frais de bureau	CORD	147.800,00	147.800,00	133.248,82
12.050	12.12	05.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	157.340,00	157.340,00	135.598,67
12.060	12.12	05.20	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	9.408,00	9.408,00	2.673,58
12.070	12.12	05.20	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	52.000,00	52.000,00	31.761,79
12.080	12.11	05.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	291.177,00	291.177,00	207.142,61
12.100	12.11	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	35.000,00	35.000,00	33.534,56
12.120	12.30	05.20	Frais d'assistance technique en matière informatique	CSDE, CNST, CPUBLIE	45.000,00	45.000,00	44.814,50
12.121	12.30	05.20	Frais d'accréditation de laboratoire	CNST, CPUBLIE	55.500,00	55.500,00	53.783,84

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.160	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	CORD	2.180.000,00 TR	2.205.000,00	2.171.367,02
12.161	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge, matériel divers de laboratoire	CORD	102.432,00 TR	105.432,00	96.398,40
12.162	12.30	05.20	Entretien et réparation des machines et appareils	CNLI, CNST, CPUBLIE	310.000,00 D	330.000,00	310.667,18
12.171	12.30	05.20	Crédit de fonctionnement du Registre Morphologique des Tumeurs	CORD	21.636,00	21.636,00	20.472,16
12.190	12.30	05.20	Frais d'inscription à des stages de formation continue, à des séminaires et à des congrès	CORD	16.000,00	16.000,00	8.335,07
12.220	12.30	05.20	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: frais de fonctionnement	CORD	60.950,00	60.950,00	57.437,84
12.300	12.30	05.20	Service de cytologie: frais d'exploitation propre	CORD	53.081,00	53.081,00	52.457,36
12.301	Divers	05.20	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs	CORD	171.000,00 TE	145.947,00	139.062,49
12.302	Divers	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, produits cosmétiques et objets usuels et médicaments, frais d'études et dépenses diverses	CORD	98.000,00	98.000,00	93.993,63
12.303	Divers	05.20	Frais d'analyses à l'étranger	CNLI, CNST, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	18.445,45
12.660	12.30	05.20	Acquisition et réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	CORD, CNST	515,00 TR	568,00	566,50
12.661	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge, matériel divers de laboratoire	CORD, CNST	1.141,00	1.141,00	1.140,85
12.690	12.30	05.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD, CNST	244,00	244,00	243,92
12.802	Divers	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, produits cosmétiques et objets usuels et médicaments, frais d'études et dépenses diverses	CORD, CNST	52,00	52,00	51,15
12.803	Divers	05.20	Frais d'analyses à l'étranger	CORD, CNST	393,00	393,00	392,38
34.050	34.38	05.20	Indemnités des stagiaires	CORD	4.958,00	4.958,00	4.918,02
			<i>Total de la section 14.2:</i>		13.466.555,00	13.926.127,00	13.385.232,90
11.010	Divers	06.35	<i>Section 14.5 – Dommages de guerre corporels</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	87.621,00	87.621,00	42.930,60
11.020	Divers	06.35	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	06.35	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.372,00 TE	472,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.000	12.15	06.35	Indemnités pour services de tiers	CORD	660,00 TR	1.560,00	0,00
12.010	12.13	06.35	Frais de route et de séjour	CORD	100,00	100,00	47,59
12.040	12.12	06.35	Frais de bureau	CORD	1.800,00	1.800,00	1.284,24
12.050	12.12	06.35	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.368,00	1.368,00	885,04
12.070	12.12	06.35	Frais d'informatique: part dans les frais du centre commun de la sécurité sociale	CNLI, CNST, CPUBLIE	23.556,00 TR	24.856,00	24.847,70
12.080	12.11	06.35	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.428,00 TE	5.155,00	4.119,84
12.110	12.30	06.35	Frais de contentieux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
34.000	34.20	06.35	Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.555.000,00	6.555.000,00	6.272.013,29
34.001	34.20	06.35	Aides aux mutilés civils de la guerre 1914-1918	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.302,00 TR	12.802,00	12.785,56
42.000	42.00	06.35	Remboursement de la part de l'office des assurances sociales dans la rémunération d'employés détachés à l'office des dommages de guerre corporels	CNLI, CNST, CPUBLIE	46.310,00 TR	47.783,00	47.782,09
				<i>Total de la section 14.5:</i>	6.739.617,00	6.739.617,00	6.406.695,95
11.010	Divers	05.23	<i>Section 14.6 – Centre thermal et de santé de Mondorf</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	713.216,00	713.216,00	655.657,83
11.030	Divers	05.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.086.466,00	1.086.466,00	758.341,32
11.031	Divers	05.23	Salaires pris en charge par l'Etat des ouvriers occupés à titre permanent à l'entretien des espaces extérieurs du centre thermal	CNLI, CSDE, CNST	540.793,00 D	659.864,00	659.863,92
31.020	31.22	05.23	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs	CORD	750.609,00	750.609,00	750.609,00
				<i>Total de la section 14.6:</i>	3.091.084,00	3.210.155,00	2.824.472,07
				<i>Total du département 14:</i>	63.074.102,00	65.774.431,00	60.907.636,93

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			15 – Ministère de l'Environnement				
			<i>Section 15.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	07.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.800,00	1.800,00	582,80
12.000	12.15	07.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.350,00	1.350,00	86,80
12.012	12.13	07.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	135.000,00	135.000,00	117.622,22
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.620,00 TR	2.580,00	2.391,06
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.813,39
12.070	12.12	07.30	Entretien du matériel informatique	CSDE, CPUBLIE	106.900,00	106.900,00	89.759,01
12.082	12.11	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	97.850,00	97.850,00	59.866,64
12.100	12.11	07.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.126.500,00	1.126.500,00	1.121.359,29
12.120	12.30	07.30	Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, la protection de la nature, du sol et de l'atmosphère, études d'impact sur l'environnement, frais connexes	CSDE, CPUBLIE	280.000,00	280.000,00	257.477,75
12.140	12.16	07.30	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel, organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement, participation à des foires, dépenses diverses				
12.190	12.30	07.30	Frais de formation du personnel	CORD	380.000,00	380.000,00	268.643,71
12.301	Divers	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols	CORD	6.000,00	6.000,00	3.461,24
12.302	Divers	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	4.327,47
12.303	Divers	07.30	Ecoaudit: frais d'administration et de fonctionnement, dépenses diverses	CORD	191.000,00	191.000,00	191.000,00
12.304	Divers	07.35	Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	CORD	45.000,00	45.000,00	28.168,20
12.310	Divers	07.50	Frais d'exécution de la convention de Washington du 3.3.1973 portant sur le commerce de certaines espèces de la faune et de la flore sauvage, approuvée par la loi du 19.2.1975	CORD	100.000,00 TR	135.730,00	135.730,00
12.311	Divers	07.30	Mesures et interventions destinées à permettre la mise en place d'un réseau national d'information en matière d'environnement: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement et d'équipement, études, expertises, publications et dépenses directes dans le même but	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
				CSDE, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	2.875,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.314	Divers	07.50	Attribution du label écologique dans le cadre de l'initiative communautaire: frais d'administration et de fonctionnement	CORD	30.000,00	30.000,00	26.683,62
12.315	Divers	07.30	Exploitation d'un système intégré de gestion de l'environnement	CSDE, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	171.722,50
12.316	33.00	07.30	Etudes, conseils, planification et réalisation de projets pilotes en matière d'utilisation rationnelle et de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables mis en oeuvre par l'Agence de l'énergie ou d'autres organismes: dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	125.000,00	125.000,00	124.882,00
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement	CORD	84.500,00	84.500,00	83.500,00
33.001	33.00	07.50	Participation aux frais d'établissements d'utilité publique chargés de la gestion de réserves naturelles	CORD	75.000,00	75.000,00	75.000,00
33.004	33.00	07.50	Subvention à des organismes et associations dans l'intérêt d'activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques en faveur des jeunes dans l'intérêt de la protection de l'environnement	CORD	25.000,00	25.000,00	25.000,00
33.005	33.00	07.30	Participation financière à des projets à finalité environnementale mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales	CSDE, CPUBLIE	130.000,00	130.000,00	127.813,94
33.006	33.00	07.50	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables au niveau régional et local	CSDE, CPUBLIE	30.000,00	30.000,00	30.000,00
33.012	33.00	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique	CSDE, CNSM, CPUBLIE	580.000,00	580.000,00	580.000,00
35.020	35.50	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	CSDE, CPUBLIE	195.000,00 TE	158.310,00	103.417,21
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	228.737,00 D	288.147,00	288.136,72
43.040	43.52	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal	CSDE, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	285.170,00
43.300	Divers	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion de développement durable au niveau local et régional réalisés par les communes et syndicats intercommunaux	CSDE, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	58.580,02
43.301	Divers	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables au niveau local et régional réalisés par les communes et les syndicats de communes	CSDE, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	34.135,23
			<i>Total de la section 15.0:</i>		4.696.357,00	4.755.767,00	4.307.205,82

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 15.1 – Administration de l'environnement</i>				
11.000	Divers	07.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	4.236.210,00 D	4.398.376,00	4.398.375,58
11.010	Divers	07.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	225.992,00	225.992,00	223.738,69
11.020	Divers	07.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	3.967,00 D	50.095,00	50.094,87
11.030	Divers	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	130.548,00	130.548,00	112.687,94
11.040	Divers	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	4.746,00	4.745,79
11.100	11.40	07.30	Indemnités d'habillement	CORD	11.435,00	11.435,00	11.325,63
12.010	12.13	07.30	Frais de route et de séjour	CORD	2.414,00	2.414,00	69,30
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	32.000,00	32.000,00	21.115,42
12.030	12.16	07.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.350,00	1.350,00	907,39
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	CORD	42.500,00	42.500,00	38.712,35
12.050	12.12	07.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	60.000,00 TR	66.920,00	66.913,46
12.060	12.12	07.30	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.000,00	2.000,00	0,00
12.070	12.12	07.30	Location et entretien des équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	37.480,94
12.120	12.30	07.30	Etudes et évaluation de l'impact des activités industrielles, agricoles et urbaines sur la salubrité de l'environnement: frais d'études et d'analyses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	215.000,00	215.000,00	205.994,69
12.122	12.30	07.30	Etudes et consultation en relation avec la gestion des déchets	CSDE, CPUBLIE	172.000,00	172.000,00	171.273,10
12.140	12.16	07.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	25.000,00	25.000,00	24.687,61
12.141	12.16	07.34	Actions pédagogiques dans l'intérêt de la gestion des déchets	CORD	25.000,00	25.000,00	22.048,16
12.160	12.30	07.30	Acquisition de matériel de laboratoire	CORD	20.000,00	20.000,00	19.065,27
12.190	12.30	07.30	Cours de formation du personnel	CORD	20.000,00	20.000,00	3.038,70
12.300	Divers	Divers	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales, frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance, frais de traitement de données, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	320.000,00 TR	336.075,00	330.495,87
12.302	Divers	07.35	Etudes dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, contre l'effet de serre et contre le bruit	CORD	160.000,00	160.000,00	159.240,70
12.303	Divers	07.30	Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés: frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation, frais de contrôle des établissements classés, dépenses diverses	CORD	200.000,00 TE	177.005,00	48.985,64
12.314	Divers	07.34	Frais de fonctionnement de projets de gestion des déchets	CSDE, CPUBLIE	380.000,00	380.000,00	378.996,15
12.316	Divers	07.34	Elaboration d'un cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés	CSDE, CPUBLIE	350.000,00	350.000,00	301.843,87

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.093	34.49	07.35	Participation de l'Etat au financement d'assainissement écologiques de bâtiments par des particuliers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
34.095	34.49	09.20	Prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.545.000,00	1.545.000,00	1.208.205,12
			<i>Total de la section 15.1:</i>		8.320.516,00	8.533.456,00	7.840.042,24
			<i>Section 15.2 – Administration des eaux et forêts</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	8.038.624,00	8.038.624,00	7.389.041,69
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	424.233,00	424.233,00	311.442,36
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	7.327,00 D	154.703,00	154.702,74
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	404.883,00 D	430.231,00	430.230,25
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	7.978,00	7.977,02
11.060	Divers	Divers	Indemnités pécuniaires de maladie des ouvriers forestiers occupés en zone verte	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	62.650,00	62.650,00	62.644,10
11.120	11.12	Divers	Gratifications pour croix de service	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.418,00	2.418,00	2.402,08
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	44.150,00 TE	37.950,00	37.864,60
11.630	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	1.116,00	1.116,00	1.115,52
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	600,00 TR	710,00	701,63
12.010	12.13	Divers	Administration générale: frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	50.000,00	50.000,00	46.796,20
12.011	12.13	Divers	Préposés forestiers: frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.250,00	1.250,00	382,67
12.020	12.14	Divers	Administration générale: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	92.000,00 TR	99.000,00	98.973,78
12.021	12.14	Divers	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	143.900,00 TR	164.590,00	161.925,75
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	70.000,00	70.000,00	67.168,77
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	149.000,00 TR	161.500,00	159.733,72
12.060	12.12	Divers	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.500,00	1.500,00	1.169,78
12.070	12.12	Divers	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	25.350,00	25.350,00	25.308,01
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	56.400,00 TE	44.400,00	44.138,84
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	29.748,00	29.748,00	29.747,99

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	29.690,00	29.690,00	29.360,07
12.120	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études dans le domaine de la protection de l'environnement	CORD	445.000,00 TR	459.600,00	457.647,55
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	65.000,00	65.000,00	61.060,72
12.130	12.16	Divers	Frais de publication	CORD	50.000,00	50.000,00	48.191,61
12.190	12.30	10.40	Ecole forestière, entraînement, cours préparatoires et examens pour l'obtention du permis de chasse (loi du 25.5.1972): achat de matériel d'instruction, d'armes et de munitions, frais d'assurance-responsabilité civile et dépenses diverses	CORD	21.000,00	21.000,00	19.502,37
12.300	Divers	Divers	Préparation de nouveaux plans d'aménagement, d'inventaire et d'études stationnelles dans les forêts soumises au régime forestier, acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrie, photogrammétrie et cartographique: acquisition de bornes, délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux	CORD	28.000,00 TE	22.000,00	16.615,43
12.301	Divers	Divers	Aménagements servant à la récréation, aux loisirs et à l'instruction des promeneurs dans les forêts soumises au régime forestier	CORD	50.000,00	50.000,00	46.467,98
12.302	Divers	Divers	Protection et aménagement de l'environnement naturel	CORD	1.154.000,00 TE	1.123.300,00	1.115.935,40
12.310	Divers	07.50	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bostryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions	CNLI, CNST, CPUBLIE	325.000,00 D	387.500,00	367.098,26
12.330	Divers	Divers	Achat de croix de service	CORD	2.535,00	2.535,00	2.502,15
12.340	Divers	10.40	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, dépenses résultant de la destruction des animaux nuisibles, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	441.000,00 D	546.000,00	545.914,62
12.380	Divers	Divers	Mise en place, entretien et frais de fonctionnement d'un réseau de suivi à long terme des écosystèmes forestiers: frais d'études et d'analyses, indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	64.330,00	64.330,00	58.022,56
12.802	Divers	Divers	Protection et aménagement de l'environnement naturel	CORD, CNST	3.850,00	3.850,00	848,04
24.001	24.10	07.50	Création de réserves cynégétiques: indemnisation des propriétaires particuliers	CORD	13.842,00	13.842,00	13.816,26
93.002	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	376.317,00	376.317,00	376.317,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
93.003	93.00	10.40	Versement au fonds cynégétique des droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse en vertu de l'article 9 de la loi du 30.5.1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	33.680,00	33.680,00	33.680,00
				<i>Total de la section 15.2:</i>	12.710.493,00	13.058.595,00	12.226.447,52
				Total du département 15:	25.727.366,00	26.347.818,00	24.373.695,58

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			16 – Ministère du Travail et de l'Emploi				
			<i>Section 16.0 – Travail – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	06.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.790,00	6.790,00	6.314,54
11.131	11.12	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services extraordinaires	CORD	819,00 TR	830,00	829,85
12.000	12.15	06.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.500,00	2.500,00	2.030,21
12.001	12.15	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services de tiers	CORD	1.042,00	1.042,00	992,43
12.010	12.13	06.40	Frais de route à l'intérieur du pays	CORD	750,00 TE	739,00	72,65
12.012	12.13	06.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	233.250,00 TE	200.754,00	117.054,86
12.020	12.14	06.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.600,00	4.600,00	3.152,85
12.040	12.12	06.40	Office national de conciliation: frais de bureau	CORD	375,00	375,00	260,00
12.041	12.12	06.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	28.500,00	28.500,00	23.710,54
12.080	12.11	06.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	12.100,00	12.100,00	10.894,05
12.120	12.30	06.42	Participation dans les frais d'études de questions sociales et d'enquêtes	CNST, CPUBLIE	5.000,00 TR	38.200,00	38.137,92
12.121	12.30	06.40	Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports	CORD	200,00	200,00	0,00
12.122	12.30	06.40	Frais d'experts-comptables externes pour le contrôle de la garantie bancaire des entreprises de travail intérimaire	CORD	20.000,00 TE	19.000,00	0,00
12.124	12.30	06.42	Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE); honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports, publications	CNLI, CNST, CPUBLIE	124.000,00	124.000,00	0,00
12.126	12.30	06.42	Frais en relation avec les activités de recherche et d'étude d'organisations internationales	CSDE, CPUBLIE	12.500,00	12.500,00	483,26
12.130	12.16	06.40	Participation aux frais de réalisation d'un code de travail	CORD	20.000,00	20.000,00	14.800,00
12.140	12.16	06.40	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	10.000,00 TR	11.184,00	6.183,43
12.150	12.30	06.34	Frais d'expertises médicales de la commission spéciale de réexamen en matière de travailleurs handicapés	CORD	2.700,00 TR	4.265,00	0,00
12.190	12.30	06.43	Participation dans les frais d'organisation et de participation à des conférences, congrès, colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études	CORD	8.000,00	8.000,00	2.000,00
12.300	Divers	06.43	Frais en relation avec le fonctionnement du service commun du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère de la Justice et du Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.301	Divers	06.43	Frais résultant des actions entamées par le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le cadre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi	CNLI, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	1.945,24
12.302	Divers	06.43	Frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le Comité de coordination tripartite en matière d'emploi, honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports, publications	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
32.011	32.00	06.43	Prestations de réemploi: subsides en vue de la création de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois, aides en faveur de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelle susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
32.012	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité	CNLI, CNST, CPUBLIE	28.000,00	28.000,00	18.067,49
33.000	33.00	06.43	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés ayant pour but une adaptation progressive au travail productif de personnes sans emploi	CNLI, CNST, CPUBLIE	181.146,00	181.146,00	181.146,00
33.001	33.00	06.42	Cofinancement public national d'un projet européen s'adressant à des demandeurs d'asile	CORD	35.130,00	35.130,00	35.130,00
33.002	33.00	06.40	Action de prévention et de lutte contre les traumatismes psychosociaux provoqués notamment par toute forme de harcèlement moral ou de stress sur le lieu de travail	CORD	50.000,00	50.000,00	50.000,00
33.011	33.00	06.40	Subsides aux comités nationaux des organisations de jeunesse ouvrière luxembourgeoises	CNSM	6.200,00	6.200,00	0,00
33.012	33.00	08.30	Participation de l'Etat dans l'organisation et le financement d'oeuvres sociales pour l'utilisation des loisirs, contribution de l'Etat au développement du tourisme social	CNSM	1.610,00	1.610,00	0,00
33.013	33.00	06.40	Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs	CNSM	325.000,00	325.000,00	325.000,00
33.014	33.00	06.40	Participation dans l'intérêt de l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la politique d'intégration des étrangers	CNSM	100.000,00 TE	97.251,00	0,00
33.015	33.00	06.40	Participation aux frais de réalisation d'une banque de données sur les conventions collectives applicables dans la région transfrontalière	CNSM	25.000,00	25.000,00	25.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.050	34.38	06.43	Participation à une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services				
34.090	34.49	06.40	Subsides aux apprentis et travailleurs méritants	CORD	175.000,00	175.000,00	148.261,70
35.030	35.40	06.40	Cotisations à des institutions internationales	CORD	3.000,00	3.000,00	0,00
41.000	41.50	06.35	Remboursement à la chambre du travail du supplément de pension à allouer conformément à la loi du 26.3.1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces	CNLI, CNST, CPUBLIE	360,00	360,00	0,00
41.001	41.50	04.50	Subsides à la chambre du travail et à la chambre des employés privés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.400,00 TR	8.696,00	8.695,33
41.002	41.50	06.00	Participation de l'Etat à raison de cinquante pour cent dans les frais effectifs des élections quinquennales pour le renouvellement de la Chambre de Travail et de la Chambre des Employés Privés	CORD	180.000,00	180.000,00	180.000,00
43.000	43.22	06.40	Prise en charge partielle par l'Etat du coût des travaux extraordinaires organisés par les communes en faveur des personnes déplacées de la région des Balkans	CNLI, CNST, CPUBLIE	321.660,00	321.660,00	247.385,64
12.500	12.15	06.40	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.512	12.13	06.40	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	1.562,00	1.562,00	1.561,70
32.511	32.00	06.43	Prestations de réemploi: subsides en vue de la création de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois, aides en faveur de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelle susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible	CORD, CNST	1.170,00	1.170,00	1.161,93
32.512	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation: délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité	CORD, CNST	552.340,00	552.340,00	552.338,90
34.550	34.38	06.43	Participation à une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services	CORD, CNST	7.947,00	7.947,00	7.943,95
			<i>Total de la section 16.0:</i>		2.762.299,00	2.762.299,00	2.025.801,26

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 16.1 – Administration de l'emploi</i>				
11.000	Divers	06.43	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	5.580.693,00	5.580.693,00	5.148.853,41
11.010	Divers	06.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.028.025,00	1.028.025,00	852.086,86
11.020	Divers	06.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	2.221,00 D	2.221,00 D	242.679,40
11.030	Divers	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	163.435,00	163.435,00	148.725,87
11.040	Divers	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	12.111,00	12.110,52
11.100	11.40	06.43	Indemnités d'habillement	CORD	1.646,00	1.646,00	1.364,33
11.130	11.12	06.43	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.758,00	4.758,00	4.534,74
12.000	12.15	06.43	Indemnités pour services de tiers	CORD	769,00 TR	859,00	854,91
12.010	12.13	06.43	Indemnités pour services de tiers	CORD	32.000,00 TR	24.160,00	23.124,52
12.020	12.14	06.43	Frais de route et de séjour	CORD	5.216,00	5.216,00	4.320,36
12.040	12.12	06.43	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	159.900,00 TE	157.400,00	149.108,63
12.050	12.12	06.43	Frais de bureau				
			Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	228.100,00 D TR	325.697,00	325.686,56
12.060	12.12	06.43	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	4.830,00	4.830,00	3.307,50
12.070	12.12	06.43	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	18.900,00	18.900,00	16.696,85
12.080	12.11	06.43	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	109.182,00 TE	102.082,00	99.760,44
12.100	12.11	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.125	12.30	06.43	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.312.876,00 D TR	1.475.876,00	1.475.183,67
12.140	12.16	06.43	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNLI, CNST, CPUBLIE	950.000,00	950.000,00	296.771,58
12.170	12.30	06.43	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	39.000,00	39.000,00	25.665,94
12.180	12.30	06.43	Acquisition et entretien de matériel didactique	CORD	1.000,00	1.000,00	913,78
12.190	12.30	06.43	Frais d'inscription et de participation à des cours de formation continue	CORD	14.500,00	14.500,00	14.494,60
12.300	Divers	06.43	Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique	CORD	7.500,00 TE	4.400,00	3.917,68
12.302	Divers	06.43	Frais résultant de l'encadrement psychosocial des demandeurs d'emploi en application de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998	CORD	5.000,00	5.000,00	4.119,23
33.000	33.00	06.43	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CORD	10.500,00	10.500,00	9.045,36
35.060	35.00	06.43	Participation au réseau de coopération technique des services publics de l'emploi	CORD	2.675,00 TR	2.938,00	2.937,97
				CORD	18.000,00 TE	15.037,00	15.000,00
			<i>Total de la section 16.1:</i>		9.700.826,00	10.190.743,00	8.881.264,71

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.000	Divers	06.42	<i>Section 16.2 – Inspection du travail et des mines</i>				
			Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.567.037,00 D	2.634.852,30	2.634.852,30
11.010	Divers	06.42	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.248.975,00	1.248.975,00	1.146.475,30
11.020	Divers	06.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	8.462,00 D	248.776,00	248.775,29
11.030	Divers	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	121.278,00 D	142.014,00	142.013,73
11.040	Divers	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.42	Indemnités d'habillement	CORD	9.904,00	9.904,00	9.327,79
12.010	12.13	06.42	Frais de route et de séjour	CORD	12.150,00	12.150,00	11.794,96
12.020	12.14	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	30.700,00 TR	40.700,00	40.406,29
12.030	12.16	06.42	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	4.200,00	4.200,00	3.712,32
12.040	12.12	06.42	Frais de bureau	CORD	80.000,00 TR	100.000,00	77.937,09
12.050	12.12	06.42	Achat de biens et de services auprès des fournisseurs postaux et téléphoniques	CORD	25.700,00 TR	33.500,00	29.240,70
12.080	12.11	06.42	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	10.000,00	10.000,00	4.672,85
12.090	12.21	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	153.137,00 D	306.274,00	170.597,89
12.100	12.11	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	646.012,00 D	744.012,00	738.541,20
12.120	12.30	06.42	Etudes et travaux d'analyses spéciales	CORD	12.800,00 TE	0,00	0,00
12.121	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	230.000,00 TE	210.000,00	180.765,40
12.125	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CSDE, CPUBLIE	196.000,00	196.000,00	162.995,48
12.130	12.16	06.42	Frais de production, de gestion et de reproduction du code de la sécurité au travail ayant donné lieu à des avances ou à des commandes fermes correspondantes				
12.131	12.16	06.42	Frais de publication Internet	CNLI, CNST, CPUBLIE	8.500,00	8.500,00	8.395,05
12.132	12.16	06.42	Frais de publicité et de sensibilisation	CORD	13.500,00	13.500,00	13.440,00
12.170	12.30	06.42	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	70.000,00	70.000,00	57.409,38
12.190	12.30	06.42	Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des contrôleurs et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement, dépenses diverses	CORD	12.000,00	12.000,00	10.163,01
12.300	Divers	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	CORD	26.000,00	26.000,00	18.840,91
				CORD	50.000,00 TE	45.000,00	44.753,68

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.600	12.11	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD, CNST	25.960,00	25.960,00	25.958,77
12.621	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études	CORD, CNST	9.063,00	9.063,00	9.062,66
12.670	12.30	06.42	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD, CNST	61,00	61,00	60,02
12.690	12.30	06.42	Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des contrôleurs et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement, dépenses diverses	CORD, CNST	439,00	439,00	438,18
12.800	Divers	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	CORD, CNST	2.928,00	2.928,00	2.927,02
34.110	34.59	06.42	Participation luxembourgeoise au programme pluriannuel d'actions communautaires en matière de sécurité et de santé au travail	CSDE, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	100.239,77
35.030	35.40	06.42	Contributions à des organismes internationaux	CORD	496,00	496,00	373,18
12.510	12.13	06.42	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	207,00	207,00	60,73
12.520	12.14	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD, CNST	5,00	5,00	4,04
12.540	12.12	06.42	Frais de bureau	CORD, CNST	206,00	206,00	205,39
12.590	12.21	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur administrations publiques	CORD, CNST	466,00	466,00	465,62
				<i>Total de la section 16.2:</i>	5.696.286,00	6.276.289,00	5.894.906,00
11.130	11.12	04.50	<i>Section 16.3 – Ecole supérieure du travail</i>	CORD	48.015,00	48.015,00	20.361,62
12.000	12.15	04.50	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	14.862,00	14.862,00	12.434,51
12.010	12.13	04.50	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.446,00	7.446,00	2.707,23
12.040	12.12	04.50	Frais de route et de séjour	CORD	4.578,00 TR	6.078,00	4.447,24
12.050	12.12	04.50	Frais de bureau	CORD	6.168,00 TR	6.768,00	6.544,55
12.080	12.11	04.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.900,00	4.900,00	4.325,15
12.100	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	36.600,00	36.600,00	36.589,08
12.190	12.30	04.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	195.468,00 TE	193.368,00	106.318,39
				<i>Total de la section 16.3:</i>	318.037,00	318.037,00	193.727,77

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
93.000	93.00	06.14	<i>Section 16.4 – Fonds pour l'emploi</i> Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités				
93.001	93.00	06.14	Dotations extraordinaires du fonds pour l'emploi	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	95.420.000,00 D	102.076.159,36	102.076.159,36
93.002	93.00	06.14	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	15.000.000,00	15.000.000,00	15.000.000,00
				CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00 D	50.000.100,00	50.000.100,00
				<i>Total de la section 16.4:</i>	110.420.100,00	167.076.259,36	167.076.259,36
11.010	Divers	06.34	<i>Section 16.5 – Emploi des accidentés et des handicapés</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.020	Divers	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.040	Divers	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.040	12.12	06.34	Commission d'orientation et de reclassement des travailleurs handicapés: frais de documentation	CORD	2.500,00	2.500,00	1.472,04
31.050	31.32	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article B.3. de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés ainsi que de l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la forme et le contenu des mesures visées à l'article 3 de la loi précitée, enquêtes et expertises à effectuer en exécution des articles B. et C. de la même loi	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.800.000,00 D	4.762.081,00	4.725.252,51
32.020	32.00	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	345.000,00 D	476.560,00	457.180,58
33.001	33.00	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés (article D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CORD	4.047.045,00	4.047.045,00	3.937.980,29
33.002	33.00	06.34	Participation aux primes d'encouragement versées aux personnes reconnues comme travailleurs handicapés et occupés dans des ateliers protégés de l'A.P.E.M.H. Bettange-sur-Mess et Bettembourg, de la Ligue H.M.C. Capellen et Rédange/Attert et de Coopération Wiltz (articles B.3. et D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.009.000,00	1.009.000,00	961.744,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.090	34.49	06.34	Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des travailleurs handicapés dans des institutions publiques ou privées: frais de transport, primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article B.3 de la loi du 12 novembre 1991)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	36.138,38
33.501	33.00	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés (article D de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CORD, CNST	199.474,00	199.474,00	199.473,92
				<i>Total de la section 16.5:</i>	9.503.419,00	10.597.060,00	10.319.241,72
				Total du département 16:	138.400.967,00	197.220.687,36	194.391.200,82

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			17 et 18 – Ministère de la Sécurité sociale				
			<i>Section 17.0 – Sécurité sociale – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.500,00 TR	1.545,00	1.542,97
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.500,00	2.500,00	1.914,77
12.012	12.13	06.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	120.000,00	120.000,00	70.786,82
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	5.000,00	5.000,00	4.651,02
12.041	12.12	06.10	Commission de surveillance: frais de bureau	CORD	400,00 TE	355,00	56,90
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	248,00	248,00	0,00
33.010	33.00	06.10	Subventions pour frais d'organisation et de participation à des conférences et congrès ainsi qu'à des publications en rapport avec la sécurité sociale	CNSM	1.488,00	1.488,00	650,00
				<i>Total de la section 17.0:</i>	131.136,00	131.136,00	79.602,48
			<i>Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>				
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.288.607,00 D	1.798.854,00	1.798.853,35
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	617.369,00	617.369,00	581.977,60
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	84.707,00	84.706,43
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	88.636,00 D	96.120,00	96.119,91
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	465,00	465,00	464,80
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CSDE, CPUBLIE	4.966,00	4.966,00	4.114,23
11.630	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	600,00	600,00	535,53
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CSDE, CPUBLIE	6.293,00	6.293,00	5.957,72
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	1.000,00	1.000,00	360,93
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.070,00	2.070,00	2.018,67
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	49.179,00 TR	60.179,00	52.942,93
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	14.785,00	14.785,00	10.218,40
12.070	12.12	06.10	Entretien du matériel informatique: participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique	CNLI, CNST, CPUBLIE	74.215,00 TR	76.315,00	75.601,89
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.223,00 TR	11.223,00	9.437,03
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	244.820,00	244.820,00	244.810,68
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	205.000,00	205.000,00	136.984,23

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.125	12.30	06.10	Frais d'experts en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	496.060,00	496.060,00	483.193,32
12.130	12.16	06.10	Frais de publication	CSDE, CPUBLIE	73.880,00 TE	55.780,00	31.855,84
12.190	12.30	06.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CSDE, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	19.118,14
12.300	33.00	06.10	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CORD	1.550,00	1.550,00	1.546,30
35.060	35.00	06.10	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	6.715,00	6.715,00	6.690,00
12.500	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD, CNST	1.000,00	1.000,00	702,87
			<i>Total de la section 17.1:</i>		3.208.633,00	3.810.971,00	3.648.210,80
11.000	Divers	06.10	<i>Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale</i>				
11.010	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	2.338.084,00	2.338.084,00	2.202.383,10
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	271.422,00 D	279.442,00	279.441,95
11.130	11.12	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	417,00	417,00	0,00
12.001	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	476,00	476,00	0,00
12.010	12.13	06.10	Indemnités du personnel engagé sur contrat à temps partiel	CORD	247.335,00	247.335,00	247.334,40
12.040	12.12	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	15.140,00 TE	11.040,00	10.276,57
12.041	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	16.579,00 TR	19.079,00	18.044,26
12.050	12.12	06.10	Frais de bureau: acquisition de dictaphones	CORD	2.550,00	2.550,00	2.458,15
12.070	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	17.920,00 TE	13.520,00	13.155,20
12.080	12.11	06.10	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale	CNLI, CNST, CPUBLIE	35.758,00 TR	36.858,00	36.774,57
12.090	12.21	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier	CORD	372,00	372,00	175,47
12.150	12.30	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	174.110,00	174.110,00	174.105,40
12.160	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.250,00	4.250,00	3.760,19
12.190	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	13.873,00 TR	18.073,00	17.249,48
12.250	Divers	06.10	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel de l'Administration du contrôle médical	CORD	4.500,00 TR	5.200,00	4.786,00
12.570	12.12	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales	CNLI, CNST, CPUBLIE	32.920,00	32.920,00	28.261,36
			Location et entretien des équipements informatiques	CORD, CNST	1.441,00	1.441,00	1.440,52
			<i>Total de la section 17.2:</i>		3.177.247,00	3.185.267,00	3.039.646,62

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
<i>Section 17.3 – Conseil arbitral des assurances sociales</i>							
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	905.271,00	905.271,00	823.254,25
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	171.971,00	171.971,00	159.013,79
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	5.198,00	5.197,11
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	27.601,00 D	27.762,00	27.761,20
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	94,00	94,00	92,96
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.500,00	3.500,00	2.910,36
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	21.230,00	21.230,00	20.128,11
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	3.200,00	3.200,00	2.316,60
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	12.336,00	12.336,00	10.824,99
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	55.223,00	55.223,00	42.986,05
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	10.100,00	10.100,00	8.223,79
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	16.361,00	16.361,00	16.360,92
12.150	12.30	06.10	Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	235.248,04
<i>Total de la section 17.3:</i>					1.477.087,00	1.482.346,00	1.354.318,17
<i>Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales</i>							
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	245.637,00	245.637,00	197.144,54
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	61.122,00 D	61.218,00	61.217,25
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	9.536,00 D	9.593,00	9.592,89
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	50,00	50,00	46,48
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	22.679,00 TR	24.432,00	24.431,82
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.447,00	3.447,00	3.347,00
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	360,00	360,00	300,60
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	3.570,00	3.570,00	3.561,60
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	10.100,00 TE	8.347,00	6.192,10
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.918,00	1.918,00	1.578,13

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	88.647,00	88.647,00	87.950,07
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.500,00	8.500,00	8.256,65
			<i>Total de la section 17.4:</i>		455.766,00	455.919,00	403.619,13
			<i>Section 17.5 – Union des caisses de maladie</i>				
11.000	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	127.811,00 D	128.335,00	128.334,48
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., article 32)	CNLI, CNST, CPUBLIE	254.624,00 D	351.572,00	351.572,00
42.000	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	67.201.700,00	67.201.700,00	66.896.687,10
42.001	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en nature	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	21.958.700,00	21.958.700,00	21.936.000,00
42.002	42.00	06.13	Participation aux frais de fonctionnement de l'assurance maladie-maternité au titre des prestations de maternité et des prestations au titre du congé pour raisons familiales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.194.200,00	3.194.200,00	3.194.200,00
42.003	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en nature	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	398.395.140,00 D	403.413.126,00	403.413.125,92
42.005	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces – C.A.S., article 29, alinéa 1c	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	14.214.850,00 D	14.331.251,00	14.331.250,70
42.006	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces – C.A.S., article 29, alinéa 1b	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.279.730,00	1.279.730,00	1.235.601,84
42.007	42.00	05.20	Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 D	191.172,00	191.171,73
			<i>Total de la section 17.5:</i>		506.676.755,00	512.049.786,00	511.677.943,77
			<i>Section 17.6 – Assurance dépendance</i>				
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.324.647,00	1.324.647,00	1.082.705,31
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	327.784,00	327.784,00	326.641,39
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	43.306,00	43.305,38

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	900,00 TE	278,85	278,85
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.100,00 TE	260,26	260,26
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	6.800,00 TR	10.835,62	10.772,62
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	9.760,00 TE	9.116,02	9.116,02
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	20.451,00 TR	21.951,00	19.990,89
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	19.100,00 TE	15.900,00	14.378,93
12.070	12.12	06.10	Participation aux frais du Centre commun de la sécurité sociale	CNLI, CNST, CPUBLIE	35.758,00 TR	36.774,58	36.774,57
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	4.844,00 TE	4.231,11	4.231,11
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	88.250,00	88.250,00	88.241,80
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	34.915,00	34.915,00	33.411,82
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études, indemnités des évaluateurs vacataires	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.152.461,00	1.152.461,00	1.150.271,08
12.150	12.30	06.15	Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de la cellule d'évaluation et d'orientation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	207.721,00 D	264.742,30	264.742,30
12.160	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	1.240,00	1.240,00	1.119,41
12.190	12.30	06.10	Frais d'inscription pour stages de formation et de spécialisation du personnel de la cellule d'évaluation et d'orientation	CORD	10.000,00 TE	7.402,00	7.327,00
12.250	Divers	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales	CNLI, CNST, CPUBLIE	29.289,00 D TR	42.215,56	42.214,10
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat en faveur de l'assurance dépendance des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., articles 32 et 377, alinéa 1)	CNLI, CNST, CPUBLIE	49.906,00 D	68.944,00	68.943,86
42.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	88.583.000,00 D	105.129.000,00	105.129.000,00
12.520	Divers	06.10	Frais d'experts et d'études, indemnités des évaluateurs vacataires	CORD, CNST	2.420,00	2.420,00	2.419,26
			<i>Total de la section 17.6:</i>		91.910.446,00	108.586.675,00	108.336.145,96
11.130	42.00	06.10	<i>Section 17.7 – Mutualités: conseil supérieur de la mutualité</i> Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.090,00	4.090,00	4.090,00
12.000	42.00	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.045,00	1.045,00	1.041,04
12.010	42.00	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	250,00	250,00	150,62
12.040	42.00	06.10	Frais de bureau	CORD	248,00	248,00	244,39

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.010	42.00	06.10	Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'Etat, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	CNSM	52.000,00	52.000,00	52.000,00
35.030	42.00	06.10	Cotisations à l'association internationale de la mutualité	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.401,00 D	4.500,00	4.500,00
			<i>Total de la section 17.7:</i>		62.034,00	62.133,00	62.026,05
			<i>Section 18.4 – Office des assurances sociales</i>				
11.000	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	3.918.494,00	3.918.494,00	3.391.604,71
11.010	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	762.880,00	762.880,00	661.668,07
11.020	42.00	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	6.661,00	6.661,00	5.211,59
11.030	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	397.891,00	397.891,00	341.128,97
12.050	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	95.000,00	95.000,00	80.770,87
12.080	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments	CORD	139.420,00	139.420,00	134.379,22
12.090	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	414.010,00	414.010,00	413.999,34
12.110	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	30.000,00	30.000,00	15.895,30
12.250	Divers	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement (indemnités, frais d'administration et de contrôle, frais d'exploitation des voitures)	CORD	189.370,00	189.370,00	189.330,78
12.301	42.00	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'agence à rembourser	CNLI, CNST, CPUBLIE	412.500,00	412.500,00	408.149,94
12.302	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la crèche pour le personnel des organismes de la sécurité sociale	CNLI, CNST, CPUBLIE	53.870,00	53.870,00	45.447,49
42.000	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	11.917.000,00 D	14.244.801,00	14.050.370,93

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
42.001	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: exécution des articles 14 à 20 de la loi du 25.2.1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, modifiée par la loi du 26.3.1974	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.960,00	4.960,00	0,00
42.002	42.00	06.12	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.- Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation des périodes de service militaire obligatoire (loi du 30.5.1984)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	44.377,00	44.377,00	44.376,67
42.003	42.00	Divers	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Prise en charge des dépenses provenant d'accidents visés par les articles 90 ancien et nouveau du Code des assurances sociales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.566.000,00	3.566.000,00	3.544.346,73
42.004	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.- Participation aux frais de prestations: prise en charge d'un tiers des dépenses d'adaptation et d'ajustement des rentes (articles 98 et 100 du code des assurances sociales)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.250.000,00	12.250.000,00	12.070.276,77
42.005	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière.- Participation aux frais de prestations	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.452.000,00	1.452.000,00	1.441.376,78
				<i>Total de la section 18.4.</i>	35.654.433,00	37.982.234,00	36.838.334,16
11.000	42.00	06.12	<i>Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	1.717.664,00	1.717.664,00	1.487.988,38
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	584.202,00	584.202,00	564.522,11
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	2.281,00 TR	3.483,44	3.483,44
11.030	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	22.859,00	22.859,00	21.076,19
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments	CORD	190.800,00 TE	173.565,86	173.565,86
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	572.530,00	572.530,00	572.526,46
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D TR	182.715,53	144.181,61
12.250	Divers	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement (indemnités, frais d'administration, frais d'exploitation des voitures)	CORD	108.580,00 TE	86.078,17	86.078,17

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.200.000,00 D	8.241.124,00	8.241.123,69
			<i>Total de la section 18.5:</i>		11.423.916,00	11.584.222,00	11.294.545,91
			<i>Section 18.6 – C.P.A.C.I.</i>				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	477.892,00	477.892,00	470.160,17
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	46.415,00	46.415,00	46.133,56
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	50,00	50,00	0,00
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments	CORD	34.474,00	34.474,00	30.825,44
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	20.220,00	20.220,00	20.213,62
12.250	Divers	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement (indemnités, frais d'administration)	CORD	25.928,00	25.928,00	25.114,96
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.650.000,00 D	2.709.218,00	2.709.217,11
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969)				
12.540	12.12	06.12	Frais de bureau	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	130,00	130,00	0,00
12.550	12.12	06.12	Achat de biens et de services auprès de l'Entreprise des postes et télécommunications	CORD, CNST	926,00	926,00	925,62
12.580	12.11	06.12	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	847,00	847,00	846,29
			<i>Total de la section 18.6:</i>		7.685,00	7.685,00	7.684,75
					3.264.567,00	3.323.785,00	3.311.121,52
			<i>Section 18.7 – C.P.A.</i>				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	269.210,00	269.210,00	233.540,94
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	57.912,00	57.912,00	18.136,32

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	50,00	50,00	0,00
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments	CORD	13.211,00 TR	14.268,43	14.268,43
12.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	18.199,00	18.199,00	18.198,37
12.250	Divers	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement (indemnités et frais d'administration)	CORD	15.609,00 TE	14.551,57	13.670,48
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	479.000,00 D	503.730,00	503.729,64
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250,00	250,00	0,00
			<i>Total de la section 18.7:</i>		853.441,00	878.171,00	801.544,18
			<i>Section 18.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i>				
11.000	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE, CNST	2.190.322,00	2.190.322,00	2.065.339,90
11.010	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	325.524,00 TR	345.708,14	345.708,14
11.020	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	2.831,00	2.831,00	2.284,10
11.030	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	9.545,00	9.545,00	4.836,73
12.050	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	453.756,00 TE	428.870,69	424.326,37
12.080	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais d'exploitation et d'entretien des bâtiments	CORD	98.720,00	98.720,00	94.854,25
12.090	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	334.351,00	334.351,00	334.344,65
12.110	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	78.795,00 TR	83.496,17	83.496,17

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.125	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'experts et d'études	CORD	46.350,00	46.350,00	41.680,24
12.250	Divers	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement (indemnités, frais d'administration et frais d'exploitation des voitures)	CORD	46.179,00	46.179,00	40.230,52
12.251	42.00	06.10	Section „informatique“.- Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants	CNST, CPUBLIE	1.107.679,00	1.107.679,00	979.549,45
42.000	42.00	06.12	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	752.079.950,00 D	761.087.269,00	761.087.268,33
42.002	42.00	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du congé parental	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.332.943,00 D	6.749.813,00	6.749.812,82
				<i>Total de la section 18.8:</i>	763.106.945,00	772.531.134,00	772.253.731,67
				Total du département 17 et 18:	1.421.402.406,00	1.456.063.779,00	1.453.100.790,42

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural				
			<i>Section 19.0 – Agriculture – Dépenses générales</i>				
11.100	11.40	10.10	Unité de contrôle: indemnités d'habillement	CORD	1.305,00	1.305,00	1.115,52
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	14.900,00	14.900,00	6.402,21
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	4.000,00	4.000,00	2.281,58
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	500,00	500,00	278,85
12.011	12.13	10.10	Unité de contrôle: frais de route et de séjour	CORD	8.400,00	8.400,00	2.319,73
12.012	12.13	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CSDE, CPUBLIE	150.000,00 TR	197.300,00	182.101,60
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.000,00	3.000,00	1.878,98
12.021	12.14	10.10	Unité de contrôle: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	24.150,00 TE	18.150,00	10.543,47
12.030	12.16	10.10	Unité de contrôle: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	700,00	700,00	458,22
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	45.000,00 TE	34.200,00	33.049,84
12.041	12.12	10.10	Unité de contrôle: frais de bureau	CORD	20.000,00 TR	26.000,00	22.135,69
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	105.000,00	105.000,00	75.539,11
12.051	12.12	10.10	Unité de contrôle: achat de biens et services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	9.100,00	9.100,00	3.126,31
12.060	12.12	10.10	Unité de contrôle: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	800,00	800,00	0,00
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.200,00	6.200,00	2.638,31
12.081	12.11	10.10	Unité de contrôle: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	5.500,00	5.500,00	4.902,99
12.100	12.11	10.10	Unité de contrôle: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études relatifs à l'évaluation des régimes d'aides communautaires aux investissements	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	28.206,00 D	34.536,00	34.536,00
12.140	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand d'exposition pour la promotion des marques nationales pour produits agricoles et viticoles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	104.400,00	104.400,00	86.559,43
12.141	12.16	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de participation de l'agriculture aux foires et expositions agricoles organisées au Grand-Duché et dans les pays membres de l'Union Européenne	CORD	45.000,00 TE	33.173,00	32.379,78
				CORD	112.650,00	112.650,00	99.750,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.142	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand luxembourgeois de promotion pour l'horticulture à l'exposition mondiale „Floriade 2002“ aux Pays-Bas	CSDE, CPUBLIE	6.500,00 TE	0,00	0,00
12.143	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand luxembourgeois de promotion pour l'horticulture à l'exposition „IGA 2003 Rostock“ en Allemagne	CSDE, CPUBLIE	173.500,00 TE	158.500,00	157.463,79
12.300	Divers	10.10	Participation de l'Etat aux frais administratifs de la caisse d'assurance des animaux de boucherie (arrêté grand-ducal du 19.3.1945 portant création d'une assurance obligatoire des animaux de boucherie)	CNLI, CNST, CPUBLIE	11.500,00 TR	13.327,00	13.326,95
12.301	Divers	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	900,00	900,00	772,00
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques dans le cadre du système de contrôle intégré – volet gestion animale	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	146.650,00	146.650,00	144.000,00
31.050	31.32	10.10	Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide	CORD	30.000,00	30.000,00	30.000,00
33.010	33.00	Divers	Subventions à des actions d'aides nationales aux pays en voie de développement entreprises par des organisations à caractère agricole	CNSM	14.710,00	14.710,00	14.710,00
34.050	34.38	04.50	Subventions à titre individuel dans l'intérêt d'études, de stages et de voyages d'études ou d'actions en faveur de l'équipement technique, scientifique et économique de l'agriculture et de la viticulture	CORD	28.500,00	28.500,00	24.185,00
34.060	34.41	04.34	Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'internat St-Joseph à Ettelbruck	CORD	112.500,00 TE	107.500,00	107.429,53
34.100	34.59	10.10	Subventions pour actions de publicité en faveur d'une meilleure consommation des produits agricoles, notamment dans le secteur des fruits, des pommes de terre et du miel	CORD	12.500,00	12.500,00	12.500,00
34.101	34.59	10.10	Subventions à des entreprises agricoles, viticoles ou horticoles pour la mise en oeuvre de projets pilotes relatifs à des systèmes, méthodes et techniques de production en agriculture, viticulture ou horticulture	CORD	1.250,00	1.250,00	0,00
35.060	35.00	10.10	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	124.160,00	125.510,00	125.504,27
41.000	41.50	10.10	Elections pour la constitution de la Chambre d'Agriculture, dépenses à charge de l'Etat (article IV de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	70.000,00	70.000,00	61.933,92
12.512	12.13	10.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.203,00	1.203,00	1.202,29
			<i>Total de la section 19.0:</i>		1.422.684,00	1.430.364,00	1.295.025,37

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.120	12.30	10.10	<i>Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i> Frais d'études pour la création et l'implantation de zones horticoles	CSDE, CPUBLIE	150.000,00 TE	136.387,00	45.747,20
12.300	Divers	10.10	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	75.000,00	75.000,00	74.451,60
12.340	Divers	Divers	Frais d'organisation d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles	CORD	95.000,00 TR	108.613,00	108.611,17
12.350	Divers	07.50	Prise en charge des frais en rapport avec l'élimination de matériel animalier à haut risque	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	194.000,00 D	274.000,00	273.103,65
31.051	31.32	10.10	Indemnité compensatoire annuelle aux exploitants agricoles en vertu de la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	15.700.000,00	15.700.000,00	14.943.015,89
31.052	31.32	10.10	Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	921.400,00	921.400,00	898.675,50
31.053	31.32	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.831.750,00 D	2.625.790,00	2.625.789,10
31.055	31.32	10.10	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.000,00 D	71.261,00	71.233,43
31.056	31.32	10.10	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.560.000,00 D	1.851.000,00	1.766.815,80
31.058	31.32	07.32	Prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs par la société d'exploitation du clos d'équarrissage du Schwaneenthal	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	750.000,00 D	886.000,00	885.998,57
31.059	31.32	07.50	Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000.000,00 D	5.301.450,00	5.301.266,74
31.060	31.32	Divers	Participation de l'Etat à l'octroi d'une aide pour la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves de certains établissements scolaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	16.000,00	16.000,00	10.834,89
33.010	33.00	07.50	Subventions en faveur d'organisations se consacrant à la protection de l'environnement et agréées par le ministère de l'agriculture pour des actions de vulgarisation en relation avec une agriculture respectant les impératifs de la protection de l'espace naturel	CNSM	37.200,00	37.200,00	37.200,00
33.011	33.00	07.50	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG dans les domaines de l'agriculture, de la viticulture, de la sylviculture et du développement rural	CSDE, CNSM, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.100	34.59	10.10	Mesures de reconversion économique et sociale dans l'agriculture: indemnités (loi du 7.3.1985)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.450,00	4.450,00	1.517,01
34.103	34.59	10.10	Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité	CSDE, CPUBLIE	90.000,00 TE	86.413,00	2.000,00
34.104	34.59	10.10	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité, de promotion et de commercialisation de produits de qualité et la participation à des foires et expositions	CSDE, CPUBLIE	136.500,00	136.500,00	92.635,45
34.105	34.59	10.10	Mesures d'aides à la préretraite en agriculture	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
34.106	34.59	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur les produits du terroir par la Chambre d'agriculture	CORD	47.292,00 TR	50.879,00	50.878,51
35.001	35.10	10.10	Remboursement à l'Union Européenne de dépenses non recon nues dans le cadre du FEOGA-GARANTIE	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
42.000	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de maladie agricole par les assurés obligatoires de cette caisse. (Article 39 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.986.000,00 D	2.043.710,00	2.043.705,61
42.001	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de pension agricole par les assurés obligatoires de cette caisse. (Article 40 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.982.000,00	3.982.000,00	3.421.002,24
42.002	42.00	10.10	Majoration des rentes-accidents agricoles servies aux grands blessés et revalorisation des rentes-accidents agricoles. (Article 41 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.098.000,00	3.098.000,00	3.079.418,40
				<i>Total de la section 19.1:</i>	35.702.792,00	37.431.253,00	35.733.900,76
11.000	Divers	10.10	<i>Section 19.2 – Services techniques</i>	CNLI, CSDE, CNST	7.146.360,00	7.146.360,00	6.851.039,39
11.010	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.380.651,00	1.380.651,00	1.364.802,02
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	5.895,00 D	62.471,00	62.470,97
11.030	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	580.914,00 D	626.978,00	626.977,04
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	220.577,00	220.577,00	0,00
11.100	11.40	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	16.641,00	16.641,00	16.540,69
11.130	11.12	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	7.000,00	7.000,00	4.939,51
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	7.000,00	7.000,00	4.939,51

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou déduction de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	39.000,00	39.000,00	31.196,59
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	39.500,00 TE	36.465,00	35.954,43
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	105.500,00	105.500,00	97.722,93
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.000,00	2.000,00	1.891,18
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	67.000,00	67.000,00	64.078,59
12.041	12.12	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes et de plombs de contrôle dans le cadre de la certification officielle des semences et plants et du contrôle phytosanitaire				
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	30.000,00	30.000,00	25.829,91
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CSDE, CPUBLIE	76.000,00	76.000,00	72.764,00
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	4.500,00	4.500,00	1.737,49
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	68.000,00	68.000,00	65.831,71
12.100	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	75.300,00	75.300,00	63.488,88
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études dans le domaine de l'analyse de produits agricoles	CNLI, CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	75.935,63
12.122	12.30	10.10	Frais d'analyses de l'ADN dans le cadre du contrôle de l'étiquetage de la viande bovine	CSDE, CPUBLIE	210.000,00 TR	217.310,00	212.858,81
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	4.000,00	4.000,00	1.104,00
12.130	12.16	10.10	Frais de publication d'une carte pédologique	CSDE, CPUBLIE	88.685,00 TR	89.485,00	89.382,27
12.140	12.16	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions et manifestations	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
12.160	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	13.940,00 TE	8.947,00	4.506,78
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel du laboratoire du lait cru	CORD	96.000,00 TR	100.900,00	98.258,66
12.170	12.30	10.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	64.000,00 TE	61.300,00	58.950,74
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	CORD	38.000,00	38.000,00	29.490,98
12.300	Divers	10.10	Aménagement et entretien des hangars, chantiers et places de dépôt en campagne, équipement et matériel de chantier	CORD	2.000,00	2.000,00	220,00
12.301	Divers	10.10	Entretien des champs d'essais, achat de plantes mellifères, d'arbres et d'arbustes, dépenses diverses	CORD	8.000,00	8.000,00	7.325,12
12.310	Divers	10.10	Frais d'organisation de contrôles, d'admissions, de concours, d'expertises et d'essais, frais de commercialisation, réunions du comité d'experts de l'Union Européenne	CORD	38.000,00	38.000,00	31.378,62
					13.000,00 TE	8.110,00	4.838,53

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.320	Divers	10.10	Allocation de primes de concours, de conservation et de station, attribution de médailles et de récompenses dans l'intérêt de l'amélioration des espèces bovine, porcine et chevaline	CORD	23.300,00	23.300,00	23.300,00
12.330	Divers	10.10	Contribution de l'Etat aux dépenses de l'organisme chargé de l'exécution du contrôle technique des plants de pommes de terre ainsi que des semences de céréales et de plants fourragères de production luxembourgeoise	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	170.000,00 D	187.182,00	187.181,28
12.600	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD, CNST	41,00	41,00	0,00
12.640	12.16	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions	CORD, CNST	750,00	750,00	0,00
31.050	31.32	10.10	Participation de l'Etat aux dépenses de la fédération des herdbooks dans l'intérêt des races bovine et porcine	CSDE, CPUBLIE	1.065.584,00	1.065.584,00	1.065.584,00
32.010	32.00	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production	CSDE, CPUBLIE	707.500,00	707.500,00	707.478,98
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'union des sociétés avicoles du Grand-Duché de Luxembourg, au flockbook du texel luxembourgeois, à l'association des éleveurs de chèvres et de moutons laitiers et à l'association des bergers	CNSM	16.120,00	16.120,00	16.120,00
33.011	33.00	10.10	Amélioration des races chevalines: subventions aux studbooks	CNSM	18.600,00	18.600,00	18.600,00
33.012	33.00	10.10	Apiculture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	CNSM	49.580,00	49.580,00	41.608,04
33.013	33.00	10.10	Horticulture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	CNSM	20.290,00	20.290,00	20.290,00
33.014	33.00	07.50	Subventions aux sociétés de protection des animaux et des oiseaux	CNSM	17.860,00	17.860,00	17.860,00
33.015	33.00	10.10	Subventions à la fédération colombophile luxembourgeoise et aux associations cynologiques	CNSM	4.960,00	4.960,00	4.960,00
33.016	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer	CSDE, CNSM, CPUBLIE	29.000,00	29.000,00	28.698,50
33.017	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fédération horticole luxembourgeoise	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	25.000,00
33.018	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du miel	CNSM	11.000,00	11.000,00	11.000,00
33.019	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des eaux-de-vie naturelles	CNSM	7.950,00	7.950,00	7.950,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.020	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale de la viande de porc	CNSM	1.025,00	1.025,00	1.025,00
33.021	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des salaisons fumées	CNSM	1.025,00	1.025,00	1.025,00
33.023	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association pour la promotion de la marque nationale de la viande de porc	CSDE, CNSM, CPUBLIE	43.000,00	43.000,00	39.420,85
33.024	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations s'adonnant à l'agriculture biologique	CNSM	10.000,00	10.000,00	10.000,00
33.025	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais du système de contrôle du mode de production biologique de produits agricoles	CNSM	39.340,00 TR	41.913,00	41.912,51
33.026	33.00	10.10	Subvention pour la réalisation d'une étude technico-économique du secteur des plants de pommes de terre au Grand-Duché de Luxembourg	CNSM	15.000,00	15.000,00	15.000,00
34.100	34.59	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle	CNLI, CNST, CPUBLIE	44.450,00 D TR	51.785,00	51.784,10
12.580	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	669,00	669,00	668,09
				<i>Total de la section 19.2:</i>	12.843.507,00	12.970.629,00	12.337.981,82
11.000	Divers	10.20	<i>Section 19.3 – Remembrement des biens ruraux</i>	CNLI, CSDE, CNST	124.332,00	124.332,00	123.610,11
43.000	43.22	10.20	Traitements des fonctionnaires				
			Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordant les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat)				
93.000	93.00	10.20	Alimentation courante du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'office national de remembrement (article 41, alinéa 1er, de la loi modifiée du 25.5.1964)	CNLI, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
				CNLI, CNST, CPUBLIE	2.400.000,00	2.400.000,00	2.400.000,00
				<i>Total de la section 19.3:</i>	2.624.332,00	2.624.332,00	2.523.610,11
11.000	Divers	10.10	<i>Section 19.4 – Service d'économie rurale</i>	CNLI, CSDE, CNST	2.579.538,00	2.579.538,00	2.477.286,51
11.010	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	156.062,00	156.062,00	130.967,33
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	3.276,00 D	132.790,00	132.789,64
			Indemnités des employés occupés à titre temporaire				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	103.275,00	103.275,00	96.742,12
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	2.148,00 D	2.147,08
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	645,00	645,00	644,52
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	19.500,00	19.500,00	14.310,55
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	30.500,00	30.500,00	28.525,71
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	1.650,00	1.650,00	822,43
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	27.000,00	27.000,00	23.590,40
12.090	12.21	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	92.510,00	92.510,00	92.502,56
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	CORD	1.000,00	1.000,00	640,00
12.300	Divers	10.10	Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs	CNLI, CNST, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	62.293,24
12.310	Divers	10.10	Réunions périodiques et voyages et autres activités d'information pour le perfectionnement des chefs d'exploitation dont la comptabilité est tenue par le service d'économie rurale, pour la promotion de la coopération et de l'entraide entre agriculteurs et pour des actions visant à introduire des méthodes de production plus soucieuses de l'environnement: frais d'organisation, frais de documentation, dépenses diverses	CORD	4.000,00	4.000,00	2.594,30
12.320	Divers	10.10	Frais d'entretien, d'adaptation et d'expert en relation avec les programmes de comptabilité agricole	CORD	500,00	500,00	0,00
12.330	Divers	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	150,00	150,00	0,00
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	25.585,00	25.585,00	25.546,68
12.540	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD, CNST	848,00	848,00	847,79
			<i>Total de la section 19.4:</i>		3.136.139,00	3.267.701,00	3.092.250,86
11.000	Divers	10.10	<i>Section 19.5 – Administration des services vétérinaires</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	1.945.497,00 D	1.977.660,00	1.977.659,22
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	692.140,00 D	779.451,00	779.450,16
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	120.066,00	120.065,64
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	144.296,00	144.296,00	120.995,56
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	669,00	669,00	464,80
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	22.500,00 TR	30.500,00	28.561,20

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	744,00	744,00	0,00
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	57.170,00	57.170,00	49.183,91
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.300,00 TE	2.300,00	1.366,49
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.000,00	2.000,00	1.790,33
12.031	12.16	10.10	Inspecteurs des viandes: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	4.694,00	4.694,00	2.435,93
12.032	12.16	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.569,00	1.569,00	1.537,93
12.040	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	CORD	10.091,00 TR	15.091,00	14.280,49
12.041	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: frais de bureau	CORD	4.600,00 TR	9.700,00	9.637,11
12.042	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: frais de bureau	CORD	992,00	992,00	944,79
12.050	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	9.850,00	9.850,00	6.824,29
12.051	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.729,00 D	28.729,00	16.101,35
12.052	12.12	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	3.680,00	3.680,00	1.385,34
12.053	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	18.720,00 TE	5.720,00	2.938,50
12.060	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	744,00	744,00	377,47
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	100,00 TE	0,00	0,00
12.080	12.11	10.10	Inspection vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	21.072,00	21.072,00	16.756,23
12.081	12.11	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.000,00	6.000,00	5.217,11
12.120	12.30	10.10	Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires externes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	160.000,00 D	400.000,00	324.776,39
12.121	12.30	10.10	Frais d'analyses à effectuer en vue du dépistage de l'E.S.B. chez les animaux domestiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	983.500,00	983.500,00	428.486,58
12.150	12.30	10.10	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	232.530,00 D	352.530,00	342.531,80
12.160	12.30	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins et des porcs et de matériel de lutte contre les épizooties et prestations de services directs en relation avec la police sanitaire du bétail	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.400.000,00	1.400.000,00	1.304.587,67
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	30.000,00 TE	28.000,00	24.273,09
12.162	12.30	10.10	Inspecteurs des viandes: achat de kits de réactifs et de kits de tests	CORD	3.949,00	3.949,00	387,76

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.163	12.30	10.10	Inspecteurs des viandes: acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	10.200,00	10.200,00	8.980,22
12.164	12.30	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: acquisition et entretien de matériel vétérinaire	CORD	7.140,00	7.140,00	5.241,66
12.190	12.30	10.10	Cours de formation continue, conférences	CORD	7.000,00 TE	6.000,00	5.064,85
12.300	Divers	10.10	Enlèvement de déchets toxiques de laboratoire	CORD	1.600,00	1.600,00	1.148,27
12.310	Divers	10.10	Frais supplémentaires de transport, de désinfection des installations de traitement des cadavres dans le cadre de la lutte contre la peste porcine classique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	750.000,00	750.000,00	322.337,99
12.661	12.30	10.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	CORD, CNST	1.637,00	1.637,00	1.636,50
33.010	33.00	10.10	Subvention à la fédération des unions d'apiculteurs dans l'intérêt de la lutte contre les maladies des abeilles	CNSM	8.676,00	8.676,00	8.676,00
12.510	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	3.087,00	3.087,00	3.086,90
12.540	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	CORD, CNST	7.852,00	7.852,00	7.233,03
12.580	12.11	10.10	Inspection vétérinaire.- Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	2.681,00	2.681,00	2.680,16
				<i>Total de la section 19.5:</i>	6.574.209,00	7.189.649,00	5.949.102,72
			<i>Section 19.6 – Viticulture</i>				
11.000	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	605.273,00	605.273,00	583.350,91
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	113.538,00 D	205.308,00	205.307,75
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	4.261,00	4.261,00	2.997,94
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	455.192,00	455.192,00	423.016,12
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	8.860,00	8.859,46
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.504,00	2.504,00	2.503,72
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	100,00	100,00	0,00
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.900,00	3.900,00	3.250,38
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	6.000,00	6.000,00	1.337,00
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	10.200,00	10.200,00	9.434,77
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	14.000,00	14.000,00	13.286,73
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CSDE, CPUBLIE	15.500,00	15.500,00	9.574,59
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.277,00 TR	2.477,00	2.414,93
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	61.310,00 TE	56.110,00	43.366,82
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	93.236,41
12.160	12.30	Divers	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	72.300,00 TR	77.300,00	76.861,10

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.190	12.30	Divers	Cours d'enseignement viticole: indemnités, voyages d'études, vulgarisation de connaissances viti-vinicoles, frais de formation du personnel, dépenses diverses	CORD	3.500,00	3.500,00	3.214,49
12.300	Divers	10.11	Exploitation de l'institut viti-vinicole	CORD	76.000,00	76.000,00	72.969,09
12.301	Divers	Divers	Achat de porte-greffes et de greffons sélectionnés	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'organisation professionnelle des vignerons indépendants	CNSM	2.231,00	2.231,00	2.231,00
33.011	33.00	10.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi du 23.4.1965)	CNSM	448.737,00 TR	528.737,00	528.737,00
33.012	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du vin	CSDE, CNSM, CPUBLIE	109.524,00	109.524,00	73.173,85
33.013	33.00	10.10	Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux expositions et foires	CNSM	66.931,00 TE	36.931,00	36.930,81
33.014	33.00	10.10	Participation de la viticulture à un projet de coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain	CNSM	21.274,00	21.274,00	0,00
34.050	34.38	10.10	Subsides pour études viti-vinicoles et arboricoles ainsi que pour la fréquentation d'écoles spécialisées à l'étranger	CORD	3.150,00	3.150,00	1.500,00
34.100	34.59	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance grêle et l'assurance gel	CNLI, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	488.587,50
34.101	34.59	10.20	Améliorations viticoles dans le cadre du remboursement viticole: compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles	CORD	100.000,00 TE	50.000,00	10.302,17
43.000	43.22	10.10	Chemins d'exploitation communaux et rigoles dans les vignes: revêtement et consolidation des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)	CSDE, CPUBLIE	35.000,00	35.000,00	0,00
				<i>Total de la section 19.6:</i>	2.834.802,00	2.935.332,00	2.696.444,54
11.060	Divers	10.30	<i>Section 19.7 – Sylviculture</i> Rémunération de la main-d'oeuvre occupée dans les forêts domaniales: coupes, entretien et pépinières	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.190.000,00	4.190.000,00	4.167.734,21
12.000	12.15	10.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	21.300,00	21.300,00	21.295,25
12.120	12.30	10.30	Etudes sur le milieu forestier: frais d'études et d'analyses, indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	766.000,00	766.000,00	551.473,92
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	52.000,00	52.000,00	51.889,60
12.130	12.16	10.30	Frais de publication	CORD	35.000,00	35.000,00	32.678,82

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.140	12.16	10.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	24.976,37
12.200	12.30	10.30	Dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.300	Divers	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers, achat de plants forestiers, vêtements et équipements de travail, établissement et entretien des pépinières forestières, dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	1.045.000,00	1.045.000,00	1.018.707,82
12.301	Divers	Divers	Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
31.050	31.32	10.30	Participation aux frais de fonctionnement d'un système de certification de la gestion durable des forêts	CORD	62.000,00	62.000,00	14.520,00
33.010	33.00	10.30	Participation de l'Etat en faveur de la conservation et de l'amélioration des forêts du pays par des associations de sylviculteurs	CNSM	45.667,00	45.667,00	45.667,00
34.020	34.35	10.30	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.500,00 D	21.200,00	20.656,60
				<i>Total de la section 19.7:</i>	6.244.667,00	6.263.367,00	5.949.599,59
			<i>Section 19.8 – Développement rural</i>				
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	7.200,00	7.200,00	2.235,10
12.180	12.30	07.20	Acquisition et entretien de matériel didactique	CORD	250,00	250,00	250,00
12.190	12.30	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	10.000,00	10.000,00	7.357,08
33.011	33.00	07.20	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans le domaine du développement rural et du renouveau local	CNSM	15.000,00	15.000,00	15.000,00
33.012	33.00	10.00	Participation de l'Etat dans le financement des „Groupes LEADER – Grand-Duché de Luxembourg“ dans le cadre de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale)	CSDE, CNSM, CPUBLIE	350.000,00	350.000,00	300.913,38
33.014	33.00	10.00	Participation de l'Etat dans le financement des groupes d'actions locales fonctionnant en dehors de l'initiative communautaire LEADER	CSDE, CNSM, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	49.317,59

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.000	43.22	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	CORD	173.600,00	173.600,00	173.599,99
				<i>Total de la section 19.8:</i>	676.050,00	676.050,00	548.673,14
				Total du département 19:	72.059.182,00	74.788.677,00	70.126.588,91

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			20 – Ministère de l'Economie				
			<i>Section 20.0 – Economie</i>				
11.000	Divers	11.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	185.317,00	185.317,00	95.591,86
11.020	Divers	11.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	2.270,00	2.270,00	0,00
11.100	11.40	11.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.013,00	2.013,00	1.983,16
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	14.438,00	14.438,00	9.519,16
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.300,00	2.300,00	371,70
12.010	12.13	11.10	Frais de route et de séjour	CORD	2.300,00 TR	2.500,00	2.471,86
12.012	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	240.000,00	240.000,00	222.010,65
12.020	12.14	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	9.000,00	9.000,00	7.036,09
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	CORD	15.000,00	15.000,00	12.199,89
12.070	12.12	11.10	Entretien des équipements informatiques	CORD	5.100,00 TR	10.100,00	8.893,99
12.080	12.11	11.10	Bâiments: exploitation et entretien	CORD	99.000,00 TE	85.300,00	46.417,38
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	35.000,00	35.000,00	29.856,00
12.140	12.16	11.10	Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés, organisation de pareilles manifestations, acquisition et édition de matériel d'exposition, acquisition et édition de matériel de promotion, organisation de campagnes et d'actions de publicité, participation à des congrès, participation à des dépenses spécifiques de la Chambre de Commerce en rapport avec sa coopération dans le cadre de l'organisation de participations luxembourgeoises collectives à des foires et à des salons spécialisés à l'étranger	CSDE, CPUBLIE	660.000,00	660.000,00	659.788,91
12.141	12.16	11.10	Organisation de journées du consommateur	CORD	77.000,00	77.000,00	76.703,09
12.144	12.16	11.10	Frais de publication	CORD	41.000,00 TR	49.500,00	42.442,40
12.145	12.16	09.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	5.000,00	5.000,00	1.284,40
12.146	12.16	11.10	Participation financière de l'Etat à l'organisation de la journée luxembourgeoise de la qualité et du prix luxembourgeois pour la qualité	CORD	25.000,00	25.000,00	25.000,00
12.190	12.30	11.10	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel administratif: frais d'organisation et de participation	CORD	21.000,00	21.000,00	13.982,22
12.191	12.30	09.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	12.000,00	12.000,00	9.193,60

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.300	Divers	11.10	Direction de la propriété industrielle et des droits intellectuels: frais de diffusion de la documentation et frais de fonctionnement de la direction de la propriété industrielle et des droits intellectuels	CORD	14.200,00	14.200,00	9.303,83
12.301	Divers	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: frais d'audits de reconnaissance mutuelle	CORD	8.000,00	8.000,00	1.680,00
12.302	Divers	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: surveillance des prestataires émettant des certificats qualifiés	CNLI, CNST, CPUBLIE	12.500,00	12.500,00	0,00
12.303	Divers	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.074.000,00	1.074.000,00	733.441,61
12.304	Divers	11.10	Office luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: frais d'audits à refacter	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	73.497,19
12.310	Divers	11.30	Mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes, dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie et du développement de celle-ci: frais du comité de développement économique et d'autres organismes de prospection, expertises et études, autres dépenses directes, participation à des dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	865.000,00	865.000,00	635.666,65
12.320	Divers	09.10	Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.321	Divers	11.10	Organisation de conférences et de réunions dans le cadre des travaux de l'Office européen des brevets	CORD	110.000,00	110.000,00	77.010,84
14.010	14.10	Divers	Entretien des aires de service, des zones de verdure, des bassins de retenue et des ouvrages hydrauliques annexes situés dans le périmètre des zones industrielles à caractère national	CORD	37.200,00	37.200,00	29.784,56
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: dépenses et frais connexes, participation à des dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	0,00
31.051	31.32	11.10	Intervention de l'Etat dans les frais engagés par des entreprises ou par des organismes luxembourgeois ayant des activités de promotion commerciale à l'occasion de participations à des foires ou à des salons spécialisés à l'étranger	CORD	350.000,00	350.000,00	350.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
31.052	31.32	11.30	Mesures et initiatives destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée, de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie, d'assurance-qualité et de certification, d'étalonnage de performances (benchmarking) notamment dans les PME; mesures de sensibilisation, projets d'étalonnage, contributions à des études, expertises audits technologiques et écologiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	105.000,00	105.000,00	35.483,51
31.053	31.32	11.30	Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	0,00
31.054	31.32	11.10	Participation de l'Etat dans les actions d'information, de publication, de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règlement (C.E.) No 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999, et de ses règlements d'application	CORD	301.000,00	301.000,00	154.134,23
31.057	31.32	11.10	Dotations en faveur du Groupement d'Intérêt Economique G.I.E. „Luxembourg-EXPO 2000“ pour la participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle EXPO 2000 à Hanovre du 1er juin au 31 octobre 2000	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
31.058	31.32	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: frais de participation à des programmes d'intercomparaison entre laboratoires ou d'essais d'aptitude	CORD	2.500,00	2.500,00	0,00
31.059	31.32	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité	CORD	3.000,00	3.000,00	3.000,00
32.010	32.00	11.30	Participation aux dépenses de fonctionnement de l'office luxembourgeois pour l'accroissement de la productivité, frais dans l'intérêt du relèvement de la productivité industrielle et de l'amélioration de l'équipement technique et commercial de la petite et moyenne industrie	CORD	262.500,00	262.500,00	262.500,00
32.011	32.00	11.30	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but	CSDE, CNST, CPUBLIE	230.000,00	230.000,00	174.655,86
32.013	32.00	11.10	Mesures et interventions destinées à favoriser la diffusion de l'information technique contenue dans les bases de données brevets et normes: participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Technologique et Normative (CVTN) et dépenses directes dans le même but	CORD	125.000,00	125.000,00	81.550,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
32.014	32.00	11.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CORD	40.000,00	40.000,00	24.028,00
32.016	32.00	11.10	Promotion de l'esprit d'entreprise et développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles: actions d'éveil et de sensibilisation, organisation de conférences, séminaires et de concours: participations à des dépenses directes et indirectes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	185.000,00	185.000,00	120.744,69
32.017	32.00	11.10	Promotion du développement technologique et de l'innovation, notamment par l'étude des concepts de pépinière d'entreprises, de centres d'accueil d'entreprises innovantes, de technopôles, de pôles de compétences technologiques (clusters): dépenses et frais connexes	CSDE, CPUBLIE	190.000,00	190.000,00	144.000,00
32.019	32.00	09.00	Mesures destinées à promouvoir l'exécution d'audits énergétiques dans les entreprises et les bâtiments du secteur résidentiel et tertiaire, participations dans les frais d'études	CSDE, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	3.972,00
33.000	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs	CSDE, CPUBLIE	717.000,00	717.000,00	717.000,00
33.001	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre Européen des Consommateurs	CSDE, CPUBLIE	81.000,00	81.000,00	64.800,00
33.002	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du point de contact national dans le cadre du réseau européen extrajudiciaire des litiges de consommation	CSDE, CPUBLIE	35.000,00	35.000,00	28.000,00
33.003	33.00	09.20	Participation financière aux frais de fonctionnement de l'Agence de l'Energie S.A.	CORD	100.000,00	100.000,00	100.000,00
33.010	33.00	11.10	Participation de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
33.012	33.00	11.10	Participation de l'Etat à raison de maximum 50% dans le financement de programmes communautaires et/ou d'autres institutions européennes ou internationales dans le cadre de la propriété intellectuelle	CNLI, CSDE, CNST, CNSM, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	24.795,00
34.040	34.42	09.00	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00 D	400,00	400,00
35.060	35.00	11.10	Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	364.000,00	364.000,00	331.805,45

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.540	12.12	11.10	Frais de bureau	CORD, CNST	2.000,00	2.000,00	1.954,30
41.500	41.50	09.10	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du service chargé de la réception des installations de combustion au gaz au sein de la Chambre des Métiers	CORD, CNST	130.000,00	130.000,00	130.000,00
			<i>Total de la section 20.0:</i>		7.341.938,00	7.342.238,00	5.577.954,08
			<i>Section 20.1 – Statec</i>				
11.000	Divers	01.32	Traitement des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	3.700.903,00	3.700.903,00	3.492.742,50
11.010	Divers	01.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.886.834,00 D	3.147.090,00	3.147.089,33
11.020	Divers	01.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	4.442,00 D	476.154,00	476.153,17
11.030	Divers	01.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	01.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.388,00	4.388,00	3.460,02
12.000	12.15	01.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.500,00	1.500,00	1.115,10
12.010	12.13	01.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	22.350,00	22.350,00	11.902,04
12.020	12.14	01.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.100,00 TR	4.100,00	3.149,79
12.040	12.12	01.32	Frais de bureau	CORD	58.400,00 TR	71.400,00	65.884,75
12.050	12.12	01.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNST, CPUBLIE	140.000,00	140.000,00	124.854,17
12.070	12.12	01.32	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	109.000,00	109.000,00	106.475,75
12.080	12.11	01.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	151.000,00	151.000,00	149.397,73
12.090	12.21	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	987.000,00	987.000,00	956.872,33
12.100	12.11	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	93.500,00 TR	97.870,00	94.866,05
12.120	12.30	01.32	Frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	225.700,00	225.700,00	183.475,66
12.130	12.16	01.32	Frais de publication	CNLI, CNST, CPUBLIE	126.500,00 TR	136.500,00	123.402,84
12.190	12.30	01.32	Frais de formation	CORD	14.400,00	14.400,00	11.416,32
12.220	12.30	01.32	Programme de recherche concernant des sujets macro-économiques relatifs aux missions du STATEC en matière d'analyse économique	CORD	112.500,00 TR	112.707,14	112.707,14
12.300	Divers	01.32	Enquêtes pour le compte de l'office statistique des communautés européennes: imprimés, indemnités aux enquêteurs et dépenses diverses	CNST, CPUBLIE	607.600,00	607.600,00	601.055,83
12.301	Divers	01.32	Travaux périodiques extraordinaires: indemnités pour services de tiers, frais d'impression	CORD	32.000,00	32.000,00	30.612,70

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.302	Divers	01.32	Système INTRASTAT: frais d'impression de la documentation, gravage de CD-Rom et développement du support informatique, campagne de promotion	CORD	43.000,00	43.000,00	35.281,14
12.310	Divers	01.32	Recensement général de la population: indemnités des agents recenseurs, frais de publication	CSDE, CPUBLIE	46.000,00	46.000,00	16.625,83
12.320	Divers	01.32	Enquête sur les budgets familiaux	CORD	80.000,00 TE	50.422,86	15.851,09
24.010	24.10	01.32	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	97.000,00	97.000,00	92.850,41
35.060	35.00	01.32	Contributions à des institutions internationales	CORD	1.700,00	1.700,00	1.311,00
			<i>Total de la section 20.1:</i>		9.547.917,00	10.279.885,00	9.858.552,69
			<i>Section 20.2 – Service de l'Energie de l'Etat</i>				
11.000	Divers	12.12	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	686.761,00 D	752.771,00	752.770,65
11.010	Divers	12.12	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	42.350,00 D	88.717,00	88.716,06
11.020	Divers	12.12	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	23.137,00	23.136,68
12.010	12.13	12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	100,00	100,00	63,00
12.012	12.13	12.12	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	19.500,00	19.500,00	18.216,35
12.020	12.14	12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.700,00	4.700,00	2.743,04
12.040	12.12	12.12	Frais de bureau	CORD	11.500,00	11.500,00	9.461,77
12.050	12.12	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	13.000,00 TE	11.900,00	8.657,96
12.080	12.11	12.12	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	17.900,00 TR	19.000,00	18.925,10
12.130	12.16	12.12	Frais d'achat, de gestion, de reproduction et de publication de normes dans les domaines électrotechnique, non-électrique et des télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	292,09
12.190	12.30	12.12	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel	CORD	1.000,00	1.000,00	19,77
12.301	Divers	12.12	Surveillance du marché des équipements électrotechniques et des télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	45.000,00	45.000,00	21.395,54
35.060	35.00	12.12	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	163.000,00	163.000,00	144.078,50
			<i>Total de la section 20.2:</i>		1.009.911,00	1.145.325,00	1.088.476,51
			<i>Section 20.3 – Centrales hydro-électriques</i>				
11.000	Divers	09.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	940.276,00	940.276,00	476.671,22
11.030	Divers	09.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	15.403,00 D	15.493,00	15.492,06
11.100	11.40	09.20	Indemnités d'habillement	CORD	1.720,0	1.720,00	1.038,06

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.010	12.13	09.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.000,00	2.000,00	240,43
12.020	12.14	09.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	8.000,00	8.000,00	1.054,81
12.300	Divers	09.20	Frais d'exploitation des centrales hydro-électriques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	180.000,00	180.000,00	97.461,45
12.310	Divers	09.20	Impôts dus sur l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbruck et de Rosport	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	22.309,00
				<i>Total de la section 20.3:</i>	1.227.399,00	1.227.489,00	614.267,03
				Total du département 20:	19.127.165,00	19.994.937,00	17.139.250,31

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			21 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement				
			<i>Section 21.0 – Classes moyennes</i>				
11.130	11.12	11.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	11.500,00	11.500,00	9.788,10
12.000	12.15	11.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	12.500,00	12.500,00	11.733,33
12.010	12.13	11.40	Frais de route et de séjour	CORD	800,00	800,00	565,80
12.012	12.13	11.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	25.000,00	25.000,00	19.585,08
12.040	12.12	11.40	Frais de bureau	CORD	2.000,00 TE	1.540,00	560,00
12.080	12.11	11.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.611,00 TR	2.071,00	2.066,24
12.120	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	67.000,00	67.000,00	32.500,00
12.121	12.30	11.40	Evaluation et certification ISO 9000 du service des autorisations	CORD	35.000,00	35.000,00	18.404,75
12.125	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	85.000,00	85.000,00	44.999,27
31.030	31.12	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: bonifications d'intérêt (article 4 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.400.000,00	2.400.000,00	2.332.175,95
31.040	31.31	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968)	CORD	12.395,00	12.395,00	0,00
31.050	31.32	11.40	Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxembourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étrangers, b) l'organisation de congrès relevant des professions indépendantes sur le plan national et international, c) la participation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de formation professionnelle à l'étranger	CORD	61.552,00	61.552,00	59.600,00
31.051	31.32	11.40	Contributions destinées à favoriser la participation à des foires et manifestations professionnelles	CORD	50.000,00	50.000,00	49.996,13
31.052	31.32	11.40	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité	CORD	3.000,00	3.000,00	3.000,00
33.010	33.00	11.40	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes	CNSM	5.082,00	5.082,00	5.082,00
41.000	41.50	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	CORD	3.184.425,00	3.184.425,00	3.184.425,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
41.001	41.50	Divers	Cours de formation professionnelle pour exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, cours de formation accélérée pour commerçants, cours de formation pour l'accès à la profession de transporteur: participation aux frais exposés par la chambre de commerce				
41.002	41.50	11.40	Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais	CORD	115.000,00	115.000,00	115.000,00
41.004	41.50	11.40	Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels	CORD	91.721,00	91.721,00	91.721,00
41.500	41.50	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	CORD	247.894,00	247.894,00	22.403,00
				CORD, CNST	28.000,00	28.000,00	0,00
				<i>Total de la section 21.0:</i>	6.439.480,00	6.439.480,00	6.003.605,65
11.300	11.00	11.60	<i>Section 21.1 – Tourisme</i> Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: indemnités des agents	CNL, CNST, CPUBLIE	635.263,00	635.263,00	575.144,85
11.800	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger: indemnités	CORD, CNST	10.446,00	10.446,00	0,00
12.010	12.13	11.60	Frais de route et de séjour	CORD	150,00	150,00	110,05
12.012	12.13	11.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	30.000,00 TE	29.230,00	16.782,82
12.020	12.14	11.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.620,00 TR	4.920,00	4.616,76
12.040	12.12	11.60	Frais de bureau	CORD	700,00	700,00	698,66
12.100	12.11	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.120	12.30	11.60	Exécution du septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique pour le compte du Ministère du Tourisme	CNL, CSDE, CNST, CPUBLIE	123.700,00	123.700,00	94.024,04
12.121	12.30	11.60	Frais d'élaboration de fiches de rémunération des agents aux représentations touristiques à l'étranger et des animateurs touristiques	CSDE, CPUBLIE	60.000,00 TR	140.000,00	33.736,85
12.125	12.30	11.60	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	2.510,00 TR	2.980,00	2.974,95
12.140	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	60.000,00	60.000,00	194,50
12.141	12.16	11.60	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique	CSDE, CPUBLIE	340.000,00 TE	240.000,00	207.175,89
				CSDE, CPUBLIE	319.000,00 TR	419.000,00	418.978,03

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.300	Divers	11.60	Aménagement, signalisation, équipement et entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables: dépenses diverses	CORD	200.000,00	200.000,00	195.548,26
12.301	Divers	11.60	Parc naturel germano-luxembourgeois: aménagements et frais de propagande	CORD	4.958,00	4.958,00	4.958,00
12.302	Divers	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: frais de port	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	185.000,00	185.000,00	134.428,45
12.303	Divers	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: autres frais courants de fonctionnement	CSDE, CPUBLIE	190.000,00	190.000,00	187.571,49
33.010	33.00	11.60	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux	CNSM	24.500,00 TE	0,00	0,00
33.011	33.00	08.10	Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen	CNSM	57.016,00	57.016,00	57.016,00
33.012	33.00	11.60	Participation aux frais des syndicats d'initiative, des Ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CNSM	297.500,00 TR	367.602,00	291.358,11
33.013	33.00	11.60	Participation aux frais de modernisation des auberges de jeunesse	CNSM	13.634,00 TE	0,00	0,00
33.014	33.00	11.60	Organisation de concours: primes d'encouragement et de récompense	CNSM	25.000,00	25.000,00	25.000,00
33.015	33.00	11.60	Participation aux frais de l'office national du tourisme	CNSM	1.722.000,00	1.722.000,00	1.722.000,00
33.016	33.00	11.60	Coordinateurs de l'animation touristique régionale: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement	CNSM	330.000,00	330.000,00	327.912,69
33.017	33.00	11.60	Participation de l'Etat dans le financement des manifestations touristiques et culturelles organisées par le musée „A Possen“	CNSM	14.588,00	14.588,00	14.588,00
33.018	33.00	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de l'institut européen de tourisme à l'université de Trèves	CNSM	30.678,00 TE	27.610,00	27.609,76
33.019	33.00	11.60	Exécution du septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique réalisées par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	CSDE, CNSM, CPUBLIE	20.000,00 TR	40.000,00	30.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.021	33.00	11.60	Exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique; participation aux frais de rémunération et de fonctionnement dans le cadre de projets ou initiatives touristiques d'envergure gérés par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif	CSDE, CNSM, CPUBLIE	120.000,00 TE	40.000,00	40.000,00
33.023	33.00	11.60	Participation aux cours de formation touristique continue en vue de la standardisation et de la coordination des Bureaux de tourisme régionaux et locaux	CNSM	9.916,00	9.916,00	9.860,00
33.025	33.00	11.60	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme	CNSM	90.000,00 TE	61.100,00	61.084,80
33.026	33.00	08.10	Participation aux frais de développement du centre touristique à Munshausen	CNSM	110.200,00	110.200,00	110.200,00
33.027	33.00	11.50	Participation de l'Etat dans le financement d'équipes nationales participant à des concours, compétitions et expositions internationales dans le domaine de la gastronomie	CNSM	6.197,00	6.197,00	6.197,00
33.029	33.00	Divers	Subsides aux syndicats d'initiative, aux Ententes de syndicats d'initiatives et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CNSM	104.000,00	104.000,00	71.200,35
35.060	35.00	11.60	Contributions à des organismes internationaux	CORD	6.500,00	6.500,00	6.500,00
43.001	43.22	11.60	Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CORD	83.000,00	83.000,00	57.965,03
43.004	43.22	11.60	Exécution du septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique; participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique	CSDE, CPUBLIE	20.000,00 TE	0,00	0,00
			<i>Total de la section 21.1.1:</i>		5.251.076,00	5.251.076,00	4.735.435,34
			<i>Section 21.2 – Logement</i>				
11.010	Divers	07.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	657.529,00 D	903.166,00	903.165,23
11.020	Divers	07.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	63.275,00	63.274,73
11.060	12.30	07.10	Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat.– Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel	CNLI, CNST, CPUBLIE	686.672,00 D TR	695.692,00	695.688,49
11.130	11.12	07.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.080,00	2.080,00	1.214,70
12.000	12.15	07.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	90.075,00 TE TR	83.155,00	82.525,11
12.010	12.13	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.797,00	1.797,00	1.212,13

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.012	12.13	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	5.000,00 TE	4.914,00	4.378,44
12.020	12.14	07.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.250,00	3.250,00	2.634,13
12.030	12.16	07.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.220,00 TE	1.015,00	973,65
12.040	12.12	07.10	Frais de bureau	CORD	55.900,00	55.900,00	53.483,95
12.050	12.12	07.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	90.000,00 TR	99.050,00	99.048,21
12.070	12.12	07.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	15.000,00 TE	3.465,00	0,00
12.080	12.11	07.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	101.800,00 TE TR	109.735,00	109.731,84
12.100	12.11	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	176.903,00	176.903,00	176.902,44
12.120	12.30	07.10	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	275.000,00	275.000,00	234.603,37
12.121	12.30	07.10	Frais d'experts et d'études en vue de la mise sur pied d'un Observatoire de l'habitat	CORD	200.000,00	200.000,00	200.000,00
12.140	12.16	07.10	Participation à des expositions, organisation de concours et de conférences, confection de plans et de maquettes, actions de propagande, frais d'impression de cartes, dépenses diverses	CORD	90.000,00	90.000,00	86.301,33
12.190	12.30	07.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	1.000,00 TE TR	941,00	940,50
12.300	Divers	07.10	Centre de consultation pour le logement individuel et familial, frais de fonctionnement, acquisition de matériel didactique, dépenses diverses	CORD	6.000,00 TR	6.350,00	6.174,94
31.000	31.11	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	240.000,00	240.000,00	0,00
31.030	31.12	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	40.000,00
33.010	33.00	07.10	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans les domaines du logement	CNSM	40.902,00	40.902,00	40.902,00
34.080	34.52	07.10	Aide au logement: subventions d'intérêt (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	49.500.000,00 D	51.200.000,00	51.200.000,00
34.081	34.52	07.10	Prêts à taux réduit en vue de la construction ou de l'acquisition d'habitations à bon marché: subventions d'intérêt (loi modifiée du 13.7.1949, règlement ministériel modifié du 11.9.1972)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10,00	10,00	8,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
34.082	34.52	07.10	Prêts à caractère social dans l'intérêt de la construction ou de l'acquisition de logements: subventions réduisant le taux d'intérêt	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	58,79
34083	34.52	07.10	Aide au logement: participation de l'Etat aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement (art. 12bis de la loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	465.000,00	465.000,00	0,00
35.060	35.00	07.10	Contribution à des organismes internationaux	CORD	900,00	900,00	900,00
43.000	43.22	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	40.000,00
43.001	43.22	07.10	Participation financière de l'Etat aux études réalisées par les communes dans le cadre du chapitre IV de la loi modifiée du 25.2.1979 concernant l'aide au logement	CSDE, CPUBLIE	40.000,00	40.000,00	1.188,20
				<i>Total de la section 21.2.:</i>	52.826.238,00	54.842.600,00	54.045.310,90
				Total du département 21:	64.516.794,00	66.533.156,00	64.784.351,89

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			22 – Ministère des Travaux publics				
			<i>Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	12.475,0	12.475,00	9.048,00
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	10.025,00	10.025,00	8.916,20
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	57.000,00	57.000,00	50.372,65
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.600,00 TE	1.399,00	609,02
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	CORD	6.000,00 TR	6.661,00	6.660,79
12.070	12.12	12.00	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	7.300,00	7.300,00	7.300,00
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.500,00 TR	4.040,00	4.039,75
12.110	12.30	12.10	Frais de contentieux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	120.000,00
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	44.000,00 D	505.512,00	379.644,20
12.122	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études en vue de la mise en oeuvre de mesures de réduction des émissions de CO ₂ en provenance de bâtiments de l'Etat				
12.140	12.16	12.00	Campagnes de sensibilisation et d'information, participation à des foires et à des expositions	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	97.990,97
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	24.800,00	24.800,00	24.786,23
12.300	Divers	12.10	Dépenses diverses	CSDE, CPUBLIE	32.000,00	32.000,00	23.969,98
32.000	32.00	07.20	Participation aux frais de fonctionnement de l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest	CSDE, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	1.087,62
32.001	32.00	07.20	Participation aux frais de pré-études encourus par l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	375.000,00 D	1.125.000,00	1.125.000,00
34.040	34.42	12.10	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00 D	2.100.000,00	2.100.000,00
34.090	34.49	01.10	Frais d'entretien des habitations de la couronne: subvention forfaitaire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	146.569,74
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	12.500,00	12.500,00	12.500,00
41.000	41.50	01.34	Subside à la chambre des métiers pour favoriser les activités intéressant le département des travaux publics	CSDE, CPUBLIE	42.000,00	42.000,00	37.701,25
			<i>Total de la section 22.0:</i>		1.751.700,00	4.563.212,00	4.206.196,40

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 22.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	26.568.778,00	26.568.778,00	25.799.760,54
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.575.349,00	1.575.349,00	1.514.648,09
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	17.544,00 D	183.033,00	183.032,18
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	28.084.083,00	28.084.083,00	27.832.936,44
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CSDE, CPUBLIE	196.900,00	196.900,00	188.855,95
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	96.000,00	96.000,00	71.082,39
11.150	11.12	Divers	Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	340.000,00 D	430.000,00	414.951,27
11.630	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	21.600,00	21.600,00	21.591,46
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	232.000,00	232.000,00	191.801,09
12.020	12.14	Divers	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	1.810.000,00 TE TR	1.883.500,00	1.855.761,90
12.030	12.16	Divers	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	148.800,00	148.800,00	113.343,27
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	373.000,00 TE TR	340.347,31	316.193,73
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	489.000,00 TR	507.512,69	495.204,30
12.060	12.12	Divers	Entretien des installations de télécommunications	CORD	21.500,00	21.500,00	12.623,22
12.070	12.12	Divers	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	115.000,00	115.000,00	53.636,04
12.080	12.11	Divers	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploitation et entretien	CSDE, CPUBLIE	1.060.000,00 TE	1.000.000,00	932.543,98
12.100	12.11	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	58.250,00	58.250,00	56.137,20
12.125	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CSDE, CPUBLIE	143.000,00	143.000,00	96.731,77
12.170	12.30	12.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux	CORD	660.000,00	660.000,00	569.048,46
12.300	Divers	12.10	Etablissement d'un inventaire de la voirie et recensement de la circulation: indemnités, honoraires et fournitures diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	170.000,00	170.000,00	164.010,00
12.301	Divers	12.10	Services spéciaux: frais de fonctionnement	CSDE, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	192.067,36
12.303	Divers	12.10	Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais, ayant donné lieu à des avances correspondantes	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	1.393,31
12.304	43.21	12.14	Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat – Ville de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00 D	160.000,00	149.150,87

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
24.010	24.10	12.10	Location de logiciels informatiques	CORD	125.000,00	125.000,00	103.244,76
12.510	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD, CNST	1.950,00 TR	2.590,00	2.556,69
				<i>Total de la section 22.1:</i>	62.610.354,00	62.925.843,00	61.332.306,27
12.300	Divers	12.12	<i>Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres</i> Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	850.000,00 D	1.060.000,00	1.059.931,30
14.000	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CNST, CPUBLIE	5.700.000,00 TE TR	5.994.049,94	5.980.725,39
14.001	14.10	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	1.750.000,00	1.750.000,00	1.610.492,26
14.002	14.10	12.12	Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage, dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.525.000,00	2.525.000,00	2.509.860,37
14.003	14.10	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	1.750.000,00 TE TR	1.555.698,88	1.181.228,92
14.004	14.10	12.12	Voirie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00	2.000.000,00	1.806.588,31
14.005	14.10	08.30	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	335.000,00 TE	307.625,90	158.689,81
14.006	14.10	12.12	Assainissement et entretien d'arbres d'alignement, d'arbres remarquables et d'arbres classés monuments historiques le long de la voirie de l'Etat	CSDE, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	79.906,26
14.007	14.10	12.12	Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat	CSDE, CPUBLIE	675.000,00	675.000,00	633.560,00
14.010	14.10	Divers	Stations d'épuration, canalisations et distributions d'eau: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	5.000,00 TE	2.625,28	2.625,28
14.012	14.10	12.32	Moselle canalisée et domaine du port de Mertert: entretien du chenal, des ouvrages d'art et des berges	CSDE, CPUBLIE	165.000,00	165.000,00	159.497,93
14.013	14.10	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	135.000,00 D	625.000,00	608.557,96
14.014	14.10	09.20	Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux d'entretien et de réparation	CSDE, CPUBLIE	63.500,00 TR	73.500,00	73.499,27
14.015	14.10	12.32	Frais de réparation et d'entretien d'ouvrages hydrauliques payés à des secteurs autres que le secteur administrations publiques	CORD	25.000,00	25.000,00	23.941,77
14.030	14.10	08.10	Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxembourg: travaux d'entretien et de réparation	CORD	440.000,00	440.000,00	439.093,81
43.000	43.22	12.12	Chemins vicinaux: goudronnage et remises en état à la suite de déviations imposées par les chantiers sur des routes de l'Etat, subsides aux communes	CSDE, CPUBLIE	360.000,00 TE	280.000,00	222.146,69

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.001	43.22	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes	CSDE, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	999.964,40
			<i>Total de la section 22.2:</i>		17.858.500,00	18.558.500,00	17.550.309,73
			<i>Section 22.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	7.019.464,00	7.019.464,00	6.784.184,84
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.059.436,00 D	1.235.378,00	1.235.377,93
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	4.443,00 D	236.204,00	236.203,43
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	1.230.899,00	1.230.899,00	1.143.005,59
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	8.213,00	8.212,82
11.070	Divers	01.34	Rémunération de personnel en formation auprès de l'Etat	CORD	10.927,00 TE	6.077,00	5.954,61
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	14.211,00 TE	13.711,00	13.660,96
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	500,00 TE	0,00	0,00
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	69.000,00	69.000,00	66.829,78
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	73.000,00	73.000,00	71.158,92
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.200,00	2.200,00	2.199,12
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	52.500,00	52.500,00	51.231,10
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	74.000,00 TR	79.850,00	79.832,73
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	20.500,00	20.500,00	17.414,21
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	155.000,00	155.000,00	154.984,36
12.170	12.30	01.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	15.000,00	15.000,00	14.986,04
12.510	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD, CNST	11.000,00	11.000,00	10.659,63
12.540	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD, CNST	11.858,00	11.858,00	11.857,54
			<i>Total de la section 22.3:</i>		9.824.038,00	10.239.854,00	9.907.753,61
			<i>Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres</i>				
12.080	12.11	01.34	Bâtiments affectés à des services publics: entretien et réparation	CSDE, CPUBLIE	4.650.000,00 TE TR	4.650.000,00	4.649.635,13
12.081	12.11	Divers	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	CSDE, CNST, CPUBLIE	2.600.000,00 TE TR	2.600.000,00	2.598.655,42
12.082	12.11	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: exploitation, entretien et réparation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.500.000,00 TE TR	4.500.000,00	4.322.653,32
12.083	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité, taxes et dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.125.000,00 D	1.190.000,00	1.189.998,36

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.084	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	770.000,00 D	793.000,00	787.231,96
12.085	12.11	01.34	Installations thermiques: entretien et contrôle	CSDE, CPUBLIE	1.075.000,00	1.075.000,00	1.071.164,69
12.086	12.11	01.34	Installations électriques: entretien et contrôle	CSDE, CPUBLIE	2.325.000,00 TE	2.225.000,00	2.224.971,00
12.087	12.11	01.34	Surfaces vertes autour des bâtiments de l'Etat: plantation et entretien	CSDE, CPUBLIE	323.000,00	323.000,00	322.944,15
12.088	12.11	05.23	Domaine thermal de Mondorf: remboursement des frais d'entretien des installations techniques (convention du 7.3.1990)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	235.000,00 D	346.000,00	344.377,37
12.089	12.11	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles loués par l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	890.000,00 D	2.640.000,00	2.639.936,84
12.090	12.21	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles faisant l'objet d'un contrat de location-vente	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	0,00
12.091	12.21	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais d'exploitation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.970.000,00 D	3.080.000,00	3.080.000,00
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00 D	110.000,00	108.976,13
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	28.853,29
12.300	Divers	01.34	Frais de déménagement des services publics	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	375.000,00 D	1.559.000,00	1.558.993,83
12.301	Divers	01.34	Fêtes publiques, religieuses et culturelles, cérémonies et réceptions officielles, conférences, illuminations	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	60.000,00 D	66.000,00	65.962,09
12.302	Divers	01.34	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés	CSDE, CPUBLIE	120.000,00 TR	220.000,00	216.476,45
12.303	Divers	01.34	Mobilier et équipement des administrations et services publics et des établissements d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	CORD	100.000,00	100.000,00	93.495,77
			<i>Total de la section 22.4:</i>		21.288.000,00	25.597.000,00	25.304.325,80
			Total du département 22:		113.332.592,00	121.884.409,00	118.300.891,81

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
23 – Ministère des Transports							
<i>Section 23.0 – Transports – Dépenses générales</i>							
12.010	12.13	12.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	11.220,00	11.220,00	10.677,27
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	222.600,00 TR	242.600,00	213.449,57
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	13.000,00	13.000,00	9.320,82
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	CORD	7.770,00 TR	25.770,00	14.628,60
12.060	12.12	12.00	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.750,00	2.750,00	1.652,29
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	24.100,00 TR	42.900,00	33.799,68
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.450.000,00 D	1.950.000,00	843.342,83
12.121	12.30	12.00	Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat-Ville de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00 D	160.000,00	154.803,77
12.140	12.16	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	200.000,00 TE	164.900,00	130.441,40
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation (Transports routiers, Eurocontrôle route, Circulation routière)	CORD	55.000,00 TE	33.300,00	31.285,29
12.200	12.30	12.00	Frais de fonctionnement de l'entité d'enquête accidents et incidents dans les transports aériens, ferroviaires et maritimes	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
35.060	35.00	12.00	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.982,00	8.982,00	8.725,19
41.000	41.50	12.00	Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	CORD	6.500,00	6.500,00	3.901,08
12.512	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD, CNST	4.622,00	4.622,00	3.728,93
12.580	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD, CNST	3.114,00	3.114,00	3.113,05
35.560	35.00	12.00	Cotisations à des organismes internationaux	CORD, CNST	2.667,00	2.667,00	2.667,00
<i>Total de la section 23.0:</i>					2.114.325,00	2.674.325,00	1.465.536,77
<i>Section 23.1 – Circulation routière</i>							
11.130	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	39.780,00 TE	36.125,00	32.031,02
11.630	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	9.428,00	9.428,00	9.426,76
12.000	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	8.065,00 TR	11.720,00	9.682,62
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CNST, CPUBLIE	59.500,00	59.500,00	56.784,00
12.130	12.16	12.10	Frais de publication	CORD	10.500,00	10.500,00	5.000,00
12.140	12.16	12.10	Mesures préventives contre les accidents de la circulation: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CSDE, CPUBLIE	170.000,00	170.000,00	169.886,04
12.160	12.30	12.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	125,00	125,00	98,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
12.300	Divers	12.10	Confection de plaques d'immatriculation	CORD	1.783,00	1.783,00	0,00
12.310	Divers	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique de frais relatifs à la gestion des fichiers nationaux des véhicules et des permis de conduire	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.616.204,00	3.616.204,00	3.400.200,48
33.010	33.00	12.10	Subsides à des organismes privés oeuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières	CNSM	309.000,00 TE	290.686,00	287.264,48
41.000	41.50	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la chambre de commerce	CORD	65.000,00 TR	83.314,00	83.313,53
33.510	33.00	12.10	Subsides à des organismes privés oeuvrant en matière de sécurité et d'éducation routière	CNST, CNSM	10.003,00	10.003,00	10.002,50
			<i>Total de la section 23.1:</i>		4.299.388,00	4.299.388,00	4.063.689,43
12.141	12.16	12.10	<i>Section 23.2 – Transports publics</i> Frais d'impression d'horaires d'autobus et de matériel en relation avec les conditions tarifaires	CORD	115.000,00 TE	65.000,00	54.199,84
12.300	Divers	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	814.000,00 TR	901.904,00	901.903,14
31.020	31.22	12.20	Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	71.325.000,00 D	75.469.409,00	75.469.408,59
31.021	31.22	12.13	Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	11.004.000,00	11.004.000,00	10.993.911,19
31.040	31.31	12.13	Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	61.235.000,00 D TR	62.315.400,00	62.314.523,80
31.050	31.32	12.13	Participation à un projet de la technologie de la pile à combustible dans l'intérêt d'un transport public écologique	CORD	310.000,00	310.000,00	310.000,00
31.051	31.32	12.13	Participation à un projet d'installation d'un système de guidance automatique d'autobus en lieux urbains: subventions	CORD	100.000,00 TE	6.244,00	0,00
33.010	33.00	12.00	Subsides aux associations promouvant les transports publics	CNSM	5.000,00	5.000,00	2.500,00
34.090	34.49	04.30	Gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.899.550,00 TR	2.905.402,00	2.905.401,96
34.091	34.49	04.50	Transports effectués dans l'intérêt des élèves handicapés physiques et polyhandicapés de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée ainsi que des travailleurs handicapés	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	13.500.000,00	13.500.000,00	13.498.202,00
43.000	43.22	12.13	Services publics d'autobus, quasi-gratuité du transport des jeunes et gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire assurés par la Ville de Luxembourg en exécution de l'accord conclu avec l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.785.959,00	5.785.959,00	5.674.771,16

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
43.001	43.22	12.13	Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l'application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme	CORD	60.000,00	60.000,00	18.480,00
43.020	43.52	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par le T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	8.370.370,00 D	8.995.706,00	8.995.706,00
31.540	31.31	12.13	Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat	CORD, CNST	190.723,00	190.723,00	190.721,48
34.591	34.49	04.50	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée: subventions	CORD, CNST	3.550.000,00	3.550.000,00	3.546.843,00
43.501	43.22	12.13	Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l'application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme	CORD, CNST	18.324,00	18.324,00	18.324,00
43.520	43.52	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par le T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat	CORD, CNST	550.650,00	550.650,00	325.448,79
				<i>Total de la section 23.2:</i>	179.833.576,00	185.633.721,00	185.220.344,95
11.000	Divers	12.20	<i>Section 23.3 – Transports ferroviaires</i>	CNLI, CSDE, CNST	137.103,00 D	137.665,00	137.664,36
31.023	31.22	12.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.172.051,00 D	28.962.201,00	28.787.109,34
32.001	42.00	12.20	Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L.	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	123.978.332,00 D	131.217.151,00	131.217.150,15
93.000	93.00	12.20	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel	CNLI, CNST, CPUBLIE	90.000.000,00 D	101.434.356,00	101.434.356,00
			Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge de la gestion de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE	<i>Total de la section 23.3:</i>	239.287.486,00	261.751.373,00	261.576.279,85
11.000	Divers	12.34	<i>Section 23.4 – Navigation et transports fluviaux</i>	CNLI, CSDE, CNST	1.414.568,00	1.414.568,00	1.353.380,89
11.010	Divers	12.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	37.672,00 D	38.778,00	38.777,64
11.020	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	2.054,00	2.054,00	1.969,90
11.030	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	10.424,00 D	13.448,00	13.447,98
11.100	11.40	12.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CORD	1.224,00	1.224,00	976,08
			Indemnités d'habillement				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.900,00	3.900,00	3.805,71
11.150	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD	10.000,00	10.000,00	8.370,46
11.630	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD, CNST	990,00	990,00	989,91
11.650	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD, CNST	4.900,00	4.900,00	4.886,14
12.010	12.13	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.500,00	8.500,00	6.188,94
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	8.000,00	8.000,00	7.192,37
12.030	12.16	12.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	3.500,00	3.500,00	3.474,39
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	CORD	13.060,00	13.060,00	11.679,48
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	17.700,00	17.700,00	13.187,09
12.060	12.12	12.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	3.840,00	3.840,00	3.755,39
12.070	12.12	12.34	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	4.230,00	4.230,00	4.188,78
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.300,00	22.300,00	21.959,84
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	31.000,00	31.000,00	30.760,43
12.140	12.16	12.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	1.500,00	1.500,00	1.477,98
12.170	12.30	12.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	12.000,00	12.000,00	11.956,67
12.190	12.30	12.34	Frais de formation du personnel	CORD	7.330,00	7.330,00	6.611,72
12.200	12.30	12.34	Primes d'assurance-responsabilité civile	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	3.831,04
12.300	Divers	12.34	Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	CORD	43.250,00	43.250,00	42.721,48
14.010	14.10	12.32	Entretien et renouvellement des installations et équipements des barrages et écluses de la Moselle canalisée – frais se rapportant à l'hydrométrie et à la signalisation nautique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	485.000,00	485.000,00	465.214,36
14.011	14.10	12.34	Participation aux frais avancés par les autorités allemandes dans l'intérêt de travaux de renouvellement et d'amélioration exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	20.736,03
35.030	35.40	12.34	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	111.100,00	111.100,00	92.000,00
				<i>Total de la section 23.4:</i>	2.288.042,00	2.292.172,00	2.173.540,70
11.000	Divers	12.40	<i>Section 23.5 – Direction de l'aviation civile</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	749.666,00	749.666,00	702.759,05
11.010	Divers	12.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	241.066,00	241.066,00	229.535,86
11.020	Divers	12.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	65.982,00	65.981,31

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.130	11.12	12.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	16.000,00	16.000,00	12.100,00
12.000	12.15	12.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	10.560,00	10.560,00	2.392,00
12.010	12.13	12.40	Frais de route et de séjour	CORD	1.690,00	1.690,00	1.643,88
12.020	12.14	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.000,00	3.000,00	2.781,86
12.040	12.12	12.40	Frais de bureau	CORD	8.300,00	8.300,00	4.068,73
12.120	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	227.500,00	227.500,00	0,00
12.121	12.30	12.40	Frais liés à la surveillance des activités aéronautiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	205.391,97
12.140	12.16	12.40	Promotion de l'aéroport: frais de publicité et d'information, dépenses diverses	CORD	24.000,00 TE	20.197,00	0,00
12.150	12.30	12.40	Section de médecine aéronautique: frais d'expertises médicales et autres	CNLI, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	311,14
12.190	12.30	12.40	Cours de formation et de perfectionnement	CNLI, CNST, CPUBLIE	18.500,00	18.500,00	1.200,00
12.220	12.30	12.40	Missions d'inspection et de supervision des entités aéronautiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
12.302	Divers	12.40	Participation aux frais de gestion des activités assumées par la société de contrôle technique et opérationnel du secteur aéronautique pour le compte de l'Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
32.000	32.00	12.40	Aérogare: remboursement des frais d'exploitation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.000.000,00 D	3.356.685,00	3.356.684,32
32.001	32.00	12.40	Remboursement des frais de gestion des activités assurées par la société de l'aéroport de Luxembourg S.A. pour compte de l'Etat (suivant contrat conclu entre la société et l'Etat)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	776.000,00	776.000,00	32.134,22
33.010	33.00	08.30	Prix accordés aux vainqueurs des championnats nationaux de l'aviation sportive	CNSM	1.240,00	1.240,00	1.230,80
35.030	35.40	12.40	Contribution au budget d'EUROCONTROL	CNLI, CNST, CPUBLIE	1.165.000,00	1.165.000,00	1.161.573,99
35.060	35.00	12.40	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	625.300,00 D TR	695.303,00	695.302,11
				<i>Total de la section 23.5:</i>	7.443.022,00	7.931.789,00	6.475.091,24
11.000	Divers	12.44	<i>Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg</i>	CNLI, CSDE, CNST	9.599.965,00	9.599.965,00	9.427.855,53
11.010	Divers	12.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	138.103,00	138.103,00	135.430,33
11.020	Divers	12.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	11.021,00	11.020,73
11.030	Divers	12.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	612.234,00	612.234,00	573.429,87
11.040	Divers	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	10.164,00	10.164,00	9.976,84
11.150	11.12	12.44	Indemnités d'habillement	CORD	42.000,00	42.000,00	36.861,54
			Indemnités pour heures supplémentaires				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
11.650	11.12	12.44	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD, CNST	5.200,00	5.200,00	5.125,53
12.010	12.13	12.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	13.000,00 TR	17.895,00	17.894,18
12.020	12.14	12.44	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	130.850,00	130.850,00	130.733,31
12.030	12.16	12.44	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.800,00	1.800,00	1.784,88
12.040	12.12	12.44	Frais de bureau	CORD	33.600,00	33.600,00	27.175,19
12.041	12.12	12.44	Frais dans l'intérêt de la perception des taxes aéronautiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	1.886,96
12.050	12.12	12.44	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CNST, CPUBLIE	200.700,00 TR	201.612,00	201.241,65
12.070	12.12	12.44	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	47.500,00	47.500,00	13.622,36
12.080	12.11	12.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	163.900,00 TE	148.493,00	138.515,98
12.120	12.30	12.44	Frais d'experts et d'études	CNLI, GSDE, CNST, CPUBLIE	100.000,00 TR	101.908,55	64.737,53
12.121	12.30	12.44	Contrôles en vol des installations radioélectriques	CORD	91.425,00	91.425,00	91.425,00
12.122	12.30	12.44	Remboursement à un organisme étranger des frais encourus au titre des prestations fournies en matière de circulation aérienne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	887.000,00 D	962.000,00	961.970,40
12.150	12.30	05.30	Prestations médicales et paramédicales	CORD	2.550,00	2.550,00	1.248,48
12.170	12.30	12.44	Acquisition et entretien de petit outillage, d'équipements spéciaux	CORD	27.000,00	27.000,00	26.828,49
12.190	12.30	12.44	Cours de formation et de perfectionnement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	210.000,00 D	290.580,00	271.161,00
12.200	12.30	12.44	Primes à payer pour assurances-responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	495.000,00 D	559.457,60	559.457,60
12.350	Divers	12.44	Frais d'électricité: balisages lumineux, installations de radio-communications et de radionavigation, dépenses d'énergie électrique diverses, consommation de carburant du groupe de secours	CNLI, CNST, CPUBLIE	170.000,00 D	207.000,00	193.367,73
14.030	14.10	12.44	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport	CORD	209.500,00	209.500,00	74.243,66
14.031	14.10	12.44	Acquisition de produits antineige et de produits antifou	CNLI, CNST, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	261.558,13
14.032	14.10	12.44	Entretien des équipements électriques	CNLI, CNST, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	149.599,46
14.033	14.10	12.44	Entretien des équipements électroniques	CNLI, CNST, CPUBLIE	600.000,00	600.000,00	564.596,57
14.050	14.20	07.33	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S. et de la ville de Luxembourg	CORD	190.000,00 TR	204.450,00	4.627,77
24.010	24.10	12.44	Frais d'abonnement aux réseaux des données météorologiques	CORD	22.900,00 TE	16.141,45	13.940,51
35.020	35.30	12.44	Achat de services auprès de services étrangers des télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.140,00	7.140,00	6.184,35
			<i>Total de la section 23.6:</i>		14.464.231,00	14.732.189,60	13.977.501,56

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
<i>Section 23.7 – Garage du gouvernement</i>							
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	10.015,00 TE	8.615,00	8.235,00
11.101	11.40	01.34	Masse d'habillement	CORD	8.680,00	8.680,00	7.440,00
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CNLI, CNST, CPUBLIE	120.000,00 D	136.000,00	132.561,10
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	10.500,00 TR	11.900,00	11.424,43
12.300	Divers	01.34	Mise à disposition de voitures et autres équipements logistiques requis pour des renforts sporadiques lors de manifestations officielles	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	0,00
41.000	41.50	12.10	Cours de formation continue pour les chauffeurs du Garage du Gouvernement	CORD	2.335,00	2.335,00	2.220,00
<i>Total de la section 23.7:</i>					161.530,00	177.530,00	161.880,53
<i>Section 23.8 – Commissariat aux affaires maritimes</i>							
11.000	Divers	12.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE, CNST	123.954,00 D	124.462,00	124.461,69
11.010	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE, CNST	487.979,00	487.979,00	401.477,89
11.020	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE, CNST	100,00 D	32.400,00	32.399,57
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.000,00	4.000,00	3.828,66
12.000	12.15	12.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.800,00	1.800,00	1.434,16
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.800,00	2.800,00	1.406,98
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	CORD	20.945,00	20.945,00	18.718,28
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	5.180,00	5.180,00	4.388,75
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.875,00	22.875,00	22.056,78
12.100	12.11	12.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	119.745,00	119.745,00	119.740,37
12.110	12.30	12.34	Frais de contentieux	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	179.000,00	179.000,00	137.219,20
12.125	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	18.500,00	18.500,00	10.318,51
12.140	12.16	12.34	Frais de publication, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	20.000,00	20.000,00	12.645,12
<i>Total de la section 23.8:</i>					1.006.978,00	1.039.786,00	890.095,96
Total du département 23:					450.898.578,00	480.532.273,60	476.003.960,99

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			24 – Ministère de la Promotion féminine				
			<i>Section 24.0 – Promotion féminine</i>				
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.700,00	3.700,00	2.714,03
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.700,00	2.700,00	1.549,12
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.000,00	2.000,00	1.511,64
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	49.000,00 TE	45.902,00	24.047,79
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	15.500,00	15.500,00	12.978,15
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	9.484,00 TR	11.004,00	10.834,19
12.100	12.11	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	54.380,00 TR	55.958,00	55.547,66
12.120	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études	CSDE, CPUBLIE	200.000,00 TR	229.900,00	160.848,60
12.130	12.16	06.36	Frais de publication	CORD	100.000,00	100.000,00	61.132,17
12.190	12.30	06.36	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	149.200,00 TE	119.300,00	103.658,67
12.302	Divers	06.36	Campagne médiatique promouvant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	CORD	240.000,00	240.000,00	232.565,16
12.303	Divers	06.36	Campagne contre la violence à l'égard des femmes	CORD	120.000,00	120.000,00	111.985,32
12.305	Divers	06.36	Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	28.628,24
33.000	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et des services conventionnés pour femmes	CORD	5.922.595,00	5.922.595,00	5.697.330,89
33.002	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais des activités du Conseil National des femmes du Luxembourg	CORD	201.021,00	201.021,00	198.421,35
33.003	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des associations dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.395,00	12.395,00	8.333,33
33.004	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des actions des organisations non gouvernementales en faveur de l'égalité des femmes et des hommes	CORD	90.300,00	90.300,00	74.368,00
33.010	33.00	06.36	Subsides à des organismes oeuvrant en faveur de la promotion de la condition féminine	CNSM	72.200,00	72.200,00	58.824,43

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après lft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
33.011	33.00	06.36	Participation de l'Etat dans l'intérêt du financement de mesures en faveur de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes „Emploi et valorisation des ressources humaines“	CSDE, CNSM, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	247.360,15
33.012	33.00	06.36	Subsides en faveur d'entreprises ayant pris des mesures novatrices dans l'intérêt de l'emploi des femmes	CNSM	12.395,00	12.395,00	12.395,00
12.540	12.12	06.36	Frais de bureau	CORD, CNST	1.038,00	1.038,00	1.037,34
				<i>Total de la section 24.0:</i>	7.557.908,00	7.557.908,00	7.106.071,23
				Total du département 24:	7.557.908,00	7.557.908,00	7.106.071,23
				Total du Chapitre III – Dépenses courantes:	5.521.484.773,00	5.788.028.997,48	5.616.432.132,44

Budget des dépenses – Chapitre IV – Dépenses en capital

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			30 – Ministère d'Etat				
			<i>Section 30.3 – Conseil d'Etat</i>				
74.010	74.22	01.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	15.000,00	15.000,00	14.032,30
74.020	74.22	01.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CSDE, CPUBLIE	6.500,00	6.500,00	4.321,57
			<i>Total de la section 30.3:</i>		21.500,00	21.500,00	18.353,87
			<i>Section 30.4 – Gouvernement</i>				
74.000	74.10	01.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	26.000,00	26.000,00	25.990,00
74.020	74.22	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements, frais accessoires	CSDE, CPUBLIE	145.000,00	145.000,00	140.371,12
74.041	74.22	01.10	Service information et presse: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	36.000,00 TE	25.000,00	23.140,86
74.042	74.22	01.10	Conseil national de la résistance: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	5.000,00	5.000,00	0,00
74.050	74.22	01.10	Service d'information et presse: acquisition d'équipements informatiques	CORD	25.000,00 TR	36.000,00	35.564,56
74.060	74.40	01.10	Service information et presse: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	29.000,00	29.000,00	28.717,63
74.300	74.22	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais d'infrastructure et d'équipement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.900.000,00 D	4.000.000,00	2.994.283,44
74.305	74.22	01.10	Haut-Commissariat à la Protection Nationale: frais d'acquisition de bureau et de télécommunications	CORD	25.356,00	25.356,00	25.256,49
			<i>Total de la section 30.4:</i>		2.191.356,00	4.291.356,00	3.273.324,10
			<i>Section 30.5 – Conseil économique et social</i>				
74.020	74.22	01.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	19.900,00 TR	24.900,00	972,90
74.040	74.22	01.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	20.000,00 TE	15.000,00	0,00
74.300	74.22	01.10	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	CORD	125.000,00	125.000,00	26.466,56
			<i>Total de la section 30.5:</i>		164.900,00	164.900,00	27.439,46

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 30.6 – Centre de communications du Gouvernement</i>				
74.000	74.10	02.00	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	27.000,00	27.000,00	18.990,00
74.010	74.22	02.00	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
74.020	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	4.966,00	4.966,00	4.633,28
74.021	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations	CORD	536.355,00	536.355,00	534.851,35
74.040	74.22	02.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	22.414,00	22.414,00	22.159,90
74.050	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	58.000,00	58.000,00	57.796,75
74.051	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	CORD	182.500,00	182.500,00	180.349,39
74.060	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	17.500,00	17.500,00	17.366,68
74.061	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les autres administrations	CORD	47.500,00	47.500,00	19.504,71
				<i>Total de la section 30.6:</i>	897.235,00	897.235,00	855.652,06
			<i>Section 30.7 – Cultes</i>				
52.001	52.10	13.90	Subside extraordinaire pour la réfection de la toiture de la synagogue de Luxembourg	CORD	150.000,00	150.000,00	150.000,00
				<i>Total de la section 30.7:</i>	150.000,00	150.000,00	150.000,00
			<i>Section 30.8 – Médias et Communications</i>				
74.040	74.22	08.40	Médias audiovisuels: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	7.500,00	7.500,00	7.498,33
93.000	93.00	08.40	Dotation du fonds national de soutien à la production audiovisuelle	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00
				<i>Total de la section 30.8:</i>	4.507.500,00	4.507.500,00	4.507.498,33
				Total du département 30:	7.932.491,00	10.032.491,00	8.832.267,82

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			31 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense				
			<i>Section 31.0 – Dépenses générales</i>				
74.000	74.10	01.40	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	25.000,00	25.000,00	25.000,00
74.040	74.22	01.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.000,00	4.000,00	15,00
74.050	74.22	01.40	Acquisition d'équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	9.999,52
74.060	74.40	01.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	45.000,00 TE	29.000,00	16.008,46
74.300	74.22	01.40	Frais d'équipement, et de développement du logiciel, d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions à l'étranger, frais de développement d'un logiciel de gestion financière et du personnel local des missions diplomatiques				
74.311	74.22	01.43	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.283.809,83
				CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	152.500,00 TR	168.500,00	163.684,31
				<i>Total de la section 31.0:</i>	1.736.500,00	1.736.500,00	1.498.517,12
			<i>Section 31.1 – Missions diplomatiques</i>				
72.010	72.10	01.42	Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles	CSDE, CPUBLIE	200.000,00 TE TR	219.044,00	219.043,71
74.070	74.22	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	CORD	30.987,00	30.987,00	30.817,52
74.250	Divers	01.42	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	CSDE, CPUBLIE	575.061,00 TE TR	556.017,00	552.350,63
				<i>Total de la section 31.1:</i>	806.048,00	806.048,00	802.211,86
35.060	35.00	02.00	<i>Section 31.5 – Direction de la défense</i> Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'O.T.A.N., contribution au programme N.S.M.A.T.C.C., contribution au programme A.W.A.C.S.				
54.060	54.01	02.00	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N.	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.800.000,00	1.800.000,00	1.495.152,09
74.020	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.500,00 D	48.264,00	48.263,08
93.000	93.00	02.10	Alimentation du fonds d'équipement militaire	CORD	3.000,00	3.000,00	1.224,75
74.500	74.10	02.00	Acquisition de véhicules automoteurs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.500.000,00
				CORD, CNST	25.312,00	25.312,00	25.312,00
				<i>Total de la section 31.5:</i>	3.340.812,00	3.376.576,00	3.069.951,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Section 31.6 – Défense nationale</i>				
74.000	74.10	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	824.000,00 TR	847.550,00	842.456,66
74.010	74.22	02.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	40.000,00 TE	37.450,00	22.528,42
74.020	74.22	02.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	2.000,00	2.000,00	1.945,80
74.030	74.22	02.10	Acquisition d'appareils médicaux	CSDE, CPUBLIE	210.000,00 TE	196.000,00	190.593,25
74.040	13.00	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	153.500,00	153.500,00	153.095,57
74.050	74.22	02.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	52.000,00 TR	73.000,00	71.075,66
74.060	74.40	02.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	500.000,00 TE	473.000,00	469.726,70
74.080	74.22	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	5.000,00	5.000,00	4.871,86
74.250	74.22	02.10	Acquisition de mobilier et d'équipement connexe pour la cantine des volontaires de l'armée	CORD	36.000,00	36.000,00	35.999,85
74.300	74.22	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel	CSDE, CPUBLIE	156.000,00 TR	259.000,00	253.834,71
74.310	13.00	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	CSDE, CPUBLIE	102.000,00 TR	344.000,00	343.696,17
74.320	74.22	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	CORD	490.000,00 TR	507.500,00	506.874,58
74.330	13.00	02.10	Matériel de protection n.b.c.	CORD	149.000,00 TE	145.500,00	142.545,70
74.340	74.22	02.10	Acquisition d'instruments de musique	CORD	24.618,00	24.618,00	24.610,54
74.390	74.22	02.10	Réalisation d'un système de surveillance et d'accès	CORD	360.000,00 TE	0,00	0,00
74.810	74.22	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	CORD, CNST	442.000,00	442.000,00	441.604,60
74.510	74.22	02.10	Acquisition de machines de bureau	CORD, CNST	8.535,00	8.535,00	8.534,15
			<i>Total de la section 31.6:</i>		3.554.653,00	3.554.653,00	3.513.994,22
			<i>Section 31.7 – Coop. au développement et action humanitaire</i>				
74.250	Divers	01.53	Missions et bureaux de coopération dans les pays en développement: acquisitions	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	115.000,00	115.000,00	79.597,99
			<i>Total de la section 31.7:</i>		115.000,00	115.000,00	79.597,99
			Total du département 31:		9.553.013,00	9.588.777,00	8.964.273,11

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			32 et 33 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche				
			<i>Section 32.0 – Affaires culturelles</i>				
63.000	63.21	08.20	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes de centres culturels régionaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.197.000,00	2.197.000,00	2.187.103,59
63.040	63.51	08.10	Musées régionaux: subsides	CORD	43.802,00	43.802,00	42.823,00
63.041	63.51	08.10	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma de province	CSDE, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	75.912,03
74.040	74.22	08.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	10.000,00	10.000,00	7.532,29
74.050	74.22	08.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	11.000,00 TR	22.700,00	21.952,78
74.060	74.40	08.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	15.000,00 TE	11.000,00	9.633,64
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'objets historiques et archéologiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
74.071	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art	CORD	75.000,00 TE	67.300,00	67.157,02
74.300	74.22	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants	CORD	10.000,00	10.000,00	4.776,00
93.000	93.00	08.10	Alimentation du fonds pour les monuments historiques	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
				<i>Total de la section 32.0:</i>	12.461.926,00	12.461.926,00	12.416.890,35
			<i>Section 32.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>				
52.000	52.10	08.10	Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises	CORD	334.660,00	334.660,00	149.641,00
74.010	74.22	08.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	12.000,00	12.000,00	10.787,00
74.040	74.22	08.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	14.050,00	14.050,00	12.213,09
74.060	74.40	08.10	Acquisition de logiciels et d'autres biens incorporels	CORD	2.000,00	2.000,00	914,25
74.300	74.22	08.10	Acquisition de mobilier et de documents historiques	CORD	13.640,00	13.640,00	1.500,00
				<i>Total de la section 32.1:</i>	376.350,00	376.350,00	175.055,34
			<i>Section 32.3 – Bibliothèque nationale</i>				
74.010	74.22	08.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	18.000,00	18.000,00	15.690,51
74.020	74.22	08.20	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.500,00	1.500,00	1.224,75
74.040	74.22	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	32.800,00	32.800,00	29.853,36
74.070	74.22	08.20	Alimentation de la réserve précieuse	CSDE, CPUBLIE	85.000,00	85.000,00	81.074,19
				<i>Total de la section 32.3:</i>	137.300,00	137.300,00	127.842,81

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)				
74.040	74.22	01.34	<i>Section 32.4 – Archives nationales</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	25.000,00	25.000,00	23.227,24				
74.070	74.22	08.10						Acquisition d'œuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	CORD	18.000,00	9.644,96
			<i>Total de la section 32.4:</i>		43.000,00	43.000,00	32.872,20				
74.000	74.10	08.20	<i>Section 32.5 – Centre national de l'audiovisuel</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	18.000,00	18.000,00	17.998,02				
74.040	74.22	08.20						Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	208.681,00	208.421,63
74.060	74.40	08.20						Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	17.319,00	17.222,15
74.070	74.22	08.20						Acquisition de collections et de documents photographiques, acquisition de documents cinématographiques	CSDE, CPUBLIE	39.000,00	38.525,20
								<i>Total de la section 32.5:</i>		283.000,00	283.000,00
74.300	74.22	08.10	<i>Section 32.6 – Musée national d'histoire naturelle</i> Acquisition de deux récepteurs dans l'intérêt du projet „GRAVILUX“	CORD	75.000,00	75.000,00	74.750,00				
								<i>Total de la section 32.6:</i>		75.000,00	75.000,00
74.010	74.22	01.34	<i>Section 32.7 – Centre national de littérature</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	7.405,86				
74.070	74.22	08.10						Acquisition d'œuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	CORD	6.000,00	4.938,57
			<i>Total de la section 32.7:</i>		16.000,00	16.000,00	12.344,43				
53.010	53.20	04.42	<i>Section 33.0 – Dépenses générales</i> Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	124,00 D	221.554,74	179.317,77				
54.011	54.21	04.10						Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants, acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	124,00	0,00
74.040	74.22	04.10						Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	140.440,00	119.328,91
			<i>Total de la section 33.0:</i>		140.688,00	362.118,74	298.646,68				

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.010	74.22	04.44	<i>Section 33.2 – Inst. sup. d'études et de recherches pédagogiques</i>				
			Acquisition de machines de bureau	CORD	3.300,00 TE	2.400,00	2.370,21
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	40.000,00 TE	37.400,00	37.367,73
74.050	74.22	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	50.000,00 TR	53.500,00	47.061,56
74.060	74.40	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	10.000,00	10.000,00	9.980,14
74.300	74.22	04.44	Acquisition de matériel didactique dans l'intérêt du service de prêt pour la formation „éveil aux sciences“.	CORD	13.500,00	13.500,00	13.494,47
			<i>Total de la section 33.2:</i>		116.800,00	116.800,00	110.274,11
			<i>Section 33.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>				
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	33.000,00 TE	32.914,00	32.449,17
74.050	74.22	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	56.285,00 TR	56.371,00	56.370,26
74.060	74.40	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	24.440,00	24.440,00	24.385,93
			<i>Total de la section 33.4:</i>		113.725,00	113.725,00	113.205,36
			<i>Section 33.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i>				
74.300	74.22	04.60	Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques dans l'intérêt de la gestion d'activités de recherche	CORD	6.300,00	6.300,00	6.146,00
			<i>Total de la section 33.5:</i>		6.300,00	6.300,00	6.146,00
			<i>Total du département 32 et 33:</i>		13.770.089,00	13.991.519,74	13.650.194,28

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			34 – Ministère des Finances				
			<i>Section 34.0 – Dépenses générales</i>				
54.030	54.41	01.53	Participation aux reconstitutions des ressources et aux programmes du groupe de la Banque Mondiale et autres interventions en faveur des pays en voie de développement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.300.000,00	2.300.000,00	2.299.989,98
54.031	54.41	Divers	Participation aux programmes de la BERD et autres interventions en faveur des pays en transition	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	994.452,67
54.032	54.41	Divers	Agence de transfert de technologie financière – ATTF: actions de formation bancaire en faveur des pays en transition et en développement	CORD	700.000,00	700.000,00	661.447,30
54.033	54.41	01.43	Participation dans les programmes du Fonds monétaire international	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.700.000,00	1.700.000,00	1.695.538,08
74.040	74.22	01.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	27.500,00	27.500,00	23.940,76
81.030	81.40	07.10	Société nationale des habitations à bon marché: augmentation du capital social	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.040	81.50	01.52	Société nationale de crédits et d'investissements: dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.041	81.50	11.70	Société nationale de crédit et d'investissements: majoration de la dotation	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.050	81.60	11.70	Office du ducroire: majoration de la dotation	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.051	81.60	11.70	Office du ducroire: alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire pour le compte de l'Etat	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.052	81.60	11.70	Office du ducroire: rachat de créances au titre de la réduction de la dette des pays pauvres hautement endettés	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.070	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.071	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.091	84.23	01.53	Groupe de la Banque Mondiale: augmentation et ajustement de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.098	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces	CNLI, CNST, CPUBLIE	225.000,00	225.000,00	225.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
84.105	84.23	01.53	Banque asiatique de développement: souscription et ajustement de la souscription du Grand-Duché au capital social moyennant versement en espèces	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	981.908,78
84.122	84.23	01.53	Participation aux programmes du FIDA (Fonds international de développement agricole)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	550.000,00	550.000,00	550.000,00
84.123	84.23	01.53	Banque de développement du Conseil de l'Europe: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.237	84.23	01.53	Bons du Trésor émis et à émettre au profit d'organisations financières internationales: alimentation du Fonds de la dette publique en couverture de leur amortissement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.600.000,00	6.600.000,00	6.600.000,00
				<i>Total de la section 34.0:</i>	14.103.500,00	14.103.500,00	14.032.277,57
			<i>Section 34.1 – Contributions directes et métrologie</i>				
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	18.000,00	18.000,00	15.768,69
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	81.450,00	81.450,00	76.262,25
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	14.000,00 TR	14.845,00	14.502,53
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	30.000,00 TE	29.155,00	29.035,78
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	26.000,00	26.000,00	24.540,74
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels	CORD	5.000,00	5.000,00	4.854,68
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	12.400,00	12.400,00	11.532,54
74.520	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD, CNST	84.220,00	84.220,00	76.978,01
				<i>Total de la section 34.1:</i>	271.070,00	271.070,00	253.475,22
			<i>Section 34.2 – Enregistrement et domaines</i>				
51.050	51.20	01.22	Dépenses en rapport avec la liquidation de l'office des séquestres	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	2,60
74.010	74.22	Divers	Acquisition de machines de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.411,60
74.040	74.22	Divers	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	8.100,00	8.100,00	8.058,52
74.080	74.22	Divers	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	11.200,00	11.200,00	11.195,60
74.540	74.22	Divers	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD, CNST	17.000,00	17.000,00	0,00
				<i>Total de la section 34.2:</i>	46.400,00	46.400,00	28.668,32
			<i>Section 34.3 – Douanes et accises</i>				
72.010	72.10	01.22	Constructions, frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration	CSDE, CPUBLIE	75.000,00 TR	95.500,00	84.928,73

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	278.000,00 TR	302.000,00	301.228,71
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.500,00	8.500,00	8.157,10
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	27.000,00	27.000,00	26.808,92
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	62.000,00 TR	77.000,00	75.568,62
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	68.000,00	68.000,00	57.977,21
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CSE, CPUBLIE	40.300,00	40.300,00	37.907,55
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	80.000,00	80.000,00	79.748,94
74.300	74.22	01.22	Acquisition de matériel nécessaire à la lutte antiterroriste	CORD	78.000,00 TE	18.500,00	17.651,30
				<i>Total de la section 34.3:</i>	716.800,00	716.800,00	689.977,08
				Total du département 34:	15.137.770,00	15.137.770,00	15.004.398,19

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			35 – Ministère des Finances: Trésor et Budget				
			<i>Section 35.0 – Dépenses générales</i>				
53.010	53.20	06.35	Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
61.035	61.42	11.70	Dotations à la société ayant pour objet le développement des friches industrielles, dans l'intérêt de la viabilisation des terrains devant accueillir des immeubles de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000.000,00 D	20.000.000,00	20.000.000,00
71.040	71.31	01.25	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00 D	26.340.000,00	16.240.394,86
71.050	71.32	01.25	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.000.000,00 D	10.792.000,00	8.552.801,55
73.060	73.43	01.25	Travaux d'aménagement dans l'intérêt de la valorisation de terrains faisant partie du domaine de l'Etat, participation à des frais de viabilisation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
81.030	81.40	01.20	Participations dans le capital social de la société ayant pour objet le développement des friches industrielles, appel de la garantie de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.836.000,00	3.836.000,00	0,00
				<i>Total de la section 35.0:</i>	15.886.100,00	61.018.100,00	44.793.196,41
			<i>Section 35.1 – Inspection générale des finances</i>				
74.010	74.22	01.23	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.500,00	1.500,00	0,00
74.050	74.22	01.23	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	10.000,00 TR	11.500,00	11.375,03
74.060	74.40	01.23	Acquisition de logiciels informatiques	CORD	5.000,00 TE	3.500,00	2.539,23
				<i>Total de la section 35.1:</i>	16.500,00	16.500,00	13.914,26
			<i>Section 35.3 – Direction du contrôle financier</i>				
74.010	74.22	01.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	2.000,00	2.000,00	0,00
74.040	74.22	01.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	1.500,00	1.500,00	1.346,47
				<i>Total de la section 35.3:</i>	3.500,00	3.500,00	1.346,47
			<i>Section 35.4 – Cadastre et topographie</i>				
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	28.600,00	28.600,00	20.211,66
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	15.000,00	15.000,00	10.327,00
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	66.500,00	66.500,00	65.974,48
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	350.000,00	350.000,00	253.329,34

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels	CSDE, CPUBLIE CORD, CNST	18.000,00	18.000,00	13.725,12
74.540	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux		67.850,00	67.850,00	67.806,30
				<i>Total de la section 35.4:</i>	545.950,00	545.950,00	431.373,90
				Total du département 35:	16.452.050,00	61.584.050,00	45.239.831,04

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
91.005	91.11	14.10	36 – Ministère des Finances: Dette publique <i>Section 36.0 – Dette publique</i> Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements	CNLI, CNST, CPUBLIE	5.000.000,00 D	20.000.000,00	20.000.000,00
				<i>Total de la section 36.0:</i>	5.000.000,00	20.000.000,00	20.000.000,00
				Total du département 36:	5.000.000,00	20.000.000,00	20.000.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			37 – Ministère de la Justice				
			<i>Section 37.0 – Justice</i>				
52.010	52.20	03.10	Participation de l'Etat à l'acquisition d'une maison dans l'intérêt de l'ordre des avocats	CORD	90.000,00	90.000,00	90.000,00
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.200.000,00	1.200.000,00	940.922,60
			<i>Total de la section 37.0:</i>		1.290.000,00	1.290.000,00	1.030.922,60
			<i>Section 37.1 – Services judiciaires</i>				
74.000	74.10	03.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	28.000,00	28.000,00	27.991,75
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	24.250,00	24.250,00	18.834,47
74.020	74.22	03.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	8.000,00	8.000,00	2.256,25
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
74.050	74.22	03.10	Acquisition d'équipements informatiques	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	290.000,00	290.000,00	281.938,45
			<i>Total de la section 37.1:</i>		375.250,00	375.250,00	331.020,92
			<i>Section 37.2 – Etablissements pénitentiaires</i>				
74.000	74.10	03.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	76.000,00	76.000,00	74.687,70
74.010	74.22	03.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	5.051,65
74.040	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	635.700,00	635.700,00	546.729,45
74.050	74.22	03.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	14.500,00	14.500,00	13.308,49
74.060	74.40	03.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	75.000,00	75.000,00	50.693,97
74.540	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD, CNST	925,00	925,00	922,76
			<i>Total de la section 37.2:</i>		809.625,00	809.625,00	691.394,02
			<i>Section 37.3 – Juridictions administratives</i>				
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.800,00	1.800,00	1.241,26
			<i>Total de la section 37.3:</i>		1.800,00	1.800,00	1.241,26
			Total du département 37:		2.476.675,00	2.476.675,00	2.054.578,80

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			38 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative				
			<i>Section 38.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses</i>				
61.000	61.51	01.33	Subvention pour acquisition et réfection du siège de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics	CORD	38.500,00	38.500,00	38.500,00
62.010	62.20	01.33	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.115.521,00	1.115.521,00	1.069.308,48
				<i>Total de la section 38.0:</i>	1.154.021,00	1.154.021,00	1.107.808,48
74.010	74.22	01.33	<i>Section 38.3 – Institut National de l'Administration Publique</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	12.000,00	12.000,00	1.927,80
74.040	74.22	01.33	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	5.040,00	5.040,00	5.039,05
				<i>Total de la section 38.3:</i>	17.040,00	17.040,00	16.966,85
74.050	74.22	01.34	<i>Section 38.5 – Centre informatique de l'Etat</i> Acquisition d'équipements informatiques (centre informatique et autres administrations)	CSDE, CPUBLIE	2.796.000,00	2.796.000,00	1.679.395,55
74.051	74.22	Divers	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements	CSDE, CPUBLIE	4.439.670,00	4.439.670,00	3.918.893,08
74.060	74.40	Divers	Acquisition de logiciels (centre informatique et autres administrations)	CSDE, CPUBLIE	1.750.000,00	1.750.000,00	1.524.188,64
74.061	74.40	Divers	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition de logiciels	CORD	1.899.112,00	1.899.112,00	1.897.033,03
				<i>Total de la section 38.5:</i>	10.884.782,00	10.884.782,00	9.019.510,30
74.000	74.10	01.34	<i>Section 38.6 – Service central des imprimés</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	18.500,00	18.500,00	18.309,73
74.011	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition de machines de bureau	CORD	128.500,00	128.500,00	114.021,20
74.020	74.22	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	2.600,00	2.600,00	2.442,89

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.021	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition d'installations de télé-communications	CORD	14.000,00	14.000,00	13.552,22
74.041	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	11.700,00	11.700,00	11.655,50
74.042	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition de systèmes d'affranchissement	CNLI, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	203.867,97
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	25.000,00	25.000,00	24.992,33
				<i>Total de la section 38.6:</i>	450.300,00	450.300,00	388.841,84
				Total du département 38:	12.506.143,00	12.506.143,00	10.533.127,47

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			39 – Ministère de l'Intérieur				
			<i>Section 39.0 – Dépenses générales</i>				
74.050	74.22	13.20	Centre de documentation communale: acquisition d'équipements informatiques	CORD	9.800,00	9.800,00	6.461,61
74.061	74.40	13.20	Centre de documentation communale: acquisition de logiciels	CORD	4.750,00	4.750,00	486,34
74.560	74.40	01.10	Adaptation du logiciel de gestion de l'horaire mobile	CORD, CNST	6.345,00	6.345,00	6.345,00
			<i>Total de la section 39.0:</i>		20.895,00	20.895,00	13.292,95
			<i>Section 39.1 – Finances communales</i>				
63.000	63.21	04.20	Participation de l'Etat aux frais de construction d'écoles régionales groupant les classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	CSDE, CPUBLIE	5.453.658,00	5.453.658,00	5.453.658,00
63.001	63.21	13.20	Subsides dans l'intérêt de la réalisation de travaux d'urbanisation et d'équipement de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	892.500,00	892.500,00	892.500,00
63.003	63.21	04.10	Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	6.000.000,00	6.000.000,00	4.887.937,00
63.004	63.21	13.20	Aides en capital de l'Etat au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base	CSDE, CPUBLIE	3.800.000,00	3.800.000,00	3.800.000,00
63.020	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	CSDE, CPUBLIE	371.840,00	371.840,00	371.840,00
63.022	63.51	07.40	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE)	CSDE, CPUBLIE	370.000,00	370.000,00	370.000,00
63.023	63.51	07.40	Participation de l'Etat au financement par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) de la conduite d'eau potable de Grousbous à Junglinster via Mersch	CSDE, CPUBLIE	1.700.000,00	1.700.000,00	1.700.000,00
63.024	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.)	CSDE, CPUBLIE	495.787,00	495.787,00	495.787,00
63.025	63.51	13.20	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements à intérêt national réalisés par des syndicats intercommunaux	CORD	71.000,00	71.000,00	71.000,00
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds pour la réforme communale	CNLI, CNST, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
			<i>Total de la section 39.1:</i>		19.154.909,00	19.154.909,00	18.042.722,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.250	74.22	01.10	<i>Section 39.2 – Commissariats de district</i> Commissariat de district de Luxembourg: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	CORD	1.000,00	1.000,00	972,90
74.252	74.22	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	CORD	1.200,00	1.200,00	828,00
			<i>Total de la section 39.2:</i>		2.200,00	2.200,00	1.800,90
74.000	74.10	03.20	<i>Section 39.5 – Police grand-ducale</i> Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	CORD	2.120.000,00	2.120.000,00	2.085.535,68
74.001	74.10	03.20	Acquisition d'un hélicoptère de police	CNLI, CNST, CPUBLIE	255.000,00 TR	2.024.951,94	2.024.948,23
74.010	74.22	03.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	207.191,00	207.191,00	206.180,19
74.040	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	570.149,00	570.149,00	567.162,73
74.041	74.22	03.20	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	CORD	1.781.385,00 TE	11.433,06	8.833,15
74.080	74.22	03.20	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	5.000,00	5.000,00	4.997,90
74.250	74.22	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: acquisitions	CORD	31.500,00	31.500,00	31.268,54
74.300	74.22	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.500.000,00	2.500.000,00	2.497.615,96
74.310	74.22	03.20	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	CORD	300.000,00	300.000,00	299.685,55
74.800	74.22	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données	CORD, CNST	26.045,00	26.045,00	26.044,37
74.540	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD, CNST	69.811,00	69.811,00	69.810,06
			<i>Total de la section 39.5:</i>		7.866.081,00	7.866.081,00	7.822.082,36
63.000	63.21	03.50	<i>Section 39.6 – Protection civile-Incendie</i> Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile	CORD	353.000,00 TE	246.000,00	245.476,83
74.000	74.10	03.50	Acquisition de véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	1.615.740,00 TR	1.763.659,00	1.763.657,00
74.020	74.22	03.50	Acquisition d'installations de télécommunications	CSDE, CPUBLIE	393.569,00 TE	337.365,00	328.458,08
74.040	74.22	03.50	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	124.592,00 TR	139.877,00	139.583,34
			<i>Total de la section 39.6:</i>		2.486.901,00	2.486.901,00	2.477.175,25

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
63.000	63.21	07.50	<i>Section 39.7 – DATUR</i> Parcs naturels existants et en préparation: participation aux frais des infrastructures, bâtiments, équipements et projets	CSDE, CPUBLIE	175.000,00 TE	174.600,00	172.099,31
74.000	74.10	07.20	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.000,00 TR	19.400,00	19.397,00
74.010	74.22	07.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	14.500,00	14.500,00	13.979,29
74.050	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	41.000,00	41.000,00	40.968,43
74.060	74.40	07.20	Acquisition de logiciels	CORD	40.000,00	40.000,00	39.621,87
			<i>Total de la section 39.7:</i>		289.500,00	289.500,00	286.065,90
52.010	52.20	07.30	<i>Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i> Subsides à des associations et à des particuliers pour la construction de fosses à lisier et à purin	CORD	7.000,00 TE	0,00	0,00
53.010	53.20	07.40	Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers	CORD	110.000,00 TE	3.000,00	3.000,00
63.000	63.21	07.33	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration, protection et restauration des cours d'eau, participation de l'Etat au financement de projets communaux	CSDE, CPUBLIE	225.000,00 TE	152.000,00	150.245,90
63.001	63.21	Divers	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau par les communes: participation de l'Etat	CSDE, CPUBLIE	1.950.000,00 TE TR	1.964.000,00	1.964.000,00
63.002	63.21	10.10	Cours d'eau: travaux d'aménagement à réaliser par les communes aux cours d'eau en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des travaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	750.000,00 TR	980.400,00	980.400,00
63.003	63.21	10.10	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau en vue de restaurer les cours d'eau et en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des études	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	64.095,40
72.010	72.10	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CSDE, CPUBLIE	12.000,00 TE	4.600,00	4.524,98
73.032	73.21	Divers	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau à charge de l'Etat	CSDE, CPUBLIE	162.000,00	162.000,00	124.395,24
73.040	73.33	07.35	Mesures de protection contre les crues de la Sûre et de la Moselle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.200.000,00	1.200.000,00	1.032.209,65
73.070	73.41	10.00	Travaux de génie civil et d'infrastructures	CORD	75.000,00 TE	31.826,00	31.354,75
74.000	74.10	10.00	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	396.000,00	396.000,00	393.214,27
74.010	74.22	07.40	Acquisition de machines de bureau	CORD	35.800,00 TE TR	30.800,00	30.313,62

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.020	74.22	10.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	17.000,00 TE TR	11.174,00	11.173,52
74.030	74.22	10.00	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	85.500,00 TR	102.500,00	102.012,15
74.040	74.22	07.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	119.900,00 TR	175.900,00	175.831,24
74.050	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques pour la Direction de la Gestion de l'Eau	CORD	22.000,00 TE	16.500,00	15.083,85
74.051	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques pour les besoins des Services de la Gestion de l'Eau	CORD	63.000,00 TE	26.500,00	23.774,71
74.060	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour la Direction de la Gestion de l'Eau	CORD	38.000,00 TE	6.100,00	6.083,50
74.061	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des Services de la Gestion de l'Eau	CORD	83.800,00 TE	78.700,00	70.642,99
74.080	74.22	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	CORD	4.000,00	4.000,00	3.363,29
74.300	74.22	10.40	Acquisition de matériel piscicole	CORD	5.000,00 TR	15.000,00	12.479,59
93.000	93.00	Divers	Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau	CNLI, CNST, CPUBLIE	49.000.000,00	49.000.000,00	49.000.000,00
				<i>Total de la section 39.9:</i>	54.481.000,00	54.481.000,00	54.198.198,65
				Total du département 39:	84.301.486,00	84.301.486,00	82.841.338,01

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.300	74.22	04.00	40 et 41 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports <i>Section 40.0 – Dépenses générales</i> Acquisition d'équipements spéciaux et de logiciels	CORD	225.810,00	225.810,00	219.453,89
			<i>Total de la section 40.0:</i>		225.810,00	225.810,00	219.453,89
74.040	74.22	04.10	<i>Section 40.1 – Centre de technologie de l'éducation</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	50.000,00	50.000,00	43.385,83
74.041	74.22	04.30	Acquisition d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CORD	991.574,00	991.574,00	831.006,88
74.060	74.40	04.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	7.437,00	7.437,00	6.521,32
74.061	74.40	04.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CORD	243.927,00	243.927,00	241.855,58
74.300	74.22	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire: acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	CORD	1.735.255,00	1.735.255,00	1.202.363,88
74.301	74.22	Divers	Elaboration et mise en oeuvre de projets eLézebuerg: acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	CORD	172.500,00	172.500,00	166.718,93
			<i>Total de la section 40.1:</i>		3.200.693,00	3.200.693,00	2.491.852,42
74.010	74.22	04.01	<i>Section 40.2 – Recherche/innovation pédagogique et technologiques</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	12.395,00	12.395,00	9.434,60
			<i>Total de la section 40.2:</i>		12.395,00	12.395,00	9.434,60
74.300	74.22	04.10	<i>Section 40.6 – Service des équip. et des restaurants scolaires</i> Acquisition d'équipements spéciaux, frais connexes	CSDE, CPUBLIE	4.800.000,00	4.800.000,00	4.796.409,86
74.301	74.22	04.10	Acquisition d'équipements dans le cadre des travaux d'aménagement et de modernisation des restaurants scolaires	CNLI, CNST, CPUBLIE	113.000,00	113.000,00	112.640,63
			<i>Total de la section 40.6:</i>		4.913.000,00	4.913.000,00	4.909.050,49
64.000	64.10	04.52	<i>Section 40.7 – Education différenciée</i> Ecoles, instituts et foyers d'éducation différenciée gérés par des associations: participation de l'Etat aux frais d'aménagement et d'équipement	CORD	55.000,00	55.000,00	49.660,33
74.000	74.10	04.52	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	73.500,00	73.500,00	71.981,02

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.010	74.22	04.52	Acquisition de machines de bureau	CORD	20.000,00	20.000,00	16.412,80
74.040	74.22	04.52	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	100.000,00	100.000,00	97.229,06
74.050	74.22	04.52	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	85.000,00 TR	91.100,00	90.646,35
74.060	74.40	04.52	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	21.000,00 TE	14.900,00	13.810,57
			<i>Total de la section 40.7:</i>		354.500,00	354.500,00	339.740,13
74.300	74.22	04.53	<i>Section 40.8 – Service de la formation des adultes</i> Acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers pour les cours spéciaux	CORD	31.000,00	31.000,00	29.615,64
			<i>Total de la section 40.8:</i>		31.000,00	31.000,00	29.615,64
74.000	74.10	04.34	<i>Section 41.2 – Enseignement secondaire technique</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	85.800,00	85.800,00	85.701,63
			<i>Total de la section 41.2:</i>		85.800,00	85.800,00	85.701,63
74.000	74.10	04.34	<i>Section 41.3 – Service de la formation professionnelle</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	23.000,00	23.000,00	17.909,09
74.250	74.22	04.34	Installations et équipements des ateliers: acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers	CORD	250.000,00	250.000,00	241.628,33
			<i>Total de la section 41.3:</i>		273.000,00	273.000,00	259.537,42
52.000	52.10	08.30	<i>Section 41.4 – Education physique et sports</i> Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives	CORD	90.000,00	90.000,00	90.000,00
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	39.000,00	39.000,00	37.556,13
74.041	74.22	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: acquisition de matériel pour les activités sportives	CORD	15.000,00 TE	14.708,50	14.703,58
74.070	74.22	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel	CORD	8.000,00 TR	8.291,50	7.150,82
93.001	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un huitième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.2003 au 31.12.2007	CNLI, CNST, CPUBLIE	18.000.000,00	18.000.000,00	18.000.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
93.002	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour des aides financières à accorder sous forme de subventions en capital dans l'intérêt de la modernisation, de l'amélioration et du réaménagement des infrastructures et équipements sportifs par les communes et les syndicats de communes	CNLI, CNST, CPUBLIE	3.000.000,00	3.000.000,00	3.000.000,00
				<i>Total de la section 41.4:</i>	21.152.000,00	21.152.000,00	21.149.410,53
74.000	74.10	08.30	<i>Section 41.5 – Institut national des sports</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	11.500,00	11.500,00	11.497,93
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	50.800,00	50.800,00	49.938,83
				<i>Total de la section 41.5:</i>	62.300,00	62.300,00	61.436,76
74.040	74.22	08.30	<i>Section 41.7 – Ecole nationale de l'éd. physique et des sports</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.600,00	4.600,00	4.600,00
				<i>Total de la section 41.7:</i>	4.600,00	4.600,00	4.600,00
				<i>Total du département 40 et 41:</i>	30.315.098,00	30.315.098,00	29.559.833,51

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
51.001	51.10	06.36	42 et 43 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse <i>Section 42.0 – Famille</i>				
		06.36	Construction de maisons de soins: annuités de location-vente, frais de gestion administrative et d'entretien contractuels connexes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.435.785,00	8.435.785,00	7.427.459,19
54.020	54.31	06.36	Participation financière de l'Etat dans la construction d'un foyer pour personnes âgées à Fiolhoso (Portugal)	CSDE, CPUBLIE	83.234,00	83.234,00	83.234,00
74.000	74.10	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	52.500,00 TE	30.400,00	30.366,52
74.010	74.22	06.36	Acquisition de machines de bureau	CORD	15.000,00 TE	12.052,00	12.052,00
74.040	74.22	06.36	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	2.500,00 TR	30.048,00	28.534,86
74.060	74.40	06.36	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	2.500,00 TE	0,00	0,00
93.000	93.00	06.30	Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales	CNLI, CNST, CPUBLIE	50.750.000,00	50.750.000,00	50.750.000,00
			<i>Total de la section 42.0:</i>		59.341.519,00	59.341.519,00	58.331.646,57
93.000	93.00	06.20	<i>Section 42.2 – Solidarité</i> Alimentation du fonds d'assainissement en matière de surendettement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	124.000,00	124.000,00	124.000,00
			<i>Total de la section 42.2:</i>		124.000,00	124.000,00	124.000,00
74.000	74.10	06.36	<i>Section 42.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	38.000,00	38.000,00	31.485,22
			<i>Total de la section 42.3:</i>		38.000,00	38.000,00	31.485,22
74.000	74.10	06.20	<i>Section 42.4 – Fonds national de solidarité</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	14.000,00	14.000,00	14.000,00
74.010	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	CORD	7.000,00	7.000,00	6.943,66
74.080	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	11.020,00	11.020,00	11.020,00
74.580	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD, CNST	175,00	175,00	174,13
			<i>Total de la section 42.4:</i>		32.195,00	32.195,00	32.137,79

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.020	62.10	06.13	<i>Section 42.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	CORD	2.976,00 TE	2.433,00	587,32
74.041	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	13.025,00 TR	13.568,00	13.567,02
74.050	74.22	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements informatiques	CORD	392.000,00	392.000,00	382.410,55
74.060	74.40	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	100.000,00	100.000,00	99.197,85
74.080	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	30.280,00	30.280,00	30.241,53
			<i>Total de la section 42.5:</i>		538.281,00	538.281,00	526.004,27
74.041	74.22	06.32	<i>Section 42.6 – Centre du Rhum</i> Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	1.500,00 TE TR	2.061,32	2.061,32
74.080	74.22	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition de mobilier	CORD	3.580,00 TE TR	3.018,68	3.015,30
			<i>Total de la section 42.6:</i>		5.080,00	5.080,00	5.076,62
74.010	74.22	06.32	<i>Section 42.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	6.500,00	6.500,00	6.449,20
74.040	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	127.233,00	127.233,00	51.783,71
			<i>Total de la section 42.8:</i>		133.733,00	133.733,00	58.232,91
74.050	74.22	06.20	<i>Section 42.9 – Service national d'action sociale</i> Acquisition d'équipements informatiques	CORD	1.487,00	1.487,00	0,00
74.060	74.40	06.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	10.000,00	10.000,00	2.845,82
			<i>Total de la section 42.9:</i>		11.487,00	11.487,00	2.845,82
74.000	74.10	06.32	<i>Section 43.1 – Service national de la jeunesse</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	14.000,00	14.000,00	13.996,01
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	CORD	13.750,00 TR	15.040,00	15.039,61
74.040	74.22	06.32	Service national de la jeunesse et maisons de jeunes: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	101.500,00 TE TR	93.510,00	93.484,82
74.050	74.22	06.32	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	64.200,00 TE TR	70.900,00	70.893,00
74.500	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD, CNST	1.785,00	1.785,00	1.784,84
			<i>Total de la section 43.1:</i>		195.235,00	195.235,00	195.198,28
			<i>Total du département 42 et 43:</i>		60.419.530,00	60.419.530,00	59.306.627,48

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			44 – Ministère de la Santé				
			<i>Section 44.0 – Ministère de la Santé</i>				
74.010	74.22	05.00	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	6.498,65
74.035	74.22	05.20	Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au centre hospitalier de Luxembourg; acquisition d'appareils médicaux	CORD	4.958,00	4.958,00	0,00
74.040	74.22	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	6.000,00	6.000,00	799,00
74.060	74.40	05.00	Acquisition de logiciels	CORD	2.500,00	2.500,00	2.283,90
74.080	74.22	05.00	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	2.479,00	2.479,00	1.005,81
			<i>Total de la section 44.0:</i>		23.437,00	23.437,00	10.587,36
			<i>Section 44.1 – Direction de la santé</i>				
74.000	74.10	05.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	19.000,00	19.000,00	16.300,62
74.010	74.22	05.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	38.000,00 TE	37.000,00	13.558,50
74.020	74.22	05.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	12.070,00	12.070,00	9.453,76
74.030	74.22	05.00	Acquisition d'appareils	CSDE, CPUBLIE	81.343,00	81.343,00	72.782,83
74.040	74.22	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	74.580,00	74.580,00	56.044,01
74.050	74.22	05.00	Acquisition d'équipements informatiques et logiciels informatiques	CORD	122.050,00	122.050,00	112.161,38
74.060	74.40	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, modification et mise à jour de logiciels et du matériel électronique et informatique	CORD	362.300,00 TR	363.300,00	358.537,18
74.080	74.22	05.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.449,55
74.510	74.22	05.10	Acquisition de machines de bureau	CORD, CNST	4.225,00	4.225,00	4.222,01
			<i>Total de la section 44.1:</i>		723.568,00	723.568,00	652.509,84
			<i>Section 44.2 – Laboratoire national de santé</i>				
74.000	74.10	05.20	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	25.000,00 TE	20.000,00	19.232,32
74.010	74.22	05.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	5.790,00 TR	12.790,00	11.612,76
74.020	74.22	05.20	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	3.000,00 TE	1.225,00	1.224,75
74.030	74.22	05.20	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	680.000,00 TE	674.100,00	650.327,13
74.050	74.22	05.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	12.700,00 TR	14.475,00	14.298,29
74.060	74.40	05.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	5.000,00	5.000,00	3.555,80
74.080	74.22	05.20	Acquisition de mobilier	CORD	14.967,00	14.967,00	13.961,94
74.171	74.22	05.20	Crédit d'équipement du Registre Morphologique des Tumeurs	CORD	2.500,00	2.500,00	2.487,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.300	74.22	05.22	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: dépenses d'équipement	CORD	276.000,00 TR	279.900,00	279.647,10
			<i>Total de la section 44.2:</i>		1.024.957,00	1.024.957,00	996.348,01
74.080	74.22	06.35	<i>Section 44.5 – Domages de guerre corporels</i> Acquisition de mobilier de bureau	CORD	3.700,00	3.700,00	1.859,55
			<i>Total de la section 44.5:</i>		3.700,00	3.700,00	1.859,55
52.000	52.10	05.23	<i>Section 44.6 – Centre thermal et de santé Mondorf</i> Participation aux travaux de réfection des espaces extérieurs du parc du centre thermal et de Santé à Mondorf-les-Bains	CSDE, CPUBLIE	870.000,00	870.000,00	842.793,87
			<i>Total de la section 44.6:</i>		870.000,00	870.000,00	842.793,87
51.000	51.10	05.22	<i>Section 44.7 – Travaux sanitaires et cliniques</i> Participation aux frais d'investissements d'établissements hospitaliers publics	CORD	2.689.000,00 TE	2.314.530,20	2.114.530,20
51.001	51.10	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers)	CSDE, CPUBLIE	3.000.000,00 TE	2.340.872,37	1.973.197,10
51.041	51.10	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privés, ainsi que par l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 12 de la loi du 18.9.1998 (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers)	CSDE, CPUBLIE	3.000.000,00 TE	2.704.000,00	2.597.325,64
52.000	52.10	Divers	Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement de centres de diagnostic et de traitement	CORD	424.234,00 TE	339.107,00	339.106,56
52.001	52.10	05.22	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: participation aux frais d'investissement	CORD	2.751.000,00 TE	1.709.764,08	1.703.462,80

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
52.002	52.10	05.22	Participation de l'Etat aux frais d'équipement d'associations conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique, y compris les services dans les domaines des toxicomanies et de la psychiatrie extra-hospitalière	CORD	200.000,00	200.000,00	154.154,85
74.060	74.40	05.30	Rachat de concessions réelles de pharmacie	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
93.000	93.00	05.22	Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers	CNLI, CNST, CPUBLIE	37.000.000,00 TR	39.455.960,35	39.455.960,35
			<i>Total de la section 44.7:</i>		49.064.334,00	49.064.334,00	48.337.737,50
			Total du département 44:		51.709.996,00	51.709.996,00	50.841.836,13

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			45 – Ministère de l'Environnement				
			<i>Section 45.0 – Protection de l'environnement</i>				
52.000	52.10	07.50	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains par les établissements d'utilité publique en vue de la constitution de réserves naturelles	CORD	90.000,00	90.000,00	84.213,56
63.000	63.21	07.30	Travaux et fournitures dans l'intérêt de l'aménagement de décharges désaffectées, de construction d'installations de dépollution dans le domaine de la protection de l'atmosphère, de la gestion des déchets et de la protection contre le bruit: participation de l'Etat au financement de projets communaux	CSDE, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	120.000,00
63.003	63.21	07.50	Participation extraordinaire de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains pour la réalisation du projet revalorisation écologique de la vallée supérieure de l'Alzette	CSDE, CPUBLIE	35.000,00 TE	26.795,00	11.533,57
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	24.500,00 TR	28.600,00	28.587,66
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	23.900,00 TR	28.005,00	27.904,57
93.000	93.00	07.30	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement	CNLI, CNST, CPUBLIE	4.200.000,00	4.200.000,00	4.200.000,00
				<i>Total de la section 45.0:</i>	4.493.400,00	4.493.400,00	4.472.239,36
			<i>Section 45.1 – Administration de l'environnement</i>				
51.041	51.10	07.35	Participation de l'Etat au financement d'études par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
52.000	52.10	07.35	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	CORD	120.000,00	120.000,00	0,00
52.020	52.20	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, à la réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. – Participation à des projets pilotes et contrats de recherches	CSDE, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	0,00
53.000	53.10	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. – Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00 D	11.300.000,00	11.299.524,03
53.011	53.20	07.40	Mesures destinées à promouvoir la réduction des émissions de CO ₂ en provenance des bâtiments existants.Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. – Dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	0,00
73.070	73.41	07.33	Travaux de génie civil et d'infrastructures	CORD	10.000,00	10.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.000	74.10	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	57.060,00	57.060,00	56.917,85
74.010	74.22	07.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	12.000,00	12.000,00	9.596,75
74.020	74.22	07.30	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	15.000,00 TR	42.000,00	37.812,00
74.030	74.22	07.30	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	115.000,00	115.000,00	71.345,37
74.040	74.22	07.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	9.000,00	9.000,00	5.374,02
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	25.000,00	25.000,00	24.695,41
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	100.000,00 TE	73.000,00	61.144,10
			<i>Total de la section 45.1:</i>		3.568.060,00	12.868.060,00	11.566.409,53
51.040	51.10	07.50	<i>Section 45.2 – Administration des eaux et forêts</i> Participation de l'Etat au financement des mesures d'amélioration de l'environnement naturel prévues dans les règlements grand-ducaux des 22.10.1990 et 22.3.2002	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	485.706,40
63.002	63.21	07.50	Participation de l'Etat à l'élaboration et à l'exécution de plans verts par les communes	CSDE, CPUBLIE	323.000,00	323.000,00	293.183,65
74.000	74.10	Divers	Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	39.000,00	39.000,00	38.587,12
74.001	74.10	Divers	Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	97.500,00	97.500,00	97.499,98
74.010	74.22	Divers	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.940,00 TR	9.440,00	9.304,65
74.040	74.22	Divers	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	30.000,00 TE	29.500,00	28.789,49
74.050	74.22	Divers	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	30.000,00	30.000,00	29.968,59
74.060	74.40	Divers	Acquisition de logiciels informatiques	CORD	28.300,00	28.300,00	28.159,32
74.500	74.10	Divers	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD, CNST	157.000,00	157.000,00	156.079,63
			<i>Total de la section 45.2:</i>		1.213.740,00	1.213.740,00	1.167.278,83
			Total du département 45:		9.275.200,00	18.575.200,00	17.205.927,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			46 – Ministère du Travail et de l'Emploi				
			<i>Section 46.0 – Travail – Dépenses générales</i>				
52.000	52.10	06.40	Participation aux frais d'investissements immobiliers des cham-	CORD	570.000,00	570.000,00	570.000,00
74.060	74.40	06.40	bres professionnelles salariales	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
			Adaptations apportées au logiciel de dépeuplement automatisé				
			de bulletins de vote				
			<i>Total de la section 46.0:</i>		595.000,00	595.000,00	570.000,00
			<i>Section 46.1 – Administration de l'emploi</i>				
74.040	74.22	06.43	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	16.500,00	16.500,00	9.836,64
74.050	74.22	06.43	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	7.900,00	7.900,00	3.618,00
74.060	74.40	06.43	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	1.725,00	1.725,00	0,00
74.300	74.22	06.43	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	CORD	109.073,00	109.073,00	108.054,68
			<i>Total de la section 46.1:</i>		135.198,00	135.198,00	121.509,32
			<i>Section 46.2 – Inspection du travail et des mines</i>				
74.000	74.10	06.42	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	56.000,00	56.000,00	55.954,32
74.010	74.22	06.42	Acquisition de machines de bureau	CORD	20.000,00 TR	21.700,00	17.177,84
74.040	74.22	06.42	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	20.000,00 TE	18.300,00	12.388,66
74.050	74.22	06.42	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	10.000,00	10.000,00	9.101,86
74.060	74.40	06.42	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	15.000,00	15.000,00	14.317,65
74.510	74.22	06.42	Acquisition de machines de bureau	CORD, CNST	514,000	514,00	513,75
			<i>Total de la section 46.2:</i>		121.514,00	121.514,00	109.454,08
			<i>Section 46.5 – Emploi des accidentés et des handicapés</i>				
51.040	51.10	06.34	Participation aux frais d'aménagement de postes de travail et des				
			accès au travail, d'acquisition d'équipement professionnel, de	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	753,52
			matériel didactique et d'autres				
52.000	52.10	06.34	Participation aux frais de la création et de l'extension d'ateliers	CORD	422.160,00	422.160,00	422.160,00
			protégés (article D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)				
			<i>Total de la section 46.5:</i>		442.160,00	442.160,00	422.913,52
			Total du département 46:		1.293.872,00	1.293.872,00	1.223.876,92

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			47 et 48 – Ministère de la Sécurité sociale				
			<i>Section 47.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>				
74.040	74.22	06.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	14.000,00	14.000,00	13.951,99
74.050	74.22	06.10	Acquisition d'équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	5,00	5,00	0,00
74.060	74.40	06.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CSDE, CPUBLIE	558.000,00	558.000,00	555.734,90
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	CORD	1.000,00	1.000,00	717,03
			<i>Total de la section 47.1:</i>		573.005,00	573.005,00	570.403,92
			<i>Section 47.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale</i>				
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.200,00	1.200,00	1.056,85
74.030	74.22	06.10	Acquisition d'appareils médicaux	CORD	7.437,00	7.437,00	7.430,00
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	11.898,00	11.898,00	11.725,13
			<i>Total de la section 47.2:</i>		20.535,00	20.535,00	20.211,98
			<i>Section 47.3 – Conseil arbitral des assurances sociales</i>				
74.020	74.22	06.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.000,00	1.000,00	999,24
74.040	74.22	06.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	142.000,00	142.000,00	140.765,71
			<i>Total de la section 47.3:</i>		143.000,00	143.000,00	141.764,95
			<i>Section 47.6 – Assurance dépendance</i>				
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.000,00	8.000,00	6.498,65
			<i>Total de la section 47.6:</i>		8.000,00	8.000,00	6.498,65
			<i>Section 48.4 – Office des assurances sociales</i>				
74.080	62.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de mobilier de bureau	CORD	19.840,00	19.840,00	19.703,60
74.250	Divers	Divers	Participation de l'Etat aux frais d'équipement	CORD	28.500,00	28.500,00	27.321,08
			<i>Total de la section 48.4:</i>		48.340,00	48.340,00	47.024,68
			<i>Section 48.5 – Caisse de pension des employés privés</i>				
74.080	74.22	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de mobilier de bureau	CORD	22.000,00	22.000,00	21.940,91
74.250	74.22	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'équipement	CORD	6.500,00	6.500,00	4.597,81
			<i>Total de la section 48.5:</i>		28.500,00	28.500,00	26.538,72

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.080	74.22	06.12	<i>Section 48.6 – C.P.A.C.I.</i> Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de mobilier de bureau	CORD	7.150,00	7.150,00	7.082,74
74.250	74.22	06.12	Participation de l'Etat aux frais d'équipement	CORD	1.375,00	1.375,00	1.121,11
			<i>Total de la section 48.6:</i>		8.525,00	8.525,00	8.203,85
74.080	74.22	06.12	<i>Section 48.7 – C.P.A.</i> Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de mobilier de bureau	CORD	2.500,00	2.500,00	2.208,09
			<i>Total de la section 48.7:</i>		2.500,00	2.500,00	2.208,09
74.080	62.10	06.10	<i>Section 48.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i> Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de mobilier de bureau	CORD	19.351,00	19.351,00	18.399,84
74.250	Divers	06.10	Participation de l'Etat aux frais d'équipement	CORD	219.297,00	219.297,00	211.342,46
			<i>Total de la section 48.8:</i>		238.648,00	238.648,00	229.742,30
			<i>Total du département 47 et 48:</i>		1.071.053,00	1.071.053,00	1.052.597,14

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			49 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural				
			<i>Section 49.0 – Agriculture – Dépenses générales</i>				
74.001	74.10	10.10	Unité de contrôle: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	75.000,00	75.000,00	74.786,10
74.010	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition de machines de bureau	CORD	1.750,00	1.750,00	1.648,33
74.040	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	2.000,00	2.000,00	2.000,00
74.051	74.22	10.10	Unité de contrôle: acquisition d'équipements informatiques	CORD	25.000,00	25.000,00	22.921,16
			<i>Total de la section 49.0:</i>		103.750,00	103.750,00	101.355,59
			<i>Section 49.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i>				
51.040	51.10	10.10	Primes dans l'intérêt de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural et forestier	CORD	1.115.000,00	1.115.000,00	947.548,74
73.000	73.13	10.10	Travaux d'infrastructure à réaliser pour l'instauration de zones horticoles	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	450.000,00	450.000,00	0,00
93.000	93.00	10.10	Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	18.000.000,00 D	26.000.000,00	26.000.000,00
			<i>Total de la section 49.1:</i>		19.565.000,00	27.565.000,00	26.947.548,74
			<i>Section 49.2 – Services techniques</i>				
53.020	53.10	10.10	Constructions rurales et équipements connexes: participation de l'Etat au coût des travaux	CORD	25.000,00	25.000,00	2.473,29
53.023	53.10	10.10	Mesures spéciales d'ordre technique: subventions pour la réalisation de mesures spéciales visant à la rationalisation d'exploitations agricoles, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	14.500,00
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	166.000,00	166.000,00	164.084,65
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	18.500,00	18.500,00	17.250,00
74.020	74.22	10.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.000,00	1.000,00	959,10
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	CORD	100.000,00 TE	95.400,00	95.047,16
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	54.000,00 TE	48.900,00	47.308,56
74.050	74.22	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	12.500,00 TR	22.200,00	21.402,87
			<i>Total de la section 49.2:</i>		402.000,00	402.000,00	363.025,63

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
93.000	93.00	10.20	<i>Section 49.3 – Remembrement des biens ruraux</i> Alimentation en capital du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir l'intervention de l'Etat dans les dé-ranx correspondant aux travaux de premier établissement pour le remembrement des biens ruraux (article 41, alinéa 3, de la loi modifiée du 25.5.1964)	CNLI, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00	2.000.000,00	2.000.000,00
			<i>Total de la section 49.3:</i>		2.000.000,00	2.000.000,00	2.000.000,00
74.010	74.22	10.10	<i>Section 49.4 – Service d'économie rurale</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	4.500,00	4.500,00	4.485,00
			<i>Total de la section 49.4:</i>		4.500,00	4.500,00	4.485,00
53.030	53.20	10.10	<i>Section 49.5 – Administration des services vétérinaires</i> Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00 D	400.000,00	248.639,23
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	1.302,00	1.302,00	0,00
74.010	74.22	10.10	Inspection vétérinaire.– Acquisition de machines de bureau	CORD	3.310,00	3.310,00	3.246,45
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceu-tiques et de laboratoire	CORD	210.000,00 TE	205.500,00	199.337,77
74.031	74.22	10.10	Inspecteurs des viandes.– Acquisition d'appareils vétérinaires, pour l'inspection des viandes dans les abattoirs agréés	CORD	2.000,00	2.000,00	0,00
74.060	74.40	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	7.500,00 TR	12.000,00	11.977,47
74.530	74.22	10.10	Taxe sur la valeur ajoutée concernant diverses acquisitions	CORD, CNST	4.564,00	4.564,00	4.563,93
74.540	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD, CNST	10.925,00	10.925,00	10.602,52
			<i>Total de la section 49.5:</i>		439.601,00	639.601,00	478.367,37
53.020	53.10	10.10	<i>Section 49.6 – Viticulture</i> Améliorations viticoles: reconstitution des vignes, y compris la démolition et la construction de murs de soutènement des vignes en terrasses, travaux de consolidation de coteaux en mouvement, sélection qualitative des cépages (participation de l'Etat au coût de travaux)	CORD	37.200,00 TR	41.900,00	25.511,77
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	45.000,00 TE	44.000,00	43.992,00
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.000,00 TE	4.800,00	4.784,82
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	125.000,00 TE	123.500,00	122.688,73
			<i>Total de la section 49.6:</i>		214.200,00	214.200,00	196.977,32

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
53.020	53.10	10.30	<i>Section 49.7 – Sylviculture</i> Participation de l'Etat au financement d'actions, d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants (règlement grand-ducal du 10.10.1995)		1.760.000,00 D	2.028.000,00	2.023.800,51
63.000	63.21	10.30	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	550.000,00 D	1.431.000,00	1.271.455,25
73.010	73.11	10.30	Aménagement d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat	CORD	347.000,00	347.000,00	334.255,74
74.040	74.22	10.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	145.000,00	145.000,00	144.943,28
				<i>Total de la section 49.7:</i>	2.802.000,00	3.951.000,00	3.774.454,78
				Total du département 49:	25.531.051,00	34.880.051,00	33.866.214,43

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			50 – Ministère de l'Economie <i>Section 50.0 – Economie</i>				
51.040	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.400.000,00	8.400.000,00	8.400.000,00
51.041	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: création et aménagement d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.000.000,00	4.000.000,00	2.837.592,61
51.042	51.10	09.00	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle de l'énergie	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.000.000,00	2.000.000,00	0,00
51.043	51.10	11.30	Application de la loi du 22 décembre 2000 ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays: subventions en capital à l'investissement et à la création d'emplois	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000.000,00	20.000.000,00	20.000.000,00
51.044	51.10	11.30	Participation à des contrats de recherche couvrant des programmes de base et des domaines de la technologie avancée	CSDE, CPUBLIE	96.000,00	96.000,00	78.413,42
51.050	51.20	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour but le développement et la diversification économique: subventions à la recherche-développement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.500.000,00	7.500.000,00	7.500.000,00
52.000	52.10	09.10	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. – Participation à des projets de démonstration et contrats de recherches	CSDE, CPUBLIE	75.000,00	75.000,00	0,00
63.000	63.21	11.30	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes: participation au coût de certains travaux communaux ou inter-communaux et subsides	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.250.000,00	1.250.000,00	61.790,99
71.000	71.11	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
71.010	71.12	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	86.147,61
72.010	72.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: acquisition et aménagement de bâtiments et d'équipements, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.195.000,00	2.195.000,00	1.544.412,79
73.030	73.21	09.20	Installations hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettebrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
73.050	73.31	12.50	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études, participation à l'infrastructure, dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.388.000,00	1.388.000,00	980.436,53
73.071	73.41	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de terrains et création d'ouvrages de génie civil, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	8.000.000,00	8.000.000,00	5.213.525,49
74.000	74.10	11.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	28.000,00	28.000,00	28.000,00
74.040	74.22	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	50.000,00 TE	12.600,00	11.465,28
74.050	74.22	09.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	60.000,00 TR	97.400,00	97.042,28
74.060	74.40	11.10	Acquisition de logiciels	CORD	10.000,00	10.000,00	9.992,49
81.030	81.40	11.40	Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique	CNLI, CNST, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	100.000,00
				<i>Total de la section 50.0:</i>	56.202.100,00	56.202.100,00	46.948.819,49
74.010	74.22	01.32	<i>Section 50.1 – Statec</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	7.000,00	7.000,00	5.884,33
74.050	74.22	01.32	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	75.000,00	75.000,00	74.689,98
74.060	74.40	01.32	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	25.000,00	25.000,00	24.637,02
				<i>Total de la section 50.1:</i>	107.000,00	107.000,00	105.211,33
74.010	74.22	09.00	<i>Section 50.2 – Service de l'Energie de l'Etat</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	7.000,00	7.000,00	6.373,23
74.050	74.22	09.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	2.500,00	2.500,00	2.500,00
				<i>Total de la section 50.2:</i>	9.500,00	9.500,00	8.873,23

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
73.030	73.21	09.20	<i>Section 50.3 – Centrales hydroélectriques</i> Aménagements hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation des installations et des bâtiments	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
73.031	73.21	09.20	Réparation et entretien des organes de fermeture et des bâti- ments des aménagements hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbrück et de Rosport	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	0,00
				<i>Total de la section 50.3:</i>	10.100,00	10.100,00	0,00
				<i>Total du département 50:</i>	56.328.700,00	56.328.700,00	47.062.904,05

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			51 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement				
			<i>Section 51.0 – Classes moyennes</i>				
31.030	31.12	11.50	Bonification d'intérêts à allouer en faveur de projets hôteliers exceptionnels	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	183.442,00	183.442,00	183.442,00
52.000	52.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides aux mutualités de cautionnement du commerce et de l'artisanat (article 6 de la loi du 29.7.1968)	CORD	2.479,00	2.479,00	0,00
52.001	52.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: participation à la couverture de pertes subies sur des cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce dans le cadre d'un premier établissement, d'une extension ou d'une adaptation à l'évolution technologique (Art. 6 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	123.947,00	123.947,00	0,00
53.040	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	5.000.000,00	5.000.000,00	4.999.814,40
53.041	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: primes d'épargne de premier établissement (article 9 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	347.050,00	347.050,00	91.420,05
74.050	74.22	11.40	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	3.000,00	3.000,00	0,00
74.060	74.40	11.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	2.000,00	2.000,00	0,00
				<i>Total de la section 51.0:</i>	5.661.918,00	5.661.918,00	5.274.676,45
			<i>Section 51.1 – Tourisme</i>				
63.002	63.21	Divers	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables	CORD	74.370,00	74.370,00	71.697,60
63.040	63.51	11.60	Participation de l'Etat aux frais des syndicats d'initiative et ententes de syndicats d'initiative occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres	CORD	31.000,00	31.000,00	30.383,25
74.000	74.10	11.60	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	26.000,00	26.000,00	25.870,32
74.040	74.22	11.60	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques	CORD	40.000,00	40.000,00	38.401,58

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.080	74.22	11.60	Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger	CSDE, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	10.661,67
93.000	93.00	11.60	Alimentation du fonds spécial „tourisme“ pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique à réaliser pendant la période du 1.1.2003 au 31.12.2007	CNLI, CNST, CPUBLIE	6.615.600,00	6.615.600,00	6.615.600,00
			<i>Total de la section 51.1.:</i>		6.801.970,00	6.801.970,00	6.792.614,42
			<i>Section 51.2 – Logement</i>				
51.000	51.10	07.10	Participation de l'Etat aux frais exposés par les promoteurs publics dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement	CSDE, CPUBLIE	123.946,00	123.946,00	0,00
51.002	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par des établissements publics sous la surveillance des communes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
51.003	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds pour l'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979 et loi du 10.12.1998)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	862.020,89
51.004	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide au Fonds pour le logement à coût modéré (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.000.000,00	7.000.000,00	3.306.739,54
51.005	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des établissements publics sous la surveillance des communes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	0,00
51.006	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des fabriques d'église et par des communautés religieuses ayant conclu une convention avec le Gouvernement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	65.000,00	65.000,00	26.420,65
51.040	51.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logis pour travailleurs étrangers seuls par des employeurs-bailleurs	CSDE, CPUBLIE	13.645,00	13.645,00	13.545,00
51.041	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	484.000,00	484.000,00	484.000,00
51.042	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	142.600,00	142.600,00	142.600,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
52.000	52.10	07.10	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements par des associations privées sans but lucratif	CSDE, CPUBLIE	50.118,00	50.118,00	50.118,00
53.000	53.10	07.10	Aide au logement: primes de construction et d'acquisition (règlement ministériel modifié du 25.5.1973, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	12.000.000,00	12.000.000,00	11.613.053,66
53.001	53.10	07.10	Epargne-logement et aide au logement: garantie de l'Etat (loi du 27.7.1971, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10,00	10,00	0,00
53.002	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'épargne	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.500.000,00	2.500.000,00	2.499.969,09
53.003	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'amélioration de logements anciens (règlement ministériel modifié du 25.5.1973, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	3.000.000,00	3.000.000,00	751.376,70
53.004	53.10	07.10	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	75.000,00	75.000,00	60.806,61
53.005	53.10	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires-occupants dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10,00	10,00	0,00
53.007	53.10	07.10	Garantie locative de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
53.008	53.10	07.10	Aide d'épargne-logement	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	350.000,00	350.000,00	0,00
63.001	63.21	06.33	Participation de l'Etat aux frais de construction et de modernisation par les communes d'ensembles de logements pour personnes âgées	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	600.000,00	600.000,00	600.000,00
63.002	63.21	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	385.000,00	385.000,00	385.000,00
63.003	63.21	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.458.141,00	1.458.141,00	1.458.141,00
63.004	63.21	07.10	Participation aux frais d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10,00	10,00	0,00
63.005	63.21	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10,00	10,00	0,00
74.000	74.10	07.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.000,00	19.000,00	18.271,20
74.010	74.22	07.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	20.200,00	20.200,00	10.731,40
74.020	74.22	07.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.000,00	1.000,00	972,90

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.040	74.22	07.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	21.450,00	21.450,00	18.926,28
81.030	81.40	07.10	Fonds pour le logement à coût modéré: majoration de la dotation	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
83.000	83.00	07.10	Lutte contre les taudis: subsides remboursables	CORD	49.579,00	49.579,00	49.579,00
74.540	74.22	07.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD, CNST	350.000,00	350.000,00	0,00
				<i>Total de la section 51.2:</i>	29.729.019,00	29.729.019,00	22.352.271,92
				Total du département 51:	42.192.907,00	42.192.907,00	34.419.562,79

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			52 – Ministère des Travaux publics				
			<i>Section 52.0 – Travaux publics</i>				
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	5.000,00 TR	11.622,00	10.737,06
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	12.900,00 TE	6.278,00	6.273,25
			<i>Total de la section 52.0:</i>		17.900,00	17.900,00	17.010,31
			<i>Section 52.1 – Ponts et chaussées</i>				
63.000	63.21	12.12	Emprises, acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D	171.000,00	145.885,33
71.000	71.11	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat, indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis, démolition d'immeubles bâtis, travaux d'adaptation et dépenses accessoires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
71.010	71.12	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat, indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis, démolition d'immeubles bâtis, travaux d'adaptation et dépenses accessoires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	55.567,53
72.010	72.10	12.12	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CSDE, CPUBLIE	1.090.000,00 TE	1.030.133,74	922.229,68
73.010	73.11	12.12	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements	CSDE, CPUBLIE	19.000.000,00 TE TR	20.189.593,80	19.781.795,64
73.011	73.11	12.12	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements	CSDE, CPUBLIE	26.500.000,00 TE TR	28.011.068,94	27.750.014,72
73.012	73.11	12.14	Voirie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière	CSDE, CPUBLIE	1.525.000,00 TE	1.496.707,45	1.342.540,74
73.013	73.11	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection	CSDE, CPUBLIE	6.500.000,00 TE TR	5.850.000,00	5.148.945,51
73.014	73.11	12.12	Voirie de l'Etat: construction de trottoirs	CSDE, CPUBLIE	220.000,00 TE	151.877,08	140.050,85
73.015	73.11	12.12	Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie, consolidation des talus, installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.050.000,00 TE TR	1.050.000,00	1.041.309,78
73.016	73.11	12.12	Aménagement de couloirs pour bus, de plates-formes intermodales et de gares routières	CSDE, CPUBLIE	2.000.000,00 TE	74.205,76	74.205,76
73.017	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil	CSDE, CPUBLIE	445.000,00	445.000,00	326.815,26

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
73.018	73.11	12.12	Viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg.- Dépenses à charge de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	975.000,00	975.000,00	42.466,25
73.019	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation	CSDE, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	699.675,44
73.020	73.23	12.32	Port de Mertert: travaux de construction et de réfection	CSDE, CPUBLIE	1.500.000,00 TR	1.750.000,00	1.750.000,00
73.030	73.21	12.32	Approfondissement du chenal navigable de la Moselle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	41.966,83
73.031	73.21	09.20	Aménagements hydroélectriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	600.000,00	600.000,00	595.988,19
73.032	73.21	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'investissements exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	383.982,91
73.033	73.21	12.32	Moselle canalisée: réalisation de travaux d'investissement sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	5.717,60
73.060	73.43	12.32	Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle	CORD	100.000,00	100.000,00	
73.061	73.43	Divers	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection	CSDE, CPUBLIE	350.000,00 TE	250.000,00	221.020,61
73.062	73.43	07.50	Plantations et aménagements paysagers	CSDE, CPUBLIE	1.850.000,00 TE	1.734.810,98	1.731.650,73
74.000	74.10	12.10	Acquisition de véhicules automobiles	CSDE, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	89.766,63
74.010	74.22	12.10	Acquisition de machines de bureau	CSDE, CPUBLIE	3.163.000,00 TR	3.266.430,00	3.208.672,21
74.020	74.22	12.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	38.000,00 TE	34.602,25	32.369,05
74.030	74.22	12.10	Acquisition d'appareils de laboratoire	CSDE, CPUBLIE	57.000,00	57.000,00	50.840,88
74.040	74.22	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	69.000,00	69.000,00	68.216,05
74.041	74.22	12.10	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisitions d'équipements	CSDE, CPUBLIE	1.922.500,00 TE	1.819.070,00	1.730.199,94
74.042	74.22	12.10	Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements	CSDE, CPUBLIE	900.000,00	900.000,00	898.556,50
74.043	74.22	12.32	Acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau ponton de la division des ouvrages d'art	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	90.000,00	90.000,00	89.468,65
74.050	74.22	12.10	Acquisition d'équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	305.000,00	305.000,00	299.739,82
74.060	74.40	12.10	Acquisition de logiciels	CORD	193.500,00	193.500,00	184.492,18
74.080	74.22	12.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier	CNLI, CNST, CPUBLIE	175.000,00	175.000,00	172.956,29
				CORD	34.500,00	34.500,00	24.843,17
			Total de la section 52.1:		72.642.500,00	72.788.500,00	69.051.950,73

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
93.000	93.00	12.12	<i>Section 52.2 – Fonds des routes</i> Alimentation du fonds des routes	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	70.000.000,00	70.000.000,00	70.000.000,00
			<i>Total de la section 52.2:</i>		70.000.000,00	70.000.000,00	70.000.000,00
			<i>Section 52.3 – Bâtiments publics</i>				
10.000	10.00	01.43	Présidence de l'Union Européenne: location de salles, travaux d'aménagement, acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux, dépenses diverses	CNLI, CNST, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
72.010	72.10	01.25	Bâtiments à usage administratif, sanitaire et social: travaux de remise en état	CSDE, CPUBLIE	3.175.000,00	3.175.000,00	2.915.987,76
72.011	72.10	04.00	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: travaux de remise en état	CSDE, CPUBLIE	3.300.000,00	3.300.000,00	3.299.868,74
72.012	72.10	01.25	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	7.500.000,00 D	8.695.000,00	8.633.372,31
72.013	72.10	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	4.900.000,00	4.900.000,00	4.155.375,18
72.014	72.10	Divers	Travaux de transformation à réaliser dans le cadre de la réorganisation des Forces de Police	CSDE, CPUBLIE	3.900.000,00	3.900.000,00	3.900.000,00
72.015	72.10	01.34	Installations thermiques: aménagements, remplacements et modifications	CSDE, CPUBLIE	1.260.000,00	1.260.000,00	1.259.365,93
72.016	72.10	01.34	Installations électriques: aménagements, remplacements et modifications	CSDE, CPUBLIE	1.350.000,00	1.350.000,00	1.349.853,22
72.017	72.10	01.34	Installations de sécurité: aménagements, remplacements et modifications	CSDE, CPUBLIE	3.150.000,00 TR	3.300.000,00	3.299.658,17
72.018	72.10	01.34	Remplacement de transformateurs, de condensateurs et d'équipements contenant du PCB	CSDE, CPUBLIE	75.000,00	75.000,00	66.390,12
72.019	72.10	01.34	Assainissement énergétique des bâtiments de l'Etat	CSDE, CPUBLIE	320.000,00	320.000,00	319.584,42
72.020	72.10	01.34	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	125.000,00 D	317.000,00	316.704,91
72.021	72.10	01.34	Travaux d'isolation thermique	CSDE, CPUBLIE	140.000,00	140.000,00	137.478,36
72.022	72.10	Divers	Bâtiments affectés à des services publics, y compris bâtiments d'enseignement de l'Etat: surveillance, maintenance, entretien et remise en état dans l'intérêt de l'entretien préventif	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	121.353,01
72.023	72.10	Divers	Déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	550.000,00 D	2.150.000,00	2.145.933,86
73.011	73.11	01.43	Aménagement d'un parking pour les besoins des Communautés Européennes.- Remboursement des frais de construction au Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau Kirchberg	CSDE, CPUBLIE	495.788,00	495.788,00	254.985,40

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
73.012	73.11	01.43	Aménagement des alentours du Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg dans le cadre des festivités relatives au Grand Départ du Tour de France 2002 à Luxembourg – Remboursement des frais de construction au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg				
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	645.000,00	645.000,00	570.598,79
74.010	74.22	01.34	Acquisition de machines de bureau	CORD	68.175,00	68.175,00	68.083,37
74.020	74.22	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	12.000,00	12.000,00	11.949,05
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	1.000,00	1.000,00	972,90
74.041	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations	CORD	55.000,00	55.000,00	54.996,82
74.050	74.22	01.34	Acquisition d'équipements informatiques	CSDE, CPUBLIE	8.500,00	8.500,00	8.386,35
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	29.000,00 TR	30.700,00	29.678,81
74.080	74.22	01.34	Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations	CSDE, CPUBLIE	300.000,00 TE	148.300,00	109.025,56
				CSDE, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	9.879,42
				<i>Total de la section 52.3:</i>	31.694.463,00	34.681.463,00	33.039.482,46
72.010	72.10	Divers	<i>Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes</i> Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère d'Etat	CSDE, CPUBLIE	1.920.000,00	1.920.000,00	1.902.148,34
72.011	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense	CSDE, CPUBLIE	1.230.000,00	1.230.000,00	1.229.380,70
72.012	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CSDE, CPUBLIE	1.815.000,00	1.815.000,00	1.751.691,10
72.013	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	CSDE, CPUBLIE	95.000,00	95.000,00	87.936,07
72.014	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances	CSDE, CPUBLIE	1.153.000,00	1.153.000,00	1.011.715,34
72.015	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances (trésor et budget)	CSDE, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	64.239,07

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
72.016	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la justice	CSDE, CPUBLIE	885.000,00	885.000,00	885.000,00
72.018	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'intérieur	CSDE, CPUBLIE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.235.306,14
72.020	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CSDE, CPUBLIE	3.640.000,00	3.640.000,00	3.639.901,84
72.021	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CSDE, CPUBLIE	3.165.000,00	3.165.000,00	2.773.425,31
72.022	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la santé	CSDE, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	489.173,88
72.023	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'environnement	CSDE, CPUBLIE	800.000,00	800.000,00	590.122,40
72.024	72.10	06.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la sécurité sociale	CSDE, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	79.505,98
72.025	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	CSDE, CPUBLIE	375.000,00	375.000,00	267.939,96
72.027	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des transports	CSDE, CPUBLIE	1.490.000,00	1.490.000,00	1.438.426,15
72.029	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics	CSDE, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	728.585,96
72.031	72.10	Divers	Bâtiments et services publics: divers travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CSDE, CPUBLIE	2.500.000,00	2.500.000,00	2.323.906,14
72.032	72.10	04.00	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation d'immeubles loués par l'Etat aux institutions internationales	CSDE, CPUBLIE	400.000,00	400.000,00	293.568,99
72.033	72.10	06.34	Mise en état et modernisation de l'institut médico-professionnel de Kreuzberg à Dudelange	CSDE, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	250.000,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
72.034	72.10	05.23	Centre thermal et de santé de Mondorf: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CSDE, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	296.394,12
72.035	72.10	06.33	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des établissements publics relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CSDE, CPUBLIE	1.700.000,00	1.700.000,00	1.546.319,11
74.080	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère d'Etat	CSDE, CPUBLIE	1.172.500,00	1.172.500,00	879.298,68
74.081	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense	CSDE, CPUBLIE	1.000.000,00	1.000.000,00	742.735,84
74.082	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CSDE, CPUBLIE	910.000,00	910.000,00	752.461,69
74.083	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	CSDE, CPUBLIE	125.000,00	125.000,00	121.232,53
74.084	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances	CSDE, CPUBLIE	465.000,00	465.000,00	427.148,89
74.085	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances (trésor et budget)	CSDE, CPUBLIE	130.000,00	130.000,00	89.209,88
74.086	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la justice	CSDE, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	292.131,35
74.088	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur	CSDE, CPUBLIE	460.000,00	460.000,00	425.101,20
74.090	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CSDE, CPUBLIE	2.100.000,00	2.100.000,00	2.093.961,89
74.091	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CSDE, CPUBLIE	385.000,00	385.000,00	332.042,95
74.092	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la santé	CSDE, CPUBLIE	170.000,00	170.000,00	127.437,01
74.093	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'environnement	CSDE, CPUBLIE	196.500,00	196.500,00	164.142,76
74.094	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère du travail et de l'emploi	CSDE, CPUBLIE	170.000,00	170.000,00	161.712,39
74.095	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la sécurité sociale	CSDE, CPUBLIE	145.000,00	145.000,00	136.823,93

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.096	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	CSDE, CPUBLIE	283.000,00	283.000,00	165.163,24
74.097	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'économie	CSDE, CPUBLIE	45.000,00	45.000,00	37.917,94
74.098	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des transports	CSDE, CPUBLIE	47.000,00	47.000,00	46.637,68
74.099	74.22	12.44	Acquisition et remplacement de mobilier pour les entreprises relevant du ministère des transports	CSDE, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	109.495,25
74.100	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des travaux publics	CSDE, CPUBLIE	297.500,00	297.500,00	180.795,74
74.101	74.22	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement	CSDE, CPUBLIE	20.000,00	20.000,00	19.957,10
74.102	74.22	01.34	Acquisition de mobilier de bureau pour les administrations et services publics	CSDE, CPUBLIE	1.491.000,00	1.491.000,00	1.421.293,44
74.103	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions internationales	CSDE, CPUBLIE	172.500,00	172.500,00	83.887,05
74.105	74.22	03.20	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux suite à la fusion police et gendarmerie	CSDE, CPUBLIE	900.000,00	900.000,00	741.463,74
74.106	74.22	06.34	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	25.000,00 D	73.000,00	57.945,28
				<i>Total de la section 52.4:</i>	36.058.000,00	36.106.000,00	32.494.684,05
72.010	72.10	01.25	<i>Section 52.5 – Fonds d'investissements publics</i> Fonds d'investissements publics et fonds pour la loi de garantie: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	750.000,00 D	1.750.000,00	1.750.000,00
93.000	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
93.001	93.00	04.00	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	65.000.000,00	65.000.000,00	65.000.000,00
93.002	93.00	Divers	Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	11.000.000,00	11.000.000,00	11.000.000,00
93.003	93.00	01.25	Alimentation du fonds pour la loi de garantie	CNLI, CNST, CPUBLIE	7.000.000,00 D	22.000.000,00	22.000.000,00
				<i>Total de la section 52.5:</i>	93.750.000,00	109.750.000,00	109.750.000,00
				<i>Total du département 52:</i>	304.162.863,00	323.343.863,00	314.353.127,55

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tff ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.050	74.22	12.10	53 – Ministère des Transports <i>Section 53.1 – Circulation routière</i> Remboursement à la société nationale de contrôle technique des frais d'amortissement pour la gestion du fichier national des véhicules et des permis de conduire	CORD	465.000,00	465.000,00	421.209,35
74.300	74.22	12.10	Participation de l'Etat à un projet commun en vue de l'introduction du chronotachygraphe numérique, frais d'intégration et de mise en oeuvre du système afférent	CORD	1.300.000,00	1.300.000,00	282.696,00
			<i>Total de la section 53.1:</i>		1.765.000,00	1.765.000,00	703.905,35
51.010	51.20	12.10	<i>Section 53.2 – Transports publics</i> Acquisition d'oblitérateurs dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	2.146.625,00	2.146.625,00	2.146.524,17
52.010	52.20	12.10	Participation de l'Etat dans les dépenses d'aménagement des parkings d'accueil (P+R), d'équipements de sécurisation dans l'intérêt des transports publics	CORD	5.000.000,00	5.000.000,00	1.224.445,25
			<i>Total de la section 53.2:</i>		7.146.625,00	7.146.625,00	3.370.969,42
93.000	93.00	12.20	<i>Section 53.3 – Transports ferroviaires</i> Alimentation du fonds du rail	CNLI, CNST, CPUBLIE	50.000.000,00	50.000.000,00	50.000.000,00
93.001	93.00	12.20	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux	CNLI, CNST, CPUBLIE	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
			<i>Total de la section 53.3:</i>		60.000.000,00	60.000.000,00	60.000.000,00
74.010	74.22	12.34	<i>Section 53.4 – Navigation fluviale</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	3.450,00	3.450,00	3.123,40
74.020	74.22	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	48.980,00	48.980,00	48.856,42
74.040	74.22	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CSDE, CPUBLIE	128.450,00	128.450,00	128.241,90
			<i>Total de la section 53.4:</i>		180.880,00	180.880,00	180.221,72
73.010	73.11	12.40	<i>Section 53.5 – Direction de l'aviation civile</i> Remboursement à la société de l'Aéroport des dépenses liées à la mise en oeuvre du plan de sécurité et de sûreté de l'Aéroport	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	200.000,00	200.000,00	55.640,90
74.040	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	33.000,00	33.000,00	0,00
74.050	74.22	12.40	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	10.000,00	10.000,00	0,00

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.060	74.40	12.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	12.500,00	12.500,00	0,00
81.030	81.40	12.40	Participation dans le capital social de compagnies aériennes	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.031	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de promotion et de développement de l'aéroport de Luxembourg s.à r.l.	CNLI, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.032	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A.	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.033	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de contrôle technique et opérationnel du secteur aéronautique	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
			<i>Total de la section 53.5:</i>		255.900,00	255.900,00	55.640,90
73.010	73.11	12.40	<i>Section 53.6 – Aéroport de Luxembourg</i>				
			Travaux d'aménagement routiers et autres	CSDE, CPUBLIE	6.560.000,00	6.560.000,00	5.227.913,74
74.000	74.10	12.40	Acquisition de véhicules automoteurs	CSDE, CPUBLIE	430.000,00	430.000,00	429.949,35
74.010	74.22	12.40	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	5.935,40
74.040	74.22	12.40	Installations de sécurité et de contrôle, équipement, matériel	CNLI, CSDE, CNST, CPUBLIE	1.305.000,00	1.305.000,00	1.103.895,27
74.041	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	583.000,00	583.000,00	558.273,64
			<i>Total de la section 53.6:</i>		8.885.500,00	8.885.500,00	7.325.967,40
74.000	74.10	01.34	<i>Section 53.7 – Garage du gouvernement</i>				
			Acquisition de véhicules automoteurs	CNLI, CNST, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	114.165,00
			<i>Total de la section 53.7:</i>		150.000,00	150.000,00	114.165,00
74.010	74.22	12.34	<i>Section 53.8 – Commissariat aux affaires maritimes</i>				
			Acquisition de machines de bureau	CORD	4.300,00	4.300,00	0,00
			<i>Total de la section 53.8:</i>		4.300,00	4.300,00	0,00
			<i>Total du département 53:</i>		78.388.205,00	78.388.205,00	71.750.869,79

Article	Code écon.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
74.040	74.22	06.36	54 – Ministère de la Promotion féminine <i>Section 54.0 – Promotion féminine</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	9.250,00	9.250,00	9.208,05
74.070	74.22	06.36					
			<i>Total de la section 54.0:</i>		15.447,00	15.447,00	15.405,05
			Total du département 54:		15.447,00	15.447,00	15.405,05
			Total du Chapitre IV – Dépenses en capital:		827.833.639,00	928.152.833,74	867.778.791,28

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre – Chapitre V – Recettes pour ordre

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
			<i>Recettes pour ordre</i>			
1	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de Douanes et d'accise	CORD	821.899.000,00	1.061.287.687,84
2	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	CORD	110.000,00	554.349,32
3	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune	CORD	22.300.000,00	16.508.460,96
5	10.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: recettes brutes (y compris les recettes pour le compte de l'union européenne à titre de ressources propres à cette union)	CORD	1.550.000.000,00	1.605.605.544,43
6	10.00	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: avances aux autorités militaires alliées pour le financement de cette rémunération	CORD	924.000,00	1.095.530,77
7	10.00	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: avances de l'union européenne pour le financement de ces opérations	CORD	48.625.000,00	51.705.460,24
8	42.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: recettes provenant de l'écoulement de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention et recettes connexes, versements de l'union européenne pour la couverture des pertes résultant éventuellement de l'écoulement des mêmes produits	CORD	100,00	521.421,43
10	10.00	13.90	Produit de l'impôt commercial communal	CORD	495.000.000,00	540.428.882,44
11	10.00	13.90	Produit de la taxe de consommation sur l'alcool	CORD	19.500.000,00	24.041.908,15
12	10.00	13.90	Propriété intellectuelle: recettes pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	CORD	3.500.000,00	3.360.751,72
14	10.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: recettes brutes	CORD	8.000.000,00	13.406.110,40
18	10.00	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	9.450.000,00	2.280.263,11
19	10.00	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	6.720.350,00	5.468.523,21
20	10.00	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) – section orientation: interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	350.000,00	99.740,00
26	84.23	13.90	Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	CORD	56.247.000,00	61.498.744,61
30	12.16	13.90	Contributions financières des partenaires privés participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	CORD	200.000,00	93.077,61
31	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et de dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: recettes brutes	CORD	7.000.000,00	7.111.286,34

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2003 (en euros)	Recettes effectives (en euros)
33	10.00	13.90	Paiement/remboursement des heures supplémentaires des médecins du Centre hospitalier neuropsychiatrique	CORD	248.977,00	243.785,00
35	10.00	13.90	Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CORD	17.765.775,00	17.894.814,00
37	10.00	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CORD	23.900.422,00	33.267.767,19
38	10.00	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	CORD	2.600.000,00	7.309.691,04
39	10.00	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	CORD	2.850.000,00	3.792.894,94
44	10.00	13.90	Programmes INTERREG	CORD	3.000.000,00	2.327.681,08
45	10.00	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen	CORD	794.150,00	752.237,79
48	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CORD	200.000,00	106.893,51
49	46.40	13.90	Recettes pour le compte du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants	CORD	100,00	1.325.050,14
50	10.00	13.90	Recettes pour le compte d'organismes de normalisation étrangers en matière de mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	CORD	3.700,00	141,01
51	46.40	13.90	Indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat des services de santé au travail (SNST), intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	CORD	3.484.809,00	3.307.679,00
52	10.00	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre de la campagne d'information et de la sensibilisation contre la discrimination	CORD	36.800,00	93.999,80
			<i>Total du Chapitre V – Recettes pour ordre:</i>		3.104.710.183,00	3.465.490.377,08

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre – Chapitre VI – Dépenses pour ordre

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
			<i>Dépenses pour ordre</i>				
1	35.40	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belge-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	CNLI, CSDE	821.899.000,00 D	1.061.563.701,41	1.061.563.701,41
2	35.40	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belge-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	CNLI, CSDE	110.000,00 D	278.335,75	278.335,75
3	35.10	13.90	Dépenses pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune	CNLI, CSDE	22.300.000,00	22.300.000,00	16.508.460,96
5	Divers	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: dépenses brutes (y compris le versement à l'union européenne de la quote-part des recettes brutes leur revenant à titre de ressources propres)	CNLI, CSDE	1.550.000.000,00 D	1.605.095.427,55	1.605.095.427,55
6	35.10	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: dépenses résultant de cette rémunération, remboursement d'avances aux autorités militaires alliées	CNLI, CSDE	924.000,00	924.000,00	888.411,61
7	Divers	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: dépenses résultant de ces opérations, remboursement d'avances à l'Union européenne	CNLI, CSDE	48.625.000,00 D	54.657.500,00	54.013.068,25
8	35.10	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: dépenses résultant de l'achat et de la vente de produits agricoles par les organismes d'intervention, versement à l'union européenne des excédents de recettes réalisés éventuellement sur l'écoulement des mêmes produits	CNLI, CSDE	100,00 D	92.120,00	92.120,00
10	43.21	13.90	Impôt commercial communal: versement aux communes du produit de l'impôt	CNLI, CSDE	495.000.000,00 D	550.604.699,07	550.604.699,07
11	Divers	13.90	Taxe de consommation sur l'alcool, dépenses brutes	CNLI, CSDE	19.500.000,00 D	24.041.908,15	24.041.908,15
12	35.40	13.90	Propriété intellectuelle: dépenses pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	CNLI, CSDE	3.500.000,00	3.500.000,00	3.360.751,72
14	Divers	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: dépenses brutes	CNLI, CSDE	8.000.000,00 D	13.406.110,40	13.406.110,40
18	Divers	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CNLI, CSDE	9.450.000,00	9.450.000,00	2.088.626,84
19	Divers	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CNLI, CSDE	6.720.350,00	6.720.350,00	3.686.441,66
20	Divers	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) – section orientation: interventions financières effectuées par les autorisés intermédiaires	CNLI, CSDE	350.000,00	350.000,00	138.054,20

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2003 (en euros)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en euros)	Paiements effectifs (en euros)
26	93.00	13.90	Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	CNLI, CSDE	56.247.000,00 D	61.498.744,61	61.498.744,61
30	Divers	11.10	Participations de partenaires privés à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	CNLI, CSDE	200.000,00	200.000,00	51.558,81
31	Divers	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dû dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: dépenses brutes	CNLI, CSDE	7.000.000,00	7.000.000,00	6.428.356,55
33	11.12	13.90	Paiement/remboursement des heures supplémentaires des médecins du Centre hospitalier neuropsychiatrique	CNLI, CSDE	248.977,00	248.977,00	243.785,00
35	Divers	13.90	Traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique, intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	CNLI, CSDE	17.765.775,00 D	17.902.873,00	17.894.813,85
37	Divers	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CNLI, CSDE	23.900.422,00 D	25.352.366,00	25.352.365,96
38	41.40	13.90	Produit de la contribution dépendance prélevée par l'Administration des Contributions directes sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension	CNLI, CSDE	2.600.000,00 D	7.309.692,00	7.309.691,04
39	41.40	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	CNLI, CSDE	2.850.000,00 D	3.792.895,00	3.792.894,94
44	00.00	13.90	Programmes INTERREG	CNLI, CSDE	3.000.000,00	3.000.000,00	2.228.347,56
45	00.00	13.90	Part de l'Union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen	CNLI, CSDE	794.150,00	794.150,00	673.862,41
48	34.49	13.90	Part de l'Union Européenne dans la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CNLI, CSDE	200.000,00	200.000,00	48.420,90
49	41.40	13.90	Dépenses pour le compte du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants	CNLI, CSDE	100,00 D	1.325.100,00	1.325.050,14
50	35.00	13.90	Dépenses pour le compte d'organismes de normalisation étrangers en matière de mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	CNLI, CSDE	3.700,00	3.700,00	141,01
51	Divers	13.90	Indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat des services de santé au travail (SNST), intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	CNLI, CSDE	3.484.809,00	3.484.809,00	3.307.678,62
52	12.16	13.90	Part de l'Union Européenne dans le cadre de la campagne d'information et de la sensibilisation contre la discrimination	CNLI, CSDE	36.800,00 D	50.800,00	38.054,35
			<i>Total du Chapitre VI – Dépenses pour ordre:</i>		3.104.710.183,00	3.485.148.258,94	3.465.959.883,32

Section	Désignation du Fonds	Excédent à la fin de l'exercice 2002 (en euros)	Recettes (en euros)	Dépenses (en euros)	Excédent à la fin de l'exercice 2003 (en euros)
CC	Fonds de tiers Consignations judiciaires	18.486.958,95	903.661,04	4.000.000,00	15.390.619,99
	<i>Total Fonds de tiers:</i>	18.486.958,95	903.661,04	4.000.000,00	15.390.619,99
CP	Fonds des communes Fonds communal de péréquation conjoncturelle	41.727.670,80	1.028.889,87	0,00	42.756.560,67
DC	Fonds de dépenses communales	-72.490.419,92	79.332.712,81	78.057.370,75	-71.215.077,86
	<i>Total Fonds des communes:</i>	-30.762.749,12	80.361.602,68	78.057.370,75	-28.458.517,19
AD	Fonds de l'Etat Fonds d'investissements publics administratifs	377.684.346,64	10.000.000,00	87.324.671,22	300.359.675,42
AS	Fonds d'assainissement en matière de surendettement	138.508,64	124.000,00	5.802,48	256.706,16
CD	Fonds de la coopération au développement	25.404.600,13	77.848.920,32	103.072.510,80	181.009,65
CF	Fonds communal de dotation financière	0,00	429.808.133,75	429.808.133,75	0,00
CH	Fonds spécial de la chasse	0,74	376.317,00	376.316,53	1,21
CR	Fonds de crise	21.715.472,77	0,00	0,00	21.715.472,77
CU	Fonds social culturel	60.832,45	250.000,00	270.031,09	40.801,36
CY	Fonds cynégétique	455.871,89	33.680,00	0,00	489.551,89
DE	Fonds de la dette publique	329.662.102,78	68.030.000,00	258.060.359,08	139.631.743,70
EF	Fonds spécial des eaux frontalières	1.415.716,68	99.718,00	47.715,02	1.467.719,66
EM	Fonds pour l'emploi	89.253.003,38	265.910.911,69	263.021.281,04	92.142.634,03
GA	Fonds pour la loi de garantie	189.431.619,46	36.096.894,80	49.872.758,59	175.655.755,67
GE	Fonds pour la gestion de l'eau	94.106.837,87	49.000.000,00	22.605.633,77	120.501.204,10
MH	Fonds pour les monuments historiques	12.013.341,36	10.000.000,00	16.376.130,02	5.637.211,34
MI	Fonds d'équipement militaire	1.056.059,39	3.000.000,00	0,00	4.056.059,39
OA	Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	29.043.235,17	28.120.648,44	48.538.765,33	8.625.118,28
PE	Fonds spécial de la pêche	446.842,92	79.700,00	23.449,88	503.093,04
PR	Fonds pour la protection de l'environnement	79.445.994,88	4.200.000,00	13.796.767,65	69.849.227,23
PS	Fonds de pension	15.398.306,54	314.744.254,32	326.423.489,82	3.719.071,04

<i>Section</i>	<i>Désignation du Fonds</i>	<i>Excédent à la fin de l'exercice 2002 (en euros)</i>	<i>Recettes (en euros)</i>	<i>Dépenses (en euros)</i>	<i>Excédent à la fin de l'exercice 2003 (en euros)</i>
RA	Fonds du rail	133.687.354,32	194.970.953,48	186.244.968,96	142.413.338,84
RE	Fonds pour la réforme communale	61.973,38	0,00	0,00	61.973,38
RF	Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	111.694.389,42	10.000.000,00	0,00	121.694.389,42
RO	Fonds des routes	161.302.913,06	71.034.792,33	151.773.742,27	80.563.963,12
SC	Fonds d'investissements publics scolaires	276.861.244,62	65.000.000,00	65.359.614,54	276.501.630,08
SF	Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales	144.237.455,77	50.750.000,00	54.723.252,22	140.264.203,55
SH	Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières	334.106.964,48	39.455.960,35	49.234.980,04	324.327.944,79
SO	Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	62.443.345,29	11.012.588,00	3.820.238,80	69.635.694,49
SP	Fonds d'équipement sportif national	24.394.190,41	21.000.000,00	25.688.824,79	19.705.365,62
TO	Fonds pour la promotion touristique		6.615.600,00	5.841.485,78	774.114,22
	<i>Total Fonds de l'Etat:</i>	2.515.522.524,44	1.760.947.472,48	2.156.469.437,69	2.120.774.673,45
	<i>Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire</i>				
MO	Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor	64.495.299,93	23.945.227,05	399.906,02	88.040.620,96
PC	Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux	531.296.925,46	0,00	60.070.808,39	471.226.117,07
	<i>Total Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire:</i>	595.792.225,39	23.945.227,05	60.470.714,41	559.266.738,03
	<i>Total général:</i>	3.099.038.959,66	1.866.157.963,25	2.298.997.522,85	2.666.973.514,28

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350/00A

N° 5350^A

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

* * *

ANNEXES AU PROJET DE LOI PORTANT REGLEMENT DU COMPTE GENERAL DE L'EXERCICE 2003

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(28.6.2004)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Trésor et du Budget, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les annexes 1, 2, 4, 5, 6 et 7 au projet de loi sous rubrique.

Ces annexes ne font pas partie intégrante du projet de loi, mais fournissent des explications supplémentaires pour faciliter l'analyse du compte général de l'Etat.

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget aimerait ajouter l'information que l'annexe explicative No 3 sera établie après le calcul du revenu national brut pour l'année 2003 par le STATEC.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

ANNEXE 1

Exercice 2003

Unité: Euro

	Projet de budget	Budget voté	Budget définitif (= Budget voté + lois modif. subséq.)	Compte général	Variations**)	
					en montants abs.	en %
Budget courant						
Recettes	6.424.287.052,00	6.305.285.110,00	6.305.285.110,00	6.504.666.709,79	199.381.599,79	3,2
Dépenses	5.567.261.418,00	5.521.336.182,00	5.521.484.773,00	5.616.432.132,44	94.947.359,44	1,7
Excédents	857.025.634,00	783.948.928,00	783.800.337,00	888.234.577,35	104.434.240,35	—
Budget en capital						
Recettes	44.427.200,00	44.427.200,00	44.427.200,00	58.877.707,50	14.450.507,50	32,5
Dépenses	898.584.732,00	827.833.639,00	827.833.639,00	867.778.791,28	39.945.152,28	4,8
Excédents	- 854.157.532,00	-783.406.439,00	-783.406.439,00	-808.901.083,78	-25.494.644,78	—
Budget total						
Recettes	6.468.714.252,00	6.349.712.310,00	6.349.712.310,00	6.563.544.417,29	213.832.107,29	3,4
Dépenses	6.465.846.150,00	6.349.169.821,00	6.349.318.412,00	6.484.210.923,72	134.892.511,72	2,1
Excédents	2.868.102,00	542.489,00	393.898,00	79.333.493,57	78.939.595,57	—

*) du compte général par rapport au budget définitif

ANNEXE 2

COMPTE GENERAL DE L'EXERCICE 2003

Relevé des crédits ayant fait l'objet d'une autorisation de dépassement et/ou de transfert

Budget des dépenses – Chapitre III – Dépenses courantes

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (pai- ments effectifs – crédits votés)	Unité: Euro
00 – Ministère d'Etat									
<i>Section 00.0 – Maison du Grand-Duc</i>									
11.000		346,00	0,00	0,00	0,00	128.316,00	128.315,28	345,28	
Total de la section 00.0:		346,00	0,00	0,00	0,00			345,28	
<i>Section 00.3 – Conseil d'Etat</i>									
11.000	D	5.644,00	0,00	0,00	0,00	450.982,00	450.981,36	5.643,36	
11.010	D	1.284,00	0,00	0,00	0,00	126.385,00	126.384,07	1.283,07	
11.030	D	286,00	0,00	0,00	0,00	49.121,00	49.120,77	285,77	
12.040	TR	0,00	0,00	2.000,00	0,00	40.000,00	38.651,61	651,61	
12.080	TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	21.200,00	18.077,78		
Total de la section 00.3:		7.214,00	0,00	-2.000,00	2.000,00			7.863,81	
<i>Section 00.4 – Gouvernement</i>									
11.130	TR	0,00	0,00	0,00	21.003,00	201.003,00	194.445,67	14.445,67	
12.011	D	850.000,00	0,00	0,00	0,00	1.650.000,00	1.358.428,58	558.428,58	
12.040	TR	0,00	0,00	0,00	100,00	14.100,00	14.070,39	70,39	
12.070	TR	0,00	0,00	0,00	15.019,00	75.019,00	75.018,64	15.018,64	
12.080	TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	37.000,00	34.496,36	4.496,36	
12.110	D	283.020,00	0,00	0,00	0,00	333.020,00	267.469,07	217.469,07	
12.130	D	173.000,00	0,00	0,00	0,00	1.323.000,00	1.284.430,77	134.430,77	
12.131	D	1.500.000,00	0,00	0,00	0,00	6.000.000,00	5.503.506,10	1.003.506,10	
12.134	D	13.800,00	0,00	0,00	0,00	73.800,00	73.724,89	13.724,89	
12.300	D	96,00	0,00	0,00	0,00	395.096,00	395.095,74	95,74	
12.310	D, TR	5.000,00	0,00	0,00	5.000,00	20.000,00	15.871,00	5.871,00	
12.315	TE	0,00	0,00	-600,00	0,00	7.650,00	783,89		
12.321	D	1.200.000,00	0,00	0,00	0,00	2.700.000,00	2.680.546,59	1.180.546,59	
12.330	D	68.000,00	0,00	0,00	0,00	323.000,00	314.162,91	59.162,91	
12.340	D	1.059.076,00	0,00	0,00	0,00	1.195.076,00	1.120.545,41	61.469,41	
12.345	TE	0,00	0,00	-1.400,00	0,00	18.600,00	17.804,06		
12.346	TE	0,00	0,00	-20.019,00	0,00	194.981,00	163.014,70		

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.350	50.000,00 D	221.000,00	0,00	0,00	0,00	271.000,00	116.926,76	66.926,76
12.352	6.000.000,00 D	2.500.000,00	0,00	0,00	0,00	8.500.000,00	6.938.177,49	938.177,49
12.375	200.000,00 TE	0,00	0,00	-28.103,00	0,00	171.897,00	50.306,00	–
34.040	70.000,00 D TR	38.800,00	0,00	0,00	2.000,00	110.800,00	109.383,36	39.383,36
Total de la section 00.4:		6.988.716,00	0,00	-50.122,00	50.122,00			4.313.223,73
<i>Section 00.5 – Conseil économique et social</i>								
11.010	388.795,00 D	19.282,00	0,00	0,00	0,00	408.077,00	408.076,52	19.281,52
12.010	8.700,00 TE TR	0,00	0,00	-428,00	3.000,00	11.272,00	8.459,58	–
12.080	6.200,00 TE	0,00	0,00	-1.270,00	0,00	4.930,00	103,50	–
12.100	22.974,00 D TR	10.212,00	0,00	0,00	1.270,00	34.456,00	34.455,13	11.481,13
12.120	180.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.953,00	181.953,00	181.952,55	1.952,55
12.130	12.500,00 TE	0,00	0,00	-4.953,00	0,00	7.547,00	6.745,00	–
12.300	19.831,00 TR	0,00	0,00	0,00	428,00	20.259,00	20.258,91	427,91
Total de la section 00.5:		29.494,00	0,00	-6.651,00	6.651,00			33.143,11
<i>Section 00.8 – Médias et Communications</i>								
11.136	400,00 TR	0,00	0,00	0,00	320,00	720,00	718,91	318,91
12.010	500,00 TR	0,00	0,00	0,00	890,00	1.390,00	954,89	454,89
12.120	25.000,00 D	175.000,00	0,00	0,00	0,00	200.000,00	197.093,57	172.093,57
12.191	15.000,00 TE	0,00	0,00	-1.210,00	0,00	13.790,00	0,00	–
33.000	500.000,00 D	50.000,00	0,00	0,00	0,00	550.000,00	550.000,00	50.000,00
Total de la section 00.8:		225.000,00	0,00	-1.210,00	1.210,00			222.867,37
Total du département 00:		7.250.770,00	0,00	-59.983,00	59.983,00			4.577.443,30
01 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense								
<i>Section 01.0 – Dépenses générales</i>								
12.012	1.389.500,00 D	458.535,00	-458.535,00	0,00	0,00	1.389.500,00	1.284.269,49	–
12.070	7.400,00 TE	0,00	0,00	-2.900,00	0,00	4.500,00	27,36	–
12.143	20.000,00 TE	0,00	0,00	-3.250,00	0,00	16.750,00	0,00	–
12.303	24.790,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.900,00	27.690,00	25.366,11	576,11
12.310	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.250,00	13.250,00	13.250,00	3.250,00
12.381	20.000,00 D	50.000,00	0,00	0,00	0,00	70.000,00	69.541,78	49.541,78
Total de la section 01.0:		508.535,00	-458.535,00	-6.150,00	6.150,00			53.367,89
<i>Section 01.1 – Missions diplomatiques</i>								
11.141	66.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	66.640,00	132.640,00	88.661,29	22.661,29
12.010	112.000,00 TE	0,00	0,00	-45.000,00	0,00	67.000,00	61.348,53	–
12.011	360.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	370.000,00	362.677,65	2.677,65
12.020	193.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	183.000,00	177.954,76	–

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.100		1.696.376,00	60.000,00	0,00	0,00	21.000,00	1.777.376,00	1.773.444,82	77.068,82
12.110		500,00	4.445,00	0,00	0,00	500,00	5.445,00	5.444,75	4.944,75
12.120		41.845,00	2.576,00	0,00	0,00	20.150,00	64.571,00	64.550,41	22.705,41
12.190		20.000,00	0,00	0,00	0,00	100,00	20.100,00	20.071,46	71,46
12.250		1.003.700,00	0,00	0,00	-59.240,00	10.000,00	954.460,00	952.346,85	-
12.253		25.000,00	0,00	0,00	0,00	9.100,00	34.100,00	31.892,49	6.892,49
12.300		517.083,00	0,00	0,00	-32.450,00	0,00	484.633,00	462.870,87	-
12.310		22.407,00	0,00	0,00	0,00	8.000,00	30.407,00	28.592,57	6.185,57
12.330		120.000,00	0,00	0,00	0,00	1.200,00	121.200,00	121.193,83	1.193,83
Total de la section 01.1:		67.021,00	0,00	-146.690,00	146.690,00	146.690,00	144.401,27	144.401,27	
<i>Section 01.2 – Contributions à des organismes internationaux</i>									
12.300		85.000,00	14.000,00	0,00	0,00	0,00	99.000,00	93.904,90	8.904,90
35.030		3.569.353,00	1.383.797,00	0,00	0,00	0,00	4.953.150,00	4.953.149,91	1.383.796,91
35.033		44.621,00	180.379,00	0,00	0,00	0,00	225.000,00	225.000,00	180.379,00
35.035		100,00	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.100,00	0,00	-
Total de la section 01.2:		1.628.176,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.573.080,81	1.573.080,81	
<i>Section 01.5 – Direction de la Défense</i>									
11.130		3.440,00	0,00	0,00	-1.300,00	0,00	2.140,00	743,40	-
11.630		521,00	0,00	0,00	1.130,00	0,00	1.651,00	1.102,89	581,89
12.000		6.700,00	0,00	0,00	-1.850,00	0,00	4.850,00	4.239,09	-
12.012		43.105,00	0,00	0,00	12.296,00	0,00	55.401,00	47.010,71	3.905,71
12.020		4.000,00	0,00	0,00	-1.276,00	0,00	2.724,00	2.723,69	-
12.120		100,00	2.525,00	0,00	0,00	0,00	2.625,00	0,00	-
35.031		495.787,00	84.933,00	0,00	0,00	253.788,00	834.508,00	834.501,58	338.714,58
35.034		25.000,00	450.000,00	0,00	0,00	0,00	475.000,00	470.000,00	445.000,00
35.035		70.000,00	36.991,00	0,00	0,00	0,00	106.991,00	106.990,09	36.990,09
35.036		1.239.468,00	0,00	0,00	-262.788,00	0,00	976.680,00	0,00	-
Total de la section 01.5:		574.449,00	0,00	-267.214,00	267.214,00	267.214,00	825.192,27	825.192,27	
<i>Section 01.6 – Défense nationale</i>									
11.020		100,00	81.662,00	0,00	0,00	0,00	81.762,00	81.761,60	81.661,60
11.030		1.361.671,00	184.124,00	0,00	0,00	0,00	1.545.795,00	1.545.794,10	184.123,10
11.040		100,00	47.299,00	0,00	0,00	0,00	47.399,00	47.398,68	47.298,68
11.090		426.218,00	0,00	0,00	25.400,00	0,00	451.618,00	447.009,93	20.791,93
11.100		130.000,00	0,00	0,00	2.800,00	0,00	132.800,00	132.762,62	2.762,62
11.120		24.361,00	0,00	0,00	2.000,00	0,00	26.361,00	22.160,29	-
11.130		24.430,00	0,00	0,00	1.000,00	0,00	25.430,00	25.212,40	782,40
11.131		29.138,00	0,00	0,00	1.500,00	0,00	30.638,00	30.264,23	1.126,23
11.141		824.000,00	0,00	0,00	40.000,00	0,00	864.000,00	863.781,55	39.781,55
11.150		54.000,00	0,00	0,00	75.000,00	0,00	129.000,00	128.582,59	74.582,59
11.300		155.875,00	0,00	0,00	60.600,00	0,00	216.475,00	216.301,07	60.426,07

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.000		100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	120.000,00	119.589,02	19.589,02
12.010		165.000,00 TE	0,00	0,00	-40.000,00	0,00	125.000,00	113.171,71	–
12.070		149.000,00 TE	0,00	0,00	-84.000,00	0,00	65.000,00	60.752,01	–
12.080		700.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	61.000,00	761.000,00	742.373,33	42.373,33
12.100		551.772,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.250,00	555.022,00	555.020,51	3.248,51
12.140		450.000,00 TE	0,00	0,00	-73.000,00	0,00	377.000,00	372.051,29	–
12.160		176.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	191.000,00	174.545,95	–
12.191		10.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	11.500,00	11.500,00	1.000,00
12.300		1.030.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	75.000,00	1.105.000,00	1.104.452,06	74.452,06
12.330		1.250,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	250,00	0,00	–
12.352		250.000,00 TE	0,00	0,00	-188.300,00	0,00	61.700,00	54.384,43	–
12.353		103.000,00 TE	0,00	0,00	-44.000,00	0,00	59.000,00	16.359,73	–
12.360		305.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	355.000,00	351.974,83	46.974,83
12.380		24.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	25.500,00	20.585,86	–
12.390		5.000,00 TE	0,00	0,00	-4.750,00	0,00	250,00	0,00	–
Total de la section 01.6:			313.085,00	0,00	-435.050,00	435.050,00			700.974,52
<i>Section 01.7 – Action humanitaire</i>									
12.012		450.000,00 TE	0,00	0,00	-127.297,10	0,00	322.702,90	292.012,80	–
12.300		720.437,00 TE	0,00	0,00	-65.000,00	0,00	655.437,00	651.231,04	–
33.011		850.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	192.297,10	1.042.297,10	1.002.458,98	152.458,98
Total de la section 01.7:			0,00	0,00	-192.297,10	192.297,10			152.458,98
Total du département 01:			3.091.266,00	-458.535,00	-1.047.401,10	1.047.401,10			3.449.475,74
02 et 03 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche									
<i>Section 02.0 – Dépenses générales</i>									
11.131		4.774,00 TE	0,00	0,00	-893,00	0,00	3.881,00	1.970,76	–
11.631		1.884,00 TR	0,00	0,00	0,00	893,00	2.777,00	2.776,21	892,21
12.001		180.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	178.000,00	155.530,82	–
12.010		20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	21.000,00	20.300,93	300,93
12.020		35.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.800,00	44.800,00	41.440,04	6.440,04
12.041		100.000,00 TE	0,00	0,00	-11.800,00	0,00	88.200,00	80.563,00	–
12.042		60.000,00 TE	0,00	0,00	-7.200,00	0,00	52.800,00	32.955,02	–
12.050		31.610,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.500,00	37.110,00	36.314,39	4.704,39
12.070		12.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	14.200,00	13.253,86	1.053,86
12.120		293.164,00 TE	0,00	0,00	-61.500,00	0,00	231.664,00	174.276,12	–
12.140		17.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	19.500,00	18.879,35	1.379,35
12.190		77.050,00 TE	0,00	0,00	-20.200,00	0,00	56.850,00	51.816,36	–
12.305		102.125,00 TR	0,00	0,00	0,00	76.500,00	178.625,00	173.672,03	71.547,03
12.311		124,00 D TR	2.342,00	0,00	0,00	10.700,00	13.166,00	12.770,76	12.646,76
12.312		100.000,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	88.000,00	0,00	–

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
33.000	3.608.268,00 TE	0,00	0,00	-496,00	0,00	3.607.772,00	3.325.406,47	-
33.010	828.391,00 TE	0,00	0,00	-51.000,00	0,00	777.391,00	776.811,14	-
33.011	295.631,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	345.631,00	327.055,29	31.424,29
33.021	150.000,00 D	100.000,00	0,00	0,00	0,00	250.000,00	250.000,00	100.000,00
33.024	25.000,00 D	205.000,00	0,00	0,00	0,00	230.000,00	230.000,00	205.000,00
34.071	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	26.000,00	25.000,00	0,00
35.030	280.000,00 D	77.500,00	0,00	0,00	0,00	357.500,00	330.952,91	50.952,91
12.542	4.171,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.200,00	11.371,00	8.923,04	4.752,04
33.500	4.958,00 TR	0,00	0,00	0,00	496,00	5.454,00	4.214,19	-
Total de la section 02.0:								
		384.842,00	0,00	-167.089,00	167.089,00			491.093,81
<i>Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>								
11.030	41.019,00 D	2.228,00	0,00	0,00	0,00	43.247,00	43.246,29	2.227,29
12.010	22.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	24.500,00	24.167,57	1.667,57
12.020	7.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	12.000,00	9.689,09	2.689,09
12.040	15.650,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	22.650,00	19.067,63	3.417,63
12.050	8.650,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	11.650,00	9.960,62	1.310,62
12.080	193.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	203.000,00	200.963,74	7.963,74
12.082	24.789,00 TE	0,00	0,00	-11.000,00	0,00	13.789,00	5.088,23	-
12.170	1.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	3.600,00	2.948,03	1.348,03
12.310	42.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	32.000,00	17.955,62	-
12.320	50.000,00 TE	0,00	0,00	-8.000,00	0,00	42.000,00	16.645,94	-
Total de la section 02.1:								
		2.228,00	0,00	-29.000,00	29.000,00			20.623,97
<i>Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art</i>								
11.020	99.939,00 D	22.295,00	0,00	0,00	0,00	122.234,00	122.233,58	22.294,58
11.030	353.082,00 D	51.913,00	0,00	0,00	0,00	404.995,00	404.994,64	51.912,64
12.220	124.000,00 D	287.250,00	0,00	0,00	0,00	411.250,00	400.148,90	276.148,90
Total de la section 02.2:								
		361.458,00	0,00	0,00	0,00			350.356,12
<i>Section 02.3 – Bibliothèque nationale</i>								
11.010	726.466,00 D	16.038,00	0,00	0,00	0,00	742.504,00	742.503,84	16.037,84
11.020	11.104,00 D	79.523,00	0,00	0,00	0,00	90.627,00	90.626,47	79.522,47
12.020	2.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.400,00	4.800,00	4.496,38	2.096,38
12.041	951.500,00 TE	0,00	0,00	-26.000,00	0,00	925.500,00	924.977,74	-
12.043	12.395,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	10.395,00	7.858,70	-
12.080	92.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.000,00	101.100,00	100.292,83	8.192,83
12.100	270.967,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	276.967,00	271.306,16	339,16
12.125	17.500,00 TE	0,00	0,00	-9.000,00	0,00	8.500,00	0,00	-
12.130	33.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	53.800,00	48.136,83	14.336,83
12.170	10.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	12.500,00	11.757,51	1.257,51
12.190	18.500,00 TE	0,00	0,00	-3.760,00	0,00	14.740,00	12.611,47	-

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.302	14.873,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.300,00	16.173,00	16.157,46	1.284,46
35.060	4.010,00 TR	0,00	0,00	0,00	60,00	4.070,00	4.062,11	52,11
Total de la section 02.3:		95.561,00	0,00	-40.760,00	40.760,00			123.119,59
<i>Section 02.4 – Archives nationales</i>								
11.000	818.231,00 D	62.860,00	0,00	0,00	0,00	881.091,00	881.090,83	62.859,83
11.010	426.777,00 D	36.571,00	0,00	0,00	0,00	463.348,00	463.347,47	36.570,47
11.030	63.314,00 D	2.523,00	0,00	0,00	0,00	65.837,00	65.836,92	2.522,92
12.020	1.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.500,00	4.800,00	4.262,63	2.962,63
12.040	22.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	23.000,00	20.962,22	–
12.080	80.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	83.000,00	81.286,41	1.286,41
12.190	8.000,00 TE	0,00	0,00	-7.500,00	0,00	500,00	0,00	–
Total de la section 02.4:		101.954,00	0,00	-7.500,00	7.500,00			106.202,26
<i>Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel</i>								
11.000	73.420,00 D	1.560,00	0,00	0,00	0,00	74.980,00	74.979,64	1.559,64
11.010	628.954,00 D	149.580,00	0,00	0,00	0,00	778.534,00	778.533,77	149.579,77
11.130	6.701,00 TR	0,00	0,00	0,00	173,00	6.874,00	6.873,44	172,44
12.000	3.340,00 TR	0,00	0,00	0,00	260,00	3.600,00	2.792,79	–
12.010	9.500,00 TE	0,00	0,00	-260,00	0,00	9.240,00	5.734,76	–
12.020	4.987,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.400,00	7.387,00	7.317,45	2.330,45
12.040	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	700,00	10.700,00	10.302,30	302,30
12.050	28.000,00 TE	0,00	0,00	-700,00	0,00	27.300,00	21.718,70	–
12.100	43.995,00 TR	0,00	0,00	0,00	620,00	44.615,00	44.613,31	618,31
12.140	19.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.600,00	37.800,00	37.784,71	18.584,71
12.142	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	24.000,00	21.842,44	1.842,44
12.300	85.000,00 TE	0,00	0,00	-18.600,00	0,00	66.400,00	65.241,25	–
12.330	340.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	55.000,00	395.000,00	343.213,92	3.213,92
12.353	73.130,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.000,00	98.130,00	93.842,92	20.712,92
33.001	50.000,00 TE	0,00	0,00	-3.193,00	0,00	46.807,00	41.148,08	–
33.002	145.400,00 TE	0,00	0,00	-84.000,00	0,00	61.400,00	58.512,08	–
Total de la section 02.5:		151.140,00	0,00	-106.753,00	106.753,00			198.916,90
<i>Section 02.6 – Musée national d'histoire naturelle</i>								
11.010	1.351.784,00 D	43.155,00	0,00	0,00	0,00	1.394.939,00	1.394.938,50	43.154,50
11.020	45.528,00 D	87.952,00	0,00	0,00	0,00	133.480,00	133.479,31	87.951,31
11.030	292.107,00 D	17.522,00	0,00	0,00	0,00	309.629,00	309.628,62	17.521,62
Total de la section 02.6:		148.629,00	0,00	0,00	0,00			148.627,43
<i>Section 02.7 – Centre national de littérature</i>								
11.010	48.868,00 D	3.415,00	0,00	0,00	0,00	52.283,00	52.282,25	3.414,25
11.030	60.955,00 D	981,00	0,00	0,00	0,00	61.936,00	61.935,22	980,22

∞

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.040	8.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	10.900,00	8.747,72	–
12.050	8.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.550,00	9.650,00	9.193,52	1.093,52
12.130	33.750,00 TE	0,00	0,00	-2.650,00	0,00	31.100,00	22.761,88	–
12.140	24.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	22.000,00	10.309,47	–
12.300	9.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.990,00	14.490,00	13.356,53	3.856,53
12.301	5.000,00 TE	0,00	0,00	-4.990,00	0,00	10,00	0,00	–
12.310	30.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.100,00	31.100,00	30.895,68	895,68
Total de la section 02.7:		4.396,00	0,00	-9.640,00	9.640,00			10.240,20
<i>Section 03.0 – Dépenses générales</i>								
12.000	113.833,00 TR	0,00	0,00	0,00	88.920,00	202.753,00	194.714,74	80.881,74
12.010	15.000,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	12.000,00	8.281,03	–
12.012	45.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	48.000,00	44.824,14	–
12.050	10.322,00 TE	0,00	0,00	-8.322,00	0,00	2.000,00	0,00	–
12.080	59.740,00 TE	0,00	0,00	-36.920,00	0,00	22.820,00	22.633,30	–
12.120	80.000,00 TE	0,00	0,00	-60.500,00	0,00	19.500,00	19.480,30	–
12.121	67.500,00 TE	0,00	0,00	-19.135,00	0,00	48.365,00	48.364,20	–
12.122	65.742,00 TE	0,00	0,00	-58.082,00	0,00	7.660,00	7.659,08	–
12.130	81.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.404,00	96.604,00	92.994,20	11.794,20
12.142	223.104,00 TR	0,00	0,00	0,00	78.635,00	301.739,00	301.452,50	78.348,50
44.001	457.150,00 TR	0,00	0,00	0,00	77.580,00	534.730,00	457.150,00	0,00
44.004	147.730,00 TE	0,00	0,00	-77.580,00	0,00	70.150,00	70.146,57	–
Total de la section 03.0:		0,00	0,00	-263.539,00	263.539,00			171.024,44
<i>Section 03.2 – Inst. sup. d'études et de recherches pédagogiques</i>								
11.010	273.542,00 D	90.447,00	0,00	0,00	0,00	363.989,00	363.988,47	90.446,47
12.010	19.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	22.200,00	21.101,91	1.901,91
34.061	3.000,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 03.2:		90.447,00	0,00	-3.000,00	3.000,00			92.348,38
<i>Section 03.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>								
11.010	1.519.259,00 D	93.494,00	0,00	0,00	0,00	1.612.753,00	1.612.752,51	93.493,51
11.020	100,00 D	84.941,00	0,00	0,00	0,00	85.041,00	85.040,22	84.940,22
11.030	38.370,00 D	97,00	0,00	0,00	0,00	38.467,00	38.466,87	96,87
12.080	121.392,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.200,00	123.592,00	123.550,41	2.158,41
12.250	262.500,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	260.300,00	260.245,28	–
Total de la section 03.4:		178.532,00	0,00	-2.200,00	2.200,00			180.689,01
<i>Section 03.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i>								
11.010	325.106,00 D	39.765,00	0,00	0,00	0,00	364.871,00	364.870,28	39.764,28
11.020	100,00 D	54.759,00	0,00	0,00	0,00	54.859,00	54.858,41	54.758,41
11.130	8.676,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.824,00	10.500,00	9.473,36	797,36

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.010	248,00 TR	0,00	0,00	0,00	250,00	498,00	331,64	83,64
12.012	24.000,00 TE TR	0,00	0,00	-4.674,00	24.500,00	43.826,00	39.447,11	15.447,11
12.120	88.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.600,00	90.600,00	88.277,50	277,50
34.060	1.600.000,00 TE	0,00	0,00	-24.500,00	0,00	1.575.500,00	1.565.081,00	-
Total de la section 03.5:		94.524,00	0,00	-29.174,00	29.174,00			111.128,30
Total du département 02 et 03:		1.613.711,00	0,00	-658.655,00	658.655,00			2.004.370,41
04 – Ministère des Finances								
<i>Section 04.0 – Dépenses générales</i>								
11.300	400.000,00 D TR	545.000,00	0,00	0,00	33.102,00	978.102,00	977.980,92	577.980,92
12.120	100.000,00 TE	0,00	0,00	-59.391,00	0,00	40.609,00	24.976,00	-
35.030	500,00 D TR	7.328,00	0,00	0,00	1.152,00	8.980,00	8.980,00	8.480,00
43.010	400.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.137,00	425.137,00	425.136,30	25.136,30
Total de la section 04.0:		552.328,00	0,00	-59.391,00	59.391,00			611.597,22
<i>Section 04.1 – Contributions directes et métrologie</i>								
11.020	100,00 D	252.694,00	0,00	0,00	0,00	252.794,00	252.793,96	252.693,96
11.030	794.704,00 D	23.144,00	0,00	0,00	0,00	817.848,00	817.847,81	23.143,81
11.040	100,00 D	7.853,00	0,00	0,00	0,00	7.953,00	7.952,87	7.852,87
11.100	6.111,00 TR	0,00	0,00	0,00	287,00	6.398,00	6.397,18	286,18
11.110	1.511,00 TR	0,00	0,00	0,00	28,00	1.539,00	1.538,58	27,58
11.130	38.520,00 TE	0,00	0,00	-28,00	0,00	38.492,00	34.525,92	-
12.010	72.500,00 TE TR	0,00	0,00	-10.000,00	7.654,00	70.154,00	70.016,66	-
12.040	184.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	40.000,00	224.000,00	210.470,84	26.470,84
12.050	274.000,00 TE	0,00	0,00	-23.586,00	0,00	250.414,00	219.140,06	-
12.090	2.025.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.349,00	2.034.349,00	2.034.348,32	9.348,32
12.125	750.000,00 TE	0,00	0,00	-42.415,00	0,00	707.585,00	702.627,00	-
12.310	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	54.000,00	53.929,22	3.929,22
12.350	5.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	14.711,00	19.911,00	19.910,52	14.710,52
Total de la section 04.1:		283.691,00	0,00	-76.029,00	76.029,00			338.463,30
<i>Section 04.2 – Enregistrement et domaines</i>								
11.020	10.320,00 D	129.108,00	0,00	0,00	0,00	139.428,00	139.427,55	129.107,55
11.030	540.822,00 D	12.025,00	0,00	0,00	0,00	552.847,00	552.846,21	12.024,21
11.040	100,00 D	462,00	0,00	0,00	0,00	562,00	561,25	461,25
11.132	150.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.300,00	158.300,00	158.237,37	8.237,37
12.000	27.250,00 TE	0,00	0,00	-11.850,00	0,00	15.400,00	13.265,91	-
12.020	3.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	4.500,00	3.884,26	884,26
12.040	136.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	138.500,00	133.974,42	-
12.080	165.300,00 TE	0,00	0,00	-6.500,00	0,00	158.800,00	122.120,11	-
12.090	268.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.400,00	274.000,00	273.882,02	5.282,02

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.190	TE	51.000,00	0,00	0,00	-36.100,00	0,00	14.900,00	9.329,50	–
12.300	D TR	90.000,00	27.000,00	0,00	0,00	1.400,00	118.400,00	118.379,52	28.379,52
12.320	D TR	250.000,00	82.500,00	0,00	0,00	17.500,00	350.000,00	346.607,76	96.607,76
12.330	TR	19.000,00	0,00	0,00	0,00	7.500,00	26.500,00	25.783,47	6.783,47
12.360	TR	15.000,00	0,00	0,00	0,00	6.900,00	21.900,00	21.885,65	6.885,65
12.370	TR	205.000,00	0,00	0,00	0,00	9.000,00	205.900,00	205.828,76	828,76
12.390	TR	10.000,00	0,00	0,00	0,00	200,00	10.200,00	10.150,55	150,55
23.000	D	200.000,00	360.000,00	0,00	0,00	0,00	560.000,00	560.000,00	360.000,00
24.010	TR	100,00	0,00	0,00	0,00	950,00	1.050,00	1.003,35	903,35
43.010	TR	7.200,00	0,00	0,00	0,00	1.400,00	8.600,00	8.595,00	1.395,00
Total de la section 04.2:			611.095,00	0,00	-54.450,00	54.450,00			657.930,72
<i>Section 04.3 – Douanes et accises</i>									
11.010	D	143.279,00	873,00	0,00	0,00	0,00	144.152,00	144.151,41	872,41
11.020	D TR	5.279,00	11.539,00	0,00	0,00	1.530,00	18.348,00	16.817,04	11.538,04
11.040	D	100,00	17.600,00	0,00	0,00	0,00	17.700,00	17.699,59	17.599,59
11.100	TE	298.632,00	0,00	0,00	-15.153,00	0,00	283.479,00	278.920,11	–
11.110	TR	45.000,00	0,00	0,00	0,00	7.053,00	52.053,00	52.052,72	7.052,72
11.130	TE	228.000,00	0,00	0,00	-26.595,00	0,00	201.405,00	167.795,16	–
11.630	TR	2.219,00	0,00	0,00	0,00	1.765,00	3.984,00	3.519,75	1.300,75
12.050	D	423.500,00	200.000,00	0,00	0,00	0,00	623.500,00	527.287,38	103.787,38
12.060	TR	82.000,00	0,00	0,00	0,00	10.000,00	92.000,00	82.107,55	107,55
12.080	TR	250.000,00	0,00	0,00	0,00	15.000,00	265.000,00	244.709,48	–
12.081	TE	150.000,00	0,00	0,00	-30.000,00	0,00	120.000,00	106.907,13	–
12.321	TR	50.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	70.000,00	65.538,31	15.538,31
12.330	D	2.500,00	58.606,00	0,00	0,00	0,00	61.106,00	60.000,00	57.500,00
12.360	TR	7.000,00	0,00	0,00	0,00	8.100,00	15.100,00	13.355,37	6.355,37
12.370	TR	23.500,00	0,00	0,00	0,00	8.300,00	31.800,00	30.993,22	7.493,22
24.010	D	66.250,00	22.400,00	0,00	0,00	0,00	88.650,00	85.509,92	19.259,92
Total de la section 04.3:			311.018,00	0,00	-71.748,00	71.748,00			248.405,26
Total du département 04:			1.758.132,00	0,00	-261.618,00	261.618,00			1.856.396,50
05 – Ministère des Finances: Trésor et Budget									
<i>Section 05.0 – Dépenses générales</i>									
12.020	TE	7.550,00	0,00	0,00	-1.600,00	0,00	5.950,00	4.532,69	–
12.040	TR	27.970,00	0,00	0,00	0,00	1.600,00	29.570,00	29.552,64	1.582,64
12.090	D	5.800.000,00	1.654.848,00	0,00	0,00	0,00	7.454.848,00	7.008.422,30	1.208.422,30
12.100	D	17.570.000,00	9.260.496,00	0,00	0,00	0,00	26.830.496,00	24.387.006,74	6.817.006,74
12.120	D	6.000,00	45.300,00	0,00	0,00	0,00	51.300,00	28.584,33	22.584,33
12.310	D	1.000,00	30.600,00	0,00	0,00	0,00	31.600,00	30.597,78	29.597,78
Total de la section 05.0:			10.991.244,00	0,00	-1.600,00	1.600,00			8.079.193,79

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 05.1 – Inspection générale des finances</i>								
11.000	967.254,00 D	3.252,00	0,00	0,00	0,00	970.506,00	970.505,07	3.251,07
12.020	1.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.535,00	3.335,00	2.818,53	1.018,53
12.040	24.600,00 TE	0,00	0,00	-1.535,00	0,00	23.065,00	17.937,82	–
12.120	250.000,00 D	133.728,00	0,00	0,00	0,00	383.728,00	376.232,51	126.232,51
Total de la section 05.1:		136.980,00	0,00	-1.535,00	1.535,00			130.502,11
<i>Section 05.2 – Trésorerie de l'Etat</i>								
11.020	100,00 D	48.560,00	0,00	0,00	0,00	48.660,00	48.659,28	48.559,28
12.040	12.500,00 TE	0,00	0,00	-198,00	0,00	12.302,00	11.263,99	–
12.050	3.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	198,00	3.698,00	3.697,20	197,20
12.300	160.000,00 D	33.564,00	0,00	0,00	0,00	193.564,00	193.563,37	33.563,37
Total de la section 05.2:		82.124,00	0,00	-198,00	198,00			82.319,85
<i>Section 05.3 – Direction du contrôle financier</i>								
11.000	123.954,00 D	508,00	0,00	0,00	0,00	124.462,00	124.461,69	507,69
Total de la section 05.3:		508,00	0,00	0,00	0,00			507,69
<i>Section 05.4 – Cadastre et topographie</i>								
11.020	100,00 D	157.586,00	0,00	0,00	0,00	157.686,00	157.685,54	157.585,54
11.030	164.800,00 D	22.765,00	0,00	0,00	0,00	187.565,00	187.564,09	22.764,09
11.040	100,00 D	2.260,00	0,00	0,00	0,00	2.360,00	2.359,60	2.259,60
12.007	315.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.500,00	320.500,00	320.320,00	5.320,00
12.009	555.000,00 D	1.000.000,00	0,00	0,00	0,00	1.555.000,00	1.554.997,32	999.997,32
12.010	21.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	825,00	21.825,00	21.782,12	782,12
12.020	46.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	50.600,00	46.038,10	–
12.040	63.750,00 TE	0,00	0,00	-6.000,00	0,00	57.750,00	46.232,72	–
12.050	100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	106.000,00	96.067,84	–
12.140	12.000,00 TE	0,00	0,00	-4.825,00	0,00	7.175,00	4.025,34	–
12.190	17.000,00 TE	0,00	0,00	-5.500,00	0,00	11.500,00	6.081,60	–
Total de la section 05.4:		1.182.611,00	0,00	-16.325,00	16.325,00			1.188.708,67
Total du département 05:		12.393.467,00	0,00	-19.658,00	19.658,00			9.481.232,11
07 – Ministère de la Justice								
<i>Section 07.0 – Justice</i>								
12.000	9.950,00 TR	0,00	0,00	0,00	76,00	10.026,00	3.055,30	–
12.012	246.000,00 D TR	100.000,00	0,00	0,00	100.000,00	446.000,00	348.811,09	102.811,09
12.120	75.000,00 D	101.000,00	0,00	0,00	0,00	176.000,00	109.096,55	34.096,55

Article	Crédits votés TE, TR	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.300	100,00 TR		0,00	0,00	0,00	50.000,00	50.100,00	0,00	–
12.301	750.000,00 TE		0,00	-208.341,00	0,00	0,00	541.659,00	21.000,00	–
34.010	18.200,00 TR		0,00	0,00	3,00	3,00	18.203,00	18.202,81	2,81
34.090	100.000,00 D TR		96.700,00	0,00	57.548,00	57.548,00	254.248,00	254.247,83	154.247,83
35.060	180.000,00 D TR		38.800,00	0,00	714,00	714,00	219.514,00	219.230,45	39.230,45
Total de la section 07.0:			336.500,00	0,00	-208.341,00	208.341,00			330.388,73
<i>Section 07.1 – Services judiciaires</i>									
11.010	1.814.935,00 D		359.341,00	0,00	0,00	0,00	2.174.276,00	2.174.275,58	359.340,58
11.020	100,00 D		1.005.963,00	0,00	0,00	0,00	1.006.063,00	1.006.062,07	1.005.962,07
11.030	759.897,00 D		41.396,00	0,00	0,00	0,00	801.293,00	801.292,30	41.395,30
11.040	100,00 D		4.755,00	0,00	0,00	0,00	4.855,00	4.854,37	4.754,37
11.130	52.676,00 TR		0,00	0,00	18.148,00	18.148,00	70.824,00	60.686,33	8.010,33
12.000	14.000,00 TR		0,00	0,00	3.445,00	3.445,00	17.445,00	11.627,88	–
12.001	2.000,00 D TR		4.000,00	0,00	440,00	440,00	6.440,00	6.149,16	4.149,16
12.010	60.000,00 TR		0,00	0,00	20.000,00	20.000,00	80.000,00	79.092,23	19.092,23
12.040	275.000,00 TR		0,00	0,00	40.000,00	40.000,00	315.000,00	290.917,63	15.917,63
12.050	745.250,00 D TR		225.000,00	0,00	50.000,00	50.000,00	1.020.250,00	988.126,25	242.876,25
12.090	46.300,00 D TR		3.141,00	0,00	400,00	400,00	49.841,00	49.782,62	3.482,62
12.100	60.000,00 D TR		22.560,00	0,00	4.350,00	4.350,00	86.910,00	82.222,14	22.222,14
12.125	800.000,00 TE		0,00	-473.458,00	0,00	0,00	326.542,00	124.627,16	–
12.300	2.000.000,00 D		500.000,00	0,00	0,00	0,00	2.500.000,00	2.469.517,85	469.517,85
12.310	900.000,00 D TR		1.100.000,00	0,00	120.000,00	120.000,00	2.120.000,00	2.088.060,18	1.188.060,18
34.050	1.100.000,00 TR		0,00	0,00	215.500,00	215.500,00	1.315.500,00	1.311.303,69	211.303,69
12.510	11.898,00 TR		0,00	0,00	1.175,00	1.175,00	13.073,00	11.638,41	–
Total de la section 07.1:			3.266.156,00	0,00	-473.458,00	473.458,00			3.596.084,40
<i>Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires</i>									
11.000	16.950.381,00 D		253.795,00	0,00	0,00	0,00	17.204.176,00	17.204.175,03	253.794,03
11.020	100,00 D		47.440,00	0,00	0,00	0,00	47.540,00	47.539,46	47.439,46
11.030	252.194,00 D		10.904,00	0,00	0,00	0,00	263.098,00	263.097,38	10.903,38
12.041	20.000,00 TR		0,00	0,00	2.000,00	2.000,00	22.000,00	20.768,31	768,31
12.060	19.500,00 TE		0,00	0,00	0,00	0,00	17.500,00	15.590,37	–
12.070	80.000,00 TE		0,00	-10.162,00	0,00	0,00	69.838,00	43.541,50	–
12.081	30.100,00 TR		0,00	0,00	7.500,00	7.500,00	37.600,00	37.213,31	7.113,31
12.083	153.650,00 TE		0,00	-4.464,00	0,00	0,00	149.186,00	140.855,02	–
12.190	46.000,00 TE		0,00	-2.500,00	0,00	0,00	43.500,00	32.947,18	–
12.210	1.112.740,00 D		22.000,00	0,00	0,00	0,00	1.134.740,00	1.086.788,72	–
12.300	25.400,00 TR		0,00	0,00	2.500,00	2.500,00	27.900,00	26.760,73	1.360,73
12.311	325.000,00 TE		0,00	-2.220,00	0,00	0,00	322.780,00	292.739,97	–
12.320	333.800,00 TR		0,00	0,00	3.500,00	3.500,00	337.300,00	333.088,81	–
12.340	1.500,00 TR		0,00	0,00	964,00	964,00	2.464,00	2.450,88	950,88

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.350		21.780,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	24.280,00	20.427,30	–
12.811		26.723,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.220,00	28.943,00	28.938,79	2.215,79
34.090		755.180,00 D TR	80.472,00	0,00	0,00	162,00	835.814,00	835.662,00	80.482,00
Total de la section 07.2:			414.611,00	0,00	-21.346,00	21.346,00			405.027,89
<i>Section 07.3 – Juridictions administratives</i>									
12.010		500,00 TR	0,00	0,00	0,00	250,00	750,00	710,13	210,13
12.040		60.600,00 TE	0,00	0,00	-250,00	0,00	60.350,00	43.901,55	–
Total de la section 07.3:			0,00	0,00	-250,00	250,00			210,13
Total du département 07:			4.017.267,00	0,00	-703.395,00	703.395,00			4.331.711,15

08 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

<i>Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – dépenses diverses</i>									
11.010		24.330.808,00 D	388.734,00	0,00	0,00	0,00	24.719.542,00	24.719.541,57	388.733,57
11.020		30.646,00 D	2.917.358,00	0,00	0,00	0,00	2.948.004,00	2.948.003,21	2.917.357,21
11.030		5.656.285,00 D	938.014,00	0,00	0,00	0,00	6.594.299,00	6.594.298,59	938.013,59
11.040		100,00 D	60.843,00	0,00	0,00	0,00	60.943,00	60.942,04	60.842,04
11.130		515.000,00 D	100.000,00	0,00	0,00	0,00	615.000,00	607.384,00	92.384,00
11.150		20.000,00 D	36.170,00	0,00	0,00	0,00	56.170,00	53.056,87	33.056,87
11.170		5.000,00 D	34.020,00	0,00	0,00	0,00	39.020,00	39.011,90	34.011,90
11.300		3.687.000,00 D	3.870.600,00	0,00	0,00	0,00	7.557.600,00	7.557.552,18	3.870.552,18
11.311		500,00 D	284.044,00	0,00	0,00	0,00	284.544,00	284.527,14	284.027,14
12.040		4.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	9.500,00	7.819,41	3.319,41
12.050		13.200,00 D	3.150,00	0,00	0,00	0,00	16.350,00	13.708,88	508,88
12.110		10.000,00 D TR	21.950,00	0,00	0,00	100,00	32.050,00	32.038,39	22.038,39
12.140		121.200,00 TE	0,00	0,00	-75.000,00	0,00	46.200,00	44.201,92	–
12.141		464.000,00 TE	0,00	0,00	-5.100,00	0,00	458.900,00	324.724,93	–
34.010		758.000,00 D	144.623,00	0,00	0,00	0,00	902.623,00	902.622,02	144.622,02
35.060		260.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	75.000,00	335.600,00	333.873,57	73.273,57
Total de la section 08.0:			8.799.506,00	0,00	-80.100,00	80.100,00			8.862.740,77
<i>Section 08.2 – Administration du personnel de l'Etat</i>									
11.000		123.954,00 D	508,00	0,00	0,00	0,00	124.462,00	124.461,69	507,69
11.010		294.542,00 D	14.521,00	0,00	0,00	0,00	309.063,00	309.062,95	14.520,95
11.020		100,00 D	1.997,00	0,00	0,00	0,00	2.097,00	2.096,87	1.996,87
11.030		38.647,00 D	5.625,00	0,00	0,00	0,00	44.272,00	44.271,59	5.624,59
12.040		21.000,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	20.500,00	18.038,42	–
12.080		2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	2.500,00	2.278,27	278,27
Total de la section 08.2:			22.651,00	0,00	-500,00	500,00			22.928,37

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique</i>								
11.010	142.506,00 D	26.953,00	0,00	0,00	0,00	169.459,00	169.458,87	26.952,87
11.030	48.825,00 D	3.225,00	0,00	0,00	0,00	52.050,00	52.049,70	3.224,70
11.130	155.056,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	145.056,00	130.373,86	-
11.131	179.680,00 TE	0,00	0,00	-56.000,00	0,00	123.680,00	121.867,64	-
12.000	145.243,00 TE	0,00	0,00	-18.500,00	0,00	126.743,00	123.291,68	-
12.001	174.082,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	189.082,00	179.121,51	5.039,51
12.002	1.500,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	0,00	0,00	-
12.010	35.000,00 TE TR	0,00	0,00	-2.000,00	25.000,00	58.000,00	54.658,18	19.658,18
12.040	18.606,00 TR	0,00	0,00	0,00	38.000,00	56.606,00	47.813,80	29.207,80
12.050	13.448,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	17.448,00	16.342,55	2.894,55
12.140	13.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	23.500,00	20.752,42	7.252,42
12.190	6.965,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	4.965,00	2.232,00	-
12.191	2.480,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	480,00	0,00	-
Total de la section 08.3:		30.178,00	0,00	-92.000,00	92.000,00			94.230,03
<i>Section 08.4 – Sécurité dans la fonction publique</i>								
11.000	228.271,00 D	284,00	0,00	0,00	0,00	228.555,00	228.554,15	283,15
11.020	100,00 D	53.063,00	0,00	0,00	0,00	53.163,00	53.162,28	53.062,28
11.030	100,00 D	2.245,00	0,00	0,00	0,00	2.345,00	2.344,04	2.244,04
Total de la section 08.4:		55.592,00	0,00	0,00	0,00			55.589,47
<i>Section 08.5 – Centre informatique de l'Etat</i>								
11.010	630.085,00 D	34.774,00	0,00	0,00	0,00	664.859,00	664.858,56	34.773,56
11.020	100,00 D	15.189,00	0,00	0,00	0,00	15.289,00	15.288,38	15.188,38
11.040	100,00 D	25.028,00	0,00	0,00	0,00	25.128,00	25.127,82	25.027,82
11.131	686.130,00 D	45.000,00	0,00	0,00	0,00	731.130,00	727.189,56	41.059,56
12.020	6.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	10.500,00	9.179,03	2.679,03
12.060	10.164,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	12.664,00	11.559,41	1.395,41
12.125	5.500.000,00 D	254.784,00	0,00	0,00	0,00	5.754.784,00	5.391.230,66	-
12.190	330.000,00 TE	0,00	0,00	-6.500,00	0,00	323.500,00	241.164,96	-
12.301	200.000,00 D	13.500,00	0,00	0,00	0,00	213.500,00	210.290,26	10.290,26
Total de la section 08.5:		388.275,00	0,00	-6.500,00	6.500,00			130.414,02
<i>Section 08.6 – Service central des imprimés</i>								
11.000	1.182.648,00 D	1.775,00	0,00	0,00	0,00	1.184.423,00	1.184.422,50	1.774,50
11.010	291.679,00 D	18.523,00	0,00	0,00	0,00	310.202,00	310.201,53	18.522,53
11.020	100,00 D	8.797,00	0,00	0,00	0,00	8.897,00	8.896,79	8.796,79
11.030	144.449,00 D	50.873,00	0,00	0,00	0,00	195.322,00	195.321,95	50.872,95
11.060	75.300,00 TE	0,00	0,00	-4.786,00	0,00	70.514,00	70.503,28	-
11.100	3.380,00 TE	0,00	0,00	-529,00	0,00	2.851,00	2.850,77	-
11.130	8.184,00 TE	0,00	0,00	-1.184,00	0,00	7.000,00	6.945,04	-

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.010	700,00 TR	0,00	0,00	0,00	530,00	1.230,00	1.222,49	522,49
12.020	3.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.400,00	4.900,00	4.576,96	1.076,96
12.040	21.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	27.900,00	27.879,56	5.979,56
12.042	225.000,00 TE	0,00	0,00	-17.000,00	0,00	208.000,00	204.771,42	-
12.043	51.500,00 TE	0,00	0,00	-530,00	0,00	50.970,00	50.663,16	-
12.044	320.000,00 TE	0,00	0,00	-15.625,00	0,00	304.375,00	298.736,54	-
12.046	200.000,00 TE	0,00	0,00	-901,00	0,00	199.099,00	198.218,17	-
12.047	8.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	23.500,00	22.834,20	14.334,20
12.050	406.818,00 TE	0,00	0,00	-48.000,00	0,00	358.818,00	355.504,91	-
12.100	288.840,00 D	23.860,00	0,00	0,00	0,00	312.700,00	312.665,40	23.825,40
12.130	168.000,00 D	10.000,00	0,00	0,00	0,00	178.000,00	177.471,99	9.471,99
12.131	195.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	49.000,00	244.000,00	242.736,10	47.736,10
12.170	133.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.000,00	149.000,00	148.133,51	15.133,51
12.300	7.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	8.050,00	8.044,81	294,81
12.310	18.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	325,00	18.325,00	18.319,49	319,49
Total de la section 08.6:		113.828,00	0,00	-88.555,00	88.555,00			198.661,28
Total du département 08:		9.410.030,00	0,00	-267.655,00	267.655,00			9.364.563,94
09 – Ministère de l'Intérieur								
<i>Section 09.2 – Commissariats de district</i>								
12.100	53.079,00 D	4.423,00	0,00	0,00	0,00	57.502,00	57.501,21	4.422,21
12.102	28.920,00 D	11.998,00	0,00	0,00	0,00	40.918,00	40.917,89	11.997,89
Total de la section 09.2:		16.421,00	0,00	0,00	0,00			16.420,10
<i>Section 09.3 – Caisse de prévoyance</i>								
42.000	25.500.000,00 D	2.665.170,00	-1.408.969,00	0,00	0,00	26.756.201,00	26.756.200,09	1.256.200,09
42.001	850.000,00 D	69.948,00	0,00	0,00	0,00	919.948,00	919.947,50	69.947,50
Total de la section 09.3:		2.735.118,00	-1.408.969,00	0,00	0,00			1.326.147,59
<i>Section 09.4 – Service de contrôle de la compt. des communes</i>								
11.010	49.735,00 D	139,00	0,00	0,00	0,00	49.874,00	49.873,86	138,86
11.020	100,00 D	23.100,00	0,00	0,00	0,00	23.200,00	23.199,03	23.099,03
12.010	9.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	800,00	9.900,00	8.308,83	-
12.125	14.202,00 TE	0,00	0,00	-800,00	0,00	13.402,00	10.250,00	-
Total de la section 09.4:		23.239,00	0,00	-800,00	800,00			23.237,89
<i>Section 09.5 – Police grand-ducale</i>								
11.010	1.416.642,00 D	326.041,00	0,00	0,00	0,00	1.742.683,00	1.742.682,71	326.040,71
11.020	100,00 D	25.495,00	0,00	0,00	0,00	25.595,00	25.594,02	25.494,02

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.040	100,00 D	3.300,00	0,00	0,00	0,00	3.400,00	3.399,52	3.299,52
11.060	500.000,00 D	193.602,00	0,00	0,00	0,00	693.602,00	693.601,44	193.601,44
11.070	2.851.185,00 D	120.446,00	0,00	0,00	0,00	2.971.631,00	2.971.630,29	120.445,29
11.130	81.970,00 TR	0,00	0,00	0,00	35.000,00	116.970,00	83.710,46	1.740,46
11.131	228.000,00 D	20.000,00	0,00	0,00	0,00	248.000,00	247.548,18	19.548,18
11.140	732.897,00 TR	0,00	0,00	0,00	95.000,00	827.897,00	827.846,99	94.949,99
11.150	200.000,00 D	109.386,00	0,00	0,00	0,00	309.386,00	308.992,15	108.992,15
11.300	127.000,00 D	6.217,00	0,00	0,00	0,00	133.217,00	130.916,92	3.916,92
12.012	210.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	225.000,00	217.913,39	7.913,39
12.020	194.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.487,34	204.087,34	204.027,33	9.427,33
12.021	690.000,00 TE	0,00	0,00	-91.188,12	0,00	598.811,88	536.905,78	-
12.022	714.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	57.568,00	771.568,00	762.119,29	48.119,29
12.023	1.735.000,00 D	113.380,00	0,00	0,00	0,00	1.848.380,00	1.848.379,25	113.379,25
12.050	1.249.204,00 TE	0,00	0,00	-52.300,00	0,00	1.196.904,00	1.168.276,56	-
12.051	530.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	52.300,00	582.300,00	582.206,82	52.206,82
12.090	906.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	23.722,00	929.722,00	917.937,59	11.937,59
12.100	1.341.000,00 D	722.355,00	0,00	0,00	0,00	2.063.355,00	1.843.020,05	502.020,05
12.190	490.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.200,00	495.200,00	480.770,54	-
12.300	788.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.626,50	799.626,50	785.693,63	-
12.303	55.000,00 D TR	13.000,00	0,00	0,00	1.325,00	69.325,00	59.225,45	4.225,45
12.320	33.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.200,00	38.400,00	37.762,03	4.562,03
12.350	345.000,00 TE	0,00	0,00	-200.019,12	0,00	144.980,88	144.538,06	-
12.360	12.023,00 D TR	64.584,00	0,00	0,00	10.041,40	86.648,40	86.648,40	74.625,40
33.010	2.500,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00	-
34.040	12.600,00 D TR	5.644,00	0,00	0,00	29.737,00	47.981,00	47.678,06	35.078,06
35.060	5.200,00 TE	0,00	0,00	-5.200,00	0,00	0,00	0,00	-
Total de la section 09.5:		1.723.450,00	0,00	-351.207,24	351.207,24			1.761.523,34
<i>Section 09.6 – Protection civile – Incendie</i>								
11.000	1.583.162,00 D	68.525,00	0,00	0,00	0,00	1.651.687,00	1.651.686,95	68.524,95
11.020	100,00 D	49.722,00	0,00	0,00	0,00	49.822,00	49.821,83	49.721,83
11.040	100,00 D	20.228,00	0,00	0,00	0,00	20.328,00	20.327,13	20.227,13
11.130	60.997,00 TR	0,00	0,00	0,00	14.000,00	74.997,00	71.417,32	10.420,32
12.000	121.282,00 TE	0,00	0,00	-14.075,00	0,00	107.207,00	105.357,16	-
12.010	114.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	119.000,00	118.998,23	4.998,23
12.012	14.875,00 TR	0,00	0,00	0,00	370,00	15.245,00	15.166,76	291,76
12.021	46.540,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.952,00	48.492,00	48.491,07	1.951,07
12.022	140.000,00 D TR	10.000,00	0,00	0,00	20.000,00	170.000,00	169.782,84	29.782,84
12.030	357.140,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	347.140,00	346.814,07	-
12.080	106.500,00 TE TR	0,00	0,00	-2.652,00	5.000,00	108.848,00	108.608,79	2.108,79
12.120	69.365,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	59.365,00	52.483,95	-
12.130	33.733,00 TE	0,00	0,00	-13.300,00	0,00	20.433,00	20.400,38	-
12.140	16.807,00 TE TR	0,00	0,00	-6.000,00	75,00	10.882,00	10.880,24	-
12.190	21.000,00 TE	0,00	0,00	-370,00	0,00	20.630,00	17.510,50	-

Article	D, D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.320	310.680,00 D TR	6.500,00	0,00	0,00	10.000,00	327.180,00	327.060,52	16.380,52
43.000	2.700.000,00 D	1.123.192,52	0,00	0,00	0,00	3.823.192,52	3.823.192,52	3.823.192,52
Total de la section 09.6:		1.278.167,52	0,00	-56.397,00	56.397,00			4.027.599,96
<i>Section 09.7 – DATUR</i>								
11.130	6.589,00 TR	0,00	0,00	0,00	765,00	7.354,00	7.349,75	760,75
12.000	5.526,00 TE	0,00	0,00	-765,00	0,00	4.761,00	3.461,15	-
12.010	6.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.200,00	7.700,00	7.564,61	1.064,61
12.012	23.500,00 TE TR	0,00	0,00	-1.200,00	3.000,00	25.300,00	24.325,36	825,36
12.040	25.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	28.500,00	28.045,64	2.545,64
12.080	15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	17.500,00	15.849,62	849,62
12.120	975.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	43.000,00	1.018.000,00	988.568,78	13.568,78
12.121	150.000,00 TE	0,00	0,00	-4.530,00	0,00	145.470,00	144.488,18	-
12.122	100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.530,00	104.530,00	104.519,98	4.519,98
12.130	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	60.000,00	110.000,00	107.592,60	57.592,60
12.190	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	27.500,00	24.183,99	-
35.010	694.642,00 D	55.610,00	0,00	0,00	0,00	750.252,00	548.440,99	-
35.065	87.500,00 TE	0,00	0,00	-22.780,00	0,00	64.720,00	59.009,09	-
43.011	90.000,00 TE	0,00	0,00	-60.000,00	0,00	30.000,00	30.000,00	-
43.030	460.865,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.780,00	472.645,00	472.642,89	11.777,89
43.300	86.763,00 TE	0,00	0,00	-43.000,00	0,00	43.763,00	43.000,00	-
Total de la section 09.7:		55.610,00	0,00	-132.275,00	132.275,00			93.505,23
<i>Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i>								
12.010	30.859,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.600,00	47.459,00	46.284,89	15.425,89
12.012	39.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	29.000,00	25.860,73	-
12.020	102.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.700,00	110.450,00	109.646,83	6.896,83
12.030	7.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	12.000,00	11.218,85	4.218,85
12.040	46.750,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	44.750,00	36.566,28	-
12.050	30.000,00 TE	0,00	0,00	-8.336,00	0,00	21.664,00	13.369,77	-
12.070	14.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.600,00	30.100,00	29.859,14	15.359,14
12.122	64.300,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	61.300,00	55.819,33	-
12.140	40.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	47.000,00	45.752,81	5.752,81
12.160	225.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	229.000,00	227.748,33	2.748,33
12.190	30.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	29.000,00	25.547,66	-
12.220	9.163,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	6.663,00	5.623,15	-
12.300	227.000,00 TE TR	0,00	0,00	-10.800,00	3.800,00	220.000,00	193.308,19	-
12.301	70.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.300,00	73.800,00	69.129,96	-
12.302	1.240,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.336,00	2.576,00	2.576,00	1.336,00
12.303	130.000,00 TE	0,00	0,00	-3.800,00	0,00	126.200,00	122.292,16	-
12.310	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.500,00	56.500,00	46.062,10	-
12.321	5.000,00 TE	0,00	0,00	-2.100,00	0,00	2.900,00	2.228,16	-
14.011	2.479,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	279,00	0,00	-

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
14.016	135.000,00 D	263.742,00	0,00	0,00	0,00	398.742,00	398.742,00	263.742,00
14.018	281.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	45.000,00	326.000,00	324.144,35	43.144,35
35.020	197.616,00 TE	0,00	0,00	-70.100,00	0,00	127.516,00	125.088,11	–
Total de la section 09.9:		263.742,00	0,00	-115.836,00	115.836,00			358.624,20
Total du département 09:		6.095.747,52	-1.408.969,00	-656.515,24	656.515,24			7.607.058,31

10 et 11 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Section 10.0 – Dépenses générales

11.020	11.772.022,00 D	1.221.665,00	0,00	0,00	0,00	12.993.687,00	12.993.686,19	1.221.664,19
11.133	2.975,00 TR	0,00	0,00	0,00	744,00	3.719,00	3.718,40	743,40
12.000	25.000,00 TE	0,00	0,00	-25.000,00	0,00	0,00	0,00	–
12.002	51.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.700,00	52.700,00	49.539,64	–
12.080	401.769,00 D	117.779,00	0,00	0,00	0,00	519.548,00	502.879,33	101.110,33
12.120	70.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	51.400,00	121.400,00	107.148,80	37.148,80
12.125	427.416,00 TE	0,00	0,00	-74.000,00	0,00	353.416,00	323.975,81	–
12.140	111.568,00 TR	0,00	0,00	0,00	70.000,00	181.568,00	165.386,88	53.818,88
12.307	50.000,00 TE	0,00	0,00	-2.444,00	0,00	47.556,00	28.490,69	–
12.315	185.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.000,00	202.000,00	196.106,55	11.106,55
12.322	37.184,00 TE	0,00	0,00	-26.600,00	0,00	10.584,00	10.581,00	–
33.013	3.000,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	0,00	0,00	–
33.015	30.000,00 TE	0,00	0,00	-9.800,00	0,00	20.200,00	20.200,00	–
Total de la section 10.0:		1.339.444,00	0,00	-140.844,00	140.844,00			1.425.592,15

Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation

11.010	72.870,00 D	23.884,00	0,00	0,00	0,00	96.754,00	96.753,92	23.883,92
11.030	62.370,00 D	1.987,00	0,00	0,00	0,00	64.357,00	64.356,47	1.986,47
11.130	4.710,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.290,00	8.000,00	7.904,38	3.194,38
12.000	3.000,00 TE	0,00	0,00	-2.985,00	0,00	15,00	0,00	–
12.010	2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.010,00	3.010,00	3.007,46	1.007,46
12.050	17.553,00 TE	0,00	0,00	-1.900,00	0,00	15.453,00	4.352,77	–
35.060	1.050,00 TR	0,00	0,00	0,00	585,00	1.635,00	1.635,00	585,00
Total de la section 10.1:		25.871,00	0,00	-4.885,00	4.885,00			30.657,23

Section 10.2 – Recherche/innovation pédagogiques et technologiques

11.000	259.449,00 D	22.631,00	0,00	0,00	0,00	282.080,00	282.079,81	22.630,81
11.010	341.230,00 D	58.354,00	0,00	0,00	0,00	399.584,00	399.583,21	58.353,21
11.130	273.310,00 TE TR	0,00	0,00	-100.000,00	6.500,00	179.810,00	179.740,20	–
12.000	35.935,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	33.935,00	33.922,86	–
12.190	219.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	114.000,00	333.300,00	333.169,81	113.869,81

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.300	TE	46.000,00	0,00	0,00	-20.500,00	0,00	25.500,00	24.744,15	-
35.010	TR	7.500,00	0,00	0,00	0,00	2.000,00	9.500,00	9.092,64	1.592,64
Total de la section 10.2: -----									
<i>Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire</i>									
11.000	D	3.891.421,00	228.225,00	0,00	0,00	0,00	4.119.646,00	4.119.645,57	228.224,57
11.020	D	9.210,00	463.393,00	0,00	0,00	0,00	472.603,00	472.602,31	463.392,31
11.030	D	100,00	82.993,00	0,00	0,00	0,00	83.093,00	83.093,00	82.993,00
11.130	TE	15.000,00	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	10.000,00	8.984,77	-
11.131	TE	20.800,00	0,00	0,00	-4.000,00	0,00	16.800,00	16.470,39	-
12.000	TR	20.000,00	0,00	0,00	0,00	4.000,00	24.000,00	18.654,73	-
12.001	TE	60.000,00	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	48.000,00	42.321,48	-
12.040	TR	16.000,00	0,00	0,00	0,00	5.000,00	21.000,00	20.881,76	4.881,76
12.140	TR	31.500,00	0,00	0,00	0,00	8.000,00	39.500,00	35.584,89	4.084,89
12.191	TR	20.000,00	0,00	0,00	0,00	9.000,00	29.000,00	25.452,45	5.452,45
12.300	TE	40.000,00	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	35.000,00	33.584,81	-
34.060	TE	100.000,00	0,00	0,00	-20.000,00	0,00	80.000,00	79.724,17	-
34.061	TR	1.169.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	1.189.000,00	1.188.612,29	19.612,29
Total de la section 10.3: -----									
<i>Section 10.4 – Sports scolaires et périscolaires</i>									
12.090	D	872.570,00	65.575,00	0,00	0,00	0,00	938.145,00	938.144,82	65.574,82
Total de la section 10.4: -----									
<i>Section 10.5 – Etablissements privés d'enseignement</i>									
44.001	D	29.820.000,00	126.743,00	0,00	0,00	0,00	29.946.743,00	29.928.637,59	108.637,59
Total de la section 10.5: -----									
<i>Section 10.6 – Service des équip. et des restaurants scolaires</i>									
11.000	D	100,00	77.918,00	0,00	0,00	0,00	78.018,00	78.017,97	77.917,97
11.020	D	100,00	21.962,00	0,00	0,00	0,00	22.062,00	22.061,53	21.961,53
11.030	D	1.886.069,00	75.683,00	0,00	0,00	0,00	1.961.752,00	1.961.751,32	75.682,32
11.040	D	100,00	17.255,00	0,00	0,00	0,00	17.355,00	17.354,17	17.254,17
12.030	TR	34.000,00	0,00	0,00	0,00	5.700,00	39.700,00	39.260,96	5.260,96
12.050	TR	4.500,00	0,00	0,00	0,00	1.100,00	5.600,00	5.177,77	677,77
12.190	TE	3.350,00	0,00	0,00	-3.200,00	0,00	150,00	86,25	-
12.210	D	1.100.000,00	124.238,00	0,00	0,00	0,00	1.224.238,00	1.195.238,53	95.238,53
12.211	D	1.600.000,00	1.308.194,00	0,00	0,00	0,00	2.908.194,00	2.898.299,10	1.298.299,10
12.300	TE	165.000,00	0,00	0,00	-400,00	0,00	164.600,00	128.165,49	-
12.303	TE	3.200,00	0,00	0,00	-3.200,00	0,00	0,00	0,00	-
Total de la section 10.6: -----									
1.625.250,00 0,00 -6.800,00 6.800,00 1.592.292,35									

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 10.7 – Education différenciée</i>									
11.020		100,00 D	2.454.274,00	0,00	0,00	0,00	2.454.374,00	2.454.373,11	2.454.273,11
11.021		2.187.505,00 D	1.294.041,00	0,00	0,00	0,00	3.481.546,00	3.481.545,59	1.294.040,59
11.040		100,00 D	24.565,00	0,00	0,00	0,00	24.665,00	24.664,75	24.564,75
11.100		12.581,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	16.581,00	15.013,50	2.432,50
12.000		44.370,00 TE	0,00	0,00	-32.250,00	0,00	12.120,00	4.915,25	–
12.012		24.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.400,00	25.400,00	24.563,06	563,06
12.090		182.200,00 D	82.900,00	0,00	0,00	0,00	265.100,00	264.987,05	82.787,05
12.252		41.508,00 TE	0,00	0,00	-1.200,00	0,00	40.308,00	39.965,05	–
12.263		11.830,00 TR	0,00	0,00	0,00	100,00	11.930,00	11.855,94	25,94
12.264		29.110,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.000,00	42.110,00	40.989,50	11.879,50
12.265		64.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	67.000,00	66.246,13	2.246,13
12.753		667,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.200,00	1.867,00	1.842,24	1.175,24
34.011		1.155.000,00 D	170.000,00	0,00	0,00	0,00	1.325.000,00	1.295.186,69	140.186,69
43.001		25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	550,00	25.550,00	25.547,84	547,84
43.005		55.976,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.700,00	60.676,00	60.631,88	4.655,88
43.007		24.572,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.500,00	30.072,00	29.990,06	5.418,06
Total de la section 10.7:			4.025.780,00	0,00	-33.450,00	33.450,00			4.024.796,34
<i>Section 10.8 – Service de la formation des adultes</i>									
11.010		2.679.164,00 D	183.838,00	0,00	0,00	0,00	2.863.002,00	2.863.001,30	183.837,30
11.020		144.688,00 D	470.471,00	0,00	0,00	0,00	615.159,00	615.158,80	470.470,80
11.040		100,00 D	7.865,00	0,00	0,00	0,00	7.965,00	7.964,54	7.864,54
11.100		1.023,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	1.323,00	1.295,24	272,24
11.130		40.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.700,00	50.700,00	49.251,87	9.251,87
11.135		2.432,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.300,00	5.732,00	5.582,04	3.150,04
12.000		232.379,00 TE	0,00	0,00	-16.200,00	0,00	216.179,00	128.182,46	–
12.002		19.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.700,00	20.700,00	20.625,99	1.625,99
12.010		3.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	200,00	3.500,00	2.587,66	–
Total de la section 10.8:			662.174,00	0,00	-16.200,00	16.200,00			676.472,78
<i>Section 10.9 – Inspectorat</i>									
11.000		1.959.752,00 D	294.604,00	0,00	0,00	0,00	2.254.356,00	2.254.355,97	294.603,97
11.010		23.160,00 D	19.812,00	0,00	0,00	0,00	42.972,00	42.971,70	19.811,70
Total de la section 10.9:			314.416,00	0,00	0,00	0,00			314.415,67
<i>Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire</i>									
11.010		2.271.775,00 D	803.166,00	0,00	0,00	0,00	3.074.941,00	3.074.940,87	803.165,87
12.001		8.536.000,00 D	536.138,00	0,00	0,00	0,00	9.072.138,00	9.072.089,92	536.089,92
43.010		100,00 D	4.976.081,00	0,00	0,00	0,00	4.976.181,00	4.976.080,08	4.975.980,08
Total de la section 11.0:			6.315.385,00	0,00	0,00	0,00			6.315.235,87

Article	Crédits votés TE, TR	D, D,	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 11.1 – Enseignement secondaire</i>									
11.010	2.482.246,00 D		98.350,00	0,00	0,00	0,00	2.580.596,00	2.580.595,40	98.349,40
11.020	100,00 D		350.232,00	0,00	0,00	0,00	350.332,00	350.331,18	350.231,18
11.040	100,00 D		144.648,00	0,00	0,00	0,00	144.748,00	144.747,45	144.647,45
11.100	40.000,00 TE		0,00	-12.500,00	0,00	0,00	27.500,00	27.421,62	-
11.130	995.458,00 D		80.078,00	0,00	0,00	0,00	1.075.536,00	1.020.854,47	25.396,47
12.000	34.200,00 TR		0,00	0,00	0,00	12.500,00	46.700,00	40.502,59	6.302,59
Total de la section 11.1:			673.308,00	0,00	-12.500,00	12.500,00			624.927,09
<i>Section 11.2 – Enseignement secondaire technique</i>									
11.020	100,00 D		2.584.312,00	0,00	0,00	0,00	2.584.412,00	2.584.411,81	2.584.311,81
11.040	100,00 D		322.962,00	0,00	0,00	0,00	323.062,00	323.061,53	322.961,53
12.000	290.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	25.000,00	315.000,00	302.157,50	12.157,50
32.020	700.000,00 TE		0,00	0,00	-25.000,00	0,00	675.000,00	601.550,94	-
Total de la section 11.2:			2.907.274,00	0,00	-25.000,00	25.000,00			2.919.430,84
<i>Section 11.3 – Service de la formation professionnelle</i>									
11.010	4.438.412,00 D		219.619,00	0,00	0,00	0,00	4.658.031,00	4.658.030,33	219.618,33
11.040	100,00 D		5.268,00	0,00	0,00	0,00	5.368,00	5.367,67	5.267,67
11.100	1.600,00 TR		0,00	0,00	0,00	315,00	1.915,00	1.913,43	313,43
11.131	103.986,00 D		14.130,00	0,00	0,00	0,00	118.116,00	118.115,78	14.129,78
12.001	84.864,00 D		4.051,00	0,00	0,00	0,00	88.915,00	88.914,10	4.050,10
12.010	100.000,00 TE		0,00	0,00	-7.507,00	0,00	92.493,00	80.162,64	-
12.090	10.400,00 TR		0,00	0,00	0,00	4.064,00	14.464,00	14.449,80	4.049,80
12.100	35.714,00 TE TR		0,00	0,00	-1.094,00	757,00	35.377,00	35.376,35	-
12.140	92.000,00 TE		0,00	0,00	-3.285,00	0,00	88.715,00	85.647,49	-
12.210	160.000,00 D		4.100,00	0,00	0,00	0,00	164.100,00	163.783,14	3.783,14
12.250	223.550,00 TE		0,00	0,00	-24.982,00	0,00	198.568,00	162.366,45	-
12.300	173.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	22.507,00	195.507,00	195.506,45	22.506,45
12.302	624.910,00 TE		0,00	0,00	-79.263,00	0,00	545.647,00	541.619,38	-
32.010	13.000.000,00 D		10.200.000,00	0,00	0,00	0,00	23.200.000,00	20.694.982,59	7.694.982,59
33.010	50.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	89.245,00	139.245,00	139.244,80	89.244,80
34.050	7.200,00 TE		0,00	0,00	-757,00	0,00	6.443,00	2.560,60	-
Total de la section 11.3:			10.447.168,00	0,00	-116.888,00	116.888,00			8.057.946,09
<i>Section 11.4 – Sports – Dépenses générales</i>									
12.000	1.826,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.180,00	3.006,00	2.887,32	1.061,32
12.010	12.750,00 TE		0,00	0,00	-2.000,00	0,00	10.750,00	7.682,09	-
12.012	28.600,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.500,00	30.100,00	29.148,85	548,85
12.020	5.800,00 TE TR		0,00	0,00	-155,00	2.155,00	7.800,00	7.666,21	1.866,21
12.040	20.255,00 TE TR		0,00	0,00	-4.135,00	155,00	16.275,00	14.262,25	-
12.190	4.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	2.800,00	6.800,00	6.593,85	2.593,85

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.191	1.500,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	0,00	0,00	–
33.002	3.800,00 TE	0,00	0,00	-565,00	0,00	3.235,00	3.235,00	–
35.031	7.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	565,00	8.315,00	8.213,01	463,01
Total de la section 11.4:	0,00	0,00	0,00	-8.355,00	8.355,00	–	–	6.533,24
<i>Section 11.5 – Institut national des sports</i>								
11.000	260.844,00 D	605,00	0,00	0,00	0,00	261.449,00	261.448,30	604,30
11.010	89.382,00 D	54.056,00	0,00	0,00	0,00	143.438,00	143.437,19	54.055,19
11.020	6.539,00 D	9.377,00	0,00	0,00	0,00	15.916,00	15.915,69	9.376,69
11.040	100,00 D	8.901,00	0,00	0,00	0,00	9.001,00	9.000,52	8.900,52
12.020	4.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.400,00	8.200,00	8.049,25	3.249,25
12.080	211.000,00 TE TR	0,00	0,00	-8.000,00	16.000,00	219.000,00	218.596,73	7.596,73
12.210	99.500,00 TE TR	0,00	0,00	-16.000,00	8.000,00	91.500,00	89.345,72	–
12.300	28.000,00 TE	0,00	0,00	-3.400,00	0,00	24.600,00	24.243,56	–
Total de la section 11.5:	72.939,00	0,00	0,00	-27.400,00	27.400,00	–	–	83.782,68
<i>Section 11.7 – Ecole nationale de l'éduc. physique et des sports</i>								
11.000	238.339,00 D	2.265,00	0,00	0,00	0,00	240.604,00	240.603,61	2.264,61
11.020	3.210,00 D	2.611,00	0,00	0,00	0,00	5.821,00	5.820,15	2.610,15
12.000	94.150,00 D	28.500,00	0,00	0,00	0,00	122.650,00	119.114,78	24.964,78
12.010	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.200,00	22.200,00	21.246,79	1.246,79
12.190	12.700,00 TE	0,00	0,00	-1.200,00	0,00	11.500,00	6.390,22	–
34.060	10.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	9.000,00	3.009,90	–
Total de la section 11.7:	33.376,00	0,00	0,00	-2.200,00	2.200,00	–	–	31.086,33
Total du département 10 et 11:	29.490.299,00	0,00	0,00	-5.63.022,00	5.63.022,00	–	–	27.282.468,81
12 et 13 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse								
<i>Section 12.0 – Famille</i>								
11.300	130.000,00 D	69.272,00	0,00	0,00	0,00	199.272,00	199.271,24	69.271,24
12.040	19.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	39.000,00	34.267,36	15.267,36
12.300	33.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.905,00	46.905,00	36.311,61	3.311,61
33.010	158.000,00 TE	0,00	0,00	-33.905,00	0,00	124.095,00	79.050,00	–
Total de la section 12.0:	69.272,00	0,00	0,00	-33.905,00	33.905,00	–	–	87.850,21
<i>Section 12.1 – Serv. d'action sociofamiliale – Enf. et adultes</i>								
12.121	25.000,00 TE	0,00	0,00	-11.300,00	0,00	13.700,00	7.545,73	–
12.122	11.500,00 TE	0,00	0,00	-4.000,00	0,00	7.500,00	7.044,50	–
12.140	12.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.300,00	23.300,00	10.487,12	–
12.141	7.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	11.600,00	10.727,19	3.127,19

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.250	50.000,00 D	129.561,00	0,00	0,00	0,00	179.561,00	151.954,33	101.954,33
12.310	74.368,00 TE	0,00	0,00	-1.650,00	0,00	72.718,00	67.811,99	-
12.350	1.000,00 D TR	16.556,00	0,00	0,00	1.650,00	19.206,00	19.139,70	18.139,70
33.005	6.490.761,00 TE	0,00	0,00	-535.833,00	0,00	5.954.928,00	5.701.768,96	-
33.006	5.095.799,00 TE	0,00	0,00	-31.555,00	0,00	5.064.244,00	4.977.662,92	-
33.007	14.766.895,00 TE TR	0,00	0,00	-334.671,00	535.833,00	14.968.057,00	14.798.475,88	31.580,88
33.011	4.422.021,00 TR	0,00	0,00	0,00	31.555,00	4.453.576,00	4.452.686,36	30.665,36
33.016	800.000,00 D	330.000,00	0,00	0,00	0,00	1.130.000,00	1.017.371,92	217.371,92
33.018	4.022.234,00 TR	0,00	0,00	0,00	334.671,00	4.356.905,00	4.356.904,44	334.670,44
43.001	6.000.000,00 D	300.000,00	0,00	0,00	0,00	6.300.000,00	6.274.650,63	274.650,63
Total de la section 12.1:				0,00	919.009,00	919.009,00	1.012.160,45	1.012.160,45
<i>Section 12.2 – Solidarité</i>								
11.130	248,00 TR	0,00	0,00	0,00	124,00	372,00	371,80	123,80
11.131	1.050,00 TE	0,00	0,00	-124,00	0,00	926,00	669,32	-
34.012	2.479,00 D	1.145.770,00	0,00	0,00	0,00	1.148.249,00	1.138.779,59	1.136.300,59
34.013	3.000.000,00 D	700.000,00	0,00	0,00	0,00	3.700.000,00	3.699.799,55	699.799,55
34.014	25.000,00 D	160.468,00	0,00	0,00	0,00	185.468,00	185.467,69	160.467,69
35.060	2.478,00 D	2.691,00	0,00	0,00	0,00	5.169,00	5.169,00	2.691,00
Total de la section 12.2:				0,00	124,00	124,00	1.999.382,63	1.999.382,63
<i>Section 12.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i>								
11.010	452.351,00 D	68.668,00	0,00	0,00	0,00	521.019,00	521.018,47	68.667,47
11.020	100,00 D	18.421,00	0,00	0,00	0,00	18.521,00	18.520,18	18.420,18
11.040	100,00 D	2.741,00	0,00	0,00	0,00	2.841,00	2.840,87	2.740,87
12.040	3.050,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	3.550,00	3.372,58	322,58
12.130	148.728,00 D	24.000,00	0,00	0,00	0,00	172.728,00	169.650,48	20.922,48
12.190	12.200,00 TE	0,00	0,00	-1.093,00	0,00	11.107,00	9.079,86	-
12.191	3.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.093,00	4.093,00	4.092,08	1.092,08
12.250	24.789,00 TE	0,00	0,00	-5.300,00	0,00	19.489,00	8.103,03	-
12.301	9.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.800,00	14.000,00	13.921,02	4.721,02
Total de la section 12.3:				0,00	6.393,00	6.393,00	116.886,68	116.886,68
<i>Section 12.4 – Fonds national de solidarité</i>								
11.000	1.591.608,00 D	178.392,00	0,00	0,00	0,00	1.770.000,00	1.757.107,09	165.499,09
11.010	158.730,00 D	101.270,00	0,00	0,00	0,00	260.000,00	259.373,66	100.643,66
11.020	3.159,00 D	90.341,00	0,00	0,00	0,00	93.500,00	92.999,19	89.840,19
12.000	205,00 TE	0,00	0,00	-130,64	0,00	74,36	74,36	-
12.010	1.850,00 TE	0,00	0,00	-512,23	0,00	1.337,77	1.337,77	-
12.020	2.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.085,22	3.485,22	3.485,22	1.085,22
12.040	16.010,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.057,65	18.067,65	18.067,65	2.057,65

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.190		2.500,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00	-
12.310		210.000,00 D	20.587,00	0,00	0,00	0,00	230.587,00	230.586,57	20.586,57
34.010		80.400.000,00 D	4.368.000,00	0,00	0,00	0,00	84.768.000,00	84.716.741,24	4.316.741,24
34.011		1.031.000,00 D	142.300,00	0,00	0,00	0,00	1.173.300,00	1.173.238,65	142.238,65
34.014		5.000,00 D	2.762.060,00	0,00	0,00	0,00	2.767.060,00	2.730.647,78	2.725.647,78
42.010		45.000.000,00 D	564.100,00	0,00	0,00	0,00	45.564.100,00	45.533.722,40	533.722,40
Total de la section 12.4:			8.227.050,00	0,00	-3.142,87	3.142,87			8.098.062,45
<i>Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i>									
11.010		906.576,00 D	130.372,00	0,00	0,00	0,00	1.036.948,00	1.036.947,15	130.371,15
11.020		9.804,00 D	137.147,00	0,00	0,00	0,00	146.951,00	146.950,88	137.146,88
11.130		20.716,00 TE	0,00	0,00	-3.896,79	0,00	16.819,21	16.819,21	-
12.000		36.742,00 TR	0,00	0,00	0,00	469,00	37.211,00	37.210,92	468,92
12.010		3.815,00 TE	0,00	0,00	-3.021,22	0,00	793,78	793,78	-
12.040		57.330,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.738,00	62.068,00	62.067,49	4.737,49
12.050		359.761,00 TE	0,00	0,00	-66.730,69	0,00	293.030,31	293.030,31	-
12.060		4.990,00 TE	0,00	0,00	-2.638,89	0,00	2.351,11	2.351,11	-
12.070		37.500,00 TE	0,00	0,00	-37.283,11	0,00	216,89	216,89	-
12.080		194.966,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.264,00	198.230,00	198.229,31	3.263,31
12.110		15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.628,00	24.628,00	24.627,56	9.627,56
12.190		4.960,00 TE	0,00	0,00	-524,80	0,00	4.435,20	4.435,20	-
12.300		4.356,00 TE	0,00	0,00	-907,59	0,00	3.448,41	3.448,41	-
12.310		889.277,00 D TR	50.465,00	0,00	0,00	96.904,09	1.036.646,09	1.036.645,62	147.368,62
42.004		30.053.000,00 D	445.138,00	0,00	0,00	0,00	30.498.138,00	30.498.137,03	445.137,03
42.005		68.669.000,00 D	1.531.000,00	0,00	0,00	0,00	70.200.000,00	69.887.041,23	1.218.041,23
42.007		185.798.700,00 D	27.500.000,00	0,00	0,00	0,00	213.298.700,00	208.798.700,00	23.000.000,00
42.008		18.425.000,00 D	9.314.943,00	0,00	0,00	0,00	27.739.943,00	27.739.942,57	9.314.942,57
42.009		1.218.700,00 D	426.180,00	0,00	0,00	0,00	1.644.880,00	1.644.847,60	426.147,60
42.011		3.227.577,00 D	1.117.671,00	0,00	0,00	0,00	4.345.248,00	4.345.247,71	1.117.670,71
Total de la section 12.5:			40.652.916,00	0,00	-115.003,09	115.003,09			35.954.923,07
<i>Section 12.6 – Centre du Rham</i>									
11.010		171.788,00 D	14.475,00	0,00	0,00	0,00	186.263,00	186.262,16	14.474,16
11.020		5.323,00 D	213.295,00	0,00	0,00	0,00	218.618,00	218.617,22	213.294,22
11.040		100,00 D	11.015,00	0,00	0,00	0,00	11.115,00	11.114,14	11.014,14
11.131		82.762,00 TE	0,00	0,00	-17.700,00	0,00	65.062,00	64.068,70	-
12.001		26.169,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.500,00	30.669,00	30.588,32	4.419,32
12.191		4.021,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.200,00	7.221,00	7.093,38	3.072,38
12.251		434.885,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	444.885,00	413.565,87	-
Total de la section 12.6:			238.785,00	0,00	-17.700,00	17.700,00			246.274,22

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i>									
11.010		713.210,00 D	111.137,00	0,00	0,00	0,00	824.347,00	824.346,22	111.136,22
11.020		100,00 D	229.138,00	0,00	0,00	0,00	229.238,00	229.237,20	229.137,20
11.030		453.647,00 D	1.766,00	0,00	0,00	0,00	455.413,00	455.412,14	1.765,14
11.040		100,00 D	15.147,00	0,00	0,00	0,00	15.247,00	15.246,14	15.146,14
11.131		1.983,00 TE	0,00	0,00	-1.983,00	0,00	0,00	0,00	–
12.000		11.527,00 TE	0,00	0,00	-3.500,00	0,00	8.027,00	4.616,16	–
12.001		40.249,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	25.249,00	17.400,22	–
12.002		20.948,00 TE	0,00	0,00	-8.000,00	0,00	12.948,00	9.068,79	–
12.040		10.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.500,00	14.100,00	11.044,39	444,39
12.100		16.379,00 TE	0,00	0,00	-2.300,00	0,00	14.079,00	12.179,47	–
12.250		104.893,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	119.893,00	104.697,78	–
12.251		104.558,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.000,00	112.558,00	94.406,57	–
12.300		46.678,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.283,00	50.961,00	43.741,88	–
Total de la section 12.8:			357.188,00	0,00	-30.783,00	30.783,00			357.629,09
<i>Section 12.9 – Service national d'action sociale</i>									
11.020		100,00 D	27.474,00	0,00	0,00	0,00	27.574,00	27.573,40	27.473,40
12.010		2.502,00 TE	0,00	0,00	-110,00	0,00	2.392,00	1.092,00	–
12.040		755,00 TR	0,00	0,00	0,00	50,00	805,00	753,35	–
12.050		380,00 TR	0,00	0,00	0,00	60,00	440,00	386,76	6,76
12.130		12.500,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	10.500,00	0,00	–
33.000		2.071.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	2.073.000,00	2.072.606,29	1.606,29
Total de la section 12.9:			27.474,00	0,00	-2.110,00	2.110,00			29.086,45
<i>Section 13.1 – Service national de la jeunesse</i>									
11.000		539.655,00 D	102.391,00	0,00	0,00	0,00	642.046,00	642.045,42	102.390,42
11.010		676.848,00 D	25.798,00	0,00	0,00	0,00	702.646,00	702.645,41	25.797,41
11.020		33.738,00 D	73.300,00	0,00	0,00	0,00	107.038,00	107.037,99	73.299,99
11.030		253.465,00 D	12.557,00	0,00	0,00	0,00	266.022,00	266.021,52	12.556,52
11.040		100,00 D	4.416,00	0,00	0,00	0,00	4.516,00	4.515,69	4.415,69
11.130		32.650,00 TE TR	0,00	0,00	-21.000,00	3.730,00	15.380,00	14.933,53	–
12.000		135.940,00 TE TR	0,00	0,00	-650,00	11.900,00	147.190,00	145.548,79	9.608,79
12.010		20.260,00 TE TR	0,00	0,00	-5.680,00	650,00	15.230,00	14.953,96	–
12.020		26.360,00 TE	0,00	0,00	-5.821,00	0,00	20.539,00	20.420,40	–
12.040		29.240,00 TE TR	0,00	0,00	-2.050,00	3.000,00	30.190,00	30.179,51	939,51
12.050		37.530,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.821,00	40.351,00	40.350,14	2.820,14
12.080		197.210,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.650,00	204.860,00	203.601,47	6.391,47
12.100		70.650,00 TE	0,00	0,00	-3.950,00	0,00	66.700,00	66.652,97	–
12.140		41.027,00 TE	0,00	0,00	-6.000,00	0,00	35.027,00	35.001,21	–
12.170		13.655,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	11.455,00	11.435,48	–
12.190		137.566,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.050,00	157.616,00	157.032,07	19.466,07

Article	Crédits votés TE, TR	D, Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.300	7.840,00 TE	0,00	0,00	-1.400,00	0,00	6.440,00	6.414,88	-
12.301	30.000,00 TE	0,00	0,00	-1.050,00	0,00	28.950,00	28.241,22	-
Total de la section 13.1:		218.462,00	0,00	-49.801,00	49.801,00			257.686,01
Total du département 12 et 13:		52.690.023,00	0,00	-1.177.970,96	1.177.970,96			48.159.941,26

14 – Ministère de la Santé

Section 14.0 – Ministère de la santé

12.003	400.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	36.100,00	436.100,00	436.007,14	36.007,14
12.020	2.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	2.600,00	2.518,23	418,23
12.041	300,00 TR	0,00	0,00	0,00	77,00	377,00	351,52	51,52
12.080	248.000,00 TE	0,00	0,00	-55.700,00	0,00	192.300,00	180.269,72	-
12.190	30.000,00 TE	0,00	0,00	-7.500,00	0,00	22.500,00	7.590,20	-
12.340	40.000,00 TE	0,00	0,00	-577,00	0,00	39.423,00	29.571,90	-
31.050	617.270,00 D	1.164.065,00	0,00	0,00	0,00	1.781.335,00	1.751.301,76	1.134.031,76
34.011	292.262,00 D	450.000,00	0,00	0,00	0,00	742.262,00	740.158,53	447.896,53
34.012	249.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.500,00	256.500,00	256.170,78	7.170,78
34.060	10.800,00 TE	0,00	0,00	-8.000,00	0,00	2.800,00	1.000,00	-
34.061	208.230,00 D TR	62.469,00	0,00	0,00	27.600,00	298.299,00	297.595,44	89.365,44
Total de la section 14.0:		1.676.534,00	0,00	-71.777,00	71.777,00			1.714.941,40

Section 14.1 – Direction de la santé

11.010	2.875.654,00 D	121.685,00	0,00	0,00	0,00	2.997.339,00	2.997.338,54	121.684,54
11.020	100,00 D	280.362,00	0,00	0,00	0,00	280.462,00	280.461,04	280.361,04
11.030	149.089,00 D	22.605,00	0,00	0,00	0,00	171.694,00	171.693,93	22.604,93
11.100	924,00 TR	0,00	0,00	0,00	46,00	970,00	969,88	45,88
12.042	25.000,00 TE	0,00	0,00	-14.076,00	0,00	10.924,00	7.458,90	-
12.101	252.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	254.000,00	253.759,76	1.759,76
12.122	72.840,00 TE	0,00	0,00	-65.105,00	0,00	7.735,00	6.070,00	-
12.170	16.113,00 D	15.000,00	0,00	0,00	0,00	31.113,00	26.922,77	10.809,77
12.250	99.617,00 TR	0,00	0,00	0,00	42.000,00	141.617,00	137.767,78	38.150,78
12.253	27.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	29.500,00	24.938,69	-
12.256	85.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	115.000,00	110.853,63	25.853,63
12.258	45.410,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	45.710,00	44.495,90	-
12.306	319.286,00 TE	0,00	0,00	-14.300,00	0,00	304.986,00	183.838,53	-
12.313	250,00 D TR	5.500,00	0,00	0,00	100,00	5.850,00	5.225,69	4.975,69
12.314	16.450,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.155,00	26.605,00	25.726,59	9.276,59
12.342	12.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.300,00	14.300,00	14.294,40	2.294,40
12.343	17.000,00 TE	0,00	0,00	-2.300,00	0,00	14.700,00	14,28	-
12.750	1.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	75,00	1.825,00	1.824,30	74,30

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.803	TR	6.250,00	0,00	0,00	0,00	1.800,00	8.050,00	7.997,35	1.747,35
12.804	TR	11.705,00	0,00	0,00	0,00	5.005,00	16.710,00	16.706,44	5.001,44
Total de la section 14.1:		445.152,00	0,00	0,00	-95.781,00	95.781,00	524.640,10		
<i>Section 14.2 – Laboratoire national de santé</i>									
11.010	D	3.275.022,00	129.282,00	0,00	0,00	0,00	3.404.304,00	3.404.303,71	129.281,71
11.020	D	100,00	282.891,00	0,00	0,00	0,00	282.991,00	282.990,60	282.890,60
11.040	D	100,00	27.399,00	0,00	0,00	0,00	27.499,00	27.498,61	27.398,61
12.020	TE	15.500,00	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	12.500,00	10.620,79	-
12.160	TR	2.180.000,00	0,00	0,00	0,00	25.000,00	2.205.000,00	2.171.367,02	-
12.161	TR	102.432,00	0,00	0,00	0,00	3.000,00	105.432,00	96.398,40	-
12.162	D	310.000,00	20.000,00	0,00	0,00	0,00	330.000,00	310.667,18	667,18
12.301	TE	171.000,00	0,00	0,00	-25.053,00	0,00	145.947,00	139.062,49	-
12.660	TR	515,00	0,00	0,00	0,00	53,00	568,00	566,50	51,50
Total de la section 14.2:		459.572,00	0,00	0,00	-28.053,00	28.053,00	440.289,60		
<i>Section 14.5 – Dommages de guerre corporels</i>									
11.130	TE	1.372,00	0,00	0,00	-900,00	0,00	472,00	0,00	-
12.000	TR	660,00	0,00	0,00	0,00	900,00	1.560,00	0,00	-
12.070	TR	23.556,00	0,00	0,00	0,00	1.300,00	24.856,00	24.847,70	1.291,70
12.080	TE	8.428,00	0,00	0,00	-3.273,00	0,00	5.155,00	4.119,84	-
34.001	TR	12.302,00	0,00	0,00	0,00	500,00	12.802,00	12.785,56	483,56
42.000	TR	46.310,00	0,00	0,00	0,00	1.473,00	47.783,00	47.782,09	1.472,09
Total de la section 14.5:		0,00	0,00	0,00	-4.173,00	4.173,00	3.247,35		
<i>Section 14.6 – Centre thermal et de santé de Mondorf</i>									
11.031	D	540.793,00	119.071,00	0,00	0,00	0,00	659.864,00	659.863,92	119.070,92
Total de la section 14.6:		119.071,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119.070,92		
Total du département 14:		2.700.329,00	0,00	0,00	-199.784,00	199.784,00	2.802.189,37		
15 – Ministère de l'Environnement									
<i>Section 15.0 – Dépenses générales</i>									
12.020	TR	1.620,00	0,00	0,00	0,00	960,00	2.580,00	2.391,06	771,06
12.304	TR	100.000,00	0,00	0,00	0,00	35.730,00	135.730,00	135.730,00	35.730,00
35.020	TE	195.000,00	0,00	0,00	-36.690,00	0,00	158.310,00	103.417,21	-
35.060	D	228.737,00	59.410,00	0,00	0,00	0,00	288.147,00	288.136,72	59.399,72
Total de la section 15.0:		59.410,00	0,00	0,00	-36.690,00	36.690,00	95.900,78		

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 15.1 – Administration de l'environnement</i>									
11.000		4.236.210,00 D	162.166,00	0,00	0,00	0,00	4.398.376,00	4.398.375,58	162.165,58
11.020		3.967,00 D	46.128,00	0,00	0,00	0,00	50.095,00	50.094,87	46.127,87
11.040		100,00 D	4.646,00	0,00	0,00	0,00	4.746,00	4.745,79	4.645,79
12.050	TR	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.920,00	66.920,00	66.913,46	6.913,46
12.300	TR	320.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.075,00	336.075,00	330.495,87	10.495,87
12.303	TE	200.000,00 TE	0,00	0,00	-22.995,00	0,00	177.005,00	48.985,64	–
Total de la section 15.1:			212.940,00	0,00	-22.995,00	22.995,00			230.348,57
<i>Section 15.2 – Administration des eaux et forêts</i>									
11.020	D	7.327,00 D	147.376,00	0,00	0,00	0,00	154.703,00	154.702,74	147.375,74
11.030	D	404.883,00 D	25.348,00	0,00	0,00	0,00	430.231,00	430.230,25	25.347,25
11.040	D	100,00 D	7.878,00	0,00	0,00	0,00	7.978,00	7.977,02	7.877,02
11.130	TE	44.150,00 TE	0,00	0,00	-6.200,00	0,00	37.950,00	37.864,60	–
12.000	TR	600,00 TR	0,00	0,00	0,00	110,00	710,00	701,63	101,63
12.020	TR	92.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	99.000,00	98.973,78	6.973,78
12.021	TR	143.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.690,00	164.590,00	161.925,75	18.025,75
12.050	TR	149.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.500,00	161.500,00	159.733,72	10.733,72
12.080	TE	56.400,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	44.400,00	44.138,84	–
12.120	TR	445.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	14.600,00	459.600,00	457.647,55	12.647,55
12.300	TE	28.000,00 TE	0,00	0,00	-6.000,00	0,00	22.000,00	16.615,43	–
12.302	TE	1.154.000,00 TE	0,00	0,00	-30.700,00	0,00	1.123.300,00	1.115.935,40	–
12.310	D	325.000,00 D	62.500,00	0,00	0,00	0,00	387.500,00	367.098,26	42.098,26
12.340	D	441.000,00 D	105.000,00	0,00	0,00	0,00	546.000,00	545.914,62	104.914,62
Total de la section 15.2:			348.102,00	0,00	-54.900,00	54.900,00			376.095,32
Total du département 15:			620.452,00	0,00	-114.585,00	114.585,00			702.344,67
16 – Ministère du Travail et de l'Emploi									
<i>Section 16.0 – Travail – Dépenses générales</i>									
11.131	TR	819,00 TR	0,00	0,00	0,00	11,00	830,00	829,85	10,85
12.010	TE	750,00 TE	0,00	0,00	-11,00	0,00	739,00	72,65	–
12.012	TE	233.250,00 TE	0,00	0,00	-32.496,00	0,00	200.754,00	117.054,86	–
12.120	TR	5.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	33.200,00	38.200,00	38.137,92	33.137,92
12.122	TE	20.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	19.000,00	0,00	–
12.140	TR	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.184,00	11.184,00	6.183,43	–
12.150	TR	2.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.565,00	4.265,00	0,00	–
33.014	TE	100.000,00 TE	0,00	0,00	-2.749,00	0,00	97.251,00	0,00	–
41.000	TR	8.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	296,00	8.696,00	8.695,33	295,33
Total de la section 16.0:			0,00	0,00	-36.256,00	36.256,00			33.444,10

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 16.1 – Administration de l'emploi</i>									
11.020	D	2.221,00	240.459,00	0,00	0,00	0,00	242.680,00	242.679,40	240.458,40
11.040	D	100,00	12.011,00	0,00	0,00	0,00	12.111,00	12.110,52	12.010,52
12.000	TR	769,00	0,00	0,00	0,00	90,00	859,00	854,91	85,91
12.010	TE	32.000,00	0,00	0,00	-7.840,00	0,00	24.160,00	23.124,52	-
12.040	TE	159.900,00	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	157.400,00	149.108,63	-
12.050	D TR	228.100,00	97.447,00	0,00	0,00	150,00	325.697,00	325.686,56	97.586,56
12.080	TE	109.182,00	0,00	0,00	-7.100,00	0,00	102.082,00	99.760,44	-
12.100	D TR	1.312.876,00	140.000,00	0,00	0,00	23.000,00	1.475.876,00	1.475.183,67	162.307,67
12.190	TE	7.500,00	0,00	0,00	-3.100,00	0,00	4.400,00	3.917,68	-
33.000	TR	2.675,00	0,00	0,00	0,00	263,00	2.938,00	2.937,97	262,97
35.060	TE	18.000,00	0,00	0,00	-2.963,00	0,00	15.037,00	15.000,00	-
Total de la section 16.1:			489.917,00	0,00	-23.503,00	23.503,00			512.712,03
<i>Section 16.2 – Inspection du travail et des mines</i>									
11.000	D	2.567.037,00	67.816,00	0,00	0,00	0,00	2.634.853,00	2.634.852,30	67.815,30
11.020	D	8.462,00	240.314,00	0,00	0,00	0,00	248.776,00	248.775,29	240.313,29
11.030	D	121.278,00	20.736,00	0,00	0,00	0,00	142.014,00	142.013,73	20.735,73
12.020	TR	30.700,00	0,00	0,00	0,00	10.000,00	40.700,00	40.406,29	9.706,29
12.040	TR	80.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	100.000,00	77.937,09	-
12.050	TR	25.700,00	0,00	0,00	0,00	7.800,00	33.500,00	29.240,70	3.540,70
12.090	D	153.137,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306.274,00	170.597,89	17.460,89
12.100	D	646.012,00	98.000,00	0,00	0,00	0,00	744.012,00	738.541,20	92.529,20
12.120	TE	12.800,00	0,00	0,00	-12.800,00	0,00	0,00	0,00	-
12.121	TE	230.000,00	0,00	0,00	-20.000,00	0,00	210.000,00	180.765,40	-
12.300	TE	50.000,00	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	45.000,00	44.753,68	-
Total de la section 16.2:			580.003,00	0,00	-37.800,00	37.800,00			452.101,40
<i>Section 16.3 – Ecole supérieure du travail</i>									
12.040	TR	4.578,00	0,00	0,00	0,00	1.500,00	6.078,00	4.447,24	-
12.050	TR	6.168,00	0,00	0,00	0,00	600,00	6.768,00	6.544,55	376,55
12.190	TE	195.468,00	0,00	0,00	-2.100,00	0,00	193.368,00	106.318,39	-
Total de la section 16.3:			0,00	0,00	-2.100,00	2.100,00			376,55
<i>Section 16.4 – Fonds pour l'emploi</i>									
93.000	D	95.420.000,00	6.656.159,36	0,00	0,00	0,00	102.076.159,36	102.076.159,36	6.656.159,36
93.002	D	100,00	50.000.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000.100,00	50.000.100,00	50.000.000,00
Total de la section 16.4:			56.656.159,36	0,00	0,00	0,00			56.656.159,36

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 16.5 – Emploi des accidentés et des handicapés</i>								
31.050	3.800.000,00 D	962.081,00	0,00	0,00	0,00	4.762.081,00	4.725.252,51	925.252,51
32.020	345.000,00 D	131.560,00	0,00	0,00	0,00	476.560,00	457.180,58	112.180,58
Total de la section 16.5:		1.093.641,00	0,00	0,00	0,00			1.037.433,09
Total du département 16:		58.819.720,36	0,00	-99.659,00	99.659,00			58.692.226,53
17 et 18 – Ministère de la Sécurité sociale								
<i>Section 17.0 – Sécurité sociale – Dépenses générales</i>								
11.130	1.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	45,00	1.545,00	1.542,97	42,97
12.041	400,00 TE	0,00	0,00	-45,00	0,00	355,00	56,90	–
Total de la section 17.0:		0,00	0,00	-45,00	45,00			42,97
<i>Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>								
11.000	1.288.607,00 D	510.247,00	0,00	0,00	0,00	1.798.854,00	1.798.853,35	510.246,35
11.020	100,00 D	84.607,00	0,00	0,00	0,00	84.707,00	84.706,43	84.606,43
11.030	88.636,00 D	7.484,00	0,00	0,00	0,00	96.120,00	96.119,91	7.483,91
12.040	49.179,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.000,00	60.179,00	52.942,93	3.763,93
12.070	74.215,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.100,00	76.315,00	75.601,89	1.386,89
12.080	6.223,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	11.223,00	9.437,03	3.214,03
12.130	73.880,00 TE	0,00	0,00	-18.100,00	0,00	55.780,00	31.855,84	–
Total de la section 17.1:		602.338,00	0,00	-18.100,00	18.100,00			610.701,54
<i>Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale</i>								
11.010	271.422,00 D	8.020,00	0,00	0,00	0,00	279.442,00	279.441,95	8.019,95
12.010	15.140,00 TE	0,00	0,00	-4.100,00	0,00	11.040,00	10.276,57	–
12.040	16.579,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	19.079,00	18.044,26	1.465,26
12.050	17.920,00 TE	0,00	0,00	-4.400,00	0,00	13.520,00	13.155,20	–
12.070	35.758,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.100,00	36.858,00	36.774,57	1.016,57
12.160	13.873,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.200,00	18.073,00	17.249,48	3.376,48
12.190	4.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	700,00	5.200,00	4.786,00	286,00
Total de la section 17.2:		8.020,00	0,00	-8.500,00	8.500,00			14.164,26
<i>Section 17.3 – Conseil arbitral des assurances sociales</i>								
11.020	100,00 D	5.098,00	0,00	0,00	0,00	5.198,00	5.197,11	5.097,11
11.030	27.601,00 D	161,00	0,00	0,00	0,00	27.762,00	27.761,20	160,20
Total de la section 17.3:		5.259,00	0,00	0,00	0,00			5.257,31

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales</i>									
11.010		61.122,00 D	96,00	0,00	0,00	0,00	61.218,00	61.217,25	95,25
11.030		9.536,00 D	57,00	0,00	0,00	0,00	9.593,00	9.592,89	56,89
11.130		22.679,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.753,00	24.432,00	24.431,82	1.752,82
12.050		10.100,00 TE	0,00	0,00	-1.753,00	0,00	8.347,00	6.192,10	–
Total de la section 17.4:		–	153,00	0,00	-1.753,00	1.753,00	–	–	1.904,96
<i>Section 17.5 – Union des caisses de maladie</i>									
11.000		127.811,00 D	524,00	0,00	0,00	0,00	128.335,00	128.334,48	523,48
34.010		254.624,00 D	96.948,00	0,00	0,00	0,00	351.572,00	351.572,00	96.948,00
42.003		398.395.140,00 D	5.017.986,00	0,00	0,00	0,00	403.413.126,00	403.413.125,92	5.017.985,92
42.005		14.214.850,00 D	116.401,00	0,00	0,00	0,00	14.331.251,00	14.331.250,70	116.400,70
42.007		50.000,00 D	141.172,00	0,00	0,00	0,00	191.172,00	191.171,73	141.171,73
Total de la section 17.5:		–	5.373.031,00	0,00	0,00	0,00	–	–	5.373.029,83
<i>Section 17.6 – Assurance dépendance</i>									
11.020		100,00 D	43.206,00	0,00	0,00	0,00	43.306,00	43.305,38	43.205,38
11.130		900,00 TE	0,00	0,00	-621,15	0,00	278,85	278,85	–
12.000		1.100,00 TE	0,00	0,00	-839,74	0,00	260,26	260,26	–
12.010		6.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.035,62	10.835,62	10.772,62	3.972,62
12.020		9.760,00 TE	0,00	0,00	-643,98	0,00	9.116,02	9.116,02	–
12.040		20.451,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	21.951,00	19.990,89	–
12.050		19.100,00 TE	0,00	0,00	-3.200,00	0,00	15.900,00	14.378,93	–
12.070		35.758,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.016,58	36.774,58	36.774,57	1.016,57
12.080		4.844,00 TE	0,00	0,00	-612,89	0,00	4.231,11	4.231,11	–
12.150		207.721,00 D	57.022,00	0,00	0,00	0,00	264.743,00	264.742,30	57.021,30
12.190		10.000,00 TE	0,00	0,00	-2.598,00	0,00	7.402,00	7.327,00	–
12.250		29.289,00 D TR	10.963,00	0,00	0,00	1.963,56	42.215,56	42.214,10	12.925,10
34.010		49.906,00 D	19.038,00	0,00	0,00	0,00	68.944,00	68.943,86	19.037,86
42.000		88.583.000,00 D	16.546.000,00	0,00	0,00	0,00	105.129.000,00	105.129.000,00	16.546.000,00
Total de la section 17.6:		–	16.676.229,00	0,00	-8.515,76	8.515,76	–	–	16.683.178,83
<i>Section 17.7 – Mutualités: conseil supérieur de la mutualité</i>									
35.030		4.401,00 D	99,00	0,00	0,00	0,00	4.500,00	4.500,00	99,00
Total de la section 17.7:		–	99,00	0,00	0,00	0,00	–	–	99,00
<i>Section 18.4 – Office des assurances sociales</i>									
42.000		11.917.000,00 D	2.327.801,00	0,00	0,00	0,00	14.244.801,00	14.050.370,93	2.133.370,93
Total de la section 18.4:		–	2.327.801,00	0,00	0,00	0,00	–	–	2.133.370,93

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés</i>									
11.020		2.281,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.202,44	3.483,44	3.483,44	1.202,44
12.080		190.800,00 TE	0,00	0,00	-17.234,14	0,00	173.565,86	173.565,86	–
12.110		25.000,00 D TR	119.182,00	0,00	0,00	38.533,53	182.715,53	144.181,61	119.181,61
12.250		108.580,00 TE	0,00	0,00	-22.501,83	0,00	86.078,17	86.078,17	–
42.000		8.200.000,00 D	41.124,00	0,00	0,00	0,00	8.241.124,00	8.241.123,69	41.123,69
Total de la section 18.5:			160.306,00	0,00	-39.735,97	39.735,97			161.507,74
<i>Section 18.6 – C.P.A.C.I.</i>									
42.000		2.650.000,00 D	59.218,00	0,00	0,00	0,00	2.709.218,00	2.709.217,11	59.217,11
Total de la section 18.6:			59.218,00	0,00	0,00	0,00			59.217,11
<i>Section 18.7 – C.P.A.</i>									
12.080		13.211,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.057,43	14.268,43	14.268,43	1.057,43
12.250		15.609,00 TE	0,00	0,00	-1.057,43	0,00	14.551,57	13.670,48	–
42.000		479.000,00 D	24.730,00	0,00	0,00	0,00	503.730,00	503.729,64	24.729,64
Total de la section 18.7:			24.730,00	0,00	-1.057,43	1.057,43			25.787,07
<i>Section 18.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i>									
11.010		325.524,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.184,14	345.708,14	345.708,14	20.184,14
12.050		453.756,00 TE	0,00	0,00	-24.885,31	0,00	428.870,69	424.326,37	–
12.110		78.795,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.701,17	83.496,17	83.496,17	4.701,17
42.000		752.079.950,00 D	9.007.319,00	0,00	0,00	0,00	761.087.269,00	761.087.268,33	9.007.318,33
42.002		6.332.943,00 D	416.870,00	0,00	0,00	0,00	6.749.813,00	6.749.812,82	416.869,82
Total de la section 18.8:			9.424.189,00	0,00	-24.885,31	24.885,31			9.449.073,46
Total du département 17 et 18:			34.661.373,00	0,00	-102.592,47	102.592,47			34.517.335,01

19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Section 19.0 – Agriculture – Dépenses générales

12.012		150.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	47.300,00	197.300,00	182.101,60	32.101,60
12.021		24.150,00 TE	0,00	0,00	-6.000,00	0,00	18.150,00	10.543,47	–
12.040		45.000,00 TE	0,00	0,00	-10.800,00	0,00	34.200,00	33.049,84	–
12.041		20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	26.000,00	22.135,69	2.135,69
12.100		28.206,00 D	6.330,00	0,00	0,00	0,00	34.536,00	34.536,00	6.330,00
12.140		45.000,00 TE	0,00	0,00	-11.827,00	0,00	33.173,00	32.379,78	–
12.142		6.500,00 TE	0,00	0,00	-6.500,00	0,00	0,00	0,00	–
12.143		173.500,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	158.500,00	157.463,79	–
12.300		11.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.827,00	13.327,00	13.326,95	1.826,95

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
34.060	112.500,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	107.500,00	107.429,53	-
35.060	124.160,00 D	1.350,00	0,00	0,00	0,00	125.510,00	125.504,27	1.344,27
Total de la section 19.0:		7.680,00	0,00	-55.127,00	55.127,00			43.738,51
<i>Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i>								
12.120	150.000,00 TE	0,00	0,00	-13.613,00	0,00	136.387,00	45.747,20	-
12.340	95.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.613,00	108.613,00	108.611,17	13.611,17
12.350	194.000,00 D	80.000,00	0,00	0,00	0,00	274.000,00	273.103,65	79.103,65
31.053	1.831.750,00 D	794.040,00	0,00	0,00	0,00	2.625.790,00	2.625.789,10	794.039,10
31.055	3.000,00 D	68.261,00	0,00	0,00	0,00	71.261,00	71.233,43	68.233,43
31.056	1.560.000,00 D	291.000,00	0,00	0,00	0,00	1.851.000,00	1.766.815,80	206.815,80
31.058	750.000,00 D	136.000,00	0,00	0,00	0,00	886.000,00	885.998,57	135.998,57
31.059	5.000.000,00 D	301.450,00	0,00	0,00	0,00	5.301.450,00	5.301.266,74	301.266,74
34.103	90.000,00 TE	0,00	0,00	-3.587,00	0,00	86.413,00	2.000,00	-
34.106	47.292,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.587,00	50.879,00	50.878,51	3.586,51
42.000	1.986.000,00 D	57.710,00	0,00	0,00	0,00	2.043.710,00	2.043.705,61	57.705,61
Total de la section 19.1:		1.728.461,00	0,00	-17.200,00	17.200,00			1.660.360,58
<i>Section 19.2 – Services techniques</i>								
11.020	5.895,00 D	56.576,00	0,00	0,00	0,00	62.471,00	62.470,97	56.575,97
11.030	580.914,00 D	46.064,00	0,00	0,00	0,00	626.978,00	626.977,04	46.063,04
12.010	39.500,00 TE	0,00	0,00	-3.035,00	0,00	36.465,00	35.954,43	-
12.120	210.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.310,00	217.310,00	212.858,81	2.858,81
12.125	88.685,00 TR	0,00	0,00	0,00	800,00	89.485,00	89.382,27	697,27
12.140	13.940,00 TE	0,00	0,00	-4.993,00	0,00	8.947,00	4.506,78	-
12.160	96.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.900,00	100.900,00	98.258,66	2.258,66
12.161	64.000,00 TE	0,00	0,00	-2.700,00	0,00	61.300,00	58.950,74	-
12.310	13.000,00 TE	0,00	0,00	-4.890,00	0,00	8.110,00	4.838,53	-
12.330	170.000,00 D	17.182,00	0,00	0,00	0,00	187.182,00	187.181,28	17.181,28
33.025	39.340,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.573,00	41.913,00	41.912,51	2.572,51
34.100	44.450,00 D TR	7.300,00	0,00	0,00	35,00	51.785,00	51.784,10	7.334,10
Total de la section 19.2:		127.122,00	0,00	-15.618,00	15.618,00			135.541,64
<i>Section 19.4 – Service d'économie rurale</i>								
11.020	3.276,00 D	129.514,00	0,00	0,00	0,00	132.790,00	132.789,64	129.513,64
11.040	100,00 D	2.048,00	0,00	0,00	0,00	2.148,00	2.147,08	2.047,08
Total de la section 19.4:		131.562,00	0,00	0,00	0,00			131.560,72
<i>Section 19.5 – Administration des services vétérinaires</i>								
11.000	1.945.497,00 D	32.163,00	0,00	0,00	0,00	1.977.660,00	1.977.659,22	32.162,22
11.010	692.140,00 D	87.311,00	0,00	0,00	0,00	779.451,00	779.450,16	87.310,16

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.020	100,00 D	119.966,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120.066,00	120.065,64	119.965,64
11.130	22.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.000,00	0,00	30.500,00	28.561,20	6.061,20
12.020	4.300,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	0,00	2.300,00	1.366,49	-
12.040	10.091,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	0,00	15.091,00	14.280,49	4.189,49
12.041	4.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.100,00	0,00	9.700,00	9.637,11	5.037,11
12.051	12.729,00 D	16.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28.729,00	16.101,35	3.372,35
12.053	18.720,00 TE	0,00	0,00	-13.000,00	0,00	0,00	5.720,00	2.938,50	-
12.070	100,00 TE	0,00	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
12.120	160.000,00 D	240.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400.000,00	324.776,39	164.776,39
12.150	232.530,00 D	120.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352.530,00	342.531,80	110.001,80
12.161	30.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	0,00	28.000,00	24.273,09	-
12.190	7.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	0,00	6.000,00	5.064,85	-
Total de la section 19.5:		615.440,00	0,00	-18.100,00	18.100,00	18.100,00			532.876,36
<i>Section 19.6 – Viticulture</i>									
11.010	113.538,00 D	91.770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205.308,00	205.307,75	91.769,75
11.040	100,00 D	8.760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8.860,00	8.859,46	8.759,46
12.060	2.277,00 TR	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	2.477,00	2.414,93	137,93
12.080	61.310,00 TE	0,00	0,00	-5.200,00	0,00	0,00	56.110,00	43.366,82	-
12.160	72.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	0,00	77.300,00	76.861,10	4.561,10
33.011	448.737,00 TR	0,00	0,00	0,00	80.000,00	0,00	528.737,00	528.737,00	80.000,00
33.013	66.931,00 TE	0,00	0,00	-30.000,00	0,00	0,00	36.931,00	36.930,81	-
34.101	100.000,00 TE	0,00	0,00	-50.000,00	0,00	0,00	50.000,00	10.302,17	-
Total de la section 19.6:		100.530,00	0,00	-85.200,00	85.200,00				185.228,24
<i>Section 19.7 – Sylviculture</i>									
34.020	2.500,00 D	18.700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21.200,00	20.656,60	18.156,60
Total de la section 19.7:		18.700,00	0,00	0,00	0,00	0,00			18.156,60
Total du département 19:		2.729.495,00	0,00	-191.245,00	191.245,00				2.707.462,65
20 – Ministère de l'Économie									
<i>Section 20.0 – Économie</i>									
12.010	2.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	2.500,00	2.471,86	171,86
12.070	5.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	0,00	10.100,00	8.893,99	3.793,99
12.080	99.000,00 TE	0,00	0,00	-13.700,00	0,00	0,00	85.300,00	46.417,38	-
12.144	41.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.500,00	0,00	49.500,00	42.442,40	1.442,40
34.040	100,00 D	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	400,00	300,00
Total de la section 20.0:		300,00	0,00	-13.700,00	13.700,00				5.708,25

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 20.1 – Statec								
11.010	2.886.834,00 D	260.256,00	0,00	0,00	0,00	3.147.090,00	3.147.089,33	260.255,33
11.020	4.442,00 D	471.712,00	0,00	0,00	0,00	476.154,00	476.153,17	471.711,17
12.020	2.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	4.100,00	3.149,79	1.049,79
12.040	58.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.000,00	71.400,00	65.884,75	7.484,75
12.100	93.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.370,00	97.870,00	94.866,05	1.366,05
12.130	126.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	136.500,00	123.402,84	–
12.220	112.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	207,14	112.707,14	112.707,14	207,14
12.320	80.000,00 TE	0,00	0,00	-29.577,14	0,00	50.422,86	15.851,09	–
Total de la section 20.1:		731.968,00	0,00	-29.577,14	29.577,14			742.074,23
Section 20.2 – Service de l'Energie de l'Etat								
11.000	686.761,00 D	66.010,00	0,00	0,00	0,00	752.771,00	752.770,65	66.009,65
11.010	42.350,00 D	46.367,00	0,00	0,00	0,00	88.717,00	88.716,06	46.366,06
11.020	100,00 D	23.037,00	0,00	0,00	0,00	23.137,00	23.136,68	23.036,68
12.050	13.000,00 TE	0,00	0,00	-1.100,00	0,00	11.900,00	8.657,96	–
12.080	17.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.100,00	19.000,00	18.925,10	1.025,10
Total de la section 20.2:		135.414,00	0,00	-1.100,00	1.100,00			136.437,49
Section 20.3 – Centrales hydroélectriques								
11.030	15.403,00 D	90,00	0,00	0,00	0,00	15.493,00	15.492,06	89,06
Total de la section 20.3:		90,00	0,00	0,00	0,00			89,06
Total du département 20:		867.772,00	0,00	-44.377,14	44.377,14			884.309,03
21 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement								
Section 21.0 – Classes moyennes								
12.040	2.000,00 TE	0,00	0,00	-460,00	0,00	1.540,00	560,00	–
12.080	1.611,00 TR	0,00	0,00	0,00	460,00	2.071,00	2.066,24	455,24
Total de la section 21.0:		0,00	0,00	-460,00	460,00			455,24
Section 21.1 – Tourisme								
12.012	30.000,00 TE	0,00	0,00	-770,00	0,00	29.230,00	16.782,82	–
12.020	4.620,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	4.920,00	4.616,76	–
12.120	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	80.000,00	140.000,00	33.736,85	–
12.121	2.510,00 TR	0,00	0,00	0,00	470,00	2.980,00	2.974,95	464,95
12.140	340.000,00 TE	0,00	0,00	-100.000,00	0,00	240.000,00	207.175,89	–
12.141	319.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	100.000,00	419.000,00	418.978,03	99.978,03
33.010	24.500,00 TE	0,00	0,00	-24.500,00	0,00	0,00	0,00	–
33.012	297.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	70.102,00	367.602,00	291.358,11	–

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
33.013		13.634,00 TE	0,00	0,00	-13.634,00	0,00	0,00	0,00	-
33.018		30.678,00 TE	0,00	0,00	-3.068,00	0,00	27.610,00	27.609,76	-
33.019		20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	40.000,00	30.000,00	10.000,00
33.021		120.000,00 TE	0,00	0,00	-80.000,00	0,00	40.000,00	40.000,00	-
33.025		90.000,00 TE	0,00	0,00	-28.900,00	0,00	61.100,00	61.084,80	-
43.004		20.000,00 TE	0,00	0,00	-20.000,00	0,00	0,00	0,00	-
Total de la section 21.1.:			0,00	0,00	-270.872,00	270.872,00			110.442,98
<i>Section 21.2 – Logement</i>									
11.010		657.529,00 D	245.637,00	0,00	0,00	0,00	903.166,00	903.165,23	245.636,23
11.020		100,00 D	63.175,00	0,00	0,00	0,00	63.275,00	63.274,73	63.174,73
11.060		686.672,00 D TR	7.550,00	0,00	0,00	1.470,00	695.692,00	695.688,49	9.016,49
12.000		90.075,00 TE TR	0,00	0,00	-10.520,00	3.600,00	83.155,00	82.525,11	-
12.012		5.000,00 TE	0,00	0,00	-86,00	0,00	4.914,00	4.378,44	-
12.030		1.220,00 TE	0,00	0,00	-205,00	0,00	1.015,00	973,65	-
12.050		90.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.050,00	99.050,00	99.048,21	9.048,21
12.070		15.000,00 TE	0,00	0,00	-11.535,00	0,00	3.465,00	0,00	-
12.080		101.800,00 TE TR	0,00	0,00	-3.600,00	11.535,00	109.735,00	109.731,84	7.931,84
12.190		1.000,00 TE TR	0,00	0,00	-350,00	291,00	941,00	940,50	-
12.300		6.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	350,00	6.350,00	6.174,94	174,94
34.080		49.500.000,00 D	1.700.000,00	0,00	0,00	0,00	51.200.000,00	51.200.000,00	1.700.000,00
Total de la section 21.2.:			2.016.362,00	0,00	-26.296,00	26.296,00			2.034.982,44
Total du département 21.:			2.016.362,00	0,00	-297.628,00	297.628,00			2.145.880,66

22 – Ministère des Travaux publics

<i>Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>									
12.020		2.600,00 TE	0,00	0,00	-1.201,00	0,00	1.399,00	609,02	-
12.040		6.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	661,00	6.661,00	6.660,79	660,79
12.080		3.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	540,00	4.040,00	4.039,75	539,75
12.120		44.000,00 D	461.512,00	0,00	0,00	0,00	505.512,00	379.644,20	335.644,20
32.000		375.000,00 D	750.000,00	0,00	0,00	0,00	1.125.000,00	1.125.000,00	750.000,00
32.001		500.000,00 D	1.600.000,00	0,00	0,00	0,00	2.100.000,00	2.100.000,00	1.600.000,00
Total de la section 22.0.:			2.811.512,00	0,00	-1.201,00	1.201,00			2.686.844,74
<i>Section 22.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales</i>									
11.020		17.544,00 D	165.489,00	0,00	0,00	0,00	183.033,00	183.032,18	165.488,18
11.150		340.000,00 D	90.000,00	0,00	0,00	0,00	430.000,00	414.951,27	74.951,27
12.020		1.810.000,00 TE TR	0,00	0,00	-4.003,00	77.503,00	1.883.500,00	1.855.761,90	45.761,90
12.040		373.000,00 TE TR	0,00	0,00	-35.426,69	2.774,00	340.347,31	316.193,73	-
12.050		489.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.512,69	507.512,69	495.204,30	6.204,30

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.080	1.060.000,00 TE	0,00	0,00	-60.000,00	0,00	1.000.000,00	932.543,98	-
12.304	100.000,00 D	60.000,00	0,00	0,00	0,00	160.000,00	149.150,87	49.150,87
12.510	1.950,00 TR	0,00	0,00	0,00	640,00	2.590,00	2.556,69	606,69
Total de la section 22.1:		315.489,00	0,00	-99.429,69	99.429,69			342.163,21
<i>Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres</i>								
12.300	850.000,00 D	210.000,00	0,00	0,00	0,00	1.060.000,00	1.059.931,30	209.931,30
14.000	5.700.000,00 TE TR	0,00	0,00	-100.000,00	394.049,94	5.994.049,94	5.980.725,39	280.725,39
14.003	1.750.000,00 TE TR	0,00	0,00	-244.301,12	50.000,00	1.555.698,88	1.181.228,92	-
14.005	335.000,00 TE	0,00	0,00	-27.374,10	0,00	307.625,90	158.689,81	-
14.010	5.000,00 TE	0,00	0,00	-2.374,72	0,00	2.625,28	2.625,28	-
14.013	135.000,00 D	490.000,00	0,00	0,00	0,00	625.000,00	608.557,96	473.557,96
14.014	63.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	73.500,00	73.499,27	9.999,27
43.000	360.000,00 TE	0,00	0,00	-80.000,00	0,00	280.000,00	222.146,69	-
Total de la section 22.2:		700.000,00	0,00	-454.049,94	454.049,94			974.213,92
<i>Section 22.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales</i>								
11.010	1.059.436,00 D	175.942,00	0,00	0,00	0,00	1.235.378,00	1.235.377,93	175.941,93
11.020	4.443,00 D	231.761,00	0,00	0,00	0,00	236.204,00	236.203,43	231.760,43
11.040	100,00 D	8.113,00	0,00	0,00	0,00	8.213,00	8.212,82	8.112,82
11.070	10.927,00 TE	0,00	0,00	-4.850,00	0,00	6.077,00	5.954,61	-
11.100	14.211,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	13.711,00	13.660,96	-
11.130	500,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	0,00	0,00	-
12.050	74.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.850,00	79.850,00	79.832,73	5.832,73
Total de la section 22.3:		415.816,00	0,00	-5.850,00	5.850,00			421.647,91
<i>Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres</i>								
12.080	4.650.000,00 TE TR	0,00	0,00	-7.900.382,75	7.900.382,75	4.650.000,00	4.649.635,13	-
12.081	2.600.000,00 TE TR	0,00	0,00	-4.640.579,00	4.640.579,00	2.600.000,00	2.598.655,42	-
12.082	4.500.000,00 TE TR	0,00	0,00	-4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00	4.322.653,32	-
12.083	1.125.000,00 D	65.000,00	0,00	0,00	0,00	1.190.000,00	1.189.998,36	64.998,36
12.084	770.000,00 D	23.000,00	0,00	0,00	0,00	793.000,00	787.231,96	17.231,96
12.086	2.325.000,00 TE	0,00	0,00	-100.000,00	0,00	2.225.000,00	2.224.971,00	-
12.088	235.000,00 D	111.000,00	0,00	0,00	0,00	346.000,00	344.377,37	109.377,37
12.089	890.000,00 D	1.750.000,00	0,00	0,00	0,00	2.640.000,00	2.639.936,84	1.749.936,84
12.091	1.970.000,00 D	1.110.000,00	0,00	0,00	0,00	3.080.000,00	3.080.000,00	1.110.000,00
12.120	50.000,00 D	60.000,00	0,00	0,00	0,00	110.000,00	108.976,13	58.976,13
12.300	375.000,00 D	1.184.000,00	0,00	0,00	0,00	1.559.000,00	1.558.993,83	1.183.993,83
12.301	60.000,00 D	6.000,00	0,00	0,00	0,00	66.000,00	65.962,09	5.962,09
12.302	120.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	100.000,00	220.000,00	216.476,45	96.476,45
Total de la section 22.4:		4.309.000,00	0,00	-17.140.961,75	17.140.961,75			4.396.953,03
Total du département 22:		8.551.817,00	0,00	-17.701.492,38	17.701.492,38			8.821.822,81

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
23 – Ministère des Transports								
<i>Section 23.0 – Transports – Dépenses générales</i>								
12.012	222.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	242.600,00	213.449,57	–
12.040	7.770,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.000,00	25.770,00	14.628,60	6.858,60
12.080	24.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.800,00	42.900,00	33.799,68	9.699,68
12.120	1.450.000,00 D	500.000,00	0,00	0,00	0,00	1.950.000,00	843.342,83	–
12.121	100.000,00 D	60.000,00	0,00	0,00	0,00	160.000,00	154.803,77	54.803,77
12.140	200.000,00 TE	0,00	0,00	-35.100,00	0,00	164.900,00	130.441,40	–
12.190	55.000,00 TE	0,00	0,00	-21.700,00	0,00	33.300,00	31.285,29	–
Total de la section 23.0:		560.000,00	0,00	-56.800,00	56.800,00			71.362,05
<i>Section 23.1 – Circulation routière</i>								
11.130	39.780,00 TE	0,00	0,00	-3.655,00	0,00	36.125,00	32.031,02	–
12.000	8.065,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.655,00	11.720,00	9.682,62	1.617,62
33.010	309.000,00 TE	0,00	0,00	-18.314,00	0,00	290.686,00	287.264,48	–
41.000	65.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.314,00	83.314,00	83.313,53	18.313,53
Total de la section 23.1:		0,00	0,00	-21.969,00	21.969,00			19.931,15
<i>Section 23.2 – Transports publics</i>								
12.141	115.000,00 TE	0,00	0,00	-50.000,00	0,00	65.000,00	54.199,84	–
12.300	814.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	87.904,00	901.904,00	901.903,14	87.903,14
31.020	71.325.000,00 D	4.144.409,00	0,00	0,00	0,00	75.469.409,00	75.469.408,59	4.144.408,59
31.040	61.235.000,00 D TR	1.030.400,00	0,00	0,00	50.000,00	62.315.400,00	62.314.523,80	1.079.523,80
31.051	100.000,00 TE	0,00	0,00	-93.756,00	0,00	6.244,00	0,00	–
34.090	2.899.550,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.852,00	2.905.402,00	2.905.401,96	5.851,96
43.020	8.370.370,00 D	625.336,00	0,00	0,00	0,00	8.995.706,00	8.995.706,00	625.336,00
Total de la section 23.2:		5.800.145,00	0,00	-143.756,00	143.756,00			5.943.023,49
<i>Section 23.3 – Transports ferroviaires</i>								
11.000	137.103,00 D	562,00	0,00	0,00	0,00	137.665,00	137.664,36	561,36
31.023	25.172.051,00 D	3.790.150,00	0,00	0,00	0,00	28.962.201,00	28.787.109,34	3.615.058,34
32.001	123.978.332,00 D	7.238.819,00	0,00	0,00	0,00	131.217.151,00	131.217.150,15	7.238.818,15
93.000	90.000.000,00 D	11.434.356,00	0,00	0,00	0,00	101.434.356,00	101.434.356,00	11.434.356,00
Total de la section 23.3:		22.463.887,00	0,00	0,00	0,00			22.288.793,85
<i>Section 23.4 – Navigation et transports fluviaux</i>								
11.010	37.672,00 D	1.106,00	0,00	0,00	0,00	38.778,00	38.777,64	1.105,64
11.030	10.424,00 D	3.024,00	0,00	0,00	0,00	13.448,00	13.447,98	3.023,98
Total de la section 23.4:		4.130,00	0,00	0,00	0,00			4.129,62

Article	Crédits votés TE, TR	D, D,	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 23.5 – Direction de l'aviation civile									
11.020	100,00 D		65.882,00	0,00	0,00	0,00	65.982,00	65.981,31	65.881,31
12.140	24.000,00 TE		0,00	0,00	-3.803,00	0,00	20.197,00	0,00	–
32.000	3.000.000,00 D		356.685,00	0,00	0,00	0,00	3.356.685,00	3.356.684,32	356.684,32
35.060	625.300,00 D TR		66.200,00	0,00	0,00	3.803,00	695.303,00	695.302,11	70.002,11
Total de la section 23.5:			488.767,00	0,00	-3.803,00	3.803,00	492.567,74	492.567,74	
Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg									
11.020	100,00 D		10.921,00	0,00	0,00	0,00	11.021,00	11.020,73	10.920,73
12.010	13.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	4.895,00	17.895,00	17.894,18	4.894,18
12.050	200.700,00 TR		0,00	0,00	0,00	912,00	201.612,00	201.241,65	541,65
12.080	163.900,00 TE		0,00	0,00	-15.407,00	0,00	148.493,00	138.515,98	–
12.120	100.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.908,55	101.908,55	64.737,53	–
12.122	887.000,00 D		75.000,00	0,00	0,00	0,00	962.000,00	961.970,40	74.970,40
12.190	210.000,00 D		80.580,00	0,00	0,00	0,00	290.580,00	271.161,00	61.161,00
12.200	495.000,00 D		64.457,60	0,00	0,00	0,00	559.457,60	559.457,60	64.457,60
12.350	170.000,00 D		37.000,00	0,00	0,00	0,00	207.000,00	193.367,73	23.367,73
14.050	190.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	14.450,00	204.450,00	4.627,77	–
24.010	22.900,00 TE		0,00	0,00	-6.758,55	0,00	16.141,45	13.940,51	–
Total de la section 23.6:			267.958,60	0,00	-22.165,55	22.165,55	240.313,29	240.313,29	
Section 23.7 – Garage du gouvernement									
11.100	10.015,00 TE		0,00	0,00	-1.400,00	0,00	8.615,00	8.235,00	–
12.020	120.000,00 D		16.000,00	0,00	0,00	0,00	136.000,00	132.561,10	12.561,10
12.050	10.500,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.400,00	11.900,00	11.424,43	924,43
Total de la section 23.7:			16.000,00	0,00	-1.400,00	1.400,00	134.515,00	132.720,53	13.485,53
Section 23.8 – Commissariat aux affaires maritimes									
11.000	123.954,00 D		508,00	0,00	0,00	0,00	124.462,00	124.461,69	507,69
11.020	100,00 D		32.300,00	0,00	0,00	0,00	32.400,00	32.399,57	32.299,57
Total de la section 23.8:			32.808,00	0,00	0,00	0,00	32.862,00	32.861,26	32.807,26
Total du département 23:			29.633.695,60	0,00	-249.893,55	249.893,55	29.106.413,98	29.106.413,98	
24 – Ministère de la Promotion féminine									
Section 24.0 – Promotion féminine									
12.012	49.000,00 TE		0,00	0,00	-3.098,00	0,00	45.902,00	24.047,79	–
12.080	9.484,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.520,00	11.004,00	10.834,19	1.350,19
12.100	54.380,00 TR		0,00	0,00	0,00	1.578,00	55.958,00	55.547,66	1.167,66

Article	D, TE, TR Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.120	200.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	29.900,00	229.900,00	160.848,60	–
12.190	149.200,00 TE	0,00	0,00	-29.900,00	0,00	119.300,00	103.658,67	–
Total de la section 24.0:	–	0,00	0,00	-32.998,00	32.998,00	–	–	2.517,85
Total du département 24:	–	0,00	0,00	-32.998,00	32.998,00	–	–	2.517,85
Total brut des Dépenses courantes:	268.411.728,48	-1.867.504,00	-24.450.127,84	24.450.127,84	258.497.164,09			
A déduire: Crédits communs:								
– art. 08.0.11.310		-22.160.442,00						-22.160.442,00
Total net des Dépenses courantes :		246.251.286,48						236.336.722,09

Budget des dépenses – Chapitre IV – Dépenses en capital

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
30 – Ministère d'Etat									
<i>Section 30.4 – Gouvernement</i>									
74.041	TE	36.000,00	0,00	0,00	-11.000,00	0,00	25.000,00	23.140,86	–
74.050	TR	25.000,00	0,00	0,00	0,00	11.000,00	36.000,00	35.564,56	10.564,56
74.300	D	1.900.000,00	2.100.000,00	0,00	0,00	0,00	4.000.000,00	2.994.283,44	1.094.283,44
Total de la section 30.4:		–	2.100.000,00	0,00	-11.000,00	11.000,00	–	–	1.104.848,00
<i>Section 30.5 – Conseil économique et social</i>									
74.020	TR	19.900,00	0,00	0,00	0,00	5.000,00	24.900,00	972,90	–
74.040	TE	20.000,00	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	15.000,00	0,00	–
Total de la section 30.5:		–	0,00	0,00	-5.000,00	5.000,00	–	–	0,00
Total du département 30:		–	2.100.000,00	0,00	-16.000,00	16.000,00	–	–	1.104.848,00
31 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense									
<i>Section 31.0 – Dépenses générales</i>									
74.060	TE	45.000,00	0,00	0,00	-16.000,00	0,00	29.000,00	16.008,46	–
74.311	TR	152.500,00	0,00	0,00	0,00	16.000,00	168.500,00	163.684,31	11.184,31
Total de la section 31.0:		–	0,00	0,00	-16.000,00	16.000,00	–	–	11.184,31
<i>Section 31.1 – Missions diplomatiques</i>									
72.010	TE TR	200.000,00	0,00	0,00	-956,00	20.000,00	219.044,00	219.043,71	19.043,71
74.250	TE TR	575.061,00	0,00	0,00	-20.000,00	956,00	556.017,00	552.350,63	–
Total de la section 31.1:		–	0,00	0,00	-20.956,00	20.956,00	–	–	19.043,71
<i>Section 31.5 – Direction de la défense</i>									
54.060	D	12.500,00	35.764,00	0,00	0,00	0,00	48.264,00	48.263,08	35.763,08
Total de la section 31.5:		–	35.764,00	0,00	0,00	0,00	–	–	35.763,08
<i>Section 31.6 – Défense nationale</i>									
74.000	TR	824.000,00	0,00	0,00	0,00	23.550,00	847.550,00	842.456,66	18.456,66
74.010	TE	40.000,00	0,00	0,00	-2.550,00	0,00	37.450,00	22.528,42	–
74.030	TE	210.000,00	0,00	0,00	-14.000,00	0,00	196.000,00	190.593,25	–
74.050	TR	52.000,00	0,00	0,00	0,00	21.000,00	73.000,00	71.075,66	19.075,66
74.060	TE	500.000,00	0,00	0,00	-27.000,00	0,00	473.000,00	469.726,70	–
74.300	TR	156.000,00	0,00	0,00	0,00	103.000,00	259.000,00	253.834,71	97.834,71
74.310	TR	102.000,00	0,00	0,00	0,00	242.000,00	344.000,00	343.696,17	241.696,17

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
74.320	TR	490.000,00	0,00	0,00	0,00	17.500,00	507.500,00	506.874,58	16.874,58
74.330	TE	149.000,00	0,00	0,00	-3.500,00	0,00	145.500,00	142.545,70	–
74.390	TE	360.000,00	0,00	0,00	-360.000,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 31.6:		0,00	0,00	0,00	-407.050,00	407.050,00	–	–	393.937,78
Total du département 31:		35.764,00	0,00	0,00	-444.006,00	444.006,00	–	–	459.928,88
32 et 33 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche									
<i>Section 32.0 – Affaires culturelles</i>									
74.050	TR	11.000,00	0,00	0,00	0,00	11.700,00	22.700,00	21.952,78	10.952,78
74.060	TE	15.000,00	0,00	0,00	-4.000,00	0,00	11.000,00	9.633,64	–
74.071	TE	75.000,00	0,00	0,00	-7.700,00	0,00	67.300,00	67.157,02	–
Total de la section 32.0:		0,00	0,00	0,00	-11.700,00	11.700,00	–	–	10.952,78
<i>Section 33.0 – Dépenses générales</i>									
53.010	D	124,00	392.933,74	-171.503,00	0,00	0,00	221.554,74	179.317,77	179.193,77
Total de la section 33.0:		–	392.933,74	-171.503,00	0,00	0,00	–	–	179.193,77
<i>Section 33.2 – Inst. sup. d'études et de recherches pédagogiques</i>									
74.010	TE	3.300,00	0,00	0,00	-900,00	0,00	2.400,00	2.370,21	–
74.040	TE	40.000,00	0,00	0,00	-2.600,00	0,00	37.400,00	37.367,73	–
74.050	TR	50.000,00	0,00	0,00	0,00	3.500,00	53.500,00	47.061,56	–
Total de la section 33.2:		–	0,00	0,00	-3.500,00	3.500,00	–	–	0,00
<i>Section 33.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>									
74.040	TE	33.000,00	0,00	0,00	-86,00	0,00	32.914,00	32.449,17	–
74.050	TR	56.285,00	0,00	0,00	0,00	86,00	56.371,00	56.370,26	85,26
Total de la section 33.4:		–	0,00	0,00	-86,00	86,00	–	–	85,26
Total du département 32 et 33:		–	392.933,74	-171.503,00	-15.286,00	15.286,00	–	–	190.231,81
34 – Ministère des Finances									
<i>Section 34.1 – Contributions directes et métrologie</i>									
74.020	TR	14.000,00	0,00	0,00	0,00	845,00	14.845,00	14.502,53	502,53
74.040	TE	30.000,00	0,00	0,00	-845,00	0,00	29.155,00	29.035,78	–
Total de la section 34.1:		–	0,00	0,00	-845,00	845,00	–	–	502,53

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 34.3 – Douanes et accises								
72.010	75.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.500,00	95.500,00	84.928,73	9.928,73
74.000	278.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	24.000,00	302.000,00	301.228,71	23.228,71
74.040	62.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	77.000,00	75.568,62	13.568,62
74.300	78.000,00 TE	0,00	0,00	-59.500,00	0,00	18.500,00	17.651,30	–
Total de la section 34.3:	–	0,00	0,00	-59.500,00	59.500,00	–	–	46.726,06
Total du département 34:	–	0,00	0,00	-60.345,00	60.345,00	–	–	47.228,59
35 – Ministère des Finances: Trésor et Budget								
Section 35.0 – Dépenses générales								
61.035	5.000.000,00 D	15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
71.040	1.000.000,00 D	25.340.000,00	0,00	0,00	0,00	26.340.000,00	16.240.394,86	15.240.394,86
71.050	6.000.000,00 D	4.792.000,00	0,00	0,00	0,00	10.792.000,00	8.552.801,55	2.552.801,55
Total de la section 35.0:	–	45.132.000,00	0,00	0,00	0,00	–	–	32.793.196,41
Section 35.1 – Inspection générale des finances								
74.050	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	11.500,00	11.375,03	1.375,03
74.060	5.000,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	3.500,00	2.539,23	–
Total de la section 35.1:	–	0,00	0,00	-1.500,00	1.500,00	–	–	1.375,03
Total du département 35:	–	45.132.000,00	0,00	-1.500,00	1.500,00	–	–	32.794.571,44
36 – Ministère des Finances: Dette publique								
Section 36.0 – Dette publique								
91.005	5.000.000,00 D	15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
Total de la section 36.0:	–	15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	–	–	15.000.000,00
Total du département 36:	–	15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	–	–	15.000.000,00
39 – Ministère de l'Intérieur								
Section 39.5 – Police grand-ducale								
74.001	255.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.769.951,94	2.024.951,94	2.024.948,23	1.769.948,23
74.041	1.781.385,00 TE	0,00	0,00	-1.769.951,94	0,00	11.433,06	8.833,15	–
Total de la section 39.5:	–	0,00	0,00	-1.769.951,94	1.769.951,94	–	–	1.769.948,23

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 39.6 – Protection civile-Incendie</i>									
63.000		353.000,00 TE	0,00	0,00	-107.000,00	0,00	246.000,00	245.476,83	–
74.000		1.615.740,00 TR	0,00	0,00	0,00	147.919,00	1.763.659,00	1.763.657,00	147.917,00
74.020		393.569,00 TE	0,00	0,00	-56.204,00	0,00	337.365,00	328.458,08	–
74.040		124.592,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.285,00	139.877,00	139.583,34	14.991,34
Total de la section 39.6:			0,00	0,00	-163.204,00	163.204,00			162.908,34
<i>Section 39.7 – DATUR</i>									
63.000		175.000,00 TE	0,00	0,00	-400,00	0,00	174.600,00	172.099,31	–
74.000		19.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	400,00	19.400,00	19.397,00	397,00
Total de la section 39.7:			0,00	0,00	-400,00	400,00			397,00
<i>Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i>									
52.010		7.000,00 TE	0,00	0,00	-7.000,00	0,00	0,00	0,00	–
53.010		110.000,00 TE	0,00	0,00	-107.000,00	0,00	3.000,00	3.000,00	–
63.000		225.000,00 TE	0,00	0,00	-73.000,00	0,00	152.000,00	150.245,90	–
63.001		1.950.000,00 TE TR	0,00	0,00	-183.000,00	197.000,00	1.964.000,00	1.964.000,00	14.000,00
63.002		750.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	230.400,00	980.400,00	980.400,00	230.400,00
72.010		12.000,00 TE	0,00	0,00	-7.400,00	0,00	4.600,00	4.524,98	–
73.070		75.000,00 TE	0,00	0,00	-43.174,00	0,00	31.826,00	31.354,75	–
74.010		35.800,00 TE TR	0,00	0,00	-9.000,00	4.000,00	30.800,00	30.313,62	–
74.020		17.000,00 TE TR	0,00	0,00	-9.000,00	3.174,00	11.174,00	11.173,52	–
74.030		85.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.000,00	102.500,00	102.012,15	16.512,15
74.040		119.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	56.000,00	175.900,00	175.831,24	55.931,24
74.050		22.000,00 TE	0,00	0,00	-5.500,00	0,00	16.500,00	15.083,85	–
74.051		63.000,00 TE	0,00	0,00	-36.500,00	0,00	26.500,00	23.774,71	–
74.060		38.000,00 TE	0,00	0,00	-31.900,00	0,00	6.100,00	6.083,50	–
74.061		83.800,00 TE	0,00	0,00	-5.100,00	0,00	78.700,00	70.642,99	–
74.300		5.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	15.000,00	12.479,59	7.479,59
Total de la section 39.9:			0,00	0,00	-517.574,00	517.574,00			324.322,98
Total du département 39:			0,00	0,00	-2.451.129,94	2.451.129,94			2.257.576,55
40 et 41 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports									
<i>Section 40.7 – Éducation différenciée</i>									
74.050		85.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.100,00	91.100,00	90.646,35	5.646,35
74.060		21.000,00 TE	0,00	0,00	-6.100,00	0,00	14.900,00	13.810,57	–
Total de la section 40.7:			0,00	0,00	-6.100,00	6.100,00			5.646,35

Article	D, TE, TR	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 41.4 – Education physique et sports									
74.041	TE	15.000,00	0,00	0,00	-291,50	0,00	14.708,50	14.703,58	–
74.070	TR	8.000,00	0,00	0,00	0,00	291,50	8.291,50	7.150,82	–
Total de la section 41.4:		0,00	0,00	0,00	-291,50	291,50	–	–	0,00
Total du département 40 et 41: 5.646,35									
42 et 43 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse									
Section 42.0 – Famille									
74.000	TE	52.500,00	0,00	0,00	-22.100,00	0,00	30.400,00	30.366,52	–
74.010	TE	15.000,00	0,00	0,00	-2.948,00	0,00	12.052,00	12.052,00	–
74.040	TR	2.500,00	0,00	0,00	0,00	27.548,00	30.048,00	28.534,86	26.034,86
74.060	TE	2.500,00	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 42.0:		0,00	0,00	0,00	-27.548,00	27.548,00	–	–	26.034,86
Section 42.5 – Caisse nationale des prestations familiales									
74.020	TE	2.976,00	0,00	0,00	-543,00	0,00	2.433,00	587,32	–
74.041	TR	13.025,00	0,00	0,00	0,00	543,00	13.568,00	13.567,02	542,02
Total de la section 42.5:		0,00	0,00	0,00	-543,00	543,00	–	–	542,02
Section 43.1 – Service national de la jeunesse									
74.010	TR	13.750,00	0,00	0,00	0,00	1.290,00	15.040,00	15.039,61	1.289,61
74.040	TE TR	101.500,00	0,00	0,00	-9.400,00	1.410,00	93.510,00	93.484,82	–
74.050	TE TR	64.200,00	0,00	0,00	-2.700,00	9.400,00	70.900,00	70.893,00	6.693,00
Total de la section 43.1:		0,00	0,00	0,00	-12.100,00	12.100,00	–	–	7.982,61
Total du département 42 et 43: 34.559,49									
44 – Ministère de la Santé									
Section 44.1 – Direction de la santé									
74.010	TE	38.000,00	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	37.000,00	13.558,50	–
74.060	TR	362.300,00	0,00	0,00	0,00	1.000,00	363.300,00	358.537,18	–
Total de la section 44.1:		0,00	0,00	0,00	-1.000,00	1.000,00	–	–	0,00
Section 44.2 – Laboratoire national de santé									
74.000	TE	25.000,00	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	20.000,00	19.232,32	–
74.010	TR	5.790,00	0,00	0,00	0,00	7.000,00	12.790,00	11.612,76	5.822,76

Article	Crédits votés TE, TR	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
74.020	3.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-1.775,00	0,00	1.225,00	1.224,75	–
74.030	680.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-5.900,00	0,00	674.100,00	650.327,13	–
74.050	12.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	1.775,00	14.475,00	14.298,29	1.598,29
74.300	276.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	3.900,00	279.900,00	279.647,10	3.647,10
Total de la section 44.2:		0,00	0,00	0,00	-12.675,00	12.675,00			11.068,15
<i>Section 44.7 – Travaux sanitaires et cliniques</i>									
51.000	2.689.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-374.469,80	0,00	2.314.530,20	2.114.530,20	–
51.001	3.000.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-659.127,63	0,00	2.340.872,37	1.973.197,10	–
51.041	3.000.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-296.000,00	0,00	2.704.000,00	2.597.325,64	–
52.000	424.234,00 TE	0,00	0,00	0,00	-85.127,00	0,00	339.107,00	339.106,56	–
52.001	2.751.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-1.041.235,92	0,00	1.709.764,08	1.703.462,80	–
93.000	37.000.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	2.455.960,35	39.455.960,35	39.455.960,35	2.455.960,35
Total de la section 44.7:		0,00	0,00	0,00	-2.455.960,35	2.455.960,35			2.455.960,35
Total du département 44:		0,00	0,00	0,00	-2.469.635,35	2.469.635,35			2.467.028,50
45 – Ministère de l'Environnement									
<i>Section 45.0 – Protection de l'environnement</i>									
63.003	35.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-8.205,00	0,00	26.795,00	11.533,57	–
74.050	24.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	4.100,00	28.600,00	28.587,66	4.087,66
74.060	23.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	4.105,00	28.005,00	27.904,57	4.004,57
Total de la section 45.0:		0,00	0,00	0,00	-8.205,00	8.205,00			8.092,23
<i>Section 45.1 – Administration de l'environnement</i>									
53.000	2.000.000,00 D	9.300.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11.300.000,00	11.299.524,03	9.299.524,03
74.020	15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	27.000,00	42.000,00	37.812,00	22.812,00
74.060	100.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-27.000,00	0,00	73.000,00	61.144,10	–
Total de la section 45.1:		9.300.000,00	0,00	0,00	-27.000,00	27.000,00			9.322.336,03
<i>Section 45.2 – Administration des eaux et forêts</i>									
74.010	8.940,00 TR	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	9.440,00	9.304,65	364,65
74.040	30.000,00 TE	0,00	0,00	0,00	-500,00	0,00	29.500,00	28.789,49	–
Total de la section 45.2:		0,00	0,00	0,00	-500,00	500,00			364,65
Total du département 45:		9.300.000,00	0,00	0,00	-35.705,00	35.705,00			9.330.792,91

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
46 – Ministère du Travail et de l'Emploi								
<i>Section 46.2 – Inspection du travail et des mines</i>								
74.010	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.700,00	21.700,00	17.177,84	–
74.040	20.000,00 TE	0,00	0,00	-1.700,00	0,00	18.300,00	12.388,66	–
Total de la section 46.2:		0,00	0,00	-1.700,00	1.700,00			0,00
Total du département 46:		0,00	0,00	-1.700,00	1.700,00			0,00
49 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural								
<i>Section 49.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i>								
93.000	18.000.000,00 D	8.000.000,00	0,00	0,00	0,00	26.000.000,00	26.000.000,00	8.000.000,00
Total de la section 49.1:		8.000.000,00	0,00	0,00	0,00			8.000.000,00
<i>Section 49.2 – Services techniques</i>								
74.030	100.000,00 TE	0,00	0,00	-4.600,00	0,00	95.400,00	95.047,16	–
74.040	54.000,00 TE	0,00	0,00	-5.100,00	0,00	48.900,00	47.308,56	–
74.050	12.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.700,00	22.200,00	21.402,87	8.902,87
Total de la section 49.2:		0,00	0,00	-9.700,00	9.700,00			8.902,87
<i>Section 49.5 – Administration des services vétérinaires</i>								
53.030	200.000,00 D	200.000,00	0,00	0,00	0,00	400.000,00	248.639,23	48.639,23
74.030	210.000,00 TE	0,00	0,00	-4.500,00	0,00	205.500,00	199.337,77	–
74.060	7.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.500,00	12.000,00	11.977,47	4.477,47
Total de la section 49.5:		200.000,00	0,00	-4.500,00	4.500,00			53.116,70
<i>Section 49.6 – Viticulture</i>								
53.020	37.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.700,00	41.900,00	25.511,77	–
74.000	45.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	44.000,00	43.992,00	–
74.010	7.000,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	4.800,00	4.784,82	–
74.040	125.000,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	123.500,00	122.688,73	–
Total de la section 49.6:		0,00	0,00	-4.700,00	4.700,00			0,00
<i>Section 49.7 – Sylviculture</i>								
53.020	1.760.000,00 D	268.000,00	0,00	0,00	0,00	2.028.000,00	2.023.800,51	263.800,51
63.000	550.000,00 D	881.000,00	0,00	0,00	0,00	1.431.000,00	1.271.455,25	721.455,25
Total de la section 49.7:		1.149.000,00	0,00	0,00	0,00			985.255,76
Total du département 49:		9.349.000,00	0,00	-18.900,00	18.900,00			9.047.275,33

Article	Crédits votés TE, TR	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
50 – Ministère de l'Économie									
<i>Section 50.0 – Économie</i>									
74.040	50.000,00 TE		0,00	0,00	-37.400,00	0,00	12.600,00	11.465,28	-
74.050	60.000,00 TR		0,00	0,00	37.400,00	37.400,00	97.400,00	97.042,28	37.042,28
Total de la section 50.0:			0,00	-37.400,00	37.400,00				37.042,28
Total du département 50:			0,00	-37.400,00	37.400,00				37.042,28
52 – Ministère des Travaux publics									
<i>Section 52.0 – Travaux publics</i>									
74.050	5.000,00 TR		0,00	0,00	6.622,00	6.622,00	11.622,00	10.737,06	5.737,06
74.060	12.900,00 TE		0,00	0,00	-6.622,00	0,00	6.278,00	6.273,25	-
Total de la section 52.0:			0,00	0,00	-6.622,00	6.622,00			5.737,06
<i>Section 52.1 – Ponts et chaussées</i>									
63.000	25.000,00 D		146.000,00	0,00	0,00	0,00	171.000,00	145.885,33	120.885,33
72.010	1.090.000,00 TE		0,00	0,00	-59.866,26	0,00	1.030.133,74	922.229,68	-
73.010	19.000,00 TE TR		0,00	0,00	-2.156.330,35	3.345.924,15	20.189.593,80	19.781.795,64	781.795,64
73.011	26.500,00,00 TE TR		0,00	0,00	-2.462.116,21	3.973.185,15	28.011.068,94	27.750.014,72	1.250.014,72
73.012	1.525.000,00 TE		0,00	0,00	-28.292,55	0,00	1.496.707,45	1.342.540,74	-
73.013	6.500.000,00 TE TR		0,00	0,00	-801.787,63	151.787,63	5.850.000,00	5.148.945,51	-
73.014	220.000,00 TE		0,00	0,00	-68.122,92	0,00	151.877,08	140.050,85	-
73.015	1.050.000,00 TE TR		0,00	0,00	-35.118,73	35.118,73	1.050.000,00	1.041.309,78	-
73.016	2.000.000,00 TE		0,00	0,00	-1.925.794,24	0,00	74.205,76	74.205,76	-
73.020	1.500.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	250.000,00	1.750.000,00	1.750.000,00	250.000,00
73.060	350.000,00 TE		0,00	0,00	-100.000,00	0,00	250.000,00	221.020,61	-
73.061	1.850.000,00 TE		0,00	0,00	-115.189,02	0,00	1.734.810,98	1.731.650,73	-
74.000	3.163.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	103.430,00	3.266.430,00	3.208.672,21	45.672,21
74.010	38.000,00 TE		0,00	0,00	-3.397,75	0,00	34.602,25	32.369,05	-
74.040	1.922.500,00 TE		0,00	0,00	-103.430,00	0,00	1.819.070,00	1.730.199,94	-
Total de la section 52.1:			146.000,00	0,00	-7.859.445,66	7.859.445,66			2.448.367,90
<i>Section 52.3 – Bâtiments publics</i>									
72.012	7.500.000,00 D		1.195.000,00	0,00	0,00	0,00	8.695.000,00	8.633.372,31	1.133.372,31
72.017	3.150.000,00 TR		0,00	0,00	0,00	150.000,00	3.300.000,00	3.299.658,17	149.658,17
72.020	125.000,00 D		192.000,00	0,00	0,00	0,00	317.000,00	316.704,91	191.704,91
72.023	550.000,00 D		1.600.000,00	0,00	0,00	0,00	2.150.000,00	2.145.933,86	1.595.933,86
74.050	29.000,00 TR		0,00	0,00	1.700,00	0,00	30.700,00	29.678,81	678,81
74.060	300.000,00 TE		0,00	0,00	-151.700,00	0,00	148.300,00	109.025,56	-
Total de la section 52.3:			2.987.000,00	0,00	-151.700,00	151.700,00			3.071.348,06

Article	D, TE, TR	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes</i>								
74.106	25.000,00 D	48.000,00	0,00	0,00	0,00	73.000,00	57.945,28	32.945,28
Total de la section 52.4:		48.000,00	0,00	0,00	0,00			32.945,28
<i>Section 52.5 – Fonds d'investissements publics</i>								
72.010	750.000,00 D	1.000.000,00	0,00	0,00	0,00	1.750.000,00	1.750.000,00	1.000.000,00
93.003	7.000.000,00 D	15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	22.000.000,00	22.000.000,00	15.000.000,00
Total de la section 52.5:		16.000.000,00	0,00	0,00	0,00			16.000.000,00
Total du département 52:		19.181.000,00	0,00	-8.017.767,66	8.017.767,66			21.558.398,30
53 – Ministère des Transports								
<i>Section 53.3 – Transports ferroviaires</i>								
93.000	50.000.000,00	10.000.000,00	-10.000.000,00	0,00	0,00	50.000.000,00	50.000.000,00	0,00
Total de la section 53.3:		10.000.000,00	-10.000.000,00	0,00	0,00			0,00
Total du département 53:		10.000.000,00	-10.000.000,00	0,00	0,00			0,00
Total brut des Dépenses en capital:		110.490.697,74	-10.171.503,00	-13.617.396,13	13.617.396,13			94.335.128,43
Total général brut des Dépenses:		378.902.426,22	-10.171.503,00	-13.624.154,68	13.617.396,13			352.832.292,52
A déduire: Crédits communs:								
– art. 08.0.11.310		-22.160.442,00						-22.160.442,00
Total général net des Dépenses:		356.741.984,22						330.671.850,52

Explication des abréviations:

D = Dépassements

TE = transferts émis (à partir de l'article en question vers d'autres articles)

TR = transferts reçus (de la part d'autres articles)

*

ANNEXE 4

**BILAN FINANCIER DE L'ETAT ETABLI SUR BASE
DU COMPTE GENERAL 2003**

(prescrit par l'article 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget,
la comptabilité et la trésorerie de l'Etat)

Le compte général de l'Etat, issu de la comptabilité budgétaire de l'Etat, est établi à la clôture de chaque exercice budgétaire par la Trésorerie de l'Etat et approuvé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions avant d'être soumis à la Chambre des Députés et à la Cour des comptes. Il informe officiellement sur les ressources financières de l'Etat. Le compte général fournit en effet au public non seulement les indications détaillées sur les recettes et dépenses opérées au cours de l'exercice en question, il arrête aussi les ressources financières de l'Etat restant disponibles à la clôture de cet exercice sous forme de réserves dans les différents fonds spéciaux et de la réserve budgétaire proprement dite. Or comme la clôture d'un exercice budgétaire ne se fait pas au 31 décembre de l'année de référence mais au 30 avril de l'année subséquente, date à laquelle le nouvel exercice court déjà depuis quatre mois, les réserves arrêtées dans le compte général ne peuvent pas être mises en regard des avoirs financiers de l'Etat disponibles au 30 avril, ceci en raison des opérations déjà faites à charge du nouvel exercice budgétaire en cours.

La comptabilité générale de l'Etat, qui retrace selon la méthode de la partie double l'intégralité des opérations financières de l'Etat, remédie à cette situation et établit la relation entre les avoirs disponibles sur les différents comptes bancaires de l'Etat et les réserves arrêtées dans le dernier compte général tout en tenant compte des opérations de l'exercice en cours.

La comptabilité générale de l'Etat permet donc à la Trésorerie de l'Etat d'établir à tout moment une situation financière de l'Etat sous forme d'un bilan financier, qui met en regard les actifs financiers disponibles à ce moment et les passifs financiers tels qu'ils résultent de la comptabilité budgétaire. Le bilan tient également compte d'actifs et de passifs non renseignés dans le compte général.

Le présent bilan financier retrace ainsi, par rapport au compte général du dernier exercice budgétaire clôturé (**2003**), la situation financière de l'Etat au 30 avril 2004 en tenant compte de tous les actifs et passifs recensés par la Trésorerie de l'Etat.

Ce bilan financier de l'Etat au 30.04.2004 se présente comme suit:

Actifs financiers

1.	Actifs financiers bancaires				2.747.208.334,60
1.1.	<i>Comptables publics – Avoirs sur comptes courants bancaires</i>			155.618.082,65	
1.1.1.	Trésorerie de l'Etat		102.580.481,27		
1.1.2.	Administrations fiscales		40.396.945,76		
1.1.3.	Comptables extraordinaires		12.640.655,62		
1.1.4.	Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)		p.m.		
1.2.	<i>Trésorerie de l'Etat – Placements</i>			2.591.590.251,95	
1.2.1.	Dépôts bancaires à terme		877.988.930,70		
1.2.2.	BCEE Euro Medium Term Notes (EMTN)		490.000.000,00		
1.2.3.	Portefeuille obligataire		496.457.732,55		
1.2.4.	Placements hors-marché		727.143.588,70		
2.	Actifs financiers non bancaires				2.266.579.089,94
2.1.	<i>Actifs financiers acquis par dépense budgétaire</i>			2.266.159.337,24	
2.1.1.	Participations de l'Etat		2.247.801.187,80		
2.1.1.1.	Sociétés de droit privé cotées en Bourse		778.251.887,25		
2.1.1.2.	Sociétés de droit privé non cotées en Bourse		35.565.514,71		
2.1.1.3.	Etablissements publics		1.400.193.476,06		
2.1.1.4.	Institutions financières internationales		33.790.309,78		
2.1.2.	Autres		18.358.149,44		
2.2.	<i>Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires</i>			419.752,70	
2.3.	<i>Recettes liquidées non encore perçues</i>			p.m.	
2.3.1.	Recettes fiscales		p.m.		
2.3.2.	Recettes non fiscales		p.m.		

3. Avoirs de l'Etat sur CCP		764.539.354,95
3.1. Trésorerie de l'Etat	375.917.179,88	
3.2. Administrations fiscales	332.953.028,64	
3.3. Comptables extraordinaires	48.720.952,77	
3.4. Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	6.948.193,66	
Total actifs financiers	5.778.326.779,48	
<i>Solde financier créditeur = Solde à financer</i>		312.280.181,46
Bons du Trésor non encore provisionnés	16.656.374,43	
Dette publique, capital non encore provisionné	295.623.807,03	
Total équilibré		6.090.606.960,95

Passifs financiers

1.	Fonds propres de l'Etat (= Réserves de l'Etat)			4.814.140.666,22
1.1.	<i>Avoirs des Fonds spéciaux de l'Etat</i>		2.121.826.014,17	
1.1.1.	Avoir des Fonds spéciaux de l'Etat svt compte général 2003	2.120.000.559,23		
1.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours	1.825.454,94		
1.2.	<i>Réserve budgétaire (= solde cumulé des exercices clos)</i>		426.155.314,81	
1.2.1.	Réserve budgétaire svt compte général 2003	644.193.641,35		
1.2.2.	Solde des opérations sur exercice en cours	- 73.029.996,60		
1.2.3.	Ordonnances provisionnaires	- 197.138,28		
1.2.4.	Avances de trésorerie sur exercices clos restant à imputer	- 144.811.191,66		
1.3.	<i>Réserves correspondant aux actifs financiers acquis par dépense budgétaire</i>		2.266.159.337,24	
2.	Fonds de tiers			543.083.075,42
2.1.	<i>Dépôts de tiers auprès de l'Etat</i>		136.051.555,14	
2.1.1.	Consignations déposées auprès de l'Adm. de l'Enregistrement	12.890.619,99		
2.1.1.1.	Avoir du Fonds pour consignations judiciaires svt compte général 2003	15.390.619,99		
2.1.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours	- 2.500.000,00		
2.1.2.	Consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat - Caisse de consignation (CCP)	93.324.080,19		
2.1.3.	Dépôts des communes	- 49.958.989,08		
2.1.3.1.	Fonds communal de péréquation conjoncturelle	42.988.930,70		
2.1.3.1.1.	Avoir du Fonds communal de péréquation conjoncturelle svt compte général 2003	42.756.560,67		
2.1.3.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours	232.370,03		
2.1.3.2.	Fonds des dépenses communales	- 92.947.919,78		
2.1.3.2.1.	Avoir du Fonds des dépenses communales svt compte général 2003	- 71.215.077,86		
2.1.3.2.2.	Solde des opérations sur exercice en cours	- 21.732.841,92		
2.1.4.	Solde cumulé des budgets pour ordre	78.841.327,02		
2.1.4.1.	Solde cumulé des budgets pour ordre svt compte général 2003	10.488.217,21		
2.1.4.2.	Solde des opérations pour ordre sur exercice en cours (estimation)	68.353.109,81		

2.1.5.	Retour temporaire d'ordonnances de paiement	6.558,37	
2.1.6.	Saisies, cessations et sommations en suspens	528.205,96	
2.1.7.	Dépôts faits en vertu de dispositions légales ou réglementaires	419.752,70	
2.2.	<i>Titres de dette émis par l'Etat</i>		407.031.520,28
2.2.1.	Signes monétaires émis par le Trésor	94.751.338,82	
2.2.1.1.	Avoir du Fonds de couv. des signes monét. émis par le Trésor svt compte général 2003		88.040.620,96
	Signes libellés en LUF	5.658.315,22	
	Signes libellés en EUR	81.772.859,51	
	Bon du Trésor BIL	609.446,23	
2.2.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		6.710.717,86
	Signes libellés en LUF	- 51.393,88	
	Signes libellés en EUR	6.762.111,74	
	Bon du Trésor BIL	0,00	
2.2.2.	Bons du Trésor		16.656.374,43
2.2.2.1.	Bons du Trésor en circulation		24.838.221,34
	AID-IDA	8.499.560,75	
	AMGI-MIGA	119.236,40	
	BAsD-ADB	288.645,40	
	BERD-EBRD	1.012.500,00	
	FAsD-ADF	8.963.862,50	
	FCPB-CFC (CNUCED)	21.322,29	
	FEM-GEF	5.423.094,00	
	FIDA-IFAD	510.000,00	
2.2.2.2.	Bons du Trésor provisionnés sur Fonds de la dette publique		- 8.181.846,91
2.2.3.	Dette publique		295.623.807,03
2.2.3.1.	Emprunts en circulation		404.553.453,70
	Emprunts linéaires OLUX	392.117.977,46	
	Prêts bancaires	12.435.476,24	

2.2.3.2.	Dettes publiques provisionnées sur Fonds de la dette publique	- 108.929.646,67		
2.3.	<i>Dépenses liquidées non encore payées</i>			p.m.
2.3.1.	Dépenses budgétaires			p.m.
2.3.2.	Remboursements de recettes fiscales indûment perçues			p.m.
2.3.2.	Remboursements de recettes non fiscales indûment perçues			p.m.
3.	Créance de l'EPT sur l'Etat en rapport avec les avoirs de l'Etat sur CCP		733.383.219,30	
3.1.	<i>Montants déposés par l'EPT auprès de l'Etat (via BCEE)</i>		733.383.219,30	
3.1.1.	Avoir du Fonds de couverture des avoirs sur CCP svy compte général 2003		471.226.117,07	
3.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		262.157.102,23	
	Total passifs financiers		6.090.606.960,95	
	<i>Solde financier débiteur = solde à affecter</i>		<i>0,00</i>	
	Total équilibré		6.090.606.960,95	

*

RESSOURCES FINANCIERES DE L'ETAT (PASSIFS)

Fonds propres de l'Etat (= Réserves de l'Etat)

L'Etat dispose de réserves financières qui ont été constituées en exécution des budgets du passé et du budget en cours. Ces réserves résultent de trois types d'opérations:

- de dépenses à charge du budget et au profit des différents fonds spéciaux de l'Etat;
- de l'accumulation depuis 1944 des soldes finaux des exercices budgétaires clôturés;
- de dépenses à charge du budget au profit de l'acquisition d'actifs financiers par l'Etat.

1. Avoirs des Fonds spéciaux de l'Etat

Cette position reprend d'un côté l'avoir comptable des différents Fonds spéciaux de l'Etat à la fin de l'exercice 2003 ainsi qu'en deuxième position, la variation cumulée des opérations sur ces mêmes Fonds spéciaux au titre de l'exercice budgétaire suivant, telles qu'elles sont renseignées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat.

2. Réserve budgétaire (= solde cumulé des exercices 1944-2003)

La réserve budgétaire constitue le solde comptable cumulé de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre (le cas échéant après affectation des plus-values). Cette position est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé.

En cours d'exercice, la réserve budgétaire doit être mise en regard du résultat de l'exercice budgétaire en cours. Ce résultat fluctue de jour en jour au fil des opérations budgétaires.

De même, l'existence d'avances de trésorerie sur exercices clos restant à imputer aura un impact futur sur la réserve budgétaire dans la mesure où ces avances n'aboutiront normalement pas à un remboursement à l'Etat.

3. Réserves affectées aux actifs financiers acquis par dépense budgétaire

Dans la mesure où l'Etat a acquis des actifs financiers au moyen de crédits budgétaires, donc de fonds propres, la contrepartie de ces actifs financiers doit figurer pour la même valeur sous les réserves de l'Etat. En effet, les ordonnances de paiement émises à charge des différents exercices budgétaires pour financer l'acquisition de ces actifs ont influencé de façon négative le résultat comptable de ces exercices. La réserve budgétaire aurait donc été d'autant plus élevée si ces actifs n'avaient pas été payés par le budget. La comptabilisation de ces postes actifs et passifs qui s'équilibrent n'influence évidemment pas le résultat du bilan financier de l'Etat.

Fonds de tiers (= Fonds déposés par des tiers et fonds empruntés par l'Etat)

1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat

La Trésorerie de l'Etat est chargée de la gestion des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat. Ces fonds et biens sont gérés et placés ensemble avec les avoirs de l'Etat. Concrètement il s'agit des fonds et biens suivants:

1.1. Consignations déposées auprès de l'AED

Les consignations déposées avant le 1er janvier 2000 auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont été portées en recette sur le Fonds des consignations judiciaires, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers; leur remboursement se fait au moyen d'ordonnances de paiement à charge de ce fonds.

1.2. Consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat (CCP)

Les consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat agissant en sa qualité de Caisse de consignation ne sont pas portées en recette sur un fonds d'argent de tiers. En vertu de la loi, la Caisse de consignation tient en effet une comptabilité distincte de celle de l'Etat. Toutefois le CCP de la Caisse de consignation fait partie des CCP identifiés comme comptes de l'Etat auprès de l'Entreprise des P & T, de sorte que les avoirs sur ce CCP sont déposés par l'EPT auprès de l'Etat, mais doivent figurer comme

passifs à l'égard des ayants droit des consignations. Cette comptabilisation n'influence pas le résultat du bilan financier de l'Etat.

1.3. *Dépôts des communes*

a) Fonds communal de péréquation conjoncturelle

Ce fonds qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, recueille de l'argent appartenant aux communes.

b) Fonds des dépenses communales

Les avoirs de ce fonds qui n'est pas non plus un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, appartiennent également aux communes. Toutefois, comme ce fonds est actuellement débiteur, son solde doit être considéré comme une avance remboursable faite par la Trésorerie aux communes. Il figure de ce fait comme chiffre négatif du côté des passifs du bilan financier de l'Etat.

1.4. *Solde cumulé des budgets pour ordre*

Cette position correspond au solde comptable cumulé du budget pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre. Elle est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. En cours d'exercice, elle doit être mise en regard du résultat du budget pour ordre de l'exercice en cours, qui fluctue de jour en jour au gré des opérations budgétaires pour ordre.

1.5. *Retour temporaire d'ordonnances de paiement*

Il s'agit de montants ordonnancés et retournés à la Trésorerie de l'Etat en raison d'erreurs dans les coordonnées bancaires des ayants droit. Ces montants seront virés aux ayants droit après rectification de leurs coordonnées bancaires.

1.6. *Saisies, cessions et sommations en suspens*

Il s'agit ici de sommes retenues par la Trésorerie de l'Etat en exécution de saisies, cessions et sommations non encore versées aux ayants droit pour diverses raisons. Ces montants correspondent donc à des dépôts de tiers.

1.7. *Dépôts faits en vertu de dispositions légales ou réglementaires*

Voir remarque sous point 2. des actifs non bancaires.

2. *Fonds empruntés par l'Etat: Dette publique*

2.1. *Signes monétaires*

La mise en circulation de signes monétaires (pièces métalliques seulement) donne lieu à un crédit sur le compte de la Trésorerie auprès de la BcL. Ce crédit n'est cependant pas porté en recette au budget, les montants ainsi crédités étant comptabilisés sur le fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor. Le retrait de signes monétaires de la circulation implique par conséquent une ordonnance de paiement à charge du même fonds. L'avoir de ce fonds correspond donc à tout moment aux signes monétaires en circulation. Ce n'est que lors de la démonétisation définitive d'un type de signe monétaire que le volume non retourné peut être porté en recette au budget.

Le montant des signes monétaires émis par le Trésor sous forme de pièces de monnaie métallique connaît une forte croissance depuis le remplacement de la circulation de pièces en francs belges et luxembourgeois par des pièces en euros. Au 30 avril 2004, des pièces en euros d'une contre-valeur de 88,5 millions € se trouvent en circulation.

En date du 15 octobre 2001 un accord intergouvernemental entre la Belgique et le Luxembourg sur la démonétisation des pièces de monnaie belges et luxembourgeoises est entré en vigueur. Cet accord fixe notamment la clé de calcul selon laquelle les pièces retirées de la circulation sont réparties entre la Belgique et le Luxembourg. La contre-valeur de ces pièces est alors débitée en bloc du compte courant de la Trésorerie de l'Etat auprès de la Banque centrale du Luxembourg. A fin avril 2004, des pièces en francs pour un montant de 5,61 millions € n'ont pas encore été retournées; ces pièces sont remboursables par le Trésor jusqu'au 31 décembre 2004. Il s'y ajoute le bon du Trésor émis en contrepartie des anciens billets en francs émis par la BIL dont le montant résiduel de 0,61 million € sera remboursé en 2005.

2.2. Bons du Trésor

L'émission de bons du Trésor n'est effectuée qu'au profit d'institutions financières internationales (BAsD, FasD, BERD, CNUCED, FIDA, GEF, IDA, MIGA). Ces bons qui ne portent pas intérêts, ne correspondent pas à des fonds récoltés par l'Etat et remboursables. Ils ne donnent donc pas lieu à une recette budgétaire, mais ils représentent des promesses de paiement (promissory notes) et leur paiement se fait à charge du budget de l'Etat, par le biais du Fonds de la dette publique.

Pour bien faire ressortir que le paiement de ces bons est en partie déjà couvert par des réserves inscrites au Fonds de la dette publique, le montant ainsi provisionné (8,12 millions €) est repris comme chiffre négatif au passif sous le point 2.2.2.2.

L'encours total des Bons du Trésor se chiffre ainsi au 30 avril 2004 à 24,84 millions €, dont 16,66 millions ne sont pas encore provisionnés sur le Fonds de la dette publique.

2.3. Dette publique

Ce poste représente la dette publique à moyen et long terme proprement dite de l'Etat central dont l'encours au 30 avril 2004 se chiffre à 404,55 millions €.

Au niveau de la comptabilité budgétaire, les rentrées de fonds dans les caisses de l'Etat à la suite d'une émission d'emprunt ont été imputées soit directement sur le fonds des routes, soit au budget des recettes en capital et font donc partie intégrante des réserves de ce fonds spécial respectivement du résultat de l'exercice budgétaire en question et par là de la réserve budgétaire. Le remboursement se fait à charge du budget des dépenses en capital par le biais du fonds de la dette publique. Pour bien faire ressortir que le remboursement du capital de cette dette est en partie déjà couvert par des réserves inscrites au Fonds de la dette publique, le montant ainsi provisionné (108,93 millions €) figure comme chiffre négatif du côté des passifs sous le point 2.2.3.2. Le montant restant à provisionner à charge d'exercices budgétaires futurs figure à l'actif à la rubrique „solde à financer“.

Ci-dessous quelques caractéristiques de cette dette au 30 avril 2003:

Elle comprend les instruments suivants:

- Emprunts linéaires (OLUX): 392.117.977,46 € soit 96,93% du total
- Prêts bancaires: 12.435.476,24 € soit 3,07% du total

La dette publique contractée par l'Etat est presque entièrement libellée en euro. Seuls certains prêts contractés par les CFL et repris en 1998 par l'Etat dans le cadre de la restructuration du secteur ferroviaire sont libellés en CHF.

La structure par devises de la dette publique est la suivante:

- Dette en euros: 99,99%
- Dette en devises étrangères: 0,01%

Du point de vue dette intérieure/extérieure la structure est la suivante:

- Dette intérieure: 96,93%
- Dette extérieure: 3,07%

D'autres caractéristiques de la dette publique de l'Etat au 30 avril 2004 sont les suivantes:

- aux moyen pondéré: 6,21% (-0,02%)
- durée de vie moyenne: 1 an 281 jours (-29 jours)
- ratio dette/PIB: 1,76% (prévision ajustée du PIB pour 2003: 23,04 milliards €)
- dette par habitant: 895,82 € (population actuelle: 451.600 unités)

*

DEPOT DE L'EPT AUPRES DE L'ETAT (CCP)

En vertu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. En contrepartie de son dépôt non rémunéré auprès du Trésor, l'EPT a envers l'Etat une créance qui varie en fonction des avoirs de l'Etat sur ses CCP inscrits à l'actif de ce bilan (voir position 3. des actifs financiers). La différence entre les deux positions à l'actif et au passif du bilan financier

de l'Etat s'explique par le fait que les variations journalières des CCP de l'Etat ne sont versées par l'EPT au Trésor qu'avec trois jours de valeur de retard (suivant convention du 23.2.2001 entre l'Etat et l'EPT).

La créance de l'EPT sur l'Etat figure évidemment aussi à l'actif du bilan de l'EPT. Comme le remboursement de cette créance implique une ordonnance de paiement à charge du fonds de couverture des CCP, le solde de ce fonds, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, n'est pas repris au point 1.1. des passifs financiers pour éviter un double emploi.

*

EMPLOIS FINANCIERS DE L'ETAT (ACTIFS)

Actifs financiers bancaires

1. Comptables publics – Avoirs sur comptes courants bancaires

Cette position reprend les avoirs sur comptes bancaires des quatre catégories de comptables de l'Etat, définies à l'article 25(1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat. Les comptes bancaires repris ici sont tous les comptes officiels de l'Etat, autorisés conformément à l'article 35 de ladite loi du 8 juin 1999.

2. Trésorerie de l'Etat – Placements

D'après la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la Trésorerie de l'Etat est le seul comptable public mandaté à centraliser toutes les recettes de l'Etat et à qui incombe, compte tenu des opérations de paiement de dépenses budgétaires, de faire une gestion de trésorerie journalière. Cette fonction est assurée par la section gestion financière à la Trésorerie de l'Etat dans le respect des décisions prises en la matière par le Gouvernement en Conseil et des directives du Directeur du Trésor.

Cette position bilantaire reprend les différents placements de fonds opérés par la Trésorerie de l'Etat dans le cadre de sa gestion journalière des liquidités de l'Etat. Ces opérations sont intégralement comprises dans la comptabilité générale faite dans SAP.

Au 30 avril 2004, les fonds placés par la Trésorerie de l'Etat se chiffrent à 2.591,6 millions €.

Actifs financiers non bancaires

1. Actifs financiers acquis par dépense budgétaire

Cette position reprend tous les actifs financiers qui à travers les différents exercices budgétaires, y compris l'exercice courant, ont été acquis et payés au moyen d'une ordonnance à charge d'un article de dépense du budget afférent. Le montant inscrit à cette position de l'actif correspond à la valeur comptable d'acquisition; il est exactement contrebalancé au passif au niveau des réserves de l'Etat.

Cette position comprend essentiellement les participations de l'Etat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations. Le tableau VII recense les participations actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat et les répartit en trois catégories:

- I: participations directes dans des *sociétés de droit privé*. Cette catégorie est subdivisée en un point A., reprenant les sociétés dont les actions sont cotées en bourse et dont la valeur de marché actuelle de la participation de l'Etat est calculée en appliquant la cote officielle de la Bourse de Luxembourg, et en un point B. regroupant les sociétés non cotées en bourse.
- II: participations dans des *établissements publics* autres que du domaine de la sécurité sociale.
- III: participations dans des *institutions financières internationales*.

La valeur totale du portefeuille des participations de l'Etat peut être évaluée au 30 avril 2004 à quelque 2,25 milliards €.

Le tableau des participations de l'Etat se présente comme suit au 30.4.2004:

II. Participations directes de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé (en EUR)
 Situation au 30/09/2004 (données à jour suivant publications au Mémorial C)

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social	nombre d'actions	valeur nom./compt. d'une action	abrs. d'actions	taux de participation	valeur nom./compt. de la participation	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	participation supplémentaire indirecte de	via
A. Sociétés cotées en bourse											
Total A.											
ARCELOR S.A.	Economie	2 662 332 960,00	532 470 592	5,00	31 632 606	5,941%	138 163 030,00	13,53	427 989 159,18	0,120%	BCEE/SNCI
CEGEDEL S.A.	Economie/Energie	134 500 000,00	6 725 000	20,00	2 204 060	32,774%	44 081 200,00	60,50	133 345 000,00	8,522%	SNCI
SES GLOBAL S.A.	Etat	175 808 916,30	737 453 208	p.m.	83 376 910	11,577%	563 487 606,00 (1)	7,98	n.d.	21,756%	BCEE/SNCI
SOCIETE ELECTRIQUE DE LOUR S.A.	Economie/Energie	250 000,00	250 000	124,25	100 765	40,300%	12 220 051,25	180,00	18 137 700,00		
B. Sociétés non cotées en bourse											
Total B.											
AGENCE DE LUXEMBOURG S.A.	Economie/Energie	372 000,00	1 400	246,00	750	50,800%	186 000,00	n.d.	n.d.	16,316%	BCL/CSRF
AGENCE DE TRANSPORT DE TECHNOLOGIE FINANCIERE Luxembourg S.A.	Finances	3 000,00	30	100,00	50	50,000%	3 000,00	n.d.	n.d.	12,000%	BCEE
ARCHEBROUSCH S.A.	Transports	681 707,19	27 500	24,79	9 900	36,000%	243 414,59	n.d.	n.d.	13,409%	BCEE
LUXAIR S.A.	Transports	13 750 000,00	110 000	125,00	25 421	23,110%	3 177 625,00	n.d.	n.d.	3,000%	FUAPK
LUX DEVELOPMENT S.A.	Aff. Etr.	247 893,52	400	619,73	245	61,250%	151 834,78	n.d.	n.d.		
LUXEMBOURG CONGRES S.A.	Economie	230 000,00	1 000	230,00	84	84,000%	210 000,00	n.d.	n.d.		
LUXGAZ DISTRIBUTION S.A.	Economie/Energie	1 440 000,00	1 440	1 000,00	450	31,250%	450 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A. R.L. # CHE S.E.C.S.	Fin/Eco/Inf/Env	100 000,00	1 000	100,00	50	50,000%	50 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A. R.L.	Fin/Eco/Inf/Env	28 240 000,00	2 824	10 000,00	1 411	49,965%	14 110 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.	Transports	500 000,00	500	1 000,00	499	99,800%	499 000,00	n.d.	n.d.	24,000%	SNCI
SOCIETE DE PROM. ET DE DEV. DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A. R.L.	Transports	12 304,68	50	247,89	14	28,000%	3 470,51	n.d.	n.d.		
SOCIETE D'INVESTISSEMENT EN RECHERCHE S.A. R.L.	Transports	2 000,00	2 000	1,00	1 000	50,000%	1 000,00	n.d.	n.d.	36,116%	BCEE/FUAPK
SOCIETE BANQUIERE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.	Economie/Energie	17 119 000,00	6 906	2 478,00	2 990	43,000%	7 123 000,00	n.d.	n.d.	20,000%	BCEE
SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET D'HOMOLOGATION S.A. R.L.	Transports	2 500 000,00	5 000	500,00	373	75,000%	1 823 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET D'HOMOLOGATION S.A. R.L.	Logement	3 500 000,00	4 000	875,00	482	12,050%	421 750,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ S.A.	Logement	5 000 000,00	7 000	714,29	3 575	51,071%	2 553 571,43	n.d.	n.d.	11,000%	BCEE
SOCIETE VIEUX LUXEMBOURG S.A. (mise en liquidation le 20/08/2001)	Culture/Finances	397 621,21	3 208	123,95	800	24,538%	59 157,41	n.d.	n.d.	3,117%	BCEE
SOTEG S.A.	Economie/Energie	20 000 000,00	2 000	10 000,00	420	21,000%	4 200 000,00	n.d.	n.d.	10,000%	SNCI
Total I.											
Valeur: 813 817 414,71											
Nombre: 35 565 514,71											
Remarque: Ce tableau ne tient pas compte des participations que des établissements publics comme p.ex. la BCEE, la SNCI ou les P&T peuvent avoir dans d'autres sociétés de droit privé, dans lesquelles l'Etat ne détient pas de participation directe.											

III. Participations de l'Etat dans le capital d'établissements publics autres que du domaine de la sécurité sociale (en EUR)
 Situation au 30/09/2004

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social souscrit	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	abrs. de parts sociales souscr.	taux de participation	valeur nominale de la participation	capital social souscrit non versé	taux de participation	capital appelé	% appelé	capital versé en espèces	capital versé en bons du Trésor	capital restant à verser
Total II.														
Valeur: 1 409 393 475,06														
Nombre: 11 587 573,33														

III. Participations de l'Etat dans le capital d'institutions financières internationales (en EUR)
 Situation au 30/09/2004

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social souscrit	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	abrs. de parts sociales souscr.	taux de participation	valeur nominale de la participation	capital appelé	% appelé	capital versé en espèces	capital versé en bons du Trésor	capital restant à verser
Total III.												
Valeur: 2 247 801 187,80 *												
Nombre: 8 446 109,93												

* = I + II + III capital versé en espèces

2. Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires

Cette rubrique reprend les différents actifs que la Trésorerie de l'Etat a reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf est tenu de faire auprès de la Trésorerie sous forme de titres ainsi que des cautionnements à faire par les conservateurs des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces actifs sont évidemment exactement contrebalancés par les créances que ces tiers ont sur l'Etat en raison de ces dépôts et inscrites au passif à la rubrique „Dépôts de tiers auprès de l'Etat“. L'inscription au bilan de ces actifs et passifs ne modifie évidemment pas le résultat du bilan financier.

Avoirs sur CCP

Cette position reprend les avoirs sur CCP des différents comptables de l'Etat.

Il importe toutefois de remarquer ici que les avoirs sur CCP de l'Etat ne doivent pas être comptés parmi ses actifs financiers bancaires. En effet par le jeu de l'adaptation journalière de la variation des CCP de l'Etat par l'intermédiaire du compte BCEE de la Trésorerie de l'Etat, tout crédit sur un compte CCP de l'Etat entraîne un deuxième crédit sur le compte BCEE de façon à ce que l'avoir global sur CCP de l'Etat ne constitue plus qu'un simple chiffre comptable, d'ailleurs contrebalancé (avec 3 jours de valeur de retard) par la créance que l'EPT a sur l'Etat, reprise dans ce bilan financier au passif (point 3.). Il importe donc de tenir compte de cette situation lors de l'appréciation du montant absolu des actifs financiers de l'Etat. Le grand avantage que présente cette situation se situe par contre au niveau de la gestion des liquidités de l'Etat. Tout solde d'un CCP de l'Etat est ainsi placé et productible d'intérêts créditeurs.

Solde financier créditeur = solde à financer

La totalisation des actifs et passifs financiers de l'Etat dégage un solde créditeur (solde à financer). La détermination de ce solde est affectée par l'existence d'éléments qui restent à financer à plus long terme. Il en est ainsi de la dette publique (bons du Trésor et emprunts) non encore provisionnée, pour le remboursement du capital de laquelle des crédits budgétaires devront être mis à disposition sur les exercices 2004 à 2007.

Hors-bilan

Garanties financières accordées par l'Etat

L'encours des garanties financières de l'Etat recensées par la Trésorerie en vertu de la loi du 8 juin 1999 se chiffre au 31 décembre 2003 à 336,7 millions €. Le détail est le suivant:

Société emprunteuse resp. accédant des emprunts	Dispositions légales accordant la garantie	Montant max. garanti par la loi (EUR)	Montant max. accordé par le Boursier (EUR)	Forme d'emprunt	Montant émis en Maximum en euros (EUR)	Montant émis en Minimum en euros (EUR)	Montant en millions d'euros (EUR)					Montant en millions d'euros (EUR) 31/12/2003
							31/12/2000 (EUR)	31/12/2001 (EUR)	31/12/2002 (EUR)	31/12/2003 (EUR)	31/12/2003 (EUR)	
SNCF	loi n° 02/06/1977 Art. 13.	Illimité		B.E. 8493 B.E. 8495 B.E. 8696 B.E. 8797 B.E. 8898 B.E. 8999 B.E. 9101 B.E. 9202 B.E. 9303 B.E. 9405 B.E. 9506 Prêt BCEA 9700 I Prêt BCEA 9700 J Prêt BEI Technoport nouvelles I Prêt BEI Technoport nouvelles J	800 000 1 000 000 1 000 000 3 800 000 1 567 300 000 1 696 900 000 1 900 500 000 1 384 200 000 1 300 000 000 1 176 000 000 1 300 000 000 275 000 000 363 000 000 66 000 000 700 000 000 600 000 000	720 311 960 695 806 556 2 831 901 1 444 846 545 1 823 857 687 1 704 969 262 1 473 653 893 1 447 467 941 1 213 183 939 1 469 899 871 275 000 000 174 999 972 10 276 186 0 431 170 605	720 311 960 695 806 556 2 831 901 1 444 846 545 1 823 857 687 1 704 969 262 1 473 653 893 1 447 467 941 1 213 183 939 1 469 899 871 275 000 000 174 999 972 10 276 186 0 431 170 605	13 892,00 20 838,00 19 994,00 62 647,00 142 446,00 70 012,00 401 008,00 46 961 325,00 940 374,00 43 061 337,00 36 322 200,00 31 342 076,00 0,00 0,00 0,00 0,00 9 663 745,99	13 892,00 20 838,00 19 994,00 62 647,00 142 446,00 70 012,00 401 008,00 46 961 325,00 940 374,00 43 061 337,00 36 322 200,00 31 342 076,00 0,00 0,00 0,00 0,00 10 628 461,84	13 892,00 20 838,00 19 994,00 62 647,00 142 446,00 70 012,00 401 008,00 46 961 325,00 940 374,00 43 061 337,00 36 322 200,00 31 342 076,00 0,00 0,00 0,00 0,00 13 117 043,75	13 892,00 20 838,00 19 994,00 62 647,00 142 446,00 70 012,00 401 008,00 46 961 325,00 940 374,00 43 061 337,00 36 322 200,00 31 342 076,00 0,00 0,00 0,00 0,00 13 117 043,75	
Fonds de Marchés	loi n° 07/06/1961 Art. 3. loi n° 26/08/1968	19 831 481,96	14 973 611,49	ligne de crédit en compte-courant BCEE	274 696 620	14 973 611,49	431 170 605	460 708 462	9 663 745,99	10 628 461,84	13 117 043,75	13 117 043,75
Fonds Vanilla Ville	loi n° 29/07/1992 Art. 6.	49 878 704,95	23 249 884,83	crédit auprès de la BCL (lvs. 2e et 3e cov. de crédits) crédit auprès de la BCL (6e cov. de crédits) 1 47 880 270 28 453 208,61 crédit auprès de la BCEA (6e et 8e cov. de crédits) crédit auprès de la DEXIA (6e et 7e cov. de crédits)	1 300 000 000 300 000 000 1 47 880 270 400 107 360	3 718 402,87 7 456 805,74 28 453 208,61 9 918 402,87	1 300 000 000 300 000 000 1 47 880 270 400 107 360	1 300 000 000 300 000 000 1 47 880 270 400 107 360	3 718 402,87 7 456 805,74 17 233 717,87 2 500	3 718 402,87 7 456 805,74 17 233 717,87 2 500	3 718 402,87 7 456 805,74 17 233 717,87 2 500	3 718 402,87 7 456 805,74 14 677 493,06 9 896 449,75
CFI	loi n° 26/02/1997 Art. 6. Conv. Int. Rel. à la constitution d'Europroma 20/10/95 Art. 5.	123 946 762,39		prêt EUROFINMA no 2431 prêt EUROFINMA no 2481 prêt EUROFINMA no 2316	15 000 000 3 000 000 000 403 399 000	371 840,39 74 368 057,43 10 000 000,00	15 000 000 3 000 000 000 403 399 000	15 000 000 3 000 000 000 403 399 000	0,00 74 368 057,43 10 000 000,00	0,00 74 368 057,43 10 000 000,00	0,00 74 368 057,43 10 000 000,00	0,00 74 368 057,43 10 000 000,00
Fonds Beihal	loi n° 25/07/2002 Art. 3.	non déterminée	29 623 000,00	ligne de crédit en compte-courant BCEE	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	296 469,05
Fonds Cité Syreball	loi n° 10/12/1998 Art. 7.	7 436 805,74	0,00	ligne de crédit en compte-courant BCEE	0	0,00	0	52 493 947	0,00	0,00	0,00	2 316 631,00
Fonds du Logement	loi n° 25/02/1979 Art. 87. modifiée par loi du 21/12/1990 et la loi du 20/2/1991	24 789 252,48	5 433 637,55	ligne de crédit en compte-courant BCEE	220 000 000	5 433 637,55	60 000 000	120 000 000	4 866 014,86	0,00	0,00	0,00
SOTEG S.A.	loi n° 27/11/1973 Art. 3.	2 478 936,25	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00
LUXGAZ DISTRIBUTION S.A.	loi n° 24/01/1990 Art. 3.	4 957 870,50	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00
AGORA s.a.r.l.	loi n° 01/06/2001 Art. 2.	60 000 000,00	25 000 000,00	ligne de crédit en compte-courant BCEE et DEXIA BI	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	2 399 134,20
BCEE	lettre du Ministère de Trésor et du Budget du 06 Juin 2002		7 200 000,00	garantis du capital, des intérêts et des frais de gestion accordés par la BCEE après approbation du Logement	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	4 085 789,67
Société de l'Aéroport S.A.	loi n° 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures			aide financière de l'Etat pour études supérieures	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	3 721 337,66
Société de l'Aéroport S.A.	loi n° 26/07/2002 Art. 5.			0	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	95 178 233,45
Société Immobilière du Parc des Espagnols de Luxembourg S.A.	lettre du Ministère de Trésor et du Budget et du Ministère des Travaux Publics du 04 Juillet 2003		7 220 000,00	Garantis pour la durée des travaux du remboursement de lignes de crédit et d'emprunts	200 000 000	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	10 065 907,13
TOTAL en LUF				ligne de crédit auprès de la BCL	0	0,00	0	0	0,00	0,00	0,00	7 301 860,99
TOTAL en EUR					18 840 386,60 467 040 965,48	462 083 114,98	14 874 732,54 366 734 987,53	13 852 691,776 243 396 780,25	4 866 014,86 244 470 808,36	0,00 2 399 134,20	0,00 13 388 697,99	356 687 430,00

1) La garantie de ces prêts est donnée dans le cadre de l'article 13 de la loi du 27/8/1977 portant création de la SNCFI

ANNEXE 5

Solde du budget pour ordre

Ainsi qu'il ressort de l'article 1er du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003, le budget pour ordre clôture l'exercice 2003 avec un léger excédent de dépenses de moins de 0,5 million d'euros, de sorte que le report du solde des recettes et dépenses pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés depuis 1944 se maintient à plus de 10 millions d'euros.

Toutefois, ce chiffre n'a en soi aucune signification particulière, étant donné qu'il recouvre des situations très divergentes d'un article à l'autre du budget pour ordre. Le tableau ci-joint montre ainsi le solde cumulé pour chaque article ainsi que l'historique de chacun de ces soldes.

Conformément à l'article 78 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le budget pour ordre sert à enregistrer les recettes encaissées par l'Etat pour compte de tiers et les dépenses effectuées au moyen de ces recettes. En principe, les recettes pour ordre doivent donc être antérieures aux dépenses correspondantes et, comme le précise la loi, les dépenses pour ordre ne peuvent pas dépasser le montant des recettes correspondantes. En fin de compte, chaque article du budget pour ordre devrait être en équilibre, l'intégralité des recettes étant dépensée en faveur des tiers pour compte desquels ces recettes avaient été encaissées.

En réalité, ces principes simples souffrent certaines exceptions.

Il existe d'abord certains articles du budget pour ordre qui fonctionnent au moyen d'avances de trésorerie, les dépenses étant effectuées à charge du Trésor avant que le remboursement n'en soit réclamé sur base d'un décompte adressé à un tiers débiteur. Tel est le cas pour certains fonds en provenance de l'Union européenne. Il se peut dès lors que de tels articles présentent, à la clôture d'un exercice budgétaire, un solde négatif qui ne sera couvert qu'au cours de l'exercice subséquent. Cette situation, bien qu'elle ne soit pas expressément prévue, ne pose en soi pas de problème de fond, à condition que l'article en cause continue à figurer au budget pour ordre de l'exercice suivant et que la gestion de l'article soit suivie avec diligence par le Ministère ordonnateur pour que l'équilibre en soit rétabli. Tel est le cas pour les articles 7, 8 et 20.

Inversement, il se peut qu'à la clôture définitive d'un exercice budgétaire, les recettes encaissées n'aient pas toutes été dépensées, de sorte qu'il subsiste un solde positif. Tel est également et notamment le cas pour certains fonds en provenance de l'Union européenne. La loi prévoit, de façon quelque peu superfétatoire, qu'un tel surplus peut être reporté à l'exercice suivant. Cette situation exige de même que l'article en cause continue à figurer au budget pour ordre de l'exercice suivant et que la gestion de l'article soit suivie avec diligence par le Ministère ordonnateur pour que les recettes soient toutes affectées à leur objectif. Tel est le cas pour les articles 18, 19, 30, 44, 45, 48 et 52.

A ces conditions, une gestion pluriannuelle du budget pour ordre découle de sa nature et ne pose aucune difficulté particulière.

Il en va autrement lorsqu'un article du budget pour ordre est supprimé, alors qu'il subsiste un solde négatif ou positif qui ne peut plus alors être régularisé. Tel était le cas, à la clôture de l'exercice 2002, pour les articles 4 (représentant la contrepartie du solde de l'article 3), 9, 13, 15, 16, 32, 34, 36 (y compris le solde comptabilisé à l'article 37), 40 et 46 (à reporter sur l'article 48), qui n'existaient plus en 2003 et présentaient néanmoins un solde en suspens, remontant parfois à plusieurs exercices. Afin de pouvoir être soldés, ces articles ont été réintroduits dans le budget pour 2004. Ils pourront à nouveau être supprimés pour 2005, à moins que leur numéro d'ordre ne soit réaffecté à d'autres fins comme cela a déjà été le cas pour le numéro 34.

Quelques articles présentent à la clôture de 2003 des soldes qui résultent d'opérations restant à extourner en 2004. Tel est le cas pour les articles 6, 14, 35 et 51. Enfin, les articles 5, 10 et 31 seront rééquilibrés par un ajustement approprié des montants versés aux communes.

Tableau analytique en annexe.

BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE
Historique du solde cumulé

Art.	1988 (LUF)	1989 (LUF)	1990 (LUF)	1991 (LUF)	1992 (LUF)	1993 (LUF)	1994 (LUF)	1995 (LUF)	1996 (LUF)	1997 (LUF)	1998 (LUF)	1999 (LUF)	2000 (LUF)	2001 (LUF)	2002 (LUF)	2003 (LUF)	SOLDE CUMULÉ 1988-2003 (LUF)	SOLDE CUMULÉ 1988-2003 (EUR)
1	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
2	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
3	-2752,900	2752,900	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	-108,977,22	-108,977,22
4	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	168,977,22	168,977,22
5	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
6	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
7	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
8	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
9	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
10	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
11	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
12	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
13	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
14	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
15	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
16	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
17	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
18	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
19	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
20	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
21	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
22	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
23	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
24	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
25	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
26	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
27	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
28	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
29	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
30	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
31	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
32	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
33	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
34	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
35	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
36	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
37	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
38	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
39	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
40	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
41	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
42	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
43	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
44	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
45	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
46	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
47	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
48	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
49	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
50	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
51	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
52	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	EO	0,00	0,00
	-2752,900	2727,767	54	0	-86,449	0	-731,865	-1.025,433	-363,228	-140,637,632	101,880,644	456,262,249	103,166,480	-26,601,571,53	26,229,223,93	-469,536,24	10,488,712,21	10,488,712,21

REMARQUES
EO = équilibre entre recettes et dépenses
00,00 = article existant mais pas d'opérations
- = article non existant

ANNEXE 6

Régularisation des avances pour frais de route à l'étranger

Le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat prévoit que le Ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser la Trésorerie de l'Etat à verser des avances en relation avec les frais de voyage de service à l'étranger effectués par les agents de l'Etat et par les personnes assimilées.

Le même règlement grand-ducal dispose que ces avances sont à régulariser, par le paiement ou le recouvrement du solde, immédiatement après le voyage. Si ces avances ne sont pas régularisées ou remboursées au plus tard le dernier jour du mois de février qui suit l'exercice auquel elles se rapportent, elles font l'objet d'un rôle de restitution ou d'une imputation sur la rémunération de l'agent en cause. Par ailleurs, le règlement grand-ducal prescrit qu'aucune nouvelle avance pour frais de route ne peut être accordée à un bénéficiaire faisant l'objet d'une procédure de recouvrement pour une ou des avances non régularisées dans les délais, et ce aussi longtemps que les fonds n'ont pas été intégralement recouverts par l'Etat.

Donnant suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002, la Trésorerie de l'Etat s'est efforcée depuis le début de l'exercice 2003 à faire respecter les nouvelles dispositions, y compris pour certaines avances remontant jusqu'en 1999. Des interventions systématiques auprès des Ministères et des bénéficiaires concernés ainsi que l'imputation régulière des recouvrements sur les traitements versés aux retardataires et le refus de leur octroyer de nouvelles avances ont ainsi permis de régulariser intégralement les avances accordées au titre des exercices antérieurs à 2003, même si cette régularisation n'a pu être terminée qu'en 2004 dans certains cas nécessitant l'inscription de crédits budgétaires pour „restants d'exercices antérieurs“.

Quant aux avances accordées au titre de l'exercice 2003, qui auraient en principe toutes dû être régularisées pour le 29 février 2004, cinq avances restaient partiellement en suspens au moment de l'établissement du compte général pour 2003. L'ensemble de ces avances a pu être régularisé depuis, au besoin par imputation sur la rémunération de l'agent en cause.

L'expérience montre ainsi qu'il est possible de venir à bout des retards dans la régularisation des avances pour frais de route à l'étranger. Toutefois, ce résultat n'a pu être obtenu qu'au prix d'interventions multiples auprès de toutes les personnes concernées, depuis l'agent bénéficiaire jusqu'à l'ordonnateur. Dans quelques cas la date limite du 29 février fixée par le législateur a encore été trop ambitieuse. Avec une meilleure prise de conscience des nouvelles règles à tous les niveaux et avec un suivi sans relâche, leur respect n'en devrait pas moins pouvoir être complètement assuré à l'avenir.

*

ANNEXE 7

**Contrôle de la comptabilité des comptables extraordinaires
par la Trésorerie de l'Etat***Nombre de comptables extraordinaires*

L'article 68 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat dispose que les comptables extraordinaires sont nommés par décision du ministre ayant le budget dans ses attributions sur proposition du ministre ordonnateur pour effectuer la constatation, la liquidation et le recouvrement ainsi que le paiement de recettes et de dépenses déterminées. L'arrêté ministériel de nomination est pris sur le double avis de la Direction du contrôle financier et de la Trésorerie de l'Etat.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi précitée et jusqu'au 31 décembre 2003, le ministre ayant le budget dans ses attributions a pris sur cette base un nombre total de 397 arrêtés ministériels. Ce total comporte, outre les arrêtés de nomination portant institution de nouveaux comptables extraordinaires, également des avenants portant modification d'un arrêté antérieur, des arrêtés de nomination destinés à régulariser une situation non conforme à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et

la trésorerie de l'Etat ainsi que 92 arrêtés ministériels de révocation. 23 arrêtés de nomination ont pris ou prennent fin automatiquement sans remplacement du comptable.

Pour le seul exercice 2001, la qualité de comptable extraordinaire (côté dépenses) a été attribuée à 165 personnes (103 sur le territoire national et 62 en poste à l'étranger), dans l'intérêt de 146 entités administratives. En effet, certaines entités disposent de plusieurs comptables extraordinaires. Si au cours de l'exercice budgétaire 2002 cette situation n'a guère connu d'évolution, l'exercice 2003 a été marqué par un nombre important d'arrêtés de révocation.

Début 2004, ne subsistaient que 98 comptables extraordinaires (côté dépenses), représentant 92 entités administratives. Ce total comprend 47 comptables en mission à l'étranger (comptables extraordinaires des missions diplomatiques, des représentations permanentes du Grand-Duché de Luxembourg auprès d'institutions internationales, des bureaux de coordination et de coopération au développement, du bureau d'aide au développement économique (BED), des représentations touristiques).

Même si le nombre des comptables extraordinaires paraît en évolution constante (entre le 1er janvier 2004 et le 1er juin 2004, le ministre ayant le budget dans ses attributions a donné suite à 10 requêtes de nomination (2 remplacements, 2 prolongations, 3 nouvelles nominations à durée limitative et 3 nouvelles nominations à durée indéterminée)), une stabilité relative s'est installée depuis le nettoyage opéré en 2003.

*Nombre de comptables extraordinaires (dépenses)
par ministère ordonnateur au début de l'exercice budgétaire 2004*

<i>Ministère ordonnateur</i>	<i>Cpt. extraord. au Grand-Duché</i>	<i>Cpt. extraord. à l'étranger</i>	<i>Cpt. extraord. (nombre total)</i>
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense – <i>Direction du Budget et des Finances</i> • 20 Ambassades du Grand-Duché de Luxembourg • 2 Consuls du Grand-Duché de Luxembourg • 7 Représentations Permanentes auprès d'institutions internationales	1	29	30
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense – <i>Direction de la Coopération et de l'Aide Humanitaire</i> * 9 Bureaux de la Coordination et de la Coopération luxembourgeoise à l'étranger	1	9	10
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense – <i>Direction de la Défense</i>	3	/	3
Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement – <i>Département Tourisme</i> • 7 Représentations touristiques du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger	7	/	7
Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement – <i>Département Logement</i>	1	/	1

<i>Ministère ordonnateur</i>	<i>Cpt. extraord. au Grand-Duché</i>	<i>Cpt. extraord. à l'étranger</i>	<i>Cpt. extraord. (nombre total)</i>
Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – <i>Département Culture</i>	4	/	4
Ministère de l'Economie • 3 Bureaux d'Aide au Développement économique	1	3	4
Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	4	/	4
Ministère d'Etat • 5 comptables extraordinaires dont 4 Ambassadeurs	1	4	5
Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse	6	/	6
Ministère des Finances • 4 comptables extraordinaires dont 2 Ambassadeurs	2	2	4
Ministère de l'Intérieur	2	/	2
Ministère de la Justice	4	/	4
Ministère de la Santé	3	/	3
Ministère des Travaux Publics • 5 Représentants du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger	5	/	5
Ministère du Travail et de l'Emploi	6	/	6
Total	51	47	98

En vertu de l'article 1er du règlement grand-ducal du 19 mars 2003 complétant le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 relatif aux cautionnements, au serment et à la reddition de comptes par les comptables publics, les comptables extraordinaires qui ont le statut de fonctionnaire assermenté sont dispensés de fournir un serment spécifique pour l'exercice de la fonction de comptable public. Par contre, 15 comptables extraordinaires ne bénéficiant pas du statut de fonctionnaire de l'Etat, dont 8 comptables en mission à l'étranger, ont été assermentés depuis le 1er janvier 2003.

<i>Ministère ordonnateur</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés au Grand-Duché</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés à l'étranger</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés (nombre total)</i>
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense – <i>Direction du Budget et des Finances</i>	1	/	1
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense – <i>Direction de la Coopération et de l'Aide Humanitaire</i>	1	1	2
Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement – <i>Département Tourisme</i>	/	7	7
Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement – <i>Département Logement</i>	1	/	1

<i>Ministère ordonnateur</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés au Grand-Duché</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés à l'étranger</i>	<i>Cpt. extraord. assermentés (nombre total)</i>
Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	1	/	1
Ministère d'Etat	1	/	1
Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse	1	/	1
Ministère de l'Intérieur	1	/	1
Total	7	8	15

Contrôle des décomptes de l'exercice 2001

En vertu des dispositions de l'article 91 (1) de la loi précitée, la Trésorerie de l'Etat est chargée „du contrôle de la comptabilité des comptables extraordinaires ...“. Vu que la Trésorerie de l'Etat est le seul titulaire du compte en banque par le biais duquel s'opèrent les opérations de dépenses et de recettes du comptable extraordinaire, la tâche de contrôle se concentre sur la vérification systématique de tous les documents édités par l'institution bancaire en relation avec le compte en banque impliqué. La Trésorerie de l'Etat a mis l'accent en 2003 sur le contrôle des décomptes de dépenses relatifs à l'exercice budgétaire 2001, premier exercice pour lequel elle exerce cette compétence. Un ensemble de 195 comptes en banque, portant sur un agrégat de 51.250 pièces à saisir de façon informatique, a constitué la base de ce contrôle.

Sur les 574 décomptes de dépenses (en principe distingués par article budgétaire) de 2001 qu'elle devait recevoir, la Trésorerie de l'Etat a contrôlé jusqu'au 1er juin 2004 un ensemble de 541 décomptes. 12 décomptes de 2001 demeurent en suspens au sein de la Trésorerie, notamment parce que des pièces justificatives nécessaires au contrôle font défaut. 21 décomptes pour l'exercice 2001 n'ont pas encore été réceptionnés par la Trésorerie de l'Etat.

Pour les 541 décomptes contrôlés par la Trésorerie, 314 ont eu la décharge ministérielle dès après le premier contrôle. Les 227 restants ont été retournés pour prise de position. Dans 191 de ces cas, cette prise de position n'a pas encore été reçue par la Trésorerie; quant aux 36 prises de position reçues, elles ont permis d'accorder la décharge dans la plupart des cas, sinon elles ont conduit à une demande de renseignements supplémentaires.

Régularisation des soldes des décomptes de l'exercice 2001

Au vu de l'article 70 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la balance de fin d'exercice d'un comptable extraordinaire ne peut en principe être clôturée que par un solde zéro ou par un solde positif, l'excédent de recettes devant alors faire l'objet d'une régularisation par versement à la Trésorerie avant la reddition du décompte.

Sur les 541 décomptes de 2001 contrôlés, 294 décomptes ont présenté des excédents de recettes (régularisés ou non régularisés), 116 décomptes ont été clôturés par des excédents de dépenses (régularisés ou non régularisés) et 131 décomptes ont été soldés par un montant zéro. Etant donné que, jusqu'au 1er janvier 2004, un montant cumulé de 2.804.921,87 EUR d'excédents de recettes n'avait pas été reversé à la Trésorerie et qu'un montant cumulé de -111.449,91 EUR d'excédents de dépenses n'avait pas été régularisé par des crédits de rééquilibrage, la Trésorerie de l'Etat a procédé dans la mesure du possible à une régularisation d'office des sommes en souffrance en réduisant les dotations 2004 par les montants dus, tels qu'ils étaient déterminés par la Trésorerie de l'Etat sur base du contrôle des décomptes. Malgré ces interventions, la Trésorerie de l'Etat n'a pas encore pu porter en recette au 1er juin 2004 une somme de 841.469,06 EUR relative à 24 décomptes. En outre, des excédents de dépenses pour -22.085,56 EUR afférents à 21 décomptes restent en souffrance. S'y ajoutent 4 décomptes relatifs à des projets clôturés sans apurement, pour lesquels la Trésorerie de l'Etat reste en attente soit de la restitution des fonds (+ 1.827.226,7 EUR/3 décomptes), soit du crédit d'équilibrage (-240,5 EUR/1 décompte).

Pour des raisons d'économie et de bonne gestion financière, afin de prévenir des frais de banque et le risque de change, la Trésorerie de l'Etat recommande à partir de l'exercice 2003 une solution comp-

table aux comptaables extraordinaires en poste à l'étranger qui rend une régularisation des décomptes possible sans devoir procéder aux transferts matériels des excédents de recettes en faveur de la Trésorerie de l'Etat.

Contrôle des décomptes des exercices 2002 et 2003

Etant donné que l'exercice 2001 constituait le premier exercice pour lequel la Trésorerie de l'Etat a exercé le contrôle des comptes des comptaables extraordinaires, le contrôle des décomptes pour 2002 et 2003 n'a pu être entamé sur une base solide qu'après la clôture du contrôle des décomptes pour 2001.

Au 1er juin 2004, un nombre global de 300 décomptes relatifs à la gestion 2002, représentant notamment les documents bancaires afférents à 138 comptes en banque, a déjà fait l'objet d'un contrôle par la Trésorerie de l'Etat.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350/01

N° 5350¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

* * *

RAPPORT GENERAL DE LA COUR DES COMPTES

(13.12.2004)

TABLE DES MATIERES:

- I. Rapport de la Cour des comptes
 - 1. La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2003
 - 2. La situation globale de l'exécution du budget 2003
 - 3. L'exécution du budget des dépenses
 - 4. Le contrôle intensifié de la Cour
 - 5. Les transferts de crédits
 - 6. Les crédits non limitatifs
 - 7. Les restants d'exercices antérieurs
 - 8. Les marchés publics
 - 9. Les comptes extraordinaires
 - 10. Les agents de l'Etat
 - 11. Les ordonnances provisoires
- II. Les réponses du Gouvernement

*

I. RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES**1. La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2003**

Le compte général de l'Etat de l'exercice 2003 s'établit comme suit:

A.- Recettes et dépenses courantes et en capital

I.	Recettes	6.563.544.417,29
II.	Dépenses	6.484.210.923,72
III.	Excédent de recettes	79.333.493,57
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	644.193.641,35

B. – Recettes et dépenses pour ordre

I.	Recettes pour ordre	3.465.490.377,08
II.	Dépenses pour ordre	3.465.959.883,32
III.	Excédent de dépenses pour ordre	469.506,24
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.488.217,21

C. – Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I.	Recettes	1.872.773.563,25
II.	Dépenses	2.304.839.008,63
III.	Excédent de dépenses	432.065.445,38
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	2.666.973.514,28

Les recettes courantes et en capital encaissées pour compte de l'Etat ont été de 6.563.544.417,29 euros. Le montant des recettes qui relèvent des administrations fiscales se chiffre à 6.368.674.038,68 euros. A ces recettes s'ajoutent les recettes dont le recouvrement est du ressort de la Trésorerie de l'Etat, à savoir 194.870.378,61 euros.

Le tableau ci-après donne pour l'exercice 2003 la répartition des recettes courantes et en capital telles que ces recettes ont été effectuées par les administrations fiscales et la Trésorerie de l'Etat.

		<i>Recettes effectives pendant l'année 2003</i>		
		<i>Recettes courantes</i>	<i>Recettes en capital</i>	<i>Total</i>
(A)	Recettes effectuées par les administrations fiscales			
	Administration des Contributions directes	3.207.565.059,43	36.853,79	3.207.601.913,22
	Administration de l'Enregistrement et des Domaines	1.889.863.284,91	50.014.546,98	1.939.877.831,89
	Administration des Douanes et des Accises	1.221.194.293,57		1.221.194.293,57
(B)	Recettes effectuées par la Trésorerie de l'Etat	186.044.071,88	8.826.306,73	194.870.378,61
Total des recettes budgétaires		6.504.666.709,79	58.877.707,50	6.563.544.417,29

Le détail par ministère des paiements effectifs des dépenses courantes et en capital telles que liquidées et ordonnancées au titre de l'exercice 2003, est le suivant:

<i>Ministère</i>	<i>Dépenses courantes</i>	<i>Dépenses en capital</i>	<i>Total des dépenses effectuées</i>
Ministère d'Etat	103.210.957,69	8.832.267,82	112.043.225,51
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense	205.269.972,16	8.964.273,11	214.234.245,27
Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	143.012.229,41	13.650.194,28	156.662.423,69
Ministère des Finances	98.724.013,99	15.004.398,19	113.728.412,18
Ministère des Finances: Trésor et Budget	48.861.497,04	45.239.831,04	94.101.328,08
Ministère des Finances: Dette publique	42.269.836,45	20.000.000,00	62.269.836,45
Ministère de la Justice	71.908.752,78	2.054.578,80	73.963.331,58
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	357.275.451,79	10.533.127,47	367.808.579,26
Ministère de l'Intérieur	448.494.547,07	82.841.338,01	531.335.885,08

<i>Ministère</i>	<i>Dépenses courantes</i>	<i>Dépenses en capital</i>	<i>Total des dépenses effectuées</i>
Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	654.920.289,65	29.559.833,51	684.480.123,16
Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse	956.250.145,52	59.306.627,48	1.015.556.773,00
Ministère de la Santé	60.907.636,93	50.841.836,13	111.749.473,06
Ministère de l'Environnement	24.373.695,58	17.205.927,72	41.579.623,30
Ministère du Travail et de l'Emploi	194.391.200,82	1.223.876,92	195.615.077,74
Ministère de la Sécurité sociale	1.453.100.790,42	1.052.597,14	1.454.153.387,56
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	70.126.588,91	33.866.214,43	103.992.803,34
Ministère de l'Economie	17.139.250,31	47.062.904,05	64.202.154,36
Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	64.784.351,89	34.419.562,79	99.203.914,68
Ministère des Travaux publics	118.300.891,81	314.353.127,55	432.654.019,36
Ministère des Transports	476.003.960,99	71.750.869,79	547.754.830,78
Ministère de la Promotion féminine	7.106.071,23	15.405,05	7.121.476,28
Total des dépenses effectuées sur les budgets des dépenses courantes et des dépenses en capital de l'Etat	5.616.432.132,44	867.778.791,28	6.484.210.923,72

L'exercice 2003 dégage un excédent des recettes courantes et en capital sur les dépenses courantes et en capital de 79.333.493,57 euros. Cet excédent s'ajoute au solde positif cumulé des exercices clos antérieurs (564.860.147,78 euros) de sorte que la réserve budgétaire suivant compte général reprise au bilan financier de l'Etat à présenter par la Trésorerie de l'Etat s'établit à 644.193.641,35 euros.

Le budget pour ordre tient compte, d'une part, des recettes encaissées par l'Etat pour le compte de tiers et, d'autre part, au niveau des dépenses, des montants alloués aux tiers destinataires. En d'autres termes, le budget pour ordre concerne des fonds qui ne font que transiter par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit donc d'opérations financières qui devraient être budgétairement neutres pour l'Etat.

En raison de l'article 78 (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les dépenses pour ordre ne peuvent en principe pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice.

En ce qui concerne le compte général de l'Etat de l'exercice 2003, on constate que le budget des recettes et des dépenses pour ordre est en déséquilibre et affiche un excédent de dépenses de 469.506,24 euros.

La différence entre recettes et dépenses pour ordre trouve son origine dans un déséquilibre entre recettes et dépenses des articles suivants:

Tableau 1: Déséquilibre entre recettes et dépenses pour ordre

<i>Article du budget</i>	<i>Recettes pour ordre</i>	<i>Dépenses pour ordre</i>	<i>Différence</i>
1	1.061.287.687,84	1.061.563.701,41	-276.013,57
2	554.349,32	278.335,75	276.013,57
5	1.605.605.544,43	1.605.095.427,55	510.116,88
6	1.095.530,77	888.411,61	207.119,16
7	51.705.460,24	54.013.068,25	-2.307.608,01
8	521.421,43	92.120,00	429.301,43
10	540.428.882,44	550.604.699,07	-10.175.816,63
18	2.280.263,11	2.088.626,84	191.636,27

<i>Article du budget</i>	<i>Recettes pour ordre</i>	<i>Dépenses pour ordre</i>	<i>Différence</i>
19	5.468.523,21	3.686.441,66	1.782.081,55
20	99.740,00	138.054,20	-38.314,20
30	93.077,61	51.558,81	41.518,80
31	7.111.286,34	6.428.356,55	682.929,79
35	17.894.814,00	17.894.813,85	0,15
37	33.267.767,19	25.352.365,96	7.915.401,23
44	2.327.681,08	2.228.347,56	99.333,52
45	752.237,79	673.862,41	78.375,38
48	106.893,51	48.420,90	58.472,61
51	3.307.679,00	3.307.678,62	0,38
52	93.999,80	38.054,35	55.945,45
Totaux	3.334.002.839,11	3.334.472.345,35	-469.506,24

A ce sujet, il y a lieu de souligner que les articles 25 à 31 de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 prévoit des exceptions de non-compensation en fin d'exercice des recettes et dépenses pour ordre.

Ainsi, pour certains articles du budget pour ordre, si le solde accuse un excédent à la clôture de l'exercice, la susdite loi dispose que celui-ci peut être reporté à l'exercice suivant. Force est cependant de constater que les articles 1, 10 et 20 repris au tableau ci-avant ne sont pas revêtus de ce caractère.

Par ailleurs, au vu du solde cumulé au montant de 10.488.217,21 euros des exercices 1988 à 2003, il convient de relever que les reports des soldes en fin d'exercice ne sont pas opérés, alors que l'article 78 (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoit la possibilité d'effectuer de tels reports.

En l'absence des opérations de reports tendant à établir un équilibre entre recettes et dépenses pour ordre à la clôture de l'exercice, il coule de source que la régularisation des soldes doit être effectuée au cours d'un exercice ultérieur. Cette procédure n'est pas prévue dans les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

2. La situation globale de l'exécution du budget 2003

Lors de l'élaboration du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour 2003, le Gouvernement avait retenu une hypothèse de croissance en volume du PIB légèrement inférieure à 5%. Au courant de l'année 2003, les prévisions de croissance du PIB ont été revues à la baisse pour ne plus tabler que sur 1,2% (Note de conjoncture 3-2003 du Statec), afin de tenir compte de la morosité de l'évolution économique internationale.

Suivant les dernières informations statistiques du Statec (statnews No 42/2004), l'économie luxembourgeoise semble cependant avoir pris une option à la reprise, la croissance en volume du PIB pour 2003 étant estimée à 2,9%.

Le budget voté de l'exercice 2003, tel qu'il fut arrêté par la loi du 20 décembre 2002, a été modifié par la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Du point de vue budgétaire, cette loi a eu pour effet de majorer d'un montant global de 148.591 euros le total des dépenses du budget voté de cet exercice.

Par rapport au budget de l'Etat de l'exercice 2003 tel qu'il fut arrêté par la loi modifiée du 20 décembre 2002, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'Etat de l'exercice 2003 peuvent être résumées comme suit:

Tableau 2: Budget et compte 2003

	Budget définitif 2003	Compte général 2003	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
– courantes	6.305.285.110	6.504.666.709,79	199.381.599,79	+ 3,2
– en capital	44.427.200	58.877.707,50	14.450.507,50	+ 32,5
Total recettes (1)	6.349.712.310	6.563.544.417,29	213.832.107,29	+ 3,4
Dépenses				
– courantes	5.521.484.773	5.616.432.132,44	94.947.359,44	+ 1,7
– en capital	827.833.639	867.778.791,28	39.945.152,28	+ 4,8
Total dépenses (2)	6.349.318.412	6.484.210.923,72	134.892.511,72	+ 2,1
Excédent de recettes (1) - (2)	393.898	79.333.493,57	78.939.595,57	

La comparaison des dépenses courantes prévues et réalisées fait ressortir un écart de 94.947.359,44 euros. De fait, ce montant correspond aux dépenses basant sur des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs, diminuées du montant des crédits votés qui n'ont pas été consommés.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 2,1% le total des dépenses prévues pour 2003. Cet écart correspond à 134,89 millions d'euros. Tel qu'il ressort du tableau 4, ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations de fonds de réserve (+ 92.172.162 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 59.589.505 euros);
- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 16.609.912 euros);
- aux transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises (+ 16.526.268 euros);
- au remboursement de la dette publique (+ 15.000.000 euros);
- aux transferts en capital à l'administration centrale (+ 15.000.000 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 10.590.033 euros).

Par rapport au compte 2002, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 5,59% (voir tableau 6).

Au niveau des recettes courantes, la plus-value réalisée par rapport aux prévisions de recettes se dégage des variations suivantes:

Impôts directs	57.916.741,22
Impôts indirects	1.702.514,34
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	-9.439.456,01
Recettes de participations ou d'avances de l'Etat	4.821.357,44
Remboursements de dépenses	165.502,44
Douanes et accises	205.904.293,57
Impôts, droits et taxes	-67.070.750,66
Recettes domaniales	6.243.130,78
Recettes d'exploitation et autres	-7.615.653,90
Remboursements	-56.613,31
Recettes versées par les communes	274.912,62
Recettes versées par la sécurité sociale	-200.201,43
Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	-919.897,12
Remboursements effectués par les sociétés	7.573.604,70
Recettes versées par les comptables extraordinaires	3.512.490,96

Participations dans les sociétés privées	-1.549.186,42
Recettes versées par les organisations internationales	7.891.544,92
Recettes d'exploitation	-9.772.734,35
Total	199.381.599,79

Par ailleurs, la Cour des comptes a décelé des discordances entre le budget voté 2003 et le compte général y relatif, notamment au niveau du libellé de certains articles budgétaires. Etant donné qu'en application des dispositions de l'article 10 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la présentation du compte général de l'Etat doit être identique à celle du budget voté, il s'ensuit que la version actuelle du compte général établi par la Trésorerie de l'Etat pour l'exercice 2003 doit être revue et redressée en conséquence.

En outre, la Cour entend formuler les remarques suivantes quant à l'annexe 2 du compte général:

1. Le montant renseigné à la colonne „dépenses supplémentaires effectives“ de l'article 09.6.43.000 devrait s'élever à 1.123.192,52 euros (dépenses effectives – crédit voté) au lieu de 3.823.192,52 euros.
2. L'article 42.6.74.041 ne figure pas à l'annexe 2 du compte général, alors qu'il accuse une dépense supplémentaire de 561,32 euros.
3. En tenant compte des remarques formulées aux points 1 et 2 le total général brut des dépenses supplémentaires effectives devrait afficher un montant de 350.132.853,84 euros au lieu de 352.832.292,52 euros. Un redressement s'impose alors nécessairement au niveau du total général net des dépenses.

Enfin, la Cour des comptes reproduit ci-après le détail des variations des recettes et des dépenses en comparant, d'une part, le budget 2003 avec le compte 2003 et, d'autre part, le compte 2002 avec le compte 2003 selon la classification économique.

Tableau 3: Recettes budget 2003 et compte 2003

Code	Classes de comptes	Budget 2003	Compte 2003	Différence montant	Différence %
10	Recettes non ventilées	20.800.000	10.998.386	-9.801.614	-47,12%
11	Remboursements de dépenses de personnel	12.159.249	11.283.668	-875.581	-7,20%
12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	902.500	841.818	-60.682	-6,72%
14	Remboursements de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	2.060.100	1.770.462	-289.638	-14,06%
16	Vente de biens non durables et de services	76.783.006	88.674.912	11.891.906	15,49%
17	Vente de biens militaires durables	200	0	-200	-100,00%
26	Intérêts de créance	95.000.000	84.219.086	-10.780.914	-11,35%
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	100	0	-100	-100,00%
28	Autres produits du patrimoine	58.635.256	61.959.344	3.324.088	5,67%
29	Intérêts imputés en crédit	100	1.010.644	1.010.544	1.010.544,00%
34	Remboursements de transferts de revenus aux ménages	3.466.500	3.011.481	-455.019	-13,13%
36	Impôts indirects et prélèvements	2.877.481.818	3.017.076.025	139.594.207	4,85%
37	Impôts directs	3.122.370.000	3.180.286.741	57.916.741	1,85%
38	Autres transferts de revenus	25.461.825	24.315.915	-1.145.910	-4,50%
39	Transfert de revenus à l'étranger	9.032.156	7.001.104	-2.031.052	-22,49%
42	Part de communes dans les pensions et rentes sociales	132.500	50.979	-81.521	-61,53%
53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	11.000.000	20.668.615	9.668.615	87,90%
56	Impôts en capital	26.000.100	48.509.046	22.508.946	86,57%
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	50.000	0	-50.000	-100,00%
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	245.100	473.623	228.523	93,24%
59	Transferts en capital à l'étranger	3.356.500	0	-3.356.500	-100,00%
74	Remboursements de dépenses d'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	25.000	36.854	11.854	47,42%
76	Vente de terrains et bâtiments	4.600.000	1.090.593	-3.509.407	-76,29%
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	150.000	265.121	115.121	76,75%
84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	100	0	-100	-100,00%
87	Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages	0	0	0	0,00%
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	0	0	0	0,00%
96	Produits des emprunts publics consolidés	200	0	-200	-100,00%
Total		6.349.712.310	6.563.544.417	213.832.107	3,37%

Tableau 4: Dépenses budget 2003 et compte 2003

Code	Classes de comptes	Budget 2003	Compte 2003	Différence montant	Différence %
1	Dépenses ventilées	0	0	0	0,00%
10	Dépenses non ventilées	35.372.691	35.199.100	-173.591	-0,49%
11	Salaires et charges sociales	1.212.494.420	1.169.054.930	-43.439.490	-3,58%
12	Achat de biens non durables et de services	324.341.484	317.232.055	-7.109.429	-2,19%
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	18.194.897	17.688.747	-506.150	-2,78%
21	Intérêts de la dette publique	41.430.000	41.430.000	0	0,00%
23	Intérêts imputés en débit	1.421.000	1.268.580	-152.420	-10,73%
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	4.794.127	4.052.217	-741.910	-15,48%
31	Subventions d'exploitation	213.009.757	223.599.790	10.590.033	4,97%
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	145.865.519	162.391.787	16.526.268	11,33%
33	Transferts de revenus aux administrations privées	258.206.251	248.645.053	-9.561.198	-3,70%
34	Transferts de revenus aux ménages	206.453.466	211.517.521	5.064.055	2,45%
35	Transferts de revenus à l'étranger	58.051.522	57.211.436	-840.086	-1,45%
36	Impôts indirects et „prélèvements“	300	0	-300	-100,00%
37	Impôts directs non ventilés	350.000	260.350	-89.650	-25,61%
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	9.178.235	8.291.214	-887.021	-9,66%
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	2.111.147.310	2.170.736.815	59.589.505	2,82%
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	74.393.826	73.999.825	-394.001	-0,53%
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	32.411.816	32.438.385	26.569	0,08%
51	Transferts de capitaux aux entreprises	71.776.801	61.344.380	-10.432.421	-14,53%
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	11.450.598	5.870.096	-5.580.502	-48,74%
53	Transferts de capitaux aux ménages	28.429.594	33.813.207	5.383.613	18,94%
54	Transferts de capitaux à l'étranger	5.795.858	5.782.925	-12.933	-0,22%
61	Transferts en capital à l'administration centrale	5.038.500	20.038.500	15.000.000	297,71%
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	1.115.521	1.069.308	-46.213	-4,14%
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	29.920.118	28.373.949	-1.546.169	-5,17%
64	Transferts de capitaux aux écoles privées	55.000	49.660	-5.340	-9,71%
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	8.325.000	24.934.912	16.609.912	199,52%
72	Construction de bâtiments	59.265.000	59.330.752	65.752	0,11%
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	83.897.988	74.993.230	-8.904.758	-10,61%
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	75.703.416	68.847.230	-6.856.186	-9,06%
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	3.937.100	100.000	-3.837.100	-97,46%
83	Octrois de crédits aux ménages	49.579	49.579	0	0,00%
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	8.375.400	8.356.909	-18.491	-0,22%
91	Remboursement de la dette publique	5.000.000	20.000.000	15.000.000	300,00%
93	Dotations de fonds de réserve	1.204.066.318	1.296.238.480	92.172.162	7,66%
	Total	6.349.318.412	6.484.210.922	134.892.510	2,12%

Tableau 5: Recettes comptes 2002 et compte 2003

Code	Classes de comptes	Compte 2002	Compte 2003	Différence montant	Différence %
10	Recettes non ventilées	41.063.980	10.998.386	-30.065.594	-73,22%
11	Remboursements de dépenses de personnel	11.542.305	11.283.668	-258.637	-2,24%
12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	855.932	841.818	-14.114	-1,65%
14	Remboursements de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	1.521.260	1.770.462	249.202	16,38%
16	Vente de biens non durables et de services	64.320.595	88.674.912	24.354.317	37,86%
17	Vente de biens militaires durables	0	0	0	0,00%
26	Intérêts de créance	93.756.792	84.219.086	-9.537.706	-10,17%
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	0	0	0	0,00%
28	Autres produits du patrimoine	87.244.211	61.959.344	-25.284.867	-28,98%
29	Intérêts imputés en crédit	511.810	1.010.644	498.834	97,46%
34	Remboursements de transferts de revenus aux ménages	2.761.582	3.011.481	249.899	9,05%
36	Impôts indirects et prélèvements	2.718.840.347	3.017.076.025	298.235.678	10,97%
37	Impôts directs	3.079.713.095	3.180.286.741	100.573.646	3,27%
38	Autres transferts de revenus	37.943.798	24.315.915	-13.627.883	-35,92%
39	Transfert de revenus à l'étranger	6.366.397	7.001.104	634.707	9,97%
42	Part de communes dans les pensions et rentes sociales	199.283	50.979	-148.304	-74,42%
53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	14.376.473	20.668.615	6.292.142	43,77%
56	Impôts en capital	33.129.339	48.509.046	15.379.707	46,42%
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	9.418	0	-9.418	-100,00%
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	1.152.965	473.623	-679.342	-58,92%
59	Transferts en capital à l'étranger	0	0	0	0,00%
74	Remboursements de dépenses d'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	39.278	36.854	-2.424	-6,17%
76	Vente de terrains et bâtiments	1.255.179	1.090.593	-164.586	-13,11%
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	3.813.734	265.121	-3.548.613	-93,05%
84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	0	0	0	0,00%
87	Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages	3.213	0	-3.213	-100,00%
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	0	0	0	0,00%
96	Produits des emprunts publics consolidés	0	0	0	0,00%
	Total	6.200.420.986	6.563.544.417	363.123.431	5,86%

Tableau 6: Dépenses compte 2002 et compte 2003

Code	Classes de comptes	Compte 2002	Compte 2003	Différence montant	Différence %
1	Dépenses ventilées	0	0	0	0,00%
10	Dépenses non ventilées	33.467.638	35.199.100	1.731.462	5,17%
11	Salaires et charges sociales	1.113.020.596	1.169.054.930	56.034.334	5,03%
12	Achat de biens non durables et de services	299.039.096	317.232.055	18.192.959	6,08%
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	16.020.707	17.688.747	1.668.040	10,41%
21	Intérêts de la dette publique	42.513.905	41.430.000	-1.083.905	-2,55%
23	Intérêts imputés en débit	1.638.730	1.268.580	-370.150	-22,59%
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	2.053.816	4.052.217	1.998.401	97,30%
31	Subventions d'exploitation	225.815.590	223.599.790	-2.215.800	-0,98%
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	133.103.525	162.391.787	29.288.262	22,00%
33	Transferts de revenus aux administrations privées	214.780.268	248.645.053	33.864.785	15,77%
34	Transferts de revenus aux ménages	199.287.843	211.517.521	12.229.678	6,14%
35	Transferts de revenus à l'étranger	50.265.252	57.211.436	6.946.184	13,82%
36	Impôts indirects et „prélèvements“	0	0	0	0,00%
37	Impôts directs non ventilés	807.841	260.350	-547.491	-67,77%
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	7.313.078	8.291.214	978.136	13,38%
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	2.018.542.084	2.170.736.815	152.194.731	7,54%
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	80.588.403	73.999.825	-6.588.578	-8,18%
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	30.728.098	32.438.385	1.710.287	5,57%
51	Transferts de capitaux aux entreprises	60.417.406	61.344.380	926.974	1,53%
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	6.263.807	5.870.096	-393.711	-6,29%
53	Transferts de capitaux aux ménages	26.393.362	33.813.207	7.419.845	28,11%
54	Transferts de capitaux à l'étranger	3.524.487	5.782.925	2.258.438	64,08%
61	Transferts en capital à l'administration centrale	5.038.500	20.038.500	15.000.000	297,71%
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	1.818.476	1.069.308	-749.168	-41,20%
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	28.810.165	28.373.949	-436.216	-1,51%
64	Transferts de capitaux aux écoles privées	46.331	49.660	3.329	7,19%
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	72.214.801	24.934.912	-47.279.889	-65,47%
72	Construction de bâtiments	56.538.214	59.330.752	2.792.538	4,94%
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	74.883.798	74.993.230	109.432	0,15%
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	64.862.674	68.847.230	3.984.556	6,14%
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	13.571.937	100.000	-13.471.937	-99,26%
83	Octrois de crédits aux ménages	223.105	49.579	-173.526	-77,78%
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	12.917.920	8.356.909	-4.561.011	-35,31%
91	Remboursement de la dette publique	14.000.000	20.000.000	6.000.000	42,86%
93	Dotations de fonds de réserve	1.230.665.705	1.296.238.480	65.572.775	5,33%
	Total	6.141.177.158	6.484.210.922	343.033.764	5,59%

3. L'exécution du budget des dépenses

3.1 Introduction

Au niveau du contrôle a priori des dépenses, c'est la Direction du contrôle financier (DCF) qui assume le rôle de l'ancienne Chambre des comptes depuis le 1er janvier 2001. C'est pourquoi les chiffres repris dans le présent chapitre ont été fournis par la DCF.

Pendant l'exercice budgétaire 2003, les contrôleurs financiers ont validé 251.637 opérations, dont 34.725 engagements et 216.912 ordonnances. Etant donné que certaines dépenses ont fait l'objet d'ordonnances collectives, le nombre de créances est bien entendu plus élevé; pour l'exercice 2003, il s'élève au total à 485.833 paiements représentant un montant ordonnancé de 12.407.392.276 euros.

Ce montant dépasse à première vue significativement le total du budget voté. Or, en effet le total des ordonnances visées par les contrôleurs financiers recouvre outre le budget des dépenses courantes et en capital également les dépenses pour ordre et les dépenses à charge des fonds spéciaux.

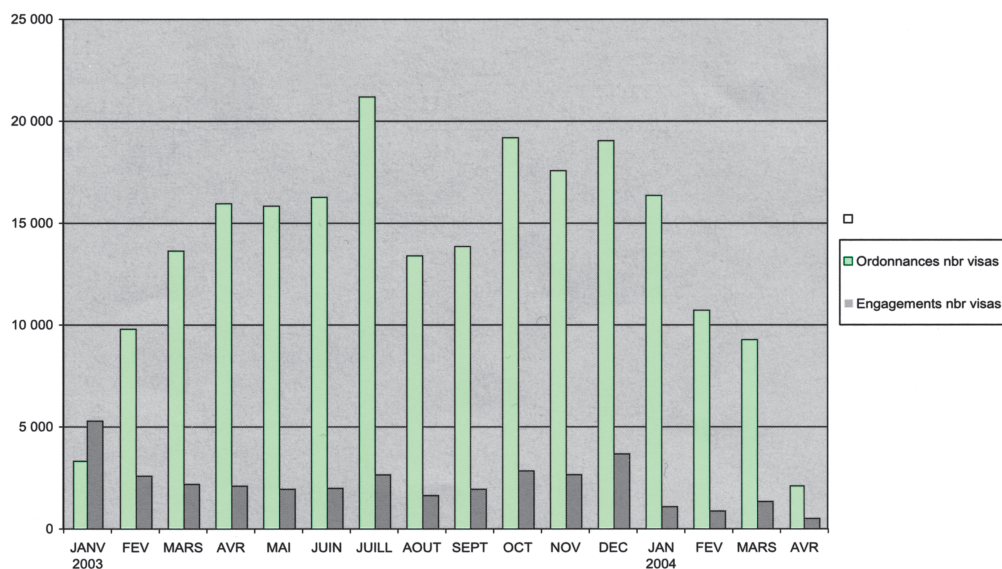
Le total du montant engagé au cours de l'exercice 2003 s'élève à 21.957.217.235 euros. Ce chiffre élevé s'explique par le fait qu'au niveau des engagements sur crédits sans distinction d'exercice, les ordonnateurs ont la possibilité de majorer le disponible à engager de 33% d'office et, après avoir recueilli l'accord du ministre du Trésor et du Budget, de tout montant qui leur semble justifié.

Le tableau et le graphique ci-dessous donnent un aperçu du nombre des engagements et des ordonnances émis au cours des différents mois de l'exercice, y compris ceux de la période complémentaire.

Tableau 7: Engagements et ordonnances – nombre de visas et de pièces

Mois	Engagements			Ordonnances		
	Nbre visas	Nbre pièces	Montant Engagements	Nbre visas	Nbre pièces	Montant Ordonnances
Budget 2003						
Janv. 2003	5.255	5.270	7.490.586.156	3.315	6.587	842.120.749
Fév.	2.551	2.590	1.248.388.708	9.753	21.750	595.947.376
Mars	2.150	2.162	411.093.673	13.593	26.483	466.969.432
Avr.	2.065	2.126	786.597.897	15.909	32.594	717.051.409
Mai	1.915	1.930	847.881.808	15.789	33.330	652.313.463
Juin	1.953	1.962	205.552.615	16.221	36.394	693.539.291
Juill.	2.615	2.633	1.312.856.412	21.146	39.909	681.422.806
Août	1.602	1.606	155.568.387	13.349	25.503	443.954.121
Sept.	1.908	1.928	165.861.188	13.814	29.760	621.599.809
Oct.	2.806	2.852	394.742.615	19.148	37.960	538.782.655
Nov.	2.619	2.629	739.670.977	17.534	32.248	423.856.141
Déc.	3.635	3.659	975.827.217	18.999	40.924	414.816.117
Janv. 2004	1.044	1.051	270.989.309	16.313	28.976	631.336.210
Fév.	837	843	2.310.585.602	10.681	29.890	151.671.406
Mars	1.300	1.335	2.421.868.382	9.241	24.504	3.021.993.667
Avr.	470	485	2.219.146.290	2.107	3.960	1.510.017.625
Total	34.725	35.061	21.957.217.235	216.912	450.772	12.407.392.276

Graphique 1: Nombre d'engagements et d'ordonnances



Les tableaux qui suivent renseignent sur le total du nombre de pièces et des montants engagés, voire ordonnancés après la clôture légale de l'exercice 2003, qui est fixée au 31.12.2003 pour les engagements et, en principe, au 31.03.2004 pour les ordonnancements.

Selon la DCF, les opérations en matière d'engagement concernent des modifications d'engagements autorisés avant le 31.12.2003. Ces modifications seraient nécessaires pour permettre à l'ordonnateur d'ajuster l'engagement au montant de la créance à payer.

La saisie d'un nouvel engagement au-delà du 31.12.2003 est par contre subordonnée à une demande écrite auprès du ministre du Trésor et du Budget, qui de cas en cas autorise la saisie des engagements en question.

Pendant la période complémentaire de l'exercice 2003, le ministre a dû autoriser 20 nouveaux engagements portant sur un montant global de 153.396.031 euros.

Notons que la loi budgétaire pour l'exercice 2003 a prévu une disposition visant à allonger au titre des exercices 2002 et 2003 la période complémentaire d'un mois. Ainsi par dérogation à l'article 9 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les opérations relatives à l'ordonnancement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

Tableau 8: Montants engagés de janvier à avril 2004

Mois	Nombre de pièces	% par rapport au total des pièces engagées (35.061)	Montants engagés	% par rapport au montant total des engagements (21.957.217.235)
Janvier	1.051	3,00%	270.989.309	1,23%
Février	843	2,40%	2.310.585.602	10,52%
Mars	1.335	3,81%	2.421.868.382	11,03%
Avril	485	1,38%	2.219.146.290	10,11%
Total	3.714	10,59%	7.222.589.583	32,89%

Tableau 9: Montants ordonnancés en avril 2004

Mois	Nombre de pièces	% par rapport au total des pièces ordonnancées (450.772)	Montants ordonnancés	% par rapport au montant total des ordonnances (12.407.392.276)
Avril	3.960	0,88%	1.510.017.625	12,17%

Aux termes de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le contrôleur financier est appelé à procéder à un contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses ayant pour objet de constater:

- la disponibilité des crédits;
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable;
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes;
- la régularité des pièces justificatives;
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures.

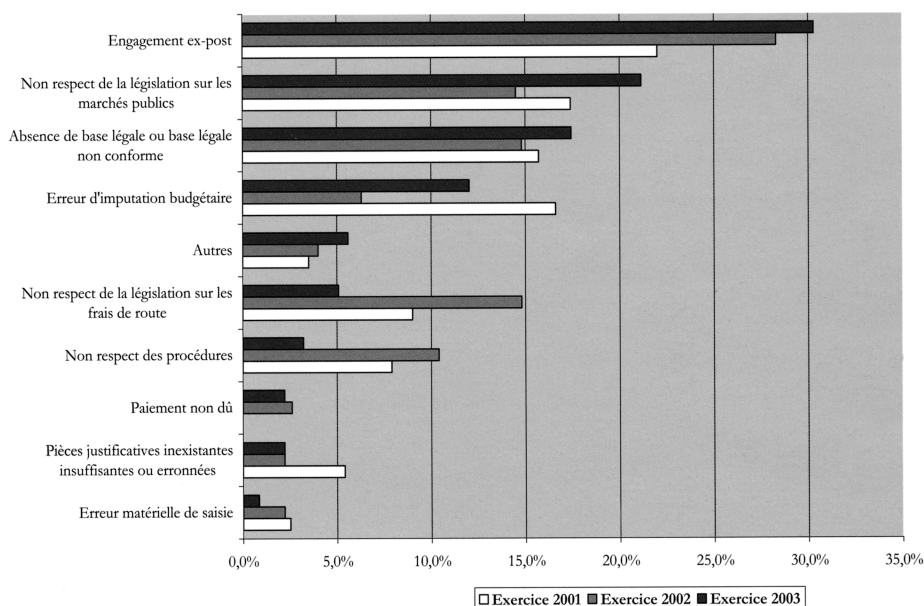
Au cours de l'exercice budgétaire 2003, l'intervention des contrôleurs financiers s'est traduite par 591 refus de visa. Suite aux observations et réponses transmises par l'ordonnateur, 111 refus ont été réitérés par la DCF. Finalement, 69 décisions de passer outre au refus de visa ont été prises par arrêtés motivés des ministres des départements ordonnateurs.

La répartition des refus de visa en fonction du motif du refus est présentée au tableau ci-dessous.

Tableau 10: Refus de visa en fonction du motif de refus

Motif de refus de visa	Exercice 2002		Exercice 2003	
Engagement ex post	210	28,3%	179	30,3%
Non-respect de la législation sur les marchés publics	108	14,5%	125	21,2%
Erreur d'imputation budgétaire	47	6,3%	71	12,0%
Absence de base légale ou base légale non conforme	110	14,8%	103	17,4%
Non-respect de la législation sur les frais de route	110	14,8%	30	5,1%
Non-respect des procédures	77	10,4%	19	3,2%
Pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées	17	2,2%	13	2,2%
Erreur matérielle de saisie	16	2,2%	5	0,8%
Paiement non dû	19	2,6%	13	2,2%
Autres	30	4,0%	33	5,6%
Total	744	100,0%	591	100,0%

Graphique 2: Refus de visa – répartition en %



Lorsqu'en cas de refus de visa, l'ordonnateur veut maintenir la proposition d'engagement ou l'ordonnance de paiement, il transmet ses observations au contrôleur financier qui accorde ou refuse son visa dans un délai de six jours ouvrables à partir du jour de la réception de ces observations. Si le contrôleur financier réitère son refus, le ministre du département ordonnateur peut, par un arrêté motivé, passer outre au refus de visa.

Le tableau ci-après reprend par ministère le nombre de premiers refus, de deuxième refus et de décisions de passer outre aux refus de visa.

Tableau 11: Refus de visa par ministère

Ministère		1 ^{er} refus	2 ^{ème} refus	Passer outre	dont dépenses personnel
00	Etat	28	4	0	0
01	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	69	3	2	2
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	42	14	3	3
04/05/06	Finances	6	1	1	1
07	Justice	27	5	3	3
08	Fonction publique et Réforme administrative	18	9	8	8
09	Intérieur	4	0	0	0
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	41	9	9	6
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	22	5	5	5
14	Santé	34	8	6	5
15	Environnement	5	1	1	1
16	Travail et Emploi	13	3	1	0
17/18	Sécurité sociale	1	1	1	1

<i>Ministère</i>		<i>1er refus</i>	<i>2ème refus</i>	<i>Passer outre</i>	<i>dont dépenses personnel</i>
19	Agriculture, Viticulture et Développement rural	14	0	0	0
20	Economie	2	0	0	0
21	Classes moyennes, Tourisme et Logement	7	0	0	0
22	Travaux publics	240	45	28	17
23	Transports	18	3	1	1
24	Promotion féminine	0	0	0	0
Total		591	111	69	53

Au cours de l'exercice 2003, les ordonnateurs ont recouru à 69 reprises à la possibilité de passer outre au refus de visa et ce pour les dépenses ci-après:

Tableau 12: Refus de visa ayant fait l'objet d'une décision de passer outre

Traitements fonctionnaires et indemnités employés	53
Marchés publics	10
Cantines scolaires	3
Fonds pour l'emploi	1
Engagement ex post	1
Erreur d'imputation	1
Total	69

Bien que le ministre du département ordonnateur ait le pouvoir de passer outre au refus de visa, il reste à noter que 126 dossiers de l'exercice budgétaire 2003 n'ont pas été clôturés.

Tableau 13: Dossiers non clôturés

<i>Ministère</i>		<i>Dossiers non clôturés</i>
00	Etat	8
01	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	14
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	5
04/05/06	Finances	4
07	Justice	9
08	Fonction publique et Réforme administrative	6
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	8
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	1
14	Santé	10
16	Travail et Emploi	1
17/18	Sécurité sociale	1
22	Travaux publics	57
23	Transports	2
Total		126

Il reste finalement à signaler qu'en cas de dossier incomplet (pièce manquante, défaut de signature, erreur matérielle, etc.), le contrôleur financier, plutôt que d'émettre un refus de visa, retourne le dossier à l'ordonnateur, accompagné d'une observation appropriée. D'après les informations de la DCF, le nombre de dossiers retournés pour les dépenses autres que de personnel, est passé de l'ordre de 6.400 en 2001 à 6.000 en 2002 et à 4.400 en 2003 (1.1.2003 au 31.1.2004). A noter que pour 2001 ce nombre est

d'ailleurs sous-évalué du fait qu'en début d'exercice ces retours n'étaient pas systématiquement opérés via l'application comptable.

3.2 Observations émises par la Direction du contrôle financier

Dans ce qui suit, la Cour entend présenter et, le cas échéant, commenter certaines observations émises par la Direction du contrôle financier au cours de l'exercice budgétaire 2003 à l'égard d'engagements ou d'ordonnances de paiement.

3.2.1 Ministère de la Santé

Laboratoire national de santé – Article 14.2.12.162: „Entretien et réparation des machines et appareils. (Crédit non limitatif)“

En date du 29 octobre 2003, le contrôleur financier a refusé de marquer son accord à l'égard d'une ordonnance de paiement de 1.828,50 euros concernant l'acquisition de matériel de rechange, au motif que la commande du matériel, datant du 7 juillet 2003, précédait l'engagement de la dépense, lequel a été saisi, validé et visé seulement le 1er août 2003, en violation des dispositions de l'article 51 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, en vertu duquel toute mesure susceptible d'entraîner une dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une proposition d'engagement, à soumettre au visa du contrôleur financier préalablement à la réalisation de cette mesure. Par la même occasion, le contrôleur financier constatait „que la date de la facture a été manipulée“.

Dans sa réponse du 25 novembre 2003, la Direction du Laboratoire national de santé reconnaît, d'une part, que l'engagement de la dépense „a malencontreusement été fait ex post“, et que, d'autre part, „il a été demandé au fournisseur de modifier la date de la facture initiale“ afin de l'adapter à l'engagement sous rubrique.

Le 8 décembre 2003, le ministère de la Santé soumet le dossier à nouveau au contrôle de l'ordonnement, en joignant pour la même fourniture une nouvelle facture, indiquant le 11 novembre 2003 comme dates de commande et de facturation.

Le contrôleur financier réitère son refus de visa le 19 décembre 2003 en condamnant „la tentative de cacher la non-observation de la procédure d'engagement préalable à la commande en invitant le fournisseur de modifier la date de la facture initiale“.

Le dossier a été clôturé le 5 février 2004 à la suite d'une décision ministérielle du 28 janvier 2004 de passer outre au refus de visa émis par le contrôleur financier.

3.2.2 Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Administration des services techniques de l'agriculture – Article 49.2.74.000: „Acquisition de véhicules automoteurs“

En date du 23 juillet 2003, la DCF a refusé le visa à l'égard d'une proposition d'engagement lui soumise le 16 juillet 2003, relative à l'acquisition d'un engin multifonctionnel pour un montant de 99.130 euros, au motif que l'engagement juridique de la dépense, soit la commande, a été réalisé avant que la procédure d'engagement budgétaire et comptable n'ait été entamée, enfreignant de ce fait l'article 51 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, en vertu duquel toute mesure susceptible d'entraîner une dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une proposition d'engagement, à soumettre au visa du contrôleur financier préalablement à la réalisation de cette mesure.

Lors de la nouvelle présentation du dossier, le contrôleur financier a accordé son visa en date du 31 juillet 2003.

3.2.3 Ministère des Travaux publics

Ponts et Chaussées: „Fonds des routes“

En date du 18 juin 2003, le ministère des Travaux publics a soumis au contrôle financier une ordonnance de paiement concernant des travaux et fournitures relatives au chantier de la liaison avec la Sarre, pour un montant total de 17.707,24 euros.

Comme l'examen du dossier révèle que la même dépense a déjà fait l'objet d'un ordre de paiement, daté du 14 mai 2003, visé et accepté en date du 27 mai 2003, le contrôleur financier refuse le 24 juin 2003 son visa à l'encontre de l'ordonnance de paiement présentée, tout en relevant une déficience des contrôles internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées.

3.2.4 *Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

„Fonds pour les monuments historiques“

Le 3 décembre 2003 le contrôleur financier a refusé son visa à l'encontre d'une proposition d'engagement au montant de 15.300 euros lui soumise le 1er décembre 2003 et concernant une consolidation des voûtes à l'Orangerie à Echternach, au motif qu'elle ne régularisait qu'ex post des prestations facturées dès le 12 mars 2003, et que cette manière de procéder est contraire aux dispositions de l'article 51 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, en vertu duquel toute mesure susceptible d'entraîner une dépense à charge du budget doit faire l'objet d'une proposition d'engagement, à soumettre au visa du contrôleur financier préalablement à la réalisation de cette mesure.

Dans sa prise de position du 17 janvier 2004, le Service des Sites et Monuments nationaux explique que les travaux ont été réalisés ensemble avec l'Administration des Bâtiments publics, et qu'un engagement en temps utile n'était pas possible, puisque l'offre originale de l'entreprise chargée des travaux aurait été égarée dans l'une ou l'autre des deux administrations concernées, et qu'une copie de l'offre ne serait parvenue au Service (sur sa demande) qu'après réception de la facture.

A la date du 22 janvier 2004, la DCF réitère son refus de visa à l'encontre de la proposition d'engagement, dont elle a été saisie une nouvelle fois le 19 janvier 2004, arguant que la perte d'une offre ne justifie pas l'engagement ex post des prestations facturées, alors qu'en application de l'article 51 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, aucune commande ne peut être passée en l'absence d'une proposition d'engagement visée favorablement par le contrôleur financier.

Lors de la troisième présentation du dossier à la DCF en date du 16 mars 2004, le Service des Sites et Monuments nationaux précise que l'information de sa prise en charge des travaux, décidée sur le chantier, n'était pas parvenue aux services compétents pour la réservation des crédits budgétaires, et que les dispositions réglementaires afférentes ont été rappelées aux agents du service pour que des cas pareils ne se produisent plus.

Suite à ces explications, le contrôleur financier a accordé le même jour, à titre exceptionnel, le visa à l'égard de la proposition d'engagement ex post lui soumise.

4. Le contrôle intensifié de la Cour

4.1 Présentation du contrôle

Le contrôle intensifié de la Cour a porté sur les dépenses relatives à la classe économique 12 et, plus particulièrement, sur les frais d'experts et d'études prévus aux articles 12.120 à 12.130. Ces articles disposaient d'un crédit de 32.145.720 euros, soit 10% du budget voté des dépenses de la classe 12. Les opérations de paiement y effectuées, à savoir 23.118.854,64 euros, représentent 7% des dépenses effectives de la classe 12.

L'échantillon de contrôle a porté sur 13.047.936,61 euros, soit 56% des paiements effectifs et a concerné 167 contrats sélectionnés selon leur importance dans les départements ministériels, les administrations et les services de l'Etat.

	<i>Classe économique 12</i>	<i>Contrôle intensifié</i>	<i>en %</i>	<i>Echantillon</i>	<i>en %</i>
Budget voté	324.341.484,00	32.145.720,00	10%		
Paiements effectifs	317.232.055,21	23.118.854,64	7%	13.047.936,61	56%

L'approche de la Cour a consisté dans l'examen portant sur la légalité et la régularité de la conclusion et de l'exécution de ces contrats.

Pour ce faire, des entrevues ont été organisées sur place avec les instances concernées.

Le contrôle de la Cour a porté en outre sur les mécanismes de contrôle mis en place, destinés à éviter ou à corriger des erreurs pouvant se présenter au niveau de la conclusion et de l'exécution des contrats d'experts et d'études. Parmi ces mécanismes on compte toutes les mesures et procédures de vérification spécifiques mises en place par les départements ministériels afin d'assurer une gestion financière et administrative adéquates des contrats.

La majeure partie des contrats ainsi vérifiés a été conclue avant le 1er septembre 2003 et se réfère donc aux anciennes dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics pour compte de l'Etat. Aussi les dispositions de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics n'ont-elles été appliquées que dans des cas isolés.

A noter qu'il a été fait abstraction des contrats d'experts et d'études relatifs aux projets de construction financés par divers fonds spéciaux.

4.2 Constatations et recommandations de la Cour

4.2.1 Délais et pénalités

L'échantillon non représentatif contrôlé par la Cour permet de regrouper les contrats selon leur objet dans les quatre catégories suivantes:

- les études, représentant des travaux généraux de recherche, de conception et de réalisation définis par une mission et des résultats précis;
- l'informatique, ciblant tous les travaux de pré-études, de conception et de réalisation en relation avec l'installation de programmes informatiques;
- l'assistance, décrivant des missions d'accompagnement et de consultance;
- divers.

Le tableau ci-dessous révèle des approches différentes dans la manière de fixer des délais et des pénalités dans les contrats ayant fait l'objet du contrôle.

Tableau 14: Ventilation de l'échantillon suivant types de contrats

	Total	Délais		Pénalités	
		prévus	non prévus	prévues	non prévues
Etudes					
– analyses générales	38	21	17	0	38
– audits de services ministériels	2	2	0	0	2
– travaux de conception, planification et réalisation	33	21	12	0	33
Sous-total	73	44	29	0	73
Informatique					
– études préliminaires	4	2	2	0	4
– assistance générale	2	1	1	0	2
– travaux de conception	4	4	0	1	3
– installation de logiciels et programmes	15	5	10	0	15
– mise à jour et maintenance de logiciels en place	18	9	9	0	18
Sous-total	43	21	22	1	42
Sous-total „Etudes et Informatique“ en pourcentage	116 100%	65 56%	51 44%	1	115

	Total	Délais		Pénalités	
		prévus	non prévus	prévues	non prévues
Assistance					
– consultance générale	30	10	20	0	30
– élaboration de documentations	8	0	8	0	8
– tenue de formations	1	1	0	0	1
Sous-total	39	11	28	0	39
Divers					
– acquisition de matériel	6				
– mise à disposition de personnel	2				
– analyses de laboratoire	4				
Sous-total	12				
Sous-total „Assistance et Divers“	51	11	28	0	39
Total	167	76	79	1	154

Les délais revêtent une signification différente selon qu'il s'agisse de contrats de type „Etudes“ et „Informatique“ ou de type „Assistance“. En effet, les contrats de type „Assistance“ comportent le plus souvent des délais portant sur une durée pendant laquelle le contractant se met à disposition de l'Etat. Les contrats de type „Etudes“ et „Informatique“ prévoient normalement des dates limites pour la réalisation d'un résultat précis.

La Cour entend se prononcer sur ce deuxième type de contrats étant donné que les délais fixés correspondent à ceux prévus aux articles 31, 138 et 139 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

Sur ces 116 contrats, 51 ne définissent aucun délai d'exécution. Des délais sont prévus dans les 65 contrats restants. Un seul contrat prévoit une sanction en cas de non-respect du délai d'exécution.

Ainsi, 44% des contrats d'experts et d'études ne stipulent pas de délais contraignants. Dans les autres contrats (56%), la Cour regrette l'absence quasi totale de dispositions contractuelles sanctionnant le non-respect du délai d'exécution.

Or, l'inscription de telles clauses étant déterminante pour la bonne exécution des contrats sous rubrique, la Cour invite les responsables compétents lors de la conclusion de contrats d'experts et d'études à attacher à l'avenir plus d'importance à la formulation de délais d'exécution et à y associer des dispositions sanctionnant leur non-respect.

4.2.2 Suivi de l'exécution des contrats

Selon la nature et l'envergure des contrats, différentes mesures de contrôles ont été mises en oeuvre au sein des départements ministériels, des administrations et services de l'Etat pour assurer le suivi de l'exécution des contrats d'experts et d'études.

- Implication de responsables techniques qui participent à l'élaboration et au suivi des projets;
- Existence de groupes de projets ou de comités de pilotage qui suivent de près les grands projets et vérifient le service accompli;
- Existence de systèmes informatisés de contrôle ou de suivi de projets;
- Existence et l'observation de procédures écrites de contrôle interne;
- Existence de contrats standardisés;
- Tenue régulière de réunions de service.

Force est de constater que seuls quelques départements ministériels, administrations et services de l'Etat ont déjà mis en pratique l'une ou l'autre des mesures énumérées ci-avant.

Partant, d'une manière générale, des améliorations sont à entreprendre à l'avenir afin de parfaire les mécanismes de contrôle.

4.2.3 *Législation sur les marchés publics*

Dans le cadre de son contrôle portant sur la légalité de la conclusion des contrats, la Cour entend présenter un cas où l'hypothèse d'exception prévue par la législation sur les marchés publics et invoquée pour la passation de marchés négociés n'a pas été pertinente.

Ainsi, l'arrêté du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 10 octobre 2003 autorise l'Administration des Eaux et Forêts à conclure un marché négocié avec un bureau d'études pour la réalisation d'inventaires forestiers d'aménagement pour les forêts communales de Mamer et de Strassen, au montant de 51.333,28 euros HTVA.

D'après le ministère, les prestations sous rubrique tombent sous les dispositions des articles 8 (1) e) et 8 (1) i) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, c'est-à-dire que les services ne peuvent être confiés, pour des raisons techniques et scientifiques, qu'à un prestataire déterminé et que le prix des services est soustrait au jeu normal de la concurrence.

Avec les mêmes arguments le ministère a conclu à la même date un marché négocié avec un autre bureau d'études, au montant de 91.866 euros HTVA pour la réalisation d'inventaires forestiers d'aménagement pour les forêts domaniales de Schoenfels, de Hollenfels ainsi que pour la forêt communale de Diekirch.

Le 20 octobre 2003, l'Administration des Eaux et Forêts a conclu un contrat avec un troisième bureau d'études pour la réalisation d'inventaires forestiers d'aménagement pour les forêts communales de Walferdange et de Contern pour un montant provisoire de 21.460,04 euros HTVA.

Il résulte de ce qui précède que les services sous rubrique auraient parfaitement pu être mis en adjudication publique ou du moins faire l'objet d'une soumission restreinte et que les motifs invoqués pour recourir à des marchés négociés ne sont pas concluants.

4.2.4 *Contrats de type „travailleur intellectuel indépendant“*

Lors de son contrôle, la Cour constate que pour un nombre important de contrats de type „travailleur intellectuel indépendant“ la qualité d'expert n'est pas toujours facile à établir.

Ainsi, au ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, quelque 80 personnes travaillent en tant qu'experts indépendants avec des contrats expirant chaque année le 31 décembre, mais régulièrement renouvelés. De plus, la formulation des missions dans les contrats visés reste souvent vague („l'expert s'engage à réaliser des travaux scientifiques dans le cadre du projet XY“) et comprend des fois des tâches purement administratives („gère une bibliothèque d'ouvrages“, „la rédaction d'articles“, „numérisation de textes et préparation de fichiers informatiques“).

Il s'ensuit que ces activités ont un caractère permanent portant atteinte aux dispositions légales qui règlent les conditions de recrutement de personnel au service de l'Etat.

4.2.5 *L'archivage*

Lors de son contrôle, la Cour a constaté que le classement et l'archivage des pièces justificatives en relation avec les dépenses pour frais d'experts et d'études ne sont pas organisés de manière satisfaisante dans de nombreux départements ministériels.

Dans ce contexte, la Cour se réfère aux constatations formulées dans le cadre de son rapport sur le compte général de l'exercice 2001 et de son rapport spécial sur la mise en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Il convient de réaffirmer que l'uniformité et l'homogénéité des procédures de gestion de l'archivage ne sont toujours pas garanties et de recommander à nouveau d'élaborer dans les meilleurs délais le règlement grand-ducal fixant les conditions et les modalités de l'archivage tel que prévu à l'article 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

5. Les transferts de crédits

En vertu de la règle de la spécialité budgétaire, les crédits prévus par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée. Chaque crédit est une autorisation de dépense pour un objet et un montant déterminés dont l'excédent inutilisé à la fin de l'exercice devrait tomber en économie.

L'article 18 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat déroge toutefois à ce principe en autorisant l'ordonnateur à effectuer des transferts de crédits à l'intérieur d'une même section. Il fixe de même les règles et les conditions à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Selon ces dispositions, les membres du Gouvernement sont tenus de transmettre au ministre ayant le budget dans ses attributions et au contrôleur financier copie des arrêtés de transfert indiquant la raison justificative de chaque transfert. De même, ces arrêtés sont à communiquer à la Chambre des Députés.

Le montant des majorations de crédit par voie de transfert s'élève à 15.462.066,94 euros. Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 12.934.291,93 euros.

La Cour entend présenter un choix d'exemples d'opérations de transfert effectuées en 2003:

Ministère de la Justice: Section 07.0 – Justice

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
07.0.12.301	Frais divers en relation avec la mise sur disque optique des archives du Ministère de la Justice. (Sans distinction d'exercice)	750.000,00	208.341,00	21.000,00

Sur 750.000 euros inscrits au budget voté 2003, moins de 3% ont été liquidés au moyen d'une seule facture. Cet article n'a affiché aucun mouvement en 2002 et aucun crédit n'est inscrit au budget 2004.

Ministère de la Santé: Section 44.7 – Santé. – Travaux sanitaires et cliniques

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
44.7.51.001	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers). (Sans distinction d'exercice)	3.000.000,00	659.127,63	1.973.197,10

Le transfert au montant de 659.127,63 euros, faisant l'objet de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 portant sur un montant total de 2.454.960,35 euros, a été effectué au profit de l'article 44.7.93.000 „Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers (crédit non limitatif)“.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse: Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale. – Enfants et adultes

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
12.1.33.018	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de propédeutique professionnelle privés	4.022.234,00	334.671,00	4.356.904,44

L'article sous rubrique a été majoré par voie de deux transferts aux montants de respectivement 35.293 et 299.378 euros. Les arrêtés de transfert se limitaient à indiquer une insuffisance de crédit sans autre justification supplémentaire.

*Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur,
de la Coopération et de la Défense: Section 31.6 – Défense nationale*

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
31.6.74.300	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice)	156.000,00	103.000,00	253.834,71
31.6.74.390	Réalisation d'un système de surveillance et d'accès	360.000,00	360.000,00	0,00

L'article 31.6.74.300 a été majoré par voie de deux transferts aux montants de 97.000 et 6.000 euros, soit une augmentation de crédit de plus de 66% par rapport au crédit voté. L'article 31.6.74.390, émetteur du transfert de 97.000 euros précité, n'a fait l'objet d'aucune dépense, l'intégralité du crédit voté de 360.000 euros étant consommée par trois transferts successifs.

Ministère de l'Intérieur: Section 39.5 – Police grand-ducale

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>
39.5.74.041	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	1.781.385,00	1.769.951,94	8.833,15

L'article 39.5.74.041 est émetteur de transferts à titre de plus de 99% de son crédit voté.

Comme pour les années précédentes, il convient de relever que nombre de transferts ont dû être effectués suite à des sous-estimations lors de l'établissement des propositions budgétaires pour l'exercice 2003. Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 2003, la Cour présente quatre tableaux qui renseignent sur:

- les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert;
- les articles budgétaires qui ont fait l'objet de transferts égaux ou supérieurs à 25.000 euros;
- les crédits sous-estimés;
- les crédits transférés pour une valeur dépassant au moins 90% du crédit voté.

Tableau 15: Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité	Dépassement
30 - MINISTERE D'ETAT					
Section 30.4 - Gouvernement					
30.4.74.050	Service d'information et presse: acquisition d'équipements informatiques	25.000,00	11.000,00	35.564,56	10.564,56
31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE					
Section 31.6 - Défense nationale					
31.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	824.000,00	23.550,00	842.456,66	18.456,66
31.6.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	52.000,00	21.000,00	71.075,66	19.075,66
31.6.74.300	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice)	156.000,00	103.000,00	253.834,71	97.834,71
31.6.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice).....	102.000,00	242.000,00	343.696,17	241.696,17
31.6.74.320	Equipement de casernement et équipement divers	490.000,00	17.500,00	506.874,58	16.874,58
32 et 33 - MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE					
Section 32.0 - Affaires culturelles					
32.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	11.000,00	11.700,00	21.952,78	10.952,78
34 - MINISTERE DES FINANCES					
Section 34.3 - Douanes et accises					
34.3.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	278.000,00	24.000,00	301.228,71	23.228,71
34.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	62.000,00	15.000,00	75.568,62	13.568,62
39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR					
Section 39.6 - Protection civile-Incendie					
39.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	1.615.740,00	147.919,00	1.763.657,00	147.917,00
39.6.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice).....	124.592,00	15.285,00	139.583,34	14.991,34

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Dépassement
39.9.74.030	Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau	85.500,00	17.000,00	102.012,15	16.512,15
39.9.74.040	Acquisition d'appareils de laboratoire.....	119.900,00	56.000,00	175.831,24	55.931,24
39.9.74.300	Acquisition d'équipements spéciaux	5.000,00	10.000,00	12.479,59	7.479,59
	Acquisition de matériel piscicole				
	40 et 41 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 40.7 – Éducation différenciée				
40.7.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	85.000,00	6.100,00	90.646,35	5.646,35
	42 et 43 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 42.0 – Famille				
42.0.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	2.500,00	27.548,00	28.534,86	26.034,86
	Section 43.1 – Service national de la jeunesse				
43.1.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	64.200,00	6.700,00	70.893,00	6.693,00
	44 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 44.2 – Laboratoire national de santé				
44.2.74.010	Acquisition de machines de bureau	5.790,00	7.000,00	11.612,76	5.822,76
44.2.74.300	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: dépenses d'équipement.....	276.000,00	3.900,00	279.647,10	3.647,10
	45 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 45.0 – Protection de l'environnement				
45.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	24.500,00	4.100,00	28.587,66	4.087,66
45.0.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	23.900,00	4.105,00	27.904,57	4.004,57
	Section 45.1 – Administration de l'environnement				
45.1.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications	15.000,00	27.000,00	37.812,00	22.812,00
	49 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL				
	Section 49.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
49.2.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	12.500,00	9.700,00	21.402,87	8.902,87

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
49.5.74.060	Section 49.5 – Administration des services vétérinaires Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	7.500,00	4.500,00	11.977,47	4.477,47
50.0.74.050	50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE Section 50.0 – Economie Acquisition d'équipements informatiques	60.000,00	37.400,00	97.042,28	37.042,28
52.0.74.050	52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 52.0 – Travaux publics – Dépenses générales Acquisition d'équipements informatiques	5.000,00	6.622,00	10.737,06	5.737,06
52.1.74.000	Section 52.1 – Ponts et chaussées Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	3.163.000,00	103.430,00	3.208.672,21	45.672,21

Tableau 16: Les crédits surestimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT				
	Section 00.4 – Gouvernement				
00.4.12.375	Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice).....	200.000,00	-28.103,00	50.306,00	149.694,00
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DE LA COOPÉRATION ET DE LA DÉFENSE				
	Section 01.1 – Relations internationales. – Missions diplomatiques				
01.1.12.010	Frais de route et de séjour. (Sans distinction d'exercice).....	112.000,00	-45.000,00	61.348,53	50.651,47
01.1.12.250	Frais de bureau, frais de télécommunications, frais informatiques et frais de banque. (Sans distinction d'exercice).....	1.003.700,00	-49.240,00	952.346,85	51.353,15
01.1.12.300	Frais de représentation. (Sans distinction d'exercice).....	517.083,00	-32.450,00	462.870,87	54.212,13
	Section 01.5 – Direction de la Défense				
01.5.35.036	Contributions du Luxembourg aux frais de camps militaires.....	1.239.468,00	-262.788,00	0,00	1.239.468,00
	Section 01.6 – Défense nationale				
01.6.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	165.000,00	-40.000,00	113.171,71	51.828,29
01.6.12.070	Location et entretien des équipements informatiques.....	149.000,00	-84.000,00	60.752,01	88.247,99
01.6.12.140	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.....	450.000,00	-73.000,00	372.051,29	77.948,71
01.6.12.352	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger; frais de transport pour matériel et personnel militaire. (Sans distinction d'exercice).....	250.000,00	-188.300,00	54.384,43	195.615,57
01.6.12.353	Frais en relation avec l'utilisation de terrains d'exercice à l'étranger.....	103.000,00	-44.000,00	16.359,73	86.640,27
	Section 01.7 – Coopération au développement et action humanitaire				
01.7.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire.....	450.000,00	-127.297,10	292.012,80	157.987,20
01.7.12.300	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement. (Sans distinction d'exercice).....	720.437,00	-65.000,00	651.231,04	69.205,96

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	02 et 03 - MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales				
02.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice).....	293.164,00	-61.500,00	174.276,12	118.887,88
02.0.33.010	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres).....	828.391,00	-51.000,00	776.811,14	51.579,86
	Section 02.3 – Bibliothèque nationale				
02.3.12.041	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes. (Sans distinction d'exercice).....	951.500,00	-26.000,00	924.977,74	26.522,26
	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel				
02.5.33.002	La mémoire vivante: „Témoignages filmés de survivants des camps de concentration nazis“; frais de production, dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	145.400,00	-84.000,00	58.512,08	86.887,92
	Section 03.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales				
03.0.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien.....	59.740,00	-36.920,00	22.633,30	37.106,70
03.0.12.120	Maintenance et développement du système informatique pour la gestion de l'aide financière pour études supérieures: frais divers.....	80.000,00	-60.500,00	19.480,30	60.519,70
03.0.12.122	Cellule de recherches sur la résolution de conflits: frais d'experts et d'études	65.742,00	-58.082,00	7.659,08	58.082,92
03.0.44.004	Participation de l'Etat à la Charte universitaire de la Grande Région	147.730,00	-77.580,00	70.146,57	77.583,43
	04 – MINISTERE DES FINANCES				
	Section 04.0 – Dépenses générales				
04.0.12.120	Fiscalité: études comparatives sur le plan européen.....	100.000,00	-59.391,00	24.976,00	75.024,00
	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie				
04.1.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice).....	750.000,00	-42.415,00	702.627,00	47.373,00
	Section 04.2 – Enregistrement et domaines				
04.2.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	51.000,00	-36.100,00	9.329,50	41.670,50

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 04.3 – Douanes et accises				
04.3.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	228.000,00	-26.595,00	167.795,16	60.204,84
04.3.12.081	Entretien des logements de service. (Sans distinction d'exercice)	150.000,00	-30.000,00	106.907,13	43.092,87
	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE				
	Section 07.0 – Justice				
07.0.12.301	Frais divers en relation avec la mise sur disque optique des archives du Ministère de la Justice. (Sans distinction d'exercice)	750.000,00	-208.341,00	21.000,00	729.000,00
	Section 07.1 – Services judiciaires				
07.1.12.125	Frais d'experts et d'études	800.000,00	-473.458,00	124.627,16	675.372,84
	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative. – Dépenses diverses				
08.0.12.140	Frais relatifs à l'optimisation du recrutement	121.200,00	-75.000,00	44.201,92	76.998,08
	Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique				
08.3.11.131	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires	179.680,00	-56.000,00	121.867,64	57.812,36
	Section 08.6 – Service central des imprimés				
08.6.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	406.818,00	-48.000,00	355.504,91	51.313,09
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 – Police grand-ducale				
09.5.12.021	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	690.000,00	-91.188,12	536.905,78	153.094,22
09.5.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	1.249.204,00	-52.300,00	1.168.276,56	80.927,44
09.5.12.350	Acquisition de munitions	345.000,00	-200.019,12	144.538,06	200.461,94

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)				
09.7.43.011	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement urbain. (Sans distinction d'exercice).....	90.000,00	-60.000,00	30.000,00	60.000,00
09.7.43.300	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en oeuvre des plans régionaux	86.763,00	-43.000,00	43.000,00	43.763,00
09.9.35.020	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme Interreg III.	197.616,00	-70.100,00	125.088,11	72.527,89
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 10.0 – Dépenses générales				
10.0.12.000	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers.....	25.000,00	-25.000,00	0,00	25.000,00
10.0.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice).....	427.416,00	-74.000,00	323.975,81	103.440,19
10.0.12.322	Projets pilotes d'autonomie pédagogique des établissements d'enseignement postprimaire: formation continue du personnel	37.184,00	-26.600,00	10.581,00	26.603,00
	Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogique et technologiques				
10.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	273.310,00	-93.500,00	179.740,20	93.569,80
	Section 10.7 – Education différenciée				
10.7.12.000	Indemnités pour services de tiers	44.370,00	-32.250,00	4.915,25	39.454,75
	Section 11.2 – Enseignement secondaire technique				
11.2.32.020	Remboursement des rémunérations des infirmiers de référence mis à la disposition du Lycée technique pour professions de santé par diverses institutions hospitalières et de soins. (Sans distinction d'exercice).....	700.000,00	-25.000,00	601.550,94	98.449,06
	Section 11.3 – Service de la formation professionnelle				
11.3.12.302	Frais d'experts et d'études en matière informatique.....	624.910,00	-79.263,00	541.619,38	83.290,62

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 12.0 – Famille				
12.0.33.010	Subsides dans l'intérêt de la bienfaisance publique à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.....	158.000,00	-33.905,00	79.050,00	78.950,00
	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale. – Enfants et adultes				
12.1.33.005	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés.....	6.490.761,00	-535.833,00	5.701.768,96	788.992,04
12.1.33.006	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes.....	5.095.799,00	-31.555,00	4.977.662,92	118.136,08
	Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales				
12.5.12.050	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	359.761,00	-66.730,69	293.030,31	66.730,69
12.5.12.070	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques.....	37.500,00	-37.283,11	216,89	37.283,11
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 14.0 – Ministère de la santé				
14.0.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien.....	248.000,00	-55.700,00	180.269,72	67.730,28
	Section 14.1 – Direction de la santé				
14.1.12.122	Frais d'experts et d'études: mise en oeuvre de la directive 97/43/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et notamment l'annexe 1 Partie C.....	72.840,00	-65.105,00	6.070,00	66.770,00
	Section 14.2 – Laboratoire national de santé				
14.2.12.301	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs.....	171.000,00	-25.053,00	139.062,49	31.937,51
	15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.35.020	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional. (Sans distinction d'exercice).....	195.000,00	-36.690,00	103.417,21	91.582,79

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
15.2.12.302	Section 15.2 – Administration des eaux et forêts Protection et aménagement de l'environnement naturel.....	1.154.000,00	-30.700,00	1.115.935,40	38.064,60
16.0.12.012	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.0 – Travail. – Dépenses générales Frais de route et de séjour à l'étranger.....	233.250,00	-32.496,00	117.054,86	116.195,14
19.6.33.013	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.6 – Viticulture Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux expositions et foires.....	66.931,00	-30.000,00	36.930,81	30.000,19
19.6.34.101	Améliorations viticoles dans le cadre du remboursement viticole: compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles.....	100.000,00	-50.000,00	10.302,17	89.697,83
20.1.12.320	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) Enquête sur les budgets familiaux.....	80.000,00	-29.577,14	15.851,09	64.148,91
21.1.12.140	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT Section 21.1 – Tourisme Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice).....	340.000,00	-100.000,00	207.175,89	132.824,11
21.1.33.021	Exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement dans le cadre de projets ou initiatives touristiques d'envergure gérés par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif. (Sans distinction d'exercice).....	120.000,00	-80.000,00	40.000,00	80.000,00
21.1.33.025	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme.....	90.000,00	-28.900,00	61.084,80	28.915,20

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 22.1 – Ponts et chaussées. – Dépenses générales				
22.1.12.040	Frais de bureau.....	373.000,00	-32.652,69	316.193,73	56.806,27
22.1.12.080	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice).....	1.060.000,00	-60.000,00	932.543,98	127.456,02
	Section 22.2 – Ponts et chaussées. – Travaux propres				
22.2.14.003	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice).....	1.750.000,00	-194.301,12	1.181.228,92	568.771,08
22.2.14.005	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice).....	335.000,00	-27.374,10	158.689,81	176.310,19
22.2.43.000	Chemins vicinaux: goudronnage et remises en état à la suite de déviations imposées par les chantiers sur des routes de l'Etat; subsides aux communes. (Sans distinction d'exercice).....	360.000,00	-80.000,00	222.146,69	137.853,31
22.4.12.086	Section 22.4 – Bâtiments publics. – Compétences propres Installations électriques: entretien et contrôle. (Sans distinction d'exercice)	2.325.000,00	-100.000,00	2.224.971,00	100.029,00
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.0 – Transports. – Dépenses générales				
23.0.12.140	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.....	200.000,00	-35.100,00	130.441,40	69.558,60
	Section 23.2 – Transports publics				
23.2.12.141	Frais d'impression d'horaires d'autobus et de matériel en relation avec les conditions tarifaires.....	115.000,00	-50.000,00	54.199,84	60.800,16
23.2.31.051	Participation à un projet d'installation d'un système de guidance automatique d'autobus en lieux urbains: subventions.....	100.000,00	-93.756,00	0,00	100.000,00
	24 – MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE				
	Section 24.0 – Promotion féminine				
24.0.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	149.200,00	-29.900,00	103.658,67	45.541,33
	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
	Section 31.6 – Défense nationale				
31.6.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	500.000,00	-27.000,00	469.726,70	30.273,30
31.6.74.390	Réalisation d'un système de surveillance et d'accès.....	360.000,00	-360.000,00	0,00	360.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	34 – MINISTERE DES FINANCES				
	Section 34.3 – Douanes et accises				
34.3.74.300	Acquisition de matériel nécessaire à la lutte antidrogues	78.000,00	-59.500,00	17.651,30	60.348,70
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.5 – Police grand-ducale				
39.5.74.041	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	1.781.385,00	-1.769.951,94	8.833,15	1.772.551,85
	Section 39.6 – Protection civile-Incendie				
39.6.63.000	Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile.....	353.000,00	-107.000,00	245.476,83	107.523,17
39.6.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice).....	393.569,00	-56.204,00	328.458,08	65.110,92
	Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau				
39.9.53.010	Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers.....	110.000,00	-107.000,00	3.000,00	107.000,00
39.9.63.000	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration; protection et restauration des cours d'eau; participation de l'Etat au financement de projets communaux. (Sans distinction d'exercice).....	225.000,00	-73.000,00	150.245,90	74.754,10
39.9.73.070	Travaux de génie civil et d'infrastructures.....	75.000,00	-43.174,00	31.354,75	43.645,25
39.9.74.051	Acquisition d'équipements informatiques pour les besoins des Services de la Gestion de l'Eau	63.000,00	-36.500,00	23.774,71	39.225,29
39.9.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour la Direction de la Gestion de l'Eau	38.000,00	-31.900,00	6.083,50	31.916,50
	44 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 44.7 – Santé. – Travaux sanitaires et cliniques				
44.7.51.000	Participation aux frais d'investissements d'établissements hospitaliers publics	2.689.000,00	-374.469,80	2.114.530,20	574.469,80
44.7.51.001	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers). (Sans distinction d'exercice).....	3.000.000,00	-659.127,63	1.973.197,10	1.026.802,90

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
44.7.51.041	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privés, ainsi que par l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 12 de la loi du 18.9.1998 (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers). (Sans distinction d'exercice).....	3.000.000,00	-296.000,00	2.597.325,64	402.674,36
44.7.52.000	Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement de centres de diagnostic et de traitement.....	424.234,00	-85.127,00	339.106,56	85.127,44
44.7.52.001	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: participation aux frais d'investissement	2.751.000,00	-1.041.235,92	1.703.462,80	1.047.537,20
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 45.1 – Administration de l'environnement				
45.1.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	100.000,00	-27.000,00	61.144,10	38.855,90
	50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 50.0 – Economie				
50.0.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.....	50.000,00	-37.400,00	11.465,28	38.534,72
	52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 52.1 – Ponts et chaussées				
52.1.72.010	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. (Sans distinction d'exercice).....	1.090.000,00	-59.866,26	922.229,68	167.770,32
52.1.73.012	Voie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière. (Sans distinction d'exercice).....	1.525.000,00	-28.292,55	1.342.540,74	182.459,26
52.1.73.013	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice).....	6.500.000,00	-650.000,00	5.148.945,51	1.351.054,49
52.1.73.014	Voie de l'Etat: construction de trottoirs. (Sans distinction d'exercice)....	220.000,00	-68.122,92	140.050,85	79.949,15
52.1.73.016	Aménagement de couloirs pour bus, de plateformes intermodales et de gares routières. (Sans distinction d'exercice).....	2.000.000,00	-1.925.794,24	74.205,76	1.925.794,24

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
52.1.73.060	Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle. (Sans distinction d'exercice)	350.000,00	-100.000,00	221.020,61	128.979,39
52.1.73.061	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice)	1.850.000,00	-115.189,02	1.731.650,73	118.349,27
52.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice)	1.922.500,00	-103.430,00	1.730.199,94	192.300,06
	Section 52.3 – Bâtiments publics				
52.3.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Sans distinction d'exercice)	300.000,00	-151.700,00	109.025,56	190.974,44

Tableau 17: Les crédits sous-estimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ÉTRANGER, DE LA COOPÉRATION ET DE LA DÉFENSE				
	Section 01.6 – Défense nationale				
01.6.11.141	Frais d'alimentation	824.000,00	40.000,00	863.781,55	39.781,55
01.6.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien	700.000,00	61.000,00	742.373,33	42.373,33
01.6.12.300	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	1.030.000,00	75.000,00	1.104.452,06	74.452,06
01.6.12.360	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	305.000,00	50.000,00	351.974,83	46.974,83
	Section 01.7 – Coopération au développement et action humanitaire				
01.7.33.011	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement. (Sans distinction d'exercice) .	850.000,00	192.297,10	1.002.458,98	152.458,98
	02 et 03 – MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales				
02.0.12.305	Harmonisation des statistiques culturelles dans le cadre de l'Union européenne. (Sans distinction d'exercice)	102.125,00	76.500,00	173.672,03	71.547,03
02.0.33.011	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides	295.631,00	50.000,00	327.055,29	31.424,29
	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel				
02.5.12.330	Frais de productions audiovisuelles; indemnités aux collaborateurs; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice)	340.000,00	55.000,00	343.213,92	3.213,92
03.0.12.142	Section 03.0 – Enseignement supérieur. – Dépenses générales Frais d'organisation de la foire des études et de la formation	223.104,00	78.635,00	301.452,50	78.348,50
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES				
04.1.12.040	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie Frais de bureau	184.000,00	40.000,00	210.470,84	26.470,84

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE				
	Section 07.1 – Services judiciaires				
07.1.12.040	Frais de bureau, dépenses diverses	275.000,00	40.000,00	290.917,63	15.917,63
	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique				
08.3.12.040	Frais de bureau	18.606,00	38.000,00	47.813,80	29.207,80
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 – Police grand-ducale				
09.5.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	81.970,00	35.000,00	83.710,46	1.740,46
09.5.12.022	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	714.000,00	57.568,00	762.119,29	48.119,29
	Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)				
09.7.12.130	Frais de confection et de publication d'études, d'études d'impact, de plans, de cartes et de rapports	50.000,00	60.000,00	107.592,60	57.592,60
	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau				
09.9.14.018	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables. (Sans distinction d'exercice) ..	281.000,00	45.000,00	324.144,35	43.144,35
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 10.0 – Dépenses générales				
10.0.12.120	Frais d'experts et d'études	70.000,00	51.400,00	107.148,80	37.148,80
10.0.12.140	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	111.568,00	70.000,00	165.386,88	53.818,88
	Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
10.2.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	219.300,00	114.000,00	333.169,81	113.869,81
	Section 11.3 – Service de la formation professionnelle				
11.3.33.010	Participation aux frais de fonctionnement de l'a.s.b.l. Foprogest chargée de la gérance des fonds communautaires dans l'intérêt des formations professionnelles pour jeunes et adultes	50.000,00	89.245,00	139.244,80	89.244,80

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
12.1.33.007	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	14.766.895,00	201.162,00	14.798.475,88	31.580,88
12.1.33.018	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de propédeutique professionnelle privés	4.022.234,00	334.671,00	4.356.904,44	334.670,44
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 14.1 – Direction de la santé				
14.1.12.250	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	99.617,00	42.000,00	137.767,78	38.150,78
14.1.12.256	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radioactivité; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice).....	85.000,00	30.000,00	110.853,63	25.853,63
	15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.12.304	Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	100.000,00	35.730,00	135.730,00	35.730,00
	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI				
	Section 16.0 – Travail. – Dépenses générales				
16.0.12.120	Participation dans les frais d'études de questions sociales et d'enquêtes. (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	5.000,00	33.200,00	38.137,92	33.137,92
	19 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.0 – Agriculture. – Dépenses générales				
19.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Sans distinction d'exercice)	150.000,00	47.300,00	182.101,60	32.101,60
	Section 19.6 – Viticulture				
19.6.33.011	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi du 23.4.1965)	448.737,00	80.000,00	528.737,00	80.000,00
	21 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.12.141	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique. (Sans distinction d'exercice).....	319.000,00	100.000,00	418.978,03	99.978,03

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 22.1 – Ponts et chaussées. – Dépenses générales				
22.1.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	1.810.000,00	73.500,00	1.855.761,90	45.761,90
	Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres				
22.2.14.000	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	5.700.000,00	294.049,94	5.980.725,39	280.725,39
	Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres				
22.4.12.302	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés. (Sans distinction d'exercice)	120.000,00	100.000,00	216.476,45	96.476,45
	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
	Section 31.6 – Défense nationale				
31.6.74.300	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice)	156.000,00	103.000,00	253.834,71	97.834,71
31.6.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice).....	102.000,00	242.000,00	343.696,17	241.696,17
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.6 – Protection civile-Incendie				
39.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	1.615.740,00	147.919,00	1.763.657,00	147.917,00
	Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau				
39.9.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	119.900,00	56.000,00	175.831,24	55.931,24
	42 et 43 – MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 42.0 – Famille				
42.0.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	2.500,00	27.548,00	28.534,86	26.034,86
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 45.1 – Administration de l'environnement				
45.1.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications	15.000,00	27.000,00	37.812,00	22.812,00

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	50 – MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE				
	Section 50.0 – Économie				
50.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	60.000,00	37.400,00	97.042,28	37.042,28
	52 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 52.1 – Ponts et chaussées				
52.1.73.010	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice).....	19.000.000,00	1.189.593,80	19.781.795,64	781.795,64
52.1.73.011	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice).....	26.500.000,00	1.511.068,94	27.750.014,72	1.250.014,72
52.1.73.020	Port de Mertert: travaux de construction et de réfection. (Sans distinction d'exercice).....	1.500.000,00	250.000,00	1.750.000,00	250.000,00
52.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice).....	3.163.000,00	103.430,00	3.208.672,21	45.672,21
	Section 52.3 – Bâtiments publics				
52.3.72.017	Installations de sécurité: aménagements, remplacements et modifications. (Sans distinction d'exercice).....	3.150.000,00	150.000,00	3.299.658,17	149.658,17

Tableau 18: Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE			
	Section 01.6 – Défense nationale	5.000,00	-4.750,00	0,00
01.6.12.390	Frais de surveillance des installations militaires			
	02 et 03 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 02.4 – Archives nationales	8.000,00	-7.500,00	0,00
02.4.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation			
	Section 02.7 – Centre national de littérature	5.000,00	-4.990,00	0,00
02.7.12.301	Promotion du livre et de la lecture: participation au programme européen Grinzane-Europa			
	Section 03.2 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques	3.000,00	-3.000,00	0,00
03.2.34.061	Participation aux frais de séjour d'étudiants étrangers à l'I.S.E.R.P.: participation aux frais			
	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique	1.500,00	-1.500,00	0,00
08.3.12.002	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire			
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.5 – Police grand-ducale	2.500,00	-2.500,00	0,00
09.5.33.010	Subsides à allouer à l'ensemble musical de la Police Grand-Ducale			
09.5.35.060	Contribution au collège européen de police	5.200,00	-5.200,00	0,00
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
	Section 10.0 – Dépenses générales	25.000,00	-25.000,00	0,00
10.0.12.000	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers			
10.0.33.013	Presse à l'école: Actions de sensibilisation des élèves	3.000,00	-3.000,00	0,00
	Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation	3.000,00	-2.985,00	0,00
10.1.12.000	Indemnités pour services de tiers			
	Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires	3.350,00	-3.200,00	86,25
10.6.12.190	Frais de perfectionnement du personnel			
10.6.12.303	Elaboration d'un guide des bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire	3.200,00	-3.200,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
11.4.12.191	Section 11.4 – Sports. – Dépenses générales Service médico-sportif: organisation de séminaires et de conférences.....	1.500,00	-1.500,00	0,00
12.4.12.190	12 et 13 – MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE Section 12.4 – Fonds national de solidarité Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.....	2.500,00	-2.500,00	0,00
12.5.12.070	Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques.....	37.500,00	-37.283,11	216,89
12.8.11.131	Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires.....	1.983,00	-1.983,00	0,00
16.2.12.120	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.2 – Inspection du travail et des mines Etudes et travaux d'analyses spéciales.....	12.800,00	-12.800,00	0,00
19.0.12.142	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.0 – Agriculture. – Dépenses générales Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand luxembourgeois de promotion pour l'horticulture à l'exposition mondiale „Floriate 2002“ aux Pays-Bas. (Sans distinction d'exercice).....	6.500,00	-6.500,00	0,00
19.5.12.070	Section 19.5 – Administration des services vétérinaires Location et entretien des équipements informatiques.....	100,00	-100,00	0,00
21.1.33.010	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT Section 21.1 – Tourisme Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux.....	24.500,00	-24.500,00	0,00
21.1.33.013	Participation aux frais de modernisation des auberges de jeunesse.....	13.634,00	-13.634,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
21.1.43.004	Exécution du septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique. (Sans distinction d'exercice).....	20.000,00	-20.000,00	0,00
22.3.11.130	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 22.3 – Bâtiments publics. – Dépenses générales Indemnités pour services extraordinaires.....	500,00	-500,00	0,00
23.2.31.051	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 23.2 – Transports publics Participation à un projet d'installation d'un système de guidance automatique d'autobus en lieux urbains: subventions	100.000,00	-93.756,00	0,00
31.6.74.390	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE Section 31.6 – Défense nationale Réalisation d'un système de surveillance et d'accès.....	360.000,00	-360.000,00	0,00
39.5.74.041	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 39.5 – Police grand-ducale Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police.....	1.781.385,00	-1.769.951,94	8.833,15
39.9.52.010	Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau Subsides à des associations et à des particuliers pour la construction de fosses à lisier et à purin..	7.000,00	-7.000,00	0,00
39.9.53.010	Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers.....	110.000,00	-107.000,00	3.000,00
42.0.74.060	42 et 43 – MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE Section 42.0 – Famille Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	2.500,00	-2.500,00	0,00
52.1.73.016	52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS Section 52.1 – Ponts et chaussées Aménagement de couloirs pour bus, de plate-formes intermodales et de gares routières. (Sans distinction d'exercice)	2.000.000,00	-1.925.794,24	74.205,76

6. Les crédits non limitatifs

De manière générale, les crédits budgétaires ont un caractère limitatif et ne permettent le paiement de dépenses que jusqu'à concurrence du montant voté. L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoit toutefois que les articles budgétaires peuvent être dotés de la mention „crédit non limitatif“ lorsqu'ils concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur.

Le montant total des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs de l'exercice 2003 s'élève à 366.863.419,22 euros, dont 266.544.224,48 euros pour le budget des dépenses courantes et 100.319.194,74 euros pour le budget des dépenses en capital. Le montant total des liquidations effectuées sur base des ces autorisations de dépassement de crédits non limitatifs s'élève à 336.974.244,72 euros, dont 250.463.547,31 euros pour le budget des dépenses courantes et 86.510.697,41 euros pour le budget des dépenses en capital.

<i>Budget</i>	<i>Autorisations</i>	<i>Dépassements utilisés</i>
– des dépenses courantes	266.544.224,48	250.463.547,31
– des dépenses en capital	100.319.194,74	86.510.697,41
Total	366.863.419,22	336.974.244,72

Le montant des liquidations à charge du **budget des dépenses courantes** et regroupées dans la classification administrative sous le code économique 11 „salaires et charges sociales“, s'élève à 32.587.162,94 euros. Pour l'ensemble des autres opérations du budget des dépenses courantes, le montant des liquidations s'élève à 217.876.384,37 euros.

Il convient de relever que plus de 50% du montant global des dépassements effectivement utilisés concerne les sept articles suivants du budget des dépenses courantes:

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Paielements effectifs</i>	<i>Dépassements utilisés</i>
16.4.93.002	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)	100,00	50.000.100,00	50.000.000,00
12.5.42.007	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	185.798.700,00	208.798.700,00	23.000.000,00
17.6.42.000	Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	88.583.000,00	105.129.000,00	16.546.000,00
23.3.93.000	Dotations au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge de la gestion de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE. (Crédit non limitatif)	90.000.000,00	101.434.356,00	11.434.356,00
12.5.42.008	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.425.000,00	27.739.942,57	9.314.942,57
18.8.42.000	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	752.079.950,00	761.087.268,33	9.007.318,33
11.3.32.010	Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000,00	20.694.982,59	7.694.982,59

Au niveau du **budget des dépenses en capital**, plus de 80% du montant global des dépassements effectivement utilisés concerne les cinq articles suivants:

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Paiements effectifs</i>	<i>Dépassements utilisés</i>
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000,00	16.240.394,86	15.240.394,86
35.0.61.035	Dotation à la société ayant pour objet le développement des friches industrielles, dans l'intérêt de la viabilisation des terrains devant accueillir des immeubles de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
36.0.91.005	Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif)	5.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
52.5.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif)	7.000.000,00	22.000.000,00	15.000.000,00
45.1.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000,00	11.299.524,03	9.299.524,03

Le tableau suivant relève tous les crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%.

Tableau 19: Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT			
	Section 00.4 – Gouvernement			
00.4.12.011	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations). (Crédit non limitatif)	800.000,00	1.358.428,58	558.428,58
00.4.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	267.469,07	217.469,07
00.4.12.321	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000,00	2.680.546,59	1.180.546,59
00.4.12.350	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	116.926,76	66.926,76
00.4.34.040	Domages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000,00	109.383,36	37.383,36
	Section 00.8 – Médias et Communications			
00.8.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	197.093,57	172.093,57
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ÉTRANGER, DE LA COOPÉRATION ET DE LA DÉFENSE			
	Section 01.0 – Dépenses générales			
01.0.12.381	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: dépenses de matériel, frais de réunion, réceptions officielles; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000,00	69.541,78	49.541,78
	Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques			
01.1.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500,00	5.444,75	4.444,75
	Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux			
01.2.35.033	Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.621,00	225.000,00	180.379,00
	Section 01.5 – Direction de la Défense			
01.5.35.034	Contributions du Luxembourg aux activités du „Partenariat pour la Paix“ et à la coopération militaire dans le cadre du „Pacte de stabilité“. (Crédit non limitatif)	25.000,00	470.000,00	445.000,00
01.5.35.035	Contributions du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	70.000,00	106.990,09	36.990,09
	02 et 03 – MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales			
02.0.12.311	Frais d'assurances des divers départements du Ministère. (Crédit non limitatif)	124,00	12.770,76	1.946,76
02.0.33.021	Dotations du Fonds social culturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000,00	250.000,00	100.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
02.0.33.024	Participation de l'Etat au financement de la billetterie nationale. (Crédit non limitatif)	25.000,00	230.000,00	205.000,00
02.2.12.220	Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	124.000,00	400.148,90	276.148,90
04.0.35.030	04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.0 – Dépenses générales Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000,00	977.980,92	544.878,92
04.2.23.000	Contributions à des organisations internationales. (Crédit non limitatif)	500,00	8.980,00	7.328,00
04.3.12.330	Section 04.2 – Enregistrement et domaines Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000,00	560.000,00	360.000,00
05.0.12.120	Section 04.3 – Douanes et accises Honoraires et frais d'experts; frais d'analyse et de contrôle; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires: dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard: indemnités pour visiteuses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500,00	60.000,00	57.500,00
05.0.12.310	05 – MINISTERE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET Section 05.0 – Dépenses générales Domaines de l'Etat: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)	6.000,00	28.584,33	22.584,33
05.1.12.120	Crédit commun: dépenses sur exercices clos. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) . Section 05.1 – Inspection générale des finances Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000,00	30.597,78	29.597,78
05.4.12.009	Section 05.4 – Cadastre et topographie Actualisation des fichiers cadastraux (AFC): mise à jour des fichiers alphanumériques et graphiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000,00	376.232,51	126.232,51
07.0.34.090	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE Section 07.0 – Justice Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	555.000,00	1.554.997,32	999.997,32
07.1.12.001	Section 07.1 – Services judiciaires Médiation pénale: indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000,00	254.247,83	96.699,83
07.1.12.310	Assistance judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000,00	6.149,16	3.709,16
		900.000,00	2.088.060,18	1.068.060,18

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses			
08.0.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	20.000,00	53.056,87	33.056,87
08.0.11.170	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	5.000,00	39.011,90	34.011,90
08.0.11.300	Remboursement à l'association d'assurance contre les accidents des dépenses occasionnées par l'assurance obligatoire contre les accidents des fonctionnaires et employés de l'Etat jouissant d'un régime spécial de pension de retraite (arrêté grand-ducal modifié du 8.3.1961). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	3.687.000,00	7.557.552,18	3.870.552,18
08.0.11.311	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	500,00	284.527,14	284.027,14
08.0.12.110	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	10.000,00	32.038,39	21.938,39
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.5 – Police grand-ducale			
09.5.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif).....	200.000,00	308.992,15	108.992,15
09.5.12.360	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif).....	12.023,00	86.648,40	64.584,00
09.9.14.016	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	135.000,00	398.742,00	263.742,00
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
	Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires			
10.6.12.211	Exploitation des restaurants scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	1.600.000,00	2.898.299,10	1.298.299,10
11.0.43.010	Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire Remboursement au Fonds de dépenses communales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	100,00	4.976.080,08	4.975.980,08
11.3.32.010	Section 11.3 – Service de la formation professionnelle Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	13.000.000,00	20.694.982,59	7.694.982,59

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE			
	Section 12.0 – Famille			
12.0.11.300	Remboursement à l'établissement public „Centres, Foyers et Services pour personnes âgées“ de traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales 1) d'agents détachés auprès de l'Etat, 2) d'agents bénéficiant d'un recalcul se rapportant à des périodes antérieures à la création de l'établissement public. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	130.000,00	199.271,24	69.271,24
	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale. – Enfants et adultes			
12.1.12.250	Frais liés au fonctionnement du comité luxembourgeois des droits de l'enfant appelé „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ (ORK). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	151.954,33	101.954,33
12.1.12.350	Accompagnement psychothérapeutique et sociopédagogique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatisante. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000,00	19.139,70	16.489,70
	Section 12.2 – Solidarité			
12.2.34.012	Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.479,00	1.138.779,59	1.136.300,59
12.2.34.014	Prestations sociales; hébergement d'urgence des sans-abri. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	185.467,69	160.467,69
12.2.35.060	Remboursement de secours avancés à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg en pays étrangers; subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.478,00	5.169,00	2.691,00
	Section 12.4 – Fonds national de solidarité			
12.4.34.014	Dotations du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000,00	2.730.647,78	2.725.647,78
	Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales			
12.5.42.008	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.425.000,00	27.739.942,57	9.314.942,57
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ			
	Section 14.0 – Ministère de la santé			
14.0.31.050	Service médical d'urgence et de garde, service des urgences néonatales, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais. (Crédit non limitatif)	617.270,00	1.751.301,76	1.134.031,76
14.0.34.011	Traitement des maladies sociales et d'autres affections-service de l'éducation pour la santé: subsides à des particuliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	292.262,00	740.158,53	447.896,53
	Section 14.1 – Direction de la santé			
14.1.12.170	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils. (Crédit non limitatif)	16.113,00	26.922,77	10.809,77
14.1.12.313	Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux. (Crédit non limitatif)	250,00	5.225,69	4.875,69

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
16.4.93.002	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.4 – Fonds pour l'emploi Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif)	100,00	50.000.100,00	50.000.000,00
17.5.42.007	17/18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.5 – Assurance maladie-maternité. – Union des caisses de maladie Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	191.171,73	141.171,73
18.5.12.110	Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	25.000,00	144.181,61	80.648,08
19.1.31.055	19 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000,00	71.233,43	68.233,43
19.5.12.120	Section 19.5 – Administration des services vétérinaires Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires externes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	160.000,00	324.776,39	164.776,39
19.7.34.020	Section 19.7 – Sylviculture Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales. (Crédit non limitatif)	2.500,00	20.656,60	18.156,60
20.0.34.040	20 – MINISTÈRE DE L'ECONOMIE Section 20.0 – Economie Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100,00	400,00	300,00
22.0.12.120	22 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.000,00	379.644,20	335.644,20
22.0.32.000	Participation aux frais de fonctionnement de l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	375.000,00	1.125.000,00	750.000,00
22.0.32.001	Participation aux frais de préétudes encourus par l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest en vue de l'établissement des projets de loi relatifs à des projets de construction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000,00	2.100.000,00	1.600.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
22.2.14.013	Section 22.2 – Ponts et chaussées. – Travaux propres Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	135.000,00	608.557,96	473.557,96
22.4.12.089	Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Travaux d'adaptation dans des immeubles loués par l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	890.000,00	2.639.936,84	1.749.936,84
22.4.12.091	Bâtiments de l'Etat: frais d'exploitation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	1.970.000,00	3.080.000,00	1.110.000,00
22.4.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	108.976,13	58.976,13
22.4.12.300	Frais de démantèlement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) .	375.000,00	1.558.993,83	1.183.993,83
23.0.12.121	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 23.0 – Transports – Dépenses générales Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat-Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000,00	154.803,77	54.803,77
30.4.74.300	30 – MINISTERE D'ETAT Section 30.4 – Gouvernement Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais d'infrastructure et d'équipement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.900.000,00	2.994.283,44	1.094.283,44
31.5.54.060	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE Section 31.5 – Direction de la défense Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.500,00	48.263,08	35.763,08
33.0.53.010	32 et 33 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE Section 33.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	124,00	179.317,77	179.193,77
35.0.61.035	35 – MINISTERE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET Section 35.0 – Dépenses générales Dotation à la société ayant pour objet le développement des friches industrielles, dans l'intérêt de la viabilisation des terrains devant accueillir des immeubles de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000,00	16.240.394,86	15.240.394,86

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	36 – MINISTÈRE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE			
	Section 36.0 – Dette publique			
36.0.91.005	Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements. (Crédit non limitatif)	5.000.000,00	20.000.000,00	15.000.000,00
	45 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT			
	Section 45.1 – Administration de l'environnement			
45.1.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. – Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000,00	11.299.524,03	9.299.524,03
	49 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 49.7 – Sylviculture			
49.7.63.000	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	550.000,00	1.271.455,25	721.455,25
	52 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 52.1 – Ponts et chaussées			
52.1.63.000	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	145.885,33	120.885,33
	Section 52.3 – Bâtiments publics			
52.3.72.020	Élimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	125.000,00	316.704,91	191.704,91
52.3.72.023	Déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	550.000,00	2.145.933,86	1.595.933,86
	Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes			
52.4.74.106	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	57.945,28	32.945,28
	Section 52.5 – Fonds d'investissements publics			
52.5.72.010	Fonds d'investissements publics et fonds pour la loi de garantie: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	750.000,00	1.750.000,00	1.000.000,00
52.5.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif)	7.000.000,00	22.000.000,00	15.000.000,00

7. Les restants d'exercices antérieurs

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur pour lesquelles n'existaient pas de disponibilités budgétaires et dont le règlement est resté en souffrance.

Le montant total des restants d'exercices est généralement connu au moment de l'élaboration du projet de budget. Les sommes liquidées devraient donc correspondre aux crédits votés. La Cour des comptes note toutefois que tel n'est pas le cas pour nombre de départements ministériels. Le tableau qui suit renseigne sur les écarts constatés pour l'exercice 2003.

Tableau 20: Gestion des restants d'exercices antérieurs

Ministères		Crédit voté	Modifications	Liquidations	Excédent
00	Etat	785.152,00	0,00	785.020,47	131,53
01	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	185.812,00	1.130,00	185.576,96	235,04
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	341.947,00	8.589,00	341.841,99	105,01
04	Finances	58.226,00	1.765,00	51.124,08	7.101,92
07	Justice	334.008,00	3.395,00	329.062,07	4.945,93
08	Fonction publique et Réforme administrative	281.276,00	0,00	197.111,37	84.164,63
09	Intérieur	12.615,00	0,00	12.503,83	111,17
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	376.518,00	1.200,00	368.859,33	7.658,67
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	426.921,00	0,00	262.973,66	163.947,34
14	Santé	700.004,00	6.933,00	706.386,39	-6.382,39
15	Environnement	4.966,00	0,00	1.963,56	3.002,44
16	Travail et Emploi	817.076,00	0,00	816.909,62	166,38
17/18	Sécurité sociale	14.919,00	0,00	14.554,84	364,16
19	Agriculture, Viticulture et Développement rural	18.768,00	0,00	17.354,76	1.413,24
20	Economie	132.000,00	0,00	131.954,30	45,70
21	Classes moyennes, Tourisme et Logement	38.446,00	0,00	0,00	38.446,00
22	Travaux publics	46.408,00	640,00	46.665,32	-257,32
23	Transports	4.350.621,00	0,00	4.121.277,09	229.343,91
24	Promotion féminine	1.038,00	0,00	1.037,34	0,66
31	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	475.847,00	0,00	475.450,75	396,25
34	Finances	101.220,00	0,00	76.978,01	24.241,99
35	Finances: Trésor et Budget	67.850,00	0,00	67.806,30	43,70
37	Justice	925,00	0,00	922,76	2,24
39	Intérieur	102.201,00	0,00	102.199,43	1,57
42/43	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	1.960,00	0,00	1.958,97	1,03
44	Santé	4.225,00	0,00	4.222,01	2,99
45	Environnement	157.000,00	0,00	156.079,63	920,37
46	Travail et Emploi	514,00	0,00	513,75	0,25
49	Agriculture, Viticulture et Développement rural	15.489,00	0,00	15.166,45	322,55
51	Classes moyennes, Tourisme et Logement	350.000,00	0,00	0,00	350.000,00
		10.203.952,00	23.652,00	9.293.475,04	910.476,96

8. Les marchés publics

8.1 Législation sur les marchés publics

Une nouvelle législation sur les marchés publics pour compte de l'Etat est entrée en vigueur au 1er septembre 2003 et a relayé les dispositions légales et réglementaires concernant le régime des marchés publics de travaux et fournitures applicables jusqu'à cette date.

Le nouveau cadre législatif comporte:

1. la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics;
2. le règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale du 13 décembre 1988;
3. le règlement grand-ducal du 8 juillet 2003 portant institution de cahiers spéciaux des charges standardisés en matière de marchés publics.

La loi du 30 juin 2003 et le règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 sont subdivisés en 4 livres:

- Livre I: Dispositions générales applicables à tous les marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs publics;
- Livre II: Dispositions particulières relatives aux marchés publics d'une certaine envergure (dispositions communautaires);
- Livre III: Dispositions spécifiques relatives aux marchés publics dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (dispositions communautaires);
- Livre IV: Dispositions finales dont notamment celles relatives aux annexes qui font partie intégrante de la loi et du règlement.

Le nouveau cadre législatif comprend les dispositions relatives aux marchés publics nationaux et communautaires alors qu'avant l'entrée en vigueur de la loi du 30 juin 2003 ces marchés ont été régis par les dispositions des articles 36, 37 et 38 de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat modifiées par la loi du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures ainsi que de plusieurs règlements grand-ducaux pris en vertu de la loi du 4 avril 1974 dont notamment ceux relatifs à l'introduction d'un cahier général des charges pour l'Etat et pour les communes et ceux relatifs à la transposition en droit national d'un certain nombre de directives communautaires.

Il y a lieu de relever que la nouvelle loi maintient la soumission publique comme règle générale. Elle prévoit aux articles 7 et 8 les possibilités de dérogation à cette règle qui sont notamment constituées par le recours, sous des conditions déterminées, à une soumission restreinte avec ou sans publication d'avis et au marché négocié.

Dans les cas limitativement énumérés par la loi, il convient de noter que les décisions de recourir à la soumission restreinte sans publication d'avis et au marché négocié sont dorénavant déterminées par un arrêté motivé du ministre du ressort, la Commission des soumissions entendue en son avis lorsqu'il s'agit d'un marché estimé à plus de 25.000 euros hors TVA, (valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1948).

L'article 89 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics précise les critères sur lesquels le pouvoir adjudicateur se fonde pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. Pour ce qui est des dérogations prévues au niveau des seuils en dessous desquels il peut être recouru à une soumission restreinte sans publication d'avis et un marché négocié, l'article 161 fixe trois nouveaux montants limites se rapportant aux différents corps de métiers, à savoir 22.000, 33.000 et 44.000 euros.

8.2 Passation des marchés publics

Selon les données statistiques de la DCF, l'Etat a passé, suivant les nouvelles dispositions légales et réglementaires, un total de 637 marchés pour un montant de 484,6 millions d'euros depuis le 1er septembre 2003. Sur ce total, 342 marchés (53,7%) ont fait l'objet d'une soumission publique tant au niveau national qu'eupéen représentant, en termes de valeur, 406,1 millions d'euros (83,8%). La part relative des soumissions restreintes et des marchés négociés, qui constituent les dérogations à la règle générale, se chiffre à 46,3% (Livre I et II) ce qui représente 16,2% de la valeur totale de l'ensemble des marchés conclus.

Tableau 21: Marchés publics – Ventilation par type de marché

Type de marché	Nombre	en %	Montant en euros	en %
Soumissions publiques				
Livre I	330		351.167.793,54	
Livre II	12		54.972.104,89	
	342	53,69	406.139.898,43	83,82
Soumissions restreintes				
Livre I: Avec publication d'avis	2		1.300.392,98	
Livre I: Sans publication d'avis	7		5.432.502,62	
Livre II	1		2.728.465,34	
	10	1,57	9.461.360,94	1,95
Marchés négociés				
Livre I	270		58.260.218,50	
Livre II: Avec publication	2		720.000,00	
Livre II: Sans publication	13		9.979.418,70	
	285	44,74	68.959.637,20	14,23
Total	637	100,00	484.560.896,57	100,00

Le tableau ci-après répartit le nombre total des marchés conclus suivant les trois types de procédure (Livre I et II) et les départements ministériels dont ils sont issus.

Tableau 22: Marchés publics – Ventilation par ministère

Ministère	Soumissions publiques		Soumissions restreintes		Marchés négociés			Total
	Livre I	Livre II	Livre I		Livre II	Livre II		
			Avec public. d'avis	Sans public. d'avis		Avec public.	Sans public.	
État								
Nombre:	11				19			30
Montant:	1.184.810,40				1.392.144,10			2.576.954,50
Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense								
Nombre:	4	1			17		1	23
Montant:	193.975,00	2.947.684,20			1.901.596,99		900.000,00	5.943.256,19
Culture, Enseignement supérieur et Recherche								
Nombre:	11		1		22			34
Montant:	1.536.924,85		203.680,00		2.198.007,09			3.938.611,94
Finances								
Nombre:			1		1			2
Montant:			207.394,45		55.000,00			262.394,45
Justice								
Nombre:	3				4			7
Montant:	176.800,00				1.301.000,00			1.477.800,00
Fonction publique et Réforme administrative								
Nombre:	7	2			12		1	22
Montant:	805.104,16	1.468.500,00			1.184.516,95		265.900,00	3.724.020,11
Intérieur								
Nombre:	10	2			1		2	35
Montant:	2.224.994,43	5.899.795,55			2.728.465,34		1.516.919,57	15.076.111,29
Education nationale, Formation professionnelle et Sports								
Nombre:	5				5			10
Montant:	368.248,00				993.485,00			1.361.733,00
Famille, Solidarité sociale et Jeunesse								
Nombre:	2				3			5
Montant:	79.146,22				356.143,00			435.289,22
Santé								
Nombre:	4				4			8
Montant:	275.512,68				513.680,99			789.193,67

Ministère	Soumissions publiques		Soumissions restreintes		Marchés négociés			Total
	Livre I	Livre II	Livre I	Livre II	Livre I	Avec public.	Sans public.	
Environnement								
Nombre:	1				9			10
Montant:	150.000,00				872.444,00			1.022.444,00
Travail et Emploi								
Nombre:	1				7		1	9
Montant:	250.000,00				562.718,48		335.200,00	1.147.918,48
Sécurité sociale								
Nombre:					1			1
Montant:					101.119,50			101.119,50
Agriculture, Viticulture et Développement rural								
Nombre:	3				9			12
Montant:	160.884,37				1.264.150,00			1.425.034,37
Economie								
Nombre:	4				12			16
Montant:	5.110.274,01				617.134,00			5.727.408,01
Classes moyennes, Tourisme et Logement								
Nombre:					5			5
Montant:					234.078,00			234.078,00
Travaux publics								
Nombre:	258	6	1	5	103	2	8	383
Montant:	335.434.649,42	38.656.125,14	1.096.712,98	5.025.108,17	39.989.861,00	720.000,00	6.961.399,13	427.883.855,84
Transports								
Nombre:	6	1	1	11				19
Montant:	3.216.470,00	6.000.000,00	200.000,00	1.697.949,00				11.114.419,00
Promotion féminine								
Nombre:					6			6
Montant:					319.255,00			319.255,00
Total Nombre:								637
Total Montant:								484.560.896,57

8.3 Décomptes finaux

D'après l'article 15 de la loi précitée, un décompte final doit être établi par le pouvoir adjudicateur pour tous les marchés publics dont la valeur hors TVA dépasse 20.000 euros (valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1948). Le décompte final comporte la comparaison, par corps de métier, du devis, du prix adjugé et du coût final de la totalité du marché y compris les marchés supplémentaires. L'article 17 qui se rapporte aux décomptes pour ouvrages importants dispose que „Pour tous les marchés publics relevant de l'Etat, relatifs à un ouvrage dont le coût dépasse le montant prévu à l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le décompte établi suivant les dispositions de l'article 15, est transmis au ministre ayant dans ses attributions le Budget, ainsi qu'à la Chambre des députés dans un délai ne dépassant pas un an à compter de la réception de la totalité de l'ouvrage. Une justification est à fournir pour tous les dépassements excédant les hausses légales. Ce décompte est contrôlé par la Cour des comptes et soumis à la Chambre des députés avec les observations éventuelles de la Cour des comptes“.

A ce jour, aucun décompte n'a été transmis à la Cour des comptes depuis le 14 décembre 1999.

8.4 Observations émises par la Direction du contrôle financier

Concernant l'exercice 2003, la DCF a émis 125 refus de visa (situation fin juillet 2004) pour non-respect de la législation (ancienne et nouvelle) sur les marchés publics.

Les refus de visa énoncés par la DCF peuvent être classés en cinq catégories, à savoir:

1. le fractionnement des dépenses;
2. le dépassement des montants limites au-dessus desquels il doit être procédé par adjudication publique;
3. le mode de passation des marchés publics;
4. les approbations ex post avant l'intervention de la DCF;
5. le paiement d'avances.

Dans ce qui suit, la Cour des comptes entend présenter certaines observations significatives qui ont été formulées au moment de l'engagement et de l'ordonnement des dépenses en matière de marchés publics.

8.4.1 Fractionnement des dépenses

Ministère d'Etat – Gouvernement – Article 00.4.12.120: „Frais d'experts et d'études.“ (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

Le contrôleur financier a retourné le 11 juillet 2003 une ordonnance relative à une étude portant sur la „détermination des teneurs en HAP dans les matrices environnementales et biologiques dans le voisinage immédiat du site de compostage de Diekirch“ au motif que la facture, datée au 25 octobre 2002 (!), s'élevait au montant identique que la facture du 7 octobre 2002 visée favorablement le 23 janvier 2003 concernant cette même étude. Comme le total de ces deux factures (17.000 euros HTVA) dépassait le montant prévu au règlement grand-ducal du 30 septembre 1993, ces prestations auraient dû être passées, soit par voie de soumission publique, soit par voie de marché de gré à gré à autoriser préalablement par le Conseil de Gouvernement. Ce dossier n'a pas encore été retourné à la DCF.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense – Direction de la Défense – Article 01.5.12.306: „Frais de mise sur pied du corps civil volontaire.“ (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

Le ministère a présenté au contrôleur financier quatre engagements pour un montant global de 45.582 euros TTC pour l'acquisition de matériel pour les besoins de l'unité „Humanitarian Intervention Team“. Comme le montant total des engagements dépassait le seuil de 22.000 euros et comme il s'agissait de fournitures de nature identique ou similaire commandées à un même fournisseur au cours d'une même année, la DCF a refusé le 16 décembre 2003 son visa avec l'argument que conformément à l'article 161 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 sur les marchés publics, ces fournitures auraient dû faire l'objet d'une soumission publique et ne pouvaient être passés par marché négocié ou par

soumission restreinte sans publication d'avis. Le dossier en question n'a pas encore été retourné à la DCF.

Ministère de la Santé – Direction de la Santé – Article 14.1.12.306: „Programmes de dépistage du cancer: frais d'organisation et d'évaluation d'un programme de dépistage du cancer du sein par mammographie; campagnes cancer colo-rectal et cancer prostate.“ (Sans distinction d'exercice)

Avec la même argumentation qu'invocée ci-avant, le contrôleur financier a retourné le 16 octobre 2003 au ministère deux ordonnances respectivement de 10.371,65 et de 1.559,04 euros TTC. Il ressort de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 régularisant ex post ces dépenses au montant total de 11.930,69 euros TTC que la Division de la médecine préventive et sociale avait omis de se faire autoriser en temps utile la conclusion d'un marché négocié.

Ministère des Travaux publics – Ponts et Chaussées: „Fonds des routes“

En date du 28 juillet 2003, le contrôleur financier a refusé son visa relatif à deux ordonnances (2.174,81 euros TTC) pour des travaux de plantation pour la section courante à Mersch. Vu qu'un autre fournisseur avait déjà effectué des travaux similaires (16.647,95 euros TTC) pour compte de cette même section, le plafond légal prévu se trouvait dépassé. En refusant son visa, le contrôleur financier s'est par ailleurs basé sur un jugement du 18 novembre 1999 du Tribunal administratif qui se lit comme suit: „Est prohibé tout aussi bien le subterfuge consistant à répartir un objet unique sur deux ou plusieurs contrats avec une même entreprise que celui qui consiste à répartir un projet caractérisé par une unité fonctionnelle entre différentes entreprises, étant donné que dans les deux cas la réglementation relative aux seuils des marchés de gré à gré est méconnue de la même façon“. Aucune prise de position du ministère n'a encore été transmise à la DCF.

Ministère des Travaux publics – Ponts et Chaussées: „Fonds des routes“

Dans le cas des travaux de déboisements pour le tunnel Staffelter, les mêmes remarques ont été formulées par le contrôleur financier en dates du 19 février, 20 février, 4 avril, 23 avril et 24 juin 2003. Le 8 juin 2004, la ministre des Travaux publics a décidé de passer outre au refus de visa du contrôleur financier conformément à l'article 59 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et ce avec les arguments que, d'une part, c'était l'administration des Eaux et Forêts qui s'occupait de l'exécution des travaux et que, d'autre part, les services des Ponts et Chaussées, qui n'avaient joué qu'un rôle financier, n'avaient nullement eu l'intention de pratiquer un saucissonnage dans l'optique de contourner les prescriptions légales sur les marchés publics.

8.4.2 Dépassement des montants limites

Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement – Logement – Article 21.2.12.080: „Bâtiments: exploitation et entretien.“ (Sans distinction d'exercice)

Au vu de l'importance du montant cumulé annuellement engagé (73.810 euros) pour l'entretien journalier des bureaux du département du Logement pour l'exercice 2003, le contrôleur financier avait demandé le 9 mai 2003 la mise en adjudication publique de ces services. Dans sa lettre du 28 juillet 2003, le ministère des Finances, se référant à l'avis de l'IGF du 22 juillet 2003 portant sur l'autorisation ex post d'un marché de gré à gré en cours d'exécution, précisa que l'arrêté relatif à la conclusion du marché de gré à gré ne serait soumis qu'exceptionnellement à l'approbation ex post du Conseil de Gouvernement sous condition qu'à l'avenir il soit procédé à une soumission publique. En date du 30 juillet 2003, le Conseil de Gouvernement a approuvé ex post la conclusion d'un marché de gré à gré avec la firme concernée afin de régulariser les factures y relatives.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse: „Fonds pour le financement des investissements sociofamiliaux“

Le décompte des travaux de démolition et de gros oeuvre pour le foyer pour immigrés à Schifflange accusait un dépassement de 26,52%. Or, d'après l'article 36, 2^e) 1 de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat modifiée par la loi du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures, il ne peut être fait abstraction d'une soumission publique que „lorsque les travaux, fournitures ou services supplémentaires ne se laissent détacher que difficilement d'une entreprise principale déjà adjugée et que le coût n'excède pas 20% de celle-ci“. Suite au refus de

visa du contrôleur financier du 28 janvier 2003, le ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a fait approuver ex post la dépense par le Conseil de Gouvernement afin de ne pas léser les intérêts de l'entrepreneur.

8.4.3 *Mode de passation*

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche: „Fonds pour les Monuments historiques“

Le marché négocié conclu le 13 octobre 2003 avec un bureau d'ingénieurs pour assurer la mission de coordination en matière de sécurité et de santé relative aux travaux de transformation et de réhabilitation de la Tour d'Eau et de la salle des pompes à Dudelange en espaces d'exposition Edward Steichen „The Bitter Years“ avait été initialement estimé à 52.000 euros TTC. La justification du ministère se référait à l'article 8 (1) i) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics qui dispose qu'il peut être recouru à un marché négocié „lorsqu'il s'agit de travaux, fournitures et services dont les prix sont en fait soustraits au jeu normal de la concurrence ou s'il s'agit de services rémunérés suivant un barème officiel“. Le 5 novembre 2003, le motif invoqué par le ministère fut réfuté par le contrôleur financier avec l'argument que les prix offerts étaient des prix forfaitaires. Bien que le bureau d'ingénieurs révisa son offre à la baisse, suite à une diminution du nombre de réunions de chantier envisagé, le contrôleur financier a réitéré le 1er avril 2004 son refus de visa étant donné que le seuil de 22.000 euros prévu à l'article 161 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 se trouvait toujours dépassé. Le dossier n'est pas encore clôturé.

Ministère des Travaux publics – Ponts et Chaussées: „Fonds des routes“

En ce qui concerne les engagements pour compte de l'administration des Ponts et Chaussées de personnel auxiliaire s'occupant, entre autres, de travaux de plantation et d'entretien le long du réseau de la grande voirie, conclus sur base d'un contrat de service d'emploi avec certaines associations sans but lucratif, plusieurs refus de visas ont été formulés en date des 31 janvier 2003, 7 mars 2003, 17 mars 2003, 15 décembre 2003 et 5 mars 2004 avec l'argument principal que la législation sur les marchés publics ne permettait pas le recours à un marché de gré à gré dans le cadre des travaux réalisés par une entreprise à caractère social. Le ministère, arguant que pour des raisons éthiques il ne serait pas indiqué de mettre ces prestations d'emploi en concurrence, a décidé de passer outre aux refus de visa formulés par le contrôleur financier.

8.4.4 *Approbatons ex post avant l'intervention du contrôleur financier*

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche: „Fonds pour les Monuments historiques“

L'arrêté ministériel du 26 septembre 2003 approuva ex post la continuation de la mission de coordination et de pilotage pour le futur Musée de la Forteresse dans le réduit du Fort Thungen. Suite au refus du contrôleur financier formulé en date du 5 novembre 2003, le Service des Sites et Monuments nationaux releva que l'offre initiale qui était à la base de la dépense avait été égarée. Le 2 décembre 2003, le contrôleur financier réitéra son refus avant d'accorder exceptionnellement, suite aux explications fournies par le service concerné, son visa le 23 mars 2004 afin de ne plus léser les intérêts du créancier.

Le 18 novembre 2003, le contrôleur financier a retourné au ministère une proposition d'engagement relative à la continuation de la mission de réalisation du mobilier des installations muséographiques du parcours gratuit du futur Musée de la Forteresse. Ces prestations avaient été fournies dès l'année 2001 mais n'ont été seulement approuvées par arrêté ministériel du 26 septembre 2003. Le dossier en question n'a pas encore été retourné à la DCF.

Ministère des Travaux publics: „Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux“

Des travaux supplémentaires d'installations électriques basse tension exécutés dans l'intérêt de la Fondation APEMH à Bettange-sur-Mess, dépassant de 71,93% le montant du marché principal, ont été approuvés ex post par la ministre des Travaux publics en date du 22 octobre 2003. Selon l'Administration des Bâtiments publics, ces travaux ont été exécutés suite aux modifications et ajoutés résultant de changements du programme de construction et des demandes de l'organisme de contrôle après l'adjudication. Le 7 novembre 2003, le contrôleur financier estima que d'après les dispositions

légales en vigueur, les travaux auraient dû être mis en adjudication publique. Le 13 janvier 2004, il réitéra son refus. Le 30 janvier 2004, la ministre des Travaux publics décida de passer outre au refus du contrôleur financier considérant que les travaux visés ont été exécutés et que le créancier se trouvait lésé par le non-paiement des factures.

8.4.5 Paiement d'avances

Ministère de la Santé – Direction de la Santé – Article 14.1.12.256: „Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radioactivité: dépenses diverses.“ (Sans distinction d'exercice)

Lors de la présentation de l'engagement concernant des frais de douane, le contrôleur financier a constaté le 27 novembre 2003 qu'un lecteur automatique de dosimètres pour la Division de la radioprotection du ministère de la Santé avait été commandé le 4 novembre 2002, facturé le 24 février 2003, payé le 26 mars 2003 mais importé seulement le 3 juillet 2003. Afin de justifier cette façon de procéder, contraire à l'article 38 de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat modifiée par la loi du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures, le Chef de la Division de la radioprotection argumenta que les crédits pour l'acquisition du lecteur seraient tombés en économie si les dépenses n'avaient pas été engagées et payées par le biais des crédits de l'exercice 2002.

9. Les comptables extraordinaires

Les articles 68 à 73 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat traitent des comptables extraordinaires de l'Etat qui sont nommés par le ministre ayant le budget dans ses attributions sur proposition du ministre ordonnateur. Cette décision doit fixer la durée du mandat, les modalités de la comptabilité et du contrôle périodique par le contrôleur financier et par la Trésorerie de l'Etat, la nature des dépenses à effectuer ainsi que le montant maximum des fonds à mettre à la disposition de chaque comptable extraordinaire, de même que les catégories de recettes à recouvrer. En bref, il leur est confié d'effectuer des recettes et des dépenses déterminées au nom et pour le compte de l'Etat.

Le législateur a prévu de procéder de cette manière lorsque le recours à la procédure normale en matière d'exécution des recettes et des dépenses s'avère trop compliqué ou trop lent. Surtout l'exécution des dépenses est accélérée, étant donné que la Direction du contrôle financier n'y intervient pas au préalable. Les comptes rendus par le comptable extraordinaire à l'ordonnateur ainsi que les observations y afférentes de ce dernier sont communiqués au contrôleur financier après la clôture de l'exercice concerné. Celui-ci en fait rapport au ministre ayant le budget dans ses attributions.

Pour l'exercice 2003, par dérogation à l'article 73(1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le comptable extraordinaire doit rendre compte à l'ordonnateur de l'emploi de ses fonds au plus tard pour le dernier jour du mois de février de l'année qui suit l'exercice auquel se rapporte son compte.

Il est à noter que suite à une initiative du Trésor de concert avec la DCF, 129 mandats de comptable extraordinaire n'ont pas été renouvelés pour l'exercice 2003 suite à la constatation que les dépenses afférentes pouvaient très bien se dérouler suivant la procédure classique de l'ordonnancement via l'application SAP.

Le tableau qui suit renseigne sur le nombre de comptes restés en souffrance depuis 1990.

Tableau 23: Comptes non présentés depuis 1990
Situation au 8 septembre 2004

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en euros</i>
1990	2	2	2	2.361
1991	6	9	17	131.521
1992	3	5	8	46.764
1993	6	13	32	283.028
1994	3	3	4	9.705
1995	5	7	27	378.997
1996	2	6	11	84.801
1997	14	17	51	803.559
1998	16	29	55	948.038
1999	11	21	58	814.131
2000	21	28	80	1.397.667
Total	89	140	345	4.900.572

Pour les exercices 2001 et 2002, le nombre des comptables, des comptes, des crédits et des montants correspondants non présentés ne peut plus être établi de manière exhaustive étant donné qu'un outil adéquat d'enregistrement et de suivi y relatif faisait défaut.

Entre 1990 et 2000, le Gouvernement a alloué 345 crédits à des comptables extraordinaires pour un montant total de 4.900.572 euros pour lesquels aucun compte n'a été présenté jusqu'à présent. Ce montant a donc pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été produite.

La répartition sur les différents départements ministériels se présente comme suit:

Tableau 24: Comptes non présentés 1990-2000 au 8 septembre 2004
ventilation par ministère

<i>Ministère</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en euros</i>
Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	71	122	325	4.483.433
Culture	4	4	4	90.055
Travaux publics	1	1	2	82.782
Justice	1	1	1	74.368
Education nationale	2	2	2	70.724
Finances	4	4	4	46.357
Enseignement supérieur	1	1	1	26.029
Environnement	1	1	2	12.395
Trésor	1	1	1	9.896
Force publique	1	1	1	2.479
Economie	1	1	1	1.856
Etat	1	1	1	198
Total	89	140	345	4.900.572

Conformément aux dispositions de l'article 73(3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 le contrôleur financier transmet ses observations au ministre du Trésor et du Budget afin d'accorder la décharge au comptable extraordinaire. Pour les cas mentionnés ci-dessous sous la rubrique „refus“, le compte a été retourné avec les observations du contrôleur financier et de la Trésorerie à l'ordonnateur afin que ce dernier puisse prendre position et, le cas échéant, compléter le dossier.

La situation des comptes des comptables extraordinaires au regard des contrôles effectués par les contrôleurs financiers en vertu des dispositions de l'article 73(3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 se présente comme suit pour les exercices 2001 à 2003:

Tableau 25: Etat des comptes des comptables extraordinaires pour les exercices 2001 à 2003

	2001	2002	2003
Comptes de comptables extraordinaires			
– comptes des missions diplomatiques	405	496	525
– comptes des missions diplomatiques pour compte d'autres départements (Etat, Travaux publics, Finances)	9	15	7
– autres comptables	181	163	76
	595	674	608
Comptes rendus transmis aux contrôleurs financiers			
– comptes transmis	571	581	76
– comptes non transmis	24	93	532
	595	674	608
Excédents de recettes			
– excédents versés à la Trésorerie	360	291	70
– excédents non versés à la Trésorerie	235	383	538
	595	674	608
Contrôles effectués par la DCF			
– comptes non traités	27	331	555
– accord sans observations	144	165	23
– accord avec observations	169	84	24
– refus	255	94	6
	595	674	608
Décharges aux comptables			
– décharges accordées	367	129	17
– décharges non encore accordées	228	545	591
	595	674	608

Situation de la DCF au 8 septembre 2004

Suivant les statistiques de la DCF au 8 septembre 2004, les contrôleurs financiers ont contrôlé 343 comptes sur 674 relatifs à l'exercice 2002. En ce qui concerne l'exercice 2003, seulement 76 comptes sur 608 ont été transmis à cette même date aux contrôleurs financiers pour contrôle. Le nombre élevé de comptes en suspens s'explique notamment par l'intervention du contrôle interne préalable du ministère des Affaires étrangères sur les comptes des missions diplomatiques.

La répartition pour l'exercice 2003 sur les différents départements ministériels se présente comme suit:

Tableau 26: Comptes par département ministériel en 2003

<i>Département ministériel</i>	<i>Nombre comptes</i>
Affaires étrangères, Commerce extér., Coopération, Action human. et Défense	525
Classes moyennes, Tourisme et Logement	24
Justice	13
Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	11
Travail	10
Economie	6
Education nationale, Formation professionnelle et Sports	4
Etat	4
Finances	4
Culture, Enseignement supérieur et Recherche	2
Santé	2
Fonction publique et Réforme administrative	1
Intérieur	1
Trésor et Budget	1
Total	608

Situation de la DCF au 8 septembre 2004

Le nombre élevé de comptes du ministère des Affaires étrangères s'explique par le fait que les allocations de fonds au profit des missions diplomatiques proviennent d'articles figurant aux sections 01.1 et 31.1 du budget de l'Etat et que le comptable extraordinaire doit établir un décompte au titre de chaque article budgétaire à charge duquel des fonds lui ont été alloués.

10. Les agents de l'Etat

Imputation des avances pour rémunérations

Suite au vote de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la réforme de la comptabilité a pris tous ses effets à partir du 1er janvier 2001. Depuis lors, le contrôleur financier est appelé à procéder au contrôle ex ante tant de l'engagement que de l'ordonnancement de toutes les dépenses de l'Etat.

Dans le domaine des rémunérations de ses agents, l'Etat a continué, pour l'exercice 2003, à procéder par paiements d'avances mensuelles. Cette pratique se base sur l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat qui dispose que dans des cas exceptionnels ou inhérents au mode de paiement et suivant des conditions et modalités à déterminer par règlement grand-ducal, le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser l'octroi d'avances temporaires de fonds. Le règlement grand-ducal visé à l'article 63 est entré en vigueur début janvier 2003.

Tous les paiements de rémunérations doivent être soumis au contrôle préalable de la DCF. En pratique, toutefois, seules les rémunérations et les pensions des agents de l'Etat ayant subi, sur initiative de l'APE, une modification d'un mois à l'autre, sont validés par la DCF avant de faire l'objet d'un paiement par avance par les soins de la Trésorerie.

Par la suite, la régularisation des paiements d'avances mensuelles s'effectue par le biais d'ordonnances d'imputation. Comme pour l'exercice précédent, un engagement global portant sur tous les paiements à régulariser a été soumis pour approbation à la DCF. Le Conseil de Gouvernement a ensuite ordonné la totalité des différents paiements à régulariser et 337 ordonnances d'imputations ont été liquidées à charge des crédits budgétaires respectifs.

Pour ce qui est des imputations portées au compte général, la ventilation du coût des rémunérations suivant les différentes catégories d'agents de l'Etat se présente comme suit:

Tableau 27: Rémunérations des agents de l'Etat pour l'exercice 2003

	Montant imputé (en euros)	Articles budgétaires concernés
Fonctionnaires	968.800.145,15	93
Employés	175.155.928,04	151
Ouvriers	67.372.412,66	93
Total	1.211.328.485,85	337

Pour l'exercice 2003, les avances payées, à savoir 1.211.328.485,85 euros, ont été intégralement imputées. La seule anomalie constatée concernait un montant de 569.174,35 euros relatif aux avances payées à charge du fonds de la coopération au développement au profit des agents de la coopération. En effet, au lieu d'une ordonnance d'imputation, le ministère des Affaires étrangères avait établi une ordonnance de paiement pour la régularisation de l'avance de 569.174,35 euros qui a été liquidée à charge du fonds de la coopération au développement suivie d'une écriture de recette dans les livres de la Trésorerie. Suite aux interventions de la Cour, le service compétent de la Trésorerie a rectifié ces écritures et a procédé à l'imputation correcte du montant des rémunérations avancées.

Au niveau des arriérés d'imputation des années précédentes et en tenant compte des opérations d'imputations des avances faites pour 2003, la situation se présente de la manière suivante:

Tableau 28: Total cumulé à imputer

Exercice	Employés et étudiants	Ouvriers	Fonctionnaires n'appartenant pas à l'enseignement	Fonctionnaires de l'enseignement	Total par exercice (en euros)
Av. 1988	667.900,32				667.900,32
1988	764.280,85		1.812.419,71	100.705,55	2.677.406,11
1989	112.495,49		818.567,13	65.857,50	996.920,12
1990	367.470,69		2.075.221,48	137.500,34	2.580.192,51
1991	858.274,66		2.647.590,67	323.377,33	3.829.242,66
1992	2.291.370,26		2.654.065,35	868.577,07	5.814.012,68
1993	1.231.217,45		3.796.142,21	1.106.313,25	6.133.672,91
1994	2.094.740,99		4.117.534,28	2.582.382,28	8.794.657,55
1995	2.613.550,06		4.753.635,61	5.643.992,08	13.011.177,75
1996	2.123.100,08		4.254.416,89	6.171.509,08	12.549.026,05
1997	803.820,93		2.575.678,05	4.392.278,07	7.771.777,05
1998	2.562.378,76		3.624.248,92	5.081.457,81	11.268.085,49
1999	19.824.907,30	48.014,52	23.777.745,66	5.044.432,91	48.695.100,39
2000	1.438.804,04	-248.245,29	25.703,06	1.809.441,32	3.025.703,13
2001	Divers				-43.508,83
2002	179.180,09	0,00	0,00	0,00	179.180,09
2003	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	37.933.491,97	-200.230,76	56.932.969,02	33.327.824,59	127.950.545,98

11. Les ordonnances provisoires

L'article 104, alinéa 2, de la Constitution ainsi que l'article 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat énoncent le principe de l'universalité budgétaire. Ainsi, le budget et le compte général de l'Etat doivent comprendre toutes les recettes et dépenses à effectuer, voire effectuées par le Trésor pendant l'exercice correspondant.

Une dérogation légale au principe de l'universalité du budget consiste dans l'émission d'ordonnances provisoires. Il s'agit d'une procédure d'exception de l'exécution du budget prévue à l'article 67 de la loi précitée.

L'article 67 prévoit, en effet, qu'„En cas d'absence ou d'insuffisance de crédits, et lorsque l'urgence est extrême et telle que tout retard de paiement pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser, sur demande motivée du ministre ordonnateur l'engagement des dépenses et leur paiement par ordonnance provisoire“.

En exécution de cette disposition, l'Etat a procédé à l'émission de quatre ordonnances provisoires portant sur un montant total de 314.400 euros.

Le tableau suivant renseigne, par département ministériel, sur le motif invoqué, la nature et le montant autorisé de la dépense ainsi que le montant des paiements effectifs à la base de ces ordonnances provisoires.

Tableau 29: Emission d'ordonnances provisoires en 2003

<i>Ministère</i>	<i>Motif invoqué</i>	<i>Nature de la dépense</i>	<i>Montant autorisé (en euros)</i>	<i>Montant effectif</i>
Etat Centre de communication du Gouvernement	Insuffisance de crédit; urgence	Installation d'un système de communication	50.000	28.281,95
Fonction publique Service central des imprimés	Insuffisance du crédit voté; urgence	Papier à impression et autre matériel de bureau	75.000	73.941,74
Fonction publique Service central des imprimés	Absence de crédit; urgence	Remplacement d'un ordinateur avec logiciels afférents et formation ad hoc du personnel	139.400 (HTVA)	160.310,00 (TTC)
Agriculture, Viticulture, Développement rural Sylviculture	Urgence (incendie au centre forestier „Ellergronn“)	Remplacement d'équipements spéciaux	50.000	48.698,65

Concernant plus particulièrement l'ordonnance provisoire au montant de 139.400 euros (HTVA), il y a lieu de relever que les dépenses ont été engagées et ordonnancées à charge de deux articles budgétaires différents de respectivement 148.925 et 11.385 euros (TTC).

Quant à la régularisation des ordonnances provisoires, le paragraphe 2 de l'article 67 dispose que „Les ordonnances provisoires sont à régulariser à charge de crédits portant la mention „Restants d'exercices antérieurs“ et ce au plus tard au cours du deuxième exercice budgétaire qui suit l'époque de leur émission.“

Au moment de la rédaction du présent rapport, la régularisation de ces ordonnances provisoires par le biais de restants d'exercices antérieurs inscrits au budget de l'Etat pour l'exercice 2004 n'a pas encore été effectuée.

Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 22 novembre 2004.

La Cour des comptes,

Le Greffier,
Marco STEVENAZZI

Le Président,
Norbert HILTGEM

II. LES REPONSES DU GOUVERNEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 5 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, la Cour a fait parvenir en date du 25 octobre 2004 le rapport général de la Cour des comptes sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice 2003 au ministre du Trésor et du Budget.

Lors de sa séance du 25 octobre 2004, la Cour des comptes a décidé de fixer le délai de réponse à la date du 15 novembre 2004, conformément à l'article 4 (6) de la loi précitée. Par après, le délai de réponse a été prorogé jusqu'au 24 novembre 2004.

A la date d'expiration du délai prorogé, la Cour des comptes a été informée que son rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice 2003 n'appellerait pas de prise de position particulière de la part du ministre d'Etat, du ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, du ministère de la Famille et de l'Intégration, du ministère de la Santé, du ministère du Travail et de l'Emploi et du ministère des Transports.

Les prises de position de la Direction du Contrôle financier, du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du ministère de l'Environnement, du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du ministère des Travaux publics ainsi que de la Trésorerie de l'Etat sont reproduites ci-après.

Prise de position de la Direction du Contrôle financier

Le rapport dont question sous rubrique donne lieu aux observations ci-après de la part de la Direction du contrôle financier:

1. Opérations d'engagement et d'ordonnement au cours de la période complémentaire (tableaux 7, 8 et 9 pages 20 à 22)

Les dispositions de l'article 9 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoient une période dite complémentaire au cours de laquelle il est possible de procéder au paiement des dépenses préalablement engagées au cours de l'année civile qui donne son nom à l'exercice budgétaire.

Plus précisément du 1er janvier au 31 mars N+1 ne sont autorisées par la loi que des modifications d'engagements préalablement autorisés pour pouvoir effectuer les ordonnancements qui se rapportent à ces engagements en fonction du montant exact des dépenses afférentes, montants qui ne sont en général connus que de façon approximative au moment de l'engagement.

En conséquence les 3.714 „engagements“ recensés de janvier à avril 2004 au titre de l'exercice 2003, concernent essentiellement des modifications d'engagements préexistants.

En effet seul 20 engagements *nouveaux* hors délais ont été autorisés formellement par le Ministre du Trésor et du Budget. Le montant élevé de ces engagements, en l'occurrence 153,4 millions €, s'explique par des dotations supplémentaires allouées à certains fonds spéciaux et partant il ne s'agissait pas de dépenses finales.

Il serait donc utile d'ajouter ces précisions au rapport et de nuancer l'intitulé du tableau No 8.

2. Statistiques en matière de „passer outre“ (tableau 11 page 24)

Ce tableau recense les refus de visa (1er et 2e refus) et les passer outre par département ministériel.

Comme 51 passer outre sur 69 ont trait à des opérations portant sur des dépenses de personnel et que les refus de visa afférents ont été adressés au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, responsable de la gestion des dossiers, et non aux départements ministériels dont relèvent les agents concernés, le Contrôle financier suggère, afin que l'information soit plus complète dans ce domaine particulièrement sensible des passer outre, de compléter comme suit le tableau en question par l'ajout d'une 4e colonne:

<i>Ministères</i>		<i>1er refus</i>	<i>2e refus</i>	<i>Passer outre Total</i>	<i>dont dépenses personnel</i>
00	Etat	28	4	0	0
01	Affaires étrangères	69	3	2	2
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	42	14	3	3
04/05/06	Finances	6	1	1	1
07	Justice	27	5	3	3
08	Fonction publique et Réforme administrative	18	9	8	8
09	Intérieur	4	0	0	0
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	41	9	9	6
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	22	5	5	5
14	Santé	34	8	6	5
15	Environnement	5	1	1	1
16	Travail et Emploi	13	3	1	0
17/18	Sécurité sociale	1	1	1	1
19	Agriculture, Viticulture et Développement rural	14	0	0	0
20	Economie	2	0	0	0
21	Classes moyennes, Tourisme et Logement	7	0	0	0
22	Travaux publics	240	45	28	17
23	Transports	18	3	1	1
24	Promotion féminine	0	0	0	0
Total		591	111	69	51

3. Dossiers non clôturés (tableau 13 page 25)

La Cour des comptes fait état de 126 dossiers non clôturés en tout pour l'exercice 2003.

D'après les informations détenues à ce jour par la Direction du contrôle financier le nombre de dossiers non clôturés s'établit désormais à 70 unités:

<i>Ministères</i>		<i>Dossiers non clôturés</i>	<i>Chiffres rectifiés</i>
00	Etat	8	5
01	Affaires étrangères	14	4
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	5	3
04/05/06	Finances	4	0
07	Justice	9	0
08	Fonction publique et Réforme administrative	6	2
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	8	7
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	1	0
14	Santé	10	2
16	Travail et Emploi	1	0
17/18	Sécurité sociale	1	0
22	Travaux publics	57	45
23	Transports	2	2
Total		126	70

Le nombre des dossiers en suspens auprès du Ministère des Travaux publics – traditionnellement les plus nombreux – est à nouveau en hausse par rapport à l'exercice précédent: 5 en 2001, 35 en 2002 et 45 en 2003.

En raison du fait que ces dossiers ont trait à des refus portant sur des dépenses imputées à charge de crédits portant la mention „sans distinction d'exercice“ ou des crédits de fonds spéciaux, la régularisation peut évidemment être reportée au-delà de la clôture définitive de l'exercice d'engagement (engagement budgétaire reporté à l'exercice subséquent).

Périodiquement les contrôleurs financiers invitent les départements à prendre position à l'égard des refus de visa demeurés sans réponse depuis un certain temps, mais ce avec un succès tout relatif puisque le contrôleur financier ne dispose d'aucun moyen pour contraindre l'ordonnateur à répondre.

4. Comptables extraordinaires (page 88)

L'observation que „pour les exercices 2001 et 2002 le nombre des comptables, des comptes, des crédits et des montants correspondants non présentés ne peut plus être établi de manière exhaustive étant donné qu'un outil adéquat d'enregistrement et de suivi y relatif faisait défaut“ n'est pas exact en ce sens que le Contrôle financier a bien mis en place une base de données informatique dans Lotus Notes, qui couvre les comptes des comptables depuis 2001. Comme cette base de données n'était toutefois opérationnelle qu'à la mi-2002 la saisie des dotations de crédits n'a pu se faire au moment de l'ordonnancement dès le mois de janvier, mais a été effectuée progressivement par la suite. Depuis 2003 la saisie des comptes au moment de l'ordonnancement à l'ouverture de l'exercice est systématique.

Prise de position du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Faisant suite à votre e-mail ayant trait à l'objet cité sous rubrique, je tiens à vous faire parvenir ci contre mes observations concernant mon département et relatives au projet de rapport général de la Cour des comptes sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice 2003.

Dans le cadre de son projet de rapport général sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2003, sous le chapitre 4.2.3. concernant la législation sur les marchés publics, la Cour des comptes remarque que pour trois marchés du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural, „l'hypothèse d'exception prévue par la législation sur les marchés publics et invoquée pour passation de marchés négociés n'a pas été pertinente“. Il s'agit dans les trois cas d'inventaires forestiers qui furent réalisés pour le compte de l'Administration des Eaux et Forêts et appellent les considérations suivantes de ma part:

A) Considérations générales

Dans un „vade-mecum“ de la Commission des Soumissions, les principes de la nouvelle législation sur les marchés publics sont définis de la manière suivante:

- transparence des procédures;
- équité de traitement et égalité des chances des concurrents;
- recours à la concurrence;
- gestion judicieuse des deniers publics;
- offre économiquement la plus avantageuse.

De manière générale la présente va démontrer que tous ces principes ont été respectés dans le cas des marchés critiqués par la Cour des comptes.

L'aspect déterminant étant en l'occurrence sans aucun doute l'aspect de la concurrence. La situation concrète dans le domaine des études sur le milieu forestier est telle qu'il n'existe au Luxembourg (situation 2003 pareille à situation 2004) que deux bureaux d'études pouvant oeuvrer dans le domaine des études sur le milieu forestier. Il s'agit des bureaux d'études EFOR et LUXPLAN. Au niveau du Luxembourg, ce ne sont que ces deux bureaux d'études qui sont en possession de l'agrément délivré par le Ministre de l'Environnement sur base de la „loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches tech-

niques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement". Dans un souci d'élargir l'éventail des bureaux susceptibles de collaborer avec l'Administration des eaux et forêts dans ce domaine, celle-ci s'est mise à rechercher activement à l'étranger des bureaux d'études ayant les compétences requises. Cette décision volontaire de la part de l'Administration de vouloir travailler avec un nombre de bureaux d'études plus élevé était motivée d'un côté par le souci de se rendre moins dépendant, mais aussi par le fait que l'envergure des prestations excède la capacité de nos deux bureaux luxembourgeois.

Si l'Administration s'était limitée à procéder par soumission publique (annonce dans les journaux luxembourgeois), procédure qui en fait constitue la règle générale pour la passation de marchés dans le secteur public, elle aurait largement réduit le nombre de bureaux d'études susceptibles de pouvoir participer.

Pour la confection d'inventaires forestiers, l'Administration a collaboré en 2003 avec les trois bureaux d'études étrangers suivants:

- CAGEF (F – Chevre le Rouge, Maine et Loire);
- ONF (F – Thionville/Meurthe et Moselle);
- SILVAPLAN (D – Lebach/Saarland).

A noter que le rapport de la Cour des comptes ne tient pas compte du fait que tous les marchés conclus en 2003 avec des bureaux d'études luxembourgeois et étrangers reposent sur une réelle négociation des conditions du marché (procédure du marché négocié qui va au-delà d'un simple marché de gré à gré). Cette négociation ne concerne pas seulement les conditions techniques du marché, mais également le prix offert et surtout l'envergure du travail proposé au bureau, compte tenu de la capacité spécifique de chaque bureau.

Il faut savoir que les bureaux d'études ne sont pas équipés de manière identique et la négociation du cahier des charges techniques permet de répondre à un besoin réel de tous les bureaux d'études, et permet à l'Administration de continuer à travailler même avec des petits bureaux d'études qui, devant un cahier des charges trop rigide, devraient capituler.

Les négociations des conditions du marché incluant la négociation du prix offert, l'Administration se soucie vraiment d'une gestion judicieuse des deniers publics.

Un élément important démontrant l'absence de réelle concurrence dans le domaine des études sur le milieu forestier, et ce non seulement au niveau national, mais également au niveau international, est le fait que la capacité des bureaux d'études dans ce domaine est limitée. Les mêmes bureaux d'études ayant des compétences en matière de foresterie, et qui de la part du Service de l'Aménagement des Bois sont sollicités pour fournir des inventaires d'aménagement, des cartographies d'aptitudes stationnelles, des plans de gestion, des dossiers de classement de réserves naturelles en forêt, des projets de sentiers didactiques en forêt, ainsi que d'autres études sur le milieu forestier, sont également sollicités par le Service de la Conservation de la Nature notamment pour l'élaboration de documents d'objectifs pour les futurs sites Natura 2000, de dossiers de classement pour des réserves naturelles hors forêts, ou d'autres études d'envergure hors forêts.

A cela s'ajoutent les prestations pour personnes privées (p. ex. plans simples de gestion de forêts privées), ainsi que les prestations pour des communes (p. ex. élaboration d'un concept pour l'utilisation de la voirie au niveau d'une commune). Ainsi la quasi-totalité des bureaux d'études ayant des compétences en matière de foresterie, et avec lesquels le Service de l'Aménagement des Bois a collaboré, ont déclaré à un certain moment qu'ils ne sauraient accepter des travaux supplémentaires parce que débordés de travail. Les deux bureaux d'études Zimmet (D – Schmelz) et Offergeld (B – Bastogne), qui avaient encore accepté des missions en 2002, n'avaient pas pu faire d'offre en 2003. Le bureau d'études Chavet (F – Paris), qui avait encore accepté une mission en 2001, a déclaré qu'il n'était plus intéressé par ce type de travail au Luxembourg.

L'Administration a donc un réel problème de se constituer un pool de bureaux d'études qui d'un côté ont les compétences requises et d'un autre côté sont intéressés par une collaboration pour ce type de travail, sachant que la capacité de l'ensemble des bureaux d'études entrant en ligne de compte est réduite et que les inventaires d'aménagement ne figurent pas parmi les travaux les plus attractifs et les plus lucratifs pour un bureau d'études.

Dans le cas précis des études en milieu forestier, le recours à la procédure du marché négocié permet de répondre avec flexibilité aux besoins des différents bureaux d'études sans pour autant porter préju-

dice aux principes qui sont à la base de la législation sur les marchés publics, sachant que ce domaine ne peut être comparé à d'autres secteurs, comme par exemple celui du bâtiment, où les acteurs sont bien plus nombreux.

L'Administration a contacté tous les bureaux d'études qu'elle connaît et prend soin de répartir judiciairement les travaux entre le nombre limité de bureaux d'études intéressés, en tenant compte de la disponibilité et de la capacité de chaque bureau. L'attribution des marchés se fait donc en toute transparence et en donnant une chance à chaque bureau de participer. Il n'existe pas de domaines de travail réservés à un certain bureau d'études, mais on est par contre devant une situation où le nombre de bureaux ayant les compétences requises est en fait fort réduit. Jamais dans le passé il n'y a d'ailleurs eu un malaise du fait qu'un bureau d'études aurait réclamé pour avoir été écarté.

B) Remarques spécifiques

La Cour des comptes argumente que pour les trois contrats énumérés, la motivation a été identique. Or il n'en est pas ainsi.

Pour le marché avec le bureau CAGEF, l'article 8 point (1) a) de la „loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics“ a été invoqué du fait que le montant total du marché à conclure est inférieur au plafond de 44.000 €, fixé par l'article 161 du „règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics ...“ pour les services d'ingénierie technique et d'expertise, et ce point ne devrait pas prêter sujet à discussion. En tenant compte de la situation spécifique qui se présente dans le domaine des études sur le milieu forestier, l'Administration est d'avis qu'on ne peut pas mettre en question le principe qu'un marché de faible envergure, qui rentre manifestement dans l'énumération des cas fixés par l'article 161 du „règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics ...“ peut être conclu en suivant la procédure du marché négocié.

En ce qui concerne les deux autres marchés, dont le montant est supérieur à 44.000 €, les motivations ne sont pas identiques et arbitraires, mais au contraire elles sont très nuancées et spécifiques pour chacun des deux cas.

En 1990, le bureau d'études EFOR avait réalisé à notre entière satisfaction les inventaires des forêts domaniales de Schoenfels et de Hollenfels, en 1992 celui de la forêt communale de Diekirch. Si en 2003, il y a un besoin pour refaire ce travail (les inventaires d'aménagement sont normalement révisés avec une périodicité de 10 ans) il y a un avantage économique de choisir le même bureau d'études qui a déjà fait ce travail 10 ans plus tôt. Cela ne veut pas dire que lors d'une soumission, ce bureau d'études aurait nécessairement été le meilleur offrant, bien que ce serait logique si tel était le cas, puisqu'il y a lieu d'admettre que ce bureau a l'avantage d'avoir des connaissances de terrain que d'autres n'ont pas. Mais par contre on peut certainement admettre que ce bureau sait mieux apprécier les conditions réelles de travail que les autres bureaux (l'envergure des travaux peut varier sensiblement en fonction des conditions de terrain et en fonction de la structure spécifique des forêts), ce qui permet d'éviter des aléas dans l'exécution du marché, et que son offre est ainsi le plus proche possible de la réalité. A ne pas oublier aussi que le montant de cette offre est en tous cas jugée par l'Administration, qui s'engage par écrit qu'elle a jugée l'offre raisonnable et acceptable, après avoir discuté le montant de l'offre avec le bureau d'études dans le cadre de la procédure du marché négocié.

L'argumentation dans le cas du marché conclu avec le bureau d'études LUXPLAN a été tout aussi spécifique, étant donné que ce bureau avait en 2001 et 2002 travaillé sur des massifs forestiers à proximité de celui à inventorier en 2003, et que leurs bureaux sont justement situés à proximité.

Le choix des deux bureaux d'études n'a donc absolument pas été arbitraire, mais peut au contraire être motivé par les arguments invoqués.

Prise de position du ministère de l'Environnement

En réponse à votre courrier électronique du 26 octobre 2004, je vous prie de trouver ci-après mes remarques relatives aux observations formulées par la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 2003.

En ce qui concerne les remarques au sujet du refus de visa et du passé outre (page 24), il y a lieu de signaler, après renseignements pris auprès du Contrôle Financier, qu'il s'agit d'une décision prise par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative au sujet d'un employé de

l'Administration de l'Environnement qui a démissionné après 3 jours! Le Ministère de l'Environnement n'a pas été informé de cette décision.

1. Transferts de crédits

- Les crédits de l'article 45.0.74.050 relatif à l'acquisition d'équipements informatiques ont été dépassés parce qu'un serveur plus performant a dû être installé afin que le système d'information géographique puisse fonctionner correctement.
- Les crédits de l'article 45.0.74.060 relatif à l'acquisition de logiciels informatiques ont été dépassés en raison de l'acquisition de la licence ArcSDE, nécessaire pour utiliser et stocker les orthophotos de l'Administration du Cadastre.
- En ce qui concerne l'article 45.1.74.020 relatif à l'acquisition d'installations de télécommunications, trois systèmes de collecte et de retransmission des données du réseau de mesures de télécontrôle de la qualité de l'air ont dû être installés parce que le fournisseur des systèmes en place a cessé son activité commerciale et que le dépannage rapide et efficace de ces automates de gestion n'était plus garanti.

2. Crédits surestimés

- Les dépenses de l'article 15.0.35.020 relatif à la participation du Luxembourg aux projets de coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel ont été moins importantes qu'initialement prévu parce que le projet Interreg III: „Weinbergbrachen Mosel, Sauer, Our“ qui aurait dû débiter en 2003, n'a pas trouvé de forte résonance auprès des partenaires de sorte que le projet n'a pas été réalisé.
- Les crédits de l'article 45.1.74.060 destiné à l'acquisition de logiciels informatiques n'avait pas été surestimé, mais en raison de l'acquisition urgente des 3 systèmes de collecte du réseau de télécontrôle de l'air, il a été décidé de retarder d'un an l'acquisition des logiciels en relation avec la gestion des informations relatives aux établissements classés.

3. Crédits sous-estimés

- Le crédit de l'article 15.0.12.304 avait été sous-estimé parce que le ministère a dû charger un institut étranger de l'élaboration du Plan National d'octroi de quotas aux industries luxembourgeoises dans le cadre de la directive établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté.
- Article 45.1.74.020: cf. remarque ci-dessus.

4. Crédits non limitatifs

- Les dépenses de l'article 45.1.53.000 concernent des subsides aux particuliers conformément au règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables. Le dépassement important trouve son origine dans le fait que le nombre et le montant des demandes de subsides introduites sont beaucoup plus importants que prévu. Les demandes concernent principalement la mise en place d'installations photovoltaïques (17,5% des demandes, mais 86,5% du montant liquidé) et de chaudières à condensation (70% des demandes et 11% du montant liquidé). L'augmentation des crédits est à justifier comme suit:

Pour ce qui est des *installations photovoltaïques*, une des raisons en est les très bonnes conditions météorologiques de l'été 2003 qui ont entraîné que de nombreuses personnes ont décidé d'installer des panneaux photovoltaïques. De ce fait, les prix de ces installations ont fortement diminué par rapport à la situation lors de l'élaboration du règlement grand-ducal, ce qui a entraîné que la mise en place d'une installation est devenue plus attractive.

Les banques luxembourgeoises ont également favorisé l'accès aux emprunts pour ces installations (le système de subsidiation leur garantissant le remboursement) de sorte que les particuliers n'ont pas dû engager des avoirs propres.

En décembre 2003 un grand nombre d'installations ont été mises en place d'urgence parce qu'il était annoncé que le régime de participation serait modifié à partir du 1er janvier 2004 (ce qui n'a finalement été le cas que depuis le 1er août 2004). Le montant de la prime d'encouragement écologique a également diminué de 50 à 45 cents par kWh à partir du 1er janvier 2004.

Pour ce qui est des *chaudières à condensation*, il faut remarquer que le nombre de chaudières installées était largement au-dessus des estimations, vu notamment les nouvelles réglementations en vigueur en matière d'installations de chauffage.

Il s'ensuit que le dépassement des crédits de l'exercice 2004 sera encore plus considérable que celui de 2003.

Prise de position du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

1. Le chapitre 3 sur l'exécution du budget des dépenses nécessite, en ce qui concerne le volet „3.1 Introduction“, certaines mises au point:

Les six dossiers non clôturés relevés par la Cour des Comptes dans le tableau 13 se répartissent comme suit:

- Le premier dossier concerne des heures supplémentaires prestées par le personnel du bureau des passeports pendant la période juillet-août 2002 et qui n'ont pu être régularisées ex post sur l'exercice budgétaire 2003. Afin de résoudre le problème, un restant d'exercice antérieur a été prévu au projet de budget pour 2005.
- Deux dossiers concernent des dépenses du Centre Informatique de l'Etat. Il a été donné droit aux observations de la Direction du Contrôle Financier qui a oublié de clôturer les dossiers.
- Un autre dossier concerne une décision de classement individuelle d'une employée qui a été abandonnée par le MFPPRA et où le dossier devrait par conséquent être clôturé.
- Une facture de l'Institut National d'Administration Publique a fait l'objet d'un refus de visa de la part de la Direction du Contrôle Financier. Il s'agissait de fournitures commandées en date du 9 janvier 2004 qui ont par après été imputées sur l'exercice 2004 conformément aux observations de la Direction du Contrôle Financier. Il a cependant été oublié de clôturer le dossier.
- Le dernier dossier concerne la suppression de stage d'une employée de l'Institut d'Etudes Educatives et Sociales. Madame le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été informée en date du 22 janvier 2004 qu'il relève de sa compétence pour prendre les décisions relatives aux suppressions de stage. Pourtant aucune réponse n'a pu être enregistrée jusqu'à ce jour.

2. Le chapitre 5 relatif aux transferts de crédits donne lieu à un certain nombre de commentaires:

- Le tableau 16 sur les crédits surestimés énumère aussi trois crédits relevant de la compétence du MFPPRA.

En premier lieu, il s'agit du crédit 08.0.12.140 „Frais relatifs à l'optimisation du recrutement“ qui n'a pu être utilisé en 2003 en raison du retard qu'ont pris les nouveaux textes concernant la réforme du recrutement.

Deuxièmement, le crédit 08.3.11.131 „Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires“ doit tenir compte, lors de l'élaboration des propositions budgétaires, de l'ensemble des nouvelles mesures prévues en matière de formation continue pour le personnel de l'Etat et le personnel communal. Or, les inscriptions aux cours varient fortement de sorte que les responsables de l'Institut National d'Administration Publique ne sont pas en mesure de faire des prévisions plus précises.

En dernier lieu, le Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat dispose du crédit 08.6.12.050 „Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications“ dont les dépenses varient en fonction des envois postaux à réaliser. Ce sont notamment les envois de livres scolaires qui influencent fortement l'évolution de ce crédit.

- Le tableau 17 se réfère aux crédits sous-estimés et reprend le crédit 08.3.12.040 „Frais de bureau“ de l'Institut National d'Administration Publique. Les responsables de l'INAP sont conscients du problème qui se pose chaque année. Ils ont déjà fait de maintes interventions auprès de l'Inspection

tion Générale des Finances pour résoudre le problème. Or, l'Inspection Générale des Finances est très réticente à un relèvement de ce crédit.

- En ce qui concerne les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté, le tableau 18 reprend l'article 08.3.12.002 „Programme de préparation et de formation pour concours communautaires“ de l'Institut National d'Administration Publique. Ce crédit a pu être entièrement transféré suite à un manque de candidats pour participer à ce programme.
3. Dans son chapitre 6 sur „les crédits non limitatifs“, la Cour des Comptes publie dans son tableau 19 sur les „crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%“, un certain nombre d'articles du MFPPA. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que ces articles sont soit des articles où le montant des crédits s'oriente aux dépenses effectives des exercices précédents et qui sont fortement variables, soit des articles qui sont seulement alimentés par un crédit symbolique. Seul l'article 08.0.11.300 relatif au remboursement à l'association d'assurance contre les accidents constitue une exception. En effet, le dépassement de plus de 50% est devenu nécessaire étant donné que le remboursement de l'exercice 2002 et 2003 a été effectué sur le budget de 2003.
 4. Le tableau 28 reprend, dans le chapitre 10 sur les agents de l'Etat, le total cumulé à imputer en ce qui concerne les rémunérations des agents de l'Etat. S'il est vrai que les restants des exercices antérieurs à l'exercice 2000 n'ont pas encore été imputés, il y a lieu de relever que le montant de 647.546.619 LUF relatif à l'exercice 2000 a été imputé sur l'exercice 2002. En ce qui concerne les exercices 2001, 2002 et 2003, une ordonnance d'imputation annuelle unique a permis de régulariser la totalité des paiements à charge des crédits budgétaires respectifs.
 5. Le chapitre 11 qui analyse „les ordonnances provisoires“ contient un tableau 29 illustrant l'„émission d'ordonnances provisoires en 2003“. Dans ce tableau, il est fait référence à deux ordonnances provisoires du Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'Etat dont la régularisation „par le biais de restants d'exercices antérieurs inscrits au budget de l'Etat pour l'exercice 2004 n'a pas encore été effectuée“. Après intervention auprès des responsables du Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'Etat, ce problème a, entre-temps, pu être réglé.

Prise de position du ministère des Travaux publics

Par la présente, je me permets de vous faire part ci-dessous de mes observations au sujet du rapport général de la Cour des Comptes sur le compte général de l'exercice 2003.

Ad 3.2.3. (p. 27)

La facture dont question a été présentée en trois exemplaires. Etant donné que les copies n'étaient pas marquées comme telles, une de ces copies a été prise par mégarde comme document original et a fait l'objet d'une proposition d'ordonnancement. Mes services veilleront à éviter de telles erreurs dans le futur. Dans ce contexte, je plaide en faveur d'une modification du système comptable SAP dans le sens qu'un blocage automatique se produise dès qu'un même numéro de facture est essayé à être saisi deux fois.

Ad 8.3. (p. 81)

Pour ce qui est de la remarque de la Cour qu'„à ce jour, aucun décompte n'a été transmis à la Cour des Comptes depuis le 14 décembre 1999“, il y a lieu de signaler que d'après l'article 17 de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, „(...) le décompte établi suivant les dispositions de l'article 15 est transmis au ministre ayant dans ses attributions le Budget, ainsi qu'à la Chambre des députés dans un délai ne dépassant pas un an à compter de la réception de la totalité de l'ouvrage. (...)“.

Dans cet ordre d'idées, un certain nombre de décomptes concernant de grands projets de construction ont été transmis au cours de l'année au ministère des Finances.

Ad 8.4.1. (p. 83)

Pour ce qui est du premier cas énoncé par la Cour, mes services ont considéré qu'il n'y a pas eu, en l'occurrence, répartition d'un objet unique sur plusieurs contrats. S'agissant de factures de régie, les deux premières ordonnances citées se réfèrent à des travaux exécutés en 2003 tandis que la troisième ordonnance énoncée reflète des prestations exécutées en 2002 par un autre fournisseur. Mes services entendent soumettre à nouveau le dossier dont question à la DCF en insistant sur cet état de choses.

En ce qui concerne le deuxième cas de figure énoncé, le dossier a été débloqué moyennant recours au passer outre, ceci en date du 8 juin 2004. En effet c'était par le biais de l'administration des Eaux et Forêts que certaines parcelles boisées se trouvant sur le tracé de la future Route du Nord ont été déboisées suite aux négociations réalisées par les gardes forestiers. L'administration des Ponts et Chaussées pour sa part n'avait à jouer qu'un rôle financier. Les aires de déboisement furent exécutées aussi bien dans le temps que dans l'espace en différentes étapes par différentes entreprises et il n'était pas dans l'intention des services des Ponts et Chaussées de pratiquer un saucissonnage dans l'optique de contourner la législation sur les marchés publics.

Je ne manquerai pas d'instruire mes services de tout mettre en oeuvre afin d'éviter dorénavant que de tels conflits d'interprétation soient possibles.

Prise de position de la Trésorerie de l'Etat

La Trésorerie constate (p. 13 du projet de rapport) que la Cour des comptes a de nouveau décelé des discordances entre le budget voté 2003 et le compte général du même exercice, notamment au niveau du libellé de certains articles budgétaires. Ce problème récurrent, que la Trésorerie croyait résolu, ne peut que provenir du fait que le fichier établi pour le compte général par l'Inspection générale des finances et transmis au Centre informatique de l'Etat ne repose pas à l'identique sur le fichier comportant le budget voté tel que publié au Mémorial. La Trésorerie de l'Etat serait reconnaissante à la Cour des comptes de se voir communiquer les discordances constatées pour pouvoir les redresser. Elle est toutefois dépendante des fichiers qu'elle reçoit et ne peut de ce fait pas assurer que le même problème ne ressurgisse plus.

La Trésorerie a pris connaissance avec intérêt des développements consacrés par la Cour des comptes respectivement au budget pour ordre (pages 8 et 9 du projet de rapport) et aux comptes extraordinaires (pages 87 et ss. du projet de rapport). Elle regrette toutefois que ces développements ne tiennent aucun compte des explications fournies par le Gouvernement dans les annexes 5 et 7 au projet de loi 5350. Ces renseignements auraient pu utilement contribuer au rapport de la Cour des comptes.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350/02

N° 5350²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant règlement du compte général de l'exercice 2003**

* * *

AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL**DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS
AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(22.6.2005)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Trésor et du Budget, j'ai l'honneur de vous saisir *d'un amendement gouvernemental* au projet de loi sous rubrique.

Cet amendement tend à remplacer le texte initial par un nouveau texte qui tient compte du fait que le législateur a affecté à deux fonds spéciaux de l'Etat un montant de 79 millions d'euros provenant de l'excédent de recettes de l'exercice budgétaire 2003.

A cet effet, je joins en annexe le texte du projet de loi amendé avec un commentaire.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*
Octavie MODERT

*

AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL*(Conseil de Gouvernement du 10 juin 2005)*

La loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat dispose que le dépôt du projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat pour un exercice donné doit se faire au plus tard le 31 mai de l'exercice subséquent. Afin de respecter cette exigence légale, le compte général pour 2003 a été dressé dans le délai et déposé à la Chambre des Députés en exécution d'un arrêté grand-ducal du 4 juin 2004.

Par la suite le législateur a affecté à deux fonds spéciaux de l'Etat un montant de 79 millions d'euros provenant de l'excédent de recettes de l'exercice budgétaire 2003. Il est dès lors indispensable d'amender le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003, uniquement pour tenir compte de cette affectation.

Le Gouvernement propose dès lors de remplacer le texte initial du projet de loi par la version ci-après. Le tableau détaillé par articles budgétaires qui fait partie intégrante du projet de loi reflétera exactement les mêmes modifications.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI AMENDE

Art. 1er. Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les budgets courant et en capital de l'Etat ainsi que sur le budget pour ordre pendant l'exercice 2003 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives:	6.563.544.417,29 EUR
II – Dépenses effectives:	6.563.210.923,72 EUR
III – Excédent de recettes:	333.493,57 EUR

L'excédent de recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde positif s'établit alors à **506.193.639,35** euros.

B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre:	3.465.490.377,08 EUR
II – Dépenses pour ordre:	3.465.959.883,32 EUR
III – Excédent de dépenses pour ordre:	469.506,24 EUR

L'excédent de recettes pour ordre est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses pour ordre“ dont le solde positif s'établit alors à **10.488.217,21** euros.

Art. 2. Les comptes de fonds de tiers déposés auprès de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2003 comme suit:

I – Fonds des communes

Fonds communal de péréquation conjoncturelle:	42.756.560,67 EUR
Fonds de dépenses communales:	- 71.215.077,86 EUR

II – Fonds d'autres tiers

Consignations judiciaires:	15.390.619,99 EUR
Consignations faites par des étrangers:	0,00 EUR
Fonds des successions en déshérence non encore acquises à l'Etat:	0,00 EUR

Art. 3. L'avoir disponible des fonds spéciaux et le solde des fonds de couverture de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2003 comme suit:

I – *Fonds spéciaux de l'Etat*

Fonds d'investissements publics administratifs:	300.359.675,42 EUR
Fonds d'assainissement en matière de surendettement:	256.706,16 EUR
Fonds de la coopération au développement:	10.181.009,65 EUR
Fonds communal de dotation financière:	0,00 EUR
Fonds de la chasse:	1,21 EUR
Fonds de crise:	21.715.472,77 EUR
Fonds social culturel:	40.801,36 EUR
Fonds cynégétique:	489.551,89 EUR
Fonds de la dette publique:	178.631.743,70 EUR
Fonds des eaux frontalières:	1.467.719,66 EUR
Fonds pour l'emploi:	152.142.634,03 EUR
Fonds pour la loi de garantie:	175.655.755,67 EUR
Fonds pour la gestion de l'eau:	120.501.204,10 EUR
Fonds pour les monuments historiques:	8.637.211,34 EUR
Fonds d'équipement militaire:	4.056.059,39 EUR
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture:	8.625.118,28 EUR
Fonds de la pêche:	503.093,04 EUR
Fonds pour la protection de l'environnement:	69.849.227,23 EUR
Fonds de pension:	3.719.071,04 EUR
Fonds du rail:	151.413.338,84 EUR
Fonds pour la réforme communale:	61.973,38 EUR
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux:	121.694.389,42 EUR
Fonds des routes:	80.563.963,12 EUR
Fonds d'investissements publics scolaires:	276.501.630,08 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales:	157.264.203,55 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières:	324.327.944,79 EUR
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux:	69.635.694,49 EUR
Fonds d'équipement sportif national:	19.705.365,62 EUR
Fonds pour la promotion touristique:	774.114,22 EUR
<i>Total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat:</i>	<i>2.258.774.673,45 EUR</i>

II – *Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire*

Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor:	88.040.620,96 EUR
Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux:	471.226.117,07 EUR

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350 - Dossier consolidé : 423

5350/03

N° 5350³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(25.10.2005)

Par dépêche du 10 juin 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, soumit au Conseil d'Etat le projet de loi sous avis qui avait été élaboré par le ministre du Trésor et du Budget, et qui était accompagné d'un exposé des motifs.

Par courrier du 28 juin 2004, le Conseil d'Etat se fit encore remettre à titre documentaire les annexes Nos 1, 2, 4, 5, 6 et 7 du projet de loi. La lettre en question précisait en outre, à la demande afférente du ministre du Trésor et du Budget, que l'annexe explicative No 3 ne pourrait être établie qu'après le calcul par le Statec du revenu national brut pour l'année 2003.

Le rapport général de la Cour des comptes relatif au compte 2003 est parvenu au Conseil d'Etat par dépêche du 21 décembre 2004.

Enfin, le Conseil d'Etat fut saisi par courrier du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 22 juin 2005, d'un amendement gouvernemental tendant à remplacer le texte initial du projet de loi en vue de tenir compte de l'affectation d'un montant de 79 millions d'euros de l'excédent des recettes de l'exercice 2003 aux fonds budgétaires (cf. projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003; avis du Conseil d'Etat du 22 février 2005; *doc. parl. No 5398¹*).

*

Le budget de l'Etat 2003 arrêté par la loi du 20 décembre 2002 a par la suite été modifié du côté des dépenses courantes par la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Compte tenu de la dépense supplémentaire engendrée par cette loi d'un montant de 148.591 euros, le budget définitif de l'exercice 2003 se présente comme suit:

en millions d'euros

	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Excédant</i>
budget courant	6.305,3	5.521,4	+ 783,9
budget en capital	44,4	827,8	- 783,4
budget total	6.349,7	6.349,2	+ 0,5

L'exposé des motifs du projet de loi sous examen fournit un tableau synoptique des paramètres fondamentaux du compte général qui dégage un excédent de recettes de 79,4 millions d'euros, soit une plus-value par rapport aux estimations du budget de $(79,4 - 0,5 =) 78,9$ millions d'euros.

Conformément à l'amendement gouvernemental précité, les dépenses effectives inscrites au compte général 2003 sont majorées de 79 millions d'euros permettant d'affecter l'excédent réalisé à raison de 40 millions d'euros au fonds pour l'emploi et à raison de 39 millions d'euros au fonds de la dette publique (cf. projet de loi précité, *doc. parl. No 5398*). Le résultat de l'exercice s'en trouve réduit à 333.493,57 euros. Le Gouvernement prévoit d'affecter ce montant au compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“, compte dont les avoirs en sont portés à 506.193.639,35 euros. Ce montant constitue, ensemble avec les avoirs des fonds spéciaux de l'Etat (augmentés des

79 millions d'euros selon l'amendement du projet de loi sous examen), la réserve budgétaire de l'Etat (cf. annexe 4 jointe au projet de loi: „bilan financier de l'Etat établi sur base du compte général 2003“).

Le Conseil d'Etat tient encore à relever que dans son rapport précité relatif au compte 2003, la Cour des comptes attire l'attention sur les discordances qu'elle a décelées pour l'exercice comptable 2003 entre le budget et le compte général. Et la Cour de renvoyer à l'article 10 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat pour demander une révision et un redressement de la présentation du compte afin que ses remarques soient prises en considération.

Le Conseil d'Etat note que l'amendement gouvernemental lui soumis le 22 juin 2005 ni n'en tient compte, ni ne fournit des explications sur les raisons ayant conduit à ignorer les observations précitées de la Cour. Or, dans l'intérêt de la régularité formelle du compte général soumis à l'approbation du législateur, il échet de réserver les suites requises aux observations en question.

*

Les paramètres économiques sur lesquels le Gouvernement s'était fondé pour élaborer le projet de budget pour 2003 avaient encore au cours de 2002 dû être corrigés à la baisse, ce qui avait conduit le Conseil d'Etat, dans son avis du 5 novembre 2002 relatif à la loi budgétaire en projet, à recommander, sinon une révision du projet de budget, du moins une exécution prudente au niveau des dépenses à autoriser.

Dans son rapport sur le projet de loi précité relatif à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003 (*doc. parl. No 5398²*), la commission des Finances et du Budget de la Chambre des députés rappelle que finalement 2003 a été caractérisée par une croissance économique de 2,9% (contre une croissance admise de 6,6% lors de l'élaboration du budget, revue encore à la baisse avant la fin 2002 par le Statec qui situait en ce moment celle-ci entre 2 et 3,5%). Le taux de création d'emplois estimé par le Gouvernement à 2,9% n'était en définitive que de 2% et le taux de chômage est monté à 3,8% contre 3% attendus. La toile de fond pluriannuelle devant laquelle s'inscrivent les données précitées est décrite par le Statec dans son rapport 2004 sur l'économie luxembourgeoise (cf. Cahier Statec – Université du Luxembourg (CREA) No 98, rapport élaboré avec l'Université du Luxembourg – Cellule de recherche en économie appliquée): *„La compétitivité de l'économie s'est appréciée sensiblement entre 1990 et 1998 pour se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 2000. Dès 2001, la situation s'est détériorée jusqu'en 2003 pour se redresser en 2004. Cependant une analyse plus détaillée de la situation permet de constater que la baisse de l'indicateur de compétitivité en 2003 n'est pas liée aux mêmes origines que les années précédentes. Entre 2000 et 2002, la baisse de l'indicateur de compétitivité semble surtout avoir une origine interne, à savoir la hausse du coût salarial (plus prononcée pour les services marchands). L'indicateur de marge est en baisse pendant cette période, mais se stabilise en 2003. En même temps, les causes de détérioration de la situation compétitive changent et se retrouvent principalement du côté de la composante externe de l'indicateur de compétitivité. Les prix concurrents étrangers ont connu en 2003 une baisse sensible en grande partie due à l'appréciation de l'euro face à sa principale devise concurrente qui est le dollar américain.“*

Dans ces conditions, le fait que, contrairement au budget 2003 reposant sur un quasi-équilibre entre recettes et dépenses, le compte général s'est, nonobstant la majoration certes marginale des dépenses inscrites dans la loi budgétaire sous l'effet de la loi du 22 août 2003, soldé par un excédent de recettes de 79 millions d'euros mérite d'être relevé.

A noter aussi que, de façon analogue à l'exercice 2002, les estimations de dépenses ont été dépassées de 2,1% et celles relatives aux recettes de 3,4%. En 2002, ces taux étaient de respectivement 2,4 et 3,7%.

Un examen plus poussé du tableau comparatif des recettes budget 2003/compte 2003 montre que les données inscrites dans le budget ont reposé sur des estimations pour partie gravement erronées. Les seules plus-values réalisées par rapport aux prévisions budgétaires au titre des douanes et accises (+ 206 mio d'euros), des impôts directs (+ 58 mio d'euros), des participations de l'Etat et des loyers qu'il a perçus (+ 11,5 mio d'euros) et des recettes versées par des organisations internationales (+ 7,9 mio d'euros) représentent une différence positive de 283,4 millions d'euros. Ces plus-values se trouvent partiellement neutralisées par des moins-values enregistrées au niveau de la taxe d'abonnement (- 98 mio d'euros), de la taxe d'enregistrement (- 34 mio d'euros), des intérêts de fonds en dépôt

(- 11 mio d'euros) et des taxes d'exploitation, taxes et redevances (- 10 mio d'euros). Ces quelques exemples qui comptent certes parmi les différences les plus saillantes du compte par rapport aux prévisions budgétaires montrent le caractère aléatoire des estimations à la base des prévisions de recettes inscrites dans le budget. Comme il avait déjà eu l'occasion de le relever dans son avis complémentaire du 10 décembre 2002 relatif à la loi budgétaire pour 2003, le Conseil d'Etat invite le Gouvernement à revoir les mécanismes utilisés pour évaluer les prévisions de recettes budgétaires, alors que la situation actuelle relève de la pure gageure. En effet, à une époque où la perspective d'excédents budgétaires réguliers semble définitivement appartenir au passé, et où le souci de maintenir le budget en équilibre est devenu la règle, la gestion en bon père de famille de l'argent du contribuable demande également un effort conséquent au niveau de l'appréciation correcte des recettes publiques, préalable indispensable à une mise en œuvre pertinente des leviers de la politique budgétaire.

Les informations afférentes du rapport général de la Cour des comptes précité sur les transferts de crédits et les dépassements des crédits non limitatifs montrent à leur tour qu'un effort similaire est également de mise lors de l'exécution du budget des dépenses. A cet égard, des différences parfois substantielles sont notées d'un département ministériel à l'autre.

*

Sans par ailleurs vouloir entrer dans le détail des remarques et recommandations ponctuelles concernant l'exécution du budget par les différents départements ministériels qui figurent dans le rapport de la Cour des comptes, le Conseil d'Etat se doit cependant de relever plusieurs constats auxquels a mené le contrôle intensifié de la Cour (cf. point 4 du rapport général), en ce qui concerne plus particulièrement les contrats passés entre l'Administration et des experts et conseils privés (cf. classe économique 12 des dépenses budgétaires: frais d'experts et d'études). A ce sujet, il voudrait relever notamment les recommandations de la Cour des comptes, d'une part, quant au respect des délais d'exécution des expertises et études réalisées pour compte de l'Etat et, d'autre part, quant aux mesures à mettre en place pour améliorer les mécanismes de contrôle destinés à assurer une exécution conforme des contrats visés. Le Conseil d'Etat recommande de charger un ministère (ou une autre instance administrative) de la coordination en vue de l'élaboration de directives précises s'imposant à tous les départements ministériels et administrations lors de la conclusion future de contrats du genre et reprenant les recommandations de la Cour des comptes.

Une autre remarque du prédit rapport de la Cour des comptes a trait au budget pour ordre qui concerne des fonds qui ne font que transiter par la trésorerie de l'Etat, et qui devraient donc, comme le relève à bon escient la Cour, être budgétairement neutres pour l'Etat. Ce principe se trouve d'ailleurs inscrit à l'article 78 de la loi précitée du 8 juin 1999 qui dispose que les dépenses pour ordre ne peuvent pas dépasser le montant des recettes correspondant à la fin de l'exercice, hormis en particulier les exceptions de non-compensation prévues par la loi budgétaire. Or, la Cour des comptes constate que le Gouvernement a pris l'habitude de procéder à des reports de soldes d'un exercice à l'autre, au-delà des limites prévues à cet effet par la loi du 8 juin 1999. Dans l'intérêt de la conformité formelle de la pratique budgétaire avec les exigences légales précitées, et nonobstant les explications contenues dans l'annexe 5 (cf. annexe 5 „solde du budget pour ordre“) jointe au projet de loi sous examen, le Conseil d'Etat propose soit de se tenir au cadre légal en place, soit d'adapter celui-ci pour répondre aux contraintes posées par les errements de comptabilisation inhérents aux budget et compte pour ordre.

*

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation quant au libellé du projet de loi sous examen.

Sous réserve des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec la version amendée du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 25 octobre 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350 - Dossier consolidé : 428

5350/04

N° 5350⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI**portant règlement du compte général de l'exercice 2003**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DU CONTROLE
DE L'EXECUTION BUDGETAIRE ET DES COMPTES**

(5.12.2005)

La Commission se compose de: M. Henri GRETHEN, Président; Mme Colette FLESCHE, Rapportrice; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, John CASTEGNARO, Lucien CLEMENT, Ben FAYOT, Norbert HAUPERT, Robert MEHLEN, Laurent MOSAR et Michel WOLTER, Membres.

*

I. INTRODUCTION ET TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 2003 a été déposé par le Ministre du Trésor et du Budget à la Chambre des Députés en date du 18 juin 2004. Les annexes fournissant des explications supplémentaires pour faciliter l'analyse du compte général de l'Etat ont été communiquées à la Chambre des Députés le 28 juin 2004. Le rapport de la Cour des Comptes est parvenu à la Chambre des Députés le 13 décembre 2004. Y étaient incluses les réponses du Gouvernement aux points soulevés par la Cour des Comptes. Au cours de la réunion du 13 décembre 2004, Mme Colette Flesch a été désignée comme rapportrice du projet de loi. Dans cette même réunion, le rapport de la Cour des Comptes a été présenté à la Commission.

Le 22 juin 2005 le Gouvernement a introduit un amendement tenant compte de l'affectation à deux fonds spéciaux de l'excédent de recettes de l'exercice budgétaire 2003.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 25 octobre 2005. La Commission a examiné cet avis au cours de sa réunion du 21 novembre 2005.

Le présent rapport a été examiné et adopté par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes le 5 décembre 2005.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

Les **comptes généraux** de l'exercice 2003 peuvent, compte tenu de l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, être résumés comme suit:

A. – Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.563.544.417,29
II. Dépenses	6.563.210.923,72
III. Excédent de recettes	333.493,57
IV. Report du solde des recettes et dépenses	506.193.639,35

B. – Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.465.490.377,08
II. Dépenses pour ordre	3.465.959.883,32
II. Excédent de dépenses pour ordre	469.506,24
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.488.217,21

C. – Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I. Recettes	1.951.773.563,25
II. Dépenses	2.304.839.008,63
III. Excédent de dépenses	353.065.445,38
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.804.974.302,98

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2003, les **variations** peuvent être résumées comme suit:

	<i>Budget définitif 2003</i>	<i>Compte général 2003</i>	<i>Variations</i>	
			<i>en valeur</i>	<i>en %</i>
Recettes				
– courantes	6.305.285.110	6.504.666.709,79	199.381.599,79	+ 3,2
– en capital	44.427.200	58.877.707,50	14.450.507,50	+ 32,5
Total recettes (1)	6.349.712.310	6.563.544.417,29	213.832.107,29	+ 3,4
Dépenses				
– courantes	5.521.484.773	5.616.432.132,44	94.947.359,44	+ 1,7
– en capital	827.833.639	867.778.791,28	39.945.152,28	+ 4,8
Total dépenses (2)	6.349.318.412	6.484.210.923,72	134.892.511,72	+ 2,1
Excédent de recettes (1)-(2)	393.898	79.333.493,57	78.939.595,57	

Les dépenses courantes et en capital dépassent de 2,1% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 134,89 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations du fonds de réserve (+ 92.172.162 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 59.589.505 euros);
- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 16.609.912 euros);
- aux transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises (+ 16.526.268 euros);
- au remboursement de la dette publique (+ 15.000.000 euros);
- aux transferts en capital à l'administration centrale (+ 15.000.000 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 10.590.033 euros).

Par rapport aux comptes généraux de l'exercice 2002, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 5,59%.

Les **plus-values et moins-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	57.916.741,22
Impôts indirects	1.702.514,34
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	-9.439.456,01
Recettes de participation ou d'avances de l'Etat	4.821.357,44
Remboursements de dépenses	165.502,44
Douanes et accises	205.904.293,57
Impôts, droits et taxes	-67.070.750,66
Recettes domaniales	6.243.130,78
Recettes d'exploitation et autres	-7.615.653,90
Remboursements	-56.613,31
Recettes versées par les communes	274.912,62
Recettes versées par la sécurité sociale	-200.201,43
Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	-919.897,12
Remboursements effectués par les sociétés	7.573.604,70
Recettes versées par les comptables extraordinaires	3.512.490,96
Participations dans les sociétés privées	-1.549.186,42
Recettes versées par les organisations internationales	7.891.544,92
Recettes d'exploitation	-9.772.734,35
Total	199.381.599,79

Selon l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, les dépenses inscrites aux comptes généraux de l'exercice 2003 sont majorées de 79 millions. Cet excédent est affecté à raison de 40 millions d'euros au fonds pour l'emploi et à raison de 39 millions d'euros au fonds de la dette publique. En conséquence, le résultat de l'exercice se trouve réduit à 333.493, 57 euros.

Depuis le 1er janvier 2001, c'est la Direction du contrôle financier (DCF) qui assure le contrôle des **dépenses**.

Au cours de l'exercice budgétaire 2003, 251.637 opérations, dont 34.725 engagements et 216.912 ordonnances, ont été validées par les contrôleurs financiers. Tenant compte du fait que certaines dépenses ont fait l'objet d'ordonnances collectives, le nombre de créances est plus élevé (485.833 paiements représentant un montant ordonnancé de 12.407.392.276 euros). A première vue, ce montant dépasse le total du budget voté, car le total des ordonnances visées par les contrôleurs financiers recouvre outre le budget des dépenses courantes et en capital aussi les dépenses pour ordre et les dépenses à charge des fonds spéciaux.

La Cour des Comptes note dans son rapport que le total du montant engagé au cours de l'exercice 2003 s'élève à 21.957.217.235 euros. Ce chiffre s'explique par le fait qu'au niveau des engagements sur crédits sans distinction d'exercice, les ordonnateurs ont la possibilité de majorer le disponible à engager de 33% d'office et, après avoir recueilli l'accord du ministre du Trésor et du Budget, de tout montant qui leur semble justifié.

La clôture légale de l'exercice 2003 était initialement fixée au 31 décembre 2003 pour les engagements et au 31 mars 2004 pour les ordonnancements. La loi budgétaire pour l'exercice 2003 a cependant prévu une disposition visant à allonger la période complémentaire d'un mois pour les exercices 2002 et 2003. Les opérations d'ordonnement des dépenses ont pu se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante et les opérations relatives au paiement des dépenses ont pu se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante. Pendant la période complémentaire de l'exercice 2003, 20 nouveaux engagements portant sur un montant global de 153.396.031 euros ont été autorisés par le ministre.

Au cours de l'exercice budgétaire 2003, les contrôleurs financiers ont formulé 591 refus de visa (contre 744 en 2002). Suite aux observations et réponses transmises par l'ordonnateur, 111 refus ont été réitérés par la DCF. Finalement, 69 décisions de passer outre au refus de visa ont été prises par arrêtés motivés des ministres des départements ordonnateurs. Pour le détail, il est renvoyé au tableau 11 du rapport général de la Cour des Comptes (document parlementaire No 5350¹ p.14).

Les principales raisons ayant donné lieu à un refus de visa sont:

- engagement ex post;
- non-respect de la législation sur les marchés publics;
- absence de base légale ou base légale non conforme.

En comparaison avec les comptes de l'exercice 2002, force est de constater que les refus de visa pour non-respect de la législation sur les marchés publics sont en nette progression (21,2% par rapport à 14,8%). En ce qui concerne la répartition des refus de visa par département ministériel, on constate que les ministères des Affaires étrangères et des Travaux publics rassemblent à eux seuls plus que la moitié des refus (309 de 591).

Notons encore qu'en cas de dossier incomplet, le contrôleur financier, plutôt que d'émettre un refus de visa, retourne le dossier à l'ordonnateur. Pour l'exercice 2003, le nombre de dossiers retournés (pour des dépenses autres que de personnel) est passé de 6.000 à 4.400.

Il reste finalement à signaler que, bien que le ministre du département ordonnateur ait le pouvoir de passer outre au refus de visa, 126 dossiers de l'exercice budgétaire 2003 n'ont pas été clôturés.

*

III. CONSIDERATIONS PARTICULIERES

1. Observations à l'égard d'engagements ou d'ordonnances de paiement

1. La DCF a refusé son accord à l'égard d'une ordonnance de paiement de 1.828,50 euros du Laboratoire national de santé concernant l'acquisition de matériel de rechange au motif que la commande du matériel précédait l'engagement de la dépense. Le contrôleur financier avait notamment constaté que la date de la facture avait été manipulée. Lors de la nouvelle présentation du dossier, la DCF a réitéré son refus en condamnant de nouveau cette pratique frauduleuse. Le ministère de la Santé a finalement décidé de clôturer les dossiers en passant outre au refus de visa.

2. La DCF a refusé le visa à l'égard d'une proposition d'engagement du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural relative à l'acquisition d'un engin multifonctionnel pour un montant de 99.130 euros au motif que la commande avait été réalisée avant que la procédure d'engagement budgétaire n'ait été entamée. Lors de la nouvelle présentation du dossier, la DCF a donné son accord à la proposition en question.

3. La DCF a refusé son accord concernant une ordonnance de paiement du ministère des Travaux publics relative à des travaux et fournitures au chantier de la liaison avec la Sarre pour un montant de 17.707,24 euros. Dans son argumentation, la DCF tient à critiquer une déficience au niveau des contrôles internes au sein de l'administration des Ponts et Chaussées vu le fait que la même dépense avait déjà fait l'objet d'un paiement visé et accepté.

4. La DCF a refusé à deux reprises son accord à l'égard d'une proposition d'engagement au montant de 15.300 euros concernant une consolidation des voûtes à l'orangerie d'Echternach au motif que la proposition régularisait ex post des prestations déjà facturées. Le refus de visa fut réitéré, car l'explication fournie par le service des Sites et Monuments nationaux (perte de l'offre) ne justifiait pas, aux yeux de la DCF, l'engagement ex post des prestations facturées. Lors de la troisième présentation du dossier, le service des Sites et Monuments nationaux a précisé que l'information de sa prise en charge des travaux n'était pas parvenue aux services compétents pour la réservation des crédits budgétaires. Suite à ces explications, la DCF a accordé, à titre exceptionnel, le visa à l'égard de la proposition.

Constatant que les décisions de passer outre au refus de visa sont en progression (69 par rapport à 57 pour l'exercice 2002), la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes invite les ministères à veiller à l'avenir à respecter les dispositions légales avant de prendre des engagements financiers.

2. Contrôle intensifié de la Cour des Comptes

La Cour des Comptes est tenue d'examiner la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics d'après l'article 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour. Elle est également chargée du contrôle-matières qui porte sur l'existence, l'emploi et la conservation de tous les actifs appartenant à l'Etat.

2.1 Présentation du contrôle

Le contrôle intensifié de la Cour des Comptes a porté sur les dépenses relatives aux frais d'experts et d'études. L'approche de la Cour a consisté dans l'examen portant sur la légalité et la régularité de la conclusion et de l'exécution des contrats en question. L'échantillon de contrôle a porté sur 13,047 millions d'euros, soit 56% des paiements effectifs et a concerné 167 contrats sélectionnés selon leur importance dans les départements ministériels et les administrations et les services de l'Etat.

Le contrôle de la Cour des Comptes a porté en outre sur les mécanismes de contrôle mis en place, destinés à éviter ou à corriger des erreurs pouvant se présenter au niveau de la conclusion et de l'exécution des contrats d'experts et d'études.

La majeure partie des contrats vérifiés a été conclue avant le 1er septembre 2003 et se réfère donc aux anciennes dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics. Les dispositions de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics n'ont été appliquées que dans des cas isolés.

2.2 Constatations et recommandations de la Cour des Comptes

Concernant **les délais et les pénalités** prévus par les contrats d'experts et d'études, la Cour des Comptes regroupe les contrats analysés selon leur objet dans quatre catégories:

- les études, représentant des travaux généraux de recherche, de conception et de réalisation définis par une mission et des résultats précis;
- l'informatique, ciblant tous les travaux de préétudes, de conception et de réalisation en relation avec l'installation de programmes informatiques;
- l'assistance, décrivant des missions d'accompagnement et de consultance;
- divers.

Dans son rapport, la Cour des Comptes se prononce essentiellement sur les contrats de type „Etudes“ et „Informatique“ qui prévoient normalement des dates limites pour la réalisation d'un résultat précis.

Sur les 116 contrats des deux types susmentionnés, 51 ne prévoient aucun délai d'exécution. Des délais sont définis dans les 65 contrats restants. Un seul contrat avait prévu une sanction en cas de non-respect du délai d'exécution. Ainsi, 44% des contrats d'experts et d'études ne stipulent pas de délais contraignants. Concernant les autres contrats, la Cour des Comptes regrette l'absence quasi totale de dispositions contractuelles sanctionnant le non-respect du délai d'exécution.

La Cour des Comptes étant d'avis que l'inscription de telles clauses est essentielle pour la bonne exécution des contrats en question, elle invite dans son rapport les responsables compétents lors de la conclusion de tels contrats à attacher à l'avenir plus d'importance à la formulation de délais d'exécution et à y associer des dispositions sanctionnant leur non-respect.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes ne peut que se rallier à cette recommandation de la Cour des Comptes.

Selon la nature et l'envergure des contrats, différentes mesures de contrôles ont été mises en œuvre au sein des départements ministériels, des administrations et services de l'Etat pour assurer **le suivi de l'exécution des contrats** d'experts et d'études:

- Implication de responsables techniques qui participent à l'élaboration et au suivi des projets;
- Existence de groupes de projets ou de comités de pilotage qui suivent de près les grands projets et vérifient le service accompli;
- Existence de systèmes informatisés de contrôle ou de suivi de projets;
- Existence et observation de procédures écrites de contrôle interne;
- Existence de contrats standardisés;
- Tenue régulière de réunions de service.

La Cour des Comptes note dans son rapport que seuls quelques départements ministériels, administrations et services de l'Etat ont déjà mis en pratique l'une ou l'autre des mesures susmentionnées et conclut que, d'une manière générale, des améliorations sont à entreprendre à l'avenir afin de parfaire les mécanismes de contrôle.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes fait sienne la conclusion de la Cour et invite les responsables compétents à veiller à l'avenir à la mise en pratique soutenue de mesures de contrôle. Elle reviendra à cette question dans le cadre de ses observations finales.

Lors de son contrôle portant sur la légalité de la conclusion de contrats d'experts et d'études, la Cour des Comptes a également analysé l'aspect de **la législation sur les marchés publics**.

Comme exemple la Cour relève dans son rapport que par arrêté du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 10 octobre 2003, l'Administration des Eaux et Forêts a été autorisée à conclure un marché négocié avec un bureau d'études en vue de la réalisation d'inventaires forestiers d'aménagement pour les forêts communales de Mamer et Strassen. D'après le ministère, les prestations sous rubrique ne pouvaient être confiées, pour des raisons techniques et scientifiques, qu'à un prestataire déterminé et le prix des services était soustrait au jeu normal de la concurrence. Avec les mêmes arguments le ministère a conclu des marchés négociés avec deux autres bureaux d'études pour la réalisation d'inventaires forestiers d'aménagement.

La Cour des Comptes est d'avis que les services en question auraient parfaitement pu être mis en adjudication publique ou du moins faire l'objet d'une soumission restreinte. Selon la Cour, les motifs invoqués par le ministère pour recourir à des marchés négociés ne sont pas concluants.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes partage cette analyse et invite les responsables compétents à respecter scrupuleusement la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, qui a comme objectif de maintenir la soumission publique comme règle générale.

Concernant les **contrats de type „travailleur intellectuel indépendant“**, la Cour des Comptes note dans son rapport que pour de nombreux contrats la qualité d'expert n'est pas toujours facile à établir. Ainsi, elle fait notamment référence au ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour lequel quelque 80 personnes travaillent en tant qu'experts indépendants avec des contrats expirant chaque année, mais qui sont pourtant régulièrement renouvelés. En plus, la formulation des missions dans les contrats visés reste, selon la Cour, souvent vague et comprend parfois des tâches purement administratives.

Tout comme la Cour des Comptes, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes est d'avis que ces activités ont un caractère permanent portant atteinte aux dispositions légales qui règlent les conditions de recrutement de personnel au service de l'Etat et invite le ministère à se conformer à la législation en vigueur.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes réprovoque cette manière de procéder.

Finalement, la Cour des Comptes constate dans son rapport que **le classement et l'archivage** des pièces justificatives en relation avec les dépenses pour frais d'experts et d'études ne sont pas organisés de manière satisfaisante dans de nombreux départements ministériels.

La Cour conclut en faisant référence aux constatations déjà formulées dans son rapport sur le compte général de l'exercice 2001 et dans son rapport spécial sur la mise en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat. La Cour des Comptes déplore notamment un manque d'uniformité et d'homogénéité concernant la gestion des archives et tient à reformuler sa recommandation d'élaborer dans les meilleurs délais le règlement grand-ducal fixant les conditions et les modalités de l'archivage tel que prévu par l'article 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes se rallie à cette recommandation.

3. Les restants d'exercices antérieurs

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur pour lesquelles n'existaient pas de disponibilités budgétaires et dont le règlement reste en souffrance.

Généralement, le montant total des restants d'exercices est connu au moment de l'élaboration du projet de budget. Ainsi les sommes liquidées devraient-elles correspondre aux crédits votés. Or, la Commission doit constater que tel n'est pas le cas pour nombre de départements ministériels et demande qu'il soit remédié à la situation.

4. Les marchés publics

Dans son rapport, la Cour des Comptes consacre un sous-chapitre à la nouvelle législation sur les marchés publics, qui est entrée en vigueur le 1er septembre 2003.

D'après les statistiques de la DCF, l'Etat a passé, suivant les nouvelles dispositions légales et réglementaires, un total de 637 marchés pour un montant de 484,6 millions d'euros depuis le 1er septembre 2003. 342 de ces marchés (53,7%) ont fait l'objet d'une soumission publique tant au niveau national qu'européen représentant, en termes de valeur, 406,1 millions d'euros (83,8%). La part relative des soumissions restreintes et des marchés négociés se chiffre à 46,3% ce qui représente 16,2% de la valeur totale de l'ensemble des marchés conclus.

L'article 15 de loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dispose qu'un **décompte final** doit être établi par le pouvoir adjudicateur pour tous les marchés publics dont la valeur hors TVA dépasse 20.000 euros. La Cour des Comptes note toutefois dans son rapport qu'aucun décompte ne lui a été transmis depuis le 14 décembre 1999.

Le présent rapport entend reprendre quelques **observations de la Direction du contrôle financier** formulées au moment de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses en matière de marchés publics.

Concernant l'exercice 2003, la DCF a émis 125 refus de visa (situation fin juillet 2004) pour non-respect de la législation (ancienne et nouvelle) sur les marchés publics.

Les raisons principales entraînant un refus de visa énoncées par la DCF sont:

1. le fractionnement des dépenses;
2. le dépassement des montants limites au-dessus desquels il doit être procédé par adjudication publique;
3. le mode de passation des marchés publics;
4. les approbations ex post avant l'intervention de la DCF;
5. le paiement d'avances.

4.1 Fractionnement des dépenses

Ministère d'Etat

La DCF a retourné une ordonnance relative à une étude portant sur la „détermination des teneurs en HAP dans les matrices environnementales et biologiques dans le voisinage immédiat du site de compostage de Diekirch“ au motif que la facture datée du 25 octobre 2002, s'élevait au montant identique que la facture du 7 octobre 2002 visée favorablement le 23 janvier 2003 concernant cette même étude. Comme le total de ces deux factures (17.000 euros HTVA) dépassait le montant prévu au règlement grand-ducal du 30 septembre 1993, ces prestations auraient dû être passées, soit par voie de soumission publique, soit par voie de marché de gré à gré. Ce dossier n'a pas encore été retourné à la DCF (situation juin 2004).

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense

Le ministère avait présenté à la DCF quatre engagements pour un montant global de 45.582 euros TTC pour l'acquisition de matériel pour les besoins de l'unité „Humanitarian Intervention Team“. Comme le montant total des engagements dépassait le seuil de 22.000 euros et comme il s'agissait des fournitures de nature identique commandées à un même fournisseur, la DCF a refusé son visa avec l'argument que ces fournitures auraient dû faire l'objet d'une soumission publique. Le dossier en question n'a pas encore été retourné à la DCF (situation juin 2004).

4.2 Dépassement des montants limites

Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Vu l'importance du montant cumulé annuellement engagé (73.810 euros) pour l'entretien journalier des bureaux du département du Logement pour l'exercice 2003, la DCF avait demandé la mise en

adjudication publique de ces services. Le ministère des Finances, se référant à l'avis de l'Inspection générale des Finances du 22 juillet 2003 portant sur l'autorisation ex post d'un marché de gré à gré en cours d'exécution, précisa que l'arrêté relatif à la conclusion du marché de gré à gré ne serait soumis qu'exceptionnellement à l'approbation ex post du Conseil de Gouvernement sous condition qu'à l'avenir il soit procédé à une soumission publique.

4.3 Mode de passation des marchés

Ministère des Travaux publics

Concernant les engagements pour compte de l'Administration des Ponts et Chaussées de personnel auxiliaire, conclus sur base d'un contrat de service d'emploi avec certaines associations sans but lucratif, la DCF a formulé plusieurs refus de visa avec comme argument principal que la législation sur les marchés publics ne permettait pas le recours à un marché de gré à gré dans le cadre des travaux réalisés par une entreprise à caractère social. Le ministère, arguant que pour des raisons éthiques il ne serait pas indiqué de mettre ces prestations d'emploi en concurrence, a décidé de passer outre aux refus de visa.

4.4 Approbations ex post avant l'intervention du contrôleur financier

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

La DCF a retourné au ministère une proposition d'engagement relative à la continuation de la mission de réalisation du mobilier des installations muséographiques du parcours gratuit du futur Musée de la Forteresse. Ces prestations avaient été fournies dès l'année 2001, mais n'ont été approuvées par arrêté ministériel qu'en date du 26 septembre 2003. Ce dossier n'a pas encore été retourné à la DCF (situation juin 2004).

Ministère des Travaux publics

Des travaux supplémentaires d'installations électriques basse tension exécutés dans l'intérêt de la Fondation APEMH à Bettange-sur-Mess, dépassant de 71,93% le montant du marché principal, ont été approuvés ex post par le ministre des Travaux publics. La DCF estima que d'après les dispositions légales en vigueur, les travaux en question auraient dû être mis en adjudication publique et refusa à deux reprises de donner son accord de visa. Finalement, le ministre des Travaux publics décida de passer outre au refus de visa considérant que les travaux se trouvaient lésés par le non-paiement des factures.

4.5 Paiement d'avances

Ministère de la Santé

La DCF a constaté lors de la présentation de l'engagement concernant des frais de douane qu'un lecteur automatique de dosimètre pour la Division de la radioprotection du ministère de la Santé avait été commandé le 4 novembre 2002, facturé le 24 février 2003, payé le 26 mars 2003, mais importé seulement le 3 juillet 2003. Afin de justifier cette manière de procéder, le chef de la Division de la radioprotection avait argumenté que les crédits pour l'acquisition du lecteur seraient tombés en économie si les dépenses n'avaient pas été engagées et payées par le biais des crédits de l'exercice 2002.

Critiquant cette manière de procéder, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes invite les responsables compétents à un maniement plus précautionneux des moyens financiers publics.

5. Les comptables extraordinaires

Les articles 68 à 73 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat traitent des comptables extraordinaires de l'Etat qui sont nommés par le ministre ayant le budget dans ses attributions sur proposition du ministre ordonnateur. Il leur est confié d'effectuer des recettes et des dépenses déterminées au nom et pour le compte de l'Etat. Le législateur a prévu de procéder de cette manière lorsque le recours à la procédure normale en matière d'exécution des recettes

et des dépenses s'avère trop compliqué ou trop lent. Les comptes rendus par le comptable extraordinaire à l'ordonnateur ainsi que les observations y afférentes de ce dernier sont communiqués au contrôleur financier après la clôture de l'exercice concerné. Celui-ci en fait rapport au ministre ayant le budget dans ses attributions.

Dans son rapport, la Cour des Comptes note que, suite à une initiative du Trésor de concert avec la DCF, 129 mandats de comptable extraordinaire n'ont pas été renouvelés pour l'exercice 2003, compte tenu du fait que les dépenses afférentes peuvent très bien être effectuées suivant la procédure classique de l'ordonnancement via l'application SAP.

Entre 1990 et 2000, le Gouvernement a alloué 345 crédits à des comptables extraordinaires pour un montant total de 4.900.572 euros pour lesquels aucun compte n'a été présenté jusqu'à présent. Ce montant a donc pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été produite. En ce qui concerne les exercices 2001 et 2002, le nombre des comptes, des crédits et des montants correspondants non présentés n'a pas pu être établi de manière exhaustive faute d'un outil d'enregistrement et de suivi adéquat.

Pour ce qui est de l'exercice 2002, les contrôleurs financiers ont, à la date du 8 septembre 2004, contrôlé 343 comptes sur 674. En ce qui concerne l'exercice 2003, 76 comptes seulement sur 608 ont été transmis à cette même date aux contrôleurs financiers. Le nombre élevé de comptes en suspens s'explique notamment par l'intervention du contrôle interne préalable du ministère des Affaires étrangères sur les comptes des missions diplomatiques.

Tout en appréciant la politique gouvernementale de réduction du nombre des comptables extraordinaires, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes tient à formuler dans ce contexte une nouvelle fois sa demande aux différents comptables extraordinaires de présenter leurs comptes sans délai.

6. Avis du Conseil d'Etat et observations de la commission parlementaire

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes constate que les observations du Conseil d'Etat peuvent pour l'essentiel être résumées en deux questions de forme et deux questions de fond.

En ce qui concerne les questions de forme, le Conseil d'Etat s'interroge, d'une part, sur le problème de la conformité du compte général avec le budget voté et, d'autre part, sur l'équilibre entre les recettes et dépenses pour ordre.

En premier lieu, le Conseil d'Etat évoque un problème soulevé par la Cour des Comptes dans son rapport du 13 décembre 2004, à savoir celui des discordances entre le budget voté 2003 et le compte général y relatif, notamment au niveau du libellé de certains articles budgétaires.

En application des dispositions de l'article 10 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la présentation du compte général de l'Etat doit être identique à celle du budget voté. En conséquence, la version actuelle du compte général établi par la Trésorerie de l'Etat pour l'exercice 2003 doit être revue et redressée.

Le Conseil d'Etat note encore que l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005 ne tient pas compte de ces observations et ne fournit pas d'explications sur les raisons ayant conduit à ignorer les observations précitées de la Cour des Comptes. Dans l'intérêt de la régularité formelle du compte général, il estime qu'il échet de réserver les suites requises à ses observations.

Or, dans les réponses du Gouvernement aux observations de la Cour des Comptes, la Trésorerie de l'Etat fournit les explications suivantes : „*Ce problème récurrent, que la Trésorerie croyait résolu, ne peut que provenir du fait que le fichier établi pour le compte général par l'Inspection générale des finances et transmis au Centre informatique de l'Etat ne repose pas à l'identique sur le fichier comportant le budget voté tel que publié au Mémorial. La Trésorerie de l'Etat serait reconnaissante à la Cour des Comptes de se voir communiquer les discordances constatées pour pouvoir les redresser. Elle est toutefois dépendante des fichiers qu'elle reçoit et ne peut de ce fait pas assurer que le même problème ne ressurgisse plus*“.

Compte tenu des explications fournies par le directeur du Trésor, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes constate que ce problème peut être redressé assez facilement dans la mesure où il ne concerne que les seuls libellés des articles budgétaires. Pas une seule donnée

chiffrée du budget n'est concernée, ce qui explique aussi qu'il n'existait point de besoin de tenir compte de ce problème dans le cadre de l'amendement gouvernemental.

Pour l'exercice 2003, la Trésorerie de l'Etat a entre-temps reçu de la Cour des Comptes les données nécessaires pour identifier les articles budgétaires pour lesquels des écarts ont été constatés. Il s'ensuit que dans le texte définitif des annexes à la future loi portant règlement des comptes généraux 2003, telles qu'elles seront publiées au Mémorial, les libellés corrects des articles visés seront reproduits.

Quant à la possibilité d'éviter que ce genre de problèmes ne se reproduise à l'avenir, il y a lieu de relever qu'en pratique les écarts constatés proviennent du fait que le libellé d'un article budgétaire peut légèrement changer d'un exercice à l'autre. Il peut s'agir de changements tout à fait anodins (par exemple un article budgétaire libellé „subside“ au lieu de „subvention“ au cours de l'exercice précédent) qui sont susceptibles de provoquer les distorsions signalées par la Cour des Comptes et le Conseil d'Etat.

Il s'agit donc d'un problème matériel et qui pourra trouver sa solution à l'avenir moyennant un surplus d'attention à vouer à l'utilisation correcte et à la concordance des fichiers respectifs du budget et du compte général correspondant. A noter d'ailleurs que dans son rapport sur le compte général 2004, la Cour des Comptes n'a pas formulé d'observation à ce sujet alors qu'aucune discordance de ce genre n'a plus été constatée.

*

Ensuite le Conseil d'Etat aborde la question du budget pour ordre qui concerne des fonds qui ne font que transiter par la Trésorerie de l'Etat et qui devraient donc être budgétairement neutres pour l'Etat. L'article 78 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat prévoit du reste que les dépenses pour ordre ne peuvent pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice, hormis les exceptions de non-compensation prévues par la loi budgétaire. Or, dans le compte 2003, les recettes et dépenses pour ordre sont en déséquilibre. La Cour des Comptes et le Conseil d'Etat constatent que le Gouvernement a pris l'habitude de procéder à des reports de soldes d'un exercice à l'autre, au-delà des limites prévues à cet effet par la loi du 8 juin 1999.

Le Conseil d'Etat propose soit de se tenir au cadre légal en place, soit d'adapter celui-ci pour répondre aux contraintes posées par les errements de comptabilisation inhérents aux budget et compte pour ordre.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes a été informée par le directeur du Trésor que ses services ont procédé pour l'exercice 2003 au redressement de différentes erreurs qui au fil des années se sont glissées dans le budget pour ordre. Il s'agit d'erreurs matérielles consistant notamment dans certains soldes erronément reportés d'exercice en exercice. Suite à cette opération de „nettoyage“, de nombreux comptes du budget pour ordre ont pu être régularisés et ce budget est devenu largement plus transparent.

Au-delà de cette opération purement matérielle, il faut toutefois relever que le problème soulevé par le Conseil d'Etat touche également une question de fond. En effet, le principe de la neutralité budgétaire des recettes et des dépenses pour ordre par exercice se heurte souvent à des contraintes pratiques dans la mesure où, dans certains cas, des recettes se rapportant à un exercice déterminé ne peuvent donner lieu aux dépenses correspondantes que dans l'exercice subséquent. Inversement, et notamment dans le domaine communautaire, certaines dépenses doivent être engagées d'abord pour pouvoir être prouvées ensuite avant de donner finalement lieu aux recettes au cours de l'exercice subséquent à la dépense. Dans ce cas, l'article budgétaire en question du budget pour ordre présentera donc un solde négatif à la fin de l'exercice. C'est précisément pour tenir compte de ces situations que la loi budgétaire prévoit régulièrement pour certaines catégories de recettes et dépenses pour ordre une disposition prévoyant qu'au cours de l'exercice déterminé les dépenses pour ordre peuvent dépasser le montant des recettes correspondantes. Le texte précise encore que, si à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant. Un pareil report est également opéré en cas d'excédent sur les recettes.

Or, notre système comptable ne permet en principe pas le report d'un solde négatif. Face à cette situation, la Trésorerie de l'Etat estime qu'il y a lieu de modifier le système en ce sens qu'il n'y aura plus de report comptable formel et qu'il sera ainsi procédé à une gestion comptable continue des comptes en question. A cette fin, il suffit que la Trésorerie communique à la fin de chaque exercice

aux différents départements ministériels l'état de leurs comptes pour ordre respectifs. Telle est d'ailleurs déjà actuellement pratique courante.

En conclusion, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes considère qu'il n'y a donc pas lieu de compléter le cadre légal en place, mais plutôt de mettre à profit une prochaine initiative législative pour le simplifier, ceci en supprimant des dispositions concernant les reports de solde qui n'ont plus leur raison d'être.

*

En matière de fond, le Conseil d'Etat revient une fois de plus à l'éternelle question de l'appréciation correcte des recettes et dépenses lors de l'établissement du budget. Il évoque encore un problème particulier à savoir celui des dépenses pour frais d'experts et d'études, du respect des délais en relation avec ces contrats et des mécanismes de contrôle destinés à en assurer une exécution conforme.

Le Conseil d'Etat tient à relever les variations entre budget voté et compte général en 2003.

Il note que les estimations de dépenses ont été dépassées de 2,1% et celles relatives aux recettes de 3,4%. Il analyse de plus près certaines plus-values de recettes (douanes et accises, impôts directs, participations de l'Etat et loyers perçus, recettes versées par des organisations internationales) et moins-values (taxe d'abonnement, taxe d'enregistrement, intérêts de fonds en dépôt, taxes d'exploitation, taxes et redevances) pour conclure que les estimations de recettes ont été pour partie gravement erronées et revêtent un caractère aléatoire.

Le Conseil d'Etat invite le Gouvernement à revoir les mécanismes utilisés pour évaluer les prévisions de recettes budgétaires et à entreprendre „un effort conséquent au niveau de l'appréciation correcte des recettes publiques, préalable indispensable à une mise en œuvre pertinente des leviers de la politique budgétaire“.

Au regard des informations du rapport général de la Cour des Comptes sur les transferts de crédits et les dépassements des crédits non limitatifs, le Conseil d'Etat estime qu'un effort similaire est de mise lors de l'exécution du budget des dépenses, étant entendu que les performances varient d'un département ministériel à l'autre.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes reconnaît la réalité du problème soulevé par le Conseil d'Etat, ceci d'autant plus que les pourcentages nets des dépassements des estimations des dépenses et des recettes cachent des pourcentages bruts encore beaucoup plus substantiels pour certains postes budgétaires.

Il faut concéder que certaines recettes budgétaires revêtent de par leur nature une assez faible prévisibilité et que, par conséquent, les estimations y relatives sont beaucoup plus difficiles à établir. Il en est ainsi par exemple des dépenses en relation avec l'UEBL. Toutefois, dans la mesure où certains postes budgétaires sont de façon répétée sujets au même type d'erreurs d'estimation, il est évident que des moyens doivent être trouvés pour corriger cette situation. A ce titre, il faut cependant relever qu'au cours des derniers exercices l'estimation des recettes a nettement gagné en fiabilité.

Au niveau des dépenses, force est de constater que les transferts de crédits et les dépassements de crédits non limitatifs sont largement les plus fréquents dans le chef du ministère des Travaux publics. Ceci n'est toutefois guère étonnant compte tenu de l'envergure du budget à gérer par ce département ministériel.

A ce sujet, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes tient à remarquer que la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de grands projets d'infrastructure devrait contribuer à l'avenir à remédier à certains des problèmes constatés dans le passé et à éviter des décalages exorbitants qui ont parfois dû être constatés entre les estimations à la base des projets votés et les dépenses effectivement engagées.

*

Le Conseil d'Etat relève encore que le contrôle intensifié de la Cour a porté plus particulièrement sur les frais d'experts et d'études. Dans ses recommandations, la Cour insiste, d'une part, sur le respect des délais d'exécution et, d'autre part, sur les mesures à mettre en place pour améliorer les mécanismes de contrôle destinés à assurer une exécution conforme des contrats.

En conséquence, le Conseil d'Etat recommande de charger un ministère (ou une autre instance administrative) de la coordination en vue de l'élaboration de directives précises s'imposant à tous les départements ministériels et administrations.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes se rallie en principe à cette recommandation du Conseil d'Etat en soulignant toutefois qu'il y a lieu d'adopter en ce domaine une démarche pragmatique et que l'accent doit plutôt être mis sur l'élaboration de lignes de conduite communes à respecter par toutes les instances étatiques concernées. En revanche, la commission estime qu'il y a lieu de faire abstraction dans ce domaine de la création d'une nouvelle instance centralisée de coordination et de contrôle.

*

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation quant au libellé du projet de loi et, sous réserve des observations qui précèdent, il peut marquer son accord avec la version amendée du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003.

*

Sous le bénéfice des réflexions qui précèdent, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet dans la teneur du projet de loi amendé proposé par le gouvernement, étant entendu que dans les textes des annexes à la loi portant règlement des comptes généraux 2003, telles qu'elles seront publiées au Mémorial, il sera tenu compte des libellés corrects des articles budgétaires.

Luxembourg, le 5 décembre 2005

La Rapportrice,
Colette FLESCHE

Le Président,
Henri GRETHEN

5350/05

N° 5350⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(23.12.2005)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 16 décembre 2005 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 15 décembre 2005 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 25 octobre 2005;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 23 décembre 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5350 - Dossier consolidé : 444

5350

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 45

10 mars 2006

Sommaire

COMPTE GENERAL DE L'EXERCICE 2003

Loi du 23 décembre 2005 portant règlement du compte général de l'exercice 2003 page **824**